

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Ralentissement de l'activité  
manufacturière et augmentation  
des obstacles au commerce

OCT  
2019



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Ralentissement de l'activité  
manufacturière et augmentation  
des obstacles au commerce

OCT  
2019



©2019 Fonds monétaire international

Production : FMI, division des services multimédias  
Composition : AGS, une société du groupe RR Donnelley

*Édition française*  
Services linguistiques du FMI, section française

### Cataloging-in-Publication Data

#### Joint Bank-Fund Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 978-1-51352-050-6 (version imprimée)  
978-1-51352-051-3 (version PDF)

Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM le 3 octobre 2019. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

**Référence recommandée :** Fonds monétaire international. 2019. *Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce*. Washington, octobre.

Les commandes doivent être adressées à :  
International Monetary Fund, Publication Services  
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.  
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)  
[www.imfbookstore.org](http://www.imfbookstore.org)  
[www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Hypothèses et conventions</b>	<b>viii</b>
<b>Autres informations</b>	<b>x</b>
<b>Données</b>	<b>xi</b>
<b>Préface</b>	<b>xii</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>xiii</b>
<b>Résumé analytique</b>	<b>xv</b>
<b>Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales</b>	<b>1</b>
Dynamisme en baisse, commerce et production industrielle affaiblis	1
Une croissance en perte de vitesse	2
Une inflation peu marquée	4
Des marchés à l'humeur volatile, une politique monétaire qui s'assouplit	5
Perspectives de la croissance mondiale : une modeste hausse malgré de forts vents contraires	8
Prévisions de croissance pour les pays avancés	11
Prévisions de croissance pour les pays émergents et les pays en développement	14
Perspectives de l'inflation	16
Perspectives du secteur extérieur	17
Des aléas orientés à la baisse	20
Priorités	23
Encadré scénario 1.1. Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	31
Encadré scénario 1.2. Tensions commerciales : scénario actualisé	33
Encadré 1.1. L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	36
Encadré 1.2. Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	40
Encadré 1.3. Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	43
Encadré 1.4. La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	45
Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions	47
Encadré 1.DS.1. Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	59
Bibliographie	66
<b>Chapitre 2. Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés</b>	<b>69</b>
Introduction	69
Développement et ajustement régional : introduction	74
Tendances des disparités régionales dans les pays avancés	76
Ajustement des marchés du travail régionaux dans les pays avancés	78
Mobilité de la main-d'œuvre et allocation des facteurs à l'échelle régionale : données au niveau des individus et des entreprises	81
Résumé et implications pour l'action publique	83

Encadré 2.1. Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	85
Encadré 2.2. Changements climatiques et disparités régionales infranationales	87
Encadré 2.3. Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	89
Encadré 2.4. Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	91
Bibliographie	93
<b>Chapitre 3. Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles</b>	<b>99</b>
Introduction	99
Pays émergents et pays en développement : profils des politiques et des réformes structurelles	103
Pays émergents et pays en développement : effets macroéconomiques des réformes	107
Prise en compte des différences entre les pays	112
Résumé et conséquences sur le plan stratégique	117
Encadré 3.1. Réformes structurelles : effets politiques	119
Encadré 3.2. L'impact des crises sur les réformes structurelles	121
Bibliographie	123
<b>Appendice statistique</b>	<b>127</b>
Hypothèses	127
Modifications récentes	128
Données et conventions	128
Notes sur les pays	129
Classification des pays	130
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	131
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2018	132
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	133
Tableau C. Union européenne	133
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	134
Tableau E. Pays émergents et en développement classés par région, par position extérieure nette et appartenance aux groupes des pays pauvres très endettés et des pays en développement à faible revenu	135
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	137
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	138
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections	148
Liste des tableaux	
Production mondiale (tableaux A1–A4)	153
Inflation (tableaux A5–A7)	160
Politiques financières (tableau A8)	165
Commerce extérieur (tableau A9)	166
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	168
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	175
Flux de ressources (tableau A14)	179
Scénario de référence à moyen terme (tableau A15)	182
<b><i>Perspectives de l'économie mondiale, questions d'actualité</i></b>	<b>183</b>
<b>Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, octobre 2019</b>	<b>195</b>

**Tableaux**

Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	12
Tableau 1.DS.1. Réserves d'or officielles	52
Tableau 1.DS.2. Production de métaux précieux (2016–18)	52
Tableau 1.DS.3. Rareté relative	54
Tableau 1.DS.4. Bêta d'inflation : moyennes mondiales	56
Tableau 1.DS.5. Rendements à un mois des métaux précieux : déterminants	56
Tableau 1.DS.6. Rendements des actifs liés aux variations journalières les plus fortes de l'indice S&P 500	57
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	60
Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	61
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	62
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	63
Tableau de l'annexe 1.1.5. Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	64
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	65
Tableau 2.4.1. Exemples de politiques localisées	91

**Graphiques**

Graphique 1. Croissance du PIB : monde et groupe des quatre	xvi
Graphique 1.1. Indicateurs de l'activité mondiale	2
Graphique 1.2. Contribution aux importations mondiales	2
Graphique 1.3. Investissement et commerce mondiaux	3
Graphique 1.4. Dépenses en biens durables	3
Graphique 1.5. Indice mondial des directeurs d'achat et confiance des consommateurs	4
Graphique 1.6. Inflation mondiale	5
Graphique 1.7. Salaires, coût unitaire du travail et part du travail	5
Graphique 1.8. Prix des produits de base	6
Graphique 1.9. Pays avancés : marchés monétaires et financiers	7
Graphique 1.10. Pays émergents : taux d'intérêt et écarts de rendement	7
Graphique 1.11. Pays émergents : marchés d'actions et crédit	8
Graphique 1.12. Pays émergents : flux de capitaux	9
Graphique 1.13. Variation des taux de change effectifs réels, mars 2019–septembre 2019	9
Graphique 1.14. Croissance mondiale	10
Graphique 1.15. Pays émergents et pays en développement : croissance du PIB par habitant	16
Graphique 1.16. Afrique subsaharienne : population en 2018 et taux de croissance prévus du PIB par habitant, 2019–24	17
Graphique 1.17. Soldes des transactions courantes	18
Graphique 1.18. Soldes courants par rapport aux paramètres économiques fondamentaux	19
Graphique 1.19. Position extérieure globale nette	19
Graphique 1.20. Chaîne d'approvisionnement d'équipements technologiques	21
Graphique 1.21. Incertitude et tensions commerciales	22
Graphique 1.22. Indice du risque géopolitique	22
Graphique 1.23. Probabilité d'une croissance mondiale inférieure à 2,5 % à un horizon d'un an	23
Graphique scénario 1.1.1. Relocalisation dans des pays avancés	31
Graphique scénario 1.2.1. PIB réel	34

Graphique 1.1.1. Industrie automobile mondiale : part du total, 2018	36
Graphique 1.1.2. Industrie automobile mondiale : structure de la production, 2014	37
Graphique 1.1.3. Production automobile mondiale	38
Graphique 1.1.4. Ventes mondiales et utilisation des véhicules de tourisme	38
Graphique 1.2.1. Pays avancés : flux financiers	40
Graphique 1.2.2. Flux d'investissements directs étrangers	41
Graphique 1.2.3. Pays émergents : flux financiers	42
Graphique 1.3.1. Hypothèses des prévisions : indicateurs budgétaires	44
Graphique 1.3.2. Hypothèses relatives aux cours des produits de base et gains et pertes sur le plan des termes de l'échange	44
Graphique 1.4.1. Illustration de la théorie du pincement de la corde de guitare	45
Graphique 1.4.2. Dynamiques du chômage dans les pays avancés	46
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	48
Graphique 1.DS.2. Cours de l'or et de l'argent	51
Graphique 1.DS.3. Métaux précieux : importance macroéconomique	53
Graphique 1.DS.4. Demande totale : parts	54
Graphique 1.DS.5. Métaux précieux, cuivre et pétrole : corrélations	55
Graphique 1.DS.6. Métaux précieux et hausse de l'indice des prix à la consommation	55
Graphique 1.DS.1.1. Émissions mondiales : contributions géographiques	59
Graphique 1.DS.1.2. Émissions mondiales : contributions par source	59
Graphique 2.1. Évolution des disparités et de la convergence entre régions infranationales	70
Graphique 2.2. Distribution des disparités régionales infranationales dans les pays avancés	70
Graphique 2.3. Chômage et activité économique régionaux infranationaux dans les pays avancés, 1999–2016	71
Graphique 2.4. Démographie, santé, capital humain et résultats du marché du travail dans les pays avancés : régions à la traîne et autres régions	72
Graphique 2.5. Inégalité de revenu disponible des ménages dans les pays avancés	74
Graphique 2.6. Disparités régionales infranationales du PIB réel par habitant	76
Graphique 2.7. Analyse shift-share et décomposition de la variance par pays, 2003–14	77
Graphique 2.8. Productivité du travail et part de l'emploi par secteur : régions à la traîne et autres régions	77
Graphique 2.9. Productivité du travail : régions à la traîne et autres régions	78
Graphique 2.10. Effets régionaux des chocs dus à la concurrence des importations	79
Graphique 2.11. Effets régionaux des chocs dus à l'automatisation	80
Graphique 2.12. Effets régionaux des chocs commerciaux et technologiques en fonction des politiques nationales	81
Graphique 2.13. Migration et mobilité de la main-d'œuvre régionales infranationales	82
Graphique 2.14. Effets des politiques structurelles nationales sur la dispersion régionale infranationale de l'efficacité de l'affectation du capital	83
Graphique 2.1.1. Disparités régionales infranationales : avant et après ajustements des prix régionaux	85
Graphique 2.2.1. Effet marginal d'une hausse de 1°C de la température sur la productivité sectorielle du travail	87
Graphique 2.2.2. Variation de la productivité du travail des régions à la traîne par rapport aux autres due à l'augmentation projetée des températures entre 2005 et 2100	88
Graphique 2.3.1. Associations entre les fermetures d'usines automobiles et le taux de chômage	89
Graphique 2.4.1. Effets de la redistribution budgétaire par transferts conventionnels et transferts géographiquement ciblés sous conditions de ressources	92
Graphique 3.1. Pays émergents et pays en développement à faible revenu : rythme de la convergence du revenu par habitant	100

Graphique 3.2. Intensité des réformes et rythme de la convergence du revenu par habitant dans certains pays	100
Graphique 3.3. Réformes : tendances générales	105
Graphique 3.4. Réformes : tendances par domaine	105
Graphique 3.5. Tendances générales des réformes dans différentes régions	106
Graphique 3.6. Indices de la réglementation, par tranche de revenu des pays	107
Graphique 3.7. Indices de la réglementation par région	108
Graphique 3.8. Réformes : effets moyens	109
Graphique 3.9. Réformes du financement intérieur ou extérieur : effets sur la production au niveau sectoriel	111
Graphique 3.10. Gains de production découlant des grandes réformes historiques : estimations fondées sur un modèle/estimations empiriques	112
Graphique 3.11. Effets des réformes : le rôle de la conjoncture macroéconomique	114
Graphique 3.12. Effets des réformes sur la production : le rôle de l'informalité	115
Graphique 3.13. Gains des réformes dans le modèle : le rôle de l'informalité	115
Graphique 3.14. Réformes : effets sur l'informalité	116
Graphique 3.15. Effets des réformes sur la production : le rôle de la gouvernance	117
Graphique 3.16. Réformes conjuguées du financement intérieur et du marché du travail : gain	117
Graphique 3.1.1. Réformes : effets sur les résultats électoraux	120
Graphique 3.1.2. Les effets des réformes sur la part des voix : le rôle de la conjoncture	120
Graphique 3.2.1. Les effets des crises sur les réformes structurelles	122

## HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les taux de change effectifs réels resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 26 juillet et le 23 août 2019, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 61,78 dollars le baril en 2019 et de 57,94 dollars le baril en 2020, et qu'il restera constant en valeur réelle à moyen terme ; que le taux offert à Londres (LIBOR) sur les dépôts interbancaires à six mois en dollars s'établira en moyenne à 2,3 % en 2019 et à 2,0 % en 2020 ; que le taux des dépôts interbancaires à trois mois en euros sera en moyenne de -0,4 % en 2019 et -0,6 % en 2020 ; que le taux des certificats de dépôt à six mois au Japon se chiffrera, en moyenne, à 0,0 % en 2019 et à -0,1 % en 2020. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 30 septembre 2019.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes ;

– entre des années ou des mois (par exemple 2018–19 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement ;

/ entre deux années (par exemple 2018/19) indique un exercice budgétaire (financier).

Par « billion », il faut entendre mille milliards.

Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.

Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.

Pour certains pays, les données de 2018 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

• La Mauritanie a changé d'unité monétaire en janvier 2018, en adoptant la nouvelle ouguiya mauritanienne (MRU) qui vaut 10 anciennes ouguiya (MRO). Les données en monnaie locale pour la Mauritanie sont exprimées dans la nouvelle monnaie à compter de la base de données de l'édition d'octobre 2019 des PEM.

• Sao Tomé-et-Principe a changé d'unité monétaire en janvier 2018, en adoptant le nouveau dobra santoméen (STD), qui vaut 1 000 anciens dobras (STN). Les données en monnaie locale pour Sao Tomé-et-Principe sont exprimées dans la nouvelle monnaie à compter de la base de données de l'édition d'octobre 2019 des PEM.

• À compter de l'édition d'octobre 2019 des PEM, le groupe régional de la Communauté des États indépendants (CEI) est abandonné. Quatre pays de la CEI (Biélorus, République de Moldova, Russie et Ukraine) sont ajoutés au groupe régional « pays émergents et pays en développement d'Europe ». Les huit autres pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), qui forment le sous-groupe régional « Caucase et Asie centrale », sont combinés avec le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP) pour former le nouveau groupe régional « Moyen-Orient et Asie centrale » (MOAC).

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Si aucune source n'est indiquée dans les tableaux et graphiques, les données sont tirées de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.
- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

# AUTRES INFORMATIONS

## Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Web du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

## Versions imprimée et numériques

### Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse [imfbk.st/28248](http://imfbk.st/28248).

### Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues, Mobi et HTML) sont disponibles à la bibliothèque en ligne du FMI : <http://elibrary.imf.org/OCT19WEO>.

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Web du FMI à l'adresse <http://www.imf.org/publications/WEO> ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des *Perspectives de l'économie mondiale*.



## Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse <http://www.imf.org/external/terms.htm>.

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et le site du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). On trouvera à la même adresse un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les International Financial Statistics du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies «telles quelles» et «telles que disponibles», et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et sur le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur ([www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm)).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique, par télécopie ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division  
Research Department  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431, USA  
Télécopie : (202) 623-6343  
Forum en ligne : [www.imf.org/weoforum](http://www.imf.org/weoforum)

## PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Gita Gopinath, conseillère économique et directrice du département des études. Les travaux sont dirigés par Gian Maria Milesi-Ferretti, directeur adjoint du département des études, et Oya Celasun, chef de division du département des études.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été John Bluedorn, Christian Bogmans, Gabriele Ciminelli, Romain Duval, Davide Furceri, Guzman Gonzales-Torres Fernandez, Joao Jalles, Zsóka Kóczán, Toh Kuan, Weicheng Lian, Akito Matsumoto, Giovanni Melina, Malhar Nabar, Natalija Novta, Andrea Pescatori, Cian Ruane et Yannick Timmer.

Ont aussi contribué : Zidong An, Hites Ahir, Gavin Asdorian, Srijoni Banerjee, Carlos Caceres, Luisa Calixto, Benjamin Carton, Diego Cerdeiro, Luisa Charry, Allan Dizioli, Angela Espiritu, William Gbohoui, Jun Ge, Mandy Hemmati, Ava Yeabin Hong, Youyou Huang, Benjamin Hunt, Sarma Jayanthi, Yi Ji, Christopher Johns, Lama Kiyasseh, W. Raphael Lam, Jungjin Lee, Claire Mengyi Li, Victor Lledo, Rui Mano, Susana Mursula, Savannah Newman, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, Rafael Portillo, Evgenia Pugacheva, Aneta Radzikowski, Grey Ramos, Adrian Robles Villamil, Damiano Sandri, Susie Xiaohui Sun, Ariana Tayebi, Nicholas Tong, Julia Xueliang Wang, Shan Wang, Yarou Xu, Yuan Zeng, Qiaoqiao Zhang, Huiyuan Zhao et Jillian Zirnhelt.

Joseph Procopio (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le soutien de Christine Ebrahimzadeh pour la correction et la production de la publication ; James Unwin, Lucy Scott Morales et Vector Talent Resources ont participé à la correction du manuscrit.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 3 octobre 2019. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

L'économie mondiale connaît un ralentissement synchronisé : la croissance a de nouveau été révisée à la baisse pour 2019, à 3 %, soit son rythme le plus lent depuis la crise financière mondiale. Il s'agit d'un sérieux recul par rapport aux 3,8 % de 2017, année où l'économie mondiale connaissait un redressement synchronisé. Le tassement de la croissance est la conséquence de l'augmentation des obstacles au commerce, de l'incertitude accrue qui entoure les échanges commerciaux et la situation géopolitique, de facteurs spécifiques aux pays qui causent des tensions macroéconomiques dans plusieurs pays émergents et de facteurs structurels, dont une faible productivité et un vieillissement de la population dans les pays avancés.

En 2020, la croissance mondiale devrait s'améliorer légèrement pour atteindre 3,4 %, ce qui correspond à une révision à la baisse de 0,2 % de nos projections d'avril. Toutefois, contrairement au ralentissement synchronisé, cette reprise n'est pas généralisée et elle est précaire. La croissance des pays avancés devrait ralentir pour s'établir à 1,7 % en 2019 et 2020, tandis que celle des pays émergents et des pays en développement devrait s'accélérer, passant de 3,9 % en 2019 à 4,6 % en 2020. Cette accélération s'explique pour moitié par une reprise ou une récession moins forte dans des pays émergents en difficulté, comme la Turquie, l'Argentine et l'Iran, et pour le reste par une reprise dans des pays où la croissance a considérablement ralenti en 2019 par rapport à 2018, comme le Brésil, le Mexique, l'Inde, la Russie et l'Arabie saoudite.

L'atonie de la croissance en 2019 se caractérise notamment par un ralentissement marqué et généralisé sur le plan géographique de l'industrie manufacturière et du commerce mondial. Un certain nombre de facteurs sont en jeu. La hausse des droits de douane et l'incertitude prolongée qui entoure les politiques commerciales ont entraîné une baisse de l'investissement et de la demande de biens d'équipement, qui font l'objet d'un commerce intense. L'industrie automobile connaît également une contraction en raison de chocs spécifiques, tels que les perturbations dues aux nouvelles normes d'émission appliquées dans la zone euro et en Chine, dont les effets sont durables. Ainsi, la croissance du volume des échanges commerciaux au premier semestre de 2019 est de 1 %, soit le plus faible niveau enregistré depuis 2012.

Contrairement à l'industrie manufacturière et au commerce, le secteur des services continue de résister dans la majeure partie du monde, ce qui a permis aux marchés

du travail de conserver leur dynamisme et à la croissance des salaires de rester saine dans les pays avancés. La divergence entre le secteur manufacturier et celui des services est d'une durée inhabituellement longue, ce qui suscite des inquiétudes quant à une éventuelle répercussion de la faiblesse de l'industrie manufacturière sur le secteur des services et quant au moment où elle pourrait se manifester. Certains indicateurs avancés, notamment les nouvelles commandes de services, se sont affaiblis aux États-Unis, en Allemagne et au Japon, mais sont restés robustes en Chine.

Il faut garder à l'esprit que la croissance mondiale affiche un faible niveau de 3 % à un moment où la politique monétaire s'est considérablement assouplie de manière presque simultanée dans tous les pays avancés et pays émergents. L'absence de tensions inflationnistes a conduit les grandes banques centrales à prendre des mesures préventives pour réduire les risques de ralentissement de la croissance et empêcher le désancrage des anticipations inflationnistes, ce qui favorise des conditions financières avantageuses. Nous estimons que, sans cette relance monétaire, la croissance mondiale serait inférieure de 0,5 point de pourcentage en 2019 et en 2020. Ces mesures de relance ont donc contribué à compenser les effets néfastes des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, qui, selon des estimations, entraîneraient une réduction cumulée du niveau du PIB mondial de 0,8 % d'ici à 2020. Étant donné que les banques centrales doivent utiliser leur marge de manœuvre restreinte pour compenser les erreurs commises, elles pourraient se retrouver dépourvues lorsque la conjoncture économique se dégrade. Les mesures de relance budgétaire prises en Chine et aux États-Unis ont également contribué à contrer l'incidence négative des droits de douane.

Les économies des pays avancés continuent de ralentir, en s'approchant de leur potentiel à long terme. Aux États-Unis, l'incertitude liée au commerce a eu des effets négatifs sur l'investissement, mais l'emploi et la consommation demeurent solides, stimulés également par des mesures de relance. Dans la zone euro, la croissance a été revue à la baisse en raison de la faiblesse des exportations, tandis que l'incertitude liée au Brexit continue de peser sur la croissance au Royaume-Uni. Certaines des révisions à la baisse les plus marquées concernent les pays avancés d'Asie, notamment la Région administrative spéciale de Hong Kong, la Corée et Singapour, qui sont tous particulièrement exposés au ralentissement de

la croissance en Chine et aux répercussions des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

La croissance en 2019 a été révisée à la baisse dans tous les grands pays émergents et pays en développement, en partie à cause des incertitudes liées aux politiques commerciales et nationales. En Chine, la révision à la baisse de la croissance s'explique non seulement par l'escalade des droits de douane, mais aussi par le ralentissement de la demande intérieure à la suite des mesures qu'il a fallu prendre pour maîtriser la dette. Dans quelques grands pays, notamment l'Inde, le Brésil, le Mexique, la Russie et l'Afrique du Sud, la croissance en 2019 est nettement inférieure à celle de 2018, là aussi pour des raisons spécifiques, mais une reprise est attendue en 2020.

La croissance dans les pays en développement à faible revenu reste robuste, bien que les résultats soient plus hétérogènes au sein de ce groupe. Une croissance vigoureuse est attendue dans les pays non exportateurs de produits de base, comme le Viet Nam et le Bangladesh, tandis que les résultats des pays exportateurs de produits de base, notamment le Nigéria, devraient rester médiocres.

Les risques de révision à la baisse des perspectives restent élevés. Les obstacles au commerce et la montée des tensions géopolitiques, y compris les risques liés au Brexit, pourraient perturber davantage les chaînes d'approvisionnement et peser sur la confiance, l'investissement et la croissance. Ces tensions, ainsi que d'autres incertitudes entourant les politiques nationales, pourraient avoir une incidence négative sur la reprise prévue de la croissance dans les pays émergents et dans la zone euro. Si ces risques se concrétisaient, la propension au risque pourrait varier brusquement et des facteurs de vulnérabilité financière accumulés pendant des années de faibles taux d'intérêt pourraient être mis au jour. La faiblesse de l'inflation dans les pays avancés pourrait persister et restreindre davantage la marge de manœuvre monétaire, ce qui en limiterait l'efficacité. Les risques liés aux changements climatiques se manifestent aujourd'hui et augmenteront fortement à l'avenir si aucune mesure n'est prise de toute urgence.

S'agissant des priorités à établir, l'élimination des obstacles au commerce au moyen d'accords durables et l'apaisement des tensions géopolitiques figurent en tête de liste. Cela peut considérablement accroître le sentiment de confiance, raviver l'investissement, enrayer le recul du commerce et de l'industrie manufacturière, et accélérer la croissance mondiale. À défaut, et pour écarter d'autres risques pesant sur la croissance et rehausser la production potentielle, l'activité économique devrait être stimulée d'une manière plus équilibrée. La politique monétaire ne peut pas être le seul instrument utilisé et devrait s'accompagner d'une relance budgétaire lorsque l'espace le permet et si la politique n'est pas déjà trop expansionniste. Un pays comme l'Allemagne devrait

profiter de taux d'emprunt négatifs pour investir dans le capital social et les infrastructures, même dans une simple perspective coûts-avantages. Si la croissance devait ralentir davantage, il pourrait être nécessaire d'élaborer une riposte budgétaire coordonnée à l'échelle internationale et adaptée à la situation de chaque pays.

Bien que l'assouplissement des politiques monétaires ait favorisé la croissance, il est important de faire en sorte que les risques financiers ne s'accumulent pas. Comme indiqué dans l'édition d'octobre 2019 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*), étant donné que les taux d'intérêt devraient rester durablement bas, un risque élevé d'aggravation de la vulnérabilité financière existe : il est donc indispensable de mettre en place une réglementation macroprudentielle efficace.

Les pays devraient entreprendre simultanément des réformes structurelles visant à accroître la productivité, la résilience et l'équité. Comme le montre le chapitre 2 du présent rapport, les réformes qui mettent en valeur le capital humain et assouplissent les marchés du travail et des produits peuvent contribuer à inverser la tendance de divergence croissante entre des régions de pays avancés qui est apparue à la fin des années 80. Les données disponibles montrent que c'est l'automatisation, et non les chocs commerciaux, qui est à l'origine des comportements divergents du marché du travail selon les régions d'un pays avancé moyen : il convient donc de préparer les travailleurs pour le futur en leur dispensant des formations leur permettant d'améliorer leurs compétences.

Le chapitre 3 établit le bien-fondé d'une relance des réformes structurelles dans les pays émergents et les pays en développement, y compris ceux à faible revenu. Les réformes structurelles ont ralenti depuis la première décennie 2000. L'ordre et le calendrier des réformes sont importants, car celles-ci donnent de meilleurs résultats quand la conjoncture est favorable et qu'une bonne gouvernance est déjà en place.

Dans le contexte d'un ralentissement synchronisé et d'une reprise incertaine, les perspectives mondiales demeurent précaires. Avec une croissance de 3 %, les dirigeants ne disposent d'aucune marge d'erreur et doivent coopérer pour atténuer de toute urgence les tensions commerciales et géopolitiques. Ils peuvent ainsi non seulement stimuler la croissance, mais aussi catalyser les solutions concertées nécessaires pour améliorer le système commercial mondial. Il est en outre essentiel que les pays continuent de collaborer pour faire face aux grands enjeux, notamment les changements climatiques (voir l'édition d'octobre 2019 du Moniteur des finances publiques (*Fiscal Monitor*) pour des solutions concrètes), la fiscalité internationale, la corruption et la cybersécurité.

Gita Gopinath  
Conseillère économique

*Après avoir fortement ralenti au cours des trois derniers trimestres de 2018, la cadence de l'activité économique mondiale demeure faible. L'élan s'est tout particulièrement essoufflé dans le secteur manufacturier, dont l'activité n'a jamais été aussi morose depuis la crise financière mondiale. La montée des tensions commerciales et géopolitiques a accru les incertitudes entourant l'avenir du système commercial mondial et, plus globalement, de la coopération internationale, avec des répercussions négatives sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Une tendance marquée à rendre les politiques monétaires plus accommodantes, tant dans les actes que dans la communication, a amorti l'impact de ces tensions sur l'état d'esprit et l'activité des marchés financiers, tandis que le secteur des services, qui résiste bien dans l'ensemble, a soutenu la croissance de l'emploi. Les perspectives demeurent néanmoins précaires.*

*Les prévisions envisagent une croissance mondiale de 3,0 % en 2019, ce qui constitue le niveau le plus bas depuis 2008–09 et une révision à la baisse de 0,3 point par rapport à l'édition d'avril 2019 des Perspectives de l'économie mondiale. La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,4 % en 2020 (soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport à avril), sous l'effet principalement d'une amélioration attendue des résultats économiques dans un certain nombre de pays émergents soumis à des tensions macroéconomiques en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans le groupe des pays émergents et pays en développement d'Europe. Cependant, compte tenu des incertitudes entourant les perspectives de certains de ces pays, du ralentissement prévu en Chine et aux États-Unis, et des risques de dégradation considérables, il est tout à fait envisageable que l'activité mondiale adopte un rythme bien plus modeste. Afin d'éviter un tel scénario, l'action des pouvoirs publics doit viser avec détermination à désamorcer les tensions commerciales, à raviver la coopération multilatérale et à soutenir l'activité économique en temps opportun là où cela s'impose. Pour renforcer la résilience, les décideurs doivent s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité financière qui présentent des risques pour la croissance à moyen terme. Rendre la croissance plus inclusive, ce qui est essentiel pour améliorer les chances de réussite économique de tous, doit rester un objectif prépondérant.*

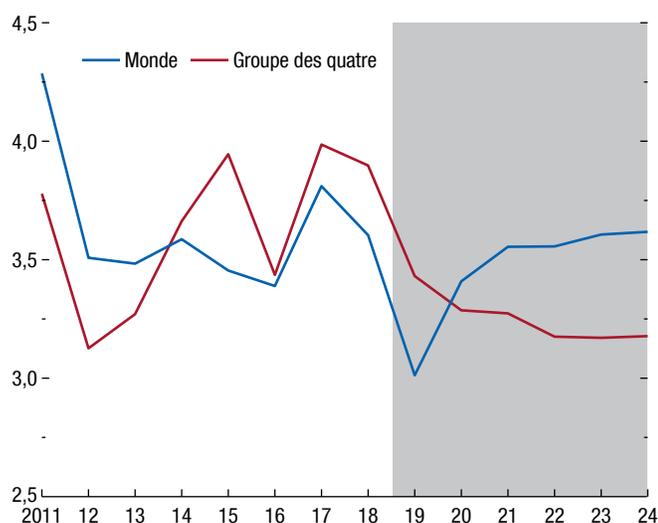
Après un fort ralentissement lors des trois derniers trimestres de 2018, la croissance mondiale s'est stabilisée à un rythme faible au premier semestre de 2019. Les tensions commerciales, qui s'étaient apaisées dans le courant de l'année, se sont à nouveau enflammées, entraînant des augmentations considérables des droits de douane entre les États-Unis et la Chine et une dégradation à l'échelle mondiale de la confiance et de l'état d'esprit du secteur privé. L'humeur des marchés financiers s'est dégradée face à cette évolution, mais la tendance à rendre la politique monétaire plus accommodante aux États-Unis et dans de nombreux autres pays avancés et pays émergents a contribué à contrebalancer cet effet. En conséquence, les conditions financières restent accommodantes de manière générale et, s'agissant des pays avancés, elles se sont encore assouplies par rapport au printemps.

L'économie mondiale devrait connaître en 2019 une croissance de 3,0 % — une nette baisse par rapport à 2017–18 pour les pays émergents et pays en développement ainsi que pour les pays avancés —, qui remontera à 3,4 % en 2020. Les projections donnent un taux de croissance légèrement supérieur pour la période 2021–24. Ces tendances de la croissance mondiale reflètent un vaste repli et un redressement attendu dans un groupe de pays émergents. En revanche, la croissance devrait diminuer en 2020 et par la suite dans un groupe d'économies d'importance systémique, constitué des États-Unis, de la zone euro, de la Chine et du Japon, qui assurent ensemble près de la moitié du PIB mondial (graphique 1).

Les groupes de pays émergents responsables d'une part de la baisse de la croissance pour 2019 et qui assureront la majorité de la reprise attendue en 2020 sont ceux qui ont été confrontés à de fortes tensions ou dont les résultats ont été moins bons que par le passé. Plus particulièrement, l'Argentine, l'Iran, la Turquie et le Venezuela, ainsi que des petits pays touchés par des conflits, tels que la Libye et le Yémen, ont connu ou continuent de connaître de très grandes difficultés macroéconomiques. D'autres grands pays émergents, dont l'Arabie saoudite, le Brésil, le Mexique et la Russie, devraient présenter en 2019 une croissance ne dépassant

### Graphique 1. Croissance du PIB : monde et groupe des quatre (En pourcentage)

Les tendances de la croissance mondiale reflètent un vaste repli et un redressement attendu dans un groupe de pays émergents. En revanche, la croissance devrait diminuer en 2020 et par la suite pour un groupe d'économies d'importance systémique.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Groupe des quatre = Chine, États-Unis, Japon, zone euro.

pas 1 %, bien en deçà de leur moyenne historique. En Inde, la croissance s'est tassée en 2019 en raison d'incertitudes en matière de réglementation des entreprises et de l'environnement qui, conjuguées à des craintes quant à la solidité d'établissements financiers non bancaires, ont pesé sur la demande. L'affermissement de la croissance en 2020 et ultérieurement en Inde et dans ces deux groupes (avec, dans certains cas, une contraction qui se poursuit, mais à une cadence moins brutale) constitue le principal facteur de l'embellie mondiale attendue à terme.

La croissance s'est également amoindrie en Chine, où les mesures de réglementation visant à contenir la dette et les conséquences macroéconomiques de la surenchère des tensions commerciales ont fait sentir leurs effets sur la demande globale. Elle devrait continuer de ralentir progressivement au cours des prochaines années, en raison d'une baisse du taux de croissance de la population en âge de travailler et de la convergence progressive des revenus par habitant.

Parmi les pays avancés, la croissance en 2019 devrait être nettement inférieure à celle de 2017–18 dans la zone euro, en Amérique du Nord et dans les petits pays avancés d'Asie. Ce fléchissement de la croissance

s'explique dans une large mesure par un ralentissement généralisé de la production industrielle dû à une diminution de la demande extérieure (y compris de la part de la Chine), par l'aggravation des répercussions mondiales des tensions commerciales et des incertitudes sur la confiance et l'investissement, et par un ralentissement marqué de la production automobile mondiale, qui affecte tout particulièrement l'Allemagne. Selon les prévisions, la croissance devrait rester globalement stable dans le groupe des pays avancés, à 1¾ % en 2020, une légère accélération dans la zone euro compensant une baisse progressive de la croissance aux États-Unis. À moyen terme, la croissance devrait rester atone dans les pays avancés en raison du rythme modeste de la croissance de la productivité et de la lenteur de celle de la population active, du fait du vieillissement démographique.

Les risques pesant sur les perspectives du scénario de référence sont considérables. Comme l'explique le chapitre 1, si les difficultés ne s'estompent pas dans un petit nombre de pays émergents et pays en développement qui sont actuellement en sous régime ou soumis à de très fortes tensions, la croissance mondiale en 2020 n'atteindra pas les chiffres du scénario de référence. Une accentuation des tensions commerciales et de l'incertitude qui en découle pourrait fragiliser la croissance par rapport aux projections de référence. L'état d'esprit des marchés financiers pourrait se dégrader, entraînant un épisode généralisé de fuite du risque qui amènerait les conditions financières à se durcir, en particulier pour les pays vulnérables. Une aggravation des tensions commerciales et géopolitiques, une séparation sans accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ou une succession de données économiques décevantes laissant présager un ralentissement de longue durée de l'économie mondiale pourraient déclencher un tel épisode. À moyen terme, l'augmentation des obstacles aux échanges et l'exacerbation des tensions commerciales et géopolitiques pourraient nuire à la croissance de la productivité, notamment en perturbant les chaînes d'approvisionnement, et l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financière pourrait amplifier la prochaine phase descendante. Enfin, l'absence de mesures d'atténuation des changements climatiques pourrait fragiliser les perspectives, en particulier dans les pays vulnérables.

Au niveau multilatéral, les pays doivent coopérer pour résoudre leurs désaccords commerciaux et abroger les mesures récentes qui établissent des barrières ayant des effets de distorsion. Le monde doit de toute urgence réduire les émissions de gaz à effet de serre et en limiter les

conséquences, à savoir le réchauffement planétaire et les phénomènes climatiques dévastateurs. Le chapitre 2 du Moniteur des finances publiques (*Fiscal Monitor*) préconise en priorité de revoir la tarification du carbone à la hausse et de prendre des mesures visant à promouvoir un approvisionnement énergétique sobre en carbone ainsi que le développement et l'adoption de technologies écologiques. Au niveau national, les politiques macroéconomiques devraient viser à stabiliser l'activité et à renforcer les bases de la reprise ou de la poursuite de la croissance. Une politique monétaire accommodante demeure indiquée pour soutenir la demande et l'emploi et empêcher un fléchissement des anticipations inflationnistes. Comme l'assouplissement des conditions financières qui en résulte pourrait contribuer encore à l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financière, il importera d'appliquer des politiques macroprudentielles plus robustes et d'adopter une approche préventive en matière de surveillance afin d'assurer la solidité des bilans et de limiter les risques systémiques.

Compte tenu de la morosité des perspectives et du niveau élevé des risques de dégradation, la politique budgétaire peut jouer un rôle plus actif, en particulier dans les pays disposant de peu de marge pour assouplir la politique monétaire. Les pays où l'activité s'est tassée ou est susceptible de ralentir fortement peuvent envisager de prendre des mesures de relance budgétaire s'ils disposent

d'espace budgétaire et si leur politique budgétaire n'est pas encore trop expansionniste. Dans les pays où un assainissement des finances publiques demeure nécessaire, celui-ci pourrait être mené à un rythme moindre si les conditions du marché le permettent, afin d'éviter une longue période de fragilité économique et une dynamique désinflationniste. Le faible niveau des taux directs dans de nombreux pays et la baisse des taux d'intérêt à long terme à des niveaux historiquement bas réduisent le coût du service de la dette aussi longtemps que ces conditions persistent. Les pays ne connaissant pas de problèmes de viabilité de la dette pourraient utiliser les ressources ainsi dégagées pour soutenir l'activité en tant que de besoin et adopter des mesures visant à relever la production potentielle, telles qu'investir dans les infrastructures pour se préparer aux changements climatiques.

Dans l'ensemble des pays, il est prioritaire de prendre des mesures qui stimulent la croissance de la production potentielle, améliorent l'inclusion et renforcent la résilience. Comme le montre l'analyse exposée aux chapitres 2 et 3, des politiques structurelles favorisant une plus grande ouverture et une plus grande souplesse des marchés et renforçant la gouvernance faciliteraient l'adaptation aux chocs et stimuleraient la production à moyen terme, contribuant ainsi à réduire les disparités à l'échelle nationale et à accélérer la convergence entre les pays.



### Dynamisme en baisse, commerce et production industrielle affaiblis

Au cours de l'année écoulée, la croissance mondiale a considérablement fléchi. Dans les pays avancés, cette fragilité a été largement observée ; elle touche des économies de premier rang (les États-Unis et surtout la zone euro), ainsi que des pays asiatiques avancés de plus petite taille. Le ralentissement de l'activité a été encore plus prononcé dans les pays émergents et les pays en développement, notamment au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique et en Russie, ainsi que dans un petit nombre de pays présentant des tensions macroéconomiques et financières.

La baisse de rythme de la croissance au cours des 12 derniers mois se distingue par le ralentissement notable, observé dans une grande partie du monde, de la production industrielle, en raison de facteurs multiples et interdépendants (graphique 1.1, page 1) :

- *Une brusque contraction de la production et des ventes dans le secteur automobile, avec une baisse de 3 % des achats mondiaux de véhicules en 2018 (encadré 1.1).* La déprime de ce secteur s'explique à la fois par une perturbation de l'offre et par des facteurs influant sur la demande : une forte baisse de la demande après l'expiration des mesures d'incitation fiscale en Chine ; l'adaptation des chaînes de production aux nouvelles normes d'émission dans la zone euro (en particulier en Allemagne) et en Chine ; et les changements qui semblent s'opérer dans les comportements des consommateurs, qui adoptent une attitude attentiste face à l'évolution rapide des technologies et des normes d'émissions dans de nombreux pays, ainsi qu'aux nouvelles possibilités en matière de transport automobile et de partage de voitures.
- *Une piètre confiance des chefs d'entreprise compte tenu de la montée des tensions commerciales et technologiques entre les États-Unis et la Chine.* Les droits de douane américains et les mesures de rétorsion prises par les partenaires commerciaux gagnant en envergure depuis janvier 2018, le coût de certains intrants intermédiaires a augmenté et l'incertitude entourant l'avenir des relations commerciales s'est intensifiée. Les entreprises manufacturières se montrent plus prudentes quant à leurs dépenses de long terme et retardent leurs

achats d'équipements et de machines. Cette tendance est particulièrement marquée dans les pays de l'Asie de l'Est fortement tributaires des chaînes de valeur commerciales et mondiales. En Allemagne et au Japon, la production industrielle était récemment moins élevée qu'il y a un an, alors que la croissance de cette production a fortement ralenti en Chine et au Royaume-Uni, ainsi qu'aux États-Unis dans une certaine mesure (graphique 1.1, page 2). Ces constats valent tout particulièrement pour la production de biens d'équipement<sup>1</sup>.

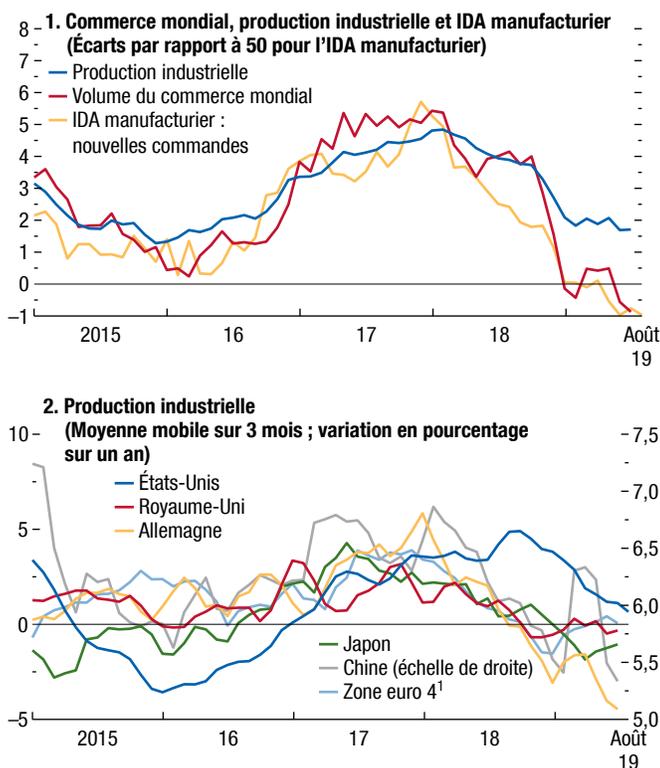
- *Un ralentissement de la demande en Chine, entraîné par les indispensables mesures de réglementation visant à contenir la dette et exacerbé par les conséquences macroéconomiques de la montée des tensions commerciales.*

Du fait du ralentissement de la production industrielle, la croissance des échanges est devenue pratiquement nulle. Au premier semestre 2019, le volume du commerce mondial avait augmenté d'à peine 1 % par rapport à il y a un an, soit le rythme de croissance le plus lent observé pour toute période de six mois depuis 2012. En termes de répartition géographique, l'affaiblissement des importations mondiales est imputable en grande partie à la Chine et aux pays d'Asie de l'Est (avancés et émergents), ainsi qu'aux pays émergents en difficulté (graphique 1.2). Il existe un lien entre le fléchissement du commerce mondial et la réduction des dépenses d'investissement, comme ce fut par exemple le cas en 2015–16. L'investissement nécessite de nombreux biens intermédiaires et d'équipement qui font l'objet d'un commerce intense. Effectivement, l'investissement mondial a ralenti (graphique 1.3), dans la même mesure que la croissance des importations, en raison de facteurs cycliques, du fort tassement de l'investissement dans les pays en difficulté, et des conséquences de la montée des tensions commerciales sur la confiance du secteur manufacturier. Le commerce mondial ralentit également sous l'effet de la contraction de la production et des ventes dans le secteur automobile, qui se manifeste par un ralentissement des achats de biens d'équipement des ménages (graphique 1.4).

<sup>1</sup>Les ventes mondiales de semi-conducteurs ont diminué en 2018, en raison notamment de la saturation du marché des smartphones et, d'une manière plus générale, du nombre réduit de lancements de nouveaux produits technologiques (BCE, 2019).

**Graphique 1.1. Indicateurs de l'activité mondiale**  
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation en pourcentage sur un an, sauf indication contraire)

La production industrielle a connu ces 12 derniers mois un ralentissement marqué et généralisé sur le plan géographique.



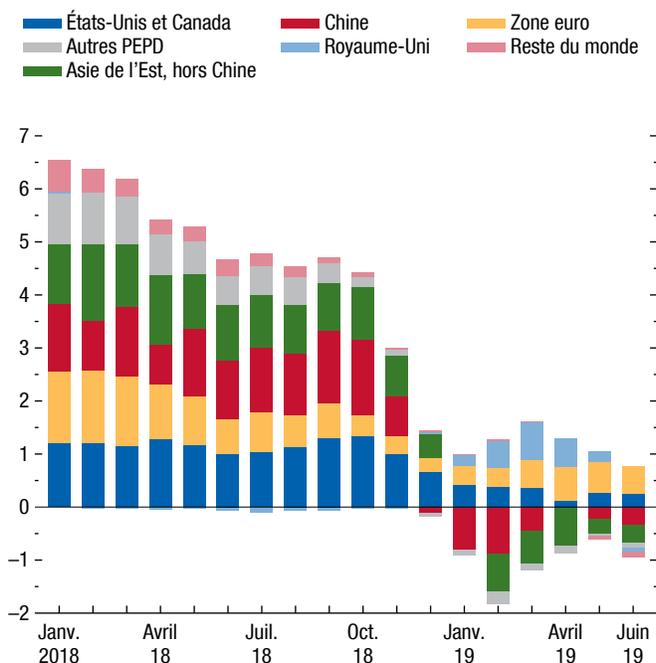
Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique CPB ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.  
Note : IDA = indice des directeurs d'achat.  
<sup>1</sup>Espagne, France, Italie et Pays-Bas.

En Chine, le pays présentant le plus haut niveau de dépenses d'investissement au monde, le ralentissement de l'investissement a été bien inférieur en 2019 à celui des importations, comme cela avait été le cas en 2015–16. La morosité des importations est due notamment, outre aux dépenses de capital intérieures, à la baisse de la croissance des exportations, qui recourent largement à des importations, et à la diminution de la demande d'automobiles (encadré 1.1) et de produits technologiques tels que les smartphones. La concentration des exportations avant l'imposition de droits de douane fin 2018 a probablement aussi joué un rôle, en avançant la demande de composants importés.

Si le secteur manufacturier est en perte de vitesse, les services, qui représentent une plus grande part de l'économie, tiennent bon dans l'ensemble (graphique 1.5,

**Graphique 1.2. Contribution aux importations mondiales**  
(En points de pourcentage ; moyenne mobile sur 3 mois)

Au premier semestre 2019, le volume du commerce mondial avait augmenté d'à peine 1 % par rapport à il y a un an, soit le rythme de croissance le plus lent observé pour toute période de six mois depuis 2012.



Source : calculs des services du FMI.  
Note : PEPD = pays émergents et pays en développement.

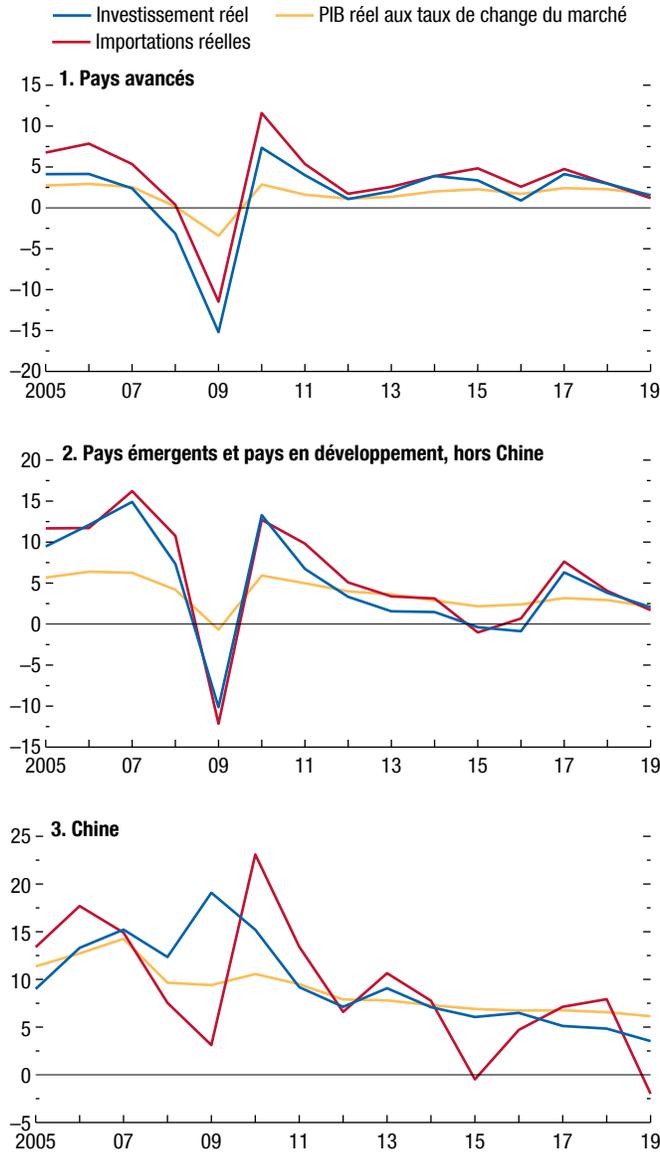
page 1). La résilience de l'activité du secteur des services s'est traduite par la régularité de la création globale d'emplois, confortant la confiance des consommateurs (graphique 1.5, page 2) et alimentant de ce fait les dépenses des ménages dans ce secteur. Ce cercle vertueux entre production du secteur des services, emploi et confiance des consommateurs a soutenu la demande intérieure dans plusieurs pays avancés.

### Une croissance en perte de vitesse

Dans le groupe des pays avancés, la croissance s'est stabilisée au premier semestre 2019, après un brusque repli au deuxième semestre 2018. L'économie américaine est passée à un rythme d'expansion légèrement plus lent (environ 2 % sur base annuelle) au cours des derniers trimestres, l'accélération amenée par les réductions d'impôts de début 2018 s'étant estompée, et l'économie britannique a ralenti, les investisseurs se montrant prudents face aux incertitudes liées au Brexit. La zone euro

**Graphique 1.3. Investissement et commerce mondiaux**  
(Variation en pourcentage)

L'investissement mondial a ralenti en 2019, parallèlement au ralentissement de la croissance des importations.

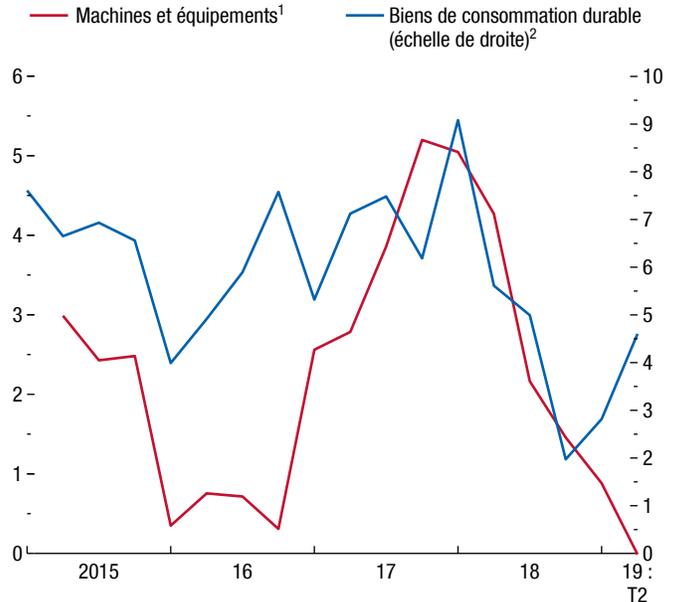


Source : estimations des services du FMI.

a enregistré dans la première moitié de l'année une croissance économique supérieure à celle du deuxième semestre 2018, mais l'économie allemande s'est contractée au deuxième trimestre en raison d'un déclin de l'activité industrielle. D'une manière générale, la faiblesse des exportations freine l'activité dans la zone euro depuis début 2018, tandis que la demande intérieure reste ferme jusqu'ici. Le Japon a connu une forte croissance au

**Graphique 1.4. Dépenses en biens durables**  
(Variation en pourcentage sur un an)

Le ralentissement des achats de machines, d'équipements et de biens de consommation durable a grandement contribué au ralentissement du commerce mondial.



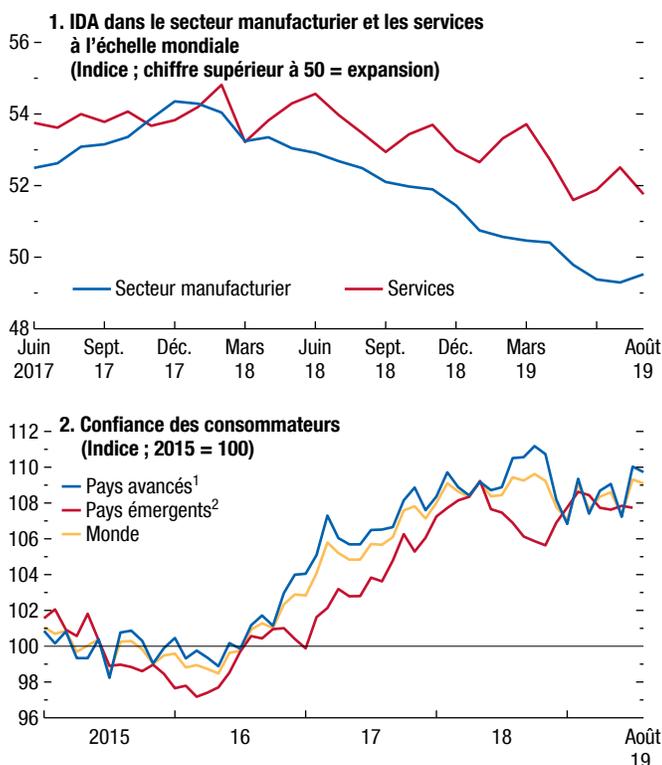
Sources : Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.  
<sup>1</sup>Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Corée, États-Unis, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, zone euro.  
<sup>2</sup>Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Corée, États-Unis, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Royaume-Uni, Turquie, zone euro.

premier semestre de cette année, sous l'effet du bon niveau de la consommation privée et publique.

Pour le groupe des pays émergents et des pays en développement, les données préliminaires indiquent une hausse modeste de la croissance au premier semestre 2019, qui reste toutefois bien en deçà du rythme de 2017 et début 2018. En Chine, la croissance a bénéficié des mesures de relance budgétaire et d'un léger relâchement de la cadence du durcissement de la réglementation financière entamé au deuxième semestre 2018. En Inde, la décélération de l'économie s'est poursuivie au deuxième trimestre en raison de faiblesses sectorielles dans l'automobile et l'immobilier, ainsi que d'incertitudes persistantes quant à la solidité d'entreprises financières non bancaires. Au Mexique, la croissance a fortement ralenti au premier semestre sous l'effet d'une grande incertitude, de la sous-exécution du budget et de quelques facteurs temporaires. Par contre, la croissance a repris au deuxième trimestre au Brésil, après une contraction au premier trimestre due en partie à une catastrophe

### Graphique 1.5. Indice mondial des directeurs d'achat et confiance des consommateurs

Le secteur manufacturier est en perte de vitesse, mais les services tiennent bon dans l'ensemble.



Sources : Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Australie, Corée, Danemark, États-Unis, Hong Kong (RAS), Israël, Japon, Norvège, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Taiwan (province chinoise), zone euro.

<sup>2</sup>Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Mexique, Philippines, Pologne, Russie, Thaïlande, Turquie, Ukraine.

minière. De même, la croissance a connu une embellie modeste au deuxième trimestre en Afrique du Sud, grâce à une amélioration de l'approvisionnement électrique. Après une forte contraction au deuxième semestre 2018, la croissance s'est rétablie en Turquie au premier semestre 2019, à la faveur d'une amélioration des conditions financières mondiales, d'un appui budgétaire et d'un desserrement du crédit. À l'inverse, la contraction observée en Argentine s'est poursuivie au premier semestre de cette année, mais plus lentement, et les aléas pour la suite sont clairement orientés à la baisse, compte tenu de la forte dégradation des conditions du marché.

### Une inflation peu marquée

L'expansion mondiale, vaste et synchronisée, de mi-2016 à mi-2018 a contribué à réduire les écarts de production, en particulier dans les pays avancés, mais n'a

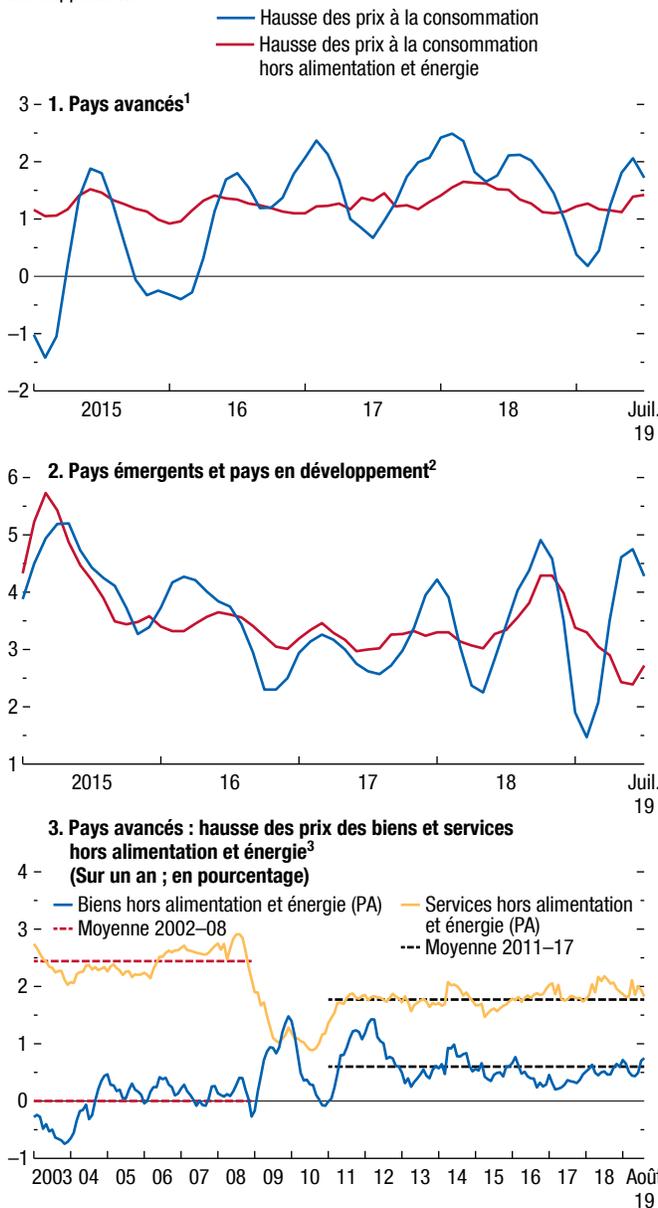
pas entraîné de hausse soutenue des prix à la consommation hors alimentation et énergie. Sans surprise, avec le tassement de l'expansion mondiale, l'inflation hors alimentation et énergie s'est éloignée encore plus de la cible dans la plupart des pays avancés, et elle est inférieure aux moyennes historiques dans un grand nombre de pays émergents et de pays en développement (graphique 1.6). Les rares exceptions à cette vaste tendance au fléchissement de l'inflation sont des pays dans lesquels une forte dépréciation monétaire s'est traduite par une pression à la hausse sur les prix intérieurs (comme en Argentine), ou des pays présentant de graves pénuries de produits de première nécessité (Venezuela).

Malgré la hausse des droits de douane dans certains pays, les pressions inflationnistes restent généralement modérées. Le taux de croissance des salaires, qui était modeste, est en progression à mesure que les taux de chômage se réduisent encore (aux États-Unis et au Royaume-Uni, par exemple, ils n'ont pratiquement jamais été aussi bas) (graphique 1.7, page 1). La part du travail dans le revenu présente une légère tendance ascendante depuis 2014 environ au Japon, aux États-Unis et au Royaume-Uni, et elle est en hausse dans la zone euro depuis début 2018 (graphique 1.7, page 2). Cette évolution ne semble pas s'être traduite par une hausse des prix à la consommation hors alimentation et énergie, ce qui indique une compression modeste de la marge bénéficiaire des entreprises. Dans de nombreux pays émergents et pays en développement d'Europe, des pénuries de main-d'œuvre contribuent à une croissance marquée des salaires. Néanmoins, comme le relève le chapitre 2 des Perspectives économiques régionales pour l'Europe (*Regional economic outlook : Europe*), la croissance des salaires n'a pas donné lieu à une hausse des prix finaux des marchandises dans la région (l'inflation relativement élevée en Turquie peut être attribuée à d'autres facteurs, dont des épisodes de dépréciation monétaire).

Les prix de l'énergie ont baissé de 13 % entre la période de référence de l'édition d'avril 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et celle de la présente édition, car le niveau record de la production de pétrole brut aux États-Unis, conjugué à une demande modérée, a plus que compensé l'influence des perturbations de l'offre liées aux sanctions américaines contre l'Iran, aux réductions de la production opérées par les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et aux violences au Venezuela et en Libye (graphique 1.8). L'attentat du 14 septembre contre d'importantes raffineries en Arabie saoudite a fait craindre de graves perturbations de l'offre et entraîné un bond immédiat de plus de 10 % des cours du

**Graphique 1.6. Inflation mondiale**  
(Moyenne mobile sur 3 mois ; variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

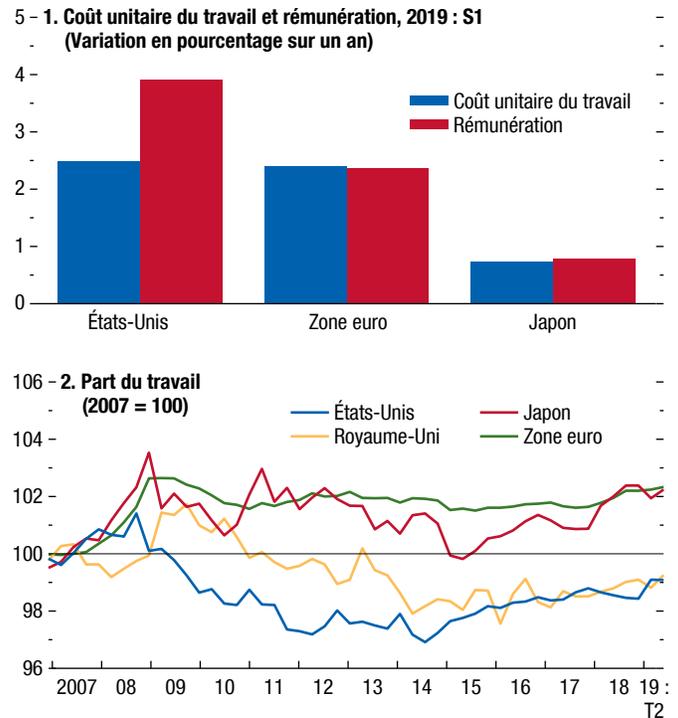
Depuis la mi-2018, l'inflation hors alimentation et énergie est tombé encore plus au-dessous de la cible dans la plupart des pays avancés, et elle est inférieure aux moyennes historiques dans un grand nombre de pays émergents et de pays en développement.



Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.  
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).  
<sup>1</sup>AUT, BEL, CAN, CHE, CZE, DEU, DNK, ESP, EST, FIN, FRA, GBR, GRC, HKG, IRL, ISR, ITA, JPN, KOR, LTU, LUX, LVA, NLD, NOR, PRT, SGP, SVK, SVN, SWE, TWN, USA.  
<sup>2</sup>BGR, BRA, CHL, CHN, COL, HUN, IDN, IND, MEX, MYS, PER, PHL, POL, ROU, RUS, THA, TUR, ZAF.  
<sup>3</sup>L'échantillon comprend 16 pays avancés (PA) : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

**Graphique 1.7. Salaires, coût unitaire du travail et part du travail**

La croissance des salaires et la part du travail dans le revenu ont augmenté récemment dans certains pays avancés.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

pétrole brut. Ces cours sont ensuite légèrement retombés, les dégâts se révélant moins étendus qu'on ne le pensait. Les prix du charbon et du gaz naturel ont également diminué entre les périodes de référence, en raison des attentes d'une moindre demande. Les cours des métaux sont restés stables dans l'ensemble, la baisse des prix du cuivre et de l'aluminium compensant la hausse de ceux du nickel et du minerai de fer entre les deux périodes examinées (voir le dossier spécial sur les produits de base).

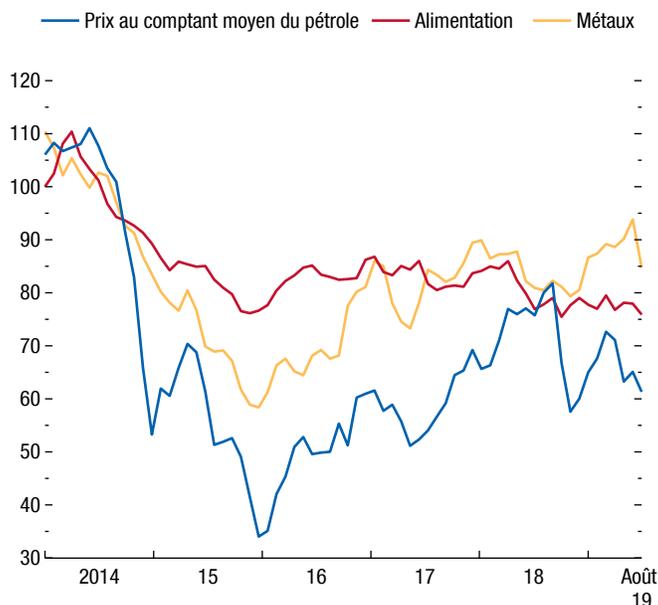
Dans l'ensemble, les faibles chiffres de l'inflation hors alimentation et énergie et l'influence modeste des prix des produits de base sur l'inflation globale ont entraîné une baisse des attentes d'inflation des prix sur les marchés, en particulier aux États-Unis et dans la zone euro.

### Des marchés à l'humeur volatile, une politique monétaire qui s'assouplit

L'état d'esprit des marchés est volatil depuis avril en raison de plusieurs influences, dont les nouveaux droits de douane américains sur les importations chinoises et les mesures prises en retour par la Chine, la crainte de

**Graphique 1.8. Prix des produits de base**  
(Déflatés sur la base de l'indice américain des prix à la consommation ; 2014 = 100)

D'une manière générale, les indices des prix des produits de base se sont tassés depuis le printemps.



Sources : FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI.

perturbations des chaînes d'approvisionnement technologiques, la persistance des incertitudes autour du Brexit, les tensions géopolitiques et les baisses de taux directeur décidées par plusieurs banques centrales qui adoptent un ton conciliant. Ces forces ont pour effet combiné que les conditions financières dans les pays avancés sont aujourd'hui dans l'ensemble plus favorables qu'à l'époque de l'édition d'avril 2019 des PEM, mais elles n'ont globalement pas changé dans la plupart des pays émergents et des pays en développement (voir l'édition d'octobre 2019 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*, GFSR)).

Dans les *pays avancés*, les grandes banques centrales ont adopté une politique plus accommodante et une position qui se veut plus conciliante depuis le début de l'année, suivies par des mesures d'assouplissement au cours de l'été. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a abaissé son taux directeur en juillet et en septembre, et a mis fin à sa politique de délestage. En septembre, la Banque centrale européenne a réduit le taux de rémunération des dépôts et annoncé la reprise de l'assouplissement quantitatif. Ces changements de politiques, conjugués à l'inquiétude croissante des marchés face à un ralentissement de la croissance, ont entraîné une baisse

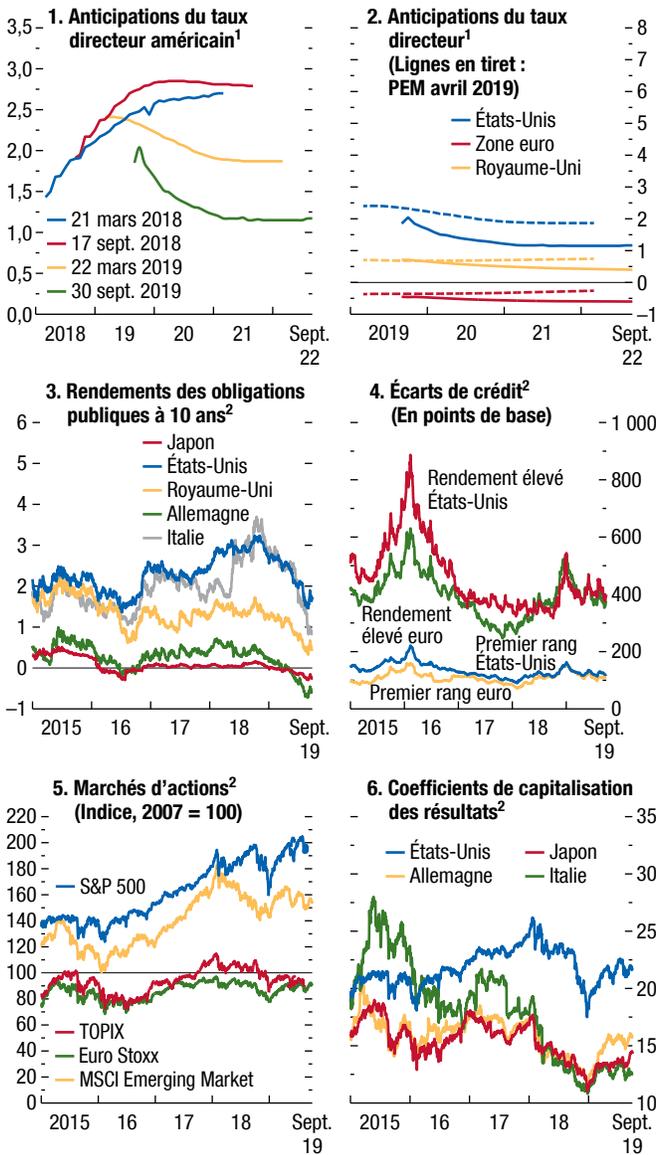
considérable des rendements des obligations d'État, nettement négatifs dans certains cas (graphique 1.9). Ainsi, les rendements des obligations à dix ans des Trésors américain, britannique, allemand et français ont perdu entre 60 et 100 points de base entre mars et fin septembre, tandis que le rendement de celles du Trésor italien a diminué de 175 points de base à la suite de la formation du nouveau gouvernement. Les cours des titres plus risqués se sont montrés instables. Les écarts de rendement entre les titres d'entreprises à haut rendement des États-Unis et ceux de la zone euro se sont légèrement creusés depuis avril, mais restent inférieurs à leurs niveaux de fin 2018. Aux États-Unis et en Europe, les marchés d'actions ont perdu un peu de terrain depuis avril, mais se situent encore bien au-dessus des creux observés lors des ventes massives de la fin 2018.

Les fluctuations monétaires des pays avancés ont dans certains cas été marquées. En termes effectifs réels, le yen s'est apprécié de plus de 5 % et le franc suisse de 3 % entre mars et fin septembre, la volatilité des marchés s'intensifiant. En revanche, la livre sterling s'est dépréciée de 4 %, la perspective d'un Brexit sans accord devenant de plus en plus préoccupante. Le dollar américain a gagné environ 2½ %, alors que l'euro s'est déprécié d'environ 1½ %. Les flux financiers entrants et sortants des pays avancés restent dans l'ensemble modestes, surtout depuis début 2018. Cette situation s'explique notamment par la diminution marquée des flux d'investissements directs étrangers, sous l'influence des opérations financières des sociétés multinationales à la suite de la réforme fiscale aux États-Unis (encadré 1.2).

S'agissant des *pays émergents et pays en développement*, les banques centrales de plusieurs pays (Afrique du Sud, Brésil, Chili, Inde, Indonésie, Mexique, Pérou, Philippines, Russie, Thaïlande et Turquie, par exemple) ont réduit leurs taux directeurs depuis avril. Les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines ont été globalement stables sur cette période, à quelques exceptions près (graphique 1.10). Ils se sont resserrés au Brésil, où une réforme des retraites attendue de longue date a de bonnes chances d'être adoptée. Au Mexique, ces écarts se sont creusés temporairement à la suite d'une baisse de notation en juin. En Argentine, les élections primaires du mois d'août ont entraîné une brusque augmentation des rendements des bons du Trésor, les actifs argentins faisant l'objet de ventes massives. En Turquie, les écarts se sont considérablement relâchés à la suite des élections municipales de juin, et demeurent plus importants qu'en avril. Les indices boursiers des pays émergents s'échangent globalement aux mêmes niveaux qu'en avril,

**Graphique 1.9. Pays avancés : marchés monétaires et financiers**  
(En pourcentage, sauf indication contraire)

Les rendements des obligations d'État ont fortement baissé ces derniers mois, et sont dans certains cas nettement négatifs.

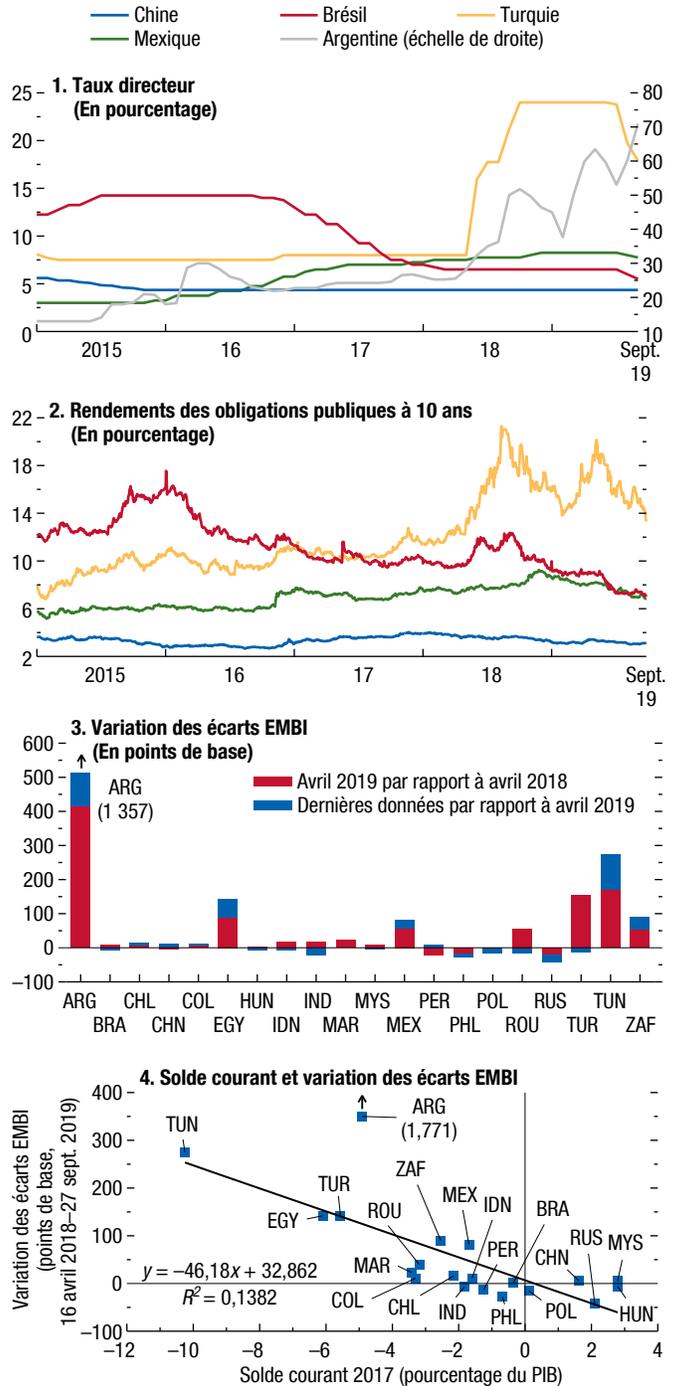


Sources : Bloomberg Finance, L.P. ; Haver Analytics ; Thomson Reuters Datastream ; calculs des services du FMI.  
Note : MSCI = Morgan Stanley Capital International ; S&P = Standard & Poor's ; TOPIX = indice des cours des actions à Tokyo ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>1</sup>Les anticipations reposent sur les contrats à terme sur le taux des fonds fédéraux pour les États-Unis, le taux interbancaire moyen au jour le jour en livre sterling pour le Royaume-Uni et le taux interbancaire à terme en euro pour la zone euro ; mis à jour le 30 septembre 2019.  
<sup>2</sup>Les données vont jusqu'au 27 septembre 2019.

**Graphique 1.10. Pays émergents : taux d'intérêt et écarts de rendement**

Les écarts de taux sur la dette souveraine des pays émergents sont globalement stables depuis avril, à quelques exceptions près.

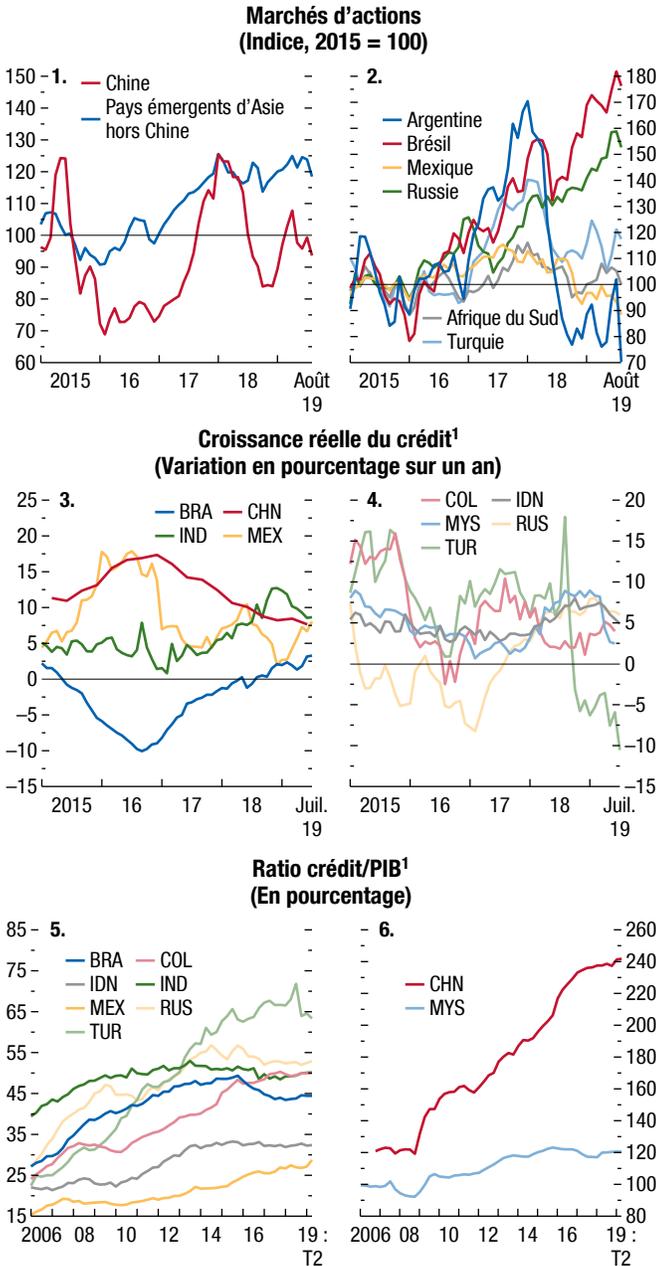


Sources : Haver Analytics ; FMI, *International Financial Statistics* ; Thomson Reuters Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : EMBI = JP Morgan Emerging Markets Bond Index. Toutes les données des marchés financiers vont jusqu'au 27 septembre 2019. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

**Graphique 1.11. Pays émergents : marchés d'actions et crédit**

Les indices boursiers des pays émergents s'établissent globalement aux mêmes niveaux qu'en avril, les perspectives de revenus étant soumises aux influences contradictoires de l'appui accru des politiques monétaires intérieures et extérieures, d'une part, et de la montée des tensions commerciales, d'autre part.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; FMI, *International Financial Statistics* (IFS) ; Thomson Reuters Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

<sup>1</sup>Le crédit est constitué des créances des autres institutions de dépôts sur le secteur privé (selon les IFS), sauf dans le cas du Brésil, pour lequel le crédit au secteur privé est tiré du rapport sur la politique monétaire et les opérations de crédit du système financier qui est publié par la banque centrale, et dans le cas de la Chine, pour laquelle le crédit est égal au total du financement social après correction pour tenir compte de l'échange de créances des collectivités locales.

les perspectives de revenus étant soumises aux influences contradictoires de l'appui accru des politiques monétaires intérieures et extérieures, d'une part, et de la montée des tensions commerciales, d'autre part (graphique 1.11).

Les flux de capitaux vers les pays émergents reflètent l'évolution générale de la propension au risque depuis avril, les investisseurs réduisant leur exposition aux actions pour leur préférer des obligations en monnaie forte (graphique 1.12). Les investissements de portefeuille dans les catégories d'actifs des pays émergents restent dans l'ensemble supérieurs aux niveaux observés lors du repli de fin 2018 ; les investisseurs continuent de distinguer les pays en fonction de paramètres économiques et politiques fondamentaux. La plupart des monnaies se sont appréciées entre mars et juillet, à la faveur du ton conciliant et de la position accommodante adoptés par la Réserve fédérale américaine. L'appétence pour le risque diminuant, plusieurs monnaies ont toutefois perdu du terrain en août, dont le peso argentin. Le renminbi chinois s'est déprécié d'environ 3½ % depuis mars (graphique 1.13).

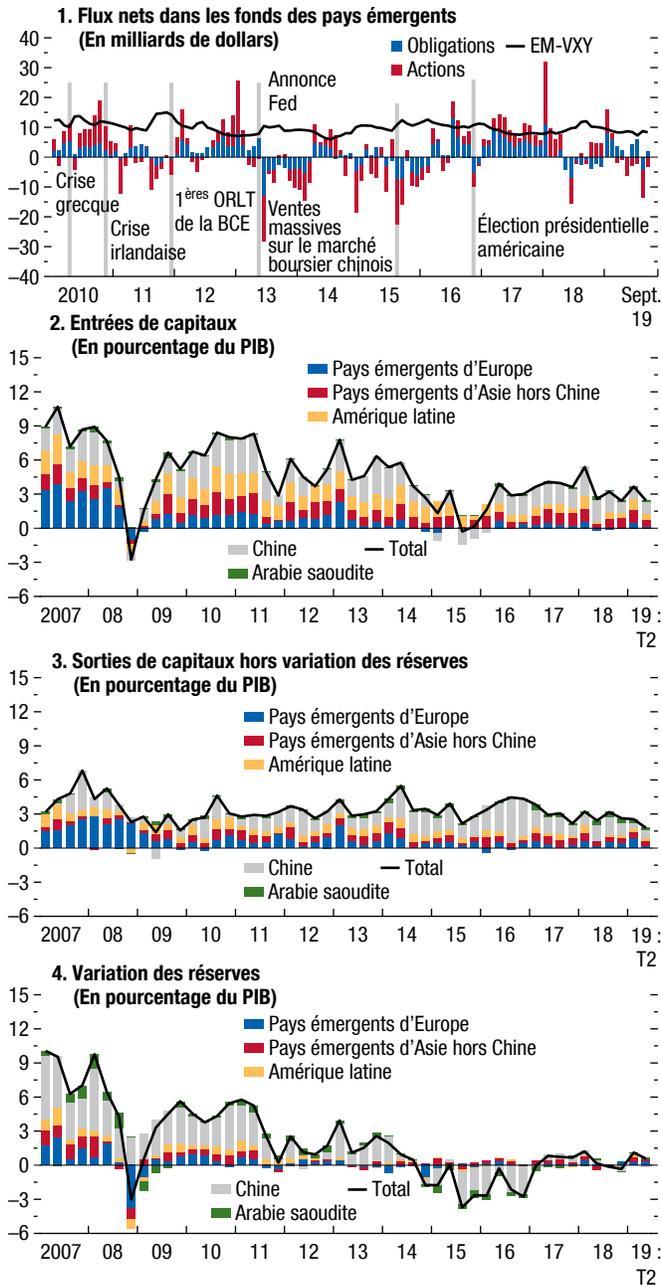
**Perspectives de la croissance mondiale : une modeste hausse malgré de forts vents contraires**

La croissance attendue pour 2019 est de 3,0 %, soit le niveau le plus bas depuis 2009. Exception faite de l'Afrique subsaharienne, plus de la moitié des pays devraient enregistrer une croissance par habitant inférieure à leur taux médian des 25 dernières années. Cette décélération notable s'explique par la persistance d'une fragilité généralisée au cours du deuxième semestre 2018, suivie par une modeste hausse de la croissance au premier semestre 2019 et alimentée dans certains cas par une orientation plus accommodante des politiques économiques (comme en Chine et, dans une certaine mesure, aux États-Unis). Les estimations de croissance ayant été revues à la baisse tant pour le deuxième semestre 2018 que pour la première moitié de cette année, les projections de croissance pour 2019 sont inférieures de 0,3 point de pourcentage à celles de l'édition d'avril 2019 des PEM.

Les forces expliquant le ralentissement de la croissance mondiale en 2018 et 2019, outre l'effet direct d'une croissance très faible ou d'une contraction de l'économie dans les pays en difficulté, sont notamment les suivantes : le retour à un rythme d'expansion plus normal aux États-Unis ; l'affaiblissement de la demande extérieure et les perturbations associées à la mise en œuvre de nouvelles normes d'émission pour les automobiles en Europe, en particulier en Allemagne ; une dégradation

**Graphique 1.12. Pays émergents : flux de capitaux**

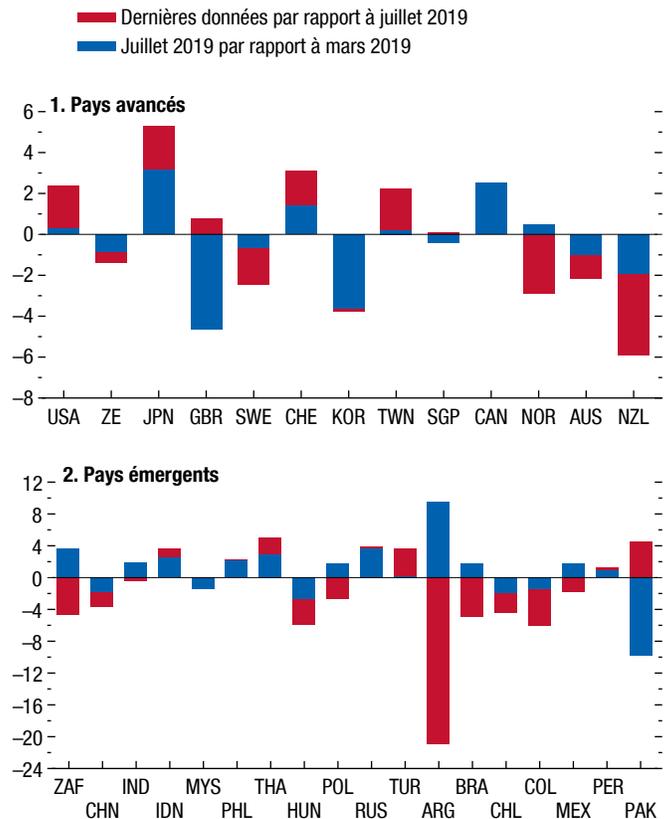
Les flux de capitaux vers les pays émergents reflètent l'évolution générale de la propension au risque depuis avril, les investisseurs réduisant leur exposition aux valeurs boursières pour leur préférer des obligations en monnaie forte.



Sources : EPFR Global ; Haver Analytics ; FMI, *International Financial Statistics* ; Thomson Reuters Datastream ; calculs des services du FMI.  
 Note : Les entrées de capitaux sont les achats nets d'avoirs intérieurs par des non-résidents. Les sorties de capitaux sont les achats nets d'avoirs étrangers par des résidents intérieurs. Pays émergents hors Chine = Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande ; pays émergents d'Europe = Pologne, Roumanie, Russie et Turquie ; Amérique latine = Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou. BCE = Banque centrale européenne ; EM-VXY = JP Morgan Emerging Market Volatility Index ; ORLT = opérations de refinancement à long terme.

**Graphique 1.13. Variation des taux de change effectifs réels, mars 2019–septembre 2019 (En pourcentage)**

La plupart des monnaies des pays émergents se sont appréciées entre mars et juillet, à la faveur du ton conciliant et de la position accommodante adoptés par la Réserve fédérale américaine. L'appétence pour le risque diminuant, plusieurs monnaies ont toutefois perdu du terrain en août.



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : ZE = zone euro. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les dernières données disponibles datent du 27 septembre 2019.

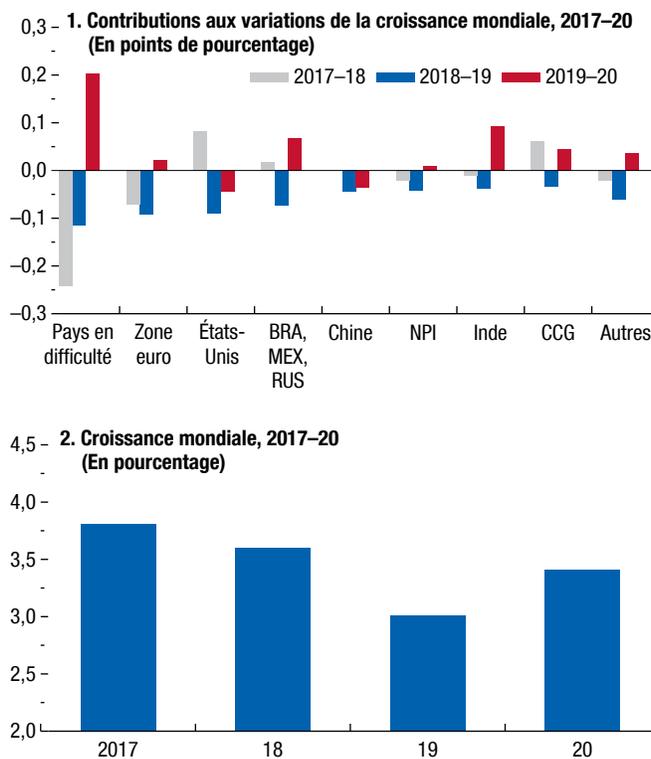
des conditions macroéconomiques imputable en grande partie à des facteurs très spécifiques dans un groupe de pays émergents importants tels que le Brésil, le Mexique et la Russie ; un fléchissement de la croissance chinoise en raison de l'indispensable renforcement de la réglementation financière et des conséquences des tensions commerciales avec les États-Unis ; un affaiblissement de la demande chinoise et une montée de l'incertitude mondiale en matière de politique commerciale qui pèse sur les pays d'Asie de l'Est ; un ralentissement de la demande intérieure en Inde ; et le spectre d'un éventuel Brexit sans accord qui assombrit les perspectives au Royaume-Uni et, plus largement, dans l'Union européenne.

La poursuite de politiques macroéconomiques favorables dans les grandes puissances économiques et la stabilisation attendue dans quelques pays émergents en difficulté devraient rehausser légèrement la croissance mondiale d'ici la fin de l'année et en 2020, amenant ainsi les projections pour la croissance mondiale à 3,4 % pour 2020 (tableau 1.1). La révision à la baisse de 0,2 point pour 2020 par rapport aux PEM d'avril 2019 s'explique en grande partie par l'augmentation des droits de douane, qui nuit à l'économie mondiale : à la suite des annonces faites en mai et août 2019, les droits imposés par les États-Unis sur les importations en provenance de Chine atteindront en moyenne un peu plus de 24 % d'ici décembre 2019 (contre une hypothèse d'environ 12¼ % dans l'édition d'avril 2019 des PEM), alors que les droits imposés en retour par la Chine s'élèveront en moyenne à quelque 26 % (contre une hypothèse d'environ 16½ % dans l'édition d'avril 2019 des PEM). L'encadré scénario 1.2 présente des simulations de l'impact direct des droits de douane compris dans le scénario de référence sur l'activité économique mondiale, ainsi que de leurs éventuelles répercussions sur l'état d'esprit des marchés financiers, la confiance des chefs d'entreprise et la productivité. Comme le montre cet encadré, les retombées de la réorientation des échanges dans quelques pays sont positives, mais elles sont temporaires et probablement inférieures aux effets sur la confiance des chefs d'entreprise et l'état d'esprit des marchés financiers. L'encadré 1.3 présente des informations plus détaillées sur les principales hypothèses relatives aux politiques économiques et aux cours des produits de base utilisées pour les prévisions de la croissance mondiale.

Le graphique 1.14 présente les pays et régions où les fluctuations de la croissance ont eu une incidence sur la croissance mondiale depuis le pic de 2017. La dégradation spectaculaire des conditions macroéconomiques entre 2017 et 2019 dans un petit nombre de pays en grande difficulté (en particulier l'Argentine, l'Iran, la Turquie et le Venezuela) est à l'origine d'environ la moitié de la diminution de la croissance mondiale, tombée de 3,8 % en 2017 à 3,0 % en 2019. Ces mêmes pays, associés au Brésil, au Mexique et à la Russie, qui devraient tous trois connaître une croissance ne dépassant pas environ 1 % en 2019, sont responsables d'environ 70 % de la hausse de la croissance attendue pour 2020. L'économie argentine devrait encore se contracter en 2020, mais pas autant que cette année ; au Venezuela, l'effondrement de la production depuis plusieurs années devrait se poursuivre, mais à un rythme moins brutal qu'en 2019. En Iran, une croissance modeste devrait

### Graphique 1.14. Croissance mondiale

Le ralentissement de la croissance mondiale depuis 2017 et la reprise prévue en 2020 reflètent un vaste repli et un redressement prévu de l'activité dans un groupe de pays émergents en grande difficulté.



Source : estimations des services du FMI.

Note : NPI = nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée, Hong Kong (RAS), Macao (RAS), Singapour, Taiwan (province chinoise) ; pays en difficulté = Argentine, Iran, Libye, Soudan, Turquie, Venezuela ; CCG = Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar). Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

suivre la récession. L'activité devrait s'accélérer en Arabie saoudite, au Brésil, au Mexique, en Russie et en Turquie. Le rebond attendu de la croissance mondiale dépend également en grande partie de ce que l'état d'esprit des marchés financiers reste favorable et que les entraves temporaires continuent de s'estomper, surtout dans la zone euro, où la production industrielle devrait progressivement augmenter, après une atonie prolongée. Ces facteurs dépendent à leur tour d'un environnement mondial propice sur le plan des politiques économiques, où le ton conciliant adopté par les banques centrales et la montée en puissance de la relance budgétaire en Chine ne soient pas contrecarrés par l'aggravation des tensions commerciales ou par un Brexit chaotique.

L'économie mondiale peut s'attendre à des vents contraires sur la période de projection. Bien que la baisse

récente des taux d'intérêt à long terme dégage davantage de marges budgétaires, l'environnement mondial ne devrait laisser que des marges relativement limitées pour prendre des mesures visant à prévenir les ralentissements et la réduction des flux commerciaux, en raison notamment de la hausse des obstacles aux échanges et au maintien escompté de l'incertitude en matière de politique commerciale (les projections relatives aux volumes mondiaux d'exportations et d'importations ont été globalement revues à la baisse d'environ 3½ % pour la période de projection, par rapport aux PEM d'avril 2019). Bridés par le vieillissement de la population et une piètre croissance de la productivité, les pays avancés devraient retrouver leur modeste taux d'expansion potentiel. En outre, le taux de croissance de la Chine devrait progressivement diminuer à un niveau plus tenable.

Dans ce contexte, la croissance mondiale au-delà de 2020 devrait s'établir aux alentours de 3,6 %. Les prévisions supposent dans une large mesure une normalisation durable dans les pays émergents ou en développement actuellement en difficulté macroéconomique, ainsi que le maintien des bons résultats des pays émergents ou en développement à la croissance relativement plus forte. Les rééquilibres résultants de l'économie mondiale en faveur des pays émergents et pays en développement les plus dynamiques contribuent à la stabilité du profil de croissance attendu à moyen terme, en relevant de ¼ de point la croissance mondiale à la fin de la période de projection par rapport à une pondération des pays constante au niveau de 2018.

### Prévisions de croissance pour les pays avancés

Pour les pays avancés, la croissance devrait se tasser à 1,7 % en 2019 et 2020. Pour 2019, cette prévision est inférieure de 0,1 point à celle de l'édition d'avril 2019 des PEM.

- Aux *États-Unis*, l'économie a maintenu son élan au premier semestre. Bien que l'investissement soit resté languissant, le niveau de l'emploi et de la consommation était soutenu. La croissance devrait s'établir à 2,4 % en 2019, puis à 2,1 % en 2020. Cette modération attendue repose sur l'hypothèse que l'orientation expansionniste de la politique budgétaire en 2019 deviendra globalement neutre en 2020, la relance alimentée par l'accord budgétaire bisannuel adopté récemment compensant l'estompement des effets de la réforme fiscale de 2017 (Tax Cuts and Jobs Act). Dans l'ensemble, les prévisions de croissance sont revues à la hausse par rapport aux PEM d'avril 2019
- (de 0,1 point pour 2019 et de 0,2 point pour 2020). Les révisions apportées aux précédents chiffres du PIB supposent un report moins important sur 2019, et les incertitudes liées au commerce induisent des effets négatifs supplémentaires, mais l'accord budgétaire bisannuel et les baisses du taux directeur de la Réserve fédérale entraînent des révisions nettes à la hausse.
- Dans la *zone euro*, la moindre croissance de la demande extérieure et la réduction des inventaires (en raison d'une production industrielle faible) mettent la croissance en sourdine depuis mi-2018. L'activité devrait accélérer d'ici la fin de l'année et en 2020, mais dans des proportions modestes, à mesure que la demande extérieure remonte en puissance et que des facteurs temporaires (dont les nouvelles normes d'émission qui ont affecté la production automobile allemande) continuent de s'estomper. Les projections envisagent une croissance de 1,2 % en 2019 (0,1 point de moins qu'en avril) et de 1,4 % en 2020. Les prévisions pour 2019 ont été revues légèrement à la baisse pour l'*Allemagne* et la *France* (en raison d'une demande extérieure en deçà des attentes au premier semestre). Les prévisions pour 2019 et 2020 ont été abaissées pour l'*Italie* du fait d'un fléchissement de la consommation privée, d'une diminution de la relance budgétaire et d'une dégradation du contexte extérieur. Les attentes sont également en léger repli pour l'*Espagne*, où la croissance devrait ralentir progressivement, passant de 2,6 % en 2018 à 2,2 % en 2019 et 1,8 % en 2020 (0,1 point en dessous des prévisions d'avril).
- Au *Royaume-Uni*, la croissance devrait être de 1,2 % en 2019 et de 1,4 % en 2020. Par rapport à l'édition d'avril 2019 des PEM, les projections restent inchangées pour ces deux années, sous l'effet négatif de la fragilité de la croissance mondiale et des incertitudes persistantes autour du Brexit, conjugué à l'effet positif de l'augmentation des dépenses publiques annoncée lors du récent examen des dépenses. L'économie s'est contractée au deuxième trimestre et, selon les indicateurs récents, la croissance sera faible au troisième trimestre. Les prévisions supposent une sortie bien encadrée de l'Union européenne, suivie par une transition progressive vers le futur régime. Toutefois, début septembre, la forme que prendra le Brexit demeurerait largement incertaine.
- La croissance économique du *Japon* devrait être de 0,9 % en 2019 (0,1 point en dessous des prévisions de l'édition d'avril 2019 des PEM). La vigueur de la consommation privée et des dépenses publiques au

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections**  
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2019 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2019 <sup>1</sup>	
		2019	2020	2019	2020	2019	2020
<b>Production mondiale</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	2,9	2,4	2,1	-0,2	0,2	0,1	0,2
Zone euro	1,9	1,2	1,4	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1
Allemagne <sup>2</sup>	1,5	0,5	1,2	-0,2	-0,5	-0,3	-0,2
France	1,7	1,2	1,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Italie	0,9	0,0	0,5	-0,1	-0,3	-0,1	-0,4
Espagne	2,6	2,2	1,8	-0,1	-0,1	0,1	-0,1
Japon	0,8	0,9	0,5	0,0	0,1	-0,1	0,0
Royaume-Uni	1,4	1,2	1,4	-0,1	0,0	0,0	0,0
Canada	1,9	1,5	1,8	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Autres pays avancés <sup>3</sup>	2,6	1,6	2,0	-0,5	-0,4	-0,6	-0,5
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	6,4	5,9	6,0	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3
Chine	6,6	6,1	5,8	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3
Inde <sup>4</sup>	6,8	6,1	7,0	-0,9	-0,2	-1,2	-0,5
ASEAN-5 <sup>5</sup>	5,2	4,8	4,9	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,1	1,8	2,5	0,6	0,4	0,6	0,2
Russie	2,3	1,1	1,9	-0,1	0,0	-0,5	0,2
Amérique latine et Caraïbes	1,0	0,2	1,8	-0,4	-0,5	-1,2	-0,6
Brésil	1,1	0,9	2,0	0,1	-0,4	-1,2	-0,5
Mexique	2,0	0,4	1,3	-0,5	-0,6	-1,2	-0,6
Moyen-Orient et Asie centrale	1,9	0,9	2,9	-0,5	-0,3	-0,9	-0,4
Arabie saoudite	2,4	0,2	2,2	-1,7	-0,8	-1,6	0,1
Afrique subsaharienne	3,2	3,2	3,6	-0,2	0,0	-0,3	-0,1
Nigéria	1,9	2,3	2,5	0,0	-0,1	0,2	0,0
Afrique du Sud	0,8	0,7	1,1	0,0	0,0	-0,5	-0,4
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	2,2	1,5	1,6	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1
Pays en développement à faible revenu	5,0	5,0	5,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,1	0,1	2,7	-0,6	-0,4	-1,2	-0,5
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	3,1	2,5	2,7	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>3,6</b>	<b>1,1</b>	<b>3,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>-2,3</b>	<b>-0,7</b>
Importations							
Pays avancés	3,0	1,2	2,7	-1,0	-0,6	-1,8	-0,5
Pays émergents et pays en développement	5,1	0,7	4,3	-2,2	-0,8	-3,9	-1,0
Exportations							
Pays avancés	3,1	0,9	2,5	-1,3	-0,4	-1,8	-0,6
Pays émergents et pays en développement	3,9	1,9	4,1	-1,0	-0,5	-2,1	-0,7
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>6</sup>	29,4	-9,6	-6,2	-5,5	-3,7	3,8	-6,0
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	1,6	0,9	1,7	1,5	1,2	1,1	0,6
<b>Prix à la consommation</b>							
Pays avancés	2,0	1,5	1,8	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3
Pays émergents et pays en développement <sup>7</sup>	4,8	4,7	4,8	-0,1	0,1	-0,2	0,1
<b>LIBOR (pourcentage)</b>							
Dépôts en dollars (6 mois)	2,5	2,3	2,0	-0,1	-0,3	-0,9	-1,8
Dépôts en euros (3 mois)	-0,3	-0,4	-0,6	-0,1	-0,3	-0,1	-0,4
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1

Note : On suppose que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 26 juillet et le 23 août 2019. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*. À compter des PEM d'octobre 2019, le groupe régional de la Communauté des États indépendants (CEI) est abandonné. Quatre pays de la CEI (Biélorus, République de Moldova, Russie et Ukraine) sont ajoutés au groupe régional « pays émergents et pays en développement d'Europe ». Les huit autres pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), qui forment le sous-groupe régional « Caucase et Asie centrale », sont combinés avec le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP) pour former le nouveau groupe régional « Moyen-Orient et Asie centrale » (MOAC).

<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions de la dernière *Mise à jour des PEM* (juillet 2019), ainsi que pour les prévisions des PEM d'avril 2019, et sur les groupes remaniés et nouveaux.

<sup>2</sup>Pour l'Allemagne, la définition du PIB est passée d'une base corrigée des jours ouvrables (jusqu'aux PEM d'avril 2019) à une base non corrigée (à compter de la *Mise à jour de juillet 2019 des PEM*). Ce changement de définition implique un PIB plus élevé pour 2020, année bissextile.

<sup>3</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

Tableau 1.1 (suite)

	Sur un an				4 <sup>e</sup> trimestre à 4 <sup>e</sup> trimestre <sup>8</sup>			
	2017	2018	Projections		2017	2018	Projections	
			2019	2020			2019	2020
<b>Production mondiale</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,4</b>	<b>4,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>
États-Unis	2,4	2,9	2,4	2,1	2,8	2,5	2,4	2,0
Zone euro	2,5	1,9	1,2	1,4	3,0	1,2	1,0	1,8
Allemagne <sup>2</sup>	2,5	1,5	0,5	1,2	3,4	0,6	0,4	1,3
France	2,3	1,7	1,2	1,3	3,0	1,2	1,0	1,3
Italie	1,7	0,9	0,0	0,5	1,7	0,0	0,2	1,0
Espagne	3,0	2,6	2,2	1,8	3,1	2,3	2,0	1,8
Japon	1,9	0,8	0,9	0,5	2,4	0,3	0,3	1,2
Royaume-Uni	1,8	1,4	1,2	1,4	1,6	1,4	1,0	1,6
Canada	3,0	1,9	1,5	1,8	2,9	1,6	1,8	1,7
Autres pays avancés <sup>3</sup>	2,9	2,6	1,6	2,0	3,0	2,2	1,7	2,1
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,8</b>	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>5,2</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>4,7</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	6,6	6,4	5,9	6,0	6,8	6,0	6,0	5,9
Chine	6,8	6,6	6,1	5,8	6,7	6,4	6,0	5,7
Inde <sup>4</sup>	7,2	6,8	6,1	7,0	8,1	5,8	6,7	7,2
ASEAN-5 <sup>5</sup>	5,3	5,2	4,8	4,9	5,4	5,2	4,8	4,9
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,9	3,1	1,8	2,5	...	...	...	...
Russie	1,6	2,3	1,1	1,9	0,5	2,9	1,8	1,2
Amérique latine et Caraïbes	1,2	1,0	0,2	1,8	1,3	0,3	0,4	1,8
Brésil	1,1	1,1	0,9	2,0	2,2	1,1	1,2	2,3
Mexique	2,1	2,0	0,4	1,3	1,5	1,6	1,0	0,7
Moyen-Orient et Asie centrale	2,3	1,9	0,9	2,9	...	...	...	...
Arabie saoudite	-0,7	2,4	0,2	2,2	-1,3	4,3	-0,9	3,0
Afrique subsaharienne	3,0	3,2	3,2	3,6	...	...	...	...
Nigéria	0,8	1,9	2,3	2,5	...	...	...	...
Afrique du Sud	1,4	0,8	0,7	1,1	2,2	0,2	0,8	0,6
<i>Pour mémoire</i>								
Union européenne	2,8	2,2	1,5	1,6	3,0	1,7	1,3	1,8
Pays en développement à faible revenu	4,7	5,0	5,0	5,1	...	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,8	1,1	0,1	2,7	...	...	...	...
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	3,2	3,1	2,5	2,7	3,5	2,6	2,5	2,8
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>5,7</b>	<b>3,6</b>	<b>1,1</b>	<b>3,2</b>	...	...	...	...
Importations								
Pays avancés	4,7	3,0	1,2	2,7	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	7,5	5,1	0,7	4,3	...	...	...	...
Exportations								
Pays avancés	4,7	3,1	0,9	2,5	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	7,3	3,9	1,9	4,1	...	...	...	...
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>								
Pétrole <sup>6</sup>	23,3	29,4	-9,6	-6,2	19,6	9,5	-3,8	-8,8
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	6,4	1,6	0,9	1,7	3,5	-1,8	4,9	-1,0
<b>Prix à la consommation</b>								
Pays avancés	1,7	2,0	1,5	1,8	1,7	1,9	1,7	1,6
Pays émergents et pays en développement <sup>7</sup>	4,3	4,8	4,7	4,8	3,7	4,2	4,1	4,0
<b>LIBOR (pourcentage)</b>								
Dépôts en dollars (6 mois)	1,5	2,5	2,3	2,0	...	...	...	...
Dépôts en euros (3 mois)	-0,3	-0,3	-0,4	-0,6	...	...	...	...
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	0,0	0,0	-0,1	...	...	...	...

<sup>4</sup>Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

<sup>5</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

<sup>6</sup>Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2018 était de 68,33 dollars le baril ; hypothèses, sur la base des marchés à terme, pour 2019 : 61,78 dollars le baril, et pour 2020 : 57,94 dollars le baril.

<sup>7</sup>Hors Venezuela. Voir la note pour le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>8</sup>Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parité de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parité de pouvoir d'achat.

premier semestre a plus que compensé la faiblesse persistante du secteur extérieur. La croissance devrait être de 0,5 % en 2020 (pas de changement par rapport à l'édition d'avril 2019 des PEM), des mesures budgétaires temporaires amortissant en partie la diminution escomptée de la consommation privée à la suite de la hausse, en octobre 2019, du taux de la taxe à la consommation.

Après 2020, la croissance dans le groupe des pays avancés devrait se stabiliser aux alentours de 1,6 %, chiffre identique aux prévisions des PEM d'avril 2019. La hausse modeste escomptée en matière de productivité devrait compenser les effets du vieillissement de la population, qui freine la croissance de la production potentielle en limitant l'expansion de la main-d'œuvre disponible.

### Prévisions de croissance pour les pays émergents et les pays en développement

Dans le groupe des pays émergents et pays en développement, la croissance devrait atteindre un creux de 3,9 % en 2019, avant de remonter à 4,6 % en 2020. Ces chiffres sont inférieurs respectivement de 0,5 point et 0,2 point aux prévisions d'avril, suivant une tendance à la baisse dans toutes les grandes régions, à l'exception des pays émergents et pays en développement d'Europe<sup>2</sup>.

- Les *pays émergents et pays en développement d'Asie* restent le principal moteur de l'économie mondiale, mais la croissance y fléchit progressivement en raison du ralentissement structurel en Chine. La production dans la région devrait croître de 5,9 % cette année et de 6,0 % en 2020 (respectivement 0,4 et 0,3 point en dessous des prévisions de l'édition d'avril 2019 des PEM pour ces deux années). En *Chine*, la surcharge des droits de douane et l'affaiblissement de la demande extérieure ont exacerbé le ralentissement lié au durcissement de la réglementation, indispensable pour freiner l'endettement. Compte tenu des mesures qui devraient continuer de stimuler l'activité en dépit du choc extérieur négatif, les prévisions donnent une

croissance de 6,1 % en 2019 et de 5,8 % en 2020 (respectivement 0,2 et 0,3 point de moins que dans l'édition d'avril 2019 des PEM). En *Inde*, la croissance de l'économie devrait s'établir à 6,1 % en 2019, puis atteindre 7 % en 2020. La révision à la baisse par rapport aux PEM d'avril 2019, de 1,2 point pour 2019 et de 0,5 point pour 2020, s'explique par une demande intérieure qui devrait être en deçà des attentes. La croissance bénéficiera des effets différés de l'assouplissement de la politique monétaire, d'une réduction des taux de l'impôt sur les sociétés, de mesures prises récemment pour remédier à des incertitudes en matière de réglementation des entreprises et de l'environnement, et de programmes publics de soutien à la consommation rurale.

- La morosité de la croissance dans *les pays émergents et pays en développement d'Europe* en 2019 est largement imputable à un ralentissement en Russie et à une stagnation en Turquie. La croissance dans la région devrait être de 1,8 % en 2019 et de 2,5 % en 2020. La révision à la hausse pour 2019 par rapport aux prévisions d'avril s'explique par le niveau moins grave que prévu du repli en *Turquie* au premier semestre, grâce à des mesures d'appui budgétaire. En revanche, en *Russie*, la croissance cette année s'est avérée inférieure aux prévisions d'avril, mais elle devrait se rétablir l'an prochain, contribuant ainsi au relèvement des prévisions de croissance pour la région en 2020. Plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, dont la *Hongrie* et la *Pologne*, connaissent une croissance robuste grâce à la bonne tenue de la demande intérieure et à l'augmentation des salaires.
- En *Amérique latine*, les grandes économies ont connu au début de l'année un ralentissement marqué de l'activité, en raison principalement de facteurs spécifiques à chaque pays. Les prévisions pour la région estiment à présent la croissance à 0,2 % cette année (1,2 point de moins que dans les PEM d'avril 2019). Cette importante révision à la baisse pour 2019 s'explique par les mauvais chiffres du *Brésil* (où l'économie a souffert de perturbations dans le secteur minier) et du *Mexique* (où l'investissement reste faible et la consommation privée a ralenti en raison des incertitudes, d'une confiance en berne et de l'augmentation du coût du crédit). En *Argentine*, la contraction de l'économie devrait se poursuivre en 2019 du fait d'une confiance en recul et du durcissement des conditions de financement extérieur. Les prévisions de croissance sont revues à la baisse pour le *Chili*, dont les résultats en début d'année ont été inférieurs aux attentes. Au *Venezuela*,

<sup>2</sup>À compter de l'édition d'octobre 2019 des PEM, le groupe régional de la Communauté des États indépendants (CEI) est abandonné. Quatre pays de la CEI (Biélorus, République de Moldova, Russie et Ukraine) sont ajoutés au groupe régional « pays émergents et pays en développement d'Europe ». Les huit autres pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), qui constituent le sous-groupe régional « Caucase et Asie centrale », sont combinés avec le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP) pour former le nouveau groupe régional « Moyen-Orient et Asie centrale » (MOAC).

la grave crise humanitaire et l'implosion économique continuent de produire des effets dévastateurs : l'économie devrait se contracter d'environ un tiers en 2019. Pour l'ensemble de la région, la croissance devrait remonter à 1,8 % en 2020 (0,6 point en dessous des prévisions d'avril). Ce renforcement est dû au redressement escompté au Brésil (sous l'effet d'une politique monétaire accommodante) et au Mexique (les incertitudes s'estompant progressivement), ainsi qu'à une contraction économique moins brutale en 2020 que cette année en Argentine et au Venezuela.

- Dans la région *Moyen-Orient et Asie centrale*, la croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019, puis se hisser à 2,9 % en 2020. Ces chiffres sont inférieurs respectivement de 0,9 et 0,4 point à ceux de l'édition d'avril 2019 des PEM, en raison principalement de la révision à la baisse des prévisions pour l'*Arabie saoudite* ainsi que pour l'*Iran* (sous l'effet du durcissement des sanctions américaines). La croissance hors pétrole devrait augmenter en 2019 grâce à la hausse des dépenses publiques et à un regain de confiance, mais le PIB pétrolier en Arabie saoudite devrait diminuer en raison de l'extension de l'accord OPEP+ et de la faiblesse générale du marché mondial du pétrole. Il est difficile à ce stade d'estimer les incidences sur la croissance des récents attentats contre des installations pétrolières en Arabie saoudite, mais ceux-ci ajoutent une dose d'incertitude aux prévisions à court terme. La croissance devrait s'accélérer en 2020, avec la stabilisation du PIB pétrolier et la persistance de la bonne dynamique du secteur non pétrolier. Les troubles civils que connaissent d'autres pays, dont la *Libye*, la *Syrie* et le *Yémen*, pèsent sur les perspectives de la région.
- En *Afrique subsaharienne*, les prévisions envisagent à présent une croissance de 3,2 % en 2019 et de 3,6 % en 2020, légèrement en retrait pour les deux années par rapport à l'édition d'avril 2019 des PEM. La hausse des prix pétroliers en début d'année, quoique volatile, a contribué à des perspectives en demi-teinte pour le *Nigéria* et quelques autres pays exportateurs de pétrole de la région, mais en *Angola*, la diminution de la production pétrolière devrait entraîner une contraction de l'économie cette année, avant un léger redressement l'an prochain. En *Afrique du Sud*, en dépit d'une embellie modeste au deuxième trimestre, la croissance en 2019 devrait être inférieure aux projections de l'édition d'avril 2019 des PEM, à la suite d'un très mauvais premier trimestre marqué par des grèves aux conséquences plus importantes que prévu et des problèmes d'approvisionnement énergétique dans le

secteur minier, auxquels s'ajoute une faible production agricole. Bien que les trois principales économies de la région devraient continuer d'enregistrer de piètres résultats, de nombreux autres pays, dont l'économie est généralement plus diversifiée, font preuve d'une croissance vigoureuse. Une vingtaine de pays de la région, qui représentent environ 45 % de la population de l'Afrique subsaharienne et 34 % du PIB de la région (soit 1 % du PIB mondial), devraient connaître une croissance supérieure à 5 % cette année, tandis que la croissance par habitant dans un ensemble légèrement plus vaste de pays est supérieure à celle des pays avancés.

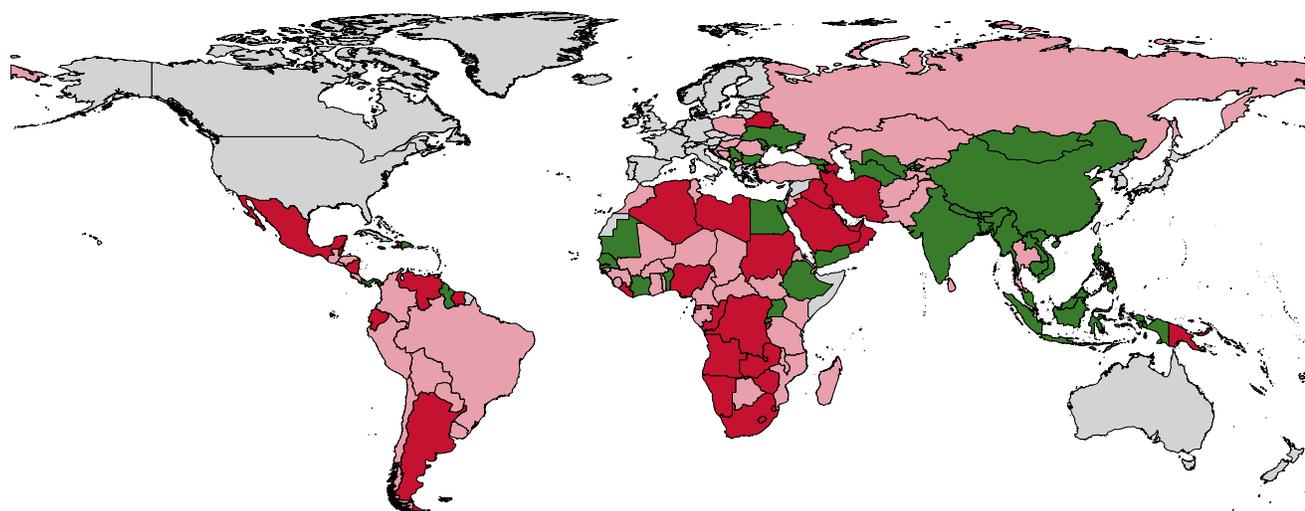
À moyen terme, la croissance du groupe des pays émergents et pays en développement devrait se stabiliser aux alentours de 4,8 %, avec toutefois d'importantes différences entre les régions. Dans les pays émergents et pays en développement d'Asie, elle devrait rester proche de 6 % sur l'ensemble de la période de projection. Cette trajectoire stable repose sur un ralentissement progressif en Chine, où la croissance devrait être de 5,5 % d'ici 2024, et sur un raffermissement de la croissance en Inde, suivi d'une stabilisation aux alentours de 7,3 % à moyen terme, sous réserve de la poursuite de réformes structurelles. En Amérique latine, la croissance devrait dépasser 1,8 % après 2020, mais rester en deçà de 3 % à moyen terme, car des rigidités structurelles, les termes de l'échange défavorables et des déséquilibres budgétaires (en particulier au Brésil) pèsent sur les perspectives. Dans les pays émergents et pays en développement d'Europe, qui connaissent actuellement un creux après la crise financière mondiale, l'activité économique devrait s'accélérer, avec une croissance attendue de quelque 2½ % à moyen terme. Les projections varient en Afrique subsaharienne, mais pour l'ensemble de la région, la croissance devrait passer de 3,6 % en 2020 à 4,2 % en 2024 (bien que, pour près de deux cinquièmes des pays, le taux de croissance à moyen terme devrait dépasser en moyenne 5 %). Les prévisions à moyen terme pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont largement déterminées par les prévisions relatives aux cours pétroliers, par les ajustements nécessaires pour corriger les déséquilibres macroéconomiques dans certains pays et par les tensions géopolitiques.

Quarante pays émergents et pays en développement (environ un quart du total) devraient connaître une croissance par habitant supérieure à la moyenne pondérée du groupe, qui est de 3,3 %, soit plus de 2 points au-dessus de la moyenne des pays avancés

### Graphique 1.15. Pays émergents et pays en développement : croissance du PIB par habitant (Moyenne 2019–24)

Quarante pays émergents et pays en développement devraient connaître une croissance par habitant supérieure à la moyenne pondérée du groupe, qui est de 3,3 %, soit plus de 2 points au-dessus de la moyenne des pays avancés.

- Inférieure à la croissance agrégée des PA (1,3 % par an)
- Supérieure ou égale à la croissance agrégée des PA et inférieure à celle des PEPD (3,3 % par an)
- Supérieure ou égale à la croissance agrégée des PEPD



Source : estimations des services du FMI.

Note : Le taux agrégé de croissance par habitant des PA (PEPD) désigne le taux de croissance du PIB réel par habitant dans le groupe des pays avancés (pays émergents et pays en développement), calculé en divisant la somme des PIB réels exprimés en parités de pouvoir d'achat par la population totale du groupe. Voir aussi le tableau de l'annexe 1.1.6. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement. Les frontières figurant sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou reconnaissance officielle de la part du FMI.

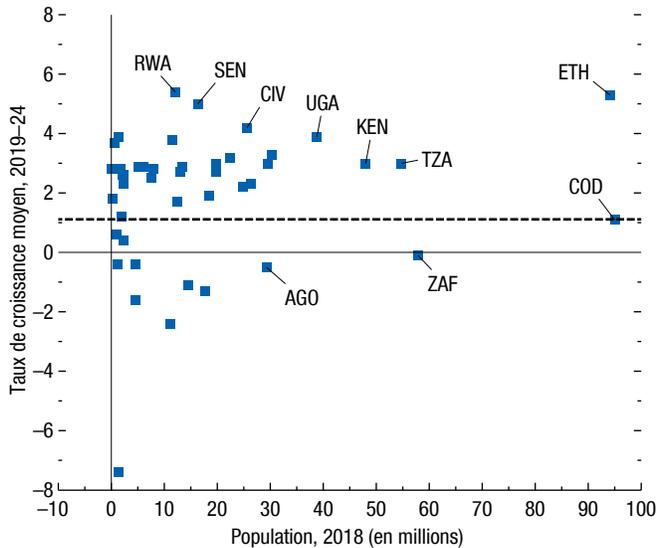
(graphique 1.15). Pour ces pays, qui comprennent la Chine, l'Inde et l'Indonésie, le défi consiste à faire en sorte que ces taux de croissance se concrétisent et que les fruits de la croissance profitent au plus grand nombre. En revanche, les perspectives de convergence sont peu encourageantes pour quelques pays émergents et pays en développement. En Afrique subsaharienne et dans la région Moyen-Orient et Asie centrale, 47 pays, représentant environ 10 % du PIB mondial exprimé en parités de pouvoir d'achat et dont la population totale approche le milliard d'habitants, devraient connaître au cours des cinq prochaines années une croissance par habitant inférieure à celle des pays avancés, ce qui signifie que leurs niveaux de revenu vont s'écarter encore plus de ceux de ces pays. Le graphique 1.16 illustre l'hétérogénéité des taux de croissance par habitant en Afrique subsaharienne, dont la plupart des pays devraient présenter des taux de croissance bien supérieurs à la moyenne pondérée de la région.

### Perspectives de l'inflation

Dans la logique du fléchissement de la croissance et des prix de l'énergie, la hausse des prix à la consommation devrait s'établir en moyenne à 1,5 % cette année dans les pays avancés, contre 2,0 % en 2018. Comme l'économie américaine fonctionne au-dessus de son potentiel, la hausse des prix à la consommation hors alimentation et énergie devrait se situer aux alentours de 2,6 % en 2020–21, au-dessus de sa valeur à moyen terme de 2,2 % (à savoir le niveau conforme à l'objectif à moyen terme de 2,0 % pour l'inflation mesurée par les dépenses de consommation des ménages). Au Japon, le taux d'inflation hors produits alimentaires frais et énergie devrait augmenter pour s'établir à environ 1 % en 2019–20 en raison de la hausse du taux de la taxe à la consommation, entrée en vigueur en octobre, et passer progressivement à 1,2 % à moyen terme. L'inflation globale devrait augmenter peu à peu dans la zone euro, passant de 1,2 % en 2019 à 1,4 % en 2020.

**Graphique 1.16. Afrique subsaharienne : population en 2018 et taux de croissance prévus du PIB par habitant, 2019–24**

En Afrique subsaharienne, la plupart des pays devraient présenter des taux de croissance bien supérieurs à la moyenne pondérée de la région.



Sources : instituts nationaux de statistique ; Organisation des Nations Unies (ONU) ; estimations des services du FMI.

Note : La ligne en tiret indique la moyenne pondérée du taux de croissance par habitant en Afrique subsaharienne sur la période 2019–24. Le Nigéria n'est pas indiqué sur le graphique, car sa population (196 millions en 2018 selon l'ONU) se situe en dehors de la fourchette des valeurs en abscisse. Son taux de croissance moyen par habitant pour 2019–24 devrait être environ de zéro. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

L'inflation dans les pays émergents et les pays en développement, hormis le Venezuela, devrait diminuer très légèrement pour s'établir à 4,7 % cette année. Parmi les exceptions, citons l'Argentine, où l'inflation a augmenté à la suite de la dépréciation du peso ; la Russie, où l'augmentation en début d'année du taux de TVA a alimenté l'inflation ; enfin, dans une moindre mesure, la Chine, en raison notamment de la hausse des prix du porc. Comme les anticipations inflationnistes deviennent plus conformes à leurs cibles dans quelques pays, et que les répercussions des dépréciations passées s'estompent, l'inflation dans le groupe des pays émergents devrait retomber aux alentours de 4,4 % à moyen terme.

## Perspectives du secteur extérieur

### Croissance du commerce extérieur

Après un pic en 2017, la croissance du commerce mondial s'est considérablement ralentie en 2018 et au premier semestre 2019 ; elle devrait s'établir à 1¼ % cette année.

On doit ce ralentissement à la conjugaison de plusieurs facteurs, dont un ralentissement de l'investissement, l'effet de la montée des tensions commerciales sur les dépenses en biens d'équipement (qui font l'objet d'un commerce intense), la conjoncture du secteur technologique et une baisse marquée des échanges dans le secteur de l'automobile et des pièces automobiles. La croissance du commerce mondial devrait remonter à 3,2 % en 2020 et à 3,75 % les années suivantes. La disparition progressive de certains facteurs temporaires, conjuguée à un redressement mesuré de l'activité mondiale en 2020 et à une accélération progressive de la demande en investissement dans les pays émergents et les pays en développement, devrait contribuer à cette hausse de la croissance du commerce, compensant ainsi la diminution des dépenses d'équipement dans les pays avancés attendue pour 2020 et ultérieurement. Une grande incertitude entoure toutefois l'évolution de la structure des chaînes de valeur et les répercussions des tensions liées au secteur technologique ; ces éléments pourraient peser sur la croissance du commerce.

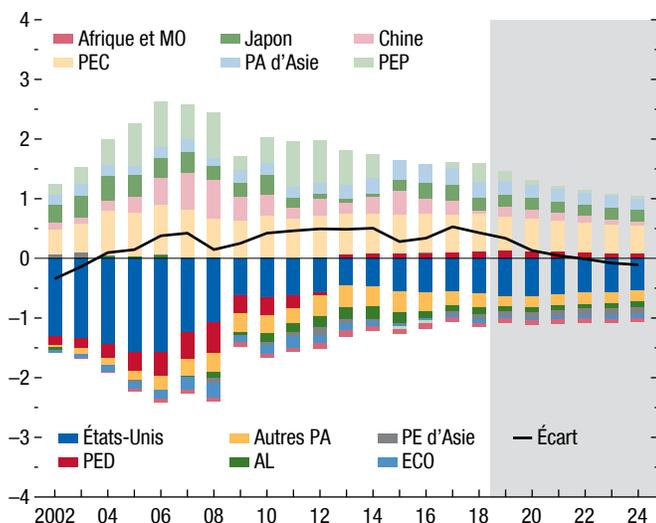
### Positions des comptes de transactions courantes

Après une augmentation minimale en 2018, due principalement à la hausse des cours pétroliers, les déficits et les excédents des transactions courantes devraient se réduire progressivement en 2019 et au cours des années suivantes (graphique 1.17). Dans les pays en excédent, les soldes des transactions courantes devraient diminuer progressivement en 2019 et à moyen terme dans les pays exportateurs de pétrole, les pays européens avancés qui sont créditeurs, et les pays avancés d'Asie. En Chine, l'augmentation modeste de l'excédent en 2019 devrait être compensée au cours des années suivantes, à mesure que se poursuit le rééquilibrage. Les déficits devraient s'amoinrir en Europe centrale et orientale en 2019, en raison de l'équilibrage du solde des transactions courantes en Turquie à la suite d'une forte réduction de la demande intérieure. Aux États-Unis, où le déficit des transactions courantes s'est creusé en 2019–20 à la faveur d'une politique budgétaire expansionniste et d'un dollar fort, le déficit devrait diminuer à moyen terme sous l'effet d'un tassement de la croissance de la demande intérieure<sup>3</sup>. Les mesures commerciales imposées récemment par les

<sup>3</sup>Les chiffres de la balance des paiements présentent depuis quelques années une incohérence marquée de signe positif dans le solde mondial des transactions courantes. Il est supposé que cette incohérence se réduira progressivement au cours de la période de prévision, les excédents mondiaux des transactions courantes devant se compresser davantage que les déficits.

**Graphique 1.17. Soldes des transactions courantes**  
(En pourcentage du PIB mondial)

Les déficits et les excédents des transactions courantes à l'échelle mondiale devraient se contracter progressivement en 2019 et par la suite.



Source : estimations des services du FMI.

Note : AL = Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Uruguay) ; Afrique et MO = Afrique et Moyen-Orient (Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Ghana, Jordanie, Kenya, Liban, Maroc, République démocratique du Congo, Soudan, Tanzanie, Tunisie) ; autres PA = autres pays avancés (Australie, Canada, France, Islande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) ; PA d'Asie = pays avancés d'Asie (Corée, province chinoise de Taiwan, RAS de Hong Kong, Singapour) ; ECO = Europe centrale et orientale (Biélorus, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Turquie, Ukraine) ; PE d'Asie = pays émergents d'Asie (Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Viet Nam) ; PEC = pays européens créditeurs (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ; PED = pays européens débiteurs (Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Slovaquie) ; PEP = pays exportateurs de pétrole (Arabie saoudite, Algérie, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, Russie, Venezuela).

États-Unis et les mesures de rétorsion prises par leurs partenaires commerciaux devraient avoir un effet limité sur les déséquilibres extérieurs globaux (voir l'édition 2018 du Rapport du FMI sur le secteur extérieur (*External Sector Report*) et le chapitre 4 de l'édition d'avril 2019 des PEM pour un examen des relations entre les coûts du commerce et les déséquilibres extérieurs).

Comme noté dans l'édition 2019 du Rapport du FMI sur le secteur extérieur, les déséquilibres courants de nombreux pays en 2018 étaient trop élevés par rapport à des normes qui correspondent aux paramètres économiques fondamentaux et aux politiques économiques souhaitables dans chaque pays. Comme le montre la plage 1 du graphique 1.18, selon les projections, les soldes excessifs des transactions courantes devraient se réduire légèrement en 2019, et ce mouvement devrait, en moyenne, se poursuivre sur le moyen terme

(graphique 1.18, page 2)<sup>4</sup>. Par ailleurs, étant donné que les variations des paramètres macroéconomiques fondamentaux par rapport à 2018 influent non seulement sur les soldes courants, mais aussi sur leur valeur d'équilibre, la trajectoire des futurs déséquilibres excessifs ne peut être déduite précisément de cet exercice<sup>5</sup>.

### Positions extérieures globales

Les variations des positions extérieures globales s'expliquent par les flux financiers nets et les réévaluations résultant des fluctuations des taux de change et des prix des actifs. Étant donné que les projections des PEM supposent que les taux de change effectifs réels sont plus ou moins stables et que les prix des actifs varient de façon limitée, les variations des positions extérieures globales sont déterminées par les projections des emprunts et prêts extérieurs nets (conformément au solde des transactions courantes), leurs ratios au PIB national et mondial étant affectés par les taux de croissance qui sont prévus pour les différents pays et pour l'économie mondiale dans son ensemble<sup>6, 7</sup>.

Comme le montre la page 1 du graphique 1.19, les positions créditrices et débitrices devraient augmenter légèrement en pourcentage du PIB mondial cette année, puis se stabiliser sur la période de projection. Du côté des pays créditeurs, le renforcement de la position créditrice d'un groupe de pays européens avancés et, dans une moindre mesure, de pays avancés d'Asie est partiellement compensé par une certaine réduction de la position créditrice de la Chine et de pays exportateurs de pétrole. Du côté des débiteurs, le passif net des États-Unis augmente dans un premier temps, puis se stabilise en raison de la réduction attendue de leur déficit courant à mesure que s'estompe la relance budgétaire, tandis que la position des pays débiteurs de la zone euro continue de s'améliorer.

<sup>4</sup>Il est estimé que la variation du solde courant en 2019 a compensé en moyenne environ un cinquième de l'écart de solde courant de 2018 ; la variation entre 2018 et 2024 compenserait moins de la moitié de l'écart de 2018.

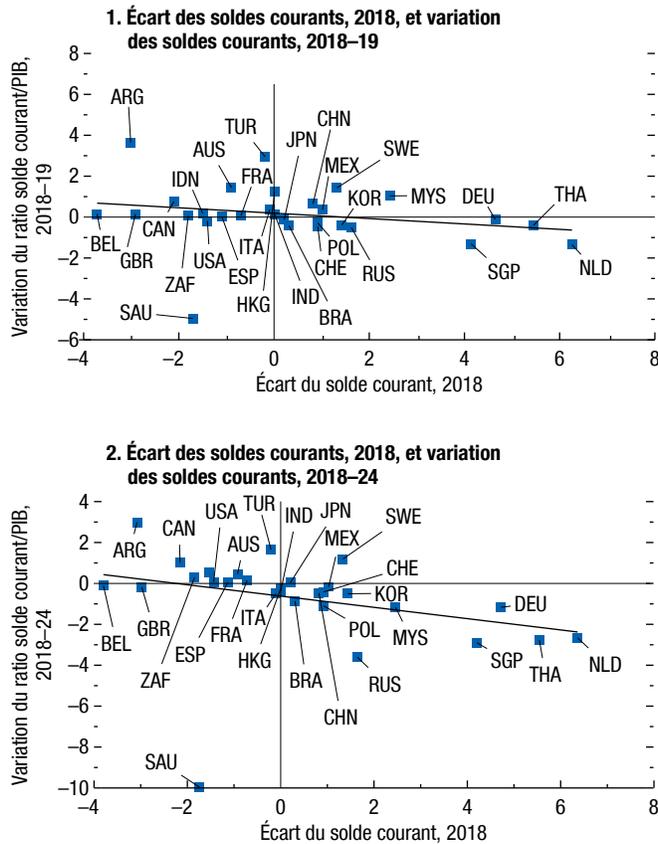
<sup>5</sup>Par exemple, une amélioration des termes de l'échange va généralement de pair avec un taux de change d'équilibre plus élevé.

<sup>6</sup>Les prévisions des PEM incluent des projections des rendements des obligations publiques à 10 ans, qui influeraient sur les cours des obligations, mais l'impact de ces variations des cours des obligations sur l'évaluation des avoirs et engagements extérieurs n'est généralement pas inclus dans les prévisions de la position extérieure globale.

<sup>7</sup>Outre les variations des taux de change, la baisse des cours mondiaux des actions fin 2018 (par rapport aux niveaux de fin 2017) entraîne une dégradation des positions extérieures globales fin 2018 dans les pays détenant des volumes importants de participations nettes à l'étranger et d'investissements directs étrangers, et une amélioration correspondante des positions des pays présentant des passifs extérieurs nets sous forme de participations.

**Graphique 1.18. Soldes courants par rapport aux paramètres économiques fondamentaux**

Selon les projections, les soldes excessifs des transactions courantes devraient se réduire légèrement en 2019, et ce mouvement devrait dans l'ensemble se poursuivre sur le moyen terme.

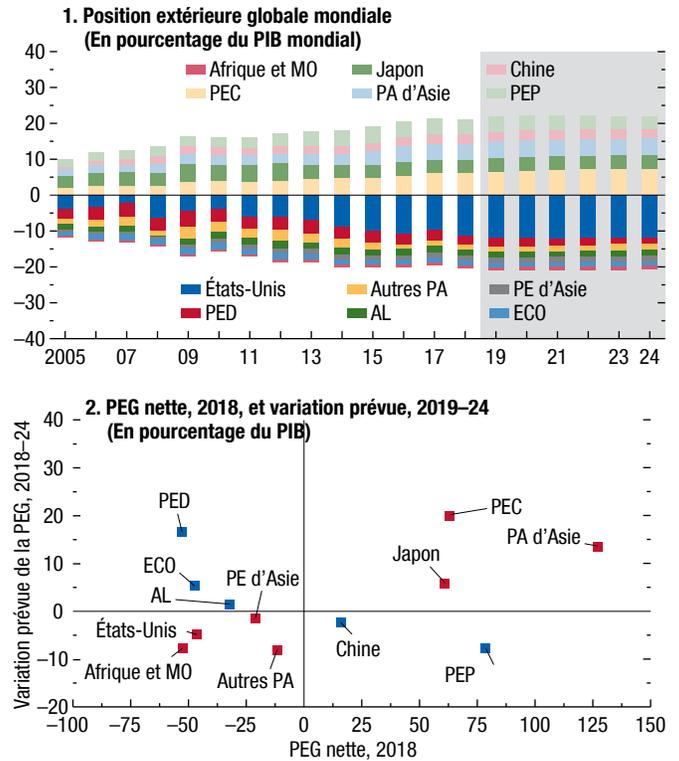


Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Des tendances similaires sont mises en évidence à la plage 2 du graphique 1.19, qui indique les variations prévues des positions extérieures globales nettes en pourcentage du PIB national dans divers pays et régions entre 2018 et 2024, dernière année de l'horizon de projection des PEM. La position créditrice nette devrait dépasser 80 % du PIB pour les pays européens avancés, 65 % pour le Japon, et 140 % pour les petits pays avancés d'Asie, tandis que la position créditrice nette de la Chine redescendrait à quelque 12 %. La position débitrice des États-Unis devrait se creuser pour atteindre environ 50 % du PIB, soit 5 points de plus que dans l'estimation de 2018, tandis que la position extérieure globale nette d'un groupe de pays débiteurs de la zone euro, parmi lesquels l'Espagne et l'Italie, devrait s'améliorer de plus de 16 points de leur PIB collectif.

**Graphique 1.19. Position extérieure globale nette**

Les positions créditrices et débitrices exprimées en pourcentage du PIB mondial devraient augmenter légèrement cette année, puis se stabiliser sur l'horizon de prévision.



Source : estimations des services du FMI.  
 Note : AL = Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Uruguay) ; Afrique et MO = Afrique et Moyen-Orient (Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Ghana, Jordanie, Kenya, Liban, Maroc, République démocratique du Congo, Soudan, Tanzanie, Tunisie) ; autres PA = autres pays avancés (Australie, Canada, France, Islande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) ; PA d'Asie = pays avancés d'Asie (Corée, province chinoise de Taiwan, RAS de Hong Kong, Singapour) ; ECO = Europe centrale et orientale (Biélorus, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Turquie, Ukraine) ; PE d'Asie = pays émergents d'Asie (Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Viet Nam) ; PEG = pays européens créditeurs (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ; PED = pays européens débiteurs (Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Slovaquie, Slovénie) ; PEP = pays exportateurs de pétrole (Arabie saoudite, Algérie, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, Russie, Venezuela) ; PEG = position extérieure globale.

**Implications des déséquilibres**

Les déséquilibres extérieurs excessifs qui persistent dans les grandes économies et les choix de politique publique qui menacent d'aggraver ces déséquilibres constituent des risques pour la stabilité mondiale. La politique budgétaire expansionniste des États-Unis devrait y creuser le déficit des transactions courantes en 2019-20, ce qui pourrait aggraver encore les tensions commerciales. À moyen terme, un renforcement des positions

débitrices dans de grandes économies pourrait freiner la croissance mondiale et peut-être provoquer des ajustements prononcés et perturbateurs des taux de change et des prix des actifs (voir également l'édition 2019 du Rapport sur le secteur extérieur).

Comme noté dans la section consacrée aux priorités, les États-Unis, dont l'économie opère déjà au-delà du plein-emploi, devraient mettre en œuvre un plan à moyen terme dont l'objectif serait d'inverser la hausse du ratio de la dette publique, et l'accompagner de mesures budgétaires visant à accroître progressivement le potentiel de l'offre intérieure. Cela contribuerait à pérenniser la dynamique de croissance et à limiter les déséquilibres extérieurs. Un recours accru à la croissance de la demande dans certains pays créditeurs, en particulier ceux qui, comme l'Allemagne, disposent de l'espace nécessaire pour la soutenir et connaissent un affaiblissement de la demande, faciliterait le rééquilibrage à l'échelle nationale et mondiale, tout en alimentant la croissance mondiale à moyen terme.

### Des aléas orientés à la baisse

Les aléas entourant les prévisions de référence restent orientés à la baisse. Le récent assouplissement de la politique monétaire dans de nombreux pays pourrait stimuler la demande davantage que prévu, en particulier si les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine s'apaisent et si un Brexit sans accord peut être évité, mais les prévisions semblent dominées par des aléas orientés à la baisse. Comme évoqué dans la section sur les perspectives de la croissance mondiale, environ 70 % du gain de croissance projeté pour 2020 est imputable à un petit groupe de pays émergents et pays en développement qui sont en grande difficulté ou présentent actuellement des résultats inférieurs à leurs moyennes historiques. En outre, les prévisions mondiales supposent une croissance soutenue dans un certain nombre de pays émergents qui devraient maintenir de relativement bons résultats, alors même que la croissance devrait fléchir aux États-Unis et en Chine. La croissance mondiale n'atteindra pas les chiffres du scénario de référence si les entraves actuelles ne disparaissent pas dans les pays en difficulté ou en sous-régime, ou si l'activité déçoit dans le groupe de pays censés maintenir des taux d'expansion robustes.

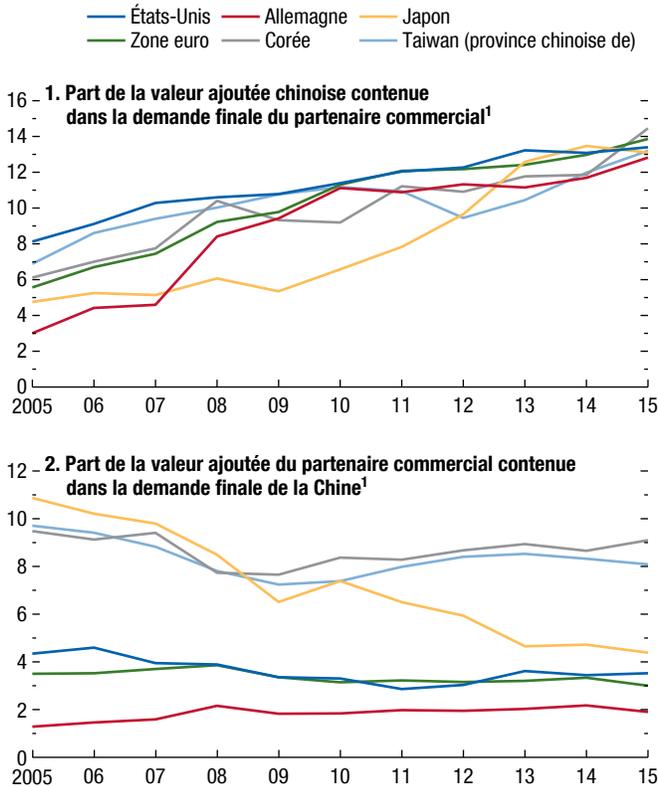
*Nouvelles perturbations du commerce et des chaînes d'approvisionnement* : la surenchère des tensions s'est poursuivie ces derniers mois en matière commerciale et dans les chaînes d'approvisionnement technologique. Depuis le printemps, les marchés financiers ont été secoués par l'élargissement des droits de douane américains à toutes

les importations en provenance de Chine, par les restrictions imposées par les États-Unis au commerce avec des entreprises technologiques chinoises, et par le risque apparemment accru d'un Brexit sans accord (voir l'encadré scénario 1 de l'édition d'avril 2019 des PEM, qui porte sur les implications macroéconomiques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord de libre-échange). Ces éléments sont survenus après une série d'augmentations des droits de douane depuis début 2018 entre les États-Unis et la Chine, annoncées sur un ton belliqueux, qui ont contribué à un repli généralisé de la confiance des chefs d'entreprise et de l'investissement ainsi qu'à un ralentissement marqué du commerce mondial, amenant dans certains cas les autorités budgétaires et monétaires à aménager des mesures visant à compenser les effets négatifs sur la confiance et la demande. Si les tensions dans ces domaines venaient à s'intensifier, l'investissement en souffrirait davantage et il pourrait en résulter une désorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et une réduction des retombées des progrès technologiques, ce qui nuirait à la croissance de la productivité et de la production à moyen terme (voir l'encadré scénario 1.1 pour une analyse des incidences de la relocalisation de la production par les entreprises des pays avancés face à l'incertitude croissante en matière de politique commerciale). Les derniers chiffres relatifs aux liens entre entrées et sorties font apparaître que la technologie est de plus en plus interconnectée, comme en témoigne la dépendance croissante du secteur technologique américain à l'égard des importations de valeur ajoutée en provenance de producteurs chinois (graphique 1.20). On assiste à une montée généralisée des incertitudes et entraves commerciales, notamment avec le durcissement des procédures d'exportation que le Japon et la Corée se sont infligé mutuellement. Ces restrictions ont eu jusqu'ici des effets restreints, mais une escalade des tensions pourrait affecter considérablement ces deux pays et entraîner des répercussions pour la région via les chaînes d'approvisionnement du secteur technologique.

Comme évoqué plus haut, le maintien de la bonne santé économique du secteur des services constitue un point relativement positif de l'économie mondiale, en particulier dans les pays avancés. Compte tenu de la faiblesse persistante de la production manufacturière mondiale, les services destinés aux entreprises, tels que la logistique, les finances, les services juridiques et le commerce de gros, sont exposés à un fléchissement de la demande. En fonction de la gravité de ce fléchissement, les entreprises de ces catégories pourraient freiner l'embauche, affaiblissant ainsi le cercle vertueux entre croissance de l'emploi, confiance

**Graphique 1.20. Chaîne d’approvisionnement d’équipements technologiques**  
(En pourcentage)

Les liens entre entrées et sorties font apparaître que la technologie est de plus en plus interconnectée, comme en témoigne la dépendance croissante du secteur technologique américain à l’égard des importations de valeur ajoutée en provenance des producteurs chinois.



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, base de données sur le commerce en valeur ajoutée.  
<sup>1</sup>Équipement informatique, électronique et électrique.

des consommateurs et dépenses des ménages. Il s’en suivrait une diminution de la demande de services destinés aux consommateurs, tels que le commerce de détail, la restauration et l’hôtellerie, qui minerait la confiance des chefs d’entreprise dans ces catégories et amplifierait les répercussions sur le marché de l’emploi.

*Brusques diminutions de l’appétit pour le risque* : dans un contexte où de nombreux pays assouplissent leur politique monétaire et présentent des conditions financières accommodantes, les marchés financiers sont plus prompts aux sautes d’humeur. Ces derniers mois, la montée des tensions entre les États-Unis et la Chine en matière commerciale et dans le secteur technologique a entraîné des baisses rapides de l’appétit mondial pour le risque et un repli vers des actifs sûrs. L’encadré scénario 1.2, qui intègre aux scénarios présentés dans

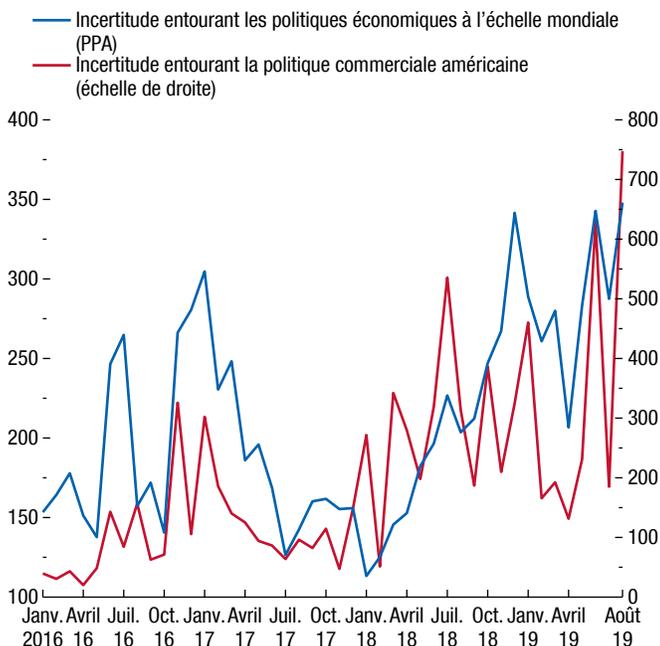
l’édition d’octobre 2018 des PEM les récentes mesures en matière de droits de douane, illustre les importants effets des tensions commerciales sur la croissance mondiale, car elles dégradent l’état d’esprit des marchés financiers et nuisent à la productivité. Les déclencheurs potentiels d’épisodes d’aversion au risque restent nombreux : une escalade supplémentaire des tensions commerciales ; la persistance des incertitudes entourant les politiques budgétaires et une dégradation de la dynamique de la dette dans certains pays lourdement endettés ; une intensification des tensions dans les grands pays émergents qui connaissent actuellement de difficiles ajustements macroéconomiques ; un Brexit sans accord ; ou un ralentissement plus fort que prévu en Chine, où les tensions commerciales et le nécessaire renforcement de la réglementation nationale forment des freins à la croissance. Une brusque fuite du risque pourrait mettre au jour les facteurs de vulnérabilité financière accumulés pendant des années de taux d’intérêt bas et nuire à la croissance mondiale si les emprunteurs fortement exposés éprouvent des difficultés à refinancer leur dette et si les flux de capitaux se détournent des pays émergents et préémergents (voir l’édition d’octobre 2019 du GFSR pour de plus amples informations sur la vulnérabilité financière).

*Accumulation persistante de facteurs de vulnérabilité financière* : les pressions inflationnistes modérées ont permis aux banques centrales d’assouplir leurs politiques pour faire face à la hausse des risques pesant sur la croissance. Conjuguées à l’évolution des attentes du marché quant aux futures décisions des banques centrales, ces mesures ont contribué à un assouplissement des conditions financières (dans une proportion que ne justifie peut-être pas la communication des banques centrales, notamment dans le cas de la trajectoire escomptée par les marchés pour le taux directeur de la Réserve fédérale américaine, qui reste bien en deçà des projections établies par son comité de politique monétaire). Si l’assouplissement des conditions financières a soutenu la demande et l’emploi, il entraînerait également une sous-évaluation du risque dans certains segments des marchés financiers. Une insuffisance des mesures de réglementation et de surveillance face à cette sous-évaluation risquerait de permettre une nouvelle accumulation de facteurs de vulnérabilité financière, aggravant potentiellement la prochaine phase descendante.

*Risques de cyberattaques* : les cyberattaques contre des infrastructures financières font peser une menace sur les perspectives dans la mesure où elles peuvent gravement mettre à mal les systèmes de paiement internationaux et perturber la circulation des biens et services.

**Graphique 1.21. Incertitude et tensions commerciales**  
(Indice)

L'incertitude mondiale entourant les politiques économiques reste élevée.



Source : Baker, Bloom et Davis (2016).

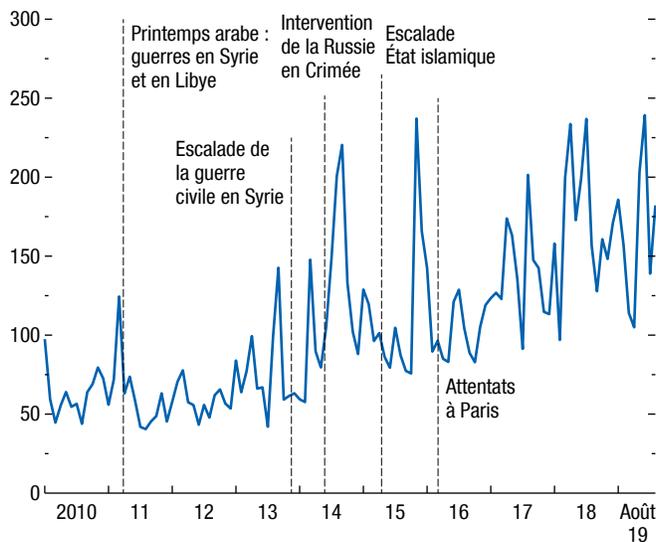
Note : L'indice mondial d'incertitude entourant les politiques économiques de Baker–Bloom–Davis est une moyenne pondérée par le PIB des indices d'incertitude de 20 pays : Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Corée, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie et Suède. Moyenne de l'indice mondial d'incertitude entourant les politiques économiques de 1997 à 2015 = 100 ; moyenne de l'indice d'incertitude entourant la politique commerciale américaine de 1985 à 2010 = 100 ; PPA = parités de pouvoir d'achat.

*Pressions désinflationnistes* : la crainte d'observer des spirales désinflationnistes s'est apaisée au cours de la phase ascendante de mi-2016 à mi-2018. Le ralentissement de la croissance économique et le tassement de l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés et les pays émergents ont ravivé ces craintes. La diminution de l'inflation et la persistance des anticipations inflationnistes correspondantes peuvent augmenter le coût réel du service de la dette pour les emprunteurs et peser sur les dépenses d'équipement des entreprises. En maintenant les taux d'intérêt nominaux à un niveau bas, la faiblesse de l'inflation peut également entraver les marges de manœuvre monétaire dont les banques centrales disposent pour lutter contre les ralentissements, ce qui signifie que la croissance pourrait être affaiblie plus longtemps en cas de chocs négatifs.

*Tensions géopolitiques, incertitudes politiques intérieures et conflits* : les changements de cap qui semblent s'opérer

**Graphique 1.22. Indice du risque géopolitique**  
(Indice)

Les fortes tensions géopolitiques augmentent le risque de graves coûts humanitaires et de difficultés économiques accrues dans certaines régions.



Source : Caldara et Iacoviello (2018).

Note : L'indice du risque géopolitique de Caldara et Iacoviello reflète les résultats automatisés de recherches de texte dans les archives électroniques de 11 journaux nationaux et internationaux. L'indice est calculé en comptant le nombre d'articles relatifs au risque géopolitique dans chaque journal pour chaque mois (en pourcentage du nombre total d'articles) ; l'indice est normalisé pour atteindre en moyenne une valeur de 100 dans la décennie 2000–09.

dans certains pays et le haut niveau d'incertitude entourant les réformes pèsent sur l'investissement et la croissance. En outre, certains facteurs de risque géopolitique examinés dans de précédentes éditions des PEM sont devenus plus marqués — notamment les tensions accrues dans le golfe Persique à la suite des attentats contre de grandes raffineries pétrolières en Arabie saoudite, qui exacerbent le contexte conflictuel du Moyen-Orient, et des tensions en Asie de l'Est (graphiques 1.21 et 1.22). Pris isolément, ces facteurs n'ont pas de grande incidence sur la croissance au-delà des pays directement concernés, mais leur accumulation, conjuguée aux tensions commerciales et au durcissement des conditions financières mondiales, pourrait avoir des effets disproportionnés sur l'état d'esprit général. Parallèlement, la poursuite des troubles civils dans de nombreux pays risque d'entraîner de terribles coûts humanitaires, des tensions migratoires dans les pays adjacents et, conjuguée aux tensions géopolitiques, une hausse de la volatilité des marchés des produits de base.

*Changements climatiques* : l'atténuation des graves menaces que les changements climatiques font peser sur la santé et les conditions de vie des habitants de nombreux

pays nécessite une transition rapide et ambitieuse vers une économie sobre en carbone (chapitre 2 du Moniteur des finances publiques). Toutefois, les stratégies nationales d'atténuation ne suscitent pas une grande adhésion de la population dans quelques pays, et la coopération internationale est mise à mal par la non-participation de pays grands émetteurs (voir l'encadré 1 du dossier spécial sur les produits de base, qui se penche sur les émissions). Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a averti en octobre 2018 que, au rythme actuel d'augmentation, la planète pourrait se réchauffer de 1,5 °C (par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle) entre 2030 et 2052, s'accompagnant de phénomènes extrêmes de température, de précipitations et de sécheresse. Compte tenu des incertitudes, le réchauffement pourrait intervenir plus rapidement avec des conséquences plus catastrophiques, ce qui aurait des effets humanitaires dévastateurs et se traduirait par des pertes de production brutales et persistantes dans de nombreux pays. Les changements climatiques risquent également d'exacerber les inégalités entre pays, même dans les pays avancés, qui devraient pourtant être plus à même de s'adapter (voir l'encadré 2.2 du chapitre 2).

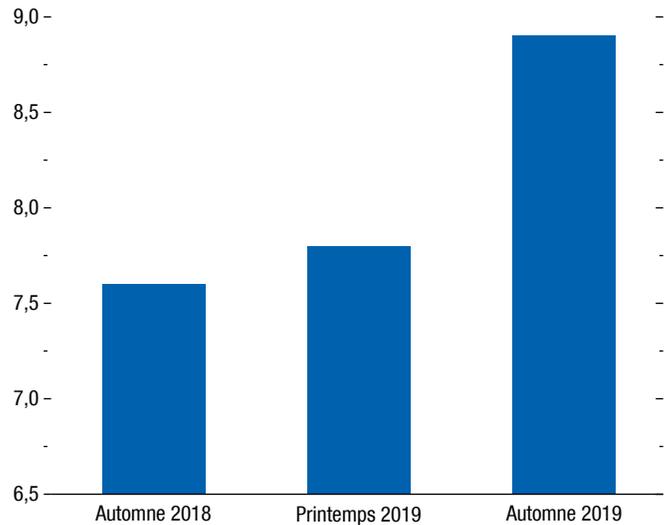
*Évaluation du risque cohérente à l'échelle mondiale dans les prévisions des PEM :* les intervalles de confiance des prévisions des PEM sont déterminés à l'aide du module G20MOD du système flexible de modèles multinationaux du FMI<sup>8</sup>. Ces intervalles sont asymétriques pour la plupart des régions et pointent vers une croissance inférieure à celle du scénario de référence. Ceci s'explique par la prépondérance des surprises négatives en matière de croissance dans le passé, et par le peu de marge laissée à la politique monétaire pour compenser les chocs négatifs sur la croissance, étant donné que les taux d'intérêt dans la plupart des pays avancés se situent à leur plancher effectif ou s'en rapprochent<sup>9</sup>. L'évaluation du risque

<sup>8</sup>Le modèle G-20 du FMI (G20MOD) est un modèle global et structurel de l'économie mondiale qui tient compte des répercussions internationales et des principales relations économiques entre le secteur des ménages, le secteur des entreprises et le secteur public, y compris la politique monétaire.

<sup>9</sup>L'établissement d'une évaluation du risque pour les prévisions au moyen de ce modèle se fait en deux étapes. Premièrement, le modèle est utilisé pour simuler les chocs économiques qui ont influé sur l'économie mondiale dans le passé. Les principaux moteurs des dynamiques conjoncturelles de la production, de l'inflation et des taux d'intérêt sont traditionnellement la demande intérieure et les chocs pétroliers. Deuxièmement, ces estimations de chocs sont utilisées pour produire un grand nombre de scénarios contrefactuels, à l'échelle de l'économie mondiale, en échantillonnant des données rétrospectives sur cinq ans sur la base de leur fonction de répartition conjointe. La répartition prédictive conjointe qui en résulte et qui porte sur un vaste ensemble de variables économiques est cohérente sur les plans interne et mondial, et se prête à l'analyse de risque tant à l'échelle mondiale qu'à celle des pays.

**Graphique 1.23. Probabilité d'une croissance mondiale inférieure à 2,5 % à un horizon d'un an**  
(En pourcentage)

L'estimation de la probabilité que la croissance mondiale à un horizon d'un an soit inférieure à 2,5 % — le dixième centile des chiffres de la croissance mondiale sur les 25 dernières années — s'est accrue depuis le printemps.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Les probabilités sont calculées à l'aide du module G20MOD du système flexible de modèles multinationaux du FMI. Le module G20MOD est un modèle global et structurel de l'économie mondiale qui tient compte des répercussions internationales et des principales relations économiques entre le secteur des ménages, le secteur des entreprises et le secteur public, y compris la politique monétaire.

ainsi obtenue permet également de calculer la probabilité d'un ralentissement économique mondial. L'estimation de la probabilité que la croissance mondiale à un horizon d'un an soit inférieure à 2,5 % — le dixième centile des chiffres de la croissance mondiale sur les 25 dernières années — s'est accrue depuis le printemps : elle est aujourd'hui de près de 9 % (graphique 1.23).

## Priorités

L'économie mondiale reste dans une période délicate. Même si les menaces évoquées dans la section précédente sont écartées, ce que suppose le scénario de référence, la croissance par habitant devrait rester inférieure aux moyennes passées dans la plupart des groupes, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, à moyen terme. Par ailleurs, les conditions sont très difficiles pour un certain nombre de pays émergents qui doivent procéder à d'importants ajustements de leur politique macroéconomique.

Comme le relève la section consacrée aux perspectives de croissance mondiale, l'économie fait face à divers vents contraires, qui affectent les pays de différentes manières et viennent s'ajouter à des facteurs spécifiques et à des positions cycliques divergentes ; les objectifs et les priorités varient donc fortement d'un pays à l'autre. Un objectif commun, qui constitue une priorité absolue dans de nombreux cas, est de supprimer les incertitudes ou les risques pour la croissance qui découlent des politiques publiques. À l'heure actuelle, les erreurs que constituerait un Brexit sans accord ou une aggravation des différends commerciaux pourraient nuire grandement à l'état d'esprit, à la croissance et à la création d'emplois, et risqueraient de réduire à néant les marges d'action pour des raisons pourtant évitables.

### Politiques multilatérales

La coopération multilatérale est indispensable pour régler certains des problèmes à court ou long terme qui menacent la viabilité et l'inclusivité de la croissance mondiale. Les domaines du commerce et des technologies sont ceux où la coopération doit être urgemment renforcée. Faire de même en matière de fiscalité internationale, de réforme de la réglementation financière mondiale, de changements climatiques et de corruption contribuerait à remédier aux vulnérabilités et à partager plus largement les fruits de l'intégration économique.

*Commerce et technologie* : les dirigeants devraient travailler ensemble à la réduction des tensions commerciales, qui ont affaibli l'activité mondiale et sapé la confiance. Ils devraient également lever dans les meilleurs délais les incertitudes entourant l'évolution d'accords commerciaux de longue date (dont ceux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, ainsi qu'entre le Canada, les États-Unis et le Mexique). Les pays ne devraient pas recourir aux droits de douane pour corriger leurs balances commerciales bilatérales. Plus fondamentalement, les différends commerciaux reflètent des frustrations profondes à l'égard de lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Les dirigeants devraient s'attaquer ensemble à la racine des problèmes qu'ils reprochent au système, et coopérer pour améliorer la gouvernance du commerce. Il faut pour cela résoudre l'impasse relative à l'organe d'appel du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin que les règles existantes de l'OMC puissent continuer d'être appliquées, moderniser les règles de l'OMC pour couvrir des domaines tels que le commerce électronique, les subventions et les transferts

de technologies, et faire progresser les négociations dans de nouveaux domaines, tels que les transactions numériques. Le principe selon lequel tous les pays doivent participer à toutes les négociations pourrait être revu afin de permettre éventuellement aux pays qui le souhaitent d'aller plus loin et plus rapidement, tout en conservant les nouveaux accords dans l'enceinte de l'OMC et en les laissant ouverts à tous les membres. À tout le moins, une trêve dans l'escalade des entraves aux échanges éviterait d'ajouter encore de nouveaux facteurs déstabilisateurs à une économie mondiale qui ralentit. Les dirigeants devraient également coopérer plus étroitement pour freiner les cyberattaques transfrontières visant des intérêts stratégiques et commerciaux nationaux, ainsi que pour limiter des pratiques qui faussent la concurrence, telles qu'obliger les entreprises à céder leur propriété intellectuelle en échange de l'accès à un marché. Faute de progrès tangibles dans ces domaines, il est probable que les tensions s'intensifieront dans le secteur des technologies, nuisant à la libre circulation des idées entre les pays et, potentiellement, à la croissance de la productivité à long terme.

*Fiscalité internationale* : en raison de la concurrence fiscale internationale que suscite la montée en puissance des multinationales, il est de plus en plus difficile pour les États de lutter contre la fraude fiscale et de recouvrer les recettes dont ils ont besoin pour financer leur budget. Il convient de renforcer les efforts visant à réduire au maximum les possibilités transfrontières de fraude et d'évasion fiscales, tels que le fait l'initiative « Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices » de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du G-20 (voir l'encadré 1.3 de l'édition d'avril 2019 du Moniteur des finances publiques). Selon une étude du FMI (2019), cette initiative a engrangé des avancées considérables en matière de coopération fiscale internationale, mais des facteurs de vulnérabilité subsistent. Les limites du principe de pleine concurrence — selon lequel les opérations entre des parties liées doivent se faire aux mêmes prix que si elles étaient effectuées entre des parties indépendantes — et le recours à la notion de présence physique du contribuable pour établir une base légale d'assujettissement à l'impôt ont permis à des entreprises apparemment rentables de ne payer que peu d'impôts. Certaines améliorations peuvent être réalisées sur un plan unilatéral ou régional, mais des solutions plus fondamentales exigent un renforcement des institutions de la coopération mondiale.

*Réformes de la réglementation financière et dispositif mondial de sécurité financière* : les réformes entamées

après la crise financière mondiale demeurent inachevées. Les progrès enregistrés dans certains domaines, tels que le contrôle plus important auquel sont soumises des institutions financières d'importance mondiale et la plus grande efficacité des mécanismes de résolution, sont actuellement remis en question ou abrogés. Les dirigeants devraient s'employer à achever le programme de réformes, notamment en améliorant les mécanismes internationaux de résolution et en renforçant encore les dispositifs de politiques macroprudentielles (ce qui pourrait passer par la simplification de règles complexes dans certains domaines, comme l'évoque l'étude d'Adrian et Obstfeld de 2017). L'émergence de risques pour la cybersécurité du système financier et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme requièrent également une action coordonnée et collective. Enfin, les dirigeants devraient veiller à ce que le dispositif mondial de sécurité financière dispose des ressources adéquates afin d'atténuer des ajustements de portefeuille déstabilisants dans une économie mondiale lourdement endettée et de réduire la nécessité pour les pays de se prémunir eux-mêmes contre les chocs extérieurs.

*Changements climatiques et migrations* : le monde doit de toute urgence réduire les émissions de gaz à effet de serre et en limiter les conséquences, à savoir le réchauffement planétaire et les phénomènes climatiques dévastateurs<sup>10</sup>. À cet égard, la polarisation et la discorde politiques dans de nombreux pays ne sont pas de bon augure pour parvenir à un accord sur des stratégies nationales et internationales dans des délais permettant de maintenir encore les changements climatiques à des niveaux gérables. Il est indispensable de redoubler d'efforts sans tarder, ce qui impliquera d'établir une répartition des coûts et des gains suscitant une adhésion politique suffisante aux niveaux national et international. En intensifiant les flux migratoires, les phénomènes climatiques aggravent en outre une situation déjà complexe dans laquelle des réfugiés fuient des zones de conflit. Les migrations internationales vont devenir de plus en plus importantes, à mesure que de nombreux pays avancés connaissent des problèmes liés au vieillissement démographique. La coopération internationale faciliterait l'intégration des migrants, contribuant ainsi à maximiser les gains en matière de main-d'œuvre et de productivité

<sup>10</sup>Voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2017 des PEM sur les conséquences macroéconomiques des chocs climatiques, ainsi que FMI (2019), et le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2019 du Moniteur des finances publiques pour un examen des options de politique budgétaire pour la mise en œuvre de stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

qu'ils apportent à leurs pays de destination, et à gonfler les flux d'envois de fonds qui allègent la charge de leurs pays d'origine.

*Corruption et gouvernance* : une opération d'envergure internationale s'impose aussi pour endiguer la corruption, qui ébranle la confiance dans les pouvoirs publics et les institutions dans de nombreux pays (voir l'édition d'avril 2019 du Moniteur des finances publiques). Si rien n'est fait, une corruption omniprésente peut fausser les politiques publiques et entraîner une diminution des recettes, une baisse de qualité des services publics et une dégradation des infrastructures.

### Politiques au niveau national

Face à la persistance de la faible conjoncture et des risques, les politiques macroéconomiques, et plus particulièrement la politique monétaire, sont déjà devenues plus accommodantes dans de nombreux pays. Les politiques macroéconomiques de la plupart des pays devraient maintenant viser à stabiliser l'activité et à renforcer les bases de la reprise ou de la poursuite de la croissance. Dans les pays disposant d'espace budgétaire et où la croissance s'est fortement tassée, des mesures d'appui budgétaire plus actives — y compris un investissement accru de l'État dans la formation de la main-d'œuvre et dans les infrastructures afin de relever le potentiel de croissance — pourraient se justifier. Pour assurer de meilleures perspectives économiques à tous, il est essentiel de rendre la croissance plus inclusive et d'éviter de longues périodes creuses qui touchent de façon disproportionnée les couches les plus vulnérables de la population. Le renforcement de la résilience face aux sautes d'humeur des marchés financiers et l'allègement des entraves structurelles au potentiel de croissance de la production demeurent également des objectifs prédominants.

### Pays avancés

Dans les pays avancés, où la croissance de la demande finale est généralement modeste, les pressions inflationnistes sont faibles et les estimations des anticipations inflationnistes sur la base des prix de marché ont diminué ces derniers mois, une politique monétaire accommodante demeure indiquée pour prévenir un ralentissement plus marqué de l'activité et un fléchissement des anticipations inflationnistes. Cela vaut tout particulièrement pour les pays où l'inflation persiste à rester en deçà de la cible, et où la production se situe déjà en dessous de son potentiel ou risque de le faire. Comme évoqué dans

l'encadré 1.4, la léthargie de l'inflation indique que le potentiel de production pourrait être plus élevé et que les écarts de production pourraient être plus négatifs que ce qui ressort des estimations actuelles. Toutefois, étant donné que le maintien d'une politique monétaire accommodante peut entraîner un accroissement des facteurs de vulnérabilité financière, il importera d'appliquer des politiques macroprudentielles plus robustes et d'adopter une approche proactive en matière de surveillance. Comme évoqué dans l'édition d'octobre 2019 du GFSR, les politiques relatives au secteur financier devraient viser à assurer la solidité des bilans et à limiter les risques systémiques en recourant à des instruments tels que des volants de liquidité, des volants de fonds propres anticycliques ou des volants de capitaux ciblant des secteurs donnés, en concevant des instruments fondés sur les emprunteurs pour atténuer le cas échéant les facteurs de vulnérabilité liés à la dette, et en renforçant la surveillance macroprudentielle des établissements financiers non bancaires. Dans certains pays, les banques doivent davantage assainir leurs bilans afin d'atténuer le risque de boucles de rétroaction entre banques et États. Il est essentiel d'éviter un détricotage des réformes de la réglementation adoptées après la crise, dans un contexte où la politique monétaire reste accommodante et le niveau d'endettement élevé.

Compte tenu de la morosité des perspectives et des importants risques, la politique budgétaire peut jouer un rôle plus actif, en particulier dans les pays disposant de peu de marge pour assouplir la politique monétaire. Le faible niveau des taux directeurs dans de nombreux pays et la baisse des taux d'intérêt à long terme à des niveaux historiquement bas, voire négatifs, réduisent l'effet probable d'un assouplissement supplémentaire de la politique monétaire, mais ils accroissent les possibilités budgétaires tant qu'ils durent. Dès lors, les pays où l'activité s'est tassée ou est susceptible de ralentir fortement peuvent envisager de prendre des mesures de relance budgétaire s'ils disposent d'espace budgétaire et si leur politique budgétaire n'est pas encore trop expansionniste. Dans les pays où la demande est faible, mais un assainissement des finances publiques demeure nécessaire, celui-ci pourrait être mené à un rythme moins soutenu si les conditions du marché le permettent, afin d'éviter une longue période de fragilité économique et une dynamique désinflationniste. Les dirigeants devraient préparer à l'avance un arsenal de mesures de politique budgétaire afin d'être prêts à agir rapidement, et planifier une composition appropriée du relâchement de la politique budgétaire. Des dépenses d'infrastructures ou des

incitations à l'investissement (y compris dans les sources d'énergie propre) constitueraient des mesures idéales, car elles stimuleraient la production tant à court qu'à moyen terme, contribuant ainsi à renforcer la viabilité de la dette. Plus généralement, le potentiel de production s'annonçant modeste à moyen terme dans la plupart des pays avancés, ceux-ci devraient calibrer avec prudence la composition des dépenses budgétaires et des taxes en vue de relever le taux d'activité de la population et la croissance de la productivité en investissant dans la formation de la main-d'œuvre, les infrastructures matérielles et la recherche-développement.

Des politiques structurelles nationales favorisant une plus grande ouverture et une plus grande souplesse des marchés dans les pays avancés renforceraient la résilience économique et le potentiel de production, et contribueraient en outre à réduire les disparités économiques au sein des pays et à améliorer les adaptations du marché du travail aux chocs dans les régions à la traîne (voir le chapitre 2). Il est également urgent de réduire les émissions de carbone afin d'éviter les graves risques économiques et sociaux liés aux changements climatiques. Il importe donc de passer à des structures de production à moindre intensité de carbone, notamment en recourant à la taxation du carbone, de promouvoir les infrastructures sobres en carbone et d'encourager l'innovation dans les technologies écologiques (voir le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2019 du *Moniteur des finances publiques*). En plus des mesures budgétaires destinées à renforcer le potentiel de production, il demeure indispensable de préserver le dynamisme et les opportunités en veillant à ce que la politique de la concurrence facilite l'entrée de nouvelles entreprises et empêche les entreprises existantes d'abuser de leur puissance de marché, à l'heure où un petit nombre de grandes entreprises s'approprient des parts de marché croissantes dans les pays avancés (chapitre 2 de l'édition d'avril 2019 des PEM).

Aux *États-Unis*, où le taux de chômage n'a jamais été aussi bas et où l'inflation est proche de la cible, l'association d'une politique monétaire accommodante, de vigilance en matière de réglementation et de surveillance financières, et d'un assainissement progressif des finances publiques contribuerait à maintenir l'expansion et à limiter les risques. En l'absence de fortes pressions à la hausse des salaires et de l'inflation — l'inflation moyenne s'est établie juste en dessous de la cible au cours de l'année écoulée et les anticipations ont récemment diminué —, la Réserve fédérale a été en mesure de réduire les taux directeurs pour se prémunir contre les risques liés à l'économie mondiale. La trajectoire future

du taux directeur devrait dépendre des perspectives économiques et des risques, en fonction des prochaines données. Pour que les conditions financières restent favorables, il convient de maintenir l'approche actuelle, fondée sur les risques, en matière de réglementation, de contrôle et de résolution — et de renforcer dans le cas des établissements financiers non bancaires — afin de limiter les facteurs de vulnérabilité liés à la hausse de la dette des entreprises et à l'émergence de menaces pour la cybersécurité. La dette publique reste sur une trajectoire nettement haussière ; elle devrait donc faire l'objet d'un assainissement. Il conviendrait de relever le ratio recettes/PIB en instaurant une taxe sur le carbone de grande ampleur et une taxe fédérale à la consommation, ainsi qu'en augmentant les taxes fédérales sur le carburant. Cela dégagerait un espace budgétaire pour apporter une aide aux familles à faible revenu et à revenu intermédiaire (notamment en contribuant aux dépenses de garde d'enfants et en atténuant le côté « tout ou rien » des prestations sociales) ainsi que pour prendre des mesures visant à relever la croissance potentielle : investir dans les infrastructures (y compris pour stimuler l'offre d'énergie verte), soutenir l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle, et accroître le taux de participation à la vie active. Pour compenser la hausse attendue des dépenses liées au vieillissement, il est nécessaire d'indexer les prestations de sécurité sociale sur l'indice des prix à la consommation et de relever l'âge de la retraite.

Au *Royaume-Uni*, les paramètres de politique économique souhaitables à court terme dépendront des modalités de la séparation de l'Union européenne. La hausse des dépenses publiques envisagée par le gouvernement devrait atténuer le coût économique du Brexit, mais il importe de continuer à réduire le ratio d'endettement afin de constituer des marges face aux chocs futurs. Dans le cas d'un Brexit chaotique s'accompagnant d'une hausse brutale des entraves au commerce de biens et de services avec l'Union européenne, la riposte devra tenir compte de l'étendue de la réaction négative des marchés financiers et de ses répercussions probables sur la stabilité macroéconomique. Les réformes structurelles devraient donner la priorité à l'amélioration de la qualité des infrastructures et au renforcement des compétences de la main-d'œuvre, ainsi qu'à une réaffectation efficace des travailleurs des secteurs touchés par le Brexit vers les secteurs en expansion.

Dans la *zone euro*, la politique monétaire est devenue, à juste titre, plus accommodante en réponse au taux obstinément bas de l'inflation hors alimentation et énergie et à un essoufflement marqué depuis mi-2018. Même si,

dans l'idéal, l'orientation de la politique budgétaire devrait viser à créer des conditions plus favorables que ce qui était envisagé avant le ralentissement, elle doit varier d'un pays à l'autre en fonction de l'espace budgétaire disponible. *L'Allemagne*, qui dispose de marges pour assouplir la politique budgétaire, mais présente une croissance faible, pourrait relever l'investissement public dans le capital physique et humain ou réduire le coin fiscal sur le travail, en vue de stimuler la demande, de réduire l'excédent excessif du solde courant et de renforcer le potentiel de production. Les pays fortement endettés, tels que *l'Espagne*, la *France* et *l'Italie*, devraient reconstituer progressivement leurs marges de manœuvre budgétaires, tout en protégeant l'investissement. Il est particulièrement essentiel que l'Italie, dont l'endettement et les besoins bruts de financement sont importants, s'engage de façon crédible sur une trajectoire d'endettement à la baisse à moyen terme. Si la croissance venait à ralentir considérablement, les pays disposant d'espace budgétaire devraient utiliser celui-ci de façon plus active pour accompagner le relâchement monétaire afin de se prémunir contre les dynamiques désinflationnistes et d'éviter de prolonger la période de faible croissance. Parallèlement, la trajectoire de l'assainissement des finances publiques pourrait être ajustée temporairement dans les pays dont l'espace budgétaire est en péril, sous réserve que leurs conditions de financement restent favorables et que la viabilité de la dette ne soit pas menacée. Une riposte budgétaire synchronisée, mais tenant compte des spécificités des États membres, pourrait amplifier les résultats pour toute la zone. L'achèvement de l'union bancaire et la poursuite de l'assainissement des bilans des banques restent indispensables pour renforcer la résilience et améliorer l'intermédiation du crédit dans certains pays. Compte tenu du maintien de la politique monétaire accommodante et de la disparité des positions conjoncturelles, les autorités de régulation doivent calibrer les instruments macroprudentiels de façon à faire face à tout nouveau risque pour la stabilité financière. Il est urgent, dans de nombreux pays, d'adopter des réformes en vue de rehausser la productivité et la compétitivité. Le développement accru du marché unique des services renforcerait l'efficacité dans toute l'Union européenne. Celle-ci dispose d'instruments auxquels elle pourrait recourir pour encourager les réformes dans ses États membres. Dans l'ensemble, il est nécessaire de renforcer la souplesse du marché du travail, de supprimer les entraves à l'accès aux marchés de produits, de moderniser le fonctionnement des régimes de solvabilité des entreprises et de réduire les charges administratives.

Au Japon, la vigueur de la demande devrait ralentir à la suite de l'augmentation, en octobre, de la taxe à la consommation, mais les mesures prises par le gouvernement devraient atténuer ce mouvement. L'inflation reste bien en deçà de la cible de la banque centrale. Une politique monétaire accommodante s'imposera sur une longue période pour relever durablement les anticipations inflationnistes. La politique budgétaire devrait viser la viabilité des finances publiques à long terme, compte tenu de la rapidité du vieillissement et de la diminution de la population, tout en protégeant la demande et les mesures de reflation. La prévention des risques budgétaires sur le long terme nécessite des hausses supplémentaires de la taxe à la consommation et des réformes visant à réduire les dépenses en matière de retraites, de santé et de soins de longue durée. Certaines avancées ont été enregistrées s'agissant des réformes structurelles, dont l'adoption de la « réforme du style de travail » qui vise à améliorer les conditions de travail, un nouveau statut de résident pour les travailleurs étrangers disposant de compétences professionnelles et techniques, et l'approfondissement de l'intégration commerciale avec l'Union européenne et les pays parties à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réformer non seulement le marché du travail — notamment pour améliorer les compétences des travailleurs et les perspectives de carrière des travailleurs non réguliers, réduire la segmentation et accroître la mobilité —, mais aussi les marchés de produits et le secteur des entreprises, afin de rehausser la productivité et l'investissement.

### Pays émergents et pays en développement

Les pays émergents et pays en développement présentent des situations très diverses. Le contexte est extrêmement difficile dans quelques pays en raison de dissensions politiques ou de conflits transfrontaliers ; d'autres pays font face à des conditions de financement extérieur compliquées, en raison de leurs déséquilibres macroéconomiques ou des ajustements qu'ils doivent apporter à leurs politiques publiques. Dans les pays où les conditions sont plus stables, la récente diminution de l'inflation a donné aux banques centrales la possibilité d'assouplir leur politique monétaire afin de soutenir l'activité. Face à la volatilité de la situation extérieure et à l'éventualité de sautes d'humeur des marchés, le renforcement de la résilience financière constitue un objectif clé pour de nombreux pays émergents et pays en développement. La réglementation et le contrôle devraient assurer des volants

de capitaux et de liquidités suffisants pour faire face à des mouvements déstabilisants dans les portefeuilles mondiaux et à une éventuelle détérioration de la croissance et de la qualité du crédit. Les mesures visant à surveiller et à réduire les asymétries de monnaies et d'échéances dans les bilans sont également essentielles pour préserver la stabilité financière et aideront les taux de change à amortir les chocs. Dans les nombreux pays présentant une dette publique élevée, la politique budgétaire devrait, en règle générale, viser à assainir les finances publiques en vue de maîtriser les coûts d'emprunt et de dégager de l'espace budgétaire pour faire face aux futures phases descendantes et pour répondre aux besoins de développement, tout en adaptant le rythme et l'échelonnement de cet ajustement afin d'éviter une faiblesse de longue durée. L'amélioration du ciblage des subventions, la rationalisation des dépenses récurrentes et l'élargissement de la base imposable peuvent contribuer à préserver les investissements nécessaires au renforcement de la croissance potentielle et des dépenses sociales (éducation, santé et protection sociale). La mobilisation des recettes s'impose tout particulièrement dans les pays en développement à faible revenu qui doivent progresser sur la voie des objectifs de développement durable des Nations Unies.

En plus d'assurer un dosage avisé de leurs politiques macroéconomiques et financières, de nombreux pays émergents et pays en développement peuvent renforcer leurs institutions, leur gouvernance et leurs cadres d'action par des réformes structurelles qui amélioreront leurs perspectives de croissance et leur résilience. De fait, les principales conclusions du chapitre 3 plaident nettement en faveur d'une relance des réformes structurelles dans les pays émergents et pays en développement. Ce chapitre montre que dans ces pays, et plus particulièrement dans les pays en développement à faible revenu, il y a encore largement matière à réformer dans les domaines des financements intérieurs et extérieurs, du commerce, de la réglementation du marché du travail et du marché des produits, ainsi que de la gouvernance. Le chapitre conclut que, dans la majorité des pays, de grandes réformes simultanées dans ces domaines pourraient accroître la croissance d'un point de pourcentage sur une période de 5 à 10 ans, multipliant par deux le rythme de convergence.

En Chine, l'objectif prédominant consiste à renforcer la viabilité et la qualité de la croissance, tout en résistant aux vents contraires que représentent les tensions commerciales et l'affaiblissement de la demande mondiale. Le pays doit à cet effet prendre des mesures de soutien à l'économie à court terme, tout en veillant à ce que,

progressivement, la croissance ne se fonde plus sur des investissements financés par le crédit, mais sur la consommation privée, et en améliorant l'affectation des ressources et l'efficacité de l'économie. En plus d'un certain relâchement monétaire, des mesures d'appui budgétaire (inscrites pour la plupart dans la loi de finances) ont empêché les tensions commerciales de freiner brusquement la confiance et l'activité économique. Toute nouvelle mesure de relance devrait donner la priorité à des transferts ciblés en faveur des ménages à faible revenu, et non à des dépenses infrastructurelles à grande échelle. Pour faciliter la transition vers une croissance viable, une réglementation visant à endiguer la finance parallèle a contribué à réduire le recours au crédit, mais l'endettement des entreprises reste élevé et celui des ménages augmente rapidement. Pour réduire encore la dette, il convient de poursuivre la diminution du volume excessif des garanties implicites et de renforcer l'arsenal macroprudentiel. Par ailleurs, en réduisant encore le rôle des entreprises publiques et en abaissant les obstacles à l'entrée sur des marchés tels que les télécommunications et le secteur bancaire, le pays augmenterait la productivité ainsi que la mobilité de la main-d'œuvre. L'adoption d'un régime d'imposition progressif et l'augmentation des dépenses consacrées aux soins de santé, à l'éducation et aux transferts sociaux contribueraient à réduire l'épargne de précaution et à encourager la consommation.

En *Inde*, les autorités devraient recourir à la politique monétaire et à des réformes structurelles de grande ampleur pour remédier à la faiblesse conjoncturelle et renforcer la confiance. Une trajectoire crédible d'assainissement des finances publiques est indispensable pour diminuer à moyen terme l'endettement élevé du pays. Elle doit s'accompagner d'une rationalisation des subventions et d'un élargissement de la base imposable. Les banques du secteur public doivent améliorer leur gouvernance et l'efficacité de leurs octrois de crédits, et le secteur public doit réduire son rôle dans le système financier. Une réforme de la législation en matière d'embauche et de licenciement inciterait à la création d'emplois et permettrait de tirer parti du vaste dividende démographique du pays. Les réformes foncières devraient également être améliorées afin d'encourager et d'accélérer le développement des infrastructures.

Au *Brsil*, la réforme des retraites constitue une étape essentielle pour assurer la viabilité du système de sécurité sociale et celle de la dette publique. Il convient de poursuivre l'assainissement progressif des finances publiques afin de respecter le plafond constitutionnel sur les dépenses au cours des prochaines années. La politique

monétaire doit rester accommodante pour soutenir la croissance économique, sous réserve que les anticipations inflationnistes demeurent ancrées. Pour relever la croissance potentielle, l'État devra mener un programme de réforme ambitieux portant sur la fiscalité, l'ouverture aux échanges et l'investissement dans les infrastructures.

Au *Mexique*, l'adhésion au plan d'assainissement des finances publiques à moyen terme établi par l'État est essentielle pour préserver la confiance des marchés et stabiliser la dette publique. Des objectifs budgétaires à moyen terme plus ambitieux permettraient de dégager d'importantes marges de manœuvre pour faire face aux chocs négatifs et mieux satisfaire aux besoins de dépenses à long terme découlant des tendances démographiques. Si l'inflation, en baisse, continue de se rapprocher de sa cible et que les anticipations inflationnistes demeurent ancrées, la politique monétaire pourrait devenir plus accommodante dans les mois à venir. La banque centrale devrait maintenir la flexibilité du taux de change et n'intervenir sur le marché des changes qu'en cas de perturbation sur les marchés.

En *Russie*, les autorités devraient adopter une composition de la fiscalité et des dépenses publiques plus favorable à la croissance et éviter d'utiliser la caisse nationale d'assurance sociale à des fins quasi budgétaires. La politique monétaire pourrait être assouplie et devenir neutre si les pressions inflationnistes continuent de s'apaiser. Afin d'améliorer l'intermédiation du crédit, les autorités devraient poursuivre la consolidation du secteur bancaire tout en réduisant la place de l'État. Des réformes structurelles restent nécessaires pour rehausser la croissance potentielle, dont des mesures de renforcement de la concurrence, d'amélioration des procédures de passation des marchés publics et de réforme du marché du travail.

En *Turquie*, il convient d'adopter une stratégie globale, accompagnée d'une communication claire, en vue d'apurer les bilans privés, de renforcer la transparence des bilans du secteur public et, en définitive, de rétablir la crédibilité et l'indépendance des institutions économiques, qui doivent fonctionner selon des règles établies. À cet effet, cette stratégie globale devrait poursuivre les objectifs suivants : 1) maintenir les taux directeurs à leur niveau actuel jusqu'à ce que l'inflation et les anticipations inflationnistes diminuent durablement, ce qui contribuerait également à étayer la lire turque et à reconstituer les réserves ; 2) prendre des mesures de renforcement des finances publiques à moyen terme ; 3) rétablir la confiance dans les banques au moyen d'évaluations approfondies (analyses par des tiers de la qualité des actifs et tests de résistance rigoureux), de plans crédibles de recapitalisation

des banques et d'une limitation de l'octroi de crédits par la banque d'État ; 4) améliorer encore le régime d'insolvabilité et les mécanismes extrajudiciaires de restructuration afin de promouvoir des procédures de restructuration pertinentes et de dégager des capacités de prêt en faveur d'entreprises saines et productives ; et 5) axer les réformes structurelles sur l'appui à une croissance plus durable et fondée sur la productivité totale des facteurs.

En *Afrique du Sud*, un rééquilibrage des finances publiques progressif mais concret et porteur de croissance est nécessaire pour stabiliser la dette publique. Les mesures devraient prévoir une diminution de la masse salariale du secteur public, une réduction des effectifs et une élimination des gaspillages dans les entités publiques, un élargissement de la matière imposable, ainsi qu'un renforcement de l'administration fiscale. La politique monétaire devrait continuer de s'appuyer sur les données disponibles et surveiller étroitement les risques pour l'inflation. Des réformes structurelles s'imposent pour regagner la confiance des investisseurs, relever le potentiel de croissance et stimuler la création d'emplois. Parmi les priorités, citons la refonte des modèles commerciaux des entreprises publiques, l'amélioration de la concurrence sur les marchés de produits en abaissant les obstacles à l'entrée et en simplifiant la réglementation, et l'assouplissement du marché du travail.

Les *pays à faible revenu* partagent un grand nombre de leurs priorités avec le groupe des pays émergents, notamment le renforcement de la résilience face à la volatilité des conditions extérieures. Plusieurs pays préémergents à faible revenu ont assisté au cours de l'année écoulée à une forte fluctuation des conditions extérieures de financement. Un renforcement des cadres de politique monétaire et macroprudentielle, qui veillerait à préserver la souplesse des taux de change, leur permettrait de résister à cet environnement. Avec la faiblesse des taux d'intérêt observée récemment, l'encours de la dette publique a augmenté rapidement dans les pays de ce groupe. Si les conditions de financement deviennent moins accommodantes, les risques de refinancement pourraient s'accroître, et un

creusement de l'écart de rendement sur les obligations souveraines pourrait entraîner une hausse des coûts d'emprunt pour les entreprises et les ménages. La politique budgétaire devrait viser à garantir la viabilité de la dette, tout en protégeant les mesures de soutien aux populations vulnérables et en contribuant à progresser sur la voie des objectifs de développement durable des Nations Unies. Il convient à cet effet d'élargir l'assiette de l'impôt, d'améliorer l'administration fiscale, d'éliminer les subventions dispendieuses et de donner la priorité aux dépenses d'infrastructure, de santé, d'éducation et de réduction de la pauvreté. Les pays à faible revenu sont par ailleurs les principales victimes des catastrophes naturelles et de l'intensification des changements climatiques. Pour en atténuer les retombées, ils devront se doter de stratégies d'adaptation prévoyant d'investir dans la préparation aux catastrophes et dans des infrastructures climato-intelligentes, d'intégrer des technologies et des règlements d'urbanisme appropriés, et de mettre en place des dispositifs de protection sociale bien ciblés, en vue de réduire les facteurs de vulnérabilité et de renforcer leurs capacités de réaction.

Les *pays en développement exportateurs de produits de base* ont des priorités semblables, mais les perspectives moroses pour les prix de ces produits pèsent en outre sur leurs finances publiques. En plus d'assurer la viabilité de leurs finances publiques, les pays de ce groupe doivent diversifier leur économie afin de moins dépendre des activités d'extraction et de raffinage de ressources. Les circonstances varient d'un pays à l'autre, mais d'une manière générale, les mesures suivantes contribuent à atteindre cet objectif global : une gestion macroéconomique saine ; une amélioration de la qualité de l'enseignement et des compétences de la main-d'œuvre pour augmenter largement le taux d'activité ; des investissements visant à combler le déficit d'infrastructures ; la promotion du développement et de l'inclusion dans le secteur financier ; le renforcement du droit de propriété et de l'exécution des contrats ; et la réduction des entraves aux échanges afin d'inciter l'arrivée d'entreprises et de stimuler l'investissement privé.

**Encadré scénario 1.1. Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production**

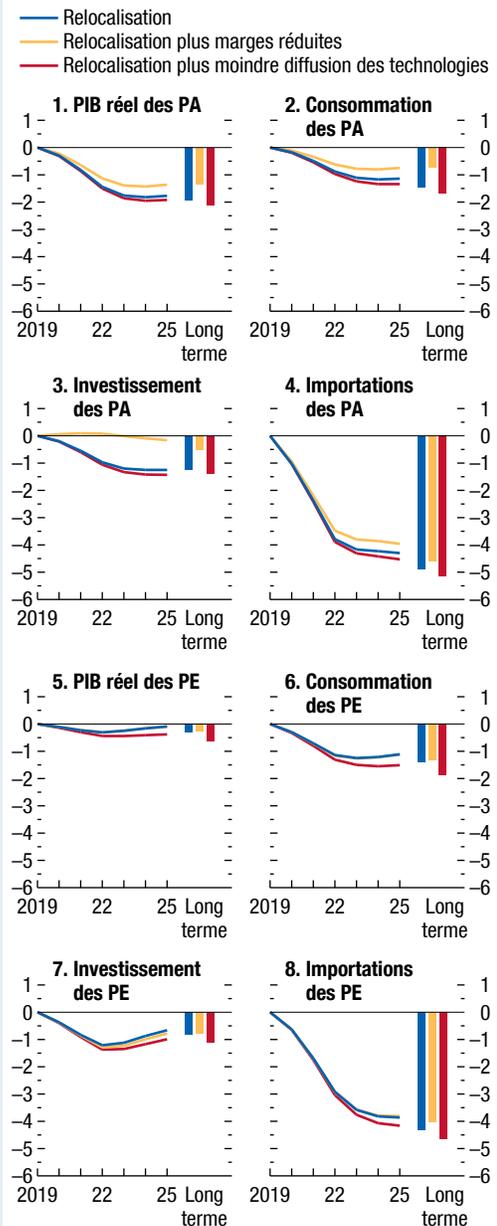
Si la production était rapatriée dans des pays avancés incapables d'égaliser l'efficacité et les coûts de main-d'œuvre plus bas des chaînes de valeur délaissées à l'étranger, l'activité en pâtirait dans les pays avancés et les pays émergents. Si des sociétés multinationales absorbent une partie des effets en autorisant une compression de leurs marges, alors ceux-ci pourraient être atténués. Toutefois, un résultat est peut-être plus probable : une économie mondiale moins ouverte pourrait freiner la diffusion des technologies, provoquant ainsi un nouveau repli de l'activité.

Le modèle monétaire et budgétaire mondial intégré du FMI est utilisé ici pour examiner les répercussions de la relocalisation par des multinationales de leur production dans des pays avancés. Ce rapatriement pourrait être motivé par la volonté de rapprocher une partie de la production du consommateur final, afin d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement provoquées par des événements dans des pays lointains, ou par des actions des pouvoirs publics plus près du pays d'origine. Une expérimentation très simplifiée est envisagée, dans le but d'illustrer les conséquences et de mettre en évidence les possibles circuits par lesquels elles pourraient se manifester.

L'hypothèse est la suivante : sur un horizon de trois ans, des sociétés multinationales aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon rapatrient une part suffisante de leur production pour que leurs importations diminuent de 10 % en valeur nominale (ligne bleue dans le graphique scénario 1.1.1). Compte tenu des coûts de production relatifs, la relocalisation se traduit par une hausse des prix des biens de consommation et d'équipement dans les pays avancés. La demande intérieure se replie, tout comme la production, malgré la baisse des importations<sup>1</sup>. Dans les pays émergents, le recul de la production et des exportations ampute les revenus, les ménages et les entreprises réduisent leurs dépenses et la production diminue plus modestement que dans les pays avancés. Cependant, les ménages dans les pays avancés comme émergents pâtissent tout autant de la détérioration des termes de l'échange des pays émergents. Les taux de

<sup>1</sup>Il convient de noter que l'emploi pourrait progresser dans les secteurs où la production intérieure augmente ; ici toutefois, l'impact net global, qui est négatif, est montré.

**Graphique scénario 1.1.1. Relocalisation dans des pays avancés**  
(Écart par rapport aux valeurs témoins, en pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.  
Note : PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

**Encadré scénario 1.1 (fin)**

change des pays avancés s'apprécient, ce qui augmente le coût réel des importations des pays émergents. Une part plus importante de la production des pays émergents doit être exportée pour payer la facture de leurs importations, si bien que la production destinée à la consommation intérieure diminue.

Une réaction possible des multinationales pourrait consister à ne pas répercuter intégralement la hausse des coûts de production, et donc à autoriser une compression de leurs marges bénéficiaires (ligne jaune). Une modération de la hausse des prix consécutive permet de préserver la consommation des ménages et soutient l'investissement, les entreprises ayant besoin de davantage de capitaux pour produire les biens supplémentaires. Une grande incertitude entoure l'ampleur de la compression des marges des entreprises, et la réduction modeste envisagée ici est présentée uniquement à des fins d'illustration. Plus les marges sont comprimées, moins les effets de la relocalisation sont néfastes pour les pays avancés. Néanmoins, des marges réduites ne contribuent guère à améliorer l'incidence sur les pays émergents.

La réduction des marges bénéficiaires pourrait certes en partie neutraliser les effets négatifs de la relocalisation. Cependant, une économie mondiale moins ouverte pourrait avoir une conséquence moins positive, à savoir une

moins diffusion des technologies. Des données empiriques montrent que l'ouverture aux échanges est un facteur essentiel de la diffusion des technologies<sup>2</sup>. Si les multinationales raccourcissent les chaînes d'approvisionnement en produisant davantage de biens plus près du consommateur final dans des pays avancés, les pays émergents pourraient avoir un accès nettement plus restreint aux dernières évolutions technologiques. Cet encadré envisage de modestes reculs temporaires de la croissance de la productivité dans les secteurs des biens échangeables (ligne rouge) qui dépendent de la distance entre un pays ou une région et la frontière de productivité et de l'ouverture relative (0,1 point de pourcentage pour les pays avancés, 0,25 point de pourcentage pour les pays émergents)<sup>3</sup>. Une moindre diffusion des technologies accentuerait sensiblement les effets négatifs sur les pays émergents et amplifierait modestement l'impact sur les pays avancés.

<sup>2</sup>Voir « La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ? » dans le chapitre 4 de l'édition d'avril 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>3</sup>Un recul temporaire de la croissance de la productivité est supposé. Il est toutefois possible qu'une économie mondiale moins ouverte ait des effets néfastes durables sur la croissance de la productivité. Si tel était le cas, les répercussions à plus long terme seraient bien plus négatives que celles estimées ici.

## Encadré scénario 1.2. Tensions commerciales : scénario actualisé

Les actualisations de l'impact estimé des tensions commerciales à l'échelle mondiale sur les différents pays sont issues du modèle monétaire et budgétaire mondial intégré (GIMF) du FMI. Les données des simulations du modèle englobent des mesures tarifaires précises et une analyse hors modèle de l'éventuel impact des effets de la confiance sur l'investissement, les conditions financières pour les entreprises et les évolutions de la productivité qui surviennent lorsque les ressources sont redéployées entre les pays. Comme toutes les mesures tarifaires étudiées dans ces simulations sont intégrées dans les projections de référence de ces *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), leurs effets sur le PIB mondial doivent être interprétés par rapport à un scénario de référence exempt de mesures tarifaires (comme celui des PEM d'octobre 2017)<sup>1</sup>.

Les trois premiers niveaux (sur six) de l'analyse estiment les effets directs sur le commerce des mesures tarifaires, appliquées et annoncées. Toutes les mesures sont supposées être permanentes. Le premier niveau contient l'impact des mesures tarifaires appliquées figurant dans le scénario de référence des PEM d'avril 2019. Celles-ci comprennent les droits de douane imposés par les États-Unis sur l'aluminium et l'acier, un droit de 25 points de pourcentage sur 50 milliards de dollars d'importations en provenance de Chine et un droit de 10 points de pourcentage sur 200 milliards de dollars supplémentaires d'importations chinoises. Toutes les mesures de rétorsion des partenaires commerciaux des États-Unis sont incluses dans ce niveau. Le deuxième niveau ajoute l'impact de l'augmentation de 200 milliards de dollars du droit de douane imposé par les États-Unis sur les importations chinoises en mai 2019 et les représailles tarifaires de la Chine. Le troisième niveau ajoute les droits de douane de 15 points de pourcentage imposés par les États-Unis sur l'ensemble des biens en provenance de Chine (soit environ 300 milliards de dollars) qui n'avaient pas encore été frappés, à compter de septembre 2019, et un relèvement de 5 points de pourcentage des droits sur les 250 milliards de dollars d'importations chinoises déjà frappées. Les mesures de rétorsion de la Chine sont incluses dans ce niveau.

Les trois niveaux restants reposent sur une analyse hors modèle. Le quatrième niveau ajoute l'impact potentiel d'un recul de la confiance sur l'investissement. Il s'agit du

même effet temporaire que celui inclus dans l'analyse des PEM d'octobre 2018 de l'impact des tensions commerciales sur l'investissement via les effets de la confiance<sup>2</sup>. Toutefois, le calendrier a été modifié afin de mieux s'aligner sur les changements de date de l'application des mesures tarifaires par rapport aux hypothèses de 2018. L'impact maximal sur l'activité est retardé puisque les mesures tarifaires ont été imposées plus tard que supposé. Le cinquième niveau ajoute l'impact sur les écarts de taux sur les obligations d'entreprises de la réaction potentielle des marchés aux tensions commerciales. L'ampleur de l'impact est identique à celui utilisé dans les PEM d'octobre 2018 mais le calendrier est adapté pour s'aligner sur l'application retardée des mesures tarifaires. Le point culminant de l'élargissement des écarts de taux sur les obligations d'entreprises intervient à présent en 2020, soit un an plus tard que supposé dans l'analyse des PEM d'octobre 2018<sup>3</sup>. Le dernier niveau ajoute l'impact potentiel sur la productivité découlant du redéploiement des ressources entre les secteurs dans les différents pays. Ce niveau, qui est inédit, ne figure pas dans l'analyse des PEM d'octobre 2018.

<sup>2</sup>L'ampleur de ces effets a été déterminée à l'aide de l'indicateur d'incertitude globale relative aux politiques économiques de Baker, Bloom et Davis (BBD) et de son impact estimé sur l'investissement aux États-Unis. (Pour plus de précisions sur l'indicateur d'incertitude de BBD, voir <http://www.policyuncertainty.com>.) Une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude de BBD (soit environ un sixième de la variation observée pendant la crise financière mondiale) se traduit par une chute estimée à 1 % de l'investissement aux États-Unis en un an. Dans le cas présent, ce recul de 1 % de l'investissement est étalé sur trois ans, l'impact maximal intervenant en 2020. L'impact de la baisse de l'investissement dans d'autres pays est ensuite calculé en fonction de leur ouverture aux échanges par rapport aux États-Unis : les pays plus tributaires du commerce constatent un recul de l'investissement plus prononcé que les États-Unis. Il convient de noter que, depuis l'automne 2018, une partie de ces effets serait déjà intégrée dans les prévisions des *Perspectives de l'économie mondiale*, sachant que les mesures tarifaires ont été imposées.

<sup>3</sup>L'ampleur de ce resserrement se fonde sur les estimations par plusieurs opérateurs des marchés financiers de l'impact sur les bénéfices des sociétés américaines du pire scénario de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. (Dans le pire scénario, les États-Unis imposent un droit de douane de 25 % sur toutes les importations chinoises et la Chine applique la réciprocité.) À partir des relations historiques, cette réduction des bénéfices estimée à 15 % est ensuite mise en correspondance avec un élargissement des écarts de taux sur les obligations d'entreprises américaines, lui-même mis en rapport avec les écarts de taux sur les obligations d'entreprises d'autres pays en fonction de leur note de crédit par rapport à leurs homologues américaines. Cet élargissement des écarts de taux est censé débiter en 2019 et culminer en 2020, le creusement maximal perdurant pour moitié en 2021.

<sup>1</sup>L'analyse dans les PEM d'octobre 2018 englobe aussi une taxe imposée par les États-Unis sur toutes les voitures et pièces automobiles importées. Ce niveau ne figure pas dans la présente analyse.

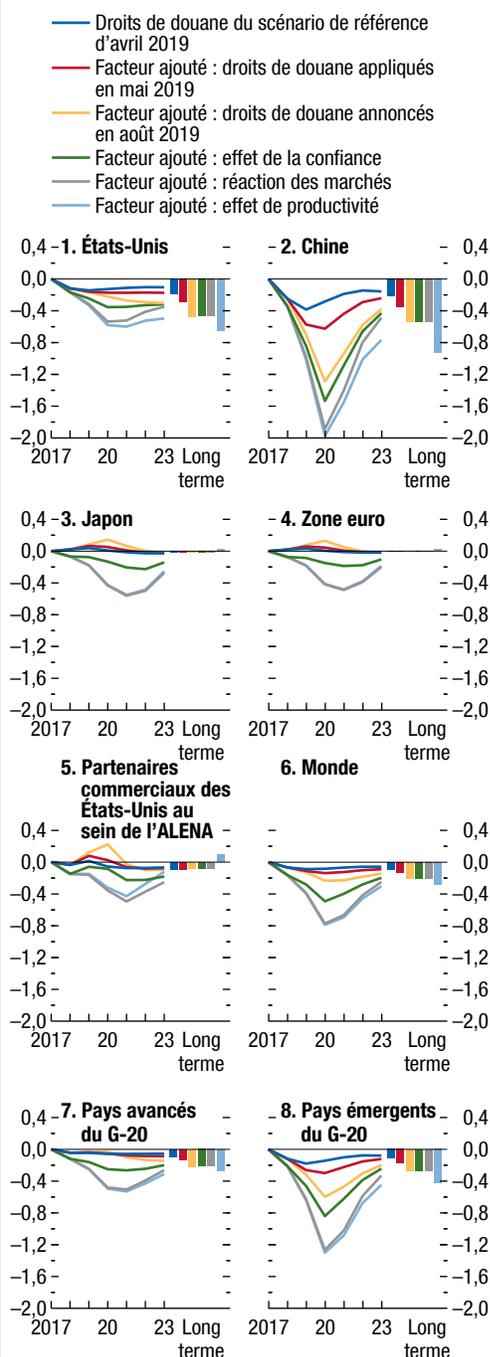
### Encadré scénario 1.2 (suite)

L'impact des mesures tarifaires dans le modèle GIMF tient compte des distorsions macroéconomiques créées par les droits de douane dans l'utilisation des facteurs de production, du capital et du travail, ainsi que des effets de revenu. Toutefois, les droits de douane provoquent aussi des distorsions sectorielles, du fait de la redistribution des facteurs entre les secteurs dans les différents pays, dont les modèles fortement agrégés comme le modèle GIMF ne peuvent rendre compte. En revanche, les modèles d'équilibre général calculable (MEGC) tiennent compte de l'impact sur la production du transfert de ressources entre les secteurs, dans l'hypothèse où l'utilisation totale des ressources demeure inchangée. Implicitement, il s'agit d'une estimation de l'impact sur la productivité du déplacement de facteurs entre des secteurs ayant une productivité sous-jacente différente. Pour estimer l'ampleur possible de cet effet de productivité, les relèvements des droits de douane dans les trois premiers niveaux sont exploités dans un nouveau modèle MEGC mondial décrit dans Caliendo *et al.* (2017). L'impact sur l'activité qui en résulte est une estimation de l'effet à moyen terme et représente une variation implicite de la productivité de la main-d'œuvre. Le dernier niveau inclut cette variation de la productivité de la main-d'œuvre par étapes sur plus de cinq ans, à compter de 2020.

Dans la suite logique des scénarios antérieurs, tous les niveaux du scénario postulent que la zone euro et le Japon ne sont pas en mesure d'assouplir davantage leur politique monétaire (conventionnelle) pour faire face aux évolutions macroéconomiques, compte tenu de la contrainte de positivité des taux d'intérêt nominaux. Si d'autres mesures monétaires non conventionnelles étaient appliquées, le recul du PIB au Japon et dans la zone euro serait moindre à court terme qu'estimé ici. Dans tous les autres pays et régions, la politique monétaire classique riposte selon une fonction de réaction comme celle proposée par Taylor. Il est important de prendre acte de la grande incertitude qui entoure l'ampleur et la persistance des effets de la confiance sur l'investissement et du resserrement des écarts de taux sur les obligations d'entreprises. Ces effets pourraient être soit plus modérés soit plus prononcés que supposé ici. S'agissant du niveau du scénario qui inclut le resserrement des écarts de taux sur les obligations d'entreprises, l'un des aspects laissés de côté dans l'analyse est la possibilité que les mouvements vers les valeurs refuges atténuent l'impact du durcissement des conditions financières dans des pays comme l'Allemagne, le Japon et les États-Unis.

Les effets estimés sur l'activité (mis en évidence dans le graphique scénario 1.2.1) montrent que les droits de douane inclus dans le scénario de référence des PEM

**Graphique scénario 1.2.1. PIB réel**  
(Écart par rapport aux valeurs témoins, en pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.  
Note : G-20 = Groupe des Vingt ; ALENA = Accord de libre-échange nord-américain.

### Encadré scénario 1.2 (fin)

d'avril 2019 (ligne bleu foncé) ont un impact direct assez modéré selon les estimations : les États-Unis et la Chine sont particulièrement touchés, la Chine supportant la plus grande partie des coûts. Le fait que les États-Unis et la Chine soient les plus pénalisés se vérifie aussi pour l'impact direct des mesures tarifaires appliquées en mai 2019 (ligne grise) et de celles annoncées en août 2019 (ligne jaune). Toutefois, l'ampleur des effets devient beaucoup plus significative. Les retombées à court terme de ces mesures sur les autres pays sont positives d'après les estimations, sachant que certains pays, notamment les partenaires commerciaux des États-Unis en Amérique du Nord, bénéficient de la réorientation des courants d'échanges. Ces effets bénéfiques disparaissent néanmoins à moyen terme et les retombées deviennent négatives puisque les ménages et les entreprises en Chine et aux États-Unis peuvent se procurer dans leur pays respectif davantage de biens qui étaient importés auparavant. L'ajout des effets de la confiance sur l'investissement (ligne verte) et de l'élargissement des écarts de taux sur les obligations d'entreprises (ligne rouge) aboutit à un résultat négatif pour l'ensemble des pays. Pour les États-Unis et la Chine, la prise en compte des effets de productivité estimés (ligne bleu clair) accentue les effets néfastes sur l'économie, mais, comme ils se manifestent progressivement sur plus de cinq ans, cet impact négatif s'amplifie dans le temps et est considérable à moyen et

long terme. Pour certains autres pays, l'effet de productivité est positif mais modeste. Les variations de la demande mondiale entraînent une redistribution des ressources dans ces pays, des secteurs moins productifs vers des secteurs plus productifs<sup>4</sup>.

Globalement, la Chine est le pays le plus touché : la production diminue de 2 % à court terme et de 1 % à long terme (bâton bleu clair). Les États-Unis la suivent de très près, la production reculant de 0,6 % à court et long terme. Selon les estimations, le creux de l'activité mondiale se produira en 2020, avec une production inférieure de quelque 0,8 % à la projection de référence. Le creux d'activité dans l'ensemble des pays avancés est très similaire à celui des États-Unis, à environ -1/2 %. Contrairement aux États-Unis, les effets directs sur le commerce à long terme sont modestes et négatifs dans les pays avancés, même s'ils sont largement compensés par des effets de productivité positifs dans certains pays.

<sup>4</sup>Comme observé précédemment, l'effet de productivité découle du transfert des ressources entre des secteurs ayant une productivité différente. Les pays qui entretiennent les liens commerciaux les plus étroits avec le Canada, les États-Unis et le Mexique en bénéficient le plus. Dans l'analyse les États-Unis et le Mexique placement des ressources de l'agriculture et des industries extractives vers le secteur manufacturier dans ces deux pays est à l'origine de l'amélioration de la productivité globale.

### Encadré 1.1. L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales

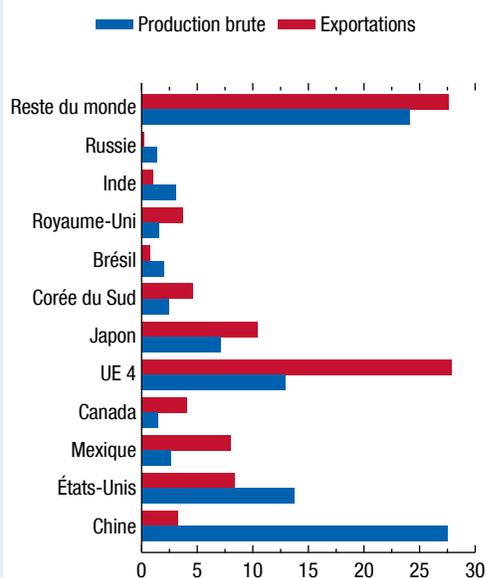
En 2018, l'industrie automobile a subi une contraction pour la première fois depuis la crise financière internationale, alimentant ainsi le ralentissement mondial depuis l'an dernier. Deux principaux facteurs expliquent le repli de l'activité : la suppression des allègements fiscaux en Chine et le lancement de nouveaux tests d'émissions de carbone en Europe. Les perspectives du secteur à court terme demeurent moroses et les initiatives prises pour réduire l'intensité de carbone constituent une difficulté majeure à moyen terme.

Le secteur automobile est une industrie mondialement interconnectée qui a un grand poids économique. La production brute du secteur (à savoir la somme de sa valeur ajoutée et de sa consommation intermédiaire) représente environ 5,7 % de la production mondiale, d'après la base de données World Input-Output (Timmer *et al.*, 2015). Les véhicules et pièces détachées constituent le cinquième produit d'exportation au monde, avec quelque 8 % des exportations mondiales de biens en 2018 (graphique 1.1.1). Le secteur consomme aussi énormément de produits de base, d'autres produits manufacturés et de services : l'industrie automobile est le deuxième consommateur d'acier et d'aluminium et requiert des volumes importants de cuivre, de caoutchouc, de plastique et de composants électroniques (graphique 1.1.2).

Au cours de la contraction de 2018 (mesurée en unités ; graphique 1.1.3, page 1), la production automobile mondiale a reculé d'environ 1,7 % ou de quelque 2,4 % après correction pour tenir compte des écarts de valeur entre les unités (par exemple, les véhicules allemands sont en moyenne plus onéreux que les voitures indiennes). Les ventes mondiales d'automobiles ont baissé d'environ 3 %. La Chine (premier marché automobile mondial) a subi une contraction de 4 % des unités produites, soit son premier recul en plus de vingt ans. Des baisses sensibles ont été enregistrées en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni, tandis que la production a très légèrement augmenté aux États-Unis et dans les grands pays émergents (graphique 1.1.3, page 2). Le repli s'est poursuivi en 2019, comme le montre la diminution des ventes mondiales de véhicules légers jusqu'en juin 2019 (graphique 1.1.4, page 1), dans le contexte d'une dynamique durablement hésitante en Chine et en Europe. Dans la suite logique de ces résultats, les cours de bourse des 14 plus grands constructeurs automobiles ont chuté de 28 %,

L'auteur de cet encadré est Luisa Charry, avec le concours d'Aneta Radzikowski en matière de recherche.

**Graphique 1.1.1. Industrie automobile mondiale : part du total, 2018**  
(En pourcentage)



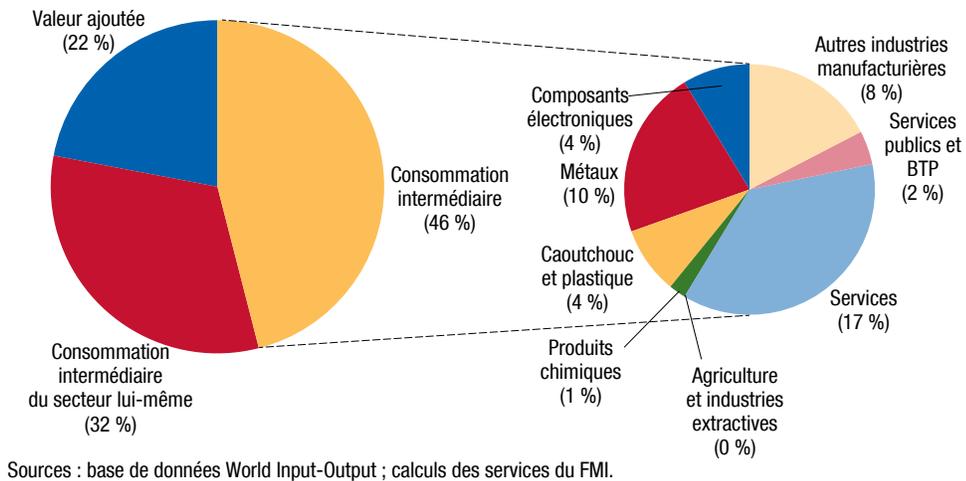
Sources : Association des constructeurs automobiles japonais ; Association espagnole des constructeurs d'automobiles et de camions (ANFAC) ; base de données World Input-Output ; CEIC ; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ; Haver Analytics ; offices statistiques nationaux ; Society of Motor Manufacturers and Traders ; Statista ; calculs des services du FMI.  
Note : UE 4 = France, Allemagne, Italie, Espagne.

en moyenne, depuis mars 2018 (alors que dans le même temps l'indice MSCI World a progressé d'environ 1 %).

Le repli de l'activité dans le secteur a alimenté le ralentissement de la croissance mondiale à partir du second semestre de 2018. Les données comptables du revenu national par secteur pour 2018 ne sont pas encore disponibles dans de nombreux pays. Cependant, dans l'hypothèse d'une diminution proportionnelle de la valeur ajoutée, selon les estimations du FMI, la contraction de la production automobile a directement amputé la croissance de la production mondiale de 0,04 point de pourcentage l'an dernier (après un impact positif de 0,02 point de pourcentage en 2017). Sachant que la croissance mondiale a ralenti de 0,2 point de pourcentage l'an dernier, de 3,8 % en 2017 à 3,6 % en 2018, ces estimations donnent à penser que la production automobile a été un facteur important du ralentissement mondial.

Encadré 1.1 (suite)

Graphique 1.1.2. Industrie automobile mondiale : structure de la production, 2014



Sources : base de données World Input-Output ; calculs des services du FMI.

Les évolutions de l'industrie automobile ont aussi joué un rôle dans la dynamique du commerce mondial. Les exportations de véhicules des 14 plus grands pays producteurs, mesurées en unités, ont reculé de 3,1 % en 2018. Après correction pour tenir compte des différences de valeur des unités entre les exportateurs, d'après les estimations du FMI, la baisse des exportations de véhicules a directement amputé les volumes des échanges mondiaux de 0,12 point de pourcentage en 2018 (après une incidence positive de 0,03 % en 2017). En outre, les liens étroits du secteur avec les chaînes de valeur signifient que les effets globaux peuvent être plus prononcés une fois que l'impact sur le commerce de pièces automobiles, pour lequel des données en volume ne sont pas encore disponibles dans un assez grand nombre de pays, et d'autres biens intermédiaires utilisés dans la production automobile est pris en considération. Un cadre mondial d'entrées-sorties s'inspirant de Bems, Johnson et Yi (2011) semble indiquer que le secteur a peut-être amputé le commerce mondial de pas moins de 0,5 point de pourcentage en 2018 une fois que ces retombées sont prises en compte. Pour référence, la croissance de l'ensemble des exportations mondiales de biens et services s'est établie à 3,8 points de pourcentage en 2018 (contre une croissance de 5,4 % en 2017).

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer les résultats du secteur :

- La demande de véhicules en Chine a pâti de l'augmentation des taxes et du durcissement des conditions financières. Des allègements fiscaux ont été mis

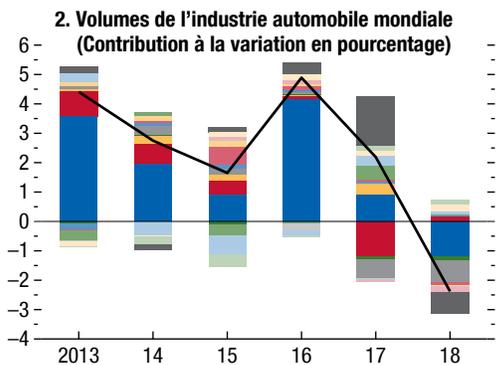
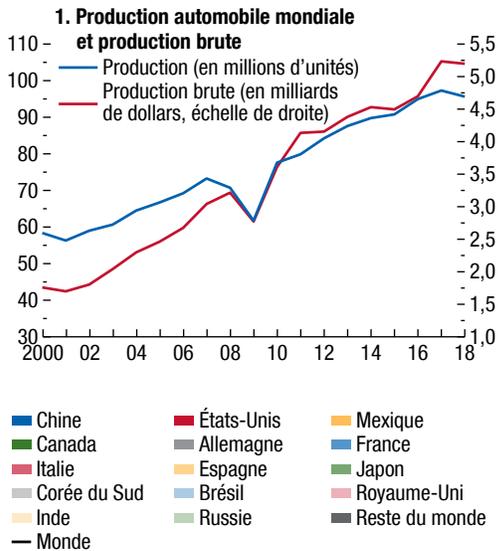
en place dans ce pays pour encourager la motorisation. La taxe à l'achat sur les véhicules de petite et moyenne taille a été ramenée de 10 % à 5 % fin 2015 puis relevée à 7,5 % en 2017 et à 10 % en 2018 (graphique 1.1.4, page 2). D'après des analystes du secteur, les taux des taxes moins élevés en 2016–17 se sont traduits par des ventes anticipées à hauteur de 2 à 7 millions d'unités (environ 20 % de la production totale), avant une baisse des ventes en 2018–19<sup>1</sup>. Des réglementations plus strictes en matière de crédit entre particuliers ont aussi pesé sur la demande. Parallèlement, des relèvements des droits de douane sur les importations de voitures américaines et des réductions des droits sur les importations de véhicules en provenance d'autres pays ont peut-être incité les consommateurs à la prudence.

- Le lancement de nouveaux tests d'émissions en Europe a perturbé la production et le commerce de voitures. En septembre 2018, un nouveau test d'émissions à l'échelle de la zone euro (connu sous le nom WLTP) est entré en vigueur. Le grand nombre de modèles devant être homologués a provoqué des engorgements dans les organismes d'essais et plusieurs constructeurs automobiles ont été contraints d'ajuster leurs programmes de production afin d'éviter une accumulation intempestive de stocks. Les autres facteurs qui ont pesé sur l'activité

<sup>1</sup>Mian et Sufi (2012) mettent en évidence une redistribution comparable étalée dans le temps aux États-Unis pendant le programme « Cash for Clunkers » (prime à la casse) de 2009.

Encadré 1.1 (suite)

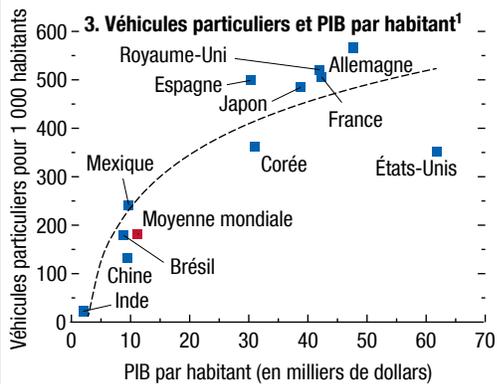
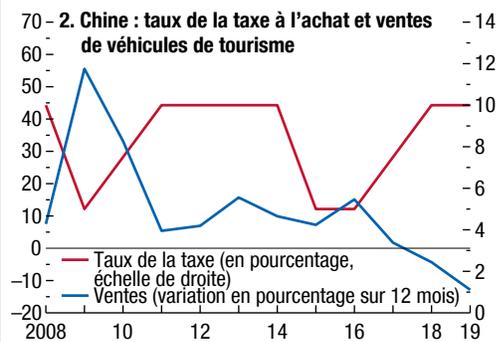
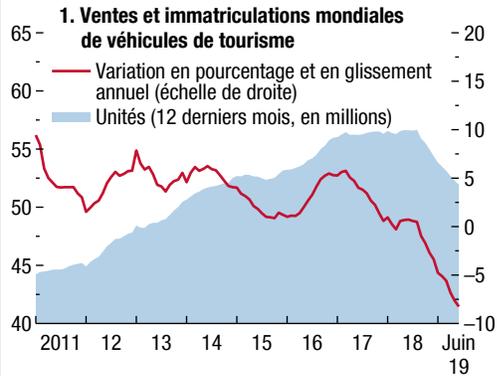
Graphique 1.1.3. Production automobile mondiale



Sources : base de données World Input-Output ; offices statistiques nationaux ; Organisation internationale des constructeurs automobiles ; calculs des services du FMI.

englobent le recul de la demande des pays émergents (la Turquie tout particulièrement) et du Royaume-Uni et l'accélération de l'abandon des véhicules diesel au profit de véhicules à moteur à essence et à carburant de substitution.

Graphique 1.1.4. Ventes mondiales et utilisation des véhicules de tourisme



Sources : Economist Intelligence Unit ; Haver Analytics ; Organisation internationale des constructeurs automobiles ; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>La ligne en tiret indique une tendance logarithmique.

**Encadré 1.1 (fin)**

- La demande de voitures aux États-Unis a résisté en 2018 malgré le resserrement des conditions financières (et l'augmentation des droits de douane sur l'acier et l'aluminium). Bien que la hausse des taux d'intérêt dans le cadre d'un financement automobile en 2017–18 et le durcissement des conditions d'octroi des prêts aient pesé sur la demande, les dispositions relatives à l'amortissement des véhicules dans la loi sur les réductions d'impôt et les emplois (Tax Cuts and Jobs Act) se sont révélées bénéfiques. En outre, si la hausse des droits de douane sur l'acier et l'aluminium a augmenté de 240 dollars (selon des estimations) le coût de production d'un véhicule moyen aux États-Unis en 2018 (Schultz *et al.*, 2019), il est difficile de savoir quelle partie de ce montant a été répercutée sur le consommateur final.

Les perspectives du secteur restent modérées. Certains analystes (à l'instar de IHS Markit) tablent sur une baisse de 4 % de la production de véhicules légers en 2019 et sur une croissance stable en 2020 (0,1 %). En Chine, la hausse des droits de douane sur les importations de véhicules légers en provenance des États-Unis (qui devrait entrer en vigueur en décembre 2019), la saturation croissante du marché (graphique 1.1.4, page 3), un parc de véhicules récent et des subventions à l'achat de véhicules électriques moins généreuses risquent de continuer à freiner la demande ; l'instauration d'une nouvelle norme

d'émission à la mi-2019 pourrait de surcroît perturber la production. En Europe, plusieurs facteurs nuisent aux perspectives : le recul de la demande de véhicules à moteur diesel, l'incertitude persistante entourant le Brexit et les tests d'émissions prévus pour fin 2019. Ailleurs, l'assouplissement des conditions financières devrait avoir un impact positif, surtout aux États-Unis et dans les grands pays émergents. Toutefois, les discussions en cours au sujet des droits de douane sur les importations des États-Unis en provenance de l'Union européenne et du Japon en vertu de l'article 232 du Trade Expansion Act pourraient peser sur l'activité à court terme.

Plus fondamentalement, les initiatives visant à réduire l'intensité de carbone devraient déterminer les perspectives à moyen terme. Une nette intensification des investissements dans la production de voitures électriques et autres véhicules à carburant de substitution est attendue à moyen terme, notamment en Europe. Toutefois, les chaînes d'approvisionnement pour les véhicules électriques sont plusieurs fois plus courtes que celles des véhicules à combustibles. En outre, les prix d'entrée de gamme demeurent plus élevés que ceux des voitures à combustibles, ce qui pourrait restreindre la demande. Par conséquent, face aux difficultés qu'ils rencontrent, les constructeurs automobiles devront apporter des modifications à leurs modèles économiques en allant au-delà de celles qu'exige la reconfiguration technologique.

## Encadré 1.2. Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018

Les flux financiers en direction et en provenance des pays avancés sont nettement plus faibles depuis la crise financière internationale (graphique 1.2.1). Les investissements de portefeuille en titres de créance ont en particulier diminué, ce qui s'explique par une conjugaison de facteurs : les achats massifs d'actifs (dette publique) par les banques centrales, un plus grand éclatement des marchés de la dette dans la zone euro et une accumulation nettement moindre de réserves par les pays émergents et pays en développement. Les autres flux d'investissement ont aussi baissé sensiblement puisque les banques mondiales ont réduit la taille de leurs bilans après le développement spectaculaire de leurs activités transnationales pendant l'essor antérieur à la crise. Néanmoins, jusqu'à fin 2017, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) avaient en réalité augmenté légèrement par rapport à la période antérieure à la crise, pour atteindre en moyenne plus de 3 % du PIB par an (plus de 1 800 milliards de dollars).

Les données concernant 2018 font apparaître une situation différente : les IDE à l'étranger par les pays avancés ainsi que les IDE entrants ont pratiquement fait du surplace. Cet encadré examine les facteurs à l'origine de cette chute ainsi que les conséquences pour les pays émergents et pays en développement. Ce recul des IDE met-il en évidence un plus grand éclatement ? Cet encadré affirme que non et que la contraction des IDE s'explique pour l'essentiel par des opérations purement financières réalisées par de grandes sociétés multinationales, y compris en réaction à l'évolution du droit fiscal des États-Unis.

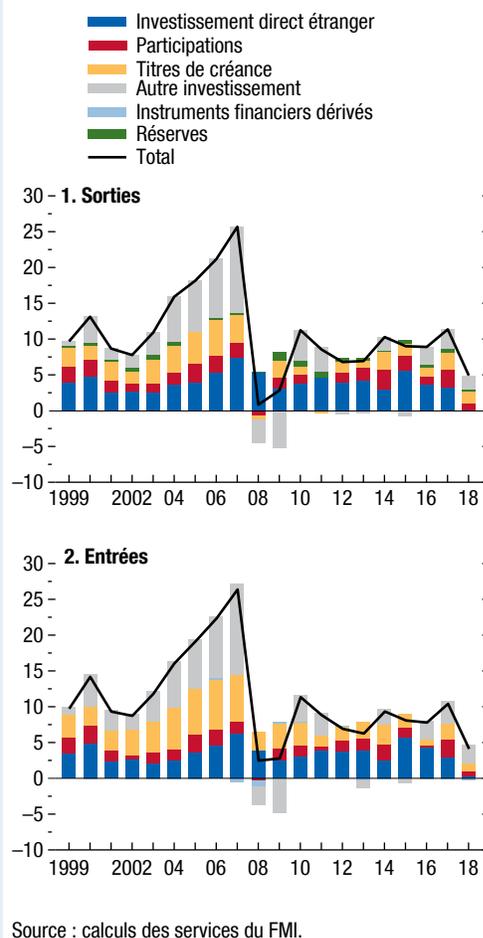
En l'occurrence, la loi américaine de 2017 sur les réductions d'impôt et les emplois (Tax Cuts and Jobs Act), qui a globalement supprimé les impôts sur les bénéfices rapatriés par les multinationales des États-Unis, est un événement important qui a influé sur les IDE en 2018<sup>1</sup>. Conformément à la loi, les sociétés multinationales américaines ont rapatrié les bénéfices accumulés précédemment par leurs filiales étrangères. En 2011–17, ces multinationales ont en moyenne réinvesti dans leurs filiales étrangères quelque 300 milliards de dollars par an de bénéfices tirés des IDE (environ deux tiers du total de leurs

L'auteur de cet encadré est Gian Maria Milesi-Ferretti.

<sup>1</sup>Les bénéfices des filiales étrangères peuvent être rapatriés dans la maison-mère sous la forme de dividendes ou réinvestis dans les filiales étrangères. Dans les deux cas, les bénéfices apparaissent comme un revenu primaire dans le compte des transactions courantes et les bénéfices réinvestis sont comptabilisés comme de nouveaux IDE à l'étranger (une sortie de capitaux). Dans le précédent régime fiscal, en général, les sociétés américaines ne distribuaient pas la plus grande partie de leurs bénéfices à l'étranger.

### Graphique 1.2.1. Pays avancés : flux financiers

(En pourcentage du PIB)

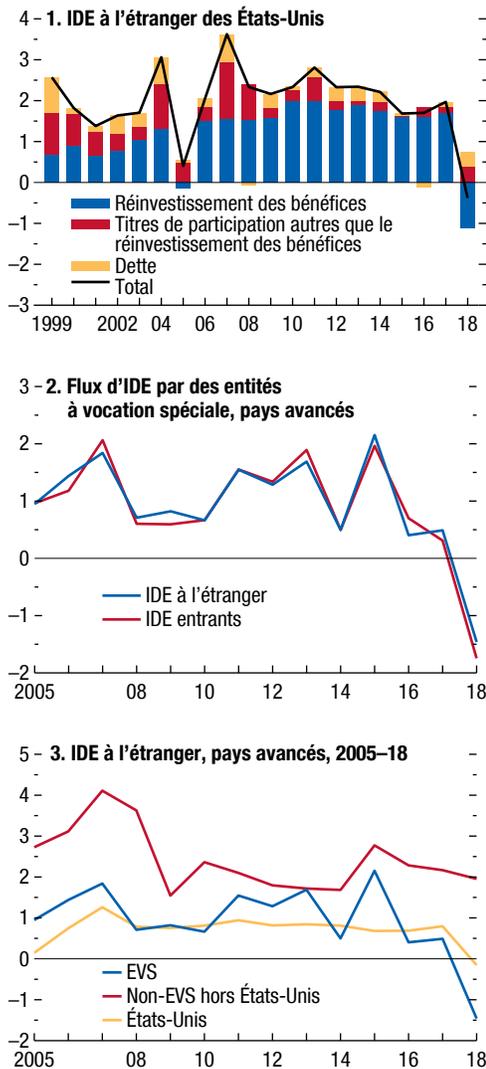


bénéfices à l'étranger). En revanche, en 2018, elles ont rapatrié 230 milliards de dollars. En d'autres termes, les dividendes versés aux sociétés-mères par les filiales étrangères étaient supérieurs de 230 milliards de dollars aux bénéfices de ces filiales (graphique 1.2.2, page 1, bâtons bleus). Ce montant rapatrié a dépassé les nouveaux IDE à l'étranger, si bien que le total des IDE à l'étranger des sociétés américaines était négatif en 2018 (graphique 1.2.2, page 1, ligne noire).

Où ce rapatriement des bénéfices a-t-il commencé ? Comme le démontre le US Bureau of Economic Analysis et comme décrit dans Setser (2019), cette pratique a avant tout débuté sur quelques places financières, avec la distribution des dividendes des Bermudes, des Pays-Bas

Encadré 1.2 (suite)

**Graphique 1.2.2. Flux d'investissements directs étrangers**  
(En pourcentage du PIB)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; US Bureau of Economic Analysis ; calculs des services du FMI.  
Note : IDE = investissement direct étranger ; EVS = entité à vocation spéciale.

et de l'Irlande pour environ 500 milliards de dollars, soit près de trois fois plus que le revenu déclaré par les filiales américaines sur ces territoires. En outre, selon les données disponibles, les actifs rapatriés ont été investis principalement depuis l'étranger dans des instruments financiers américains (Smolyansky, Suarez et Tabova, 2019). Par conséquent, le rapatriement des bénéfices réduirait les IDE à l'étranger et, de fait, les créances des non-résidents sur l'économie des États-Unis (par exemple sous la forme d'investissements de portefeuille en titres de créance), sachant que les filiales étrangères des multinationales américaines sont résidentes du pays dans lequel elles sont implantées.

Toutefois, à lui seul, le recul des IDE à l'étranger des États-Unis n'explique qu'en partie la contraction de 1 500 milliards de dollars des IDE à l'étranger des pays avancés entre 2017 et 2018. Le reste provient surtout de la zone euro, en particulier du Luxembourg et des Pays-Bas, où les IDE à l'étranger sont passés de 340 milliards de dollars en 2017 à -730 milliards de dollars en 2018. Dans ces pays, la plus grande partie des IDE correspond aux opérations financières d'entités à vocation spéciale. Ces filiales de multinationales sont des entités intermédiaires qui génèrent peu ou pas d'emploi ou de valeur ajoutée, dont le bilan financier se compose surtout d'actifs et de passifs transnationaux. Elles sont créées pour 1) accéder aux marchés financiers ou à des services financiers complexes, 2) isoler le(s) propriétaire(s) des risques financiers, 3) réduire les contraintes réglementaires et la pression fiscale ou 4) préserver la confidentialité de leurs transactions et propriétaire(s)<sup>2</sup>.

Il ressort des statistiques publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques que les IDE à l'étranger par des entités à vocation spéciale des pays avancés, essentiellement domiciliées au Luxembourg et aux Pays-Bas, ont reculé de 240 milliards de dollars en 2017 à -740 milliards de dollars en 2018 et sont donc à l'origine de plus de 90 % de la contraction des flux d'IDE. La page 2 du graphique 1.2.2 illustre l'évolution des investissements des entités à vocation spéciale dans les pays avancés depuis 2005, en soulignant la baisse significative en 2018 ainsi que la symétrie entre l'évolution des actifs et des passifs<sup>3</sup>. La diminution des

<sup>2</sup>Voir FMI (2018) pour un examen de la nature des entités à vocation spéciale et de la comptabilisation de leurs activités dans la balance des paiements.

<sup>3</sup>Tous les pays ne déclarent pas séparément les transactions et avoirs d'IDE par des entités à vocation spéciale ; c'est pourquoi les estimations du graphique sous-évaluent leur rôle dans une certaine mesure.

### Encadré 1.2 (fin)

positions d'IDE par les entités à vocation spéciale est aussi le principal facteur expliquant la réduction sensible des IDE entrants pour les pays avancés mise en évidence dans la plage 2 du graphique 1.2.1. La plage 3 du graphique 1.2.2 fait ressortir les contributions des États-Unis et des entités à vocation spéciale au recul des IDE à l'étranger des pays avancés.

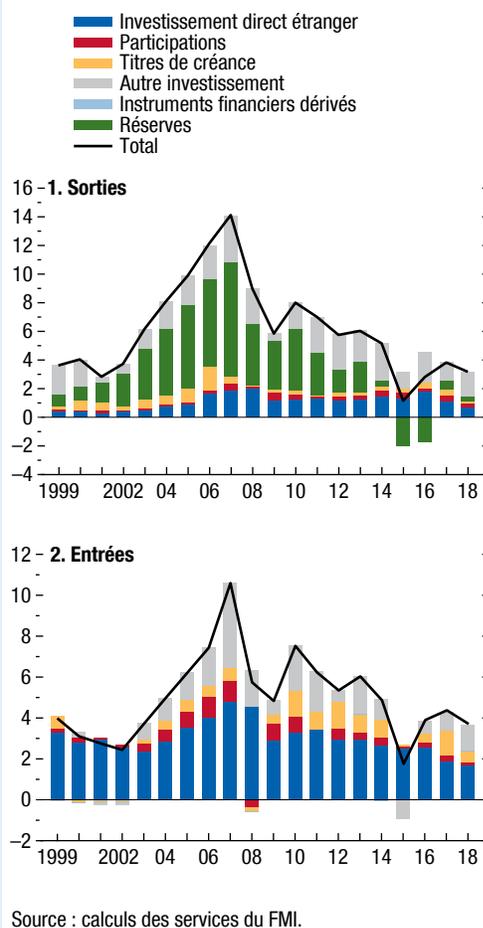
Comme indiqué dans DNB (2019) et BCL (2019), ces transactions correspondent pour l'essentiel aux opérations des multinationales basées aux États-Unis qui s'efforcent de simplifier leur structure de groupe international en liquidant des holdings intermédiaires, également en lien avec la réforme fiscale de 2017 aux États-Unis. De même, la BNS (2019) constate que la réforme fiscale aux États-Unis a conduit les sociétés financières et holdings sous contrôle étranger domiciliées en Suisse à réduire la taille de leurs bilans. Côté passif, les IDE entrants étaient négatifs : les sociétés-mères non-résidentes ont retiré des fonds propres des sociétés en Suisse. D'autres facteurs sont peut-être aussi entrés en jeu, dont les projets en cours de réforme fiscale plus vaste comme celui qui a trait à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices et les directives 1 et 2 de l'Union européenne relatives à la lutte contre l'évasion fiscale.

Le graphique 1.2.3 illustre l'évolution des flux de capitaux à destination et en provenance des principaux pays émergents. En 2018, les entrées de capitaux ont été moindres qu'en 2017. Toutefois, les entrées d'IDE n'ont diminué que légèrement par rapport au PIB et ce recul est entièrement imputable à un autre allègement prononcé des positions d'IDE par des entités à vocation spéciale en Hongrie. S'agissant des sorties de capitaux, une baisse a aussi été enregistrée en 2018, y compris pour les IDE. La cause première de ce recul est une fois encore la réduction des IDE par des entités à vocation spéciale en Hongrie, couplée à une diminution des IDE à l'étranger par la Chine, qui est le principal investisseur étranger parmi les pays émergents. En valeur nette, les pays émergents demeurent des destinations d'IDE et leurs engagements d'IDE sont supérieurs à leurs avoirs.

En résumé, la forte contraction des flux mondiaux d'IDE en 2018 semble s'expliquer presque intégralement par les opérations financières des sociétés multinationales, sans impact global significatif sur les pays émergents. Ces évolutions mettent encore en évidence que

### Graphique 1.2.3. Pays émergents : flux financiers

(En pourcentage du PIB)



les transactions et positions d'IDE comptabilisées dans la balance des paiements sont souvent sans lien avec des investissements en installations entièrement nouvelles ou avec des fusions et acquisitions, mais sont plutôt la manifestation de stratégies d'optimisation fiscale et réglementaire par les grandes multinationales (voir, par exemple, Lane et Milesi-Ferretti, 2018 et Damgaard et Elkjaer, 2017). Les initiatives prises actuellement pour améliorer le recueil de données sur l'activité des entités à vocation spéciale devraient permettre de clarifier la nature des flux et positions d'IDE.

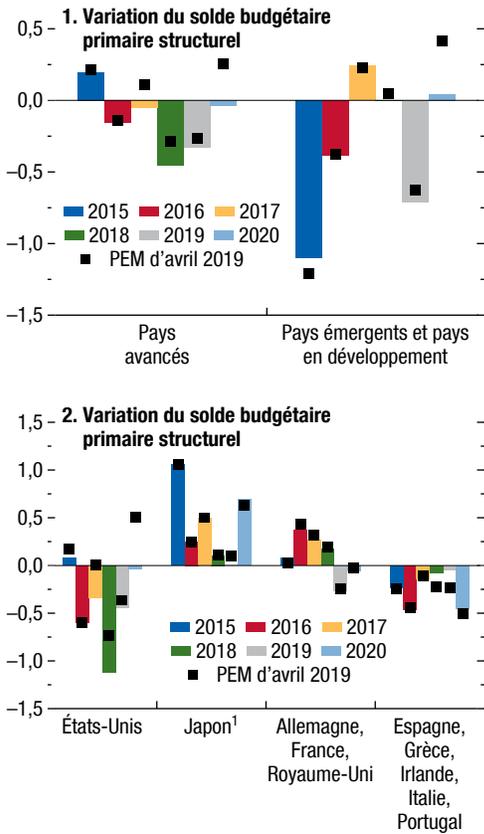
### Encadré 1.3. Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base

Les prévisions de croissance mondiale se fondent sur les grandes hypothèses suivantes en matière de politiques, de conditions financières et de cours des produits de base :

- *Droits de douane* : les droits de douane imposés et annoncés par les États-Unis en août 2019 et les mesures de rétorsion de leurs partenaires commerciaux sont intégrés dans le scénario de référence. S'agissant des États-Unis, aux droits de douane sur les panneaux solaires, les machines à laver, l'aluminium et l'acier annoncés au premier semestre de 2018 viennent s'ajouter un droit de 25 % frappant 50 milliards de dollars d'importations en provenance de Chine (juillet et août 2018), porté à 30 % en octobre 2019 ; un droit sur 200 milliards de dollars supplémentaires d'importations chinoises (septembre 2018, de 10 % jusqu'en mai 2019, de 25 % de mai à septembre 2019 et de 30 % par la suite) ; et l'annonce en août 2019 d'un droit supplémentaire de 10 % frappant les 325 milliards de dollars restants d'importations chinoises (porté ensuite à 15 %, pour un sous-ensemble de la liste à partir de septembre 2019 et pour le reste à compter de décembre 2019). Les mesures de rétorsion de la Chine comprenaient un droit de douane de 25 % sur 50 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis (juillet et août 2018) ; un droit de 5–10 % sur 60 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis (septembre 2018) ; et un droit de douane supplémentaire de 5–10 % sur 75 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis (à compter de septembre et décembre 2019). Après les annonces de mai et août 2019, le droit de douane moyen imposé par les États-Unis sur les importations chinoises sera porté à un peu plus de 24 % d'ici à décembre 2019 (contre une hypothèse de quelque 12¼ % dans l'édition d'avril 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM)). Parallèlement, le droit de douane moyen imposé par la Chine sur les importations en provenance des États-Unis sera porté à environ 26 % (contre une hypothèse de quelque 16½ % dans les PEM d'avril 2019).
- *Politique budgétaire* : en 2019, la politique budgétaire devrait être expansionniste dans les pays avancés (Allemagne, Canada, Corée, Espagne, États-Unis, RAS de Hong Kong) comme dans les pays émergents (Chine, Turquie). Elle est présumée être neutre dans l'ensemble des pays avancés en 2020, alors que les PEM d'avril 2019 entrevoyaient une orientation restrictive. En effet, la disparition progressive des mesures de relance fiscale aux États-Unis sera largement compensée par des hausses des dépenses dans un nouvel accord budgétaire. La politique budgétaire devrait être restrictive dans les pays émergents puisque les mesures de relance en Chine sont censées être supprimées progressivement dans une certaine mesure (graphique 1.3.1).
- *Politique monétaire* : par rapport aux PEM d'avril 2019, la politique monétaire des grandes banques centrales est censée être plus accommodante à l'horizon des prévisions. Aux États-Unis, le taux des fonds fédéraux devrait se situer dans la fourchette 1,75–2 % jusqu'en 2023 puis être relevé à 2–2,25 % en 2024. Les taux directeurs sont présumés rester inférieurs à zéro dans la zone euro et au Japon jusqu'en 2024.
- *Cours des produits de base* : au vu des contrats à terme sur le pétrole, les cours moyens devraient s'établir à 61,8 dollars en 2019 puis chuter à 57,9 dollars en 2020 (contre respectivement 59,16 dollars et 59,02 dollars dans les PEM d'avril 2019). Les cours du pétrole devraient baisser pour atteindre environ 55 dollars le baril d'ici à 2023 (soit un niveau plus bas que dans la prévision des PEM d'avril 2019), compte tenu de la faible demande attendue à moyen terme (graphique 1.3.2). Les cours des métaux devraient augmenter de 4,3 % en glissement annuel en 2019, avant de céder 6,2 % en 2020 (contre une baisse de 6 % suivie d'un repli de 0,8 % dans les hypothèses des PEM d'avril 2019). Les prévisions de prix de la plupart des matières premières agricoles ont été revues à la baisse pour 2019. Les prix des denrées alimentaires devraient reculer de 3,4 % en glissement annuel en 2019, avant de remonter de 2,8 % en 2020 (alors que les PEM d'avril 2019 entrevoyaient une baisse de 2,6 % suivie d'un rebond de 1,7 %).

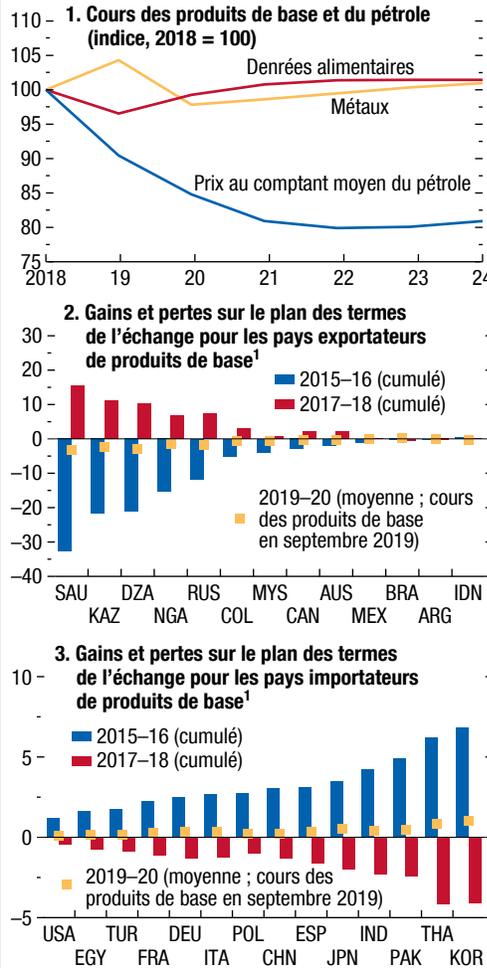
Encadré 1.3 (fin)

**Graphique 1.3.1. Hypothèses des prévisions : indicateurs budgétaires**  
(En pourcentage du PIB)



Source : estimations des services du FMI.  
 Note : PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.  
<sup>1</sup>Les derniers chiffres concernant le Japon tiennent compte des révisions méthodologiques exhaustives qui ont été adoptées en décembre 2016.

**Graphique 1.3.2. Hypothèses relatives aux cours des produits de base et gains et pertes sur le plan des termes de l'échange**  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)



Sources : FMI, système des cours des produits de base ; estimations des services du FMI.  
 Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).  
<sup>1</sup>Les gains (pertes) pour 2019-20 sont des moyennes simples des gains (pertes) annuels pour 2019 et 2020. Il s'agit d'une estimation de la variation du revenu disponible qui résulte des fluctuations des cours des produits de base. Le gain dans l'année  $t$  pour un pays qui exporte  $x$  dollars du produit  $A$  et importe  $m$  dollars du produit  $B$  dans l'année  $t-1$  est égal à :  $(\Delta p_t^A x_{t-1} - \Delta p_t^B m_{t-1}) / Y_{t-1}$ , où  $\Delta p_t^A$  et  $\Delta p_t^B$  sont les variations en pourcentage des cours de  $A$  et de  $B$  entre l'année  $t-1$  et l'année  $t$ , et  $Y$  est le PIB dans l'année  $t-1$  en dollars. Voir aussi Gruss (2014).

### Encadré 1.4. La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique

D'après la théorie classique du cycle économique, l'économie évolue de manière symétrique autour d'un certain niveau de production potentielle. Dans cette logique, les estimations de la production potentielle s'obtiennent généralement en lissant la production de manière à éliminer les fluctuations du cycle économique. Cette méthode suggère que plusieurs pays avancés fonctionnent actuellement à un niveau proche de leur potentiel ou au-dessus de celui-ci et sont exposés à des risques inflationnistes. Toutefois, l'inflation a été particulièrement modérée ces dernières années, ce qui soulève des questions au sujet de l'état du cycle économique et semble indiquer que la production potentielle pourrait être plus élevée qu'estimé actuellement.

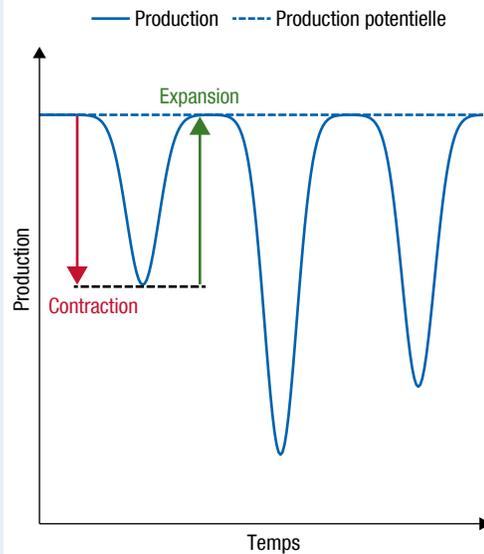
L'atonie de l'inflation a ravivé l'attrait d'autres interprétations du cycle économique. Une hypothèse importante se dessine : les fluctuations de l'économie suivent peut-être la théorie du « pincement de la corde de guitare » (plucking theory) proposée à l'origine par Friedman (1964, 1993). Selon cette théorie, l'économie subit occasionnellement des contractions qui ramènent le niveau de production en dessous du potentiel, comme l'illustre le graphique 1.4.1. Pour reprendre les mots de Friedman, « la production se situe aux environs du plafond de production réalisable, mais de temps en temps, elle subit le pincement d'une contraction cyclique ».

Dupraz, Nakamura et Steinsson (2019) montrent qu'une dynamique du cycle économique conforme à la théorie du « pincement » peut apparaître lorsque les salaires sont rigides à la baisse, mais peuvent librement s'ajuster à la hausse. Dans ce cas, des chocs négatifs maintiennent l'économie en dessous de son potentiel, tandis que des chocs positifs sont absorbés grâce à une hausse des prix. Par conséquent, il faudrait estimer la production potentielle non pas en lissant les fluctuations de l'économie, mais en interpolant les points culminants historiques du cycle économique. Les techniques d'estimation actuelles peuvent donc fortement sous-estimer la production potentielle et donner des alertes prématurées quant au risque de surchauffe.

Les estimations classiques de la production potentielle peuvent s'avérer trop prudentes, même si les salaires sont aussi rigides à la hausse, dès lors que les rigidités nominales à la baisse sont plus marquées. En s'appuyant sur cette idée, Abbritti et Fahr (2013) fournissent un modèle dans lequel des rigidités asymétriques des salaires donnent lieu à des contractions de l'économie en deçà de son potentiel qui sont plus prononcées que les expansions au-dessus du potentiel. Aiyar et Voigts (2019) soulignent que cela se traduit, en moyenne, par des écarts de production négatifs et que, lorsque des techniques

L'auteur de cet encadré est Damiano Sandri.

Graphique 1.4.1. Illustration de la théorie du pincement de la corde de guitare



Source : services du FMI.

classiques de filtrage sont appliquées aux données issues du modèle, elles sous-estiment la production potentielle en induisant des écarts de production autour de zéro.

Pour s'assurer de la validité de la théorie du « pincement », le cycle économique peut être analysé pour des asymétries précises. Comme le montre le graphique 1.4.1, si des contractions occasionnelles réduisent temporairement la production, la gravité d'un ralentissement économique devrait permettre de prévoir l'ampleur de l'expansion ultérieure de l'économie. En revanche, l'ampleur des expansions ne devrait pas avoir d'incidence sur celle des contractions ultérieures.

Dupraz, Nakamura et Steinsson (2019) procèdent à une expérience similaire en examinant l'évolution du taux de chômage aux États-Unis<sup>1</sup>. Conformément à la théorie du « pincement », l'étude constate que des hausses du taux de chômage pendant les replis de l'activité économique ont tendance à être suivies de reculs comparables (graphique 1.4.2, page 1). En revanche, les baisses du chômage pendant les phases d'expansion économique ne sont pas corrélées avec les remontées ultérieures du chômage (graphique 1.4.2, page 2).

<sup>1</sup>La méthode nécessite d'identifier les pics et les creux s'agissant des taux de chômage mensuels corrigés des variations saisonnières. Un point dans la série de taux de chômage,  $u_t$ , peut être qualifié de creux s'il remplit le critère suivant. Prenez le premier mois au cours duquel le taux de chômage augmente de 1,5 % au-dessus de  $u_t$ . Si jusqu'à ce mois le taux de chômage ne devient jamais inférieur à  $u_t$ , alors  $u_t$  est un creux de chômage. Une méthode symétrique est employée pour identifier les pics de chômage.

### Encadré 1.4 (fin)

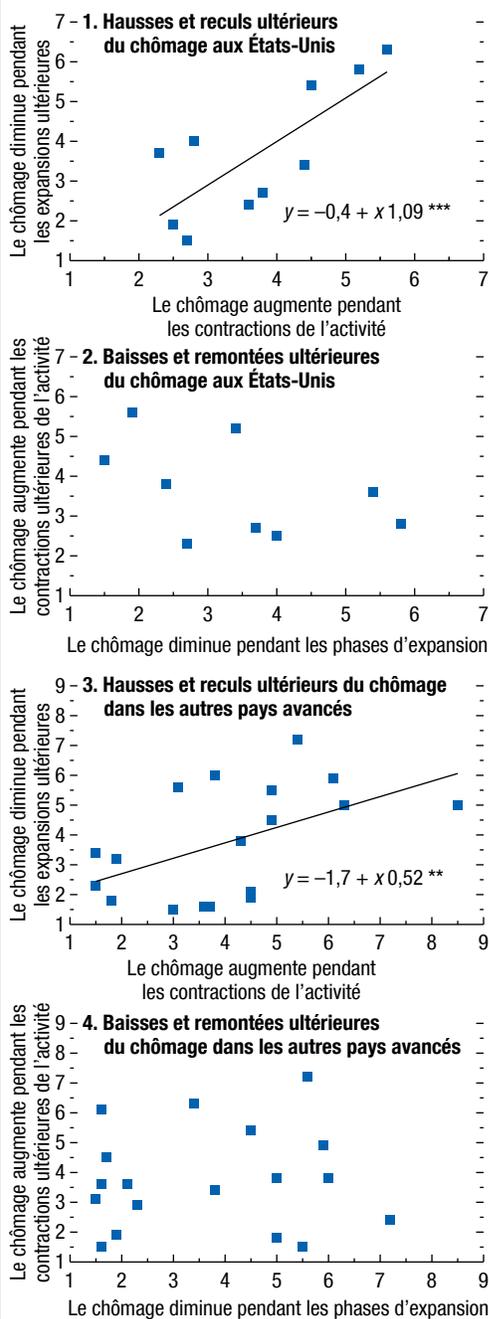
La théorie du « pincement » est-elle compatible avec les données concernant les autres pays ? Les dynamiques du chômage dans les autres pays avancés du Groupe des Vingt font apparaître une évolution similaire. La plage 3 du graphique 1.4.2 présente les données centralisées<sup>2</sup>. Elle montre que les hausses du chômage durant les phases de contraction sont suivies de reculs proportionnels du chômage pendant les reprises ultérieures. Cependant, la corrélation est un peu plus faible qu'aux États-Unis et le coefficient de régression, égal à 0,52, donne à penser que les hausses du taux de chômage ne sont qu'en partie effacées au cours des expansions ultérieures, ce qui témoigne d'une progression tendancielle du chômage structurel. Conformément à la théorie du « pincement », il n'existe encore aucune corrélation forte entre les baisses du chômage et les remontées ultérieures (graphique 1.4.2, page 4).

En résumé, les dynamiques du chômage dans les principaux pays avancés suivent des tendances qui semblent compatibles avec des théories qui provoquent des fluctuations asymétriques du cycle économique. Si les hausses du chômage sont au moins en partie effacées, les reculs du chômage ne le sont pas. De nouvelles études sur la robustesse de ces dynamiques asymétriques et les mécanismes qui les sous-tendent s'imposent.

Les conséquences de la théorie du « pincement » pour la politique macroéconomique ne sont pas négligeables. Par exemple, l'idée que les techniques classiques de filtrage sous-estiment la production potentielle pourrait être utilisée pour faire valoir que les pays ont une situation budgétaire corrigée des variations structurelles plus solide (et un moindre besoin de rééquilibrer leurs finances publiques) qu'estimé en général. Cependant, la théorie du « pincement » suggère aussi que les pays fonctionnent en dessous de leur potentiel, en moyenne. C'est pourquoi une évaluation correcte de la viabilité des finances publiques ne devrait pas reposer sur un indicateur de la production potentielle compatible avec la théorie du « pincement », mais sur la trajectoire de production attendue plus basse. Concernant la politique monétaire, la théorie du « pincement » suppose une courbe de Philips non linéaire, les prix diminuant lentement pendant un repli de l'activité en raison des rigidités nominales à la baisse. La politique monétaire peut donc avoir besoin de s'appuyer davantage sur

<sup>2</sup>Les données des autres pays avancés sont centralisées, car ces pays affichent nettement moins d'observations pour l'analyse que dans le cas des États-Unis, et ce pour deux raisons. D'une part, la série de taux de chômage aux États-Unis débute à la fin des années 40, alors que les données concernant les autres pays tendent à être disponibles à partir des années 70. D'autre part, le taux de chômage des États-Unis fluctue de manière beaucoup plus régulière, alors qu'il suit des tendances plus lentes dans les autres pays.

**Graphique 1.4.2. Dynamiques du chômage dans les pays avancés**  
(En points de pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.  
Note : \*\*\*  $p < 0,01$ , \*\*  $p < 0,05$ .

des indicateurs du ralentissement économique pour définir le degré adéquat de relance, en mettant fin à l'orientation accommodante uniquement lorsque les tensions inflationnistes se matérialisent clairement.

## Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions

*Les cours de l'énergie, et plus particulièrement ceux du charbon et du gaz naturel, ont enregistré une baisse généralisée depuis la publication de l'édition d'avril 2019 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Après un rebond temporaire en avril, tiré par une dynamique de marché positive et des réductions de l'offre, les cours du pétrole ont encore diminué sous l'effet d'une augmentation sans précédent de la production aux États-Unis et de la faiblesse des perspectives de croissance, surtout dans les pays émergents. Devant ce recul, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ainsi que d'autres pays exportateurs (dont la Russie), sont convenus de continuer à limiter leur production jusqu'en mars 2020. Si ceux du minerai de fer et du nickel ont remonté en raison de certaines inquiétudes du côté de l'offre, les cours de la plupart des métaux de base ont baissé du fait des tensions commerciales persistantes et de la crainte d'un ralentissement de l'économie mondiale. Les cours des produits agricoles ont légèrement diminué, la hausse de ceux de la viande, provoquée par des épidémies, ayant été plus que neutralisée par la baisse de ceux des autres denrées alimentaires. Le présent dossier spécial propose aussi une analyse approfondie des métaux précieux.*

L'indice des cours des produits de base établi par le FMI a diminué de 5,5 % entre février et août 2019, périodes de référence utilisées respectivement pour l'édition d'avril 2019 et la présente édition des PEM (graphique 1.DS.1, page 1). Les cours de l'énergie, qui ont chuté de 13,1 %, ont tiré ce recul, ceux des denrées alimentaires ont baissé de 1,2 %, et ceux des métaux de base de 0,9 %, sous l'effet de tensions commerciales persistantes et de la crainte d'un ralentissement de l'économie mondiale, que ne compense que partiellement la reprise stimulée par l'offre des marchés du minerai de fer et du nickel. Les cours du pétrole<sup>1</sup> ont nettement rebondi au début de l'année, dépassant 71 dollars le baril en avril, sous l'impulsion de la dynamique positive des marchés financiers, des compressions de l'offre et de la diminution des stocks de pétrole brut des États-Unis. Ils ont néanmoins fortement baissé depuis lors sous l'effet de l'augmentation sans précédent de la production dans ce pays et de la faiblesse de la croissance

Christian Bogmans, Lama Kiyasseh, Akito Matsumoto, Andrea Pescatori (chef d'équipe) ainsi que Julia Xueliang Wang ont préparé le présent dossier avec le concours de Lama Kiyasseh, Claire Mengyi Li et Julia Xueliang Wang en matière de recherche.

<sup>1</sup>Dans le présent document, le cours du pétrole s'entend du cours moyen au comptant établi par le FMI sur la base de l'U.K. Brent, du Dubaï Fateh et du West Texas Intermediate (pondérés également, sauf indication contraire).

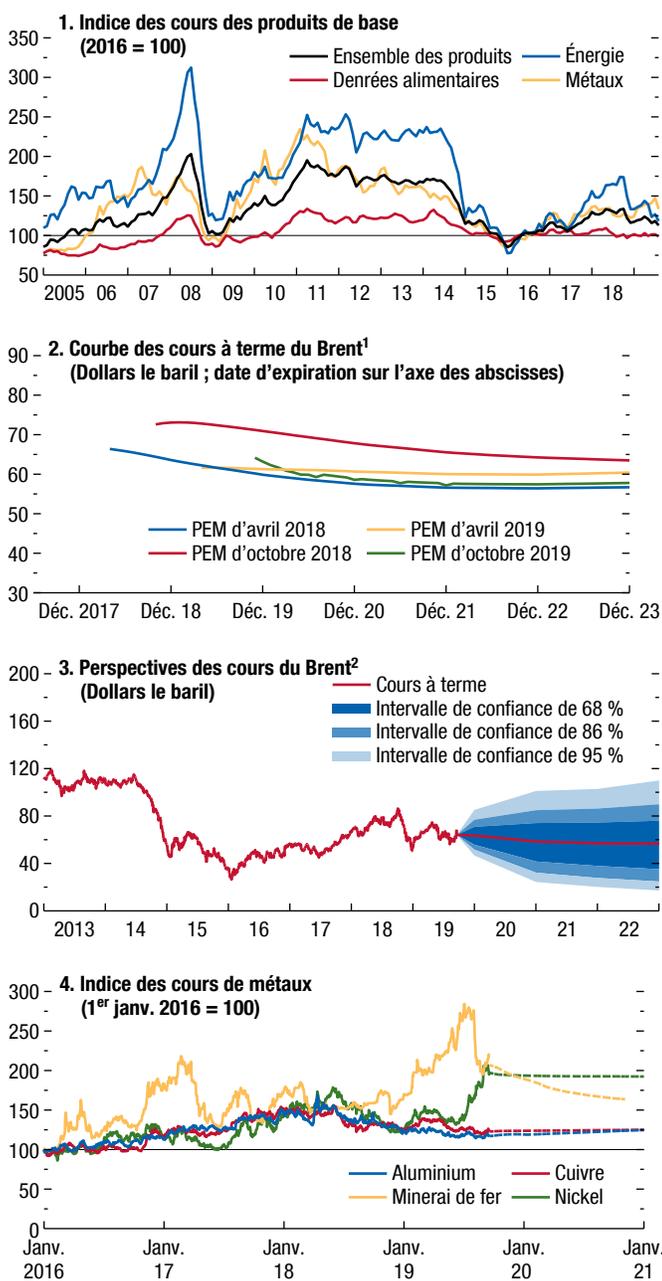
mondiale (surtout dans les pays émergents). Les membres de l'OPEP, ainsi que d'autres pays exportateurs (dont la Russie), ont alors décidé en juillet de prolonger jusqu'à la fin du premier trimestre de 2020 les réductions de production convenues en décembre 2018. Les cours du charbon et du gaz naturel ont reculé dans un contexte marqué par un déclin de l'activité industrielle et de la production d'électricité dans toutes les régions.

### Des cours du pétrole variant à l'intérieur d'une fourchette étroite, dans un contexte marqué par une baisse des cours de l'énergie et un accroissement des incertitudes

Les cours du pétrole ont été relativement stables, se négociant cette année à l'intérieur d'une fourchette étroite malgré l'accroissement des incertitudes géopolitiques. En avril, ils ont dépassé 71 dollars, leur cours le plus élevé en 2019, et sont tombés à leur récent creux de 55 dollars en août, avant de revenir à plus de 60 dollars en septembre. Dans un premier temps, ils ont été poussés à la hausse par le redressement des conditions financières, ainsi que par des interruptions de la production au Venezuela et les tensions entre les États-Unis et l'Iran. À la fin du printemps, toutefois, la faiblesse de l'économie mondiale a fait naître, au sujet de la vigueur de la demande mondiale de pétrole, des craintes qu'a intensifiées une accumulation de stocks de pétrole brut aux États-Unis.

Les perturbations de l'offre et les tensions géopolitiques ont cependant masqué la faiblesse de la demande de pétrole en soutenant temporairement les cours. Le Venezuela a enregistré des pertes de production après des coupures d'électricité en mars, et les exportations de pétrole de la Russie ont été partiellement interrompues en mai du fait de la contamination d'un oléoduc. Bien qu'elles aient été temporaires, ces perturbations ont contribué à l'équilibre du marché, ce qui s'est traduit par une diminution des stocks des États-Unis au début du printemps. En outre, les dérogations accordées par ce pays à huit grands importateurs de pétrole brut iranien n'ont pas été prolongées en mai. De plus, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient se sont intensifiées à cause de plusieurs attentats commis contre des infrastructures pétrolières saoudiennes et des pétroliers près du détroit d'Ormuz, et, étant donné que 20 % environ du commerce mondial de pétrole brut emprunte ce détroit, la crainte d'un conflit dans cette région a provoqué une

**Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base**



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; FMI, système des cours des produits de base ; Thomson Reuters Datastream ; estimations des services du FMI.

Note : PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

<sup>1</sup>Les cours à terme utilisés dans les PEM sont des hypothèses de référence propres à chaque rapport des PEM et sont dérivés des cours à terme. Les PEM d'octobre 2019 ont été établies à partir des cours du 17 septembre 2019 (heure de clôture).

<sup>2</sup>Établies à partir des cours des options sur contrats à terme du 17 septembre 2019.

hausse de la demande de précaution, ainsi que des frais d'assurance. Le 14 septembre, un attentat visant deux installations pétrolières clés de l'Arabie saoudite a bloqué pendant quelques jours une production quotidienne de 5,7 millions de barils (en d'autres termes, la moitié environ de la production totale de ce pays, ou 5 % de la production mondiale), ce qui, dans un premier temps, a fait naître la crainte de perturbations sur le marché physique du pétrole brut et d'une escalade des tensions. Les membres de l'OPEP et d'autres pays exportateurs (dont la Russie) ont apporté un soutien supplémentaire aux cours du pétrole en acceptant, le 1<sup>er</sup> juillet 2019, de continuer de réduire leur production de brut jusqu'en mars 2020, soit pendant neuf mois supplémentaires après la période initiale de six mois, de 0,8 et 0,4 million de barils par jour (mbj), respectivement.

Du côté de la demande, la faiblesse des fondamentaux de l'économie mondiale a été en partie à l'origine d'un recul des cours. La révision à la baisse des prévisions d'avril de la croissance mondiale (qui tombe à 3,0 % en 2019 et à 3,4 % en 2020, soit une diminution de 0,3 % et de 0,2 %, respectivement), à laquelle le FMI a procédé en octobre, illustre un ralentissement de l'activité mondiale tiré en particulier par les pays émergents et la zone euro, ralentissement dans la logique duquel l'Agence internationale de l'énergie a révisé ses prévisions de croissance de la demande de pétrole, qui s'établit désormais à 1,1 mbj en septembre, contre 1,4 mbj en février.

Sur le marché du gaz naturel, les cours au comptant ont diminué ces derniers mois dans un contexte marqué par une hausse de la production et un accroissement des stocks par suite d'un recul de la demande mondiale d'électricité. Les cours du charbon ont parallèlement régressé, à cause d'une contraction de la production d'électricité. La diminution sans précédent l'an dernier des capacités de production d'électricité à partir du charbon aux États-Unis ont exercé d'autres pressions à la baisse. Leur remplacement par des centrales à gaz meilleur marché, dans le droit fil de la tendance mondiale, a réduit la part du charbon dans la production d'électricité aux États-Unis. Malgré la décarbonisation en cours du secteur de l'électricité dans ce pays et le reste du monde, les émissions de gaz à effet de serre ont encore augmenté en 2018 en raison de la vigueur de la croissance mondiale (voir l'encadré 1.DS.1).

À la fin septembre 2019, il ressortait des contrats à terme sur le pétrole que les cours du Brent tomberaient progressivement à 55 dollars au cours des cinq prochaines années (graphique 1.DS.1, page 2). Selon les hypothèses de référence fondées également sur les cours à terme, les cours annuels moyens seraient de 61,8 dollars

le baril en 2019, soit un recul de 9,6 % par rapport à ceux de 2018, et les cours au comptant moyens établis par le FMI de 57,9 dollars le baril en 2020. Malgré les perspectives d'une demande faible, les aléas sont orientés à la hausse à court terme, mais équilibrés à moyen terme (graphique 1.DS.1, page 3). Les aléas à la hausse pesant sur les cours à court terme sont notamment les événements géopolitiques actuels au Moyen-Orient, qui perturbent l'offre de pétrole et accroissent les frais d'assurance et d'expédition des cargaisons de ce produit. Ceux à la baisse sont, entre autres, une augmentation de la production et des exportations des États-Unis grâce à la mise en service des nouveaux oléoducs du bassin permien, le non-respect des ententes conclues par les pays membres ou non membres de l'OPEP et un ralentissement de la demande du secteur de la pétrochimie. En outre, une intensification des tensions commerciales et des autres aléas pesant sur la croissance mondiale pourrait freiner l'activité mondiale et réduire la demande de pétrole à moyen terme.

### Des cours des métaux contrastés

Les cours des métaux de base ont reculé légèrement (de 0,9 %) entre février et août 2019, la hausse de ceux du minerai de fer et du nickel, tirée par l'offre, ne compensant que partiellement les incertitudes commerciales persistantes et la crainte d'un ralentissement de l'économie mondiale, surtout en Chine. Les cours des métaux précieux ont augmenté sous l'effet en partie des anticipations accrues d'un assouplissement monétaire aux États-Unis et de la recherche de la sécurité dans le contexte des tensions commerciales.

Les cours du minerai de fer ont augmenté de 6,7 % entre février et août 2019. Sous l'effet conjugué de perturbations généralisées, notamment l'effondrement du barrage de Vale au Brésil et le cyclone tropical Veronica en Australie, et d'une production d'acier sans précédent en Chine, ils ont atteint leur niveau le plus élevé en cinq ans pendant le premier semestre de 2019. Cependant, le retour à la normale des opérations précédemment perturbées et l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont été à l'origine d'une forte correction en août, qui a neutralisé en partie la hausse enregistrée depuis le début de l'année. Les cours du nickel, composant clé de l'acier inoxydable et des batteries pour véhicules électriques, ont progressé de 24,1 % entre février et août 2019 du fait de craintes concernant l'offre, l'Indonésie, le premier producteur mondial, interdisant totalement les exportations de minerai de nickel brut à compter de janvier 2020.

La faiblesse de l'économie mondiale a également pénalisé les cours des autres métaux de base. Ceux du cuivre ont reculé de 9,4 % en raison des incertitudes commerciales dans le monde, malgré les récentes réductions de la production en République du Congo, la grève de Chuquicamata au Chili et la hausse des coûts d'extraction de la mine de Grasberg en Indonésie. Ceux de l'aluminium ont diminué de 6,6 % sous l'effet des surcapacités de la Chine et du repli de la demande du marché des véhicules automobiles dans ce pays. Ceux du zinc, qui sert principalement à galvaniser l'acier, ont chuté de 16 % entre février et août 2019, à mesure que les perspectives de la demande d'acier se dégradaient. Ceux du cobalt ont poursuivi leur tendance à la baisse et reculé de 6,1 %, en raison d'un excès de l'offre après la montée en puissance de la production en République démocratique du Congo.

Selon les projections, l'indice annuel des cours des métaux de base établi par le FMI augmentera de 4,3 % en 2019 (par rapport à sa moyenne de 2018) et diminuera de 6,2 % en 2020. Les principaux aléas à la baisse qui pèsent sur les perspectives sont notamment les longues négociations commerciales et un nouveau ralentissement de l'activité industrielle mondiale. Les aléas à la hausse découlent de perturbations de l'offre et de l'application d'une réglementation de l'environnement plus rigoureuse dans les grands pays producteurs de métaux.

### Une hausse des cours de la viande imputable à des épidémies

L'indice des cours des aliments et des boissons établi par le FMI a légèrement diminué (de 1,3 %), le recul des cours des céréales, des légumes, des huiles végétales et du sucre ayant largement neutralisé la forte hausse (13,2 %) de l'indice de ceux de la viande.

Après la propagation rapide de la fièvre porcine africaine en Chine (premier producteur et consommateur de porc au monde) et dans d'autres régions de l'Asie du Sud-Est, les cours du porc ont bondi de 42,8 %. Les informations diffusées sur les épidémies et l'abattage d'animaux ont créé des incertitudes sur les approvisionnements en porc chinois dans l'avenir proche. Les épidémies ont en outre provoqué un resserrement de l'offre et une hausse des cours en Europe et aux États-Unis, les producteurs locaux accroissant leurs exportations vers la Chine. À l'issue de la crise, les cours de certaines autres protéines animales ont également bondi, le bœuf, par exemple, augmentant de 8,3 %.

Les précipitations sans précédent qui ont frappé le Midwest des États-Unis ont retardé l'ensemencement du

maïs et du soja en mai et en juin, introduisant ainsi sur les marchés des céréales une forte prime liée aux conditions atmosphériques, qui a cependant disparu entre la fin juillet et la fin août, car les superficies ensemencées et les rendements du maïs aux États-Unis ont dépassé les anticipations. Une production mondiale robuste a en outre eu une incidence sur les cours du maïs, qui ont en définitive diminué de 3,6 % entre février et août. Le soja a accusé une perte nette de 5,9 %, les tensions commerciales et l'épidémie de fièvre porcine africaine en Chine continuant de peser sur la demande d'aliments pour animaux.

Les cours du cacao ont diminué de 2,7 % sous l'effet des conditions atmosphériques favorables observées en Afrique de l'Ouest en juillet et en août. Ceux de l'huile de palme ont baissé de 2,6 %, car les stocks devraient normalement s' étoffer et la demande mondiale risque, en 2019–20, de se contracter pour la première fois en deux décennies par suite de considérations environnementales dans certains pays importateurs et de l'intensification de la concurrence exercée par d'autres huiles végétales.

Selon les projections, les cours des denrées alimentaires enregistreront une baisse annuelle de 3,4 % en 2019, en raison principalement de leur hausse au premier semestre de 2018, avant d'augmenter de 2,8 % en 2020. Les conditions atmosphériques n'ont pas été normales ces derniers mois, et de nouvelles perturbations constituent toujours un aléa à la hausse pour les prévisions. Le 9 août 2019, la National Oceanic and Atmospheric Administration des États-Unis a annoncé que le phénomène climatique *El Niño*, qui avait commencé en septembre dernier, avait maintenant officiellement pris fin. La résolution du conflit commercial entre les États-Unis, premier exportateur mondial de produits alimentaires, et la Chine demeure la principale source de risque d'une hausse potentielle des cours.

## Métaux précieux

Quels sont les facteurs à l'origine des variations des cours des métaux précieux ? À quelles fins ces métaux sont-ils principalement utilisés ? L'or et les autres métaux sont-ils le refuge ultime et des instruments de couverture contre la perte de discipline monétaire, ou leur rôle de réserve de valeur est-il surestimé ? La présente section vise à répondre à ces questions en présentant d'abord un bref aperçu historique, puis en examinant les caractéristiques essentielles de ces métaux, y compris la répartition géographique de leur production, et, en fin de compte, en

passant en revue certaines réponses qu'il est possible de leur apporter à l'aide d'une analyse économétrique.

### Monnayage, monnaie et métaux précieux : bref aperçu historique

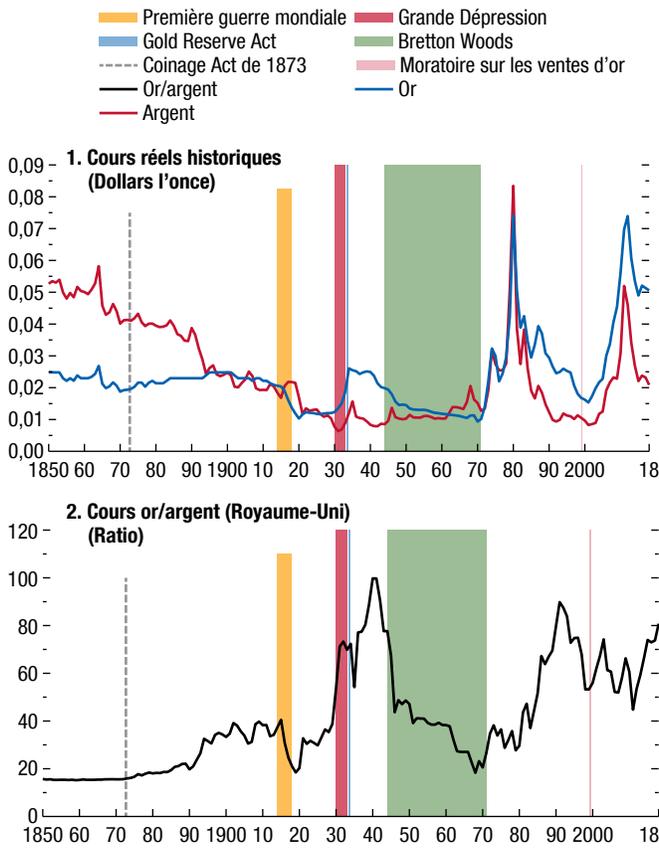
Depuis les temps les plus anciens, le lustre, la ductilité, la rareté et la stabilité chimique remarquable des métaux précieux (comme l'or et l'argent et, ultérieurement, le platine et le palladium, qui partagent les mêmes propriétés physiques) leur confèrent une valeur élevée<sup>2</sup>. La première utilisation de l'or et de l'argent pour les ornements et les cérémonies, ainsi que comme symbole d'un statut social, dans toutes les cultures et les civilisations remonte à la préhistoire (Green, 2007). Sous l'effet conjugué de ces caractéristiques uniques, les métaux précieux sont d'excellentes *réserves de valeur* et ont probablement joué un rôle crucial dans la fabrication des *pièces* (innovation fondamentale dans l'histoire de la monnaie et étape dans le développement de la civilisation elle-même (Mundell, 2002). Le monnayage, à son tour, a inextricablement lié les métaux précieux à l'argent et aux monnaies pendant des siècles<sup>3</sup>.

Grâce en outre à leur densité, les pièces d'or et d'argent ont été nettement plus privilégiées comme moyen d'échange que les autres métaux (comme le cuivre), surtout pour les transactions internationales (d'un volume élevé). En conséquence, certaines pièces d'or et d'argent frappées par des entités fiables ont vite bénéficié d'une vaste reconnaissance internationale (par exemple, les florins et les ducats en or au Moyen-Âge et les pesos en argent dans les temps modernes), ce qui a facilité et

<sup>2</sup>L'or et l'argent appartiennent aux sept métaux de l'Antiquité (avec le cuivre, l'étain, le plomb, le fer et le mercure). À l'heure actuelle, 86 métaux sont recensés. En Europe, la première référence au platine apparaît en 1557 dans les ouvrages de l'humaniste italien Giulio Cesare della Scala. Ce n'est toutefois qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que le platine devient un métal précieux apprécié. William Hyde Wollaston a découvert en 1802 le palladium (dont le nom est curieusement tiré de l'astéroïde 2 Pallas), qui est utilisé en joaillerie et bijouterie comme métal précieux depuis 1939 à titre de substitut du platine dans l'alliage appelé « or blanc ». (La couleur naturellement blanche du palladium ne nécessite pas de rhodiage.) Outre ceux qui sont analysés, les autres métaux précieux sont notamment les métaux du groupe du platine (ruthénium, rhodium, osmium et iridium), qui ne font toutefois guère l'objet d'échanges.

<sup>3</sup>Le début du monnayage est encore entouré de mystère, mais il est vraisemblable que la première pièce (l'électrum, un mélange d'or et d'argent) a été frappée en Lydie vers 600 av. J.-C. Par la suite, le monnayage s'est rapidement répandu dans toute la région méditerranéenne. Les pièces en électrum lydien étaient surévaluées, ce dont tira parti l'émetteur (seigneurage). Cette surévaluation montre que l'État émetteur doit être assez puissant pour exercer un monopole et empêcher toute concurrence par le jeu d'interdictions draconiennes (Mundell, 2002).

## Graphique 1.DS.2. Cours de l'or et de l'argent



Sources : Measuringworth.com ; Minneapolis Federal Reserve ; calculs des services du FMI

Note : dollars = dollars des États-Unis.

stimulé les échanges entre les royaumes et les civilisations (Vilar, 1976)<sup>4</sup>.

Les étalons métalliques mixtes, qui permettent de convertir les billets de l'État ou de la banque centrale en pièces à un prix fixe, ont représenté l'évolution naturelle pour surmonter certains des obstacles manifestes des étalons uniques (Officer, 2008). Après des siècles de bimétallisme généralisé, dans le cadre duquel le ratio or/argent est donné par le prix de la monnaie, l'étalon monométallique (or) s'est imposé, en suivant l'exemple

<sup>4</sup>En 500 av. J.-C., après la conquête de la Lydie par Darius, la Perse a adopté le monnayage (choisissant un étalon bimétallique) et frappé d'importantes quantités de *sigloi* (monnaie d'argent), qui est devenu la monnaie internationale de l'époque, parallèlement à deux autres pièces anatoliennes (les pièces d'or de Lamapsaque et celles en électrum de Cyzique) (Mundell, 2002). Après l'*aureus* romain au Moyen Âge, les florins florentins et les ducats vénitiens en or ont été acceptés dans toute l'Europe, tandis que le peso en argent (connu également sous l'expression « piastre d'argent ») frappé dans l'empire espagnol est devenu la monnaie internationale des temps modernes (en d'autres termes, l'ancêtre du dollar) et a eu cours légal aux États-Unis jusqu'au Coinage Act de 1857 (Vilar, 1976).

de la Grande-Bretagne, pendant le troisième quart du XIX<sup>e</sup> siècle dans toutes les grandes puissances économiques de l'époque, ce qui a probablement stimulé le commerce mondial<sup>5</sup>. À mesure que l'argent se démonétisait dans le monde, ses cours diminuaient nettement, surtout après le Coinage Act de 1873 (loi connue également sous l'expression « crime de 1873 », Friedman, 1990). En conséquence, après des milliers d'années de stabilité relative, le ratio des cours argent/or est devenu instable et s'est envolé pour passer de 16:1 au milieu des années 1800 à près de 100:1 au cours des décennies suivantes (graphique 1.DS.2, page 2)<sup>6</sup>.

La stabilité du pouvoir d'achat de l'or a été tout à fait remarquable (sauf pendant les guerres mondiales et la Grande Dépression) jusqu'à la suspension de la convertibilité du dollar en or en 1971, qui deux ans plus tard a abouti à l'effondrement du système, inaugurant une nouvelle époque de fluctuation des cours de l'or et coupant indéfiniment le lien entre les métaux précieux et les monnaies (graphique 1.DS.2).

Aujourd'hui encore, dans un monde de monnaies à cours forcé, l'héritage de la convertibilité des monnaies en or est toujours visible, car les avoirs officiels en or, que détiennent pour l'essentiel les banques centrales et des institutions internationales comme le FMI et la Banque des règlements internationaux, représentent toujours une part importante du stock total de métaux précieux dans les réserves officielles et, parfois même, dans la dette publique des pays (tableau 1.DS.1).

La section suivante, consacrée au rôle actuel des métaux précieux dans l'économie mondiale, en examine les volumes de production et les valeurs (importantes pour divers pays), ainsi que l'utilisation.

## Ce qu'il faut savoir sur les métaux précieux

### Production et répartition géographique

La production des métaux précieux (celle du platine et du palladium surtout) est géographiquement concentrée. En termes de flux, la production mondiale d'or a été de

<sup>5</sup>D'après certaines études, l'essor de l'étalon-or classique, entre 1870 et 1913, aurait pu contribuer à hauteur de 20 % au développement du commerce mondial entre 1880 et 1910, ce qui confirme nettement l'idée que la coordination entre les régimes de monnaie-marchandise et les unions monétaires ont été un catalyseur important de la mondialisation au XIX<sup>e</sup> siècle (Lopez-Cordova et Meissner, 2003).

<sup>6</sup>L'argent a été démonétisé d'abord au Royaume-Uni en 1819, puis, durant les années 1870, en Allemagne, en France, dans l'Union scandinave, aux Pays-Bas, en Autriche, en Russie et dans l'Union monétaire latine (Belgique, Italie et Suisse), ainsi qu'aux États-Unis avec le Coinage Act de 1873. À la fin des années 1870, la Chine et l'Inde étaient les seuls grands pays qui, dans les faits, appliquaient l'étalon-argent.

**Tableau 1.DS.1. Réserves d'or officielles**

	Tonnes						Valeur (milliards de dollars)	Pourcentage des réserves	Pourcentage de la dette publique
	1970	1980	1990	2000	2010	2019	2019		
États-Unis	9 839	8 221	8 146	8 137	8 133	8 133	332	75	2
Allemagne	3 537	2 960	2 960	3 469	3 407	3 368	137	70	6
Fonds monétaire international	3 856	3 217	3 217	3 217	2 934	2 814	115	–	#N/D
Italie	2 565	2 074	2 074	2 452	2 452	2 452	100	66	4
France	3 139	2 546	2 546	3 025	2 435	2 436	99	61	4
Fédération de Russie	–	–	–	343	710	2 183	88	19	39
Chine	–	398	395	395	1 054	1 900	77	2	1
Suisse	2 427	2 590	2 590	2 538	1 040	1 040	42	5	15
Japon	473	754	754	754	765	765	31	2	0
Inde	216	267	333	358	558	613	25	65	5
Pays-Bas	1 588	1 367	1 367	912	612	612	25	6	1
Banque centrale européenne	–	–	–	747	501	505	21	28	#N/D
Province chinoise de Taiwan	73	98	421	421	424	424	17	4	8
Portugal	802	689	492	607	383	383	16	60	5
Kazakhstan	–	–	–	56	67	367	15	56	40
Ouzbékistan	–	–	–	–	–	355	14	53	136
Arabie saoudite	106	142	143	143	323	323	13	3	9
Royaume-Uni	1 198	586	589	563	310	310	13	8	1
Turquie	113	117	127	–	–	296	12	14	5
Liban	255	287	287	287	287	287	12	23	14

 Sources : FMI, *International Financial Statistics* ; World Gold Council ; calculs des services du FMI.

Note : Les valeurs pour 2019 datent de mars.

**Tableau 1.DS.2. Production de métaux précieux (2016–18)**

Or	Valeur (milliards de dollars)	Part mondiale cumulée (pourcentage)		Argent	Valeur (milliards de dollars)	Part mondiale cumulée (pourcentage)
Chine	13,1		11	Mexique	3,1	21
Australie	9,3		18	Pérou	2,3	37
Russie	8,5		26	Chine	1,7	48
Kazakhstan	8,4		32	Chili	0,7	53
États-Unis	7,4		39	Russie	0,7	58
Ghana	7,4		45	Pologne	0,7	63
Pérou	6,2		50	Australie	0,7	67
Canada	6,2		55	Bolivie	0,7	72
Brésil	5,6		59	Kazakhstan	0,6	76
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,7		63	Argentine	0,6	80
Afrique du Sud	4,5		67	États-Unis	0,5	84
Mexique	4,2		71	Autres pays	2,4	100
Autres pays	35,6		100	Monde	14,8	
Monde	121,3					

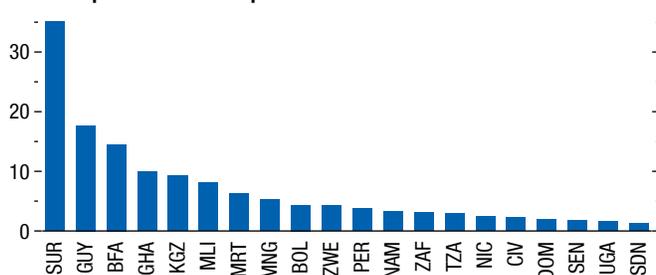
Palladium	Valeur (milliards de dollars)	Part mondiale cumulée (pourcentage)		Platine	Valeur (milliards de dollars)	Part mondiale cumulée (pourcentage)
Russie	2,2		39	Afrique du Sud	3,9	70
Afrique du Sud	2,1		75	Russie	0,7	82
Canada	0,5		83	Zimbabwe	0,4	89
États-Unis	0,4		90	Canada	0,3	95
Zimbabwe	0,3		95	États-Unis	0,1	97
Autres pays	0,3		100	Autres pays	0,2	100
Monde	5,8			Monde	5,6	

Sources : FMI, système des cours des produits de base ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; calculs des services du FMI.

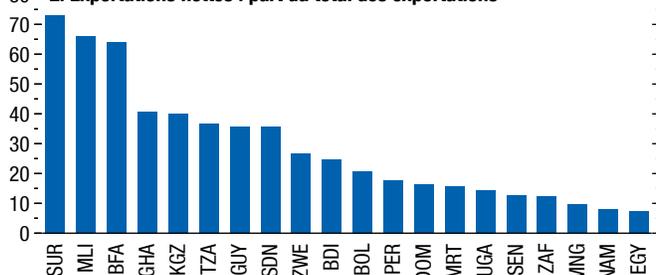
Note : moyenne triennale (2016–18) des cours et de la production.

**Graphique 1.DS.3. Métaux précieux : importance macroéconomique**  
(En pourcentage)

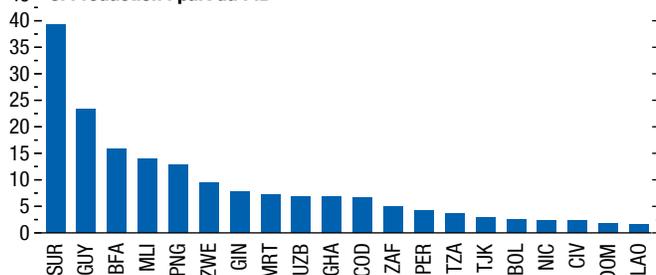
**1. Exportations nettes : part du PIB**



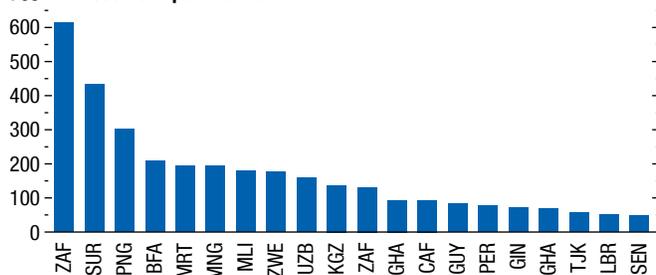
**2. Exportations nettes : part du total des exportations**



**3. Production : part du PIB**



**4. Réserves : part du PIB**



Sources : FMI, système des cours des produits de base ; S&P Global Market Intelligence ; Thomson Reuters Datastream ; Organisation des Nations Unies, COMTRADE ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; calculs des services du FMI.  
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

l'ordre de 3 260 tonnes métriques en 2018, soit l'équivalent de 134 milliards de dollars environ. Les cinq premiers pays producteurs (Chine, Australie, Russie, États-Unis et Canada) comptent pour plus de 40 % de cette production. En termes de valeur, la production d'or dépasse celle de cuivre et éclipsé celle des autres métaux précieux. La production mondiale d'argent, de palladium et de platine se chiffrait à 13, 9 et 4 milliards de dollars, respectivement, en 2018, mais elle est beaucoup plus concentrée : par exemple, les deux premiers producteurs d'argent (le Mexique et le Pérou) représentent près de 40 % de la production mondiale. De même, la Russie et l'Afrique du Sud comptent pour les trois quarts de la production mondiale de palladium, et l'Afrique du Sud, à elle seule, pour plus des deux tiers de celle de platine (tableau 1.DS.2).

Prises ensemble, la production totale et les réserves de métaux précieux représentent une part non négligeable du PIB (exportations) de divers pays (graphique 1.DS.3), surtout petits ou moyens à faible revenu (Burkina Faso, Ghana, Mali et Suriname, par exemple). Les variations des cours peuvent donc engendrer d'importants effets de revenu et de patrimoine dans un grand nombre de pays.

Dans le cas des métaux précieux, le ratio extraction/cours est relativement peu élastique, comme le montre la flambée de ceux-ci au milieu de la première décennie 2000 (Erb et Harvey, 2013). Les ratios de production des métaux précieux ne suivent pas une tendance claire à long terme, et le boom de la production d'argent en Amérique aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles a, ce qui est étonnant, à peine influencé le ratio or/argent (tableau 1.DS.3)<sup>7</sup>. En outre, les ratios production/cours dans le cas de l'argent et de l'or n'ont fait apparaître aucune relation manifeste au cours de la dernière décennie, ce qui donne à penser que l'offre relative de métaux précieux n'a guère eu d'incidence sur les variations des cours.

### Utilisations

Il est possible de classer la demande de métaux précieux comme suit : industrie, joaillerie et bijouterie, investissement, achats officiels nets par les banques centrales et les organisations internationales. Plus de la moitié de l'or récemment extrait est utilisé par le secteur de la joaillerie et de la bijouterie (graphique 1.DS.4). En ce qui concerne l'argent, par contre, les applications

<sup>7</sup>Il est intéressant de souligner que, si, en termes de volume, la production des métaux précieux a augmenté d'environ 500 fois depuis 1500, le PIB et la population à l'échelle mondiale ont progressé de 50 et 15 fois, respectivement (Malanima, 2009). Au cours de cette période, le pouvoir d'achat de l'or et de l'argent n'a pas diminué (Erb et Harvey, 2013).

**Tableau 1.DS.3. Rareté relative**  
 (Production, ratios en termes de volume)

	Essor de la production d'argent en Amérique										
	Début des années 1500	1500	1600	1700	1800	1900-10	1995-99	2000-04	2005-09	2010-14	2015-18
Argent (volume en tonnes métriques)	47	233	373	570	2 223	5 655	16 260	19 280	21 120	24 920	26 775
Argent/platine							104	102	100	132	144
Argent/palladium							119	105	104	126	124
Argent/or	8,1	32,7	40,8	30,0	11,9	10,2	7,0	7,6	8,8	9,1	8,5
Argent/cuivre							0,0014	0,0014	0,0014	0,0015	0,0013
Ratio des cours or/argent	11,0	11,3	13,5	15,0	19,2	35,7	64,8	64,2	57,9	56,9	75,4

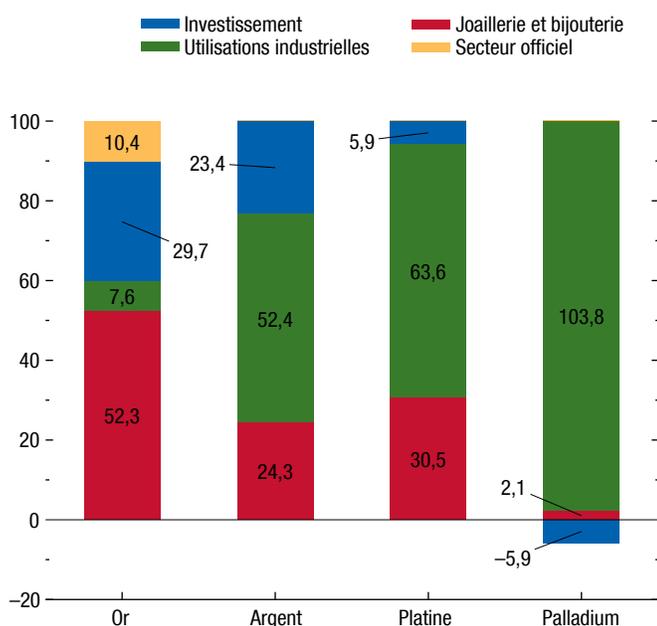
Sources : Broadberry et Gupta (2006) ; Institut d'études géologiques des États-Unis ; Vilar (1976) ; calculs des services du FMI.

Note : Les ratios de production historiques sont des moyennes séculaires.

industrielles sont diverses et représentent plus de la moitié de la consommation, alors que la coefficient négatif avant 1973, mais positif par la suite. joaillerie et la bijouterie ne comptent que pour 25 % de la demande. La demande d'or et d'argent à des fins d'investissement (sous forme de pièces et de lingots ou d'avoirs en fonds négociés en bourse) varie considérablement, car elle est

plus sensible aux cours<sup>8</sup>. Les utilisations industrielles sont plus importantes pour le platine et, surtout, le palladium, qui entrent dans la fabrication des convertisseurs catalytiques dans l'industrie automobile.

Les avoirs en or du secteur officiel sont élevés et représentent environ 30 % du stock mondial d'or. Leur vente peut perturber le marché et, en conséquence, est limitée à 400 tonnes métriques par an<sup>9</sup>. Le déclin du rôle de l'or dans les bilans des banques centrales des pays avancés a toutefois été plus que neutralisé par un bond récent des réserves d'or des pays émergents (tableau 1.DS.1). La prochaine section abordera les métaux précieux sous l'angle de l'investissement financier en les assimilant à une catégorie d'actifs, en analysant les principaux facteurs déterminant leur cours et en s'intéressant à leurs caractéristiques de valeur refuge et de protection en cas de turbulences sur le marché et de forte inflation.

**Graphique 1.DS.4. Demande totale : parts**  
 (Pourcentage)


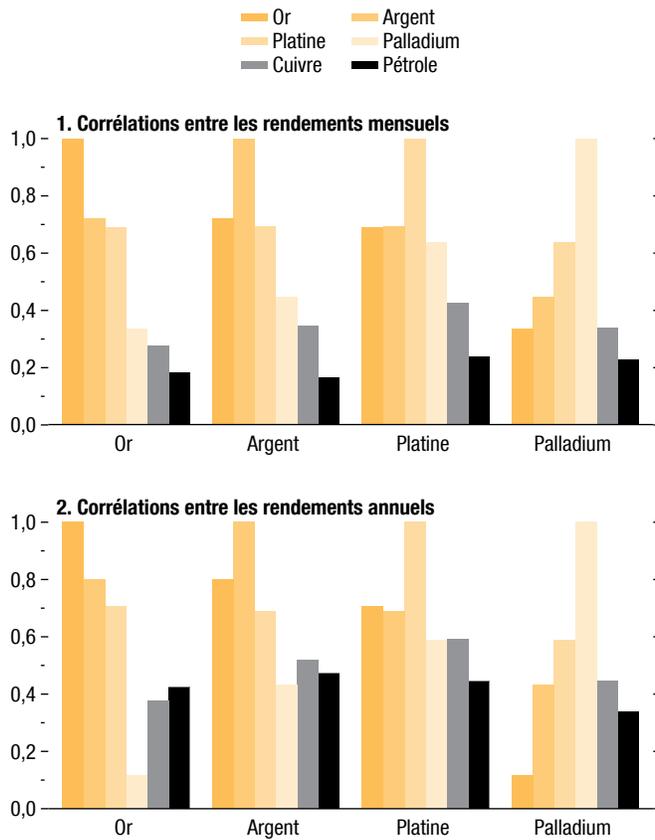
Sources : World Silver Survey (2018) ; PGM Market Report ; World Gold Council.  
 Note : L'investissement couvre les pièces, les lingots et les variations des stocks d'avoirs en fonds négociés en bourse ; dans le cas de l'argent, la joaillerie et la bijouterie comprennent l'orfèvrerie et, dans celui du platine et du palladium, les applications industrielles incluent les autocatalystes ; moyennes pour la période 2015-17.

### Cours des métaux précieux : caractéristiques

Il est possible de considérer les métaux précieux comme une catégorie d'actifs propre. Leur rendement fait ressortir une forte corrélation entre eux, surtout l'or, l'argent et le platine, qui cadre avec leurs classements respectifs dans les utilisations industrielles (graphique 1.DS.5). En termes de fréquences mensuelles, la relation entre l'or et l'argent est la plus forte (0,72) et

<sup>8</sup>Le fonds négocié en bourse GLD détient 20 % du stock total (dispersé dans des entrepôts dans le monde) de ces fonds. Les débris sont une autre source importante de l'offre sensible au cours, qui, dans le cas de l'or, représentent près de la moitié de la production minière.

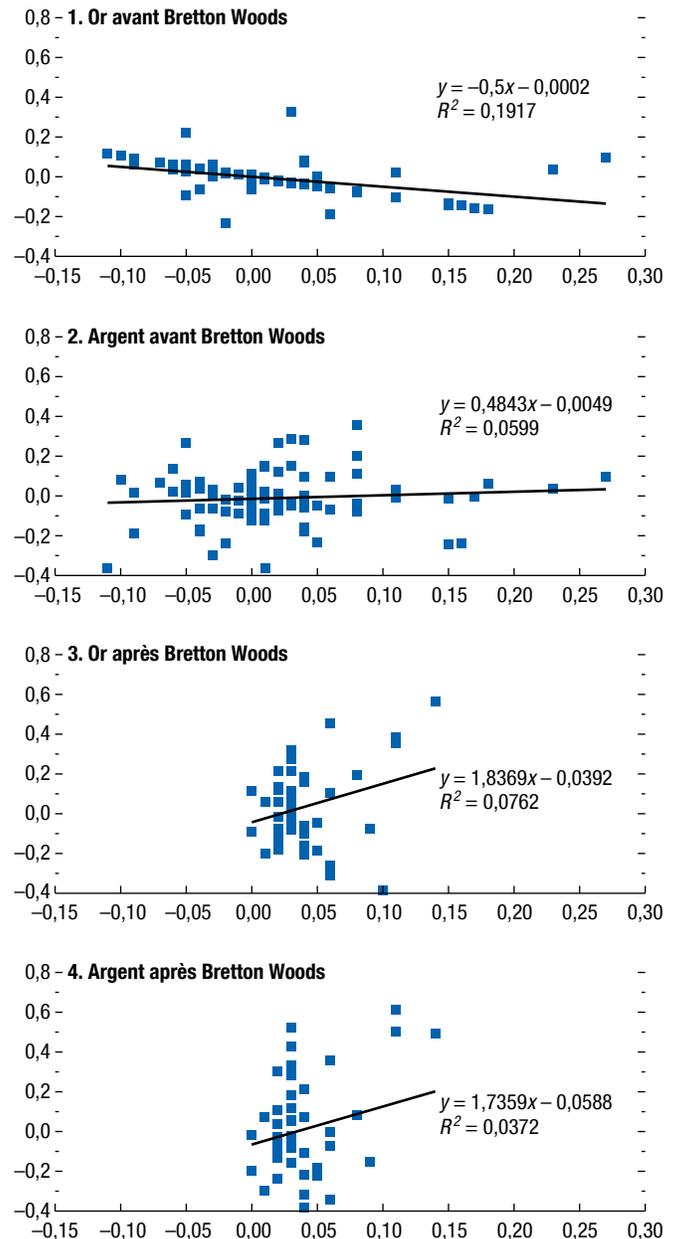
<sup>9</sup>Le moratoire des banques centrales sur les ventes d'or (septembre 1999) a provoqué une hausse de 25 % des cours en un mois. Depuis lors, trois accords (en 2004, 2009 et 2014) limitent le volume d'or que les signataires peuvent vendre au cours d'une seule année.

**Graphique 1.DS.5. Métaux précieux, cuivre et pétrole : corrélations**

Sources : FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI. Note : Pour l'or, l'argent, le cuivre et le pétrole, la période de l'échantillon est comprise entre le premier mois de 1970 et le cinquième mois de 2019 ; celle du platine commence en 1976 et celle du palladium en 1987.

celle entre le palladium et l'or la plus faible (0,33 %). À des fréquences plus espacées, les cours du palladium sont davantage liés à ceux des métaux industriels (comme le cuivre) qu'à ceux de l'or, mais la relation la plus robuste dans le cas du palladium est toujours avec le platine, son proche substitut. Les variations de la production industrielle mondiale n'ont toutefois guère d'incidence sur les cours des métaux précieux, même ceux du palladium et du platine (tableau 1.DS. 5).

La relation entre les métaux précieux et l'inflation a toujours varié en fonction du système monétaire en place. Dans les régimes métalliques historiques (monnaie rattachée à des métaux), comme celui de Bretton Woods, une hausse des cours allait de pair avec une baisse du cours réel des métaux (graphique 1.DS.6). Ce résultat s'est toutefois inversé dans les régimes de monnaie à cours forcé contemporains.

**Graphique 1.DS.6. Métaux précieux et hausse de l'indice des prix à la consommation**

Sources : Measuringworth.com ; Minneapolis Federal Reserve ; calculs des services du FMI.

Note : Une régression de la variation annuelle des cours réels de l'or (argent) sur la hausse de l'indice des prix à la consommation des États-Unis indique un coefficient négatif avant 1973, mais positif par la suite.

Bekaert et Wang (2010) se proposent de vérifier si un actif protège bien contre l'inflation en procédant purement et simplement à une régression de son rendement nominal sur l'inflation et en faisant valoir que, si la pente de la régression (bêta d'inflation) est de 1, la protection est bonne. Les moyennes des bêta d'inflation des métaux

**Tableau 1.DS.4. Bêta d'inflation : moyennes mondiales**

Horizon	Or	Argent	Platine	Palladium
1 mois	0,42	0,48	0,44	0,40
6 mois	0,77	0,81	0,77	0,66
12 mois	0,90	0,89	0,82	0,61
5 ans	1,05	1,05	0,89	0,72

Sources : FMI, *International Financial Statistics* ; FMI, système des cours des produits de base ; Newey and West (1987) ; calculs des services du FMI.

Note : Les bêta indiqués sont des moyennes pondérées pour tous les pays (pondération = l'inverse des erreurs-types de Newey–West) et, pour chaque pays, ils sont issus de régressions entre la différence logarithmique des cours nominaux des métaux précieux à 1 mois, 6 mois, 12 mois et 5 ans en monnaie locale, et l'inflation correspondant au même horizon temporel.

précieux calculées pour un vaste ensemble de pays pendant la période 1978–2019<sup>10</sup> sont inférieures à 1 à une fréquence mensuelle, mais se rapprochent de 1 à mesure que l'horizon s'allonge, surtout dans les cas de l'or et de l'argent (tableau 1.DS.4). Cependant, l'adéquation de la régression est en général faible, et les bêta varient considérablement selon les pays (voir le tableau de l'annexe 1.SF.1 en ligne), ce qui donne à penser que les métaux

<sup>10</sup>L'Executive Order n° 6102, publié en 1933, interdisait de théoriser de l'or (sous forme de pièces, de lingots ou de certificats) sur le territoire continental des États-Unis. Les restrictions afférentes à la possession privée d'or dans ce pays ont été abrogées en 1974, ce qui s'est traduit par une reprise du commerce des lingots sur les marchés au comptant et à terme en 1975.

précieux, or et argent compris, ne constituent pas une protection fiable et robuste contre l'inflation<sup>11</sup>. Ce résultat n'est toutefois pas surprenant étant donné que les cours des métaux précieux, même ceux de l'or, sont devenus nettement plus instables après l'expiration des accords de Bretton Woods. Néanmoins, le modèle semble indiquer que les cours de l'or ont atteint des sommets

<sup>11</sup>Une conclusion analogue est tirée lorsqu'est vérifiée l'existence d'une racine unitaire dans le cours réel des métaux précieux à long terme. La plupart des tests ne sont pas concluants, ce qui donne à penser que les cours des métaux n'offrent pas une vraie protection contre l'inflation. En fait, même si les rendements réels à long terme sont proches de zéro, les variations du cours réel des métaux précieux peuvent être très persistantes, surtout en monnaie locale.

**Tableau 1.DS.5. Rendements à un mois des métaux précieux : déterminants**

	(1) Or	(2) Argent	(3) Platine	(4) Palladium	(5) Cuivre
Production industrielle	0,095 (0,26)	-0,018 (-0,03)	0,487 (0,94)	1,049 (1,43)	1,993*** (3,79)
Inflation non anticipée	2,583* (2,24)	2,690 (1,32)	3,117* (2,41)	0,407 (0,22)	1,297 (1,06)
Inflation anticipée : décalage	0,406 (0,86)	-0,086 (-0,10)	-0,128 (-0,24)	-2,235** (-3,29)	-0,062 (-0,15)
Cours du pétrole	-0,001 (-0,74)	0,002 (1,14)	0,002 (1,59)	0,00292* (2,01)	0,00371*** (3,98)
Bons du Trésor des États-Unis	-17,210 (-1,87)	5,885 (0,31)	0,061 (0,01)	60,04* (2,15)	-5,640 (-0,74)
Bons du Trésor des États-Unis : décalage	12,330 (1,34)	-10,760 (-0,59)	-2,681 (-0,32)	-53,170 (-1,86)	4,101 (0,52)
Cours réel des métaux précieux : décalage	-0,0163** (-3,31)	-0,0341*** (-3,43)	-0,0286** (-3,06)	-0,012 (-1,24)	-0,013 (-1,69)
Taux de change	-1,219*** (-6,93)	-1,437*** (-4,17)	-1,456*** (-6,19)	-0,561 (-1,68)	-1,365*** (-4,99)
Instabilité de l'inflation	0,909* (2,34)	2,373** (2,8)	0,821 (1,55)	1,327 (1,62)	0,254 (0,57)
Constante	0,0293** (2,62)	-0,0792** (-3,28)	0,0654** (3,22)	0,0456* (2,02)	0,049 (1,85)
Date de début de l'échantillon	1980m1	1980m1	1980m1	1987m2	1980m1
Date de fin de l'échantillon	2018m12	2018m12	2018m12	2018m12	2018m12
R <sup>2</sup>	0,18	0,15	0,21	0,15	0,26

Sources : prévisions de Consensus Economics ; FMI, système des cours des produits de base ; Thomson Reuters Datastream ; université du Michigan, enquête auprès des consommateurs ; calculs des services du FMI.

Note : Les variables sont sur une échelle logarithmique et la production industrielle et le cours du pétrole en différence logarithmique. Décalage du cours réel des métaux précieux = cours réel de la variable dépendante en dollars. Taux de change = taux de change établi pour être orthogonal aux autres variables indépendantes en utilisant le taux de change effectif nominal. Instabilité de l'inflation = écart-type mobile de l'inflation sur une période de 36 mois. Statistiques *t* entre parenthèses.

\* $p < 0,05$ , \*\* $p < 0,01$ , \*\*\* $p < 0,001$

**Tableau 1.DS.6. Rendements des actifs liés aux variations journalières les plus fortes de l'indice S&P 500**  
(Variation en pourcentage)

	S&P 500	Or	Argent	Platine	Palladium	Dollar	Rendement à 10 ans	Métaux	Bitcoin
30 hausses les plus fortes	5,3 (4,3 ; 5,5)	0,0 (-1,1 ; 1)	-0,2 (-2,5 ; 0,9)	0,1 (-1,2 ; 1,6)	0,7 (-1,2 ; 3,7)	-0,3 (-0,8 ; 0,3)	4,9 (-2,9 ; 11,2)	0,5 (-1,7 ; 2,3)	1,2 (-1,2 ; 1,7)
50 hausses les plus fortes	4,7 (3,8 ; 4,9)	-0,4 (-1,3 ; 0,7)	-0,6 (-2,5 ; 0,6)	0,2 (-0,9 ; 1,7)	0,3 (-1,5 ; 2,2)	-0,2 (-0,6 ; 0,5)	5,3 (-2,5 ; 12,8)	0,4 (-1,4 ; 2,1)	0,9 (-0,8 ; 2,5)
100 hausses les plus fortes	3,9 (3,1 ; 4,2)	-0,3 (-0,7 ; 0,5)	-0,4 (-1,6 ; 0,7)	0,3 (-0,7 ; 1,5)	0,3 (-0,8 ; 1,4)	-0,1 (-0,6 ; 0,5)	5,6 (-0,9 ; 12,2)	0,6 (-0,4 ; 1,8)	0,0 (-3,9 ; 0,9)
30 baisses les plus fortes	-6,0 (-6,9 ; -4,8)	0,6 (-0,8 ; 1,8)	0,2 (-0,4 ; 0,7)	-0,5 (-1,5 ; 0,9)	-0,9 (-2 ; 1,3)	0,3 (-0,2 ; 0,8)	-9,2 (-17,7 ; -3)	-2,7 (-4 ; -1,8)	-0,3 (-2,5 ; 4,1)
50 baisses les plus fortes	-5,2 (-6 ; -3,9)	0,5 (-0,8 ; 1,8)	0,1 (-0,6 ; 0,6)	-0,4 (-1,6 ; 1,1)	-1,0 (-2,2 ; 0,9)	0,1 (-0,5 ; 0,8)	-9,1 (-14,2 ; -3,4)	-2,0 (-3,8 ; -0,4)	-2,6 (-4,3 ; 4,2)
100 baisses les plus fortes	-4,2 (-4,6 ; -3,1)	0,3 (-0,6 ; 1,2)	0,0 (-1 ; 1,1)	-0,4 (-1,4 ; 1,1)	-0,9 (-2,1 ; 0,8)	0,1 (-0,5 ; 0,7)	-7,5 (-11,7 ; -3,6)	-1,5 (-2,7 ; -0,1)	-1,4 (-4 ; 3,7)

Sources : Thomson Reuters Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : Les chiffres représentent le rendement des actifs (variation en pourcentage) attribuable à d'importantes fluctuations du S&P 500. Par exemple, les 30 hausses et les 30 baisses les plus fortes renvoient à la variation moyenne en pourcentage des hausses et des baisses journalières respectives de cet indice. Les données pour tous les rendements des actifs sont classées selon le S&P 500. Le rendement à 10 ans est l'écart quotidien en points de base des rendements des bons du Trésor des États-Unis à 10 ans. Pour tous les autres indicateurs, les données correspondent à des taux de croissance quotidiens. Dans le cas du bitcoin, la période retenue va du 18 août 2011 au 19 août 2019. Les métaux suivent l'indice des cours des métaux de base établi par le FMI. S'agissant de tous les autres indicateurs, le créneau temporel est compris entre le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et le 19 août 2019. Les chiffres sur le bitcoin sont ajustés en les multipliant par le ratio des variations du S&P 500 pendant les intervalles de temps susmentionnés. Les données entre parenthèses représentent l'écart interquartile.

en 1980 et en 2012, deux périodes marquées par la crainte, justifiée ou non, d'une vague généralisée de forte inflation à l'échelle du monde<sup>12</sup>. Cette observation nécessiterait de vérifier dans quelle mesure les métaux précieux peuvent protéger contre les événements en queue de distribution, comme l'effondrement des régimes de monnaie à cours forcé, ce qui serait toutefois une lourde tâche puisque cela ne s'est jamais produit.

Une solution plus viable consiste à procéder à une régression des cours des métaux précieux sur une mesure du risque d'inflation (instabilité antérieure de l'inflation ou dispersion des prévisions d'inflation, par exemple) et une série de variables de contrôle (tableau 1.DS.5). Les résultats de l'analyse confirment que les cours des métaux précieux réagissent aux craintes inflationnistes. L'analyse a utilisé des données mensuelles à compter de 1978, en

<sup>12</sup>Au début des années 80, la hausse des prix à la consommation avait atteint un pic de près de 15 % aux États-Unis. En 2012, nombre de banques centrales dans le monde avaient adopté l'assouplissement quantitatif, le bilan de la Réserve fédérale américaine avait doublé alors que la hausse des prix à la consommation aux États-Unis avait culminé à près de 4 % l'année précédente. Selon Bekaert et Wang (2010), la récente crise a amené les observateurs du marché et les économistes à se demander si l'inflation renaîtra de ses cendres dans les années à venir. Les banques centrales dans le monde ont injecté des quantités importantes de liquidités dans le système financier, et la dette publique a explosé partout. Il n'est pas difficile d'imaginer que les tensions inflationnistes puissent refaire surface et se venger une fois que l'économie aura rebondi. Dans les deux épisodes, toutefois, les craintes ont été sans doute surestimées, l'inflation ayant reculé au cours des années suivantes (dans la plupart des pays avancés).

neutralisant les effets de taux de change (traditionnellement, un facteur déterminant important), des rendements du Trésor (approximation des coûts de détention), de la stationnarité et de l'inflation anticipée ou non. Une aggravation d'un écart-type des incertitudes inflationnistes entraîne en général une hausse mensuelle du cours de l'or et de l'argent de 0,8 % et de 1,6 %, respectivement. Une diminution de ces incertitudes peut expliquer la moitié du recul du cours de l'or observé dans les années 90 et un tiers de la hausse de ce cours après 2008. Le rôle des incertitudes inflationnistes est en revanche positif, quoique peu important, pour la platine et le palladium, mais non pertinent pour le cuivre. Il est intéressant de noter qu'en raison de la facturation en dollars, l'appréciation de cette monnaie a un effet négatif important analogue sur tous les métaux testés, y compris le cuivre. Le coefficient supérieur à l'unité est plus surprenant, ce qui donne à penser que les cours des métaux sont extrêmement sensibles au dollar<sup>13</sup>.

Outre les fluctuations de cours se situant en queue de distribution dans la sphère monétaire, les métaux précieux sont considérés comme des actifs sûrs en période de fortes incertitudes économiques et politiques, représentées approximativement par les variations des cours

<sup>13</sup>Capie, Mills et Wood (2005), ainsi que Sjaastad (2008), examinent le rôle de valeur refuge joué par l'or par rapport aux variations du dollar et font ressortir une relation inverse entre les taux de change de cette monnaie et les cours de l'or. Ce résultat a également été constaté pour les cours du pétrole (Kilian et Zhou, 2019).

boursiers. Le tableau 1.DS.6 montre qu'il n'y a pas de relation avec les rendements de l'or et (dans une moindre mesure) de l'argent les jours de fortes fluctuations boursières : les 30 booms boursiers les plus importants vont de pair avec un cours moyen de l'or stable, et les 30 baisses les plus fortes avec une légère hausse de ce cours, la réaction moyenne faisant toujours l'objet d'une grande incertitude. Ce rôle de valeur refuge, que jouent l'or et, dans une moindre mesure, l'argent, mais non le platine ni, en particulier, le palladium, est partagé par le dollar et les bons du Trésor, qui sont à cet égard des instruments typiques. Ce rôle n'est pas non plus partagé par les autres métaux de base. En dernier lieu, les cryptomonnaies, qui présentent certaines ressemblances avec l'or et l'argent, ne semblent pas être des valeurs refuges pendant les débâcles boursières<sup>14, 15</sup>. En outre, à la différence de l'or et de l'argent, elles n'ont pas de valeur intrinsèque.

## Conclusions

Les métaux précieux sont macroéconomiquement pertinents (et ce d'autant plus pour certains pays à faible revenu) et ont une utilité industrielle (platine et palladium, entre autres), même si l'activité mondiale n'influe que faiblement sur leur cours. L'or et l'argent peuvent être des valeurs refuges contre l'inflation, mais il convient de ne pas surévaluer cette fonction, surtout lorsque l'inflation fluctue peu. Par contre, étant donné le rôle qu'ils ont historiquement joué dans les systèmes monétaires et la stabilité du pouvoir d'achat, ils ont parfois, semble-t-il, bénéficié de la crainte (éventuellement irrationnelle) d'un effondrement des grands régimes de monnaie à cours forcé. Cette fonction a probablement été plus manifeste pendant certaines (mais pas toutes) grandes crises économiques ou politiques, représentées approximativement par les variations des marchés boursiers, qui ont incité les investisseurs à rechercher la sécurité, l'or étant une valeur sûre, comme les bons du Trésor des États-Unis. Pour l'instant, les cryptoactifs ne semblent pas partager cette caractéristique.

<sup>14</sup>Les cours des cryptomonnaies, représentées par le bitcoin, sont calculés pour 2011–19.

<sup>15</sup>Comme dans le cas de l'or et de l'argent, l'offre de certaines cryptomonnaies est limitée. En outre, les cryptomonnaies intéressent leurs utilisateurs et les investisseurs en raison de leur nature décentralisée et de leur caractère anonyme.

### Encadré 1.DS.1. Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?

Afin de freiner le rythme du changement climatique, il est impérieux de réduire les émissions de carbone. Cependant, comment ces émissions ont-elles évolué au cours de la dernière décennie ? Et quels sont les pays qui tirent cette évolution ? Bien qu'elles n'aient pas varié entre 2014 et 2016, les émissions mondiales de carbone ont rebondi de façon inquiétante en 2017 et en 2018 (graphique 1.DS.1.1).

La Chine a été le principal moteur de la croissance des émissions depuis le début du siècle, mais ce rôle a diminué ces dernières années à mesure que les réformes économiques s'accéléraient. Par contre, l'Inde et d'autres pays émergents comblent partiellement l'écart. En 2018, les émissions ont reculé dans tous les pays du Groupe des Sept, exception États-Unis faite des États-Unis, où elles ont augmenté à cause d'une reprise de la production industrielle et de mauvaises conditions atmosphériques (voir BP, 2019).

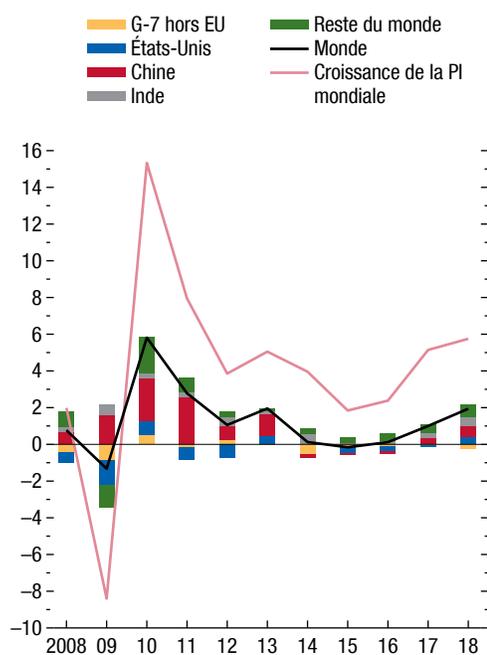
Christian Bogmans, Akito Matsumoto et Andrea Pescatori ont préparé le présent encadré.

Il est possible de décomposer les émissions totales  $E$  comme le produit de l'intensité carbone  $c$  (émissions de carbone par unité d'énergie), de l'intensité énergétique  $e$  (énergie par unité de PIB), du PIB par habitant  $y$  et de la population  $P$  (Kaya et Yokobori, 1997) :

$$E = \frac{E}{\text{Énergie}} * \frac{\text{Énergie}}{\text{PIB}} * \frac{\text{PIB}}{P} P = c * e * y * P.$$

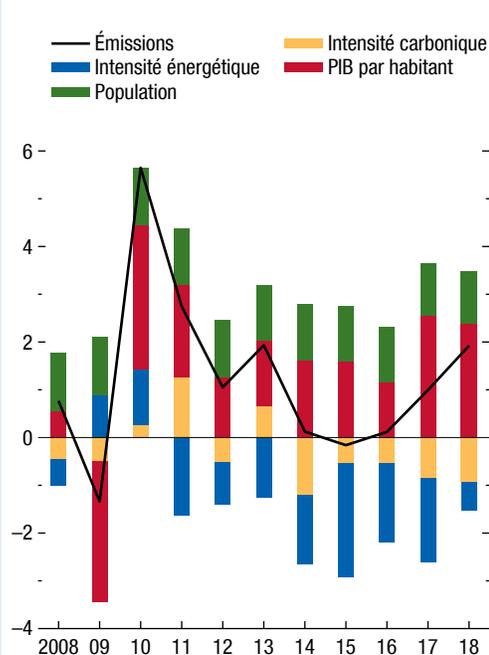
La contribution de la croissance des revenus à celle des émissions de carbone est plus importante en moyenne et plus cyclique que celle de la croissance démographique (graphique 1.DS.1.2). En diminuant, l'intensité énergétique a constamment aidé à réduire la progression des émissions, mais, en 2018, sa contribution a été plus faible, à cause probablement d'une reprise cyclique de la production industrielle mondiale. Cette année-là, la décarbonisation a été le facteur d'atténuation le plus important, les énergies éoliennes et solaires et le gaz naturel ayant lentement remplacé le charbon comme source privilégiée d'énergie dans tous les secteurs de l'électricité des principaux pays émetteurs.

**Graphique 1.DS.1.1. Émissions mondiales : contributions géographiques**  
(Variation en pourcentage)



Sources : British Petroleum ; Agence internationale de l'énergie ; calculs des services du FMI.  
Note : G-7 = Groupe des Sept ; PI = production industrielle.

**Graphique 1.DS.1.2. Émissions mondiales : contributions par source**  
(Variation en pourcentage)



Sources : British Petroleum ; Agence internationale de l'énergie ; Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; calculs des services du FMI.

**Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections	
		2019	2020		2019	2020		2019	2020		2019	2020
<b>Europe</b>	<b>2,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	...	...	...
<b>Pays avancés</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>7,1</b>	<b>6,7</b>	<b>6,6</b>
Zone euro <sup>4, 5</sup>	1,9	1,2	1,4	1,8	1,2	1,4	2,9	2,8	2,7	8,2	7,7	7,5
Allemagne	1,5	0,5	1,2	1,9	1,5	1,7	7,3	7,0	6,6	3,4	3,2	3,3
France	1,7	1,2	1,3	2,1	1,2	1,3	-0,6	-0,5	-0,5	9,1	8,6	8,4
Italie	0,9	0,0	0,5	1,2	0,7	1,0	2,5	2,9	2,9	10,6	10,3	10,3
Espagne	2,6	2,2	1,8	1,7	0,7	1,0	0,9	0,9	1,0	15,3	13,9	13,2
Pays-Bas	2,6	1,8	1,6	1,6	2,5	1,6	10,9	9,8	9,5	3,8	3,3	3,3
Belgique	1,4	1,2	1,3	2,3	1,5	1,3	-1,3	-1,1	-0,8	6,0	5,5	5,5
Autriche	2,7	1,6	1,7	2,1	1,5	1,9	2,3	1,6	1,8	4,9	5,1	5,0
Irlande	8,3	4,3	3,5	0,7	1,2	1,5	10,6	10,8	9,6	5,8	5,5	5,2
Portugal	2,4	1,9	1,6	1,2	0,9	1,2	-0,6	-0,6	-0,7	7,0	6,1	5,6
Grèce	1,9	2,0	2,2	0,8	0,6	0,9	-3,5	-3,0	-3,3	19,3	17,8	16,8
Finlande	1,7	1,2	1,5	1,2	1,2	1,3	-1,6	-0,7	-0,5	7,4	6,5	6,4
République slovaque	4,1	2,6	2,7	2,5	2,6	2,1	-2,5	-2,5	-1,7	6,6	6,0	5,9
Lituanie	3,5	3,4	2,7	2,5	2,3	2,2	1,6	1,1	1,1	6,1	6,1	6,0
Slovénie	4,1	2,9	2,9	1,7	1,8	1,9	5,7	4,2	4,1	5,1	4,5	4,5
Luxembourg	2,6	2,6	2,8	2,0	1,7	1,7	4,7	4,5	4,5	5,0	5,2	5,2
Lettonie	4,8	2,8	2,8	2,6	3,0	2,6	-1,0	-1,8	-2,1	7,4	6,5	6,7
Estonie	4,8	3,2	2,9	3,4	2,5	2,4	1,7	0,7	0,3	5,4	4,7	4,7
Chypre	3,9	3,1	2,9	0,8	0,7	1,6	-7,0	-7,8	-7,5	8,4	7,0	6,0
Malte	6,8	5,1	4,3	1,7	1,7	1,8	9,8	7,6	6,2	3,7	3,8	4,0
Royaume-Uni	1,4	1,2	1,4	2,5	1,8	1,9	-3,9	-3,5	-3,7	4,1	3,8	3,8
Suisse	2,8	0,8	1,3	0,9	0,6	0,6	10,2	9,6	9,8	2,5	2,8	2,8
Suède	2,3	0,9	1,5	2,0	1,7	1,5	1,7	2,9	2,7	6,3	6,5	6,7
République tchèque	3,0	2,5	2,6	2,2	2,6	2,3	0,3	-0,1	-0,2	2,2	2,2	2,3
Norvège	1,3	1,9	2,4	2,8	2,3	1,9	8,1	6,9	7,2	3,9	3,6	3,5
Danemark	1,5	1,7	1,9	0,7	1,3	1,5	5,7	5,5	5,2	5,0	5,0	5,0
Islande	4,8	0,8	1,6	2,7	2,8	2,5	2,8	3,1	1,6	2,7	3,3	3,6
Saint-Marin	1,1	0,8	0,7	1,5	1,3	1,5	0,4	0,4	0,2	8,0	8,1	8,1
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe<sup>6</sup></b>	<b>3,1</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>6,2</b>	<b>6,8</b>	<b>5,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,6</b>	...	...	...
Russie	2,3	1,1	1,9	2,9	4,7	3,5	6,8	5,7	3,9	4,8	4,6	4,8
Turquie	2,8	0,2	3,0	16,3	15,7	12,6	-3,5	-0,6	-0,9	11,0	13,8	13,7
Pologne	5,1	4,0	3,1	1,6	2,4	3,5	-0,6	-0,9	-1,1	3,8	3,8	3,8
Roumanie	4,1	4,0	3,5	4,6	4,2	3,3	-4,5	-5,5	-5,2	4,2	4,3	4,6
Ukraine <sup>7</sup>	3,3	3,0	3,0	10,9	8,7	5,9	-3,4	-2,8	-3,5	9,0	8,7	8,2
Hongrie	4,9	4,6	3,3	2,8	3,4	3,4	-0,5	-0,9	-0,6	3,7	3,5	3,4
Bélarus	3,0	1,5	0,3	4,9	5,4	4,8	-0,4	-0,9	-3,4	0,4	0,5	0,9
Bulgarie <sup>5</sup>	3,1	3,7	3,2	2,6	2,5	2,3	4,6	3,2	2,5	5,3	4,9	4,8
Serbie	4,3	3,5	4,0	2,0	2,2	1,9	-5,2	-5,8	-5,1	13,3	13,1	12,8
Croatie	2,6	3,0	2,7	1,5	1,0	1,2	2,5	1,7	1,0	9,9	9,0	8,0

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

<sup>5</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovaquie.

<sup>6</sup>Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la République de Moldova, la Macédoine du Nord et le Monténégro.

<sup>7</sup>Voir la note pour l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

**Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections	
		2019	2020		2019	2020		2019	2020		2019	2020
<b>Asie</b>	<b>5,5</b>	<b>5,0</b>	<b>5,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	...	...	...
<b>Pays avancés</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>
Japon	0,8	0,9	0,5	1,0	1,0	1,3	3,5	3,3	3,3	2,4	2,4	2,4
Corée	2,7	2,0	2,2	1,5	0,5	0,9	4,4	3,2	2,9	3,8	4,0	4,2
Australie	2,7	1,7	2,3	2,0	1,6	1,8	-2,1	-0,3	-1,7	5,3	5,1	5,1
Taiwan (province chinoise de)	2,6	2,0	1,9	1,5	0,8	1,1	12,2	11,4	10,8	3,7	3,8	3,8
Singapour	3,1	0,5	1,0	0,4	0,7	1,0	17,9	16,5	16,6	2,1	2,2	2,2
Hong Kong (RAS)	3,0	0,3	1,5	2,4	3,0	2,6	4,3	5,5	5,1	2,8	2,9	3,0
Nouvelle-Zélande	2,8	2,5	2,7	1,6	1,4	1,9	-3,8	-4,1	-4,3	4,3	4,3	4,5
Macao (RAS)	4,7	-1,3	-1,1	3,0	2,4	2,7	35,2	35,7	35,3	1,8	1,8	1,8
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>6,4</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	...	...	...
Chine	6,6	6,1	5,8	2,1	2,3	2,4	0,4	1,0	0,9	3,8	3,8	3,8
Inde <sup>4</sup>	6,8	6,1	7,0	3,4	3,4	4,1	-2,1	-2,0	-2,3	...	...	...
<b>ASEAN-5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	...	...	...
Indonésie	5,2	5,0	5,1	3,2	3,2	3,3	-3,0	-2,9	-2,7	5,3	5,2	5,0
Thaïlande	4,1	2,9	3,0	1,1	0,9	0,9	6,4	6,0	5,4	1,2	1,2	1,2
Malaisie	4,7	4,5	4,4	1,0	1,0	2,1	2,1	3,1	1,9	3,3	3,4	3,4
Philippines	6,2	5,7	6,2	5,2	2,5	2,3	-2,6	-2,0	-2,3	5,3	5,2	5,1
Viet Nam	7,1	6,5	6,5	3,5	3,6	3,7	2,4	2,2	1,9	2,2	2,2	2,2
<b>Autres pays émergents et pays en développement d'Asie<sup>5</sup></b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>5,0</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>-3,1</b>	<b>-2,8</b>	<b>-2,9</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Pays émergents d'Asie <sup>6</sup>	<b>6,4</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	...	...	...

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>5</sup>Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>6</sup>Les pays émergents d'Asie incluent les pays de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam), la Chine et l'Inde.

**Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections	
		2019	2020		2019	2020		2019	2020		2019	2020
<b>Amérique du Nord</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>-2,4</b>	<b>-2,4</b>	<b>-2,4</b>	...	...	...
États-Unis	2,9	2,4	2,1	2,4	1,8	2,3	-2,4	-2,5	-2,5	3,9	3,7	3,5
Canada	1,9	1,5	1,8	2,2	2,0	2,0	-2,6	-1,9	-1,7	5,8	5,8	6,0
Mexique	2,0	0,4	1,3	4,9	3,8	3,1	-1,8	-1,2	-1,6	3,3	3,4	3,4
Porto Rico <sup>4</sup>	-4,9	-1,1	-0,7	1,3	-0,1	1,0	...	...	...	9,2	9,2	9,4
<b>Amérique du Sud<sup>5</sup></b>	<b>0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>7,1</b>	<b>9,2</b>	<b>8,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,4</b>	...	...	...
Brésil	1,1	0,9	2,0	3,7	3,8	3,5	-0,8	-1,2	-1,0	12,3	11,8	10,8
Argentine	-2,5	-3,1	-1,3	34,3	54,4	51,0	-5,3	-1,2	0,3	9,2	10,6	10,1
Colombie	2,6	3,4	3,6	3,2	3,6	3,7	-4,0	-4,2	-4,0	9,7	9,7	9,5
Chili	4,0	2,5	3,0	2,3	2,2	2,8	-3,1	-3,5	-2,9	7,0	6,9	6,9
Pérou	4,0	2,6	3,6	1,3	2,2	1,9	-1,6	-1,9	-2,0	6,7	6,7	6,7
Venezuela	-18,0	-35,0	-10,0	65 374,1	200 000	500 000	6,4	7,0	1,5	35,0	47,2	50,5
Équateur	1,4	-0,5	0,5	-0,2	0,4	1,2	-1,4	0,1	0,7	3,7	4,3	4,7
Paraguay	3,7	1,0	4,0	4,0	3,5	3,7	0,5	-0,1	1,3	5,6	6,1	5,9
Bolivie	4,2	3,9	3,8	2,3	1,7	3,1	-4,9	-5,0	-4,1	3,5	4,0	4,0
Uruguay	1,6	0,4	2,3	7,6	7,6	7,2	-0,6	-1,7	-3,0	8,4	8,6	8,1
<b>Amérique centrale<sup>6</sup></b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,6</b>	...	...	...
<b>Caraïbes<sup>7</sup></b>	<b>4,7</b>	<b>3,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>2,8</b>	<b>4,4</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,2</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes <sup>8</sup>	1,0	0,2	1,8	6,2	7,2	6,7	-1,9	-1,6	-1,5	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales <sup>9</sup>	4,0	3,6	3,4	1,3	1,5	2,0	-8,4	-7,9	-7,7	...	...	...

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Le Venezuela est exclu des agrégats. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>L'État libre de Porto Rico est classé parmi les pays avancés. Il s'agit d'un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.

<sup>5</sup>Inclut aussi le Guyana et le Suriname. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>6</sup>Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.

<sup>7</sup>Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

<sup>8</sup>Inclut le Mexique et les pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>9</sup>Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

**Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections	
		2019	2020		2019	2020		2019	2020		2019	2020
<b>Moyen-Orient et d'Asie centrale</b>	<b>1,9</b>	<b>0,9</b>	<b>2,9</b>	<b>9,9</b>	<b>8,2</b>	<b>9,1</b>	<b>2,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,4</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>0,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>2,3</b>	<b>8,5</b>	<b>6,9</b>	<b>8,0</b>	<b>5,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,1</b>	...	...	...
Arabie saoudite	2,4	0,2	2,2	2,5	-1,1	2,2	9,2	4,4	1,5	6,0	...	...
Iran	-4,8	-9,5	0,0	30,5	35,7	31,0	4,1	-2,7	-3,4	14,5	16,8	17,4
Émirats arabes unis	1,7	1,6	2,5	3,1	-1,5	1,2	9,1	9,0	7,1	...	...	...
Iraq	-0,6	3,4	4,7	0,4	-0,3	1,0	6,9	-3,5	-3,7	...	...	...
Algérie	1,4	2,6	2,4	4,3	2,0	4,1	-9,6	-12,6	-11,9	11,7	12,5	13,3
Kazakhstan	4,1	3,8	3,9	6,0	5,3	5,2	0,0	-1,2	-1,5	4,9	4,9	4,9
Qatar	1,5	2,0	2,8	0,2	-0,4	2,2	8,7	6,0	4,1	...	...	...
Koweït	1,2	0,6	3,1	0,6	1,5	2,2	14,4	8,2	6,8	1,3	1,3	1,3
Oman	1,8	0,0	3,7	0,9	0,8	1,8	-5,5	-7,2	-8,0	...	...	...
Azerbaïdjan	1,0	2,7	2,1	2,3	2,8	3,0	12,9	9,7	10,0	5,0	5,0	5,0
Turkménistan	6,2	6,3	6,0	13,2	13,4	13,0	5,7	-0,6	-3,0	...	...	...
<b>Pays importateurs de pétrole<sup>5</sup></b>	<b>4,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>12,7</b>	<b>10,7</b>	<b>11,3</b>	<b>-6,6</b>	<b>-6,0</b>	<b>-5,3</b>	...	...	...
Égypte	5,3	5,5	5,9	20,9	13,9	10,0	-2,4	-3,1	-2,8	10,9	8,6	7,9
Pakistan	5,5	3,3	2,4	3,9	7,3	13,0	-6,3	-4,6	-2,6	6,1	6,1	6,2
Maroc	3,0	2,7	3,7	1,9	0,6	1,1	-5,4	-4,5	-3,8	9,8	9,2	8,9
Ouzbékistan	5,1	5,5	6,0	17,5	14,7	14,1	-7,1	-6,5	-5,6	...	...	...
Soudan	-2,2	-2,6	-1,5	63,3	50,4	62,1	-13,6	-7,4	-12,5	19,5	22,1	21,0
Tunisie	2,5	1,5	2,4	7,3	6,6	5,4	-11,1	-10,4	-9,4	15,4	...	...
Jordanie	1,9	2,2	2,4	4,5	2,0	2,5	-7,0	-7,0	-6,2	18,3	...	...
Liban	0,2	0,2	0,9	6,1	3,1	2,6	-25,6	-26,4	-26,3	...	...	...
Afghanistan	2,7	3,0	3,5	0,6	2,6	4,5	9,1	2,0	0,2	...	...	...
Géorgie	4,7	4,6	4,8	2,6	4,2	3,8	-7,7	-5,9	-5,8	12,7	...	...
Tadjikistan	7,3	5,0	4,5	3,8	7,4	7,1	-5,0	-5,8	-5,8	...	...	...
Arménie	5,2	6,0	4,8	2,5	1,7	2,5	-9,4	-7,4	-7,4	18,2	17,7	17,5
République kirghize	3,5	3,8	3,4	1,5	1,3	5,0	-8,7	-10,0	-8,3	6,6	6,6	6,6
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	4,2	4,4	4,4	8,3	7,6	7,6	0,3	-1,3	-1,7	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord,												
Afghanistan et Pakistan	1,6	0,5	2,7	10,1	8,3	9,3	2,9	-0,3	-1,4	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,1	0,1	2,7	11,0	8,4	8,9	3,8	0,1	-1,3	...	...	...
Israël <sup>6</sup>	3,4	3,1	3,1	0,8	1,0	1,3	2,7	2,4	2,5	4,0	4,0	4,0
Maghreb <sup>7</sup>	3,0	1,4	2,7	4,3	2,3	3,7	-7,3	-8,6	-9,1	...	...	...
Mashreq <sup>8</sup>	4,8	5,0	5,4	18,8	12,5	9,1	-6,7	-6,9	-6,2	...	...	...

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi le Bahreïn, la Libye et le Yémen.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi Djibouti, la Mauritanie et la Somalie. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

<sup>6</sup>Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

<sup>7</sup>Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

<sup>8</sup>Égypte, Jordanie et Liban. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

**Tableau de l'annexe 1.1.5. Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections		2018	Projections	
		2019	2020		2019	2020		2019	2020		2019	2020
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>8,5</b>	<b>8,4</b>	<b>8,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,8</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>1,3</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>13,0</b>	<b>11,4</b>	<b>11,4</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	...	...	...
Nigéria	1,9	2,3	2,5	12,1	11,3	11,7	1,3	-0,2	-0,1	22,6	...	...
Angola	-1,2	-0,3	1,2	19,6	17,2	15,0	6,1	0,9	-0,7	...	...	...
Gabon	0,8	2,9	3,4	4,8	3,0	3,0	-2,4	0,1	0,9	...	...	...
République du Congo	1,6	4,0	2,8	1,2	1,5	1,8	6,7	6,8	5,3	...	...	...
Tchad	2,4	2,3	5,4	4,0	3,0	3,0	-3,4	-6,4	-6,1	...	...	...
<b>Pays à revenu intermédiaire<sup>5</sup></b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>5,2</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,9</b>	...	...	...
Afrique du Sud	0,8	0,7	1,1	4,6	4,4	5,2	-3,5	-3,1	-3,6	27,1	27,9	28,4
Ghana	6,3	7,5	5,6	9,8	9,3	9,2	-3,1	-3,6	-3,8	...	...	...
Côte d'Ivoire	7,4	7,5	7,3	0,4	1,0	2,0	-4,7	-3,8	-3,8	...	...	...
Cameroun	4,1	4,0	4,2	1,1	2,1	2,2	-3,7	-3,7	-3,5	...	...	...
Zambie	3,7	2,0	1,7	7,0	9,9	10,0	-2,6	-3,6	-3,4	...	...	...
Sénégal	6,7	6,0	6,8	0,5	1,0	1,5	-8,8	-8,5	-11,1	...	...	...
<b>Pays à faible revenu<sup>6</sup></b>	<b>6,2</b>	<b>5,3</b>	<b>5,9</b>	<b>7,6</b>	<b>9,2</b>	<b>7,4</b>	<b>-7,0</b>	<b>-7,9</b>	<b>-8,0</b>	...	...	...
Éthiopie	7,7	7,4	7,2	13,8	14,6	12,7	-6,5	-6,0	-5,3	...	...	...
Kenya	6,3	5,6	6,0	4,7	5,6	5,3	-5,0	-4,7	-4,6	...	...	...
Tanzanie	7,0	5,2	5,7	3,5	3,6	4,2	-3,7	-4,1	-3,6	...	...	...
Ouganda	6,1	6,2	6,2	2,6	3,2	3,8	-8,9	-11,5	-10,5	...	...	...
République démocratique du Congo	5,8	4,3	3,9	29,3	5,5	5,0	-4,6	-3,4	-4,2	...	...	...
Mali	4,7	5,0	5,0	1,7	0,2	1,3	-3,8	-5,5	-5,5	...	...	...
Madagascar	5,2	5,2	5,3	7,3	6,7	6,3	0,8	-1,6	-2,7	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Afrique subsaharienne hors Soudan du Sud	3,2	3,2	3,6	8,2	8,3	8,0	-2,7	-3,6	-3,8	...	...	...

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans le tableau A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi la Guinée équatoriale et le Soudan du Sud.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie et Seychelles.

<sup>6</sup>Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

**Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif**  
(Variations annuelles en pourcentage, en parité de pouvoir d'achat)

	Moyenne									Projections		
	2001-10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Monde</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>1,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,2</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>
États-Unis	0,8	0,8	1,5	1,1	1,8	2,2	0,9	1,7	2,3	1,8	1,5	1,1
Zone euro <sup>1</sup>	0,8	1,3	-1,2	-0,5	1,2	1,8	1,6	2,4	1,8	1,0	1,3	1,2
Allemagne	1,0	3,9	0,2	0,2	1,8	0,9	1,4	2,1	1,2	0,5	1,2	1,3
France	0,6	1,7	-0,2	0,1	0,4	0,7	0,8	2,0	1,6	1,1	1,0	1,1
Italie	-0,2	0,2	-3,2	-2,3	-0,3	0,9	1,3	1,8	1,0	0,2	0,7	0,9
Espagne	0,8	-1,4	-3,0	-1,3	1,7	3,8	3,2	3,0	2,5	1,7	1,4	1,2
Japon	0,6	-0,3	1,7	2,2	0,5	1,3	0,6	2,1	1,0	1,1	0,8	1,0
Royaume-Uni	1,0	0,8	0,8	1,4	2,2	1,5	1,0	1,2	0,8	0,6	0,9	1,1
Canada	0,8	2,1	0,7	1,3	1,8	-0,1	0,1	1,7	0,5	0,3	0,8	0,8
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,7	2,5	1,3	1,7	2,1	1,4	1,6	2,2	1,9	0,9	1,2	1,7
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>3,3</b>	<b>3,5</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,2	6,7	5,9	5,9	5,8	5,7	5,7	5,6	5,5	5,0	5,1	5,1
Chine	9,9	9,0	7,4	7,3	6,7	6,4	6,1	6,2	6,2	5,8	5,5	5,3
Inde <sup>3</sup>	5,9	5,2	4,1	5,0	6,0	6,6	6,8	5,8	5,4	4,7	5,6	5,9
ASEAN-5 <sup>4</sup>	3,7	3,1	4,7	3,7	3,3	3,6	3,8	4,2	4,1	3,7	3,8	4,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,4	5,6	2,7	2,7	1,6	0,4	1,6	3,7	2,9	1,6	2,4	2,4
Russie	5,1	5,0	3,5	1,5	-1,1	-2,4	0,1	1,6	2,3	1,1	1,9	2,0
Amérique latine et Caraïbes	1,9	3,4	1,7	1,7	0,2	-0,9	-1,8	0,2	0,1	-0,9	1,1	1,9
Brésil	2,5	3,1	1,0	2,1	-0,3	-4,4	-4,1	0,3	0,3	0,2	1,4	1,7
Mexique	0,2	2,4	2,4	0,2	1,7	2,2	1,8	1,1	1,0	-0,6	0,4	1,6
Moyen-Orient et Asie centrale	2,2	3,7	0,9	0,4	0,5	0,4	2,8	-0,2	-0,1	-1,2	1,0	1,4
Arabie saoudite	0,3	6,8	2,5	-0,1	2,5	1,7	-0,6	-3,3	0,0	-1,8	0,2	0,5
Afrique subsaharienne	2,9	2,5	1,5	2,4	2,4	0,4	-1,3	0,3	0,6	0,6	0,9	1,5
Nigéria	6,1	2,1	1,5	2,6	3,5	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,3	-0,1	0,1
Afrique du Sud	2,1	1,7	0,7	0,9	0,3	-0,3	-1,1	-0,1	-0,7	-0,9	-0,4	0,2
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	1,2	1,6	-0,6	0,0	1,6	2,1	1,8	2,5	2,0	1,3	1,5	1,4
Pays en développement à faible revenu	3,8	3,6	1,7	3,6	3,7	1,9	1,2	2,4	2,8	2,7	2,9	3,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,9	6,1	0,3	-0,3	-0,2	0,0	3,1	-1,1	-1,1	-2,1	0,8	0,8

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les données correspondent à la somme des pays de la zone euro.

<sup>2</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

<sup>3</sup>Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

## Bibliographie

- Abbritti, Mirko, and Stephan Fahr. 2013. "Downward Wage Rigidity and Business Cycle Asymmetries." *Journal of Monetary Economics* 60: 871–86.
- Adrian, Tobias, and Maurice Obstfeld. 2017. "Why International Financial Cooperation Remains Essential." IMF Blog, March 23.
- Aiyar, Shekhar, and Simon Voigts. 2019. "The Negative Mean Output Gap." IMF Working Paper 19/183, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Baker, Scott R., Nicholas Bloom, and Steven J. Davis. 2016. "Measuring Economic Policy Uncertainty." *Quarterly Journal of Economics* 131 (4): 1593–636.
- Banque Centrale du Luxembourg (BCL). 2019. Bulletin 2019 (2).
- Bekaert, Geert, and Xiaozheng Wang. 2010. "Inflation Risk and the Inflation Risk Premium." *Economic Policy* 25 (64): 755–806.
- Bems, Rudolf, Robert C. Johnson, and Key-Mu Yi. 2011. "Vertical Linkages and the Collapse of Global Trade." *American Economic Review, Papers and Proceedings* 101 (3): 308–12.
- British Petroleum (BP). 2019. "Statistical Review of World Energy." <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2019-full-report.pdf>.
- Broadberry, Stephen, and Bishnupriya Gupta. 2006. "The Early Modern Great Divergence: Wages, Prices, and Economic Development in Europe and Asia, 1500–1800." *The Economic History Review* 59 (1): 2–31.
- Caldara, Dario, and Matteo Iacoviello. 2018. "Measuring Geopolitical Risk." International Finance Discussion Papers 1222, Board of Governors of the Federal Reserve System.
- Caliendo, Lorenzo, Robert C. Feenstra, John Romalis, and Alan Taylor. 2017. "Tariff Reductions, Entry, and Welfare: Theory and Evidence for the Last Two Decades." NBER Working Paper 21768, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Capie, Forrest, Terence Mills, and Geoffrey Wood. 2005. "Gold as a Hedge against the Dollar." *Journal of International Financial Markets* 15 (4): 343–52.
- Damgaard, Jannick, and Thomas Elkjaer. 2017. "The Global FDI Network: Searching for Ultimate Investors." IMF Working Paper 17/258, International Monetary Fund, Washington, DC.
- De Nederlandsche Bank (DNB). 2019. "Statistical News Release: Current Account Surplus Contracts in First Quarter." <https://www.dnb.nl/en/news/news-and-archive/Statistischnieuws2019/dnb384751.jsp>.
- Dupraz, Stéphane, Emi Nakamura, and Jón Steinsson. 2019. "A Plucking Model of Business Cycle." mimeo.
- Erb, Claude, and Campbell Harvey. 2013. "The Golden Dilemma." NBER Working Paper 18706, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- European Central Bank (ECB). 2019. "What the Maturing Tech Cycle Signals for the Global Economy." ECB Economic Bulletin 3/2019. [https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/focus/2019/html/ecb.ebbox201903\\_01-4e6e0fce6.en.html](https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/focus/2019/html/ecb.ebbox201903_01-4e6e0fce6.en.html).
- Friedman, Milton. 1964. "Monetary Studies of the National Bureau." In *The National Bureau Enters Its 45th Year*, 44th Annual Report: 7–25. <http://www.nber.org/nberhistory/annualreports.html>.
- . 1990. "Bimetallism Revisited." *Journal of Economic Perspectives* 4 (4): 85–104.
- . 1993. "The Plucking Model of Business Fluctuations Revisited." *Economic Inquiry* 31: 171–77.
- Green, Timothy. 2007. *The Ages of Gold: Mines, Markets, Merchants, and Goldsmiths from Egypt to Troy, Rome to Byzantium, and Venice to the Space Age*. GFMS Limited.
- Gruss, Bertrand. 2014. "After the Boom—Commodity Prices and Economic Growth in Latin America and the Caribbean." IMF Working Paper 14/154, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2018. "Final Report of the Task Force on Special Purpose Entities." IMF Committee on Balance of Payments Statistics (BOCPOM), BOPCOM-18/03 (<https://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2018/pdf/18-03.pdf>).
- . 2019. "Fiscal Policies for Paris Climate Strategies—From Principle to Practice." Policy Paper 19/010.
- Kaya, Yoichi, and Keiichi Yokobori, eds. 1997. *Environment, Energy, and Economy: Strategies for Sustainability*. Tokyo: United Nations University Press.
- Kilian, Lutz, and Xiaoqing Zhou. 2019. "Oil Prices, Exchange Rates and Interest Rates." Manuscript, University of Michigan: Michigan. [https://drive.google.com/file/d/1SAz\\_WsNhsHJ5OCxi12HcFyhDYfUjzyw6/view](https://drive.google.com/file/d/1SAz_WsNhsHJ5OCxi12HcFyhDYfUjzyw6/view).
- Lane, Philip, and Gian Maria Milesi Ferretti. 2018. "The External Wealth of Nations Revisited: International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis." *IMF Economic Review* 66 (1): 189–222.
- Lopez-Cordova, Ernesto, and Christopher Meissner. 2003. "The Globalization of Trade and Democracy, 1870–2000." NBER Working Paper 11117, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Malanima, Paolo. 2009. *Pre-Modern European Economy: One Thousand Years (10th–19th Centuries)*. Boston: Brill.
- Mian, Atif, and Amir Sufi. 2012. "The Effects of Fiscal Stimulus: Evidence from the 2009 Cash for Clunkers Program." *Quarterly Journal of Economics* 127 (3): 1107–142.
- Mundell, Robert A. 2002. "The Birth of Coinage." Columbia University Department of Economics Discussion Paper Series 0102–08, New York, NY.
- Newey, Whitney, and Kenneth West. 1987. "A Simple, Positive Semi-Definite, Heteroskedasticity, and Autocorrelation Consistent Covariance Matrix." *Econometrica* 55 (3): 703–08.
- Nieuwenhuis, Paul, and Peter Wells, eds. 2015. *The Global Automotive Industry*. John Wiley and Sons.

- Officer, Lawrence. 2008. "Gold Standard." In *The New Palgrave Dictionary of Economics*, 2501–507.
- Schultz, M., K. Dziczek, Y. Chen, and B. Swiechi. 2019. *US Consumer & Economic Impacts of US Automotive Trade Policies*. Center for Automotive Research, Ann Arbor, Michigan.
- Setser, Brad. 2019. "\$500 Billion in Dividends Out of the Double Irish with a Dutch Twist (with a Bit of Help from Bermuda)." Blog, Council of Foreign Relations, August 12.
- Sjaastad, Larry H. 2008. "The Price of Gold and the Exchange Rates: Once Again." *Resources Policy* 33: 118–24.
- Smolyansky, Michael, Gustavo Suarez, and Alexandra Tabova. 2019. "US Corporations' Repatriation of Offshore Profits: Evidence from 2018." FEDS Notes, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC, August 6. <https://doi.org/10.17016/2380-7172.2396>.
- Swiss National Bank (SNB). 2019. "Swiss Balance of Payments and International Investment Position: Q4 2018 and Review of the Year 2018." [https://www.snb.ch/en/mmr/reference/pre\\_20190325/source/pre\\_20190325.en.pdf](https://www.snb.ch/en/mmr/reference/pre_20190325/source/pre_20190325.en.pdf).
- Timmer, Marcel P., Erik Dietzenbacher, Bart Los, Robert Stehrer and Gaaitzen J. de Vries. 2015. "An Illustrated User Guide to the World Input-Output Database: The Case of Global Automotive Production." *Review of International Economics* 23 (3): 575–605.
- Vilar, Pierre. 1976. *A History of Gold and Money: 1450–1920*. Translated by Judith White. London: New Left Books.



*Les disparités régionales infranationales — internes à un pays — observées en matière de production réelle, d'emploi et de productivité dans les pays avancés suscitent un intérêt accru depuis quelques années dans un contexte de tensions sociales et politiques croissantes. Les disparités régionales dans le pays avancé moyen se sont creusées depuis la fin des années 80, sous l'effet conjugué des gains tirés de la concentration économique enregistrés dans certaines régions et d'une stagnation relative des autres. En moyenne, les régions à la traîne présentent de moins bons résultats en matière de santé, une productivité du travail plus faible et une proportion plus forte d'emplois dans l'agriculture et dans l'industrie que les autres régions du même pays. En outre, l'ajustement y est plus lent, les chocs négatifs ayant des effets plus durables sur la performance économique. Bien que de nombreuses études leur soient consacrées, les chocs commerciaux — en particulier l'intensification de la concurrence des importations sur les marchés extérieurs — ne semblent pas expliquer les écarts de performance du marché du travail entre les régions à la traîne et les autres, en moyenne. En revanche, les chocs technologiques, représentés par une baisse du coût relatif des machines et des équipements, entraînent une hausse du chômage dans les régions les plus vulnérables à l'automatisation, les régions à la traîne étant particulièrement touchées. Les politiques nationales qui réduisent les distorsions et encouragent l'ouverture et la flexibilité des marchés tout en fournissant un robuste filet de sécurité sociale peuvent faciliter les ajustements régionaux aux chocs négatifs et atténuer ainsi la hausse du chômage. Des politiques localisées ciblant les régions à la traîne peuvent être également utiles, mais elles doivent être soigneusement conçues pour ne pas entraver l'ajustement mais bien le faciliter.*

## Introduction

Les disparités d'activité économique entre les régions infranationales du pays avancé moyen se sont creusées progressivement depuis la fin des années 80, effaçant en partie le net recul enregistré au cours des trente années

Les auteurs de ce chapitre sont John Bluedorn (auteur principal), Zsóka Kóczán (auteur principal), Weicheng Lian, Natalija Novta et Yannick Timmer. Ils ont bénéficié du soutien de Christopher Johns, Evgenia Pugacheva, Adrian Robles Villamil et Yuan Zeng, et d'échanges avec Philip Engler, Antonio Spilimbergo et Jiaxiong Yao, ainsi que des commentaires des participants à un séminaire interne.

précédentes, dans un mouvement parallèle à l'évolution des inégalités de revenu global enregistrée dans de nombreux pays avancés (graphique 2.1, page 1)<sup>1, 2</sup>. Le PIB réel par habitant de la région du pays avancé se situant au 90<sup>e</sup> centile est aujourd'hui, en moyenne, supérieur de 70 % à celui de la région du 10<sup>e</sup> centile. Une telle disparité signifie que les écarts d'activité économique d'une région à l'autre d'un même pays sont supérieurs dans un certain nombre de pays avancés aux écarts moyens constatés entre pays comparables (graphique 2.2). Dans les pays émergents, en revanche, les disparités régionales infranationales (ci-après les disparités régionales) moyennes tendent à diminuer depuis 2010, après avoir augmenté à partir du début de la première décennie 2000 (graphique 2.1, page 3), bien qu'elles restent en moyenne environ deux fois plus élevées que dans les pays avancés. Parallèlement, le rythme moyen de convergence régionale a ralenti à moins de 0,5 % par an dans les pays avancés, alors qu'il s'est accéléré et dépasse 1 % dans les pays émergents (graphique 2.1, pages 2 et 4).

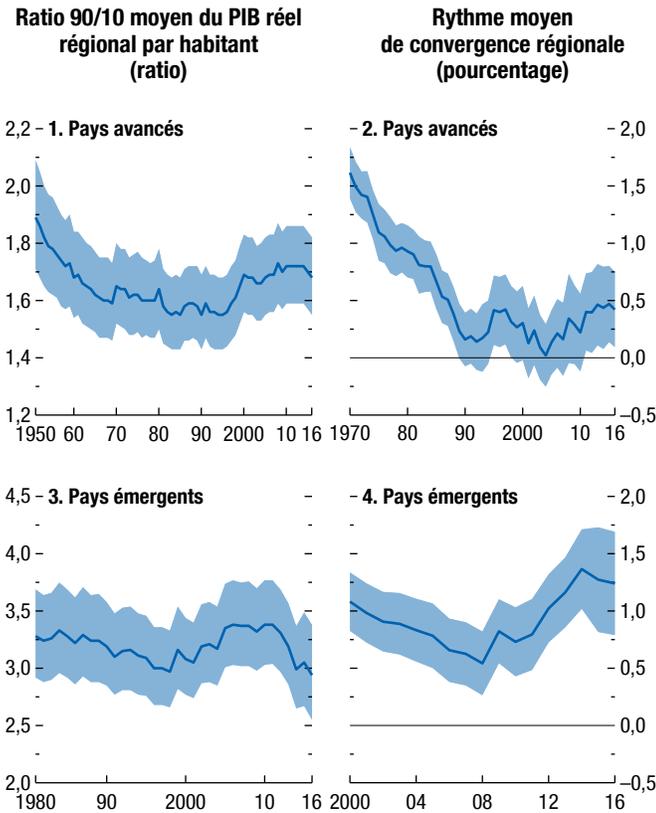
Le ralentissement de la convergence régionale et le creusement des divergences dans certains pays avancés, ainsi que l'évolution des marchés du travail et de la productivité à l'échelle régionale, suscitent beaucoup d'intérêt depuis quelques années, notamment en raison de données montrant que des performances régionales médiocres nourrissent le mécontentement et la polarisation politique, érodent la confiance sociale et menacent la

<sup>1</sup>Pour des données sur les tendances des inégalités de revenu global dans les pays avancés, voir, entre autres, Dabla-Norris *et al.* (2015), l'édition d'octobre 2017 du Moniteur des finances publiques (*Fiscal Monitor*) et Nolan, Richiardi et Valenzuela (2019). Immervoll et Richardson (2011) estiment qu'une partie de cette hausse s'explique par la baisse de la redistribution budgétaire.

<sup>2</sup>Sauf indication contraire, les régions infranationales sont les régions TL2 définies par l'OCDE (2018). Ce sont généralement les unités administratives de premier niveau d'un pays et elles correspondent approximativement aux États américains ou aux Länder allemands. L'étendue géographique des régions TL2 n'est donc pas homogène, aussi bien entre pays qu'à l'intérieur d'un pays. D'autres agrégats géographiques (tels que des agrégats métropolitains ou par zone à résolution plus fine ou d'autres classifications administratives) pourraient amener à des constats différents. Le PIB réel par habitant régional infranational est corrigé des parités de pouvoir d'achat (PPA) pour la comparabilité entre pays, mais il n'est pas corrigé des écarts de prix entre les régions d'un même pays. L'encadré 2.1 examine certains problèmes liés à la mesure du PIB réel par habitant régional et son lien avec la qualité de vie.

### Graphique 2.1. Évolution des disparités et de la convergence entre régions infranationales

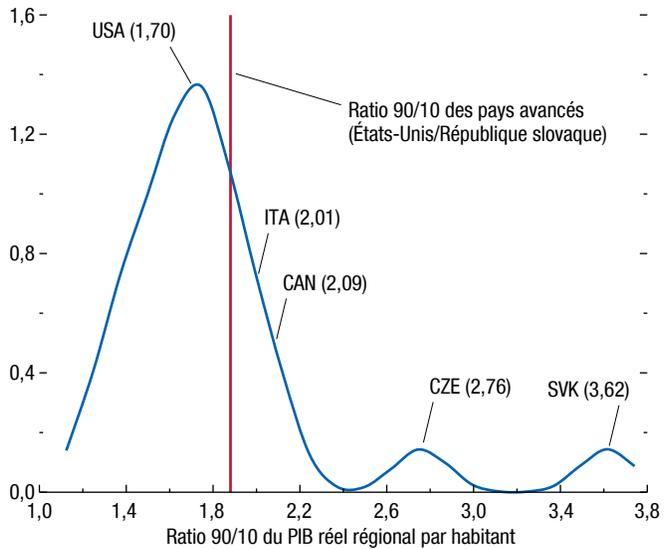
Les disparités entre les régions du pays avancé moyen se sont accentuées au cours des 30 dernières années, tandis que la convergence entre régions a ralenti. Dans les pays émergents, les disparités régionales sont généralement plus fortes, mais elles se réduisent, tandis que la convergence s'est en moyenne accélérée.



Sources : Gennaioli *et al.* (2014) ; base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
 Note : Le ratio 90/10 régional d'un pays est défini comme le PIB réel par habitant de la région du 90<sup>e</sup> centile de la distribution du PIB réel régional par habitant du pays sur celui de la région du 10<sup>e</sup> centile. Les traits pleins aux pages 1 et 3 montrent les effets fixes années d'une régression des ratios 90/10 régionaux de l'échantillon indiqué sur les effets fixes années et les effets fixes pays pour tenir compte des entrées et des sorties intervenues au cours de la période et des écarts de niveau entre les ratios 90/10 régionaux. Les zones en bleu indiquent l'intervalle de confiance à 90 % qui y est associé. Les pages 2 et 4 montrent le coefficient sur le log du PIB réel par habitant initial tiré d'une régression transversale de la croissance moyenne du PIB réel par habitant en parités de pouvoir d'achat sur le log du PIB réel par habitant initial, estimé sur des intervalles mobiles de 20 ans (représentés la dernière année de l'intervalle). La régression comprend des effets fixes pays ; elle indique donc une convergence régionale moyenne à l'intérieur des pays. Le coefficient, exprimé en termes annualisés, indique le rythme annuel moyen de convergence. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail des échantillons de pays.

### Graphique 2.2. Distribution des disparités régionales infranationales dans les pays avancés (Densité, 2013)

Dans de nombreux pays avancés, les disparités régionales internes sont plus fortes qu'entre les pays avancés.



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
 Note : Le graphique représente la densité de noyau du ratio 90/10 régional dans les pays avancés (le ratio du PIB réel par habitant, ajusté des PPA, de la région infranationale au 90<sup>e</sup> centile sur celui de la région infranationale au 10<sup>e</sup> centile, calculé pour chaque pays). Le trait vertical indique le ratio 90/10 national dans le même groupe de pays avancés (c'est-à-dire le ratio du PIB réel par habitant, ajusté des PPA, du pays au 90<sup>e</sup> centile sur le pays au 10<sup>e</sup> centile). La position d'une sélection de pays dans la distribution est indiquée par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la valeur de leur ratio 90/10 régional correspondante entre parenthèses. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays. PPA = parités de pouvoir d'achat.

cohésion nationale<sup>3</sup>. Plus généralement, l'un des thèmes récurrents des travaux de recherche économique les plus récents est le rôle essentiel des conditions locales dans les chances de chacun et la mobilité sociale — autrement dit, le caractère potentiellement fondamental du lieu<sup>4</sup>.

<sup>3</sup>Voir Algan et Cahuc (2014) et Guriev (2018) sur la confiance sociale, les performances régionales et la montée de la polarisation politique. Examinant l'Europe, Winkler (2019) présente des données montrant que les inégalités de revenu engendrent une polarisation politique plus forte dans les régions. Rajan (2019) affirme que le manque d'attention aux régions périphériques nourrit le désespoir et des réactions hostiles, qui déstabilisent les sociétés.

<sup>4</sup>Voir, par exemple, Chetty et Hendren (2018a, 2018b), qui étudient les effets profonds et durables du lieu de naissance sur les opportunités économiques au cours de la vie, même en tenant compte des origines familiales et d'autres influences. Durlauf et Seshadri (2018) soutiennent que les inégalités économiques entraînent une moindre mobilité sociale, et non l'inverse. Puisant dans d'autres données des États-Unis, Chetty, Hendren et Katz (2016) avancent que la mobilité géographique est un moyen essentiel de mobilité sociale (meilleurs revenus et opportunités au cours de la vie). Voir aussi Conolly, Corak et Haecck (2019) pour des analyses et des données similaires concernant le Canada.

En dehors de leurs ramifications politiques et sociales, les disparités d'activité économique entre régions sont-elles une préoccupation macroéconomique ? Certes, un creusement des inégalités entre les régions d'un pays peut être une caractéristique normale de la croissance. La spécialisation et l'agglomération — le phénomène par lequel la densité spatiale croissante de l'activité économique accroît l'efficacité du commerce et des échanges — peuvent stimuler la productivité et conduire à une plus forte concentration de l'activité économique dans certaines régions d'un pays, qui se détachent alors des autres<sup>5</sup>. Néanmoins, la croissance dans les régions motrices peut se propager à terme aux régions périphériques et générer un effet de rattrapage<sup>6</sup>.

Cela étant, la persistance de disparités régionales fortes ou leur accentuation peut aussi indiquer que certaines régions ne s'ajustent pas à l'évolution des circonstances économiques et prennent du retard. L'absence d'ajustement aux chocs négatifs — qui contribue à un chômage régional élevé et à des déficits de productivité persistants — pourrait être le reflet d'obstacles à la circulation de la main-d'œuvre et des capitaux vers les régions et les entreprises offrant de meilleurs rendements. De fait, les taux de chômage à long terme sont généralement plus élevés dans les régions les moins performantes des pays avancés, ce qui suggère que des inefficiences persistantes sont peut-être à l'œuvre (graphique 2.3).

Conformément à l'idée que les disparités régionales peuvent nourrir le mécontentement politique et social, les régions à la traîne des pays avancés — c'est-à-dire celles qui n'ont pas convergé vers les régions les plus riches du même pays au cours des 20 dernières années — tendent à obtenir de moins bons résultats sur les mesures clés du bien-être, notamment la santé, le capital humain et les résultats du marché du travail (graphique 2.4)<sup>7</sup>. Le

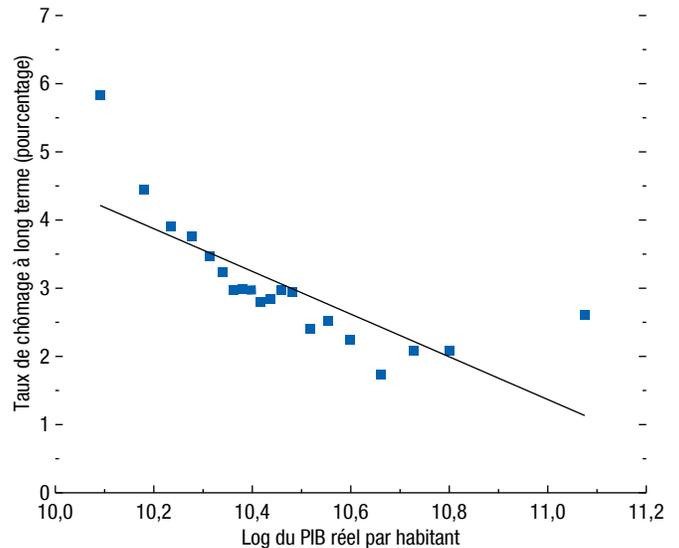
<sup>5</sup>Le moteur sous-jacent de cette dynamique peut être simplement la situation géographique (accès moins coûteux aux partenaires commerciaux et aux intrants), le boom des ressources naturelles ou les effets persistants de facteurs historiques. Voir Krugman (1991), Davis et Weinstein (2002), Duranton et Puga (2004), Moretti (2011) et Nunn (2014) pour une analyse complémentaire de ces mécanismes et facteurs.

<sup>6</sup>Voir Coe, Kelly et Yeung (2007) et Banque mondiale (2009) pour des données sur ces effets de contagion.

<sup>7</sup>Plus précisément, les régions à la traîne sont définies comme celles dont le PIB réel par habitant en 2000 était inférieur à la médiane régionale du pays et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000–16. Des tendances similaires pour le capital humain et les résultats du marché du travail se vérifient aussi lorsque les régions à la traîne sont définies par des critères prédéterminés, comme un PIB réel par habitant initial inférieur à la médiane et une proportion initiale d'emplois dans le secteur des services inférieure à la médiane. Nunn, Parsons et Shambaugh (2018) constatent que les comtés américains qui avaient initialement un faible capital

### Graphique 2.3. Chômage et activité économique régionaux infranationaux dans les pays avancés, 1999–2016

Les taux de chômage à long terme régionaux tendent à être plus élevés lorsque l'activité économique par personne est plus faible, ce qui suggère l'existence d'inefficiences plus marquées dans les régions à la traîne.



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre la pente de régression de la relation entre le taux de chômage à long terme régional et le log du PIB réel régional par habitant après neutralisation des effets fixes pays et années. Les points représentent les données sous-jacentes groupées par classe issues de la régression, sur la base de la méthode de Chetty, Friedman et Rockoff (2014). Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays.

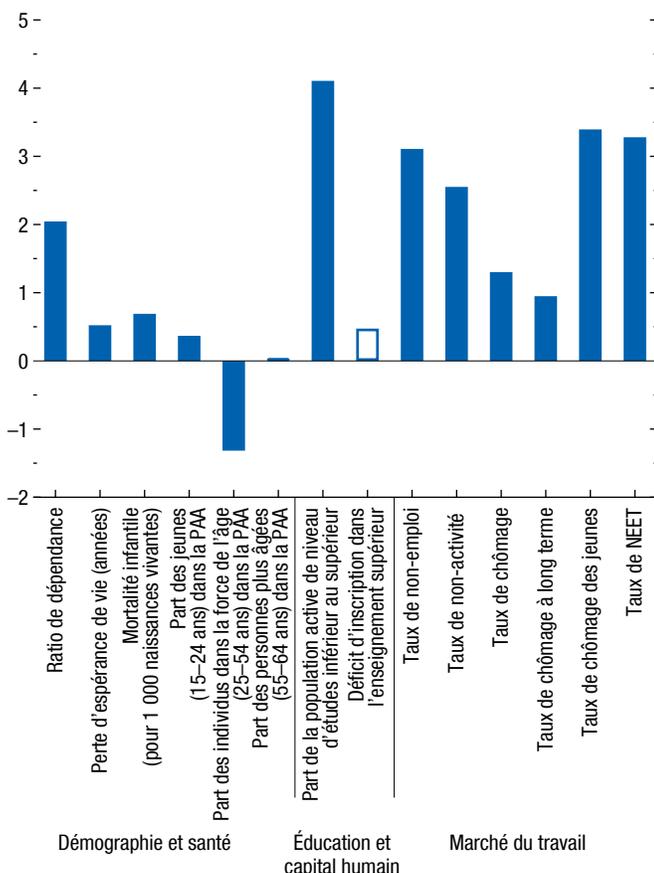
profil d'âge des populations des régions à la traîne peut en partie expliquer leur taux d'emploi globalement plus faible : ces régions se caractérisent par un pourcentage de population dans la force de l'âge (25 à 54 ans) nettement plus faible et par une population nettement plus jeune (moins de 25 ans) que d'autres régions. Mais ces caractéristiques démographiques ne sont pas les seules ; elles s'accompagnent aussi d'un taux de chômage global et d'un taux d'inactivité des jeunes (pourcentage de jeunes qui n'ont pas d'emploi et ne sont ni étudiants ni en formation) plus élevés. Étant donné l'importance de la

humain, une production moins diversifiée et qui étaient plus dépendants de l'industrie manufacturière avaient de moins bons résultats sur le plan de la santé, du revenu et du marché du travail. Il est important de noter que les constatations concernant les régions à la traîne sont, dans l'ensemble, valables, mais qu'il est possible qu'une région donnée se comporte différemment. De plus, en raison de l'insuffisance des données, comme nous l'avons indiqué, la classification repose sur les données du PIB réel par habitant de 2000 à 2016. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails. Toutes les annexes sont disponibles à l'adresse suivante : [www.imf.org/en/Publications/WEO](http://www.imf.org/en/Publications/WEO).

## Graphique 2.4. Démographie, santé, capital humain et résultats du marché du travail dans les pays avancés : régions à la traîne et autres régions

(Écart en points de pourcentage, sauf indication contraire)

Les régions à la traîne ont généralement de moins bons résultats que les autres dans le domaine de la santé, de l'éducation et du marché du travail.



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent l'écart entre les régions à la traîne et les autres pour chacune des variables. Les résultats sont basés sur les régressions de chaque variable sur un indicateur du statut à la traîne ou non de la région, après neutralisation des effets fixes pays-années, les erreurs-types étant regroupées par pays-année. Les barres pleines indiquent que le coefficient estimé sur l'indicateur à la traîne est statistiquement significatif au niveau de 10 %. Les variables sont définies de telle sorte que les coefficients estimés positifs indiquent de moins bonnes performances des régions à la traîne. Le déficit d'inscription dans l'enseignement supérieur est l'écart de pourcentage de la population inscrite dans l'enseignement supérieur dans les régions non à la traîne (autres) par rapport aux régions à la traîne. Le taux de non-emploi est égal à 100 moins le taux d'emploi (en pourcentage). Le taux de non-activité est égal à 100 moins le taux d'activité de la population d'âge actif (15-64 ans) (en pourcentage). Le taux de chômage est la part de la population active en âge de travailler qui est sans emploi. Le taux de chômage à long terme est la part de la population active d'âge actif qui est sans emploi depuis au moins un an. Le taux de chômage des jeunes est le pourcentage de la population active de jeunes (15-24 ans) qui est sans emploi. Le taux de NEET est le pourcentage de la population de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation. Les régions à la traîne sont définies comme les régions dont le PIB réel par habitant était inférieur à la médiane nationale en 2000 et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000-16. PAA = population d'âge actif. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays.

situation au regard de l'emploi pour la satisfaction dans la vie, indépendamment de son effet sur le revenu, de meilleures performances des marchés du travail régionaux peuvent générer des gains de bien-être supérieurs à ceux que produit la redistribution des revenus<sup>8</sup>.

Motivé par ces considérations et tenant compte du creusement plus marqué des disparités observé dans les pays avancés ainsi que des contraintes de disponibilité de données, ce chapitre analyse les disparités régionales et l'ajustement des marchés du travail dans les pays avancés, en s'attachant plus particulièrement aux caractéristiques et à la dynamique des régions à la traîne depuis 2000. Il examine aussi l'influence possible des politiques nationales relatives au fonctionnement des marchés du travail et de produits sur les disparités et l'ajustement à l'échelle régionale. Plus précisément, les questions suivantes sont étudiées :

- En quoi les pays avancés se différencient-ils du point de vue de l'ampleur des disparités d'activité économique entre régions ? Comment les écarts de productivité du travail internes aux pays ? Où les régions à la traîne se situent-elles par rapport aux autres du point de vue de la répartition de l'emploi et de la productivité sectorielles ? Avec quelle efficacité les régions à la traîne ont-elles réagi aux tendances de la réallocation sectorielle du travail ?
- Quels sont les effets sur les marchés du travail régionaux des chocs sur la demande locale de main-d'œuvre (en particulier les chocs commerciaux et technologiques) dans les pays avancés ? L'ajustement à ces chocs est-il différent dans les régions à la traîne ?
- Les politiques et distorsions nationales jouent-elles un rôle dans les disparités et l'ajustement régionaux dans les pays avancés ?

Les principaux constats sont les suivants :

- L'ampleur des disparités régionales est très variable d'un pays avancé à l'autre, le ratio 90/10 du PIB réel par habitant régional allant d'environ 1,3 à plus de 3. Ces disparités s'expliquent par les écarts de productivité sectorielle du travail et de répartition sectorielle de l'emploi observés entre les régions, les régions à la traîne étant systématiquement moins productives et plus spécialisées dans l'agriculture et l'industrie.
  - Les écarts intrinsèques de productivité sectorielle entre les régions tendent à expliquer la plupart des écarts régionaux de productivité du travail au sein

<sup>8</sup>Voir entre autres Clark et Oswald (1994), Grün, Hauser et Rhein (2010) et Clark (2018) pour des données sur le lien positif entre l'emploi et le bonheur, indépendamment du revenu et de la qualité de l'emploi.

- d'un pays. Mais, pour les régions à la traîne, la répartition sectorielle de l'emploi joue un rôle plus important que pour d'autres régions.
- Même après neutralisation des écarts de tendances entre pays, l'emploi dans les régions à la traîne est plus concentré dans l'agriculture (ce qui suggère qu'elles sont plus rurales) et dans l'industrie que dans les services. En outre, la productivité du travail tous secteurs confondus y est systématiquement plus faible.
  - Entre le début de la première décennie 2000 et le milieu des années 2010, un tiers du creusement de l'écart global de productivité du travail entre les régions à la traîne et les autres semble s'expliquer par une relative inefficacité de l'ajustement sectoriel des marchés du travail, le reste étant imputé aux écarts croissants de productivité entre secteurs.
  - Les chocs commerciaux et technologiques négatifs perturbent les marchés du travail régionaux les plus exposés, mais seuls les chocs technologiques tendent à avoir des effets durables, avec des hausses du chômage encore plus marquées dans les régions à la traîne vulnérables.
    - L'intensification de la concurrence des importations sur les marchés extérieurs associée aux gains de productivité en Chine n'a pas d'effet sensible sur le chômage régional ; bien que le taux d'activité diminue à court terme, cet effet s'atténue rapidement. Les conditions ne semblent pas très différentes dans les régions à la traîne de ce qu'elles sont dans les autres après de tels chocs.
    - En revanche, les écarts régionaux de vulnérabilité à l'automatisation se traduisent par des différences sensibles dans les réactions du marché du travail aux prix des biens d'équipement. Lorsque les prix des machines et des équipements baissent, les régions les plus vulnérables enregistrent des hausses du chômage et des baisses du taux d'activité plus persistantes que les régions moins vulnérables. La hausse du chômage est même plus marquée dans les régions à la traîne les plus vulnérables. La migration sortante dans les régions à la traîne les plus vulnérables semble également chuter, ce qui laisse à penser que l'ajustement aux chocs technologiques par la mobilité de la main-d'œuvre peut être plus faible dans les régions à la traîne les plus vulnérables aux pressions de l'automatisation.
  - Les politiques structurelles nationales qui encouragent l'ouverture et la flexibilité des marchés sont associées à un meilleur ajustement régional aux chocs et à une

moindre dispersion de l'efficacité de l'affectation du capital opérée par les entreprises, ce qui peut réduire les disparités régionales.

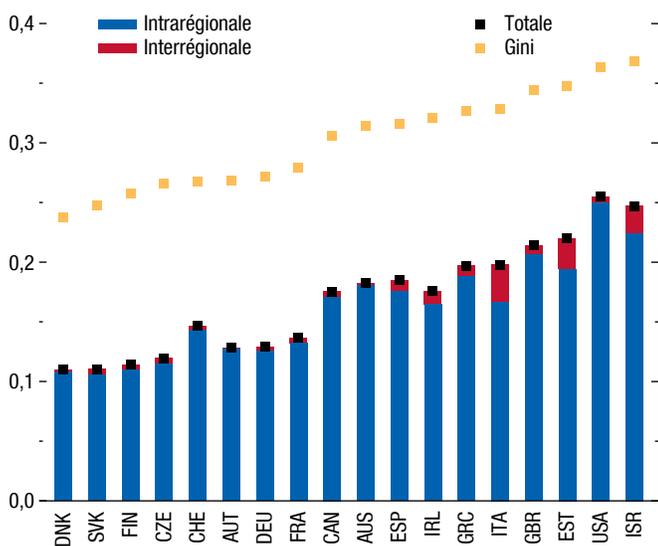
- Une réglementation moins stricte en matière de protection de l'emploi et des indemnités de chômage moins généreuses sont associées à des effets plus atténués des chocs commerciaux et technologiques sur le chômage.
- Les politiques nationales qui encouragent l'ouverture et la flexibilité des marchés de produits s'accompagnent d'une moindre variabilité de l'efficacité de la répartition du capital des entreprises, elle-même associée à de moindres disparités régionales.

Ce chapitre expose les tendances et les liens entre les disparités et l'ajustement régionaux et les politiques nationales dans les pays avancés, afin d'éclairer le débat en complément des nombreuses études examinant les écarts régionaux par pays<sup>9</sup>. L'analyse s'intéresse essentiellement à la période assez brève depuis 2000 pour laquelle il existe de vastes données régionales internationales, qui permettent d'examiner l'ajustement du marché du travail, mais non la dynamique régionale à plus long terme. En outre, les régions couvertes par l'analyse sont généralement définies comme les unités administratives de premier niveau d'un pays, qui sont économiquement et politiquement importantes à l'intérieur des pays pour lesquels il existe une bonne couverture des données (voir aussi la note de bas de page 2). Cependant, cela implique que des régions de taille aussi diverse que le Texas et Rhode Island aux États-Unis sont regroupées en dépit du potentiel d'ajustement très différent de leurs marchés intrarégionaux. Bien que l'analyse tente d'expliquer cette diversité en incluant diverses variables de contrôle, des niveaux d'agrégation géographique différents pourraient conduire à d'autres constats. Des tests de robustesse sont effectués pour confirmer que les faits stylisés et les résultats de l'analyse restent les mêmes lorsque les régions à forte intensité de capital et riches en ressources naturelles sont exclues. Enfin, étant donné que les politiques nationales peuvent être sensibles à de nombreuses variables, il convient d'interpréter leurs effets estimés sur l'ajustement

<sup>9</sup>Pour une sélection de travaux examinant ou exploitant les écarts économiques régionaux dans des pays précis, voir, par exemple, Kaufman, Swagel et Dunaway (2003) et Breau et Saillant (2016) sur les écarts entre provinces canadiennes, Bande, Fernández et Montuenga (2008), FMI (2018) et Liu (2018) sur les écarts régionaux en Espagne, Felice (2011), Giordano *et al.* (2015) et Boeri *et al.* (2019) sur les écarts régionaux en Italie.

### Graphique 2.5. Inégalité de revenu disponible des ménages dans les pays avancés (Indices)

La composante régionale de l'inégalité de revenu dans la plupart des pays avancés est assez faible, ne représentant que 5 % environ de l'inégalité totale du pays en moyenne.



Sources : Luxembourg Income Study ; calculs des services du FMI.

Note : L'indice global indiqué est l'indice d'entropie généralisée, également appelé indice de Theil ou indice d'inégalité MLD (« mean log deviation »). La mesure de revenu utilisée est le revenu disponible équivalent des ménages (revenu des ménages après impôts et transferts transformé pour tenir compte des différences de taille des ménages), par pays, la dernière année disponible après 2008. La hauteur de la barre indique le niveau général de l'indice d'inégalité de revenu, qui est ensuite décomposé en deux éléments : 1) l'inégalité imputable aux écarts de revenus moyens entre régions (l'élément interrégional) et 2) l'inégalité imputable aux écarts de revenu entre ménages à l'intérieur des régions, après correction des écarts de revenus régionaux moyens (l'élément intrarégional). Le graphique indique également, à des fins de comparaison, l'indice de Gini de l'inégalité de revenu, qui est une mesure d'inégalité plus familière (mais qui n'est pas décomposable). Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

régional comme des effets associatifs, et non comme des effets de causalité.

Malgré de nets écarts d'activité économique et de résultats du marché du travail entre les régions des pays avancés, l'analyse des inégalités de revenu global disponible des ménages au niveau des pays suggère que leur composante régionale est faible (graphique 2.5 ; voir aussi l'encadré 2.1 pour une discussion sur la mesure de l'activité économique et de la qualité de vie à l'échelle régionale)<sup>10</sup>. Pour le sous-ensemble de pays avancés et

<sup>10</sup>Voir Shorrocks et Wan (2005), Novotný (2007) et Cowell (2011), qui tirent des conclusions comparables avec d'autres concepts du revenu individuel et de multiples mesures décomposables des inégalités de revenu. Le constat est similaire avec le revenu des ménages avant impôt et

d'années depuis 2008 pour lesquels on peut calculer la décomposition, la composante régionale des inégalités de revenu disponible des ménages va de moins de 1 % en Autriche à environ 15 % en Italie. Cela signifie que, pour les pays avancés en général, une nouvelle contraction des écarts régionaux de revenu disponible moyen n'aurait que des effets modérés sur les inégalités de revenu internes à un pays. Il y a toutefois des exceptions importantes. Si, par exemple, les écarts régionaux moyens étaient éliminés en Italie, les inégalités de revenu pourraient y retrouver les niveaux observés au début des années 90, qui étaient les plus bas depuis les années 70<sup>11</sup>. Mais, comme on l'a vu plus haut, la réduction des disparités régionales et l'amélioration des performances au plan de l'activité économique et de l'emploi peuvent avoir d'importantes conséquences au-delà du revenu courant. En outre, des données indiquent que la croissance à long terme peut être plus faible dans les pays où les disparités régionales sont fortes (Che et Spilimbergo, 2012).

Ce chapitre commence par analyser brièvement les façons de penser le développement et l'ajustement régional. La section suivante présente des données sur les tendances des disparités régionales dans les pays avancés et sur les éléments qui différencient les régions à la traîne. Ensuite, les mesures régionales prises à la suite de chocs sur la demande de main-d'œuvre locale provoqués par des chocs commerciaux et technologiques sont examinées, en particulier du point de vue de ce qui différencie les régions à la traîne et de l'influence possible des politiques nationales du marché du travail sur l'ajustement régional. Des données sont ensuite présentées sur la mobilité de la main-d'œuvre et les effets des politiques nationales sur les disparités régionales du point de vue de l'efficacité de la réallocation des facteurs. Enfin, le résumé et la conclusion passent en revue les implications potentielles pour l'action publique, y compris les politiques localisées.

### Développement et ajustement régional : introduction

Comme dans le vaste corpus de travaux consacrés aux facteurs à l'origine des disparités économiques entre pays, les causes des disparités régionales persistantes à

transferts. Notons que le revenu disponible des ménages diffère du PIB en ce qu'il incorpore les flux de revenu des facteurs entrants et sortants et les effets de la redistribution budgétaire.

<sup>11</sup>Sur la base de la trajectoire historique du coefficient de Gini en Italie tirée d'Atkinson *et al.* (2017) et de l'hypothèse selon laquelle le coefficient de Gini diminuerait en proportion du déclin de l'écart logarithmique moyen ou de l'indice d'entropie généralisée (indice de Theil, qui est une mesure décomposable de l'inégalité de revenu) si la composante régionale était éliminée.

l'intérieur des pays suscitent de vifs débats<sup>12</sup>. Toutefois, au contraire des pays, les régions infranationales s'inscrivent généralement dans une même structure (politique et économique) globale et sont soumises à des politiques nationales communes, accompagnées de la libre-circulation des biens et des services et sans obstacle juridique aux mouvements des capitaux et de la main-d'œuvre à l'intérieur du pays<sup>13</sup>. Sur des marchés de produits et d'intrants parfaitement concurrentiels et dénués de frictions (telles que les obstacles à la circulation des facteurs entre régions), les capitaux et la main-d'œuvre circuleraient à l'intérieur des régions et entre elles pour niveler les rendements marginaux du capital et du travail à l'échelle d'un pays, même si les écarts de productivité totale des facteurs entre régions persistaient. Les travailleurs, par exemple, iraient dans les régions où la rentabilité du travail est la plus forte, et donc les salaires plus élevés, ce qui ferait baisser les salaires dans la région de destination. En même temps, l'offre de travail diminuée dans les régions sources où les salaires sont relativement bas contribuerait à y accroître les taux de rémunération, ce qui faciliterait la convergence des productivités du travail.

Néanmoins, une affectation aussi efficiente des facteurs entre les régions peut être compatible avec des

<sup>12</sup>Le cadre explicatif du développement (Caselli, 2005 ; Hsieh et Klenow, 2010) est souvent employé pour organiser les facteurs potentiels d'écarts régionaux à l'intérieur d'un pays en déterminants immédiats (capital physique, main-d'œuvre et capital humain et productivité totale des facteurs) et en autres déterminants intermédiaires et ultimes (politiques, culture, institutions, géographie, climat, chance). Partant de l'analyse d'échantillons mondiaux, Acemoglu et Dell (2010) et Gennaioli *et al.* (2013, 2014) défendent l'idée que le capital humain revêt une importance critique pour le développement. Lessmann et Seidel (2017) soulignent aussi l'importance de la mobilité et de l'ouverture aux échanges pour le développement régional. Hsieh et Moretti (2019) soutiennent que les économies tirées de l'agglomération régionale sont non négligeables et que les restrictions régionales en matière d'aménagement du territoire ont abaissé d'un tiers la croissance de la production globale aux États-Unis entre les années 60 et la première décennie 2000. Rodríguez-Pose et Storper (2019) contestent la thèse de Hsieh et Moretti (2019), soutenant que les écarts de prix des logements entre les régions ne sont pas les principaux facteurs des migrations régionales. Rodríguez-Pose et Ketterer (à paraître) affirment que les écarts de qualité de la gouvernance d'une région à l'autre d'un pays engendrent des écarts persistants de développement et de performances entre les régions. Voir aussi OCDE (2016b, 2018) pour un complément d'analyse et d'autres données sur les grandes tendances et les principaux facteurs des disparités régionales persistantes dans un large échantillon de pays.

<sup>13</sup>Il y a des exceptions (souvent dans les États fédéraux) en présence d'entraves aux échanges et à la circulation à l'intérieur d'un pays. Au Canada, par exemple, les provinces et les territoires n'ont pas les mêmes règles et les mêmes normes pour certains produits et services, ce qui restreint de fait les échanges entre provinces (Alvarez, Krznar et Tombe, 2019).

écarts régionaux de PIB réel par habitant si, par exemple, la main-d'œuvre se différencie par le niveau de qualification<sup>14</sup>. En pratique, toutefois, les marchés peuvent n'être ni parfaitement concurrentiels ni exempts de friction, ce qui entraîne une moindre efficacité, une mauvaise répartition des facteurs entre les régions et des difficultés d'ajustement aux chocs. La mobilité de la main-d'œuvre peut être limitée ou se cantonner aux travailleurs très qualifiés, ce qui accroît la persistance du chômage régional à la suite de chocs négatifs<sup>15</sup>.

La propension de l'activité économique à se concentrer dans l'espace (économies d'agglomération) et celle de la productivité à augmenter en même temps que la densité de travailleurs qualifiés (externalités du capital humain) peuvent aussi engendrer des divergences si les écarts de coûts de production et de concentration des compétences entre régions sont suffisamment marqués<sup>16</sup>. Bien que ces caractéristiques puissent suggérer la présence de défaillances du marché (c'est-à-dire des barrières inefficaces à une concentration encore plus forte des régions), leurs implications pour les politiques optimales sont ambiguës<sup>17</sup>. Le bien-être social global pourrait en fait être plus développé si les régions à la traîne recevaient de l'aide pour créer leur propre cercle vertueux d'économies d'agglomération croissantes, au lieu d'être dépeuplées par des transferts de population vers les régions motrices. Étant donné ces ambiguïtés et la difficulté plus générale à quantifier l'importance relative de l'affectation efficiente et de l'affectation inefficace dans les disparités régionales, le chapitre s'intéresse aux caractéristiques et à l'ajustement des régions à la traîne.

<sup>14</sup>Par exemple, si la main-d'œuvre et le capital humain sont différenciés (très qualifiée/peu qualifiée, par exemple), les écarts de productivité totale des facteurs peuvent entraîner des différences dans la composition de la main-d'œuvre en termes de capital humain, ce qui affecte la production par travailleur. Si la technologie diffère d'une région à l'autre, cela peut aussi entraîner des écarts de production par travailleur d'une région à l'autre, même si les rendements marginaux des facteurs sont nivelés.

<sup>15</sup>Voir Kim (2008) et Duranton et Venables (2018) pour des données et des arguments.

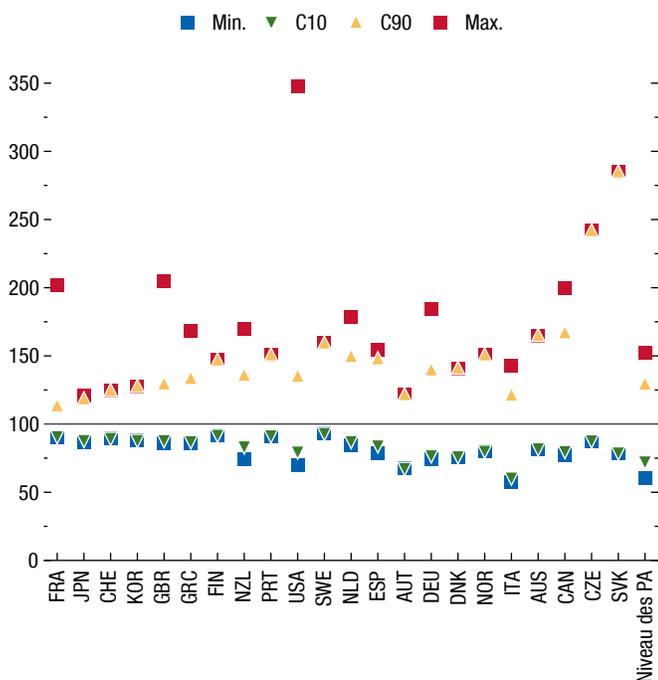
<sup>16</sup>Voir Krugman et Venables (1995), Fujita, Krugman et Venables (1999), et Gennaioli *et al.* (2013) sur la manière dont les rendements croissants des économies d'agglomération et des externalités de capital humain se manifestent dans les modèles spatio-économiques.

<sup>17</sup>Voir Austin, Glaeser et Summers (2018) pour un complément d'analyse sur les implications ambiguës des économies d'agglomération. Comme indiqué plus haut, Hsieh et Moretti (2019) font valoir que les restrictions liées au logement et à l'aménagement du territoire présentent d'importants obstacles à l'agglomération bénéfique aux États-Unis, car elles diminuent le bien-être et accroissent la dispersion spatiale des salaires. Toutefois, Giannone (2018) suggère que la majeure partie de l'augmentation de la dispersion spatiale des salaires aux États-Unis au cours des 40 dernières années est due à une évolution technologique favorisant les plus qualifiés plutôt qu'à l'agglomération.

## Graphique 2.6. Disparités régionales infranationales du PIB réel par habitant

(Ratio sur médiane régionale fois 100, 2013)

L'ampleur des disparités régionales est très variable d'un pays avancé à l'autre.



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; calculs des services du FMI.  
 Note : C10 (C50, C90) indique le 10<sup>e</sup> (50<sup>e</sup>, 90<sup>e</sup>) centile de la distribution du PIB réel régional par habitant (ajusté aux PPA) à l'intérieur du pays. Les pays sont classés en fonction du ratio du 90<sup>e</sup> centile au 10<sup>e</sup> centile du PIB réel régional par habitant. Les médianes régionales (C50) par pays sont normalisées à 100, les autres centiles et les valeurs maximum et minimum étant indiqués par rapport à la médiane par pays. Les régions sous-jacentes sont les entités territoriales de niveau 2 de l'OCDE. L'échantillon comprend 22 pays avancés (tous comptant au moins quatre régions). Le niveau des PA indique les quantiles correspondants calculés sur l'échantillon de pays avancés au niveau des pays. PA = pays avancés. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

## Tendances des disparités régionales dans les pays avancés

L'ampleur des disparités régionales en matière d'activité économique est très contrastée d'un pays avancé à l'autre (graphique 2.6). Ainsi, par exemple, les écarts régionaux au Japon sont assez faibles, le PIB réel par habitant de la région du 90<sup>e</sup> centile n'étant supérieur que de 30 % à celui de la région du 10<sup>e</sup> centile. La France présente un ratio 90/10 similaire, mais avec une région plus performante remarquable (dont le centre est Paris) où le PIB réel par habitant est à peu près deux fois plus élevé que celui de la région médiane. Les États-Unis ont un ratio 90/10 à peu

près moyen pour les pays avancés, mais ils présentent aussi une plus grande dispersion des queues de la distribution, avec des résultats régionaux encore plus extrêmes que la moyenne (le PIB réel par habitant du district de Columbia est plus de trois fois supérieur à celui de la région médiane, alors que celui du Mississippi est inférieur d'environ un tiers à la médiane). Le Canada et l'Italie, avec des ratios 90/10 proches de 2, figurent parmi les pays avancés où les écarts régionaux sont les plus marqués.

La productivité du travail (soit la production par travailleur) régionale est étroitement liée au PIB réel régional par habitant. Une analyse shift-share de la productivité du travail régionale apporte des éclairages sur l'importance relative des écarts sectoriels de productivité du travail, de la répartition sectorielle de l'emploi et de l'affectation des travailleurs à des secteurs plus ou moins productifs dans l'explication des disparités régionales à l'intérieur d'un pays (graphique 2.7)<sup>18</sup>. Pour la plupart des pays avancés, les écarts régionaux de productivité du travail semblent essentiellement dus aux écarts sectoriels de productivité du travail entre les régions plus qu'à la répartition sectorielle de l'emploi. Autrement dit, les écarts intrinsèques de productivité sectorielle d'une région à l'autre tendent à être les plus importants. Cependant, la Corée, la Grèce, l'Italie et le Portugal sont des exemples notables dans lesquels d'autres composantes expliquent les écarts régionaux d'ensemble. Dans ces cas, une simple réallocation de l'emploi régional entre les secteurs (en maintenant constants les écarts de productivité sectoriels) pourrait nettement abaisser les écarts régionaux de productivité du travail.

Une présence plus forte de régions à la traîne ne semble pas systématiquement liée à des différences dans les facteurs des variations régionales entre pays. Environ 20 % des régions des pays avancés sont classées comme à la traîne, mais la distribution varie d'un pays à l'autre. Cela dit, l'analyse suggère que la répartition sectorielle de l'emploi a eu une plus grande influence sur les écarts régionaux pour les régions à la traîne que pour les autres, ce que conforte l'idée que la réallocation sectorielle de l'emploi opérée par les marchés du travail pourrait être moins efficace dans les régions à la traîne<sup>19</sup>.

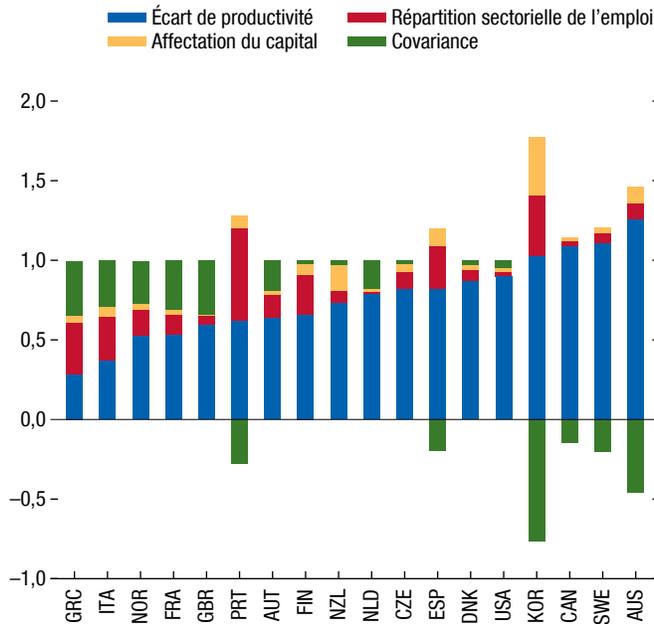
Les régions à la traîne ont aussi une productivité du travail, tous secteurs confondus, nettement plus faible que les autres régions (graphique 2.8, page 1). L'écart va d'environ -5 % dans les services publics à -15 % dans l'industrie

<sup>18</sup>Pour la décomposition de la variance de l'analyse shift-share, il y a un quatrième terme supplémentaire égal à la somme des covariances des trois composantes décrites ici. Voir Esteban (2000) et l'annexe 2.3 en ligne pour d'autres détails sur le calcul.

<sup>19</sup>Voir l'annexe 2.3 en ligne pour plus de détails.

**Graphique 2.7. Analyse shift-share et décomposition de la variance par pays, 2003–14**  
(Part de la variance régionale moyenne globale)

Pour la plupart des pays avancés, la majeure partie de l'écart régional de productivité du travail peut être attribuée aux écarts de productivité sectorielle d'une région à l'autre.

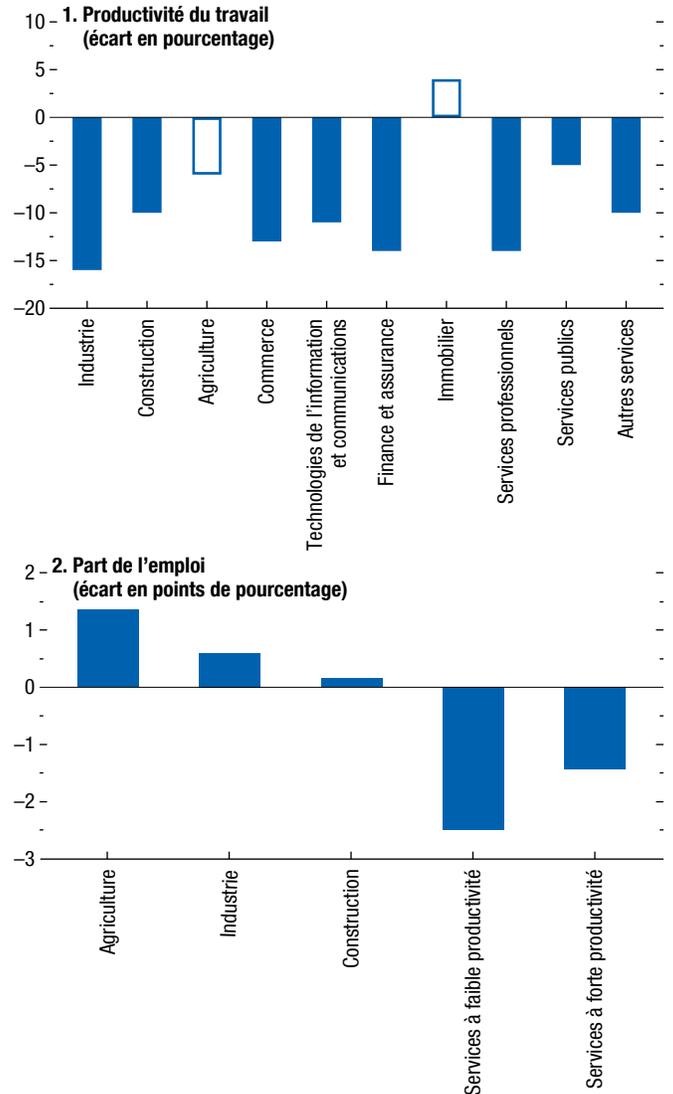


Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique illustre l'analyse *shift-share* et la décomposition de la variance pour les écarts régionaux par pays tirés d'Esteban (2000), les pays étant triés en fonction de la part de la variance régionale moyenne globale expliquée par les écarts de productivité sectorielle à l'échelle régionale. Pour plus de détails, voir l'annexe 2.3 en ligne. L'échantillon comprend 18 pays avancés (tous ayant au moins cinq régions au niveau territorial 2 de l'OCDE) et couvre la période 2003–14. Pour tous les pays, on utilise la classification ISIC rév. 4 à 10 secteurs de la base de données régionales de l'OCDE (voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail). Les barres sont égales à 1 (variance régionale moyenne globale par pays). Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

manufacturière, ainsi que dans les services financiers et professionnels. Cette moindre productivité observée dans les régions à la traîne pourrait être le reflet d'un ensemble de caractéristiques moins favorables (comme un capital humain plus faible, qui est un aspect considéré comme essentiel dans de nombreux travaux sur le développement régional, notamment dans Acemoglu et Dell, 2010, et Gennaioli *et al.*, 2013, 2014) et d'une répartition sectorielle du travail moins efficiente. Elle pourrait aussi témoigner d'une moindre qualité des compléments du travail dans les régions à la traîne, comme l'infrastructure de connexion, dont le rôle important pour le développement a été souligné dans certaines études (Allen et Arkolakis, 2014 ; Donaldson et Hornbeck, 2016). L'encadré 2.2

**Graphique 2.8. Productivité du travail et part de l'emploi par secteur : régions à la traîne et autres régions**

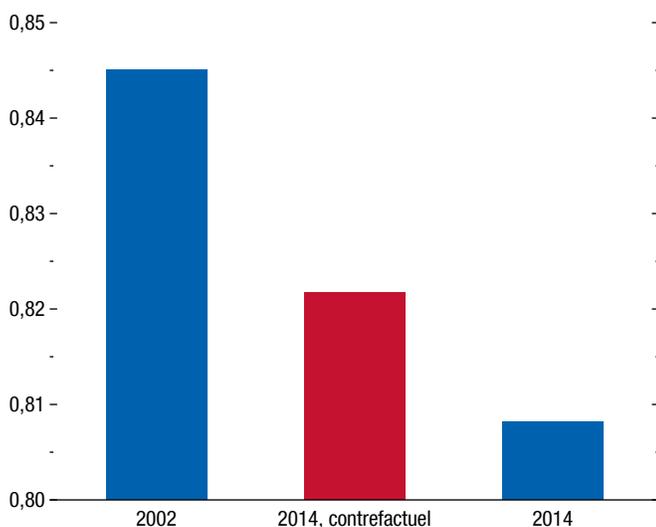
Les régions à la traîne ont généralement une productivité sectorielle du travail plus faible et un pourcentage plus élevé d'emplois dans l'agriculture et l'industrie, les services représentant une part plus faible des emplois.



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
Note : Les régions à la traîne dans un pays sont celles dont le PIB réel par habitant était inférieur à la médiane régionale du pays en 2000 et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000–16. La plage 1 représente l'écart estimatif de productivité du travail sectorielle entre les régions à la traîne et les autres régions. Tous les modèles neutralisent les effets fixes pays-années, les erreurs-types étant regroupées par pays-année. Les barres pleines indiquent des valeurs statistiquement significatives au niveau de 10 %, ce qui n'est pas le cas des barres creuses. La plage 2 représente l'écart estimé dans les parts sectorielles de l'emploi entre les régions à la traîne et les autres. Les secteurs des services à forte productivité sont la finance et l'assurance, les technologies de l'information et les communications, et l'immobilier. Tous les autres secteurs de services sont des secteurs à faible productivité. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays.

### Graphique 2.9. Productivité du travail : régions à la traîne et autres régions (Ratio)

L'écart global de productivité entre les régions à la traîne et les autres s'est accentué, un tiers environ de cet écart étant dû à une mauvaise répartition de la main-d'œuvre entre les secteurs, le reste à un creusement des écarts de productivité sectorielle.



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres montrent le ratio moyen de la productivité du travail (définie comme la valeur ajoutée brute réelle par travailleur) des régions à la traîne sur celle des autres régions en 2002 et 2014 dans les pays avancés. Dans le scénario contrefactuel, les parts sectorielles de l'emploi sont maintenues à leur niveau de 2002, tandis que les productivités sectorielles sont fixées à leur valeur réalisée. Les régions à la traîne d'un pays sont celles dont le PIB réel par habitant était inférieur à la médiane régionale du pays en 2000 et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000–16. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays et l'annexe 2.4 en ligne pour plus de détails sur le calcul.

présente des données montrant que le climat local joue lui aussi un rôle et que les changements climatiques peuvent accentuer les écarts de productivité entre les régions à la traîne et les autres dans les pays avancés.

Outre leur moindre productivité, les régions à la traîne se caractérisent habituellement aussi par une nette tendance à concentrer l'emploi dans l'agriculture et l'industrie plutôt que dans les services, y compris les secteurs de services à forte croissance de la productivité comme les technologies de l'information et les communications ou la finance (graphique 2.8, page 2). Autrement dit, ces régions sont généralement plus rurales et l'emploi y est plus dépendant de secteurs offrant un moindre potentiel de croissance de la productivité<sup>20</sup>.

<sup>20</sup>Voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sur l'incidence que peuvent avoir sur les inégalités le changement structurel dans les pays avancés et la capacité (ou l'incapacité) à s'orienter vers des secteurs des services à forte productivité.

Un simple exercice contrefactuel conforte l'idée que la répartition sectorielle du travail joue un rôle important dans la performance relative des régions (graphique 2.9). Dans les pays avancés, la productivité du travail moyenne des régions à la traîne en pourcentage de la productivité du travail des autres régions a reculé d'environ 5 % entre 2002 et 2014, reflétant l'évolution de la productivité sectorielle du travail et de la répartition sectorielle de l'emploi. Si seule la productivité sectorielle du travail avait évolué, la répartition sectorielle de l'emploi restant constante, le ratio aurait quand même diminué, mais d'environ un tiers de moins. Autrement dit, au lieu d'atténuer le déclin relatif de la productivité globale du travail pour les régions à la traîne, l'évolution de l'allocation sectorielle de l'emploi semble l'avoir accentué.

### Ajustement des marchés du travail régionaux dans les pays avancés

Pour mieux comprendre comment les écarts régionaux de performance peuvent refléter des différences en termes de chocs et de réactions aux chocs, le chapitre examine les effets de chocs négatifs sur la demande locale de main-d'œuvre sur le chômage et les flux migratoires régionaux<sup>21</sup>. Si la réaffectation sectorielle de l'emploi dans une région fonctionne correctement, le chômage et le taux d'activité régionaux doivent être en grande partie protégés contre les chocs négatifs, qui sont absorbés par les flux migratoires et les réallocations sectorielles de l'emploi à l'intérieur de la région. L'idée fondamentale selon laquelle des différences régionales dans la répartition sectorielle de l'emploi préexistante se traduisent par une exposition différenciée aux chocs extérieurs permet de construire des chocs au niveau régional<sup>22</sup>. On envisage deux types de chocs sur la demande de main-d'œuvre

<sup>21</sup>Toute une série de travaux ont été menés dans cette veine, s'inspirant du travail de Blanchard et Katz (1992) sur la dynamique et la convergence des marchés du travail régionaux aux États-Unis. Comparant les dynamiques régionales aux États-Unis et en Europe, Decressin et Fatás (1995) constatent une composante commune plus faible pour l'emploi et moins de migration à la suite de chocs en Europe. Plus récemment, Dao, Furceri et Loungani (2017) actualisent l'analyse de Blanchard et Katz (1992) pour les États-Unis avec des données de meilleure qualité et plus récentes, constatant que la mobilité de la main-d'œuvre a reculé.

<sup>22</sup>Initialement théorisée et employée par Bartik (1991), cette idée pour la construction de chocs régionaux exogènes plausibles basés sur des différences régionales préexistantes d'exposition aux facteurs agrégés a ensuite été popularisée dans le domaine du développement et de l'ajustement régional par Blanchard et Katz (1992) et pour le commerce par Topalova (2010). Goldsmith-Pinkham, Sorkin et Swift (2019) présentent une évaluation critique de ce type d'instruments.

locale, qui tentent de rendre compte de deux des facteurs parmi les plus étudiés, le commerce et les technologies<sup>23</sup> :

- Un choc résultant de l'intensification de la concurrence des importations sur les marchés extérieurs associée à la croissance de la productivité en Chine (Autor, Dorn et Hanson, 2013a, 2013b)<sup>24</sup>.
- Un choc basé sur les interactions entre la vulnérabilité d'une région à l'automatisation et les coûts des machines et des équipements (d'après Autor et Dorn, 2013, le chapitre 3 de l'édition d'avril 2017 des PEM, Das et Hilgenstock, 2018, et Lian *et al.*, 2019).

Le constat général est que, dans les pays avancés, l'ajustement et la réallocation qui s'opèrent sur les marchés du travail régionaux face à des chocs négatifs sont des processus lents<sup>25</sup>. En outre, même si ces chocs ont une incidence relativement moindre pour les régions à la traîne que pour les autres (voir l'annexe 2.5 en ligne), des données, décrites plus loin, suggèrent que les régions à la traîne souffrent davantage à la suite de certains chocs.

Les chocs résultant d'une intensification de la concurrence des importations sur les marchés extérieurs due à la montée en puissance de l'économie chinoise n'ont, en moyenne, pas d'effets marqués sur le chômage régional dans un large échantillon de pays avancés, même

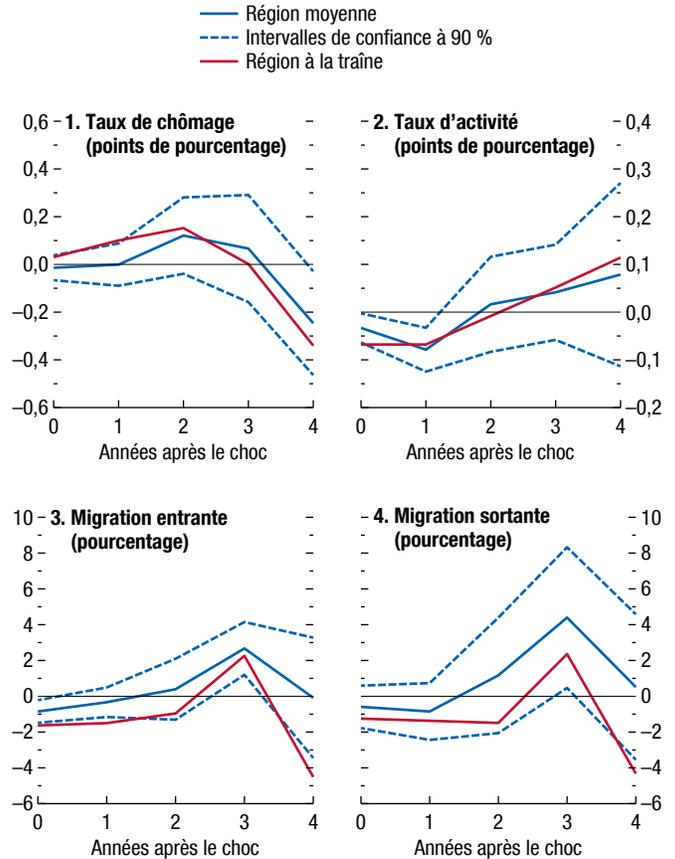
<sup>23</sup>Pour des travaux récents sur le rôle du commerce et des technologies dans l'évolution des disparités et des autres tendances, voir, entre autres, Jaumotte, Lall et Papageorgiou (2013), Karabarbounis et Neiman (2014), Dabla-Norris *et al.* (2015), Autor, Dorn et Hanson (2015), Helpman (2016), Abdih et Danninger (2017), Dao *et al.* (2017) et le chapitre 2 de l'édition d'avril 2018 des PEM.

<sup>24</sup>Bien que le choc commercial associé à la productivité croissante de la Chine ait été amplement étudié, ce n'est pas le seul choc commercial qu'aient subi les pays avancés. Dans l'ensemble, les pays avancés ont fait face à une concurrence accrue à mesure que les pays émergents ont gagné en productivité et se sont engagés davantage sur les marchés internationaux.

<sup>25</sup>Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur la construction des chocs et la spécification du modèle de régression et l'estimation. Les réactions dynamiques du taux de chômage et du taux d'activité régionaux, et les migrations entrantes et sortantes sont estimées à l'aide de la méthode de projection locale (Jordà, 2005), en neutralisant le PIB réel régional par habitant décalé, la densité de population régionale décalée (qui aide à rendre compte du degré d'urbanisation), le PIB réel par habitant national décalé, ainsi que les effets fixes régions et années. Bien que l'analyse neutralise les effets de nombreuses caractéristiques régionales par des effets fixes régions (rendant compte de caractéristiques intemporelles des régions, dont la géographie et l'appartenance à une fédération) et le PIB réel par habitant régional décalé (qui représente de nombreux aspects du développement régional), les variables régionales temporelles non observées, telles que l'ampleur de la distribution budgétaire entre régions, peuvent aussi avoir des incidences sur l'ajustement et la réallocation. Les constats représentent donc les effets moyens des chocs à l'intérieur de l'échantillon, compte tenu de la distribution existante des paramètres non observables. Une modification de la distribution de paramètres non observables pourrait modifier les effets des chocs.

### Graphique 2.10. Effets régionaux des chocs dus à la concurrence des importations

Une intensification de la concurrence sur les marchés extérieurs tend à accroître le chômage à court terme dans les régions exposées, l'écart étant faible entre les régions à la traîne et les autres. Mais cette hausse du chômage s'atténue, car les régions s'adaptent assez vite.



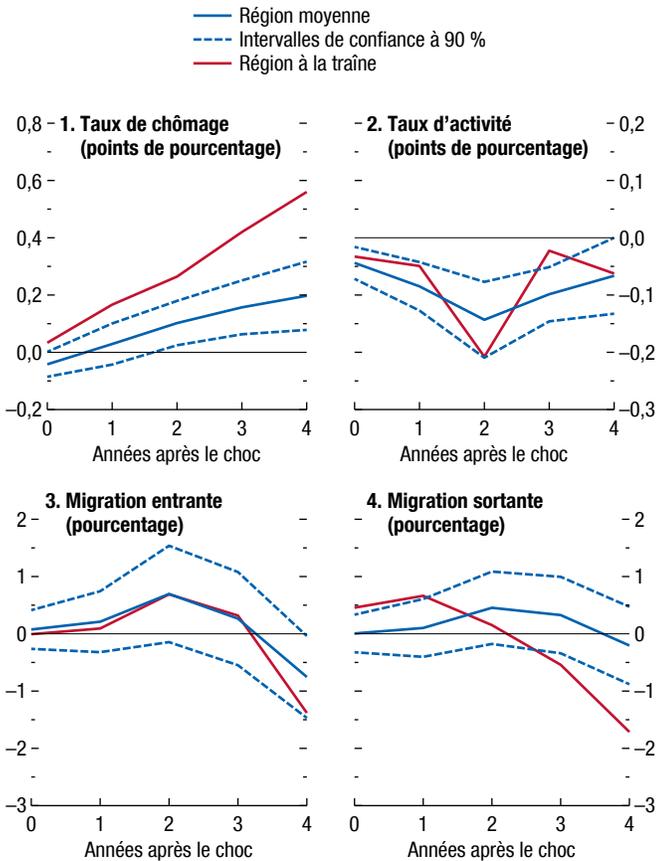
Source : estimations des services du FMI.

Note : Les traits pleins rouges et bleus représentent les réponses impulsionnelles de la variable indiquée à un choc de concurrence des importations d'un écart-type, défini comme la croissance des importations chinoises par travailleur sur les marchés extérieurs, pondérée de la répartition régionale des emplois décalée. Les réponses impulsionnelles sont estimées selon la méthode de projection locale de Jordà (2005). L'horizon 0 est l'année du choc. Les régions à la traîne d'un pays sont celles dont le PIB réel par habitant était inférieur à la médiane régionale du pays en 2000 et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000–16. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays, et l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur la définition du choc et la spécification économétrique.

s'ils tendent à réduire le taux d'activité après un an, un phénomène qui toutefois s'atténue rapidement (graphique 2.10). Les régions à la traîne ne semblent pas agir très différemment des autres. Cette observation est contraire aux constats d'études récentes examinant des marchés du travail plus fortement localisés dans certains pays. Ainsi, Autor, Dorn et Hanson (2013a) observent des effets négatifs marqués sur l'emploi local aux États-Unis

**Graphique 2.11. Effets régionaux des chocs dus à l'automatisation**

Une chute des prix des machines et équipements tend à accroître le chômage dans les régions où la production est plus vulnérable à l'automatisation, les régions à la traîne exposées souffrant davantage. La migration sortante stagne ou chute dans les régions à la traîne les plus exposées.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Les traits pleins rouges et bleus représentent les réponses impulsionnelles de la variable indiquée à un choc d'automatisation, défini comme une baisse d'un écart-type de la croissance des prix des machines et équipements pour une région qui enregistre une hausse d'un écart-type de sa vulnérabilité à l'automatisation (Autor et Dorn, 2013 ; Lian *et al.*, 2019). L'horizon 0 est l'année du choc. Les régions à la traîne d'un pays sont celles dont le PIB réel par habitant était inférieur à la médiane régionale du pays en 2000 et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000–16. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays, et l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur la définition du choc et la spécification économétrique.

à la suite d'un choc défini de manière similaire. Suivant une approche voisine sur une période comparable, Dauth, Findeisen et Suedekum (2014) estiment un effet global positif net sur l'emploi du développement du commerce pour l'Allemagne. Ces études suggèrent que les effets régionaux du commerce peuvent varier d'un pays à l'autre. Toutefois, les résultats présentés ici ne sont pas incompatibles avec ces études, puisqu'ils reflètent l'effet régional moyen interne au sein du groupe de pays avancés, et non

des réactions spécifiques aux pays. En outre, l'analyse est entreprise ici à un niveau d'agrégation régionale plus élevé et sur une période plus tardive (après 1999).

En revanche, les chocs négatifs des évolutions technologiques sur la demande de main-d'œuvre locale ont des effets sensibles et persistants sur les marchés du travail (graphique 2.11). Bien qu'il y ait peu de signes d'un effet d'impact, le taux de chômage dans les régions les plus vulnérables à l'automatisation s'élève régulièrement au cours des quatre années suivantes, une tendance qui correspond à une substitution graduelle du capital au travail. L'absence de modification sensible des flux migratoires bruts à court terme indique une faible mobilité régionale de la main-d'œuvre après des chocs d'automatisation. Pour les régions à la traîne les plus vulnérables à l'automatisation, l'augmentation du taux de chômage est encore plus forte et statistiquement très différente de celle des autres régions. En outre, contrairement aux autres régions, les régions à la traîne les plus vulnérables enregistrent une chute persistante et statistiquement significative des flux migratoires sortants après un choc d'automatisation, ce qui suggère que les travailleurs dans ces régions ont plus de difficultés à déménager que s'ils étaient dans d'autres régions. L'encadré 2.3 étudie les effets régionaux des fermetures d'usines automobiles, qui peuvent être en dernier ressort déclenchées par des chocs commerciaux ou technologiques, constatant de même des hausses persistantes du chômage, qui sont généralement plus marquées dans les régions où les flux migratoires bruts sont plus faibles.

Les politiques et les distorsions du marché du travail à l'échelle nationale peuvent-elles faire obstacle à l'ajustement des marchés du travail régionaux ? C'est possible si elles contribuent à une plus grande rigidité des marchés du travail régionaux, prolongeant les effets des chocs négatifs sur le chômage et le taux d'activité<sup>26</sup>. L'analyse qui suit examine l'influence du calibrage de deux politiques nationales du marché du travail — la rigueur de la protection de l'emploi et la générosité des régimes d'assurance-chômage — sur les réactions des marchés du travail régionaux aux chocs locaux. Une réglementation plus stricte en matière de protection de l'emploi tend à réduire les destructions d'emplois, atténuant la probabilité des licenciements, mais aussi la création d'emplois et le taux de recrutement, car les employeurs ont conscience que de nouvelles embauches s'accompagnent

<sup>26</sup>Un exemple de politique structurelle nationale altérant le fonctionnement des marchés du travail régionaux est présenté dans Boeri *et al.* (2019), qui comparent les effets régionaux des systèmes nationaux de négociation collective de l'Italie et de l'Allemagne.

du coût potentiel d'un ajustement plus lent aux ralentissements. La réaction du chômage (hausse ou absence de hausse) à la suite de chocs négatifs dépend de la force qui domine, ce qui est théoriquement ambigu (Pissarides, 2001). L'assurance-chômage apporte une sécurité contre les chocs de revenu dus à la perte d'un emploi, mais elle peut aussi avoir une incidence sur la dynamique du chômage par ses impacts sur les efforts de recherche d'emploi d'un individu et sur la qualité de l'emploi après retour à l'emploi (Chetty, 2008 ; Tatsiramos et van Ours, 2014 ; Schmieder, von Wachter et Bender, 2016).

L'analyse suggère que les politiques nationales ont bien un effet sur l'ajustement des marchés du travail régionaux : elles peuvent accentuer les effets négatifs sur le chômage, bien que leur impact se différencie en fonction des résultats et des chocs (graphique 2.12). En outre, les constats doivent être interprétés comme des effets associatifs, car les politiques nationales ne sont considérées qu'une par une, et non ensemble. Cela signifie que le changement des réactions régionales associées aux politiques nationales de protection de l'emploi et d'assurance-chômage peut être influencé par des politiques nationales corrélées qui ne sont pas examinées dans l'analyse.

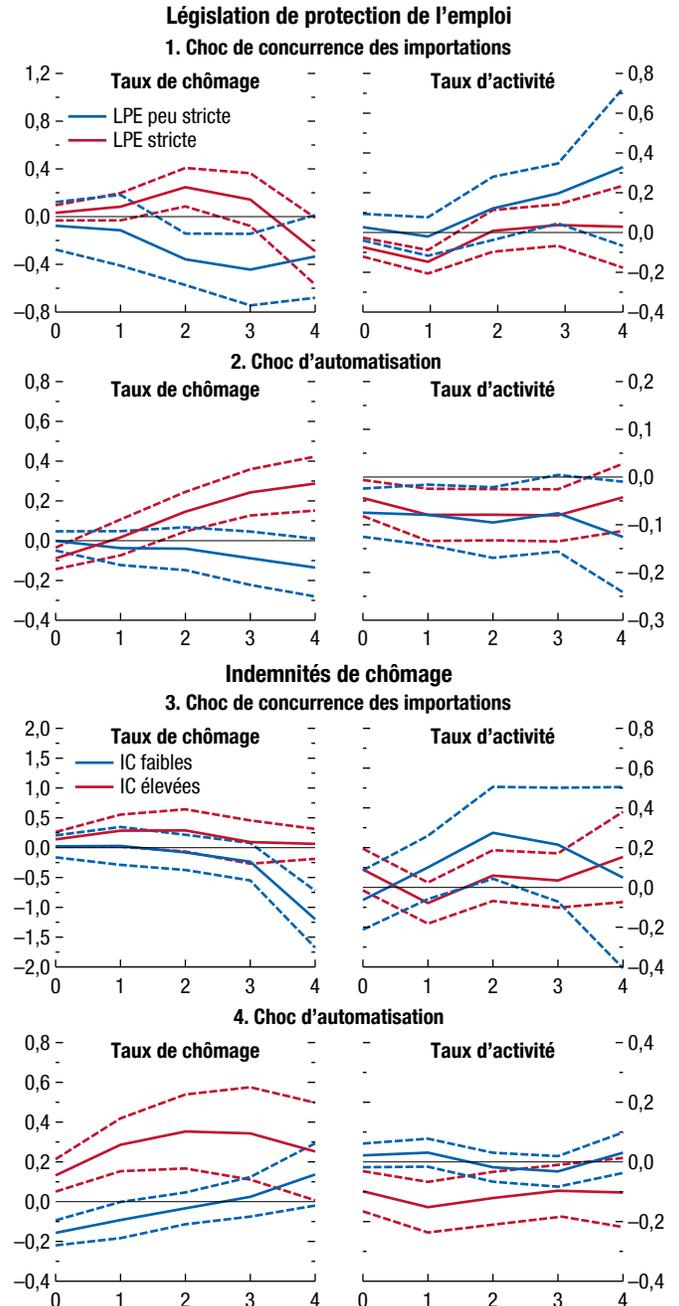
Une protection nationale de l'emploi plus rigoureuse est associée à des effets plus sensibles des chocs de concurrence des importations et d'automatisation sur le chômage régional. Les chocs d'automatisation s'accompagnent également d'une hausse du chômage à court terme lorsque les indemnités sont plus élevées, ce qui suggère que les effets incitatifs d'indemnités plus généreuses renforcent la persistance du chômage, même si la différence s'efface à plus long terme. En revanche, les réactions aux chocs de concurrence des importations ne varient guère en fonction de la générosité des régimes d'assurance-chômage. La conclusion générale de ces constats est que les politiques nationales qui encouragent une plus grande flexibilité des marchés du travail peuvent faciliter l'ajustement et la réallocation sur les marchés du travail régionaux, et améliorer ainsi leur résilience aux chocs.

### Mobilité de la main-d'œuvre et allocation des facteurs à l'échelle régionale : données au niveau des individus et des entreprises

Comme on l'a noté, l'ajustement régional aux chocs dépend de l'efficacité de la réallocation des facteurs, c'est-à-dire la capacité du capital et de la main-d'œuvre à se déplacer entre secteurs et entreprises et dans l'espace pour trouver leur utilisation la plus productive. Lorsque la mobilité des facteurs inter- et intrarégionale est entravée

**Graphique 2.12. Effets régionaux des chocs commerciaux et technologiques en fonction des politiques nationales**  
(Points de pourcentage)

L'ajustement régional aux chocs commerciaux et technologiques négatifs est généralement plus rapide dans les pays dotés de politiques favorisant la flexibilité des marchés du travail.



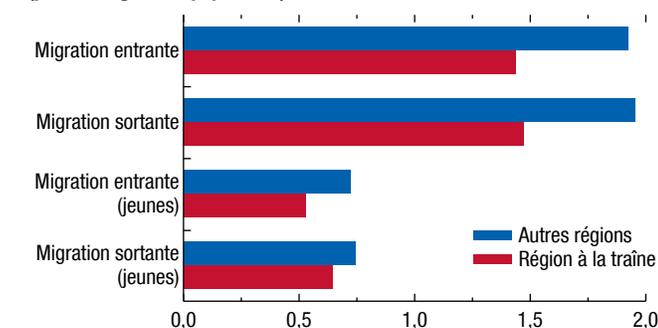
Source : estimations des services du FMI.

Note : années après l'impact sur l'axe des abscisses. Peu stricte (stricte)/faibles (élevées) = 25<sup>e</sup> (75<sup>e</sup>) centile de la variable indiquée. IC = taux brut de remplacement des indemnités de chômage. LPE = indice de législation de protection de l'emploi. Les lignes en pointillé indiquent les intervalles de confiance à 90 %. Voir les graphiques 2.10 et 2.11 pour la définition des chocs de concurrence des importations et d'automatisation. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour les définitions détaillées des chocs de concurrence des importations et d'automatisation et l'annexe 2.1 en ligne pour les échantillons de pays.

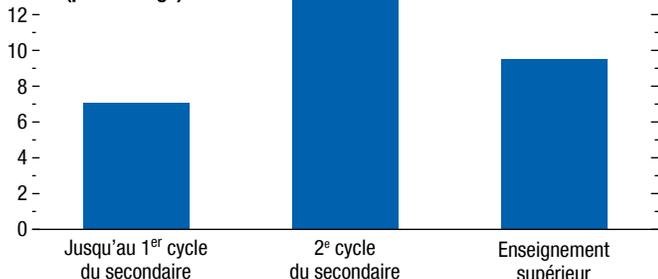
### Graphique 2.13. Migration et mobilité de la main-d'œuvre régionales infranationales

Les flux migratoires bruts tendent à être plus faibles dans les régions à la traîne. Les travailleurs les plus instruits et ceux qui ont un emploi sont plus enclins à migrer à l'intérieur d'un pays.

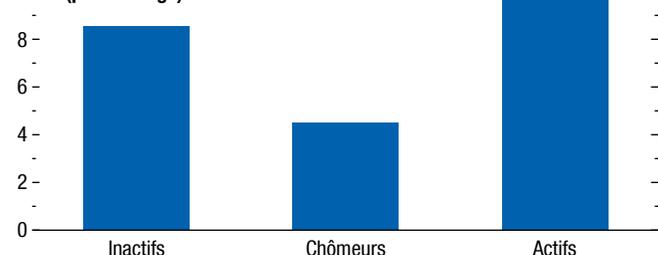
#### 1. Migration entrante et sortante dans les régions à la traîne et les autres (pourcentage de la population)



#### 2. Part de la population se déplaçant à l'intérieur d'un pays en fonction du niveau d'études (pourcentage)



#### 3. Part de la population se déplaçant à l'intérieur d'un pays en fonction de la situation au regard de l'emploi de l'année précédente (pourcentage)



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (UE) ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 représente la migration entrante et sortante dans les régions à la traîne par rapport aux autres régions sur la période 2000–16, définie comme les flux bruts de migrants entrants et sortants divisés par la population régionale de la période précédente. Les régions à la traîne d'un pays sont celles dont le PIB réel par habitant était inférieur à la médiane régionale du pays en 2000 et dont la croissance moyenne a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000–16. La plage 2 représente la part de la population qui s'est déplacée au cours de l'année écoulée par niveau d'instruction, sur la base des données au niveau des travailleurs tirées de l'enquête sur les forces de travail de l'UE sur la période 2000–16. Le niveau 1<sup>er</sup> cycle du secondaire indique moins de 9 ans d'études, le niveau 2<sup>e</sup> cycle du secondaire entre 9 et 12 ans d'études et l'enseignement supérieur plus de 12 ans d'études. La plage 3 représente la part de la population qui s'est déplacée au cours de l'année écoulée en fonction de la situation au regard de l'emploi, sur la base des données au niveau des travailleurs individuels tirées de l'enquête sur les forces de travail de l'UE sur la période 2000–16. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays.

ou lorsque la répartition est inefficace, les chocs négatifs peuvent avoir des effets prolongés, qui contribuent à de moindres performances dans certaines régions et accentuent les disparités à l'intérieur d'un pays. Cette section examine les écarts de mobilité de la main-d'œuvre entre les régions à la traîne et les autres, les caractéristiques des migrants régionaux et les écarts entre régions du point de vue de l'efficacité de l'affectation du capital opérée par les entreprises (la sensibilité de leurs investissements aux rendements marginaux du capital).

Les régions à la traîne ont en moyenne des flux migratoires bruts inférieurs (dans les deux sens) à ceux des autres régions. Cela laisse à penser que leurs mécanismes de réallocation de la main-d'œuvre sont moins puissants, puisqu'elles ont en fait moins de chances que d'autres de subir des chocs (graphique 2.13, page 1)<sup>27</sup>. Les travailleurs les plus instruits (enseignement secondaire ou supérieur) ou ceux qui ont un emploi sont plus enclins à se déplacer à l'intérieur d'un pays (graphique 2.13, pages 2 et 3). Ces faits concordent avec les migrations plus faibles dans les régions à la traîne, où le chômage tend à être plus élevé et le niveau d'instruction et de qualification plus faible.

Pour une autre perspective sur l'allocation des facteurs entre les régions d'un même pays, on analyse les écarts d'efficacité de l'affectation des ressources des entreprises d'une région à l'autre. L'efficacité de l'affectation des ressources est mesurée au niveau des entreprises par la réactivité de leurs investissements (croissance du capital) au rendement marginal d'une unité supplémentaire de capital (représenté par le produit marginal du capital), après prise en compte d'une série de différences région–secteur–pays–année. Ces estimations au niveau des entreprises sont ensuite mises en correspondance avec la région, le pays, le secteur et l'année, ce qui permet de construire leur distribution entre les régions par pays, secteur et année. L'analyse montre qu'une plus grande variabilité de l'efficacité de l'affectation des ressources des entreprises d'une région à l'autre d'un pays — représentée par le ratio de l'écart-type sur l'efficacité moyenne de l'affectation par pays–secteur–année — est corrélée à de plus fortes disparités régionales de l'activité économique. En substance, l'écart de performance entre les régions tend aussi à se creuser en présence de fortes disparités régionales dans la réactivité des entreprises aux rendements marginaux du capital<sup>28</sup>.

<sup>27</sup>Voir l'annexe 2.5 en ligne pour plus de détails sur l'incidence de la concurrence des importations provenant de la Chine et les chocs d'automatisation pour les régions à la traîne par rapport aux autres régions.

<sup>28</sup>Voir l'annexe 2.6 en ligne pour plus de détails sur la construction de la mesure. Le ratio de l'écart-type sur la moyenne de la distribution est également appelé coefficient de variation.

Comme pour la dynamique de l'ajustement régional, les politiques et distorsions structurelles à l'échelle nationale peuvent affecter la variabilité de l'efficacité de l'affectation des ressources des entreprises d'une région à l'autre d'un pays, en incitant les entreprises à faire des choix plus ou moins judicieux. L'analyse indique que les politiques nationales qui favorisent la flexibilité et l'ouverture des marchés de produits sont associées à une moindre variabilité de l'efficacité de l'affectation des ressources des entreprises d'une région à l'autre d'un pays (graphique 2.14). En particulier, les pays où la réglementation des marchés de produits est moins stricte (par rapport au niveau de protection pour les entreprises en place), les coûts administratifs de création d'une entreprise plus faibles et les échanges plus ouverts sont tous associés à une moindre variabilité régionale de l'efficacité de l'affectation du capital. Ces associations pourraient refléter les effets sélectifs de marchés plus concurrentiels et plus fluides sur les entreprises, réduisant les écarts d'efficacité de l'affectation des ressources d'une région à l'autre, et les effets positifs d'une plus grande flexibilité des facteurs à réallouer par les entreprises individuelles et entre elles.

### Résumé et implications pour l'action publique

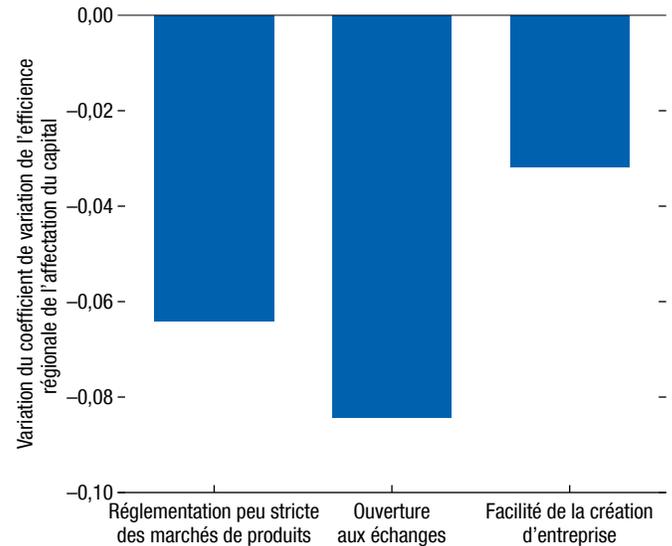
La dimension régionale des performances économiques suscite beaucoup d'intérêt depuis quelques années, car on s'aperçoit que le creusement des écarts entre les régions des pays avancés en termes de croissance et d'opportunités d'emploi nourrit le malaise social et la méfiance, des régions et des personnes étant laissées pour compte. Le chapitre montre que, bien que ces affirmations contiennent une part de vérité, l'ampleur des disparités régionales est très différente d'un pays à l'autre. Les disparités régionales sont étroitement associées à des écarts dans la composition sectorielle de l'emploi et dans les niveaux de productivité sectorielle. Les régions à la traîne d'un pays tendent à avoir une productivité du travail plus faible, tous secteurs confondus, et à concentrer davantage les emplois dans l'agriculture et l'industrie que dans les services (et particulièrement les secteurs des services à forte croissance de la productivité, comme les technologies de l'information et les communications). Elles tendent aussi à avoir une population de travailleurs dans la force de l'âge moins nombreuse que les autres régions, ce qui peut contribuer aussi à leur moindre productivité (Feyrer, 2007 ; Adler *et al.*, 2017).

L'ajustement régional aux chocs négatifs sur la demande de main-d'œuvre locale prend généralement

### Graphique 2.14. Effets des politiques structurelles nationales sur la dispersion régionale infranationale de l'efficacité de l'affectation du capital

(Réponse à une augmentation d'un écart-type de la variable indiquée)

La dispersion régionale de l'efficacité de l'affectation du capital des entreprises (soit la réactivité de leurs investissements aux rendements du capital) tend à être plus faible dans les pays où des politiques nationales favorisent l'ouverture des marchés.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent la variation moyenne du coefficient de variation de l'efficacité régionale de l'affectation du capital, calculée par pays–secteur–année, associée à une variation d'un écart-type de la variable de politique structurelle indiquée. Tous les effets indiqués sont statistiquement significatifs au niveau de 10 %. La régression neutralise les effets fixes pays–secteurs et secteurs–années, les erreurs-types étant regroupées par pays–année. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour le détail de l'échantillon de pays, et l'annexe 2.6 en ligne pour plus de détails sur les méthodes économétriques.

du temps et est associé à un chômage plus élevé, reflet de frictions dans la circulation de la production et de l'emploi entre secteurs et dans la mobilité de la main-d'œuvre. Les régions à la traîne ne semblent pas plus exposées à ces chocs, mais elles semblent souffrir davantage face à certains d'entre eux (en particulier les chocs liés aux différences d'exposition aux changements technologiques), ce qui suggère que les mécanismes d'ajustement dans les régions à la traîne peuvent être moins fluides que dans d'autres régions.

Comment les politiques publiques peuvent-elles réduire ces disparités et promouvoir un meilleur ajustement régional ? Les analyses exposées ici et dans des études antérieures proposent plusieurs mesures possibles. Comme il est indiqué plus haut, tout le monde s'accorde à penser que le capital humain joue un rôle pivot dans le développement régional. Des mesures consistant à renforcer les

opportunités d'enseignement et de formation et leur qualité lorsqu'il y a des insuffisances, ainsi que des réformes de l'enseignement plus générales pour améliorer les résultats de l'apprentissage et s'adapter à l'évolution du monde du travail, bénéficieraient proportionnellement plus aux régions à la traîne (voir aussi Coady et Dizioli, 2017, et Banque mondiale, 2018, 2019a). De même, des politiques du marché du travail plus actives pour créer de l'emploi, recycler les personnes déplacées et trouver de nouveaux emplois appropriés pour les sans-emploi pourraient aider à relever les régions à la traîne et faciliter l'ajustement. Toutefois, pour que les politiques du marché du travail actives portent leurs fruits, leur conception est déterminante. Elles doivent être soigneusement adaptées pour traiter les défaillances du marché du travail propres au contexte régional et évaluées et améliorées régulièrement (Card, Kluve et Weber, 2018).

Les politiques et les distorsions nationales concernant les marchés du travail et de produits affectent également l'ajustement régional et la réallocation des facteurs (Dabla-Norris *et al.*, 2015 ; Boeri *et al.*, 2019). Les données présentées ici suggèrent qu'un calibrage approprié de la réglementation en matière de protection de l'emploi et des régimes d'assurance-chômage peut faciliter l'ajustement des marchés du travail régionaux, atténuant les effets des chocs négatifs sur le chômage. Une plus grande flexibilité peut aussi s'accompagner utilement d'un effort plus volontariste de requalification professionnelle et d'autres formes d'aide à l'emploi pour que les travailleurs déplacés parviennent à la reconversion nécessaire et retrouvent rapidement un emploi (Aiyar *et al.*, 2019)<sup>29</sup>. Les marchés de produits plus ouverts — du fait de moindres barrières à l'entrée et d'une plus grande ouverture aux

échanges — sont associés à une moindre variabilité de l'efficacité de l'affectation du capital des entreprises d'une région à l'autre d'un pays, laquelle s'accompagne elle-même de moindres disparités régionales. Des marchés plus concurrentiels dans un pays sont associés à une plus grande efficacité de la réaffectation du capital, tant à l'intérieur des régions qu'entre elles.

Bien que l'analyse ne s'y attache pas ici en raison de contraintes de données, des politiques budgétaires et des investissements localisés, visant des zones géographiques spécifiques, peuvent aussi aider les régions à la traîne, mais seulement lorsque le besoin est concentré géographiquement et que le ciblage au niveau individuel a été moins efficace (l'encadré 2.4 explore les politiques localisées et propose une analyse plus approfondie). Des données montrent qu'une décentralisation budgétaire plus forte, qui permet effectivement des politiques géographiquement plus différenciées, peut aussi contribuer à réduire les disparités régionales (Lessmann, 2009 ; Kappeler *et al.*, 2013 ; Blöchliger, Bartolini et Stossberg, 2016). Austin, Glaeser et Summers (2018) défendent l'idée qu'un ciblage spatial explicite peut également se justifier si certaines régions sont plus sensibles que d'autres aux interventions budgétaires — par exemple si le marché du travail enregistre une stagnation plus forte parce que la demande locale est déprimée. Toutefois, les politiques localisées doivent être soigneusement conçues pour garantir que l'ajustement bénéfique est encouragé au lieu de rencontrer une opposition (Kline et Moretti, 2014) et pour éviter toute interférence avec la réussite continue des régions motrices (Barca, McCann et Rodríguez-Pose, 2012 ; Pike, Rodríguez-Pose et Tomaney, 2017 ; Rodríguez-Pose, 2018).

<sup>29</sup>Par exemple, voir le modèle danois de « flexisécurité » qui associe une grande flexibilité en matière d'embauche et de licenciement à la reconversion professionnelle, l'adéquation de l'offre et de la demande d'emploi et des indemnités de chômage qui font l'objet d'un suivi étroit et de strictes conditionnalités (OCDE, 2016a).

**Encadré 2.1. Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales**

Malgré ses multiples insuffisances en tant que mesure du bien-être individuel et social, le PIB réel par habitant reste la pierre angulaire de nombreuses analyses économiques et comparaisons internationales<sup>1</sup>. De récents travaux de recherche indiquent que cette mesure générale est encore utile pour les comparaisons internationales, constatant qu'elle est étroitement corrélée pour un large ensemble d'indicateurs basés sur différents aspects du bien-être humain (notamment le bien-être subjectif, la mortalité, les inégalités et les loisirs)<sup>2</sup>. Toutefois, pour ce qui est des comparaisons entre les régions d'un même pays, deux problèmes se posent et peuvent compliquer l'interprétation, du point de vue du bien-être, des tendances du PIB réel par habitant (les écarts régionaux de prix ou de coût de la vie et les effets sur le revenu individuel de la redistribution budgétaire et des flux de revenus entrants et sortants).

Bien que le PIB réel par habitant soit généralement corrigé des écarts moyens du coût de la vie entre pays (ajustements aux parités de pouvoir d'achat), il est rare que les écarts régionaux de coût de la vie soient pleinement reflétés dans les mesures du PIB réel par habitant régional, la principale raison en étant le manque de disponibilité des indices de prix régionaux<sup>3</sup>. Gennaioli *et al.* (2014) tentent de corriger cette carence pour un sous-ensemble de pays dans leur ensemble de données mondiales en utilisant les écarts de coût du logement pour représenter le coût de la vie. Leur étude constate que, bien qu'elles aient diminué, les disparités régionales sont restées substantielles. Gbhoui, Lam et Lledo (2019) entreprennent un calcul similaire avec des données plus récentes. Comme le montre le graphique 2.1.1, ils constatent également que les disparités régionales (représentées par le ratio du PIB réel par habitant de la région du 75<sup>e</sup> sur celui de la région du 25<sup>e</sup> centile à l'intérieur d'un pays) sont réduites avec la correction, mais qu'elles restent élevées, le ratio allant de 1,34 à 1,26, en moyenne. Il en résulte que, bien que les écarts de prix régionaux soient un facteur, ils n'expliquent pas toutes les disparités régionales de l'activité économique.

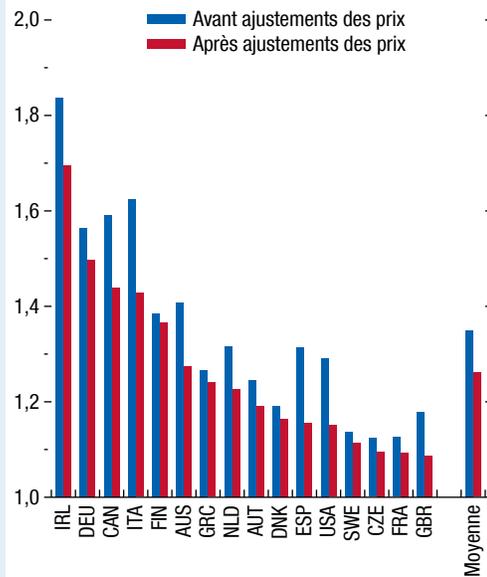
L'auteur de cet encadré est John Bluedorn, avec des contributions de William Gbhoui, W. Raphael Lam et Victor Lledo.

<sup>1</sup>Voir notamment Fleurbaey (2009), Coyle (2015), Feldstein (2017) et Stiglitz, Fitoussi et Durand (2018).

<sup>2</sup>Voir Stevenson et Wolfers (2008) et Jones et Klenow (2016) pour des données.

<sup>3</sup>Voir Feenstra, Inklaar et Timmer (2015) pour une discussion sur la correction des mesures du PIB par les parités de pouvoir d'achat, et OCDE (2018) pour les détails sur la construction de la base de données régionales de l'OCDE.

**Graphique 2.1.1. Disparités régionales infranationales : avant et après ajustements des prix régionaux**  
(Ratio pour l'écart interquartile du PIB réel par habitant entre régions infranationales, par pays, sur la période 2000–14)



Source : Gbhoui, Lam et Lledo (2019).

Note : construit à partir de la base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de Gennaioli *et al.* (2014) et de Luxembourg Income Study pour les années disponibles. L'ajustement des prix est basé sur le déflateur des prix du logement. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Le PIB réel par habitant mesure la production réelle ou l'activité économique d'un territoire sur une période donnée (Organisation des Nations Unies, 2009). Il ne mesure pas le revenu dont dispose un individu ou un ménage pour sa consommation et son investissement, qui serait une mesure plus directe du bien-être. Cette donnée est mieux représentée par le revenu disponible, soit la somme du revenu du travail et du revenu des investissements après impôt et transferts<sup>4</sup>. Étant donné que le revenu disponible incorpore des flux de revenus provenant d'autres sources, comme les revenus du capital provenant de portefeuilles géographiquement diversifiés, il

<sup>4</sup>Voir OCDE (2013, 2018) pour plus de détails sur le revenu disponible et sa construction et sa disponibilité au niveau des régions.

**Encadré 2.1 (fin)**

peut mieux rendre compte du partage de risques entre régions et produire des disparités régionales plus faibles<sup>5</sup>. La redistribution budgétaire par l'impôt et les transferts à l'intérieur des régions et entre elles peut offrir un autre canal pour réduire les écarts de revenu entre régions<sup>6</sup>. Pour les quelques pays et années pour lesquels on dispose du revenu disponible régional par habitant, les écarts régionaux sont plus faibles qu'ils ne le sont lorsqu'ils sont mesurés par les écarts de PIB réel par habitant, mais, là

<sup>5</sup>Asdrubali, Sørensen et Yosha (1996) exploitent ce fait pour estimer l'ampleur du partage de risques entre les régions des États-Unis.

<sup>6</sup>Voir Obstfeld et Peri (1998) et Boadway et Shah (2007) pour une discussion sur le rôle de la redistribution budgétaire pour faciliter l'ajustement.

encore, ils peuvent être élevés (OCDE, 2018). À titre d'exemple, les régions des États-Unis où le revenu est le plus élevé avaient un revenu disponible par habitant supérieur de plus de 50 % à la moyenne nationale.

Étant donné sa plus grande disponibilité temporelle et internationale, le PIB réel par habitant régional reste la meilleure mesure pour évaluer l'ampleur et l'évolution des écarts d'activité économique entre régions. Cependant, reconnaissant ses inconvénients comme mesure du bien-être et motivée par les nombreuses données sur le rôle pivot de l'emploi dans la satisfaction qu'un individu tire de sa vie, l'analyse du chapitre s'intéresse davantage aux résultats et à l'ajustement des marchés du travail régionaux, à l'instar de certains des travaux de recherche les plus récents (Austin, Glaeser et Summers, 2018).

### Encadré 2.2. Changements climatiques et disparités régionales infranationales

Les changements climatiques pourraient accentuer les disparités régionales infranationales dans de nombreux pays avancés d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette conclusion se fonde sur deux constats. Premièrement, les estimations de l'effet des hausses de température sur la productivité sectorielle du travail (agriculture, industrie et services) au niveau infranational indiquent que l'agriculture et l'industrie souffriront probablement, même dans les pays avancés. Deuxièmement, étant donné que les régions à la traîne tendent à se spécialiser dans l'agriculture et l'industrie (voir le graphique 2.9), l'effet négatif du réchauffement mondial sur la productivité de la main-d'œuvre pourrait être plus marqué dans ces régions, accentuant encore leur retard d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

L'analyse au niveau des pays présentée au chapitre 3 de l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale* établit déjà qu'une hausse de 1,0°C de la température abaisse la productivité du travail dans les secteurs d'activité exposés à la chaleur (principalement l'agriculture et l'industrie), alors qu'il n'y a pas d'effet négatif sur les secteurs non exposés à la chaleur (principalement les services)<sup>2</sup>. Elle montre aussi une faible adaptation aux changements climatiques, excepté dans les pays avancés. Étant donné que l'analyse présentée dans cet encadré s'intéresse seulement aux pays avancés, qui ont déjà investi dans l'adaptation climatique, tout effet négatif découvert ici devrait se situer à la borne inférieure des estimations dans un échantillon mondial.

De manière générale, la température a un effet non linéaire sur l'activité économique : dans les régions très froides, le réchauffement peut avoir des effets positifs sur l'économie. Au-delà d'un certain niveau « optimal », l'augmentation de la température nuit à la production économique et à la productivité du travail. On observe toutefois une forte hétérogénéité dans la relation entre la température et la productivité du travail d'un secteur à l'autre, comme le montre le graphique 2.2.1<sup>3</sup>. À titre d'exemple, pour une région à la traîne médiane, dont la température

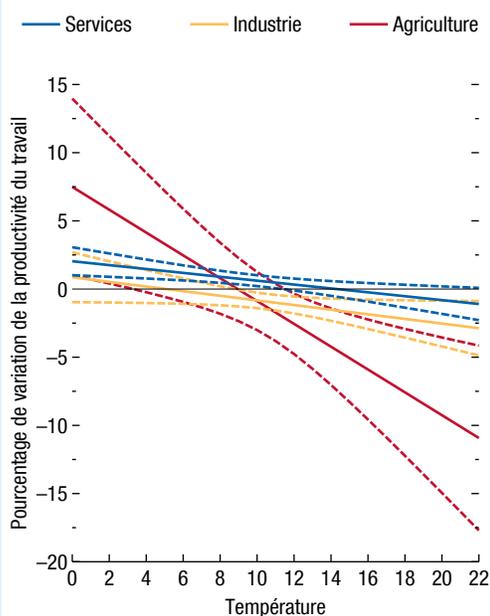
L'auteur de cet encadré est Natalija Novta.

<sup>1</sup>Voir aussi l'édition d'octobre 2019 du Moniteur des finances publiques (*Fiscal Monitor*) pour une analyse examinant l'impact différencié que peuvent avoir les politiques d'atténuation des changements climatiques d'une région à l'autre d'un même pays, en fonction de leur mix sectoriel.

<sup>2</sup>Suivant la classification établie par Graff Zivin et Neidell (2014), les secteurs d'activité exposés à la chaleur sont la sylviculture, la pêche et la chasse, la construction, les industries extractives, les transports, les services d'utilité publique et l'industrie manufacturière.

<sup>3</sup>Sur la base des estimations du graphique 2.2.1, la température optimale est voisine de 14°C pour le secteur des services, mais de seulement 5°C et 9°C pour l'industrie et l'agriculture, respectivement.

**Graphique 2.2.1. Effet marginal d'une hausse de 1 °C de la température sur la productivité sectorielle du travail**



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; université d'East Anglia, Climate Research Unit ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre l'effet contemporain d'une hausse de 1°C de la température sur la productivité sectorielle du travail. L'effet de la température n'étant pas linéaire, nous montrons son effet marginal à chaque niveau de la température annuelle moyenne régionale. La spécification de référence reflète celle du chapitre 3 de l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale*, mais elle est réestimée dans un échantillon de régions infranationales des pays avancés, dont la population est d'au moins 250 000 habitants. Le secteur de l'industrie comprend l'industrie, l'industrie manufacturière et la construction de la classification de l'OCDE (ISIC rév. 4). La productivité du travail sectorielle est définie comme la valeur ajoutée sectorielle brute divisée par le nombre d'employés du secteur. La variable dépendante est la croissance de la productivité sectorielle du travail ; elle est régressée sur la température annuelle moyenne pondérée de la population, la température au carré, les précipitations et les précipitations au carré, en neutralisant les décalages d'un an de toutes les variables climatiques, un décalage de la variable dépendante et les effets fixes régionaux infranationaux. Les traits pleins représentent les estimations ponctuelles pour chaque secteur et les traits en pointillés les intervalles de confiance à 90 %. Les erreurs-types sont regroupées par région infranationale.

### Encadré 2.2 (fin)

annuelle moyenne est de 12°C dans cet échantillon, une hausse de 1°C de la température réduirait la productivité du travail dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie et n'aurait aucun effet sur le secteur des services. Au contraire, la région non à la traîne médiane étant à 10,5°C, une hausse de 1°C de la température annuelle moyenne accroîtrait la productivité dans le secteur des services, tandis qu'elle l'abaisserait dans l'industrie et n'aurait aucun effet statistiquement significatif dans l'agriculture.

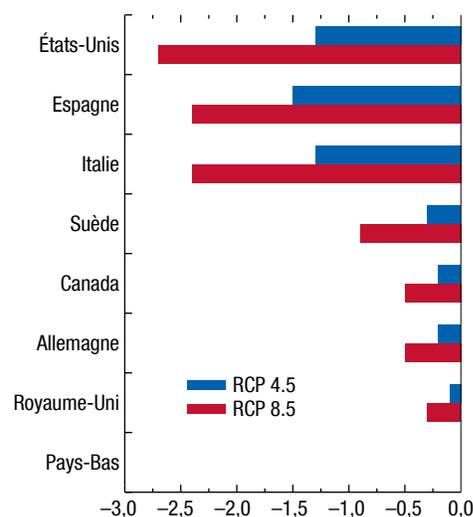
Au vu de ces constats, il n'est pas surprenant qu'un nouveau décrochage des régions à la traîne (les plus chaudes) soit à prévoir dans les prochaines décennies. Au début de la première décennie 2000, la productivité du travail dans les régions à la traîne représentait, en moyenne, 85 % environ de celle des autres régions (graphique 2.9). Dans un scénario de réchauffement climatique non atténué (scénario RCP 8.5)<sup>4</sup>, la productivité du travail dans les régions à la traîne pourrait chuter d'environ 2 à 3 points de pourcentage en Espagne, aux États-Unis et en Italie d'ici 2100 (graphique 2.2.2). Cette évolution est comparable au déclin de la productivité relative de la main-d'œuvre dans les régions à la traîne entre 2002 et 2014 (graphique 2.9). Dans un scénario moins radical, qui suppose un pic des émissions vers 2050 (RCP 4.5), le déclin de la productivité de la main-d'œuvre dans les régions à la traîne serait moindre, à environ 1,5 point de pourcentage.

Les régimes climatiques antérieurs pourraient avoir déjà contribué au retard pris par certaines régions. Une hausse de 1°C de la température annuelle moyenne accroît la probabilité d'être à la traîne de quelque 2 points de pourcentage ou d'environ 10 % par rapport à la probabilité de référence d'environ 20 %, même après neutralisation des effets fixes pays et années. Cela signifie que, hypothétiquement, si la région la plus froide d'un pays devenait la plus chaude, et étant donné qu'un écart médian de 5,5°C les sépare, cette région aurait une probabilité plus forte de 11 points de pourcentage d'être à la traîne.

Enfin, il faut souligner que, même si le réchauffement climatique est un processus assez lent, il est très persistant et ses effets négatifs ont été historiquement extrêmement difficiles à effacer. Par conséquent, même les effets absolus démontrés ici qui semblent faibles doivent être source de préoccupation, surtout parce qu'ils se manifestent dans le contexte de pays avancés qui sont relativement bien adaptés et ont des climats tempérés.

<sup>4</sup>Les scénarios RCP (« Representative Concentration Pathways ») sont construits par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

**Graphique 2.2.2. Variation de la productivité du travail des régions à la traîne par rapport aux autres due à l'augmentation projetée des températures entre 2005 et 2100**  
(Points de pourcentage)



Sources : projections de températures de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) pour les scénarios RCP 4.5 et 8.5 ; base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique est construit en procédant comme suit : premièrement, pour 2005, on calcule le ratio de la productivité du travail des régions à la traîne par rapport aux autres régions, comme la moyenne pondérée des productivités du travail dans l'agriculture, dans l'industrie et dans les services ; deuxièmement, on utilise l'augmentation moyenne projetée des températures pour 2005–2100 suivant les scénarios RCP 4.5 et 8.5 et les productivités du travail sectorielles estimées pour projeter la productivité du travail sectorielle au niveau des régions infranationales en 2100 dans chacun des deux scénarios RCP ; enfin, on calcule l'écart entre la productivité du travail projetée des régions à la traîne (par rapport aux autres) en 2100 et la productivité du travail réelle des régions à la traîne (par rapport aux autres) en 2005. Les scénarios RCP sont des scénarios de concentration des gaz à effet de serre construits par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2014). Le scénario RCP 4.5 est un scénario intermédiaire, qui suppose que les émissions culminent vers 2050 et diminuent ensuite. Le scénario RCP 8.5 est un scénario non atténué dans lequel les émissions continuent d'augmenter tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle.

### Encadré 2.3. Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles

Le recul de la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total observé au cours des dernières décennies est source d'attention depuis quelques années, car il est possible que l'industrie manufacturière joue un rôle de catalyseur de la croissance de la productivité et de la convergence des revenus et qu'elle soit une source d'emplois bien rémunérés pour les travailleurs moins qualifiés (le chapitre 3 de l'édition d'avril 2018 des *Perspectives de l'économie mondiale* présente une analyse approfondie de ce postulat). Des fermetures d'usines ont accompagné cette tendance, les destructions d'emplois se concentrant parfois dans certaines régions d'un pays. De nombreuses études se sont intéressées aux effets des fermetures d'usines sur les marchés du travail locaux, la plupart des plus anciennes portant sur les fermetures dans l'industrie lourde comme le charbon, l'acier et les chantiers navals<sup>1</sup>. Plus récemment, les effets des fermetures d'usines automobiles font l'objet de davantage d'études, bien que la plupart d'entre elles aient examiné les effets pour un seul pays ou ceux d'une seule fermeture<sup>2</sup>.

Compte tenu de ces éléments, cet encadré examine l'impact des fermetures d'usines automobiles — événements causés par des forces extérieures à la région immédiate — sur les marchés du travail régionaux pour un échantillon de six pays avancés pour lesquels il existe des données historiques sur les fermetures d'usines automobiles<sup>3</sup>. L'encadré compare les taux de chômage dans les régions où des usines ont été fermées entre 2000 et 2016 et dans les régions du même pays qui n'ont pas connu de tels chocs. Si les régions d'un pays savaient réallouer la main-d'œuvre et le capital, elles pourraient absorber les chocs, y compris les chocs permanents, et ne présenteraient pas d'effets persistants sur l'activité et l'emploi à l'échelle locale, et les différences entre les deux groupes de régions seraient minimales.

L'analyse indique que les régions ayant connu des fermetures d'usines automobiles ont généralement enregistré de plus fortes hausses du chômage après les

L'auteur de cet encadré est Zsóka Kóczán.

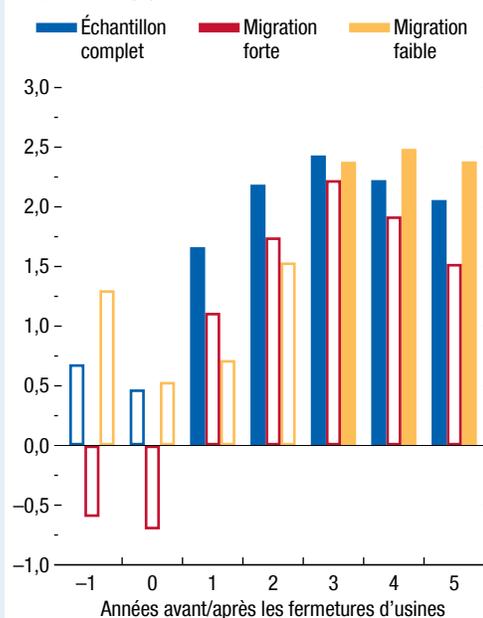
<sup>1</sup>Voir, par exemple, Martin et Rowthorn (1986), Pinch et Mason (1991), Hinde (1994), Kirkham et Watts (1998), Tomaney, Pike et Cornford (1999), Shutt, Henderson et Kumi-Ampofo (2003) et Henderson et Shutt (2004).

<sup>2</sup>Voir Chapain et Murie (2008), Ryan et Campo (2013), Bailey *et al.* (2014) et Stanford (2017) pour des exemples récents.

<sup>3</sup>L'échantillon de pays est constitué de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni, et couvre la période 2000–16. Dans ces pays, 30 usines ont fermé au cours de la période étudiée.

#### Graphique 2.3.1. Associations entre les fermetures d'usines automobiles et le taux de chômage

(Variation du taux de chômage en points de pourcentage)



Sources : base de données régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Ce graphique présente les coefficients estimés à partir de régressions du taux de chômage sur une variable muette indiquant si la région a enregistré au moins une fermeture d'usine, en neutralisant le PIB par habitant initial, la densité de population, la part de l'emploi dans l'industrie et le ratio de dépendance. Les barres pleines indiquent des valeurs statistiquement significatives au niveau de 10 %, ce qui n'est pas le cas des barres creuses. La migration forte et faible renvoient aux flux migratoires bruts partagés à la médiane de l'échantillon.

fermetures que les régions comparables du même pays, la différence étant statistiquement significative. Une régression des taux de chômage régionaux sur une variable représentative d'une fermeture d'usine au moins intervenue dans la région fait ressortir des effets significatifs et persistants, même après neutralisation des écarts régionaux du point de vue de la part de l'industrie dans l'emploi, du PIB réel par habitant initial, de la densité démographique et des ratios de dépendance (graphique 2.3.1, échantillon complet). Le taux de chômage dans les régions qui enregistrent des fermetures d'usines automobiles augmente pendant trois ans après le choc, car

**Encadré 2.3 (fin)**

l'impact initial de la fermeture est amplifié par les effets de contagion locale aux autres secteurs<sup>4</sup>.

La migration sortante doit être un mécanisme d'ajustement essentiel après des fermetures d'usines automobiles si les autres options d'emploi locales sont insuffisantes. Pour examiner le rôle des migrations, les régressions de cette étude sont répétées séparément pour les régions où les flux migratoires bruts sont élevés et faibles. Les effets persistants sur le chômage sont plus marqués dans les régions dont les flux migratoires bruts sont faibles. Les effets négatifs des fermetures ne sont pas statistiquement significatifs dans les régions où les

<sup>4</sup>Voir Goldstein (2017) pour des descriptions précises de ces effets.

flux migratoires bruts sont élevés (graphique 2.3.1, sous-échantillons avec migration forte et faible). Les effets très persistants des fermetures définitives d'usines automobiles concordent avec un blocage de l'ajustement dans certaines régions, en particulier celles où la mobilité est faible, peut-être en raison du caractère plus limité et sélectif de la migration<sup>5</sup>. Des effets endogènes sur la demande locale et les anticipations relatives au développement d'un lieu touché par des fermetures d'usines pourraient encore renforcer les effets de ces chocs locaux et accentuer ainsi les disparités régionales à l'intérieur des pays.

<sup>5</sup>Voir Kim (2008) et Duranton et Venables (2018) pour une analyse du caractère mobile de la main-d'œuvre.

### Encadré 2.4. Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures

Les responsables de l'élaboration des politiques déploient toute une palette d'outils pour réduire les inégalités économiques, notamment la redistribution budgétaire par l'impôt et les transferts et les politiques favorables à la croissance pour améliorer l'enseignement, les soins de santé, l'infrastructure et l'offre de logement à prix abordable (édition d'octobre 2017 du Moniteur des finances publiques). La plupart des politiques nationales ont été géographiquement aveugles, car elles ont ciblé des individus en fonction de leur situation et de leurs caractéristiques, indépendamment de leur lieu de résidence. Les indemnités nationales d'incapacité et de chômage aux États-Unis et les indemnités de chômage en France et en Espagne, qui ciblent les individus dans le besoin ou au chômage indépendamment du lieu où ils se trouvent, sont des exemples de ces mesures. Cependant, les disparités économiques régionales croissantes observées dans certains pays ont accru l'intérêt pour les politiques budgétaires localisées ou géographiquement ciblées afin de mieux lutter contre les inégalités.

Les politiques localisées visent à promouvoir l'équité régionale et la croissance inclusive et à protéger contre les chocs spécifiques aux régions (Kim et Dougherty, 2018). Citons parmi ces politiques : les fonds de développement régionaux de l'Union européenne, qui soutiennent les régions infranationales naturellement défavorisées (enclavées, moins développées ou frappées par une catastrophe

naturelle) ; les organismes de développement régional du Canada, qui appuient la diversification des économies régionales et le développement communautaire ; et les zones d'entreprises aux États-Unis, qui offrent des crédits d'impôt pour créer de nouveaux emplois et favoriser l'investissement. Comme le montre le tableau 2.4.1, les interventions géographiquement ciblées peuvent différer par leurs objectifs immédiats, leur couverture spatiale et les instruments budgétaires. Les éléments qui seront utilisés dépendront de la nature des problèmes régionaux sous-jacents.

Les politiques localisées peuvent conforter le succès des politiques budgétaires existantes en matière de réduction des inégalités si 1) les bénéficiaires ciblés, tels que les ménages à faible revenu ou les chômeurs, sont géographiquement concentrés et 2) les approches nationales traditionnelles avec conditions de ressources ont une couverture limitée, sont moins progressistes ou sont difficiles à appliquer (Coady, Grosh et Hoddinott, 2004 ; Moniteur des finances publiques, édition d'octobre 2017)<sup>1</sup>. Les politiques localisées peuvent être également intéressantes si les interventions budgétaires sont censées avoir des impacts plus marqués sur les populations défavorisées dans certaines régions, par exemple

<sup>1</sup>La couverture limitée renvoie au fait que, dans la plupart des pays, une fraction seulement des ménages qui remplissent les critères pour bénéficier d'un transfert (par exemple sous conditions de ressources) en bénéficient effectivement. La couverture est calculée comme le pourcentage de ménages remplissant les conditions d'accès qui reçoivent effectivement le transfert.

Les auteurs de cet encadré sont William Gbohoui, W. Raphael Lam et Victor Lledo.

**Tableau 2.4.1. Exemples de politiques localisées**

Objectifs	Instruments	Programmes nationaux	Couverture
Zones d'entreprises : attirent des entreprises pour créer des emplois et investir	Incitations fiscales sur l'investissement, la création d'emplois et l'impôt sur les sociétés ; réglementation rationalisée	Programme fédéral américain : « Empowerment Zones »	Zones et communautés de la région
Promotion des agglomérats : regroupements d'entreprises de pointe et d'organismes de recherche	Incitations fiscales ; dépenses publiques de recherche-développement ; subventions	Système local de production en France ; programmes « High-Tech-Offensive » en Bavière (Allemagne).	Région ; communautés à l'intérieur de la région.
Programmes de réinstallation : payer les personnes pour vivre/déménager dans certaines régions	Exonérations d'impôt sur le revenu ; subventions et transferts	Crédit de taxe d'habitation pour les bas revenus aux États-Unis ; crédits d'impôt sur le revenu pour les chômeurs qui déménagent pour un travail en Espagne ; initiative de développement économique du Nord (CanNor) au Canada pour maintenir les jeunes dans les régions du Nord.	Quartiers à faibles revenus

Sources : Neumark et Simpson (2014) ; Banque mondiale (2009) ; estimations des services du FMI.

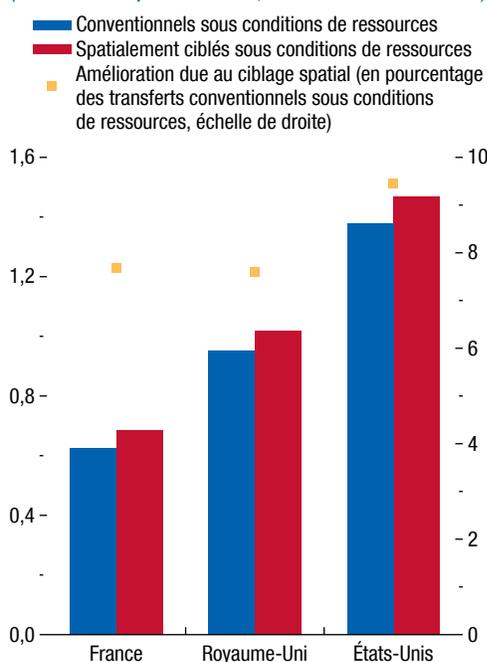
**Encadré 2.4 (fin)**

dans le cas des incitations à l'embauche qui pourraient être plus efficaces du point de vue de la création d'emplois et de la croissance dans les régions où le taux de chômage est élevé (Austin, Glaeser et Summers, 2018). Les politiques localisées doivent veiller à ce que les interventions facilitent la convergence et la réaffectation sectorielle en réponse aux chocs, et qu'elles ne créent pas de nouveaux obstacles. Mais les dirigeants doivent aussi prendre garde au fait que ces politiques peuvent susciter des préoccupations d'équité horizontale, car des individus qui ont le même statut mais ne vivent pas dans la même région peuvent être traités différemment.

À partir d'enquêtes de revenu auprès des ménages pour une sélection de pays, des simulations suggèrent qu'une combinaison de ciblage spatial et de programmes traditionnels sous conditions de ressources pourrait améliorer de 7 à 10 % l'efficacité de la redistribution budgétaire (représentée par l'ampleur du déclin des inégalités de revenu) sans surcoût budgétaire (voir le graphique 2.4.1 et Gbohoui, Lam et Lledo, 2019, pour plus de détails). Ainsi, comme la France et le Royaume-Uni ont des filets de sécurité sociale très progressistes et parviennent à toucher un pourcentage élevé de ménages pouvant bénéficier de transferts, les gains potentiels du ciblage spatial sont assez faibles (environ 7–8 %). Les améliorations sont en revanche plus nettes (environ 10 %) aux États-Unis, où les ménages les plus pauvres se concentrent dans les régions à la traîne et où un pourcentage plus élevé de ménages qui remplissent les critères d'octroi ne reçoivent pas de transferts (c'est-à-dire que la couverture est moins bonne).

Lorsqu'on conçoit et met en place des politiques localisées, il est important d'attribuer les responsabilités au niveau d'administration approprié. Le choix doit tenir compte des dispositifs budgétaires inter-administrations au sein d'un pays (par exemple État unitaire ou fédéral) ainsi que de la capacité à lever des recettes et de la possibilité d'opérer des transferts entre administrations. En principe, l'administration centrale doit prendre la tête des grandes lignes de la conception et du suivi des politiques puisqu'elle peut tenir compte des éventuelles externalités et retombées entre États et provinces. Les administrations infranationales pourraient être plus impliquées dans la mise en œuvre, car elles sont plus au fait des besoins et des préférences locaux. À titre d'exemple, dans des pays fédéraux ou très décentralisés comme les États-Unis, les administrations infranationales ont une grande autonomie en matière de recettes et de dépenses pour déterminer les taux de l'impôt sur le revenu et de l'impôt foncier et les dépenses d'éducation et de santé.

**Graphique 2.4.1. Effets de la redistribution budgétaire par transferts conventionnels et transferts géographiquement ciblés sous conditions de ressources**  
(Réduction en points de Gini, sauf indication contraire)



Sources : Luxembourg Income Study ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique compare, à titre illustratif, les transferts conventionnels sous conditions de ressources (spatialement aveugles) et les transferts spatialement ciblés sous conditions de ressources. Les transferts conventionnels sous conditions de ressources ont une couverture limitée, c'est-à-dire qu'un certain pourcentage des ménages qui peut y prétendre ne reçoit pas le transfert (voir l'édition d'octobre 2017 du *Moniteur des finances publiques*). Les transferts spatialement ciblés sous conditions de ressources peuvent améliorer la couverture pour un coût budgétaire identique. L'effet de la redistribution budgétaire est défini comme la différence d'inégalité de revenu à l'échelle nationale (coefficient de Gini) avant et après impôts et transferts, et il est calculé séparément pour les transferts sous conditions de ressources conventionnels et spatialement ciblés. L'amélioration calculée est la différence de réduction de l'indice de Gini, exprimée en pourcentage de la redistribution budgétaire sous forme de transferts conventionnels sous conditions de ressources.

## Bibliographie

- Abdih, Yasser, and Stephan Danninger. 2017. "What Explains the Decline of the US Labor Share of Income? An Analysis of State and Industry Level Data." IMF Working Paper 17/167, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Acemoglu, Daron, and Melissa Dell. 2010. "Productivity Differences between and within Countries." *American Economic Journal: Macroeconomics* 2 (1): 169–88.
- Adler, Gustavo, Romain Duval, Davide Furceri, Sinem Kiliç Çelik, and Marcos Poplawski-Ribeiro. 2017. "Gone with the Headwinds: Global Productivity." IMF Staff Discussion Note 17/04, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Aiyar, Shekhar, John Bluedorn, Romain Duval, Davide Furceri, Daniel Garcia-Macia, Yi Ji, Davide Malacrino, Haonan Qu, Jesse Siminitz, and Aleksandra Zdzienicka. 2019. "Strengthening the Euro Area: The Role of National Structural Reforms in Enhancing Resilience." IMF Staff Discussion Note 19/05, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Algan, Yann, and Pierre Cahuc. 2014. "Trust, Growth, and Well-Being: New Evidence and Policy Implications." Chapter 2 in *Handbook of Economic Growth 2*, edited by Philippe Aghion and Steven N. Durlauf: 49–120. North Holland: Elsevier.
- Allen, Treb, and Costas Arkolakis. 2014. "Trade and the Topography of the Spatial Economy." *Quarterly Journal of Economics* 129 (3): 1085–140.
- Alvarez, Jorge, Ivo Krznar, and Trevor Tombe. 2019. "Internal Trade in Canada: Case for Liberalization." IMF Working Paper 19/158, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Asdrubali, Pierfederico, Bent E. Sørensen, and Oved Yosha. 1996. "Channels of Interstate Risk Sharing: United States 1963–1990." *Quarterly Journal of Economics* 111 (4): 1081–110.
- Atkinson, Tony, Joe Hasell, Salvatore Morelli, and Max Roser. 2017. *The Chartbook of Economic Inequality*. Institute for New Economic Thinking, Oxford, United Kingdom.
- Austin, Benjamin, Edward Glaeser, and Lawrence H. Summers. 2018. "Jobs for the Heartland: Place-Based Policies in 21st Century America." *Brooking Papers on Economic Activity*, Spring: 151–255.
- Autor, David H., and David Dorn. 2013. "The Growth of Low-Skill Service Jobs and the Polarization of the US Labor Market." *American Economic Review* 103 (5): 1553–597.
- Autor, David H., David Dorn, and Gordon H. Hanson. 2013a. "The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States." *American Economic Review* 103 (6): 2121–168.
- . 2013b. "The Geography of Trade and Technology Shocks in the United States." *American Economic Review* 103 (3): 220–25.
- . 2015. "Untangling Trade and Technology: Evidence from Local Labour Markets." *Economic Journal* 125 (584): 621–46.
- Bailey, David, Gill Bentley, Alex de Ruyter, and Stephen Hall. 2014. "Plant Closures and Taskforce Responses: An Analysis of the Impact of and Policy Response to MG Rover in Birmingham." *Regional Studies, Regional Science* 1 (1): 60–78.
- Bande, Roberto, Melchor Fernández, and Victor Montuenga. 2008. "Regional Unemployment in Spain: Disparities, Business Cycle and Wage Setting." *Labour Economics* 15 (5): 885–914.
- Barca, Fabrizio, Philip McCann, and Andrés Rodríguez-Pose. 2012. "The Case for Regional Development Intervention: Place-Based versus Place-Neutral Approaches." *Journal of Regional Science* 52 (1): 134–52.
- Bartik, Timothy J. 1991. "Who Benefits from State and Local Economic Development Policies?" W. E. Upjohn Institute for Employment Research, Kalamazoo, MI.
- Blanchard, Olivier Jean, and Lawrence F. Katz. 1992. "Regional Evolutions." *Brookings Papers on Economic Activity* 1: 1–75.
- Blöchliger, Hansjorg, David Bartolini, and Sibylle Stossberg. 2016. "Does Fiscal Decentralisation Foster Regional Convergence?" OECD Economic Policy Paper 17, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Boadway, Robin, and Anwar Shah, eds. 2007. *Intergovernmental Fiscal Transfers: Principles and Practice*. Public Sector Governance and Accountability Series. World Bank Group, Washington, DC.
- Boeri, Tito, Andrea Ichino, Enrico Moretti, and Johanna Posch. 2019. "Wage Equalization and Regional Misallocation: Evidence from Italian and German Provinces." NBER Working Paper 25612, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Breau, Sébastien, and Richard Saillant. 2016. "Regional Income Disparities in Canada: Exploring the Geographical Dimensions of an Old Debate." *Regional Studies, Regional Science* 3 (1): 463–81.
- Card, David, Jochen Kluge, and Andrea Weber. 2018. "What Works? A Meta Analysis of Recent Active Labor Market Program Evaluations." *Journal of the European Economic Association* 16 (3): 894–931.
- Caselli, Francesco. 2005. "Accounting for Cross-Country Income Differences." Chapter 9 in *Handbook of Economic Growth 1a*, edited by Philippe Aghion and Steven N. Durlauf. Old Holland: Elsevier. 679–741.
- Chapain, Caroline, and Alan Murie. 2008. "The Impact of Factory Closure on Local Communities and Economies: The Case of the MG Rover Longbridge Closure in Birmingham." *Policy Studies* 29 (3): 305–17.
- Che, Natasha X., and Antonio Spilimbergo. 2012. "Structural Reforms and Regional Convergence." IMF Working Paper 12/106, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chetty, Raj. 2008. "Moral Hazard versus Liquidity and Optimal Unemployment Insurance." *Journal of Political Economy* 116 (2): 173–234.
- Chetty, Raj, John N. Friedman, and Jonah E. Rockoff. 2014. "Measuring the Impacts of Teachers II: Teacher Value-Added and Student Outcomes in Adulthood." *American Economic Review* 104 (9): 2633–79.
- Chetty, Raj, and Nathaniel Hendren. 2018a. "The Impacts of Neighborhoods on Intergenerational Mobility I:

- Childhood Exposure Effects.” *Quarterly Journal of Economics* 133 (3): 1107–62.
- . 2018b. “The Impacts of Neighborhoods on Intergenerational Mobility II: County-Level Estimates.” *Quarterly Journal of Economics* 133 (3): 1163–228.
- Chetty, Raj, Nathaniel Hendren, and Lawrence F. Katz. 2016. “The Effects of Exposure to Better Neighborhoods on Children: New Evidence from the Moving to Opportunity Experiment.” *American Economic Review* 106 (4): 855–902.
- Clark, Andrew E. 2018. “Four Decades of the Economics of Happiness: Where Next?” *Review of Income and Wealth* 64 (2): 245–69.
- Clark, Andrew E., and Andrew J. Oswald. 1994. “Unhappiness and Unemployment.” *Economic Journal* 104 (424): 648–59.
- Coady, David, and Allan Dizioli. 2017. “Income Inequality and Education Revisited: Persistence, Endogeneity, and Heterogeneity.” IMF Working Paper 17/126, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Coady, David, Margaret Grosh, and John Hoddinott. 2004. *Targeting of Transfers in Developing Countries: Review of Lessons and Experience*. Washington, DC: World Bank Group.
- Coe, Neil M., Philip F. Kelly, and Henry W. C. Yeung. 2007. *Economic Geography: A Contemporary Introduction*. Oxford: Blackwell Publishing.
- Conolly, Marie, Miles Corak, and Catherine Haeck. 2019. “Intergenerational Mobility between and within Canada and the United States.” *Journal of Labor Economics* 37 (S2): S595–S641.
- Cowell, Frank. 2011. *Measuring Inequality*. Third edition. Oxford: Oxford University Press.
- Coyle, Diane. 2015. *GDP: A Brief but Affectionate History*. Revised and expanded edition. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Dabla-Norris, Era, Kalpana Kochhar, Nujin Suphaphiphat, Frantisek Ricka, and Evridiki Tsounta. 2015. “Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective.” IMF Staff Discussion Note 15/13, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dao, Mai Chi, Mitali Das, Zsófia Kóczán, and Weicheng Lian. 2017. “Why Is Labor Receiving a Smaller Share of Global Income? Theory and Empirical Evidence.” IMF Working Paper 17/169, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dao, Mai, Davide Furceri, and Prakash Loungani. 2017. “Regional Labor Market Adjustment in the United States: Trend and Cycle.” *Review of Economics and Statistics* 99 (2): 243–57.
- Das, Mitali, and Benjamin Hilgenstock. 2018. “The Exposure to Routinization: Labor Market Implications for Developed and Developing Economies.” IMF Working Paper 18/135, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dauth, Wolfgang, Sebastian Findeisen, and Jens Suedekum. 2014. “The Rise of the East and the Far East: German Labor Markets and Trade Integration.” *Journal of the European Economic Association* 12 (6): 1643–75.
- Davis, Donald R., and David E. Weinstein. 2002. “Bones, Bombs, and Break Points: The Geography of Economic Activity.” *American Economic Review* 92 (5): 1269–89.
- Decressin, Jörg, and Antonio Fatás. 1995. “Regional Labor Market Dynamics in Europe.” *European Economic Review* 39: 1627–55.
- Díez, Federico, Jiayue Fan, and Carolina Villegas-Sánchez. 2018. “Global Declining Competition.” IMF Working Paper 19/82, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Donaldson, Dave, and Richard Hornbeck. 2016. “Railroads and American Economic Growth: A ‘Market Access’ Approach.” *Quarterly Journal of Economics* 131 (2): 799–858.
- Duranton, Gilles, and Diego Puga. 2004. “Micro-Foundations of Urban Agglomeration Economies.” Chapter 48 in *Handbook of Regional and Urban Economics* 4, edited by J. Vernon Henderson and Jacques-François Thisse. North Holland: Elsevier. 2063–3073.
- Duranton, Gilles, and Anthony J. Venables. 2018. “Place-Based Policies for Development.” NBER Working Paper 24562, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Durlauf, Steven N., and Ananth Seshadri. 2018. “Understanding the Great Gatsby Curve.” Chapter 4 in *NBER Macroeconomics Annual 2017* 32, edited by Martin Eichenbaum and Jonathan A. Parker. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. 333–93.
- Esteban, J. 2000. “Regional Convergence in Europe and the Industry Mix: A Shift-Share Analysis.” *Regional Science and Urban Economics* 30 (3): 353–64.
- Feenstra, Robert C., Robert Inklaar, and Marcel P. Timmer. 2015. “The Next Generation of the Penn World Table.” *American Economic Review* 105 (10): 3150–82.
- Feldstein, Martin. 2017. “Underestimating the Real Growth of GDP, Personal Income, and Productivity.” *Journal of Economic Perspectives* 31 (2): 145–64.
- Felice, Emanuele. 2011. “Regional Value Added in Italy, 1891–2001, and the Foundation of a Long-Term Picture.” *Economic History Review* 64 (3): 929–50.
- Feyrer, James. 2007. “Demographics and Productivity.” *Review of Economics and Statistics* 89 (1): 100–09.
- Fleurbaey, Marc. 2009. “Beyond GDP: The Quest for a Measure of Social Welfare.” *Journal of Economic Literature* 47 (4): 1029–75.
- Fujita, Masahisa, Paul Krugman, and Anthony J. Venables. 1999. *The Spatial Economy: Cities, Regions, and International Trade*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Gal, Peter. 2013. “Measuring Total Factor Productivity at the Firm Level Using OECD-ORBIS.” OECD Economics Department Working Paper 1049, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Gandhi, Amit, Salvador Navarro, and David Rivers. 2018. “On the Identification of Gross Output Production Functions.” University of Western Ontario, Centre for Human Capital and Productivity Working Papers, London, Ontario, Canada.
- Gbohoui, William, W. Raphael Lam, and Victor Lledo. 2019. “The Great Divide: Regional Inequality and Fiscal Policy.” IMF Working Paper 19/88, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gennaioli, Nicola, Rafael La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes, and Andrei Schleifer. 2013. “Human Capital and Regional

- Development.” *Quarterly Journal of Economics*, February 128 (1): 105–64.
- . 2014. “Growth in Regions.” *Journal of Economic Growth* 19 (3): 259–309.
- Giannone, Elisa. 2018. “Skill-Biased Technical Change and Regional Convergence.” 2017 Meeting Papers, 190, Society for Economic Dynamics, Stonybrook, NY.
- Giordano, Raffaella, Sergi Lanau, Pietro Tommasino, and Petia Topalova. 2015. “Does Public Sector Inefficiency Constrain Firm Productivity: Evidence from Italian Provinces.” IMF Working Paper 15/168, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Goldsmith-Pinkham, Paul, Isaac Sorkin, and Henry Swift. 2019. “Bartik Instruments: What, When, Why, and How.” NBER Working Paper 24408, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Goldstein, Amy. 2017. *Janesville: An American Story*. New York: Simon and Schuster.
- Gopinath, Gita, Şebnem Kalemli-Özcan, Loukas Karabarbounis, and Carolina Villegas-Sánchez. 2017. “Capital Allocation and Productivity in South Europe.” *Quarterly Journal of Economics* 132 (4): 1915–967.
- Graff Zivin, Joshua, and Matthew Neidell. 2014. “Temperature and the Allocation of Time: Implications for Climate Change.” *Journal of Labor Economics* 32 (1): 1–26.
- Grün, Carola, Wolfgang Hauser, and Thomas Rhein. 2010. “Is Any Job Better than No Job? Life Satisfaction and Re-employment.” *Journal of Labor Research* 31 (3): 285–306.
- Guriev, Sergei. 2018. “Economic Drivers of Populism.” *American Economic Review: Papers and Proceedings* 108: 200–03.
- Harris, I., Philip D. Jones, Timothy J. Osborn, and David H. Lister. 2014. “Updated High-Resolution Grids of Monthly Climatic Observations—the CRU TS3.10 Dataset.” *International Journal of Climatology* 34 (3): 623–42. Version 3.24.01.
- Helpman, Elhanan. 2016. “Globalization and Wage Inequality.” NBER Working Paper 22944, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Henderson, Roger, and John Shutt. 2004. “Responding to a Coalfield Closure: Old Issues for a New Regional Development Agency?” *Local Economy* 19 (1): 25–37.
- Hinde, Kevin. 1994. “Labor Market Experiences Following Plant Closures: Sunderland’s Shipyard Workers.” *Regional Studies* 28 (7): 713–24.
- Hsieh, Chang-Tai, and Peter J. Klenow. 2010. “Development Accounting.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 2 (1): 207–23.
- Hsieh, Chang-Tai, and Enrico Moretti. 2019. “Housing Constraints and Spatial Misallocation.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 11 (2): 1–39.
- Immervoll, Herwig, and Linda Richardson. 2011. “Redistribution Policy and Inequality Reduction in OECD Countries: What Has Changed in Two Decades?” OECD Social, Employment and Migration Working Paper 122, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2014. “Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects.” Contribution of Working Group II to the *Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press: Cambridge, United Kingdom and New York.
- International Monetary Fund (IMF). 2018. “Spain: Selected Issues.” IMF Country Report 18/331, Washington, DC.
- Jakubik, Adam, and Victor Stolzenburg. 2018. “The ‘China Shock’ Revisited: Insights from Value Added Trade Flows.” WTO Staff Working Paper ERSD-2018–10.
- Jaumotte, Florence, Subir Lall, and Chris Papageorgiou. 2013. “Rising Income Inequality: Technology, or Trade and Financial Globalization?” *IMF Economic Review* 61 (2): 271–309.
- Jones, Charles I., and Peter J. Klenow. 2016. “Beyond GDP? Welfare across Countries and Time.” *American Economic Review* 106 (9): 2426–57.
- Jordà, Òscar. 2005. “Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections.” *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Kalemli-Özcan, Şebnem, Bent Sorensen, Carolina Villegas-Sánchez, Vadym Volosovych, and Sevcan Yesiltas. 2015. “How to Construct Nationally Representative Firm Level Data from the ORBIS Global Database.” NBER Working Paper 21558, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Kappeler, Andreas, Albert Solé-Ollé, Andreas Stephan, and Timo Väilä. 2013. “Does Fiscal Decentralization Foster Regional Investment in Productive Infrastructure?” *European Journal of Political Economy* 31: 15–25.
- Karabarbounis, Loukas, and Brent Neiman. 2014. “The Global Decline of the Labor Share.” *Quarterly Journal of Economics* 129 (1): 61–103.
- Kaufman, Martin, Phillip Swagel, and Steven Dunaway. 2003. “Regional Convergence and the Role of Federal Transfers in Canada.” IMF Working Paper 03/97, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Kim, Junghun, and Sean Dougherty, eds. 2018. *Fiscal Decentralisation and Inclusive Growth*. OECD Fiscal Federalism Studies, OECD Publishing, Paris/KIPF, Seoul.
- Kim, Sukkoo. 2008. “Spatial Inequality and Economic Development: Theories, Facts and Policies.” Commission on Growth and Development Working Paper 16, World Bank Group, Washington, DC.
- Kirkham, Janet D., and Hugh D. Watts. 1998. “Multi-Locational Manufacturing Organisations and Plant Closures in Urban Areas.” *Urban Studies* 35 (9): 1559–75.
- Klein Goldewijk, Kees, Arthur Beusen, Jonathan Doelman, and Elke Stehfest. 2017. “Anthropogenic Land-Use Estimates for the Holocene – HYDE 3.2.” *Earth System Science Data*, 9: 924–53.
- Kline, Patrick, and Enrico Moretti. 2014. “People, Places, and Public Policy: Some Simple Welfare Economics of Local Economic Development Programs.” *Annual Review of Economics* 6 (1): 629–62.

- Krugman, Paul. 1991. "Increasing Returns and Economic Geography." *Journal of Political Economy* 99 (3): 483–99.
- Krugman, Paul, and Anthony J. Venables. 1995. "Globalization and the Inequality of Nations." *Quarterly Journal of Economics* 110 (4): 857–80.
- Lessmann, Christian. 2009. "Fiscal Decentralization and Regional Disparity: Evidence from Cross-Section and Panel Data." *Environment and Planning A: Economy and Space* 41(10): 2455–73.
- Lessmann, Christian, and André Seidel. 2017. "Regional Inequality, Convergence, and its Determinants: A View from Outer Space." *European Economic Review* 92: 110–32.
- Lian, Weicheng, Natalija Novta, Evgenia Pugacheva, Yannick Timmer, and Petia B. Topalova. 2019. "The Price of Capital Goods: A Driver of Investment under Threat." IMF Working Paper 19/134, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Liu, Lucy Qian. 2018. "Regional Labor Mobility in Spain." IMF Working Paper 18/282, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Luxembourg Income Study (LIS) Database. Multiple years. <http://www.lisdatacenter.org> (multiple countries). Luxembourg.
- Martin, Ron, and Bob Rowthorn. 1986. *The Geography of De-Industrialisation*. London: Macmillan.
- Moretti, Enrico. 2011. "Local Labor Markets." Chapter 14 in *Handbook of Labor Economics* 4b, edited by David Card and Orley Ashenfelter. North Holland: Elsevier. 1237–313.
- Neumark, David, and Helen Simpson. 2015. "Place-Based Policies." Chapter 18 in *Handbook of Regional and Urban Economics* 5, edited by Gilles Duranton, J. Vernon Henderson, and William C. Strange. North Holland: Elsevier. 1197–287.
- Nolan, Brian, Matteo G. Richiardi, and Luis Valenzuela. 2019. "The Drivers of Income Inequality in Rich Countries." *Journal of Economic Surveys*, early view: 1–40.
- Novotný, Josef. 2007. "On the Measurement of Regional Inequality: Does Spatial Dimension of Income Inequality Matter?" *Annals of Regional Science* 41 (3): 563–80.
- Nunn, Nathan. 2014. "Historical Development." Chapter 7 in *Handbook of Economic Growth* 2, edited by Philippe Aghion and Steven N. Durlauf, North Holland: Elsevier. 347–402.
- Nunn, Ryan, Jana Parsons, and Jay Shambaugh. 2018. "The Geography of Prosperity." In *Place-Based Policies for Shared Economic Growth*, edited by Jay Shambaugh and Ryan Nunn. Washington, DC: Hamilton Project, Brookings Institution.
- Obstfeld, Maurice, and Giovanni Peri. 1998. "Regional Non-Adjustment and Fiscal Policy." *Economic Policy* 13 (26): 205–59.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2013. *Understanding National Accounts*. Second edition. Paris: OECD Publishing.
- . 2016a. *Back to Work: Denmark: Improving the Re-Employment Prospects of Displaced Workers*. Paris: OECD Publishing.
- . 2016b. *OECD Regional Outlook 2016: Productive Regions for Inclusive Societies*. Paris: OECD Publishing.
- . 2018. *OECD Regions and Cities at a Glance 2018*. Paris: OECD Publishing.
- Pike, Andy, Andrés Rodríguez-Pose, and John Tomaney. 2017. *Local and Regional Development*. Second edition. New York: Routledge.
- Pinch, Steven, and Colin Mason. 1991. "Redundancy in an Expanding Labour Market: A Case-Study of Displaced Workers from Two Manufacturing Plants in Southampton." *Urban Studies* 28 (5): 735–57.
- Pissarides, Christopher A. 2001. "Employment Protection." *Labour Economics* 8 (2): 131–59.
- Rajan, Raghuram. 2019. *The Third Pillar: How Markets and the State Leave the Community Behind*. New York: Penguin Press.
- Rodríguez-Pose, Andrés. 2018. "The Revenge of the Places that Don't Matter (and What to Do About it)." *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 11 (1): 189–209.
- Rodríguez-Pose, Andrés, and Tobias Ketterer. Forthcoming. "Institutional Change and the Development of Lagging Regions in Europe." *Regional Studies*.
- Rodríguez-Pose, Andrés, and Michael Storper. 2019. "Housing, Urban Growth, and Inequalities: The Limits to Deregulation and Upzoning in Reducing Economic and Spatial Inequality." CEPR Discussion Paper DP 13713, Center for Economic Policy Research, Washington, DC.
- Ryan, Brent D., and Daniel Campo. 2013. "Autopia's End: The Decline and Fall of Detroit's Automotive Manufacturing Landscape." *Journal of Planning History* 12 (2): 95–132.
- Schmieder, Johannes F., Till von Wachter, and Stefan Bender. 2016. "The Effect of Unemployment Benefits and Nonemployment Durations on Wages." *American Economic Review* 106 (3): 739–77.
- Shorrocks, Anthony. 1980. "The Class of Additively Decomposable Inequality Measures." *Econometrica* 48 (3): 613–25.
- Shorrocks, Anthony, and Guanghua Wan. 2005. "Spatial Decomposition of Inequality." *Journal of Economic Geography* 5 (1): 59–81.
- Shutt, John, Roger Henderson, and Felix Kumi-Ampofo. 2003. "Responding to a Regional Economic Crisis: An Impact and Regeneration Assessment of the Selby Coalfield Closure on the Yorkshire and Humber Region." Paper delivered to the Regional Studies Association International Conference. Pisa, Italy, April 2003.
- Stanford, Jim. 2017. "When an Auto Industry Disappears: Australia's Experience and Lessons for Canada." *Canadian Public Policy* 43 (S1): S57–S74.
- Stevenson, Betsey, and Justin Wolfers. 2008. "Economic Growth and Subjective Well-Being: Reassessing the Easterlin Paradox." *Brookings Papers on Economy Activity* 2008 (1): 1–102.
- Stiglitz, Joseph E., Jean-Paul Fitoussi, and Martine Durand. 2018. *Beyond GDP: Measuring What Counts for Economic and Social Performance*. Paris: OECD Publishing.

- Tatsiramos, Konstantinos, and Jan C. van Ours. 2014. "Labor Market Effects of Unemployment Insurance Design." *Journal of Economic Surveys* 28 (2): 284–311.
- Timmer, Marcel P., Erik Dietzenbacher, Bart Los, Robert Stehrer, and Gaaitzen J. de Vries. 2015. "An Illustrated User Guide to the World Input–Output Database: The Case of Global Automotive Production." *Review of International Economics* 23 (3): 575–605.
- Tomaney, John, Andy Pike, and James Cornford. 1999. "Plant Closure and the Local Economy: The Case of Swan Hunter on Tyneside." *Regional Studies* 33 (5): 401–11.
- Topalova, Petia. 2010. "Factor Immobility and Regional Impacts of Trade Liberalization: Evidence on Poverty from India." *American Economic Journal: Applied Economics* 2 (4): 1–41.
- United Nations (UN). 2009. *System of National Accounts 2008*. New York: United Nations.
- Winkler, Hernan. 2019. "The Effect of Income Inequality on Political Polarization: Evidence from European Regions, 2002–2014." *Economics and Politics* 31 (2): 137–62.
- World Bank (WB). 2009. *World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*. Washington, DC.
- . 2018. *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*. Washington, DC.
- . 2019a. *World Development Report 2019: The Changing Nature of Work*. Washington, DC.
- . 2019b. *Doing Business Database*. Washington, D.C.



*Le rythme des réformes structurelles dans les pays émergents et les pays en développement a été soutenu dans les années 90, mais il s'est ralenti depuis le début de la première décennie des années 2000. Dans le présent chapitre, à l'aide d'une nouvelle base de données sur les réformes structurelles, il est constaté qu'un mouvement de réforme dans des domaines tels que la gouvernance, le financement intérieur et extérieur, le commerce et les marchés du travail et de produits pourrait se traduire par des gains de production considérables à moyen terme. Un programme de réforme ambitieux et complet pourrait multiplier par deux le rythme de convergence du pays émergent ou en développement moyen vers le niveau de vie des pays avancés, ce qui entraînerait une hausse annuelle du PIB d'environ 1 point de pourcentage pendant un certain temps. Dans le même temps, il faut compter plusieurs années avant que les réformes ne portent leurs fruits, et certaines d'entre elles (assouplissement de la réglementation visant à protéger l'emploi et libéralisation du financement intérieur) peuvent être plus coûteuses à court terme en période difficile ; leur application se révèle efficace lorsque les conditions économiques sont favorables et au début du mandat électoral des autorités. En règle générale, les retombées des réformes sont également plus importantes lorsque la gouvernance et l'accès au crédit, deux facteurs déterminants de la croissance, sont solides et lorsque le caractère informel du marché du travail est plus marqué, car les réformes contribuent à son atténuation. Ces observations soulignent l'importance d'adapter minutieusement les réformes à la situation de chaque pays pour en maximiser les avantages.*

## Introduction

Les pays émergents et les pays en développement ont enregistré une bonne croissance ces deux dernières décennies. Le niveau de vie a dans l'ensemble convergé à grands pas vers celui des pays avancés. Pour nombre d'entre eux, toutefois, le rythme de la convergence des revenus reste

Gabriele Ciminelli, Romain Duval (cochef d'équipe), Davide Furceri (cochef d'équipe), Guzman Gonzalez-Torres Fernandez, Joao Jalles, Giovanni Melina et Cian Ruane ont rédigé le présent chapitre, avec le concours de Zidong An, Hites Ahir, Jun Ge, Yi Ji et Qiaoqiao Zhang, ainsi que de Luisa Calixto, Grey Ramos et Ariana Tayebi. Le financement du Department of International Development (DFID) du Royaume-Uni a été vivement apprécié. Les opinions exprimées dans le présent chapitre ne sont pas nécessairement celles du DFID.

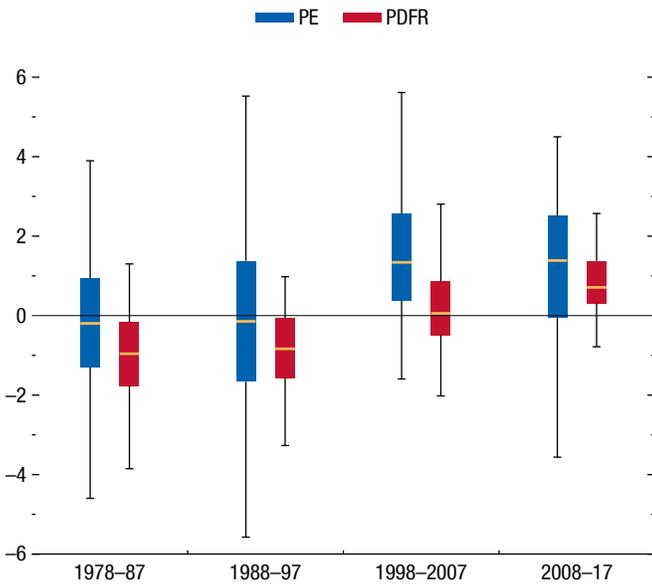
modeste. Depuis la crise financière de 2008, l'écart de revenu par habitant (ajusté en fonction de la parité du pouvoir d'achat) entre les États-Unis et le pays émergent type (médian) a diminué d'environ 1,3 % par an, contre 0,7 % pour le pays en développement à faible revenu type (graphique 3.1). À ces taux, il faudrait au pays émergent et à celui en développement à faible revenu types plus de 50 et de 90 ans, respectivement, pour combler la moitié de son écart actuel de niveau de vie. En outre, la convergence a été très hétérogène ; si elle a été rapide dans certains pays (asiatiques surtout et, pendant la première décennie 2000, plusieurs producteurs de matières premières), elle a stagné dans d'autres, voire divergé dans presque un quart des pays. Dans ces derniers, les catastrophes (crises, guerres, épidémies, phénomènes climatiques extrêmes) ont parfois joué un rôle, mais la faiblesse des tendances sous-jacentes de la croissance du revenu par habitant est aussi un sujet de préoccupation d'ordre plus général.

Une croissance morose et inégale, des craintes au sujet des politiques des pays avancés, ainsi que de leurs perspectives de croissance, principal moteur de celle des pays émergents et des pays en développement (*Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) d'avril 2017), la forte diminution des chances de connaître une nouvelle hausse des cours des matières premières et la contraction des politiques macroéconomiques, principalement dans le domaine budgétaire (Moniteur des finances publiques, avril 2019), sont autant de facteurs qui ont ravivé l'intérêt des autorités des pays émergents ou en développement pour les réformes structurelles. Il semble également que les efforts de réforme se soient estompés après la vague de libéralisation qui a suivi les crises économiques des années 90, ce qui laisse beaucoup de marge pour améliorer le fonctionnement des marchés (financiers, du travail et de produits) et la qualité d'autres moteurs de la croissance, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, sur lesquels peuvent agir les autorités. Dans certains domaines, comme le marché du travail, l'automatisation et la mondialisation mettent à mal la réglementation en vigueur qui protège l'emploi, et non le salarié, renforçant encore les arguments en faveur des réformes.

En même temps, une grande incertitude pèse sur la portée potentielle des réformes structurelles dans les pays émergents et les pays en développement, ainsi que sur

**Graphique 3.1. Pays émergents et pays en développement à faible revenu : rythme de la convergence du revenu par habitant**  
(En pourcentage)

Le rythme moyen de convergence des pays émergents et des pays en développement vers le niveau de vie des pays avancés a été plutôt modeste.



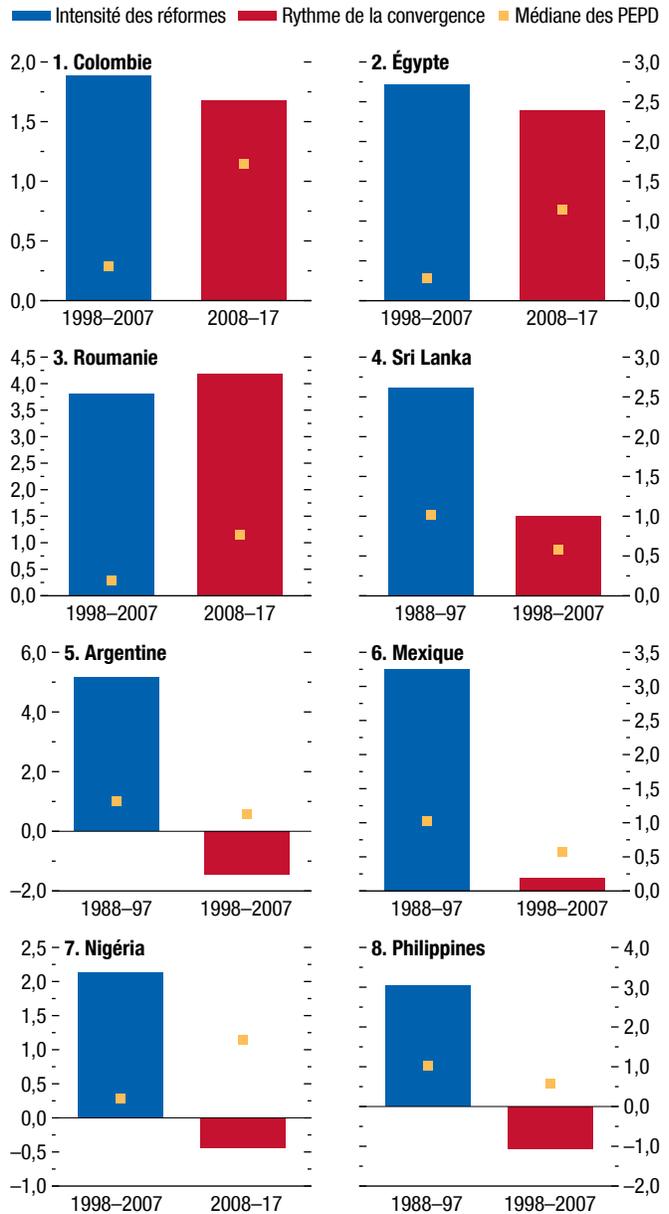
Sources : Penn World Tables ; calculs des services du FMI.  
Note : Pour chaque pays, le rythme de convergence par décennie est calculé comme le ratio entre la croissance annuelle moyenne du PIB réel par habitant par rapport aux États-Unis et l'écart en pourcentage entre le PIB réel par habitant des États-Unis et celui du pays au début de la décennie (en parité de pouvoir d'achat). Pour chaque case, la ligne horizontale intérieure représente la médiane, les bords supérieur et inférieur indiquent, respectivement, les quartiles supérieur et inférieur, et les repères supérieur et inférieur le maximum et le minimum. PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents.

leurs éventuels résultats. L'expérience des différents pays en matière de réformes a été contrastée<sup>1</sup>. Si, au cours d'une décennie donnée, le revenu par habitant de certains pays réformateurs de premier plan, comme Sri Lanka de 1988 à 1997, ou la Colombie, l'Égypte et la Roumanie de 1998 à 2007, a rapidement convergé vers celui des États-Unis (et d'autres pays avancés) pendant la décennie suivante (graphique 3.2), cela n'a pas été le cas pour d'autres grands réformateurs, comme l'Argentine, le Mexique et les Philippines de 1988 à 1997 et le Nigéria de 1998 à 2007. Il se peut que, parfois, comme au Mexique, cet échec tienne à des retombées décevantes des réformes, imputables à des distorsions microéconomiques généralisées qui ont encouragé l'informalité (Levy, 2018)

<sup>1</sup>Zettelmeyer (2006) donne un aperçu des réformes menées en Amérique latine et approfondit les raisons avancées pour expliquer pourquoi leurs résultats ont pu être décevants.

**Graphique 3.2. Intensité des réformes et rythme de la convergence du revenu par habitant dans certains pays**  
(En pourcentage)

Certains pays réformateurs de premier plan ont, contrairement à d'autres, bénéficié d'une forte croissance et d'une convergence des revenus.



Sources : Alesina *et al.* (à paraître) ; Penn World Tables ; calculs des services du FMI.  
Note : Pour chaque pays, le rythme de convergence par décennie est calculé comme le ratio entre la croissance annuelle moyenne du PIB réel par habitant par rapport aux États-Unis et l'écart en pourcentage entre le PIB réel par habitant des États-Unis et celui du pays au début de la décennie (en parité de pouvoir d'achat). L'intensité des réformes est calculée comme la variation annuelle moyenne pendant chaque décennie (multipliée par 100) de l'indice moyen des réformes, qui est lui-même calculé comme la moyenne arithmétique des indicateurs saisissant la libéralisation dans cinq domaines : financement intérieur, financement extérieur, commerce, marché des produits et celui du travail. L'indice varie entre 0 et 1, la libéralisation étant d'autant plus forte que les valeurs sont élevées. PEPD = pays émergents et pays en développement.

et que, dans d'autres cas, les acquis des réformes aient été annulés par des événements négatifs, tels que des chocs macroéconomiques ou des politiques malavisées. Il est possible de citer, à cet égard, la surévaluation du taux de change et l'effondrement de la caisse d'émission au début de la décennie 2000 en Argentine, qui se sont aussi traduits par un démantèlement des réformes antérieures, la récession de 2016 due au déclin des cours mondiaux du pétrole, les retards pris dans l'ajustement des politiques et les perturbations de la production de pétrole au Nigéria et les répercussions de la crise asiatique de 1997 aux Philippines, pays dont la croissance s'est promptement redressée et augmente rapidement depuis le début de la décennie 2000. Les chocs macroéconomiques peuvent provoquer des pertes de recettes persistantes, voire permanentes (Cerra et Saxena, 2008), en particulier lorsque des vulnérabilités macroéconomiques ou structurelles spécifiques (dette publique élevée principalement libellée en devises ou ancrage non viable du taux de change, par exemple) en amplifient les répercussions. Cela souligne l'importance, ainsi que la difficulté, de dissocier les effets des réformes de ceux d'autres moteurs de la croissance, comme les chocs et les politiques macroéconomiques.

L'expérience contrastée des réformes passées pourrait également tenir à ce que les résultats d'une réforme donnée sont différents selon les pays du fait de leurs caractéristiques propres. En particulier, les réformes pourraient ne porter leurs fruits que si un noyau dur d'institutions puissantes est en place (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2005). Les lois et les institutions qui assurent une gouvernance robuste peuvent être cruciales à cet égard ; par exemple, il se peut que la réduction des obstacles à la concurrence aux frontières ou sur le territoire national ne se traduise que faiblement par l'arrivée de nouvelles entreprises, de l'innovation et une croissance de la productivité si le droit de propriété n'est ni bien défini, ni appliqué, ou si les entreprises nationales en place bénéficient toujours du soutien tacite des autorités. De façon plus générale, étant donné les nombreuses imperfections des marchés dans la plupart des pays émergents et des pays en développement, l'économie ne sera pas nécessairement renforcée en s'attaquant à l'une d'elles si d'autres distorsions ne sont pas corrigées (Hausmann, Rodrik et Velasco, 2005). Par exemple, l'ouverture du compte de capital peut générer des entrées de capitaux irrégulières et médiocrement affectées si, faute d'être suffisamment développé, réglementé et contrôlé pour assurer une intermédiation sûre, le système financier national fragilise les avantages de la libéralisation du flux des capitaux. De même, il se peut que l'augmentation de l'offre

de main-d'œuvre féminine par des aides à la garde des enfants ou un renforcement de la protection juridique contre la discrimination ne se traduise pas pleinement par des emplois formels si les institutions du marché du travail, comme une législation stricte de défense de l'emploi, dissuadent les entreprises de recruter. D'où la nécessité de dévoiler certains des facteurs importants qui peuvent expliquer les différences d'un pays à l'autre en ce qui concerne les effets des réformes.

L'absence de données et d'analyses exhaustives récentes constitue une difficulté d'ordre plus pratique dans l'évaluation des arguments en faveur des réformes structurelles. Bien que soient à jour les informations sur les politiques structurelles dans certains secteurs (gouvernance ou frais d'exploitation, entre autres, selon l'évaluation faite dans Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2010, et BM, 2019), et pour un éventail plus large de domaines dans quelques grands pays émergents (OCDE, 2018, par exemple), un déficit de séries chronologiques transnationales complètes est constaté. En partie à cause de ces faiblesses, les données transnationales récentes relatives aux effets des réformes antérieures sur la croissance sont également peu nombreuses, à quelques exceptions près, notamment de précédents travaux du FMI fondés sur des indicateurs établis à la fin de la décennie 2000 (Christiansen, Schindler et Tressel, 2013 ; Prati, Onorato et Papageorgiou, 2013).

Pour évaluer les effets macroéconomiques des réformes structurelles, le présent chapitre s'appuie sur un nouvel ensemble de données sur les réformes établi par le FMI, qui couvre la réglementation de nombreux pays émergents et pays en développement à faible revenu entre 1973 et 2014 dans cinq domaines (Alesina *et al.*, à paraître) : commerce (droits de douane), financement intérieur (contrôle du crédit et des taux d'intérêt, obstacles à l'entrée, propriété publique, qualité de la supervision dans le système financier intérieur), financement extérieur (ouverture du compte de capital, y compris la réglementation des transactions internationales), réglementation du marché du travail (rigueur de la législation de protection de l'emploi) et de produits (rigueur de la réglementation et propriété publique dans deux grandes industries de réseau, soit le secteur des télécommunications et celui de l'électricité). Les Indicateurs de la gouvernance dans le monde<sup>2</sup> complètent ces nouvelles données (Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2010). Les effets sur la croissance des

<sup>2</sup>La base de données couvre 90 pays, mais ceux qui sont classés parmi les pays avancés au début de l'échantillon sont exclus de l'analyse du présent chapitre, qui porte donc sur les 41 pays émergents actuels, 7 anciens pays émergents et 20 pays en développement à faible revenu.

modifications apportées à la réglementation de ces six domaines sont ensuite approfondis à l'aide d'une analyse empirique, complétée par une analyse fondée sur un modèle qui permet de chiffrer différemment les retombées des réformes et de mieux comprendre les circuits qu'elles empruntent pour agir sur l'économie, y compris le rôle de l'informalité. Plus précisément, les questions ci-après sont abordées dans le présent chapitre :

- Comment les réformes structurelles ont-elles progressé au cours des deux dernières décennies ? Le rythme des réformes ralentit-il dans les pays émergents ou en développement depuis quelques années ? Quelles sont les réformes encore possibles et en quoi varient-elles selon les domaines de réglementation et les pays ?
- Quels sont les effets à court et à moyen terme des réformes sur l'activité ? Dans quelle mesure pourraient-elles accélérer la convergence du niveau vie de des pays émergents ou en développement à faible revenu vers celui des pays avancés ?
- Quels sont les circuits que les réformes empruntent pour agir sur l'économie ? Par exemple, influent-elles principalement sur la productivité ou l'emploi ? Quelle incidence ont-elles sur l'informalité, qui est souvent associée à une faible productivité des entreprises ?
- Quand faut-il appliquer les réformes ? Sont-elles moins ou plus efficaces en période de crise ?
- Les effets des réformes varient-ils d'un pays à l'autre et, dans l'affirmative, pourquoi ? Certaines réformes peuvent-elles amplifier les résultats que d'autres ont permis d'obtenir ? Plus généralement, faut-il les appliquer en séries, ou les autorités doivent-elles se concentrer sur la ou les contraintes qui pèsent le plus sur la croissance, et, le cas échéant, lesquelles ?

Pour répondre à ces questions, les conclusions ci-après sont tirées du présent chapitre :

- Après les grandes vagues de libéralisation de la fin des années 80 et des années 90, les réformes dans les pays émergents ou en développement ont ralenti au cours de la décennie 2000. Cela reflète certes en partie une contraction progressive des périmètres de déréglementation, mais il est encore possible de relancer les réformes, notamment dans les pays en développement à faible revenu, en Afrique subsaharienne plus particulièrement et, dans une moindre mesure, au Moyen-Orient et Afrique du Nord et en Asie et Pacifique.
- Les gains tirés des réformes peuvent être appréciables à moyen terme, même s'ils varient selon les différents types de réglementation. Pour le pays émergent ou en développement moyen, l'analyse empirique semble

indiquer qu'en menant simultanément d'importantes réformes dans les six domaines examinés dans le présent chapitre, la production peut progresser de plus de 7 % en six ans. La croissance annuelle du PIB augmente alors de plus de 1 point de pourcentage, et le rythme moyen de convergence du revenu par habitant vers les niveaux des pays avancés passe de 1 % à plus de 2 % environ. L'analyse fondée sur un modèle indique que les gains de production sont environ deux fois plus importants à long terme.

- La réduction de l'informalité, qui stimule la productivité des entreprises et l'investissement en capital, est l'un des principaux circuits par lesquels les réformes accroissent la production. Étant donné qu'elles favorisent la formalisation, les réformes sont en général plus efficaces dans les pays où l'informalité est importante, toutes choses égales par ailleurs au départ.
- Toutefois, il faut en général du temps pour que les réformes donnent les résultats escomptés. Bien souvent, trois ans au moins sont nécessaires pour que se concrétisent des effets positifs sensibles sur la production, encore que certaines réformes, comme la déréglementation du marché de produits, portent plus rapidement leurs fruits. À cause sans doute de ce décalage, le coût politique des réformes, eu égard aux perspectives électorales du pouvoir exécutif, est le plus faible lorsqu'elles sont adoptées en début de mandat.
- Le calendrier des réformes est important, certaines étant plus faciles à appliquer en période de prospérité. En temps normal, les réformes étudiées dans le présent chapitre n'entraînent pas de coûts macroéconomiques à court terme. Cependant, lorsque la conjoncture macroéconomique est fragile, toute mesure visant à assouplir la législation de protection de l'emploi ou à déréglementer le financement intérieur n'est pas efficace et peut même réduire l'emploi et la production à court terme, peut-être parce que, lorsque la demande de main-d'œuvre ou de crédit est déprimée, une stimulation de l'offre ne suscite guère de réactions.
- Une conjugaison et un enchaînement pertinents des réformes peuvent également faire une différence. En général, les gains sont d'autant plus importants que la gouvernance du pays est robuste. Un renforcement de la gouvernance peut donc favoriser la croissance et la convergence des revenus de façon à la fois directe, en incitant les entreprises formelles plus productives à investir et à recruter, et indirecte, en amplifiant les retombées des réformes dans d'autres domaines. En conséquence, il est judicieux soit de conjuguer les réformes du commerce, du financement et des marchés du

travail et de produits avec des mesures concrètes visant à améliorer la gouvernance, soit de les exécuter après. L'objet de ces mesures est notamment de rationaliser et d'assurer la transparence des procédures de dépenses publiques ou d'administration fiscale, ainsi que de renforcer la protection et l'application du droit de propriété et des droits contractuels. En outre, les réformes qui incitent les entreprises formelles à se développer, par exemple en allégeant les charges administratives ou en assouplissant la réglementation du travail, sont le plus souvent d'autant plus efficaces que l'accès au crédit est facile, permettant ainsi aux entreprises d'élargir leurs activités. Cela souligne le rôle important que joue la libéralisation du financement intérieur, appuyée par un cadre réglementaire et de contrôle solide. De manière plus générale, il est crucial d'identifier les contraintes qui pèsent sur la croissance, ainsi que les complémentarités entre des réformes spécifiques.

Lors de l'examen et de l'établissement des priorités des réformes, ainsi que de leur conception, il convient de prendre en compte trois autres points importants, qui dépassent le périmètre de la présente analyse. Premièrement, seules les réformes visant essentiellement à renforcer le fonctionnement des marchés (financiers, du travail et de produits) sont étudiées, et non celles dont l'objet est de faciliter directement l'accumulation de facteurs de production (capital physique ou humain et travail). Les réformes clés à cet égard portent sur l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé, les cadres de dépenses en infrastructures publiques et les lois et règlements qui entravent la participation des femmes à la population active. Deuxièmement, à long terme, les résultats des réformes pourraient être meilleurs que ceux constatés dans la présente analyse 1) si les pays avaient les moyens d'être non seulement plus efficaces, mais aussi plus innovants, ce qui aurait des effets plus durables sur leur croissance, et 2) si leur capacité de résistance aux crises économiques et financières était renforcée (Aiyar *et al.*, 2019), ce qui leur permettrait de réduire leurs pertes permanentes de production. Troisièmement, les autorités devraient au départ prévoir et appliquer des réformes complémentaires pour atténuer toute répercussion des réformes sur la répartition des revenus. En l'absence de redistribution par le biais du système d'imposition et de prestations sociales, certaines des réformes examinées dans le présent chapitre pourraient avoir des effets très inégaux sur la population (Fabrizio *et al.*, 2017 ; Furceri, Loungani et Ostry, à paraître). L'un des objectifs majeurs des autorités est de s'attaquer aux inégalités qui jouent également un rôle important pour les

retombées définitives des réformes sur la croissance (Ostry, Berg et Kothari, 2018). Les personnes pauvres jouissent de peu d'opportunités dans le domaine de l'éducation, et leur accès aux services financiers est limité ; aussi leurs chances de bénéficier des bienfaits d'une réforme du marché sont-elles réduites. Plus fondamentalement, les réformes qui ne profitent qu'à une petite fraction de la société risquent de ne plus être soutenues et de marquer le pas, voire d'être réduites à néant (Alesina *et al.*, à paraître).

Le profil des réformes dans les pays émergents ou en développement au cours des quatre dernières décennies est examiné dans la section ci-après, où sont également identifiées les possibilités de réforme subsistantes et les différences existant entre les régions géographiques et les pays. Les effets des réformes sur la croissance, ainsi que les circuits par lesquels elles se concrétisent, sont analysés dans la section suivante. Ensuite, l'étude porte sur les facteurs à l'origine des différences dans les retombées des réformes d'un pays à l'autre et dans le temps. En particulier, la question de savoir si les effets des réformes varient en fonction de la conjoncture est examinée, de même que les complémentarités des réformes. La dernière section est consacrée aux enseignements clés à tirer du présent chapitre, ainsi qu'aux principales conséquences sur le plan de l'action des autorités.

### Pays émergents et pays en développement : profils des politiques et des réformes structurelles

Le présent chapitre s'appuie sur une nouvelle base de données sur les réglementations économiques qu'a établie le FMI pour recenser les politiques et les réformes structurelles dans les domaines du commerce (droits de douane), du financement intérieur (réglementation et contrôle) ou extérieur (ouverture du compte de capital), de la réglementation du marché du travail (législation sur la protection de l'emploi) et de celui de produits (électricité et télécommunications, deux grandes industries de réseau) dans 90 pays avancés, émergents ou en développement (dont 48 sont actuellement ou étaient précédemment des pays émergents et 20 sont des pays en développement à faible revenu) au cours de la période 1973–2014 (voir l'annexe 3.1 en ligne pour des précisions sur les indicateurs et les pays couverts). La base de données a été constituée grâce à une lecture et un codage systématiques de mesures prises sur le plan de l'action provenant de diverses sources, dont les lois et règlements nationaux, ainsi que les rapports des services du FMI (pour plus de précisions, voir Alesina *et al.*, à paraître). S'ils saisissent la rigueur de la réglementation dans

chaque domaine, les indices ne doivent pas laisser supposer que tous ces règlements sont injustifiés ; en fait, la question de savoir si une déréglementation complète est optimale dépend de la situation de chaque pays et des autres moyens dont disposent les autorités pour atteindre leurs objectifs stratégiques (voir, par exemple, FMI (2012) en ce qui concerne la libéralisation du compte de capital). Ces données sur la réglementation et les réformes des marchés sont complétées par un indicateur composite de la qualité de la gouvernance (stabilité politique, efficacité de l'administration, force de l'état de droit, lutte contre la corruption) basé sur les Indicateurs de la gouvernance dans le monde (WGI) de la Banque mondiale<sup>3</sup>. Les indices sont tous normalisés de façon à varier continuellement entre 0 et 1, 0 indiquant la réglementation la plus restrictive dans un domaine donné, et 1 la moins contraignante. Pour l'indicateur de la gouvernance, les cadres de gouvernance sont d'autant plus solides que les notes sont élevées.

Ces indicateurs souffrent de plusieurs défauts. Tout d'abord, les nouvelles données du FMI saisissent les réglementations *de jure*, mais pas toujours pleinement les modifications *de facto* apportées aux résultats escomptés, même s'il existe une assez bonne relation entre les résultats des indicateurs du financement intérieur ou extérieur et du commerce et les résultats connexes, comme la part du crédit dans le PIB, l'ouverture financière et celle du commerce (voir annexe 3.1 en ligne). Deuxièmement, les résultats des indicateurs sont comparables dans le temps et d'un pays à l'autre au sein de chaque domaine d'action, mais non entre les différents domaines<sup>4</sup>. Par conséquent, bien qu'utile pour étudier les grandes tendances des réformes, l'indice global, construit comme une simple moyenne des cinq indicateurs du FMI, doit être interprété avec prudence. Troisièmement, les IGM sont des indices de perception qui résument les points de vue de nombre d'entreprises, de citoyens et d'experts interrogés sur la qualité de la gouvernance de leur pays ; la qualité des données sous-jacentes peut varier selon les pays et les sources des données<sup>5</sup>. Il faut donc éviter de classer les pays en fonction de ces indicateurs. Quatrièmement, le périmètre des réformes

étudiées dans le présent chapitre se limite aux six domaines mentionnés supra, qui concernent principalement le fonctionnement des marchés. Cependant, plusieurs autres réformes importantes pourraient faciliter l'accumulation de capital et de main-d'œuvre, comme l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé, le renforcement des cadres de dépenses en infrastructures publiques, ou la modification des lois et règlements qui entravent la participation des femmes à la population active. Enfin, à l'intérieur de chaque domaine de réforme, le périmètre de la réglementation couvert par l'indicateur pertinent est également limité. Par exemple, l'indicateur de la réglementation du marché de produits privilégie deux industries de réseau importantes, à savoir l'électricité et les télécommunications, excluant d'autres branches d'activité ou des charges administratives plus élevées qui pèsent sur les entreprises. De même, l'indicateur du financement intérieur porte sur la réglementation du système bancaire, excluant les établissements financiers non bancaires.

Après les grandes vagues de libéralisation de la fin des années 80 et, surtout, des années 90, le rythme des réformes structurelles a ralenti à la fin de la décennie 2000 dans les pays en développement, notamment ceux à faible revenu, ou émergents (graphique 3.3), sous l'effet d'une certaine stabilisation des politiques suivies dans les domaines du financement (intérieur ou extérieur), du commerce et des marchés de produits après l'importante déréglementation des décennies précédentes. Les objectifs de cette déréglementation étaient notamment les suivants : éliminer graduellement le contrôle du crédit et des taux d'intérêt dans le secteur bancaire, libéraliser les entrées et les sorties de capitaux et réduire les droits de douane, en particulier dans le cadre des cycles de libéralisation du commerce international, abaisser les obstacles à l'entrée et privatiser les industries de réseaux (graphique 3.4). Par contre, la stabilisation au cours de la décennie 2000 reflète en partie un rétrécissement progressif des possibilités de réforme, mais aussi une érosion des efforts de réforme, notamment en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La réglementation du marché du travail diffère de celle des autres domaines : elle a été beaucoup plus stable dans le pays émergent ou en développement moyen, sans tendance notable à la déréglementation depuis les années 70, et à peu près conforme à l'expérience des pays avancés (chapitre 3 des PEM d'avril 2016). Cela tient peut-être au fait qu'elle vise essentiellement à protéger les salariés contre le risque de perte de revenus, même si la meilleure façon d'y parvenir est de passer d'une stricte législation de préservation de l'emploi — l'élément examiné dans le présent chapitre — à une

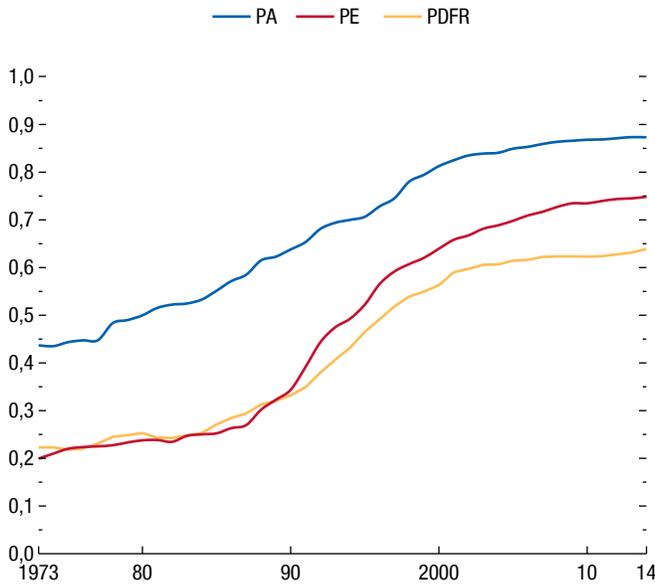
<sup>3</sup>L'analyse présentée dans ce chapitre utilise un indicateur composite de la gouvernance, et non ses composantes individuelles, étant donné qu'il existe une forte corrélation entre ces dernières. L'analyse empirique basée sur chaque indicateur considéré séparément donne des résultats qualitativement analogues.

<sup>4</sup>Par exemple, si un pays obtient de meilleurs résultats dans le domaine de la réglementation du financement intérieur que dans celui de la réglementation du marché de produits, nul ne peut conclure que le marché financier de ce pays est plus libéralisé que celui de produits.

<sup>5</sup>Les IGM ne reflètent pas le point de vue officiel de la Banque mondiale, et le Groupe de la Banque mondiale ne les utilise pas pour affecter des ressources.

**Graphique 3.3. Réformes : tendances générales**  
(Échelle, 0–1 ; la libéralisation est d'autant plus forte que le résultat est élevé)

La convergence des réglementations a marqué le pas au cours de la dernière décennie, surtout dans les pays en développement à faible revenu.



Sources : Alesina *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.  
Note : L'indice moyen des réformes est calculé comme la moyenne arithmétique des indicateurs saisissant la libéralisation dans cinq domaines : financement intérieur, financement extérieur, commerce, marché des produits et marché du travail. Il varie entre 0 et 1, la libéralisation étant d'autant plus forte que les valeurs sont élevées. PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents.

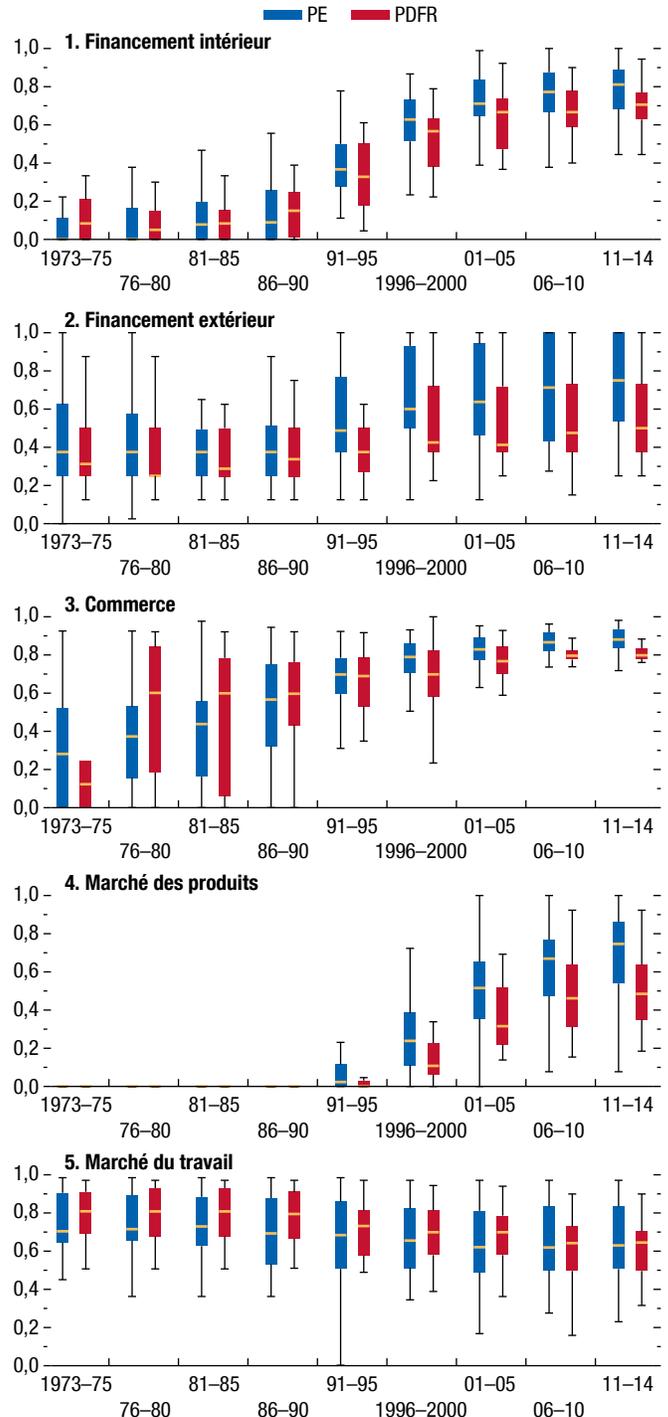
assurance chômage (Duval et Loungani, 2019). Enfin, au cours des deux dernières décennies, il n'y a pas eu d'amélioration notable de la gouvernance dans les pays émergents ou en développement moyen<sup>6</sup>.

Ces dernières décennies, les réformes ont en général été plus ambitieuses dans les pays émergents que dans ceux en développement à faible revenu. Parmi les exceptions, il convient de citer le commerce international, dont la libéralisation généralisée a conduit à une convergence tarifaire vers de faibles niveaux dans le monde entier, et le droit du travail, pour lequel il n'y a aucune preuve d'une tendance à la déréglementation et qui, en fait, a même connu un durcissement ces dernières années. La réglementation des marchés de produits et

<sup>6</sup>Le graphique 3.4 ne présente pas l'évolution de l'indicateur de la gouvernance, car, étant normalisés pour maintenir la moyenne mondiale constante dans le temps, les IGM ne sont pas comparables d'une période à l'autre. Toutefois, d'après les sources des données sous-jacentes, il ne semble guère établi que la gouvernance se soit systématiquement renforcée au fil du temps (<https://info.worldbank.org/governance/wgi/#home>).

**Graphique 3.4. Réformes : tendances par domaine**  
(Échelle, 0–1 ; la libéralisation est d'autant plus forte que le résultat est élevé)

Les tendances des réformes ont été hétérogènes d'un domaine à l'autre, la déréglementation visant principalement le commerce, le financement et les marchés des produits.

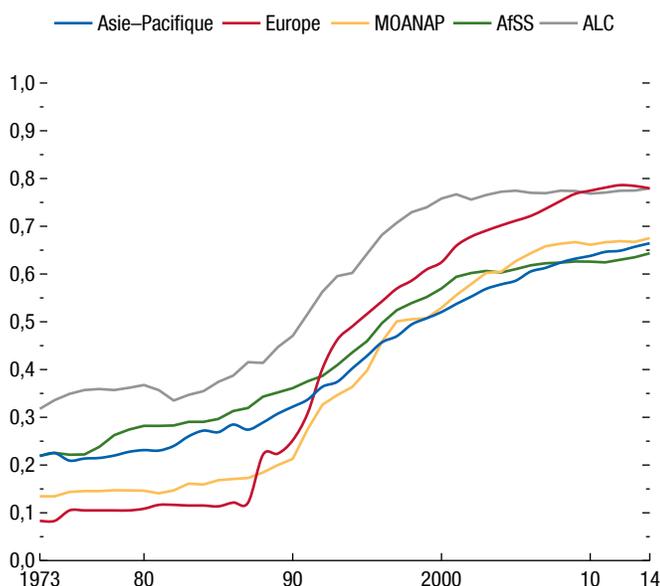


Sources : Alesina *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.  
Note : Pour chaque case, la ligne horizontale représente la médiane, les bords supérieur et inférieur indiquent, respectivement, les quartiles supérieur et inférieur, et les repères supérieur et inférieur le maximum et le minimum. PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents.

### Graphique 3.5. Tendances générales des réformes dans différentes régions

(Échelle, 0–1 ; la libéralisation est d'autant plus forte que le résultat est élevé)

Les réformes ont été, en général, plus ambitieuses en Europe et en Amérique latine–Caraïbes qu'au Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Asie–Pacifique et en Afrique subsaharienne.



Sources : Alesina *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.

Note : Chaque région ne comprend que des PEPD. L'indice moyen des réformes est calculé comme la moyenne arithmétique des indicateurs saisissant la libéralisation dans cinq domaines : financement intérieur, financement extérieur, commerce, marché des produits et marché du travail. Il exclut l'indicateur de la gouvernance en raison de sa faible couverture temporelle. AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

du financement intérieur ou extérieur était stricte tant dans les pays émergents que dans ceux en développement à faible revenu moyens jusque dans les années 90, mais, depuis lors, la libéralisation s'est accélérée, notamment dans les pays émergents. Ces tendances moyennes masquent toutefois une grande hétérogénéité. Certains pays, émergents ou en développement à faible revenu, ont procédé à une libéralisation en profondeur, tandis que d'autres ont continué d'appliquer d'importantes restrictions, notamment sur les flux de capitaux internationaux (financement extérieur). Par exemple, depuis le début des années 90, les pays émergents dont les indicateurs structurels se sont sensiblement améliorés sont, entre autres, l'Estonie et la Lettonie (financement intérieur), le Pérou et la Roumanie (financement extérieur), le Chili et la Colombie (marché de produits), la Chine et l'Égypte (marché du travail) et l'Afrique du Sud et l'Uruguay (commerce international). Parmi les

pays à faible revenu, Madagascar et la Tanzanie (financement intérieur), le Kenya et l'Ouganda (financement extérieur), le Nicaragua et le Sénégal (marché de produits), le Cameroun et la Côte d'Ivoire (marché du travail) et la Bolivie et le Ghana (commerce international) sont des exemples de grands réformateurs pendant cette période. Quelques pays émergents (Albanie et Géorgie, par exemple) ont renforcé sensiblement la gouvernance, de même que certains pays en développement à faible revenu (Cameroun et Éthiopie, entre autres).

De grandes différences dans les tendances des réformes ont également été observées au sein des régions et entre elles. Dans l'ensemble, les efforts de réforme des pays émergents et des pays en développement ont été plus importants en Europe et en Amérique latine et aux Caraïbes qu'en Afrique subsaharienne et, dans une moindre mesure, au Moyen-Orient et Afrique du Nord et en Asie et Pacifique (graphique 3.5). Le processus d'intégration européenne après l'effondrement de l'Union soviétique a joué un rôle clé pour l'Europe, tandis que les crises des années 80 et 90 ont été des facteurs influents dans les pays émergents et pays en développement d'Amérique latine. Là encore, les tendances des réformes varient sensiblement d'un pays à l'autre. Au cours des dernières décennies, des pays de chaque vaste région géographique, notamment la Chine et les Philippines (Asie), la Bulgarie et la Hongrie (Europe), l'Argentine et le Pérou (Amérique latine), l'Égypte et la Jordanie (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et l'Afrique du Sud et l'Ouganda (Afrique subsaharienne), ont lancé d'importantes réformes dans les cinq domaines de réglementation des marchés.

Les réformes réalisées par le passé n'ont pas épuisé les possibilités de déréglementation, qui restent importantes dans la plupart des pays en développement, en particulier ceux à faible revenu, ou des pays émergents. À l'exception du marché du travail, domaine dans lequel de nombreux pays avancés pourraient également bénéficier d'une réforme de la législation sur la protection de l'emploi (chapitre 3 de l'édition d'avril 2016 des PEM), les pays émergents ou en développement continuent d'appliquer des réglementations beaucoup plus restrictives que les pays avancés et sont également en retard pour ce qui est de la gouvernance (graphique 3.6). En ce qui concerne le commerce international, outre la réduction des droits de douane subsistants, la possibilité d'abaisser les obstacles non tarifaires au commerce<sup>7</sup>, qui ne sont pas couverts par

<sup>7</sup>Bien qu'ils puissent être de nature différente, les obstacles non tarifaires au commerce ont tendance à être omniprésents dans les pays avancés ou émergents et dans ceux en développement à faible revenu (voir, par exemple, Ederington et Ruta, 2016).

l'indicateur examiné, est importante. Dans l'ensemble, la plus grande marge de manœuvre pour les réformes se trouve en général au Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Asie et Pacifique et, dans une plus large mesure, en Afrique subsaharienne, encore qu'il existe de larges différences entre les pays de chaque région (graphique 3.7).

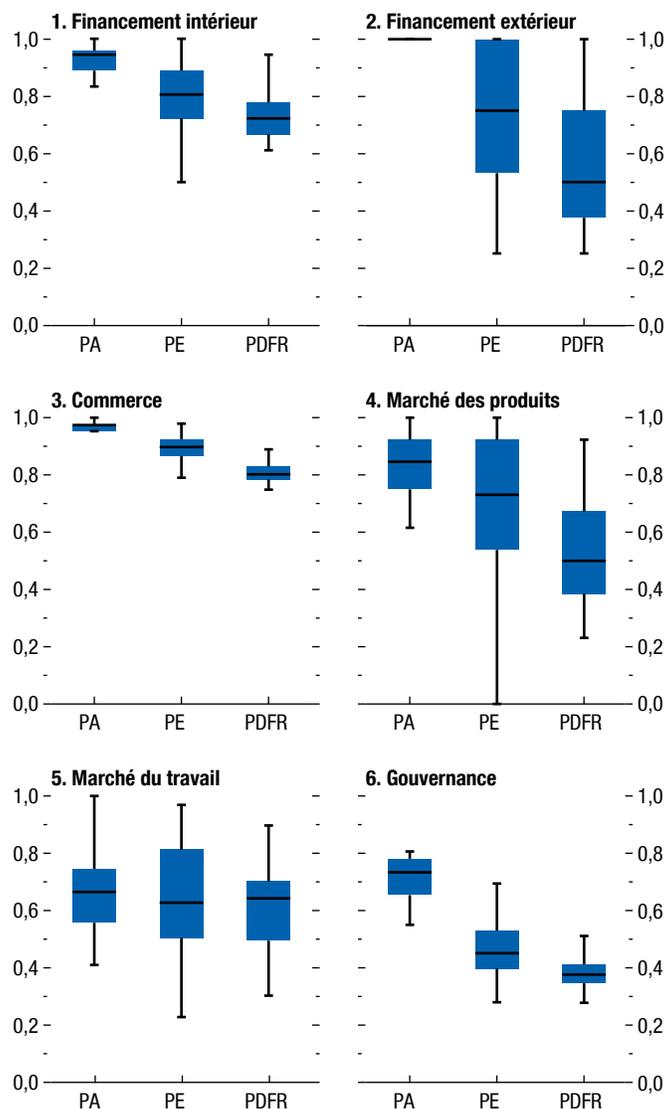
### Pays émergents et pays en développement : effets macroéconomiques des réformes

Les effets macroéconomiques des réformes sont chiffrés dans la présente section, qui porte essentiellement sur les effets moyens dans un pays émergent ou en développement moyen. Trois approches complémentaires sont suivies. La première est une analyse empirique des séries chronologiques par pays des réactions à court et à moyen terme des résultats macroéconomiques clés (principalement la production, mais aussi l'investissement et l'emploi) aux réformes dans chacun des six domaines examinés dans le présent chapitre. Une attention particulière est accordée à la prise en compte des autres moteurs de la croissance de la production qui peuvent masquer les effets réels des réformes (biais de variable omise) et à l'incidence que la croissance anticipée peut avoir sur la décision d'engager la réforme elle-même (causalité inverse)<sup>8</sup>. Deuxièmement, pour mieux comprendre les circuits par lesquels les réformes influent sur l'activité et pour remédier à certaines des faiblesses de la méthode des séries chronologiques par pays, une analyse empirique est réalisée au niveau des branches d'activité. Cette analyse repose sur le fait que les réformes profitent davantage à

<sup>8</sup>La méthode statistique suit l'approche proposée par Jordà (2005). Les spécifications de référence neutralisent la croissance et les réformes antérieures, ainsi que les effets fixes par pays et par période. L'un des sujets de préoccupation éventuels soulevés par l'analyse est que la probabilité d'une réforme structurelle est influencée non seulement par la croissance antérieure et les récessions, mais aussi par l'évolution en cours de l'économie et la croissance anticipée. Toutefois, il est peu probable qu'il s'agisse d'un problème majeur, étant donné les longs délais qui accompagnent l'exécution des réformes structurelles et le fait que les informations sur la croissance future sont sans doute largement intégrées à l'activité passée. Plus important encore, l'élimination des anticipations relatives à la croissance courante ou future donne des résultats très semblables, et non différents sur le plan de la signification statistique, à ceux du présent chapitre. Des résultats analogues sont également obtenus pour les effets à moyen terme lorsque sont neutralisées les retombées de la croissance courante. Un autre sujet de préoccupation possible est que les résultats peuvent souffrir d'un biais de variable omise, car les réformes peuvent porter sur divers domaines en même temps ou être engagées dans le contexte de programmes de stabilisation macroéconomique plus vastes. Cependant, l'inclusion simultanée de toutes les réformes dans l'équation estimée et l'élimination des politiques macroéconomiques visant à réduire l'inflation et la dette publique ne modifient guère l'ampleur et la signification statistique des résultats. Pour plus de précisions, voir la discussion infra dans le chapitre et l'annexe 3.2 en ligne.

**Graphique 3.6. Indices de la réglementation, par tranche de revenu des pays**  
(Échelle, 0–1 ; la libéralisation est d'autant plus forte que le résultat est élevé)

Les possibilités de réforme restent considérables dans la plupart des domaines dans les pays émergents et les pays en développement à faible revenu.



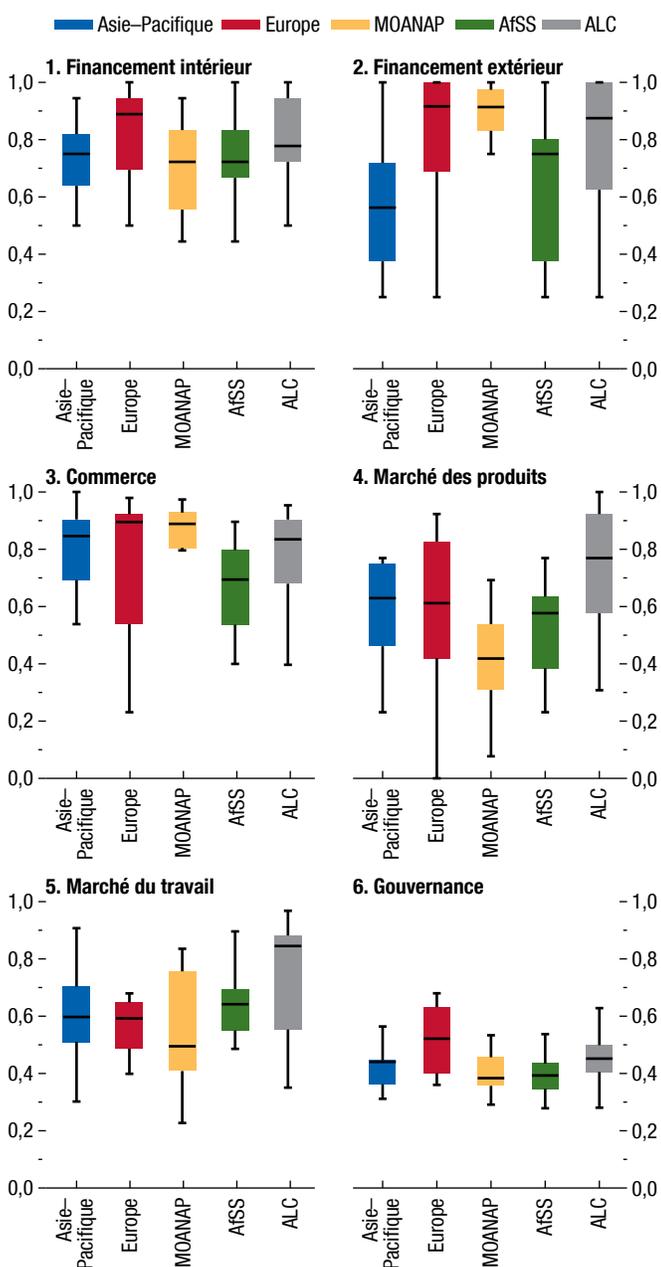
Sources : Alesina *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.

Note : Les bâtons correspondent à la valeur de chaque indice pour 2014 (2013 dans le cas de l'indice de la gouvernance). Pour chaque case, la ligne horizontale représente la médiane, les bords supérieur et inférieur indiquent, respectivement, les quartiles supérieur et inférieur, et les repères supérieur et inférieur le maximum et le minimum. PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents.

**Graphique 3.7. Indices de la réglementation par région**

(Échelle, 0–1 ; la libéralisation est d'autant plus forte que le résultat est élevé)

La plus grande marge de manœuvre pour les réformes se trouve au Moyen-Orient et Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, encore qu'il existe de larges différences entre les pays de chaque région.



Sources : Alesina *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.

Note : Chaque région ne comprend que des pays émergents et pays en développement. Les bâtons correspondent à la valeur de chaque indice pour 2014 (2013 dans le cas de la gouvernance). Pour chaque case, la ligne horizontale représente la médiane, les bords supérieur et inférieur indiquent, respectivement, les quartiles supérieur et inférieur, et les repères supérieur et inférieur le maximum et le minimum. AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

certaines branches qu'à d'autres : par exemple, la réforme de la protection de l'emploi qui facilite l'embauche ou la mise à pied de salariés par les entreprises devrait être plus avantageuse pour les branches qui ont en général besoin d'un roulement élevé du personnel. La troisième approche adoptée pour analyser les effets des réformes et mieux préciser les circuits de transmission (le rôle de l'informalité en particulier) consiste à utiliser un modèle qui saisit les réglementations clés et autres caractéristiques d'un pays émergent ou en développement type.

**Résultats au niveau des pays**

Des réformes historiques majeures ont eu des effets positifs moyens importants sur la production à moyen terme (graphique 3.8)<sup>9</sup>. En temps normal, les réformes étudiées dans le présent chapitre ne semblent pas entraîner de coûts macroéconomiques à court terme. À quelques exceptions près, comme la déréglementation du marché de produits, qui s'avère assez rapidement rentable, il faut cependant un certain temps, le plus souvent au moins trois ans, pour que les gains des réformes deviennent significatifs sur le double plan économique et statistique. En outre, les larges intervalles de confiance autour des estimations ponctuelles révèlent de grandes différences entre les pays en ce qui concerne les effets des réformes passées. Certains aspects importants de cette hétérogénéité sont examinés dans la section suivante.

Les effets quantitatifs varient selon les grandes réformes historiques<sup>10</sup> :

- Pour ce qui est du *financement intérieur* (graphique 3.8, page 1), un facteur majeur de libéralisation, par exemple une réforme de l'ampleur de celle qui a eu lieu en Égypte en 1992<sup>11</sup>, entraîne une augmentation statistiquement significative de la production (de l'ordre de 2 % en moyenne) six ans après son application. Selon des estimations, la libéralisation du financement intérieur accroît aussi l'investissement et l'emploi, quoique dans une moindre mesure. Le faible effet sur l'investissement cadre avec les études existantes, qui ne constatent aucune relation positive incontestable entre les réformes du financement intérieur et le volume de l'épargne et de l'investissement (par exemple

<sup>9</sup>Les grandes réformes historiques correspondent à celles qui sont associées à une variation de l'indicateur pertinent supérieure à deux écarts-types de la distribution (des variations annuelles de cet indicateur sur l'ensemble de l'échantillon).

<sup>10</sup>Comme indiqué supra, l'ampleur des réformes historiques n'est pas comparable d'un domaine d'action à l'autre.

<sup>11</sup>Cette réforme a notamment assoupli les restrictions à l'entrée des banques et amélioré le contrôle et la réglementation bancaires.

Bandiera *et al.*, 2000). En revanche, le principal mécanisme en jeu semble être celui d'une amélioration de l'efficacité allocative des marchés financiers (voir, par exemple, Abiad, Oomes et Ueda, 2008)<sup>12</sup>.

- En ce qui concerne le *financement extérieur* (graphique 3.8, page 2), une libéralisation importante, du type de celle que la Roumanie a menée en 2003<sup>13</sup>, se traduit par une augmentation statistiquement significative de la production (de plus de 1 % six ans après la réforme). Les estimations semblent également indiquer que l'un des circuits à l'origine de cette hausse est l'accroissement des investissements. En revanche, les réformes du financement extérieur n'ont pas un effet important ou statistiquement significatif sur l'emploi (voir, par exemple, Furceri, Loungani et Ostry, à paraître), ce qui signifie que l'impact positif de la libéralisation sur la production résulte en grande partie de l'augmentation de la productivité du travail<sup>14</sup>.
- S'agissant du *commerce international* (graphique 3.8, page 3), une réduction sensible des droits de douane (analogue, par exemple, à celle du Kenya en 1994) accroît, selon les estimations, la production d'approximativement 1 % en moyenne six ans après. La productivité du travail, qui augmente d'environ 1,4 % après six ans, est le principal circuit de transmission, conformément à de nombreuses études sur les gains de productivité résultant de la libéralisation des échanges (par exemple, Ahn *et al.* (2019) et les références y mentionnées). Ces effets globaux sur l'activité réelle renforcent l'opinion classique contre le protectionnisme (Furceri *et al.*, 2018).
- Sur le *marché de produits* (graphique 3.8, page 4), une déréglementation majeure (comme l'adoption de la loi sur les régulateurs des services publics en Lettonie en 2001) entraîne une hausse statistiquement significative de la production (environ 1 % trois ans après la réforme). Il s'agit là d'un effet remarquable si l'on tient compte du fait que l'analyse se limite à la déréglementation dans seulement deux industries de réseau clés, à savoir l'électricité et les télécommunications. Il est donc possible de s'attendre à ce que les gains découlant

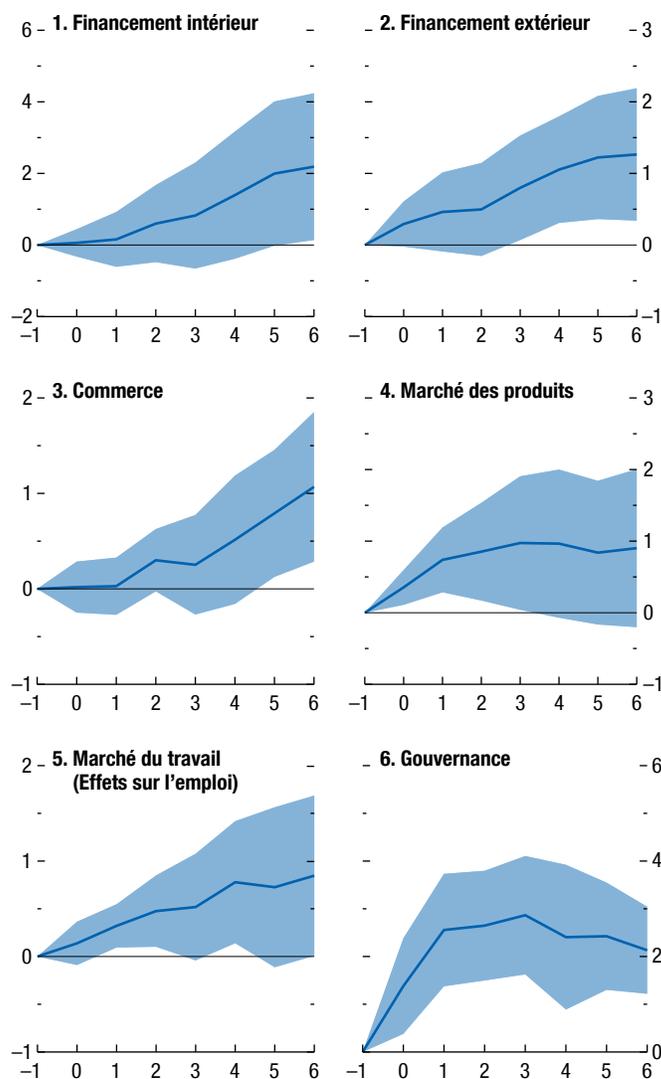
<sup>12</sup>En outre, la production augmente plus que l'emploi, ce qui sous-entend une hausse de la productivité du travail. À l'horizon de six ans, la hausse de la productivité est de 1,4 %, et l'effet est statistiquement significatif.

<sup>13</sup>Cette réforme prévoyait la libéralisation des mouvements de capitaux liés à l'exécution des contrats d'assurance et d'autres flux de capitaux ayant une nette influence sur l'économie réelle, comme la levée des restrictions concernant l'accès des non-résidents aux dépôts bancaires.

<sup>14</sup>Cela s'inscrit dans la ligne des conclusions de récentes études menées dans plusieurs pays, selon lesquelles l'ouverture financière influe sur la croissance principalement par l'augmentation de la productivité (Bonfiglioli, 2008 ; Bekaert *et al.*, 2011).

**Graphique 3.8. Réformes : effets moyens**  
(En pourcentage ; effets sur la production, sauf indication contraire)

Les estimations empiriques indiquent les effets moyens importants des réformes qui ne se concrétisent que progressivement.



Source : calculs des services du FMI.

Note : abscisses en années ; t = 0 est l'année du choc. Les courbes représentent la réaction à une réforme historique majeure (deux écarts-types), et les zones ombrées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %.

de réformes plus vastes dans un éventail plus large de branches d'activité protégées soient plus importants. Selon d'autres estimations, la déréglementation du marché de produits engendre à moyen terme une augmentation de l'emploi et de l'investissement, ainsi que de la productivité.

- Sur le *marché du travail* (graphique 3.8, page 5), un assouplissement majeur de la législation sur la protection de l'emploi (dans le droit fil des révisions du code du travail du Kazakhstan en 2000, qui ont facilité les

procédures de licenciement et réduit les indemnités de départ) se traduit à moyen terme par une progression de près de 1 % de l'emploi en moyenne. En outre, l'investissement est favorisé, grâce peut-être à des rendements (marginaux) du capital plus élevés à mesure qu'augmentent l'emploi et la rentabilité. Toutefois, il n'est pas constaté que les effets de la déréglementation de la protection de l'emploi sur la production et la productivité à court et à moyen terme soient statistiquement significatifs aux niveaux traditionnels (Duval et Furceri (2018) obtiennent un résultat analogue pour les pays avancés).

- En ce qui concerne la *gouvernance* (graphique 3.8, page 6), un renforcement d'une ampleur analogue à celle qui, par exemple, a été atteinte au Ghana lorsque ce pays a adopté sa législation de lutte contre la corruption en 2006 augmente la production d'environ 2 % après six ans<sup>15</sup>. Le principal circuit de transmission est l'investissement (FMI, 2018), bien que la réforme ait également un effet positif et statistiquement significatif (moindre) sur l'emploi et la productivité du travail.

En résumé, les résultats de l'analyse empirique donnent à penser qu'un programme de réformes très ambitieux et complet comportant des réformes majeures simultanées dans les six domaines étudiés (en d'autres termes, une récapitulation des effets des diverses réformes<sup>16</sup>, abstraction faite des complémentarités possibles (examinées dans la section suivante), pourrait accroître la production du pays émergent ou en développement moyen de plus de 7 % en six ans. La croissance annuelle du PIB augmenterait ainsi de plus de 1 point de pourcentage, et le rythme actuel de convergence du revenu par habitant vers les niveaux des pays avancés passerait d'environ 1 % à plus de 2 %. Une hausse encore plus importante de la croissance annuelle du PIB (supérieure à 1,25 et à 2 points de pourcentage dans le pays émergent et celui en développement à faible revenu moyen, respectivement) est possible dans un scénario plus ambitieux dans lequel tous les pays émergents et pays en développement à faible revenu harmonisent leurs politiques dans chaque domaine avec celles des pays émergents actuellement les plus libéralisés.

<sup>15</sup>L'indice est calculé comme la moyenne arithmétique des six Indicateurs de la gouvernance dans le monde établis par la Banque mondiale (pour plus de précisions, voir l'annexe 3.1 en ligne).

<sup>16</sup>Une telle récapitulation suppose implicitement que les différentes réformes n'entraînent pas de complémentarité majeure (le gain tiré d'un ensemble de réformes serait plus important que celui de toutes les réformes entreprises séparément), ni de substituabilité. Certaines réformes sont complémentaires et d'autres non (pour plus de précisions, voir la section suivante). En conséquence, le gain potentiel d'un ensemble complet de réformes pourrait être encore plus grand que celui indiqué dans la présente étude.

## Résultats aux niveaux sectoriels

Pour vérifier la robustesse des résultats à l'échelle de chaque pays et pour mieux comprendre les circuits de transmission, l'analyse par branche d'activité et pays examine comment les réformes influent sur les différences de réaction de la production entre les branches au sein des pays<sup>17</sup>. Pour le financement intérieur ou extérieur, l'approche empirique suit la méthode proposée par Rajan et Zingales (1998)<sup>18</sup>, qui consiste à évaluer l'effet à long terme de la profondeur financière sur la croissance de la branche selon les différences dans la dépendance financière extérieure entre les branches. En ce qui concerne les réformes du marché du travail, l'approche est celle de Duval, Furceri et Jalles (2019), qui examine l'effet de la déréglementation de la protection de l'emploi sur l'emploi au niveau sectoriel dans les pays avancés en fonction des différences entre les taux « naturels » de licenciement des branches, c'est-à-dire la tendance naturelle des entreprises d'une branche donnée à adapter leurs effectifs aux chocs idiosyncrasiques<sup>19</sup>.

L'analyse sectorielle confirme les conclusions de l'analyse globale par pays dans le cas des réformes du financement intérieur ou extérieur. L'écart entre les effets d'une libéralisation majeure du financement intérieur sur la production à moyen terme entre les branches d'activité fortement ou faiblement dépendantes du financement extérieur (aux 75<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> centiles de la répartition transsectorielle de la dépendance financière extérieure) est estimé à environ 6 points de pourcentage (graphique 3.9, page 1). Des résultats

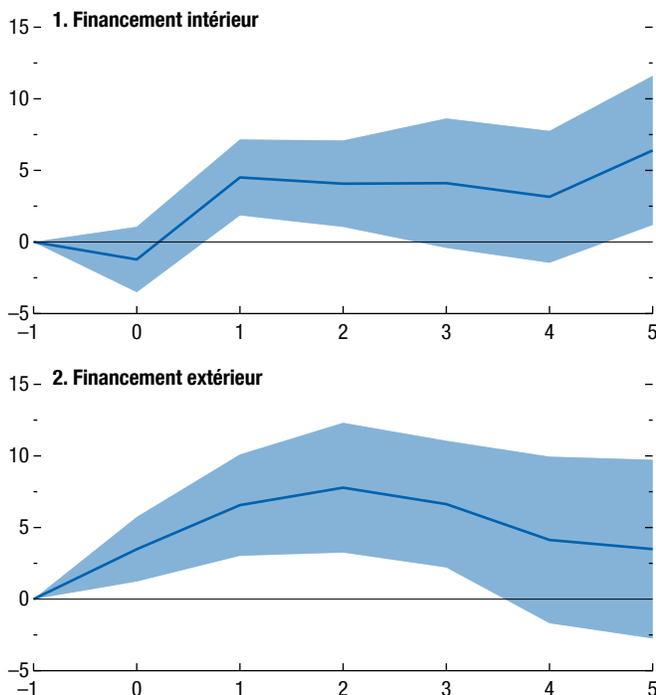
<sup>17</sup>L'analyse se concentre sur le secteur manufacturier et couvre les effets différentiels des réformes selon les branches d'activité à partir d'une plage asymétrique de 19 industries manufacturières (à deux chiffres) dans 66 pays émergents et pays en développement, entre 1973 et 2014. Comme l'analyse par pays, celle par branche d'activité repose sur la méthode de projection locale, mais les réformes sont identifiées au niveau des branches en faisant interagir la variable de réforme (par pays) avec les caractéristiques propres aux branches qui saisissent l'exposition de chacune d'elles à la réforme. Le principal avantage de cette approche est d'être moins sensible aux problèmes d'endogénéité et d'améliorer ainsi l'interprétation causale des conclusions du chapitre (voir l'annexe 3.2 en ligne pour les détails techniques).

<sup>18</sup>Selon Rajan et Zingales (1998), le degré de dépendance de chaque branche d'activité au financement extérieur est mesuré comme la médiane, pour toutes les entreprises américaines de chaque branche, du ratio total des dépenses en capital (hors flux de trésorerie courants)/total des dépenses en capital.

<sup>19</sup>La mesure du taux « naturel » de licenciement propre à une branche d'activité est le ratio nombre de salariés licenciés pour des raisons commerciales/emploi total aux États-Unis, conformément à la méthode proposée par Micco et Pagés (2006) et Bassanini, Nunziata et Venn (2009). Les données sur les salariés licenciés et les personnes ayant un emploi sont tirées de l'enquête sur la population américaine (Current Population Survey) couvrant la période 2003–07. En raison de la quasi-absence de législation sur la protection de l'emploi, les États-Unis fournissent l'exemple empirique le plus proche d'un marché du travail sans friction ; aussi leurs branches d'activité peuvent-elles être considérées comme ayant un taux « naturel » de licenciement.

**Graphique 3.9. Réformes du financement intérieur ou extérieur : effets sur la production au niveau sectoriel**  
(En pourcentage)

Les effets des réformes financières sont d'autant plus marqués que la branche d'activité dépend de sources de financement extérieures.



Source : calculs des services du FMI.

Note : abscisses en années ;  $t = 0$  est l'année du choc. Le choc correspond à une réforme historique majeure (deux écarts-types) ; les courbes représentent l'impact différentiel en pourcentage entre le secteur au 75<sup>e</sup> centile du degré de dépendance au financement extérieur et celui au 25<sup>e</sup> centile ; les zones ombrées indiquent des intervalles de confiance à 90 %. La dépendance au financement extérieur de chaque branche d'activité est mesurée comme la médiane, pour toutes les entreprises américaines de chaque branche, du ratio total des dépenses en capital (hors flux de trésorerie courants)/total des dépenses en capital.

comparables sont obtenus pour les réformes du financement extérieur (graphique 3.9, page 2), même si l'ampleur et la précision des estimations ponctuelles diminuent à moyen terme. En ce qui concerne les réformes du marché du travail, l'analyse ne révèle pas en général de différence statistiquement significative dans l'impact de la déréglementation entre les branches à roulement élevé et celles à faible roulement. Toutefois, cet effet peu significatif masque une grande hétérogénéité selon que la réforme a été lancée en période de crise ou non (voir la section suivante).

### Résultats fondés sur un modèle

Les estimations empiriques sont complétées à l'aide d'un modèle structurel d'équilibre général<sup>20</sup> qui procure

<sup>20</sup>Le modèle est une extension de Midrigan et Xu (2014). Pour une description technique de ce modèle, voir l'annexe 3.3 en ligne.

trois avantages essentiels pour l'évaluation des effets des réformes. Premièrement, il permet de chiffrer les gains sur un horizon plus long (moyen ou long terme) que celui envisagé dans l'analyse empirique, une fois pleinement concrétisées les retombées des réformes sur l'économie. Deuxièmement, si les effets des réformes historiques ont pu varier en fonction de la qualité de leur exécution ou d'autres facteurs qui n'ont peut-être pas été entièrement neutralisés dans la configuration empirique, l'analyse par modèle ne souffre pas, de par sa conception, de ces inconvénients. Troisièmement, elle permet de mieux comprendre les circuits de transmission des réformes, car elle saisit plusieurs caractéristiques clés de nombreux pays émergents ou en développement, à savoir leur vaste secteur informel (La Porta et Shleifer, 2008, 2014), les entraves financières à la croissance des entreprises (Midrigan et Xu, 2014), les importants coûts non récupérables liés aux formalités d'immatriculation dans le secteur formel (Djankov *et al.*, 2002), la législation de protection de l'emploi qui augmente les coûts du travail dans ce secteur (Alesina *et al.*, à paraître) et une gouvernance peu efficace qui peut être considérée comme une ponction sur la production des entreprises du secteur formel (Mauro, 1995 ; FMI, 2018)<sup>21</sup>. Une autre caractéristique importante du modèle est que le secteur formel est à la fois plus capitalistique et plus productif que le secteur informel et que seules ses entreprises ont accès au financement extérieur (La Porta et Shleifer, 2008, 2014).

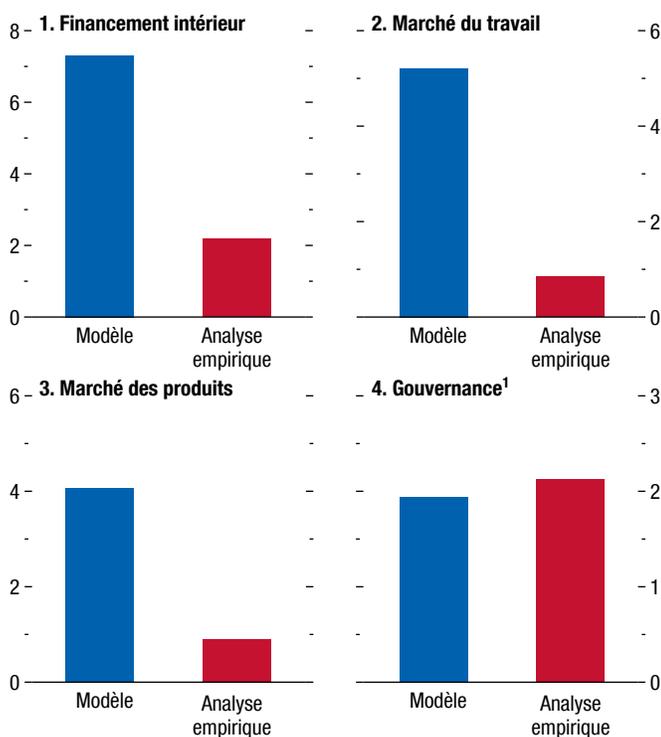
L'analyse fondée sur le modèle met en évidence trois circuits clés par lesquels les réformes peuvent accroître la production : elles facilitent l'entrée du secteur informel dans le secteur formel, incitent les entreprises formelles à investir et à se développer et peuvent réduire la mauvaise affectation des ressources entre entreprises formelles<sup>22</sup>. En particulier, les réformes du marché de produits et du marché financier facilitent l'entrée des entreprises

<sup>21</sup>Il est important de souligner que les faiblesses des données impliquent que le coût de la gouvernance soit simplement modélisé comme une fraction de la production du secteur formel qui est perdue (à cause potentiellement de la corruption et de la fragilité de l'état de droit). Le modèle fait donc abstraction de nombreux autres circuits par lesquels la gouvernance influe éventuellement sur le PIB, notamment les entreprises informelles. Pour plus de précisions, voir l'annexe 3.3 en ligne.

<sup>22</sup>Le modèle est calibré pour neutraliser les distorsions créées par les réglementations étudiées dans l'analyse empirique, telles que les écarts de productivité entre secteurs et les distorsions sur les marchés financiers, en fonction des valeurs observées de variables clés comme le ratio dette du secteur privé/PIB et la part de l'emploi dans le secteur informel pour un large éventail de pays émergents et pays en développement entre 2013 et 2018. L'ampleur des réformes examinées dans l'analyse est conçue pour pouvoir être comparée autant que possible à celle des réformes présentées dans l'analyse empirique. Les résultats sont qualitativement robustes et quantitativement stables à travers des étalonnages alternatifs. Pour plus de précisions, voir l'annexe 3.3 en ligne.

### Graphique 3.10. Gains de production découlant des grandes réformes historiques : estimations fondées sur un modèle/estimations empiriques (En pourcentage du PIB)

L'analyse fondée sur un modèle prévoit en général des gains de production à long terme plus importants que ceux à moyen terme de l'analyse empirique.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les bâtons indiquent la hausse en pourcentage de la production globale résultant d'une réduction de la friction correspondante à l'étalonnage de référence. L'ampleur des réformes est conçue pour s'inscrire dans le droit fil d'une refonte majeure des indices de réforme ( $\Delta \text{ Réforme} : \Delta \text{ Moment visé} = (2\sigma \frac{\Delta \text{ Indice de réforme}}{\sigma \text{ Indice de réforme}}) \cdot \sigma \text{ Moment visé}$ ). Dans le cas, par exemple, de la réforme du financement intérieur, le paramètre représentant la friction financière est modifié de façon à ce que le ratio crédit/PIB varie dans la distribution (entre pays) comme l'indicateur de la réglementation du financement intérieur dans la distribution (entre pays) après une réforme majeure dans l'analyse empirique.

<sup>1</sup>La « gouvernance » est modélisée sous forme d'une réduction d'une ponction implicite sur les bénéfices des entreprises formelles. Bien que classique, ce choix de modélisation ne tient pas compte d'autres gains potentiels de son renforcement (par exemple : baisse des frais d'exploitation dans le secteur informel, diminution des incertitudes opérationnelles et affectation moins médiocre des ressources entre les entreprises formelles, dans la mesure où elles pourraient souffrir à des degrés divers d'une mauvaise gouvernance).

informelles dans le secteur formel, les premières en réduisant les coûts d'entrée et les secondes en permettant aux entreprises de les financer. La formalisation, à son tour, permet d'accroître le ratio capital/travail, ainsi que la productivité globale et la production<sup>23</sup>. L'amélioration de la

<sup>23</sup>Les gains de productivité tirés des activités d'exploitation dans le secteur formel correspondent à l'écart important de la valeur ajoutée par salarié entre les entreprises formelles et informelles, tel qu'indiqué dans La Porta et Shleifer (2008, 2014). Les facteurs qui expliquent cet

gouvernance ou l'assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi augmente directement la rentabilité des entreprises formelles, ce qui les encourage à se développer, l'investissement progressant et des ressources du secteur informel, moins productif, étant réaffectées. Les réformes du financement intérieur ont des effets qualitativement analogues dans la mesure où elles allègent les contraintes de crédit pesant sur les entreprises du secteur formel et leur permettent ainsi de croître rapidement pour atteindre leur taille optimale<sup>24</sup>.

Les gains de production à long terme attribuables aux réformes se révèlent être deux fois plus importants en général que ceux à moyen terme estimés dans l'analyse empirique (graphique 3.10)<sup>25</sup>. Deux facteurs clés aident à expliquer ce résultat. Premièrement, la formalisation des entreprises et l'accumulation de capital se font en général sur un horizon plus long que celui envisagé dans l'analyse empirique. En second lieu, le modèle représente un scénario de réforme idéal, tandis que les estimations empiriques moyennes reflètent aussi des cas de réalisation imparfaite des réformes. Ces effets s'appliquent à un pays émergent ou en développement moyen, étant donné que le modèle est calibré pour correspondre à un large éventail de caractéristiques micro- ou macroéconomiques générales dans un vaste échantillon de pays émergents et de pays en développement.

### Prise en compte des différences entre les pays

Si les réformes passées ont permis d'obtenir en général des gains considérables, de larges intervalles de confiance autour de ces retombées estimées font apparaître de

écart peuvent être, entre autres, un meilleur accès aux intrants intermédiaires (Amiti et Konings, 2007), l'accès aux marchés d'exportation (De Loecker, 2007) et le niveau élevé de qualification des salariés (Ulyssa, 2018). L'accroissement global du ratio capital/travail découle de l'élargissement de l'accès du secteur formel au marché du crédit et de l'intensité capitalistique. Martin, Nataraj et Harrison (2017) constatent que la déréglementation du marché de produits en Inde entre 2000 et 2007 a entraîné une augmentation du capital au niveau des districts, ainsi que de la production et de l'emploi.

<sup>24</sup>En revanche, si elles sont mal affectées entre les entreprises formelles, les ressources ont nettement moins de retombées que la formalisation et l'augmentation de l'investissement sur les gains de production attribuables à ces réformes dans le modèle. Cela tient en partie au fait que l'accès limité au crédit est la seule réglementation qui a des répercussions différentes sur les diverses entreprises formelles et qui, en conséquence, génère une mauvaise affectation des ressources dans cette version du modèle. Pour plus de précisions, voir l'annexe 3.3 en ligne.

<sup>25</sup>Les réformes simulées avec le modèle sont conçues pour être comparables en termes d'ampleur à celles envisagées dans la section empirique (pour plus de précisions, voir l'annexe 3.3 en ligne). Ces réformes sont importantes en pratique ; par exemple, la taille de celle du financement intérieur examinée au graphique 3.10 permettrait aux entreprises mexicaines d'accroître leur endettement, portant le ratio dette du secteur des entreprises/PIB au niveau observé en Pologne.

nettes différences entre les pays. Il en va de même pour les expériences contrastées des pays qui les ont exécutées, même à l'intérieur de régions données. En Amérique latine, par exemple, les réformes lancées au cours des années 80 et 90 ont été suivies de phases de forte croissance dans certains pays (comme le Chili), mais non dans d'autres (comme l'Argentine ou le Mexique). En Europe centrale et orientale également, le niveau de vie de la plupart des pays réformateurs, abstraction faite de la grande majorité de ceux de la Communauté des États indépendants, a convergé rapidement vers celui des pays avancés après la chute de l'Union soviétique au début des années 90.

Certains des facteurs à l'origine de cette hétérogénéité sont examinés dans la présente section, où est posée la question suivante : quelles sont les caractéristiques des pays le plus souvent associées à des gains majeurs en matière de réformes ? Cela permet de faire ressortir l'influence de la conjoncture au moment des réformes et, en mettant davantage l'accent sur les effets à long terme, l'importance de la sphère informelle et des interactions entre les domaines de réforme<sup>26</sup>.

### Rôle de la conjoncture

La conjoncture peut influencer sur la réaction à court ou à moyen terme d'un pays à des réformes dans certains domaines. Par exemple, la libéralisation de l'offre de crédit peut ne pas générer une forte croissance du crédit et de la production lorsque la demande de crédit est faible (comme dans le cas d'une économie déprimée). De même, l'assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi en période de récession peut inciter les entreprises non pas à recruter, mais à licencier, réduisant encore plus l'emploi global et la production à court terme (Cacciatore *et al.*, 2016). Le rôle de la conjoncture est étudié empiriquement à l'aide de régressions situationnelles dans lesquelles une fonction de transition en douceur du taux de croissance du PIB saisit l'état de l'économie au moment

<sup>26</sup>Une autre question non résolue est de savoir si les priorités en matière de réforme doivent dépendre du niveau de développement, notamment entre les pays émergents et ceux en développement à faible revenu. S'il est en général tout à fait justifié d'adapter en conséquence les priorités de réforme, rien n'indique que les effets des réformes examinées dans le présent chapitre varient automatiquement en fonction du niveau du revenu par habitant ou par tranche de revenu des pays. De même, une analyse exhaustive des interactions entre les réformes, effectuée en subordonnant l'impact d'une réforme dans un domaine donné à la réglementation dans d'autres domaines, n'a pas permis d'établir systématiquement la complémentarité (ou la substituabilité) des réformes. Une exception est l'importance d'une bonne gouvernance pour les gains des autres réformes (voir *infra*).

de la réforme (Auerbach et Gorodnichenko, 2012), ou par une variable fictive pour les crises<sup>27</sup>.

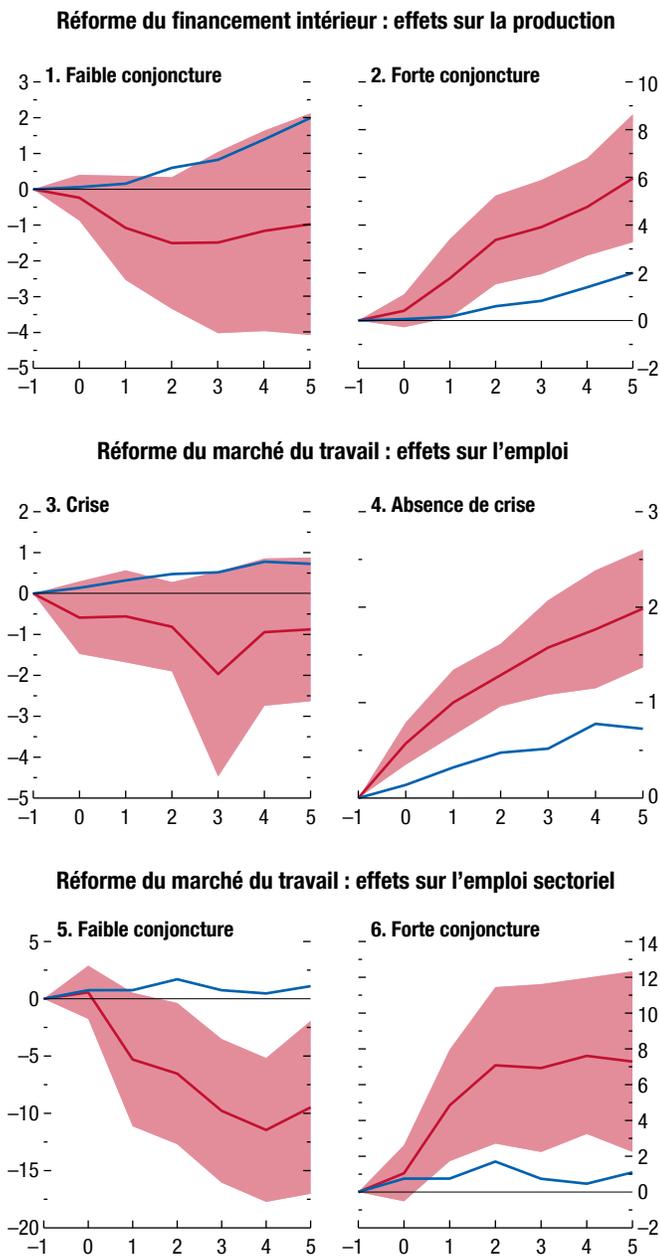
Bien que les effets de la plupart des réformes ne semblent pas différer de manière significative, qu'elles aient été adoptées en temps de conjoncture favorable ou défavorable, la libéralisation du financement intérieur semble bien plus efficace quand elle coïncide avec une phase d'expansion du cycle économique (graphique 3.11, pages 1 et 2). En période de très haute conjoncture, l'incidence estimée de la réforme sur la production est trois fois plus importante qu'en temps normal, ce qui correspond à une réaction plus forte de la demande de crédit à la déréglementation de l'offre pendant un boom économique. En revanche, les estimations ponctuelles donnent à penser que, si elle est adoptée lorsque la conjoncture est médiocre, la libéralisation financière peut avoir une incidence restrictive, encore que cet effet négatif ne soit pas statistiquement distinguable de zéro. Une interprétation de ce résultat est que l'intensification de la concurrence dans le secteur financier en période de faible demande de crédit peut obliger certains intermédiaires financiers à cesser leurs activités et affaiblir davantage l'économie.

De même, la déréglementation de la protection de l'emploi semble générer ou non des gains à court terme selon que la conjoncture est ou non favorable (graphique 3.11, pages 3 et 4). Cela cadre avec les données antérieures du FMI sur les pays avancés (Duval et Furceri, 2018 ; Duval, Furceri et Jalles, 2019) et tient au fait que, s'il est facile d'embaucher ou de licencier, les entreprises embauchent davantage lorsqu'elles doivent répondre à une demande élevée de leurs biens et services et ont tendance à licencier quand cette demande est faible. D'après les estimations, l'emploi augmente en période de forte conjoncture trois fois plus qu'en temps normal lorsque la protection de l'emploi est déréglementée. Si elle est entreprise pendant une crise financière, cette déréglementation peut même avoir une incidence restrictive, encore l'effet négatif estimé ne soit pas statistiquement distinguable de zéro. Les résultats par branches d'activité cadrent avec ces estimations au niveau des pays (graphique 3.11, pages 5 et 6). Lorsque le marché du travail est libéralisé en période de prospérité, l'emploi augmente nettement plus dans les secteurs où le taux de licenciement naturel est élevé, c'est-à-dire ceux où la législation sur la protection de l'emploi est susceptible d'être plus contraignante, que dans ceux où il est faible. L'inverse est vrai lorsque la réforme est appliquée en période de crise : l'emploi dans les secteurs où le taux de licenciement est élevé diminue davantage que dans ceux

<sup>27</sup>Pour plus de précisions, voir l'annexe 3.2 en ligne.

### Graphique 3.11. Effets des réformes : le rôle de la conjoncture macroéconomique (En pourcentage)

Certaines réformes ne sont pas efficaces lorsqu'elles sont engagées en période de crise.



Source : calculs des services du FMI.

Note : abscisses en années ;  $t = 0$  est l'année du choc. Les courbes en rouge indiquent la réaction en pourcentage à une réforme historique majeure (deux écarts-types). Les zones ombrées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %. Les courbes en bleu représentent le résultat inconditionnel.

où il est faible. Ces résultats donnent à penser que les politiques macroéconomiques d'accompagnement qui stimulent la demande globale pourraient amplifier les effets de certaines réformes structurelles<sup>28</sup>.

### Rôle de l'informalité

Le rôle que jouent les caractéristiques propres à chaque pays dans les effets des réformes est examiné à l'aide d'analyses empiriques ou fondées sur un modèle. Sur le plan empirique, une approche souple est utilisée dans le présent chapitre pour étudier les sources d'hétérogénéité des paramètres entre les unités (pays), à savoir le modèle empirique hiérarchique bayésien inspiré de Boz, Gopinath et Plagborg-Møller (2017). Cette méthode permet d'estimer avec souplesse les retombées de chaque réforme menée par un pays selon ses caractéristiques propres, telles que la place du secteur informel dans l'économie (pour des précisions techniques, voir l'annexe 3.2 en ligne)<sup>29</sup>. S'agissant du modèle, l'impact d'une réforme donnée est simulé en fonction d'autres ensembles de réglementations et de caractéristiques, comme le niveau faible ou élevé des obstacles à l'entrée dans le secteur formel (c'est-à-dire un degré élevé ou non d'informalité)<sup>30</sup>.

Parmi les nombreuses caractéristiques des pays qui pourraient influencer sur les effets des réformes, l'informalité semble particulièrement importante. Les résultats empiriques donnent à penser que, dans la plupart des domaines (financement intérieur, réglementation des marchés de produits et du travail, gouvernance), les réformes ont des effets plus concluants lorsque l'informalité est forte (graphique 3.12, pages 1 à 4). À l'horizon de cinq ans, le gain des réformes est en général deux fois plus important dans un pays où le degré d'informalité

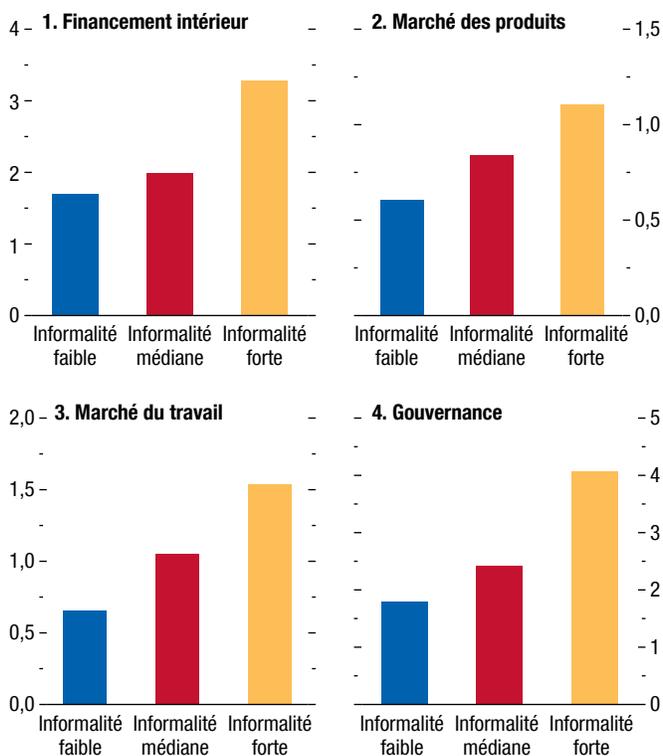
<sup>28</sup>Par exemple, une analyse plus approfondie non exposée dans le présent chapitre donne à penser que la réforme du marché du travail permet d'accroître davantage la production lorsqu'elle est appliquée conjointement avec une politique budgétaire expansionniste. Cela cadre avec une analyse antérieure du FMI pour les pays avancés (chapitre 3 des PEM d'avril 2016 ; Duval, Furceri et Jalles, 2019).

<sup>29</sup>Le principal avantage de cette approche par rapport à l'utilisation plus classique des interactions multiplicatives est qu'elle n'impose aucune forme fonctionnelle à l'interaction entre la caractéristique en jeu du pays (par exemple, le niveau d'informalité) et le coefficient de réforme, mais utilise une spécification non paramétrique pour la distribution du coefficient dépendant de cette caractéristique.

<sup>30</sup>Dans le modèle, la taille du secteur informel est déterminée en fonction de toutes les caractéristiques structurelles du pays, y compris les réglementations. En l'occurrence, l'économie peu informelle est celle dans laquelle les coûts d'entrée dans le secteur formel sont inférieurs à ceux du scénario de référence (25<sup>e</sup> centile de la distribution entre les pays des coûts des entrées). L'économie hautement informelle est celle qui sert de référence.

**Graphique 3.12. Effets des réformes sur la production : le rôle de l’informalité**  
(En pourcentage)

Les gains des réformes passées sont d’autant plus importants que l’informalité est forte dans les pays.



Source : calculs des services du FMI.

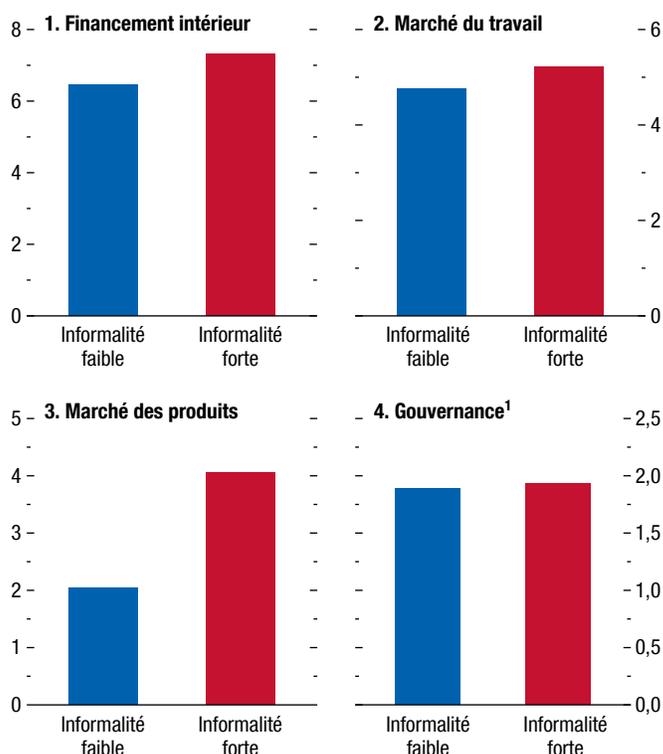
Note : Les bâtons correspondent à la réaction, à un horizon de cinq ans, de la production à une réforme historique majeure (deux écarts-types). Une informalité faible (forte) fait référence à un niveau d’informalité égal au 25<sup>e</sup> (75<sup>e</sup>) centile de la distribution de l’indice d’informalité.

est élevé (au 75<sup>e</sup> centile de la distribution des taux d’informalité entre les pays) que dans un pays où il est faible (au 25<sup>e</sup> centile de la distribution). L’analyse fondée sur un modèle fait également ressortir un gain plus sensible dans un pays (comme l’Inde) où le niveau initial d’informalité est plus élevé que dans un pays moins informel (comme l’Afrique du Sud ou le Panama) (voir graphique 3.13).

Les réformes tendent à être d’autant plus efficaces que l’informalité est élevée, l’un de leurs effets étant précisément de la réduire, ce qui profite alors au pays. Ce moyen est en général plus puissant lorsque l’informalité est importante au départ. Par exemple, la réduction des obstacles à l’entrée dans le secteur formel ou des ponctions explicites (travail) ou implicites (corruption) sur les entreprises formelles incite certaines entreprises informelles à devenir formelles. Pour sa part, la formalisation stimule la production en accroissant la productivité

**Graphique 3.13. Gains des réformes dans le modèle : le rôle de l’informalité**  
(En pourcentage)

Selon les simulations du modèle, les pays dotés de secteurs informels forts bénéficient un peu plus des réformes.



Source : calculs des services du FMI.

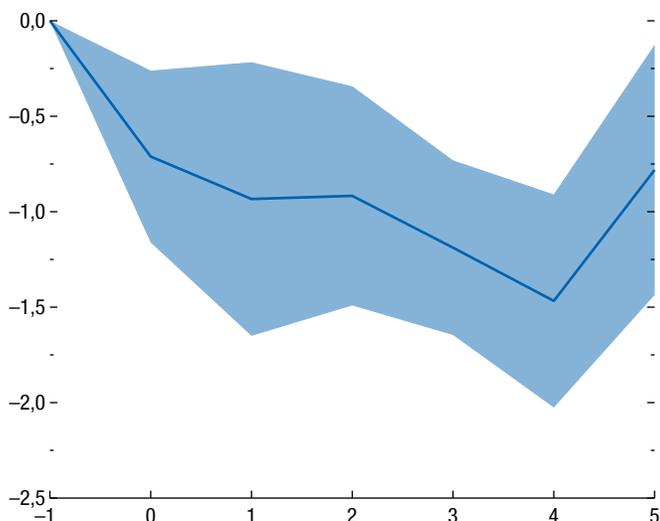
Note : Les bâtons indiquent l’augmentation en pourcentage de la production globale résultant d’une réduction de la friction correspondante à l’étalonnage de référence de l’informalité la plus faible ou la plus élevée. L’étalonnage de l’informalité la plus élevée sert de référence pour le pays médian. Celui de l’informalité la plus faible est établi en réduisant la friction de la réglementation d’entrée à son 25<sup>e</sup> centile dans les données. L’ampleur des réformes est conçue de manière à correspondre à une variation de deux écarts-types des indices de réforme.

<sup>1</sup>La « gouvernance » est modélisée sous forme d’une réduction d’une ponction implicite sur les bénéfices des entreprises formelles. Bien que classique, ce choix de modélisation ne tient pas compte d’autres gains potentiels de son renforcement (par exemple : baisse des frais d’exploitation dans le secteur informel, diminution des incertitudes opérationnelles et affectation moins médiocre des ressources entre les entreprises formelles, dans la mesure où elles pourraient souffrir à des degrés divers d’une mauvaise gouvernance).

et l’accumulation de capital ; par exemple, elle peut aider les entreprises à investir en facilitant leur accès au crédit et à augmenter leur productivité en leur ouvrant de meilleurs marchés d’intrants intermédiaires ou d’exportation. L’analyse empirique confirme l’importance de ce circuit de formalisation. L’utilisation de la méthode de projection locale pour étudier les effets sur l’informalité d’une variation de l’indicateur moyen de la réglementation (dans les domaines étudiés dans le présent chapitre) semble

**Graphique 3.14. Réformes : effets sur l'informalité**  
(En pourcentage)

Une réforme majeure dans les domaines couverts par l'analyse empirique va de pair avec une réduction subséquente de l'informalité.



Source : calculs des services du FMI.

Note : abscisse en années ;  $t = 0$  est l'année du choc. La courbe indique la réaction de l'indicateur de l'informalité à une réforme moyenne de deux écarts-types. La zone ombrée correspond à des intervalles de confiance de 90 %.

indiquer qu'une réforme importante de grande ampleur va de pair avec une diminution statistiquement significative de l'informalité de l'ordre de 1 % sur une période de cinq ans (graphique 3.14). Cela cadre avec les données présentées dans les études microéconomiques<sup>31</sup>.

### Complémentarités des réformes

Les réformes ne sont pas toujours synonymes de complémentarité (ou de substituabilité), en ce sens qu'un programme conjuguant plusieurs réformes ne se traduit

<sup>31</sup>Voir McCaig et Pavcnik (2018), Martin, Nataraj et Harrison (2017) et Paz (2014) pour les effets de la libéralisation au Viet Nam, en Inde et au Brésil. Benhassine *et al.*, (2018) fournissent des données expérimentales sur les retombées des réformes de formalisation au Bénin. Kaplan, Piedra et Seira (2011) et Bruhn (2011) étudient l'impact de la déréglementation sur l'entrée sur le marché des entreprises au Mexique. Toutefois, l'expérience de ce pays fait ressortir les différences dans la réaction de l'informalité entre les domaines de réforme et sa dépendance à l'égard de la structure des réformes. Malgré les grandes réformes macroéconomiques des années 90, l'informalité a nettement augmenté depuis lors (Levy, 2018), ce qui coïncide avec une faible croissance de la productivité. Levy (2008) soutient que cette progression résulte de l'adoption, au début de la décennie 2000, de nouvelles politiques (comme des changements dans les prestations relatives offertes par les régimes d'assurance sociale contributifs ou non contributifs, entre autres) qui ont détourné les entreprises et les salariés de la formalisation.

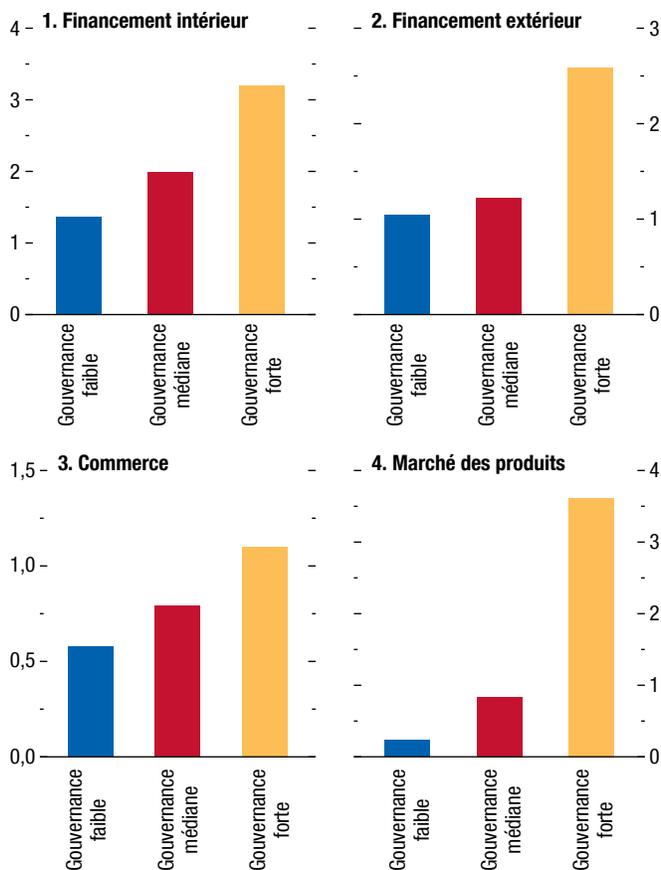
pas nécessairement par un gain supérieur (ou inférieur) à la somme des effets de chacune d'elles prise séparément. Cela est confirmé par une analyse empirique assez peu concluante effectuée à l'aide de la technique bayésienne mentionnée supra afin de savoir si les pays tirent un plus grand avantage d'une réforme donnée quand ils ont déjà déréglementé d'autres domaines ; en général, les résultats des réformes ne sont pas très différents selon le pays ou les réglementations. L'analyse fondée sur le modèle confirme, en en donnant les raisons, que les réformes n'ont pas toujours besoin d'être complémentaires. Par exemple, l'informalité diminue à mesure que les réformes sont appliquées, ce qui réduit la possibilité qu'elle régresse encore et, partant, les gains potentiels d'autres réformes.

Toutefois, les autorités peuvent exploiter les complémentarités de réformes spécifiques, notamment en privilégiant l'amélioration de la gouvernance. Cela peut en partie expliquer le succès de la convergence des revenus de certains pays d'Europe de l'Est, comme l'Estonie, la Lettonie et la Roumanie, qui ont adhéré à l'Union européenne et mené d'importantes réformes parallèlement à un renforcement de la gouvernance depuis les années 90. Compte tenu des faiblesses des indicateurs de la gouvernance mentionnées supra, l'analyse empirique indique que les effets des réformes ont le plus souvent été davantage sensibles dans les pays où la qualité de la gouvernance était supérieure, tandis que les résultats ont été nettement moins bons là où la gouvernance était plus faible (graphique 3.15, page 4). La qualité de la gouvernance est particulièrement importante pour les retombées de la déréglementation du marché de produits ; les réformes de cette nature n'ont pas réussi à porter leurs fruits dans les pays où la gouvernance était médiocre, mais ont donné de meilleurs résultats là où elle était robuste. Cela cadre avec l'opinion selon laquelle la réduction des obstacles à l'accès à ce marché favorise l'entrée de nouvelles entreprises et ne pousse celles en place à être plus efficaces et innovantes que si toutes les entreprises sont traitées sur un pied d'égalité, ce qui est plus facile à réaliser lorsque l'état de droit est fort et que le droit de propriété est rigoureusement respecté. De même, une bonne gouvernance peut amplifier les gains tirés d'autres réformes favorables à la concurrence dans les domaines de la finance ou du commerce international.

Il existe également des complémentarités entre les réformes qui incitent les entreprises à se développer et celles qui leur permettent de le faire. L'une des plus importantes de ces dernières est la libéralisation du financement intérieur, qui, en élargissant l'accès au crédit, peut amplifier les gains des réformes dans d'autres domaines.

**Graphique 3.15. Effets des réformes sur la production : le rôle de la gouvernance**  
(En pourcentage)

Une gouvernance renforcée amplifie les effets des réformes.



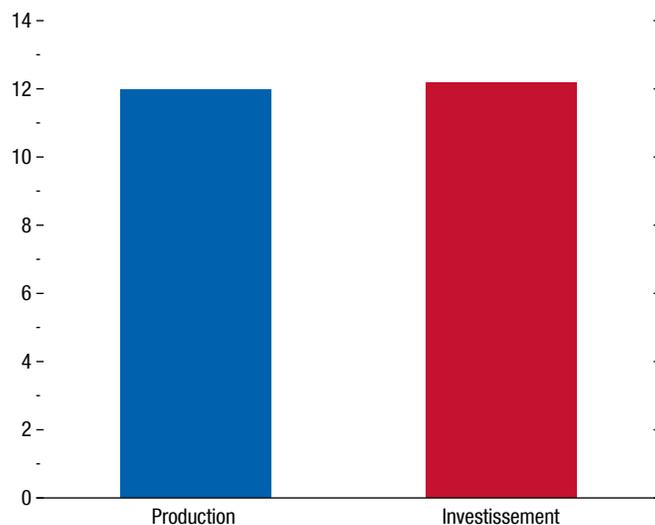
Sources : FMI, base de données sur les réformes ; calculs des services du FMI.  
Note : Les bâtons correspondent à la réaction, à un horizon de cinq ans, de la production à une réforme historique majeure (deux écarts-types). La gouvernance faible (forte) fait référence à un niveau de gouvernance égal au 25<sup>e</sup> (75<sup>e</sup>) centile de la distribution de l'indice de gouvernance.

À titre d'exemple, l'analyse basée sur un modèle souligne la complémentarité entre les réformes qui libéralisent simultanément les marchés financiers et celui du travail, comme en Bolivie en 1985<sup>32</sup>. La réforme du marché du travail améliore la rentabilité du secteur formel, incitant les entreprises qui en relèvent à se développer et les autres à se formaliser. Étant donné que les entrepreneurs doivent financer leur entrée dans ce secteur et leurs investissements en capital, l'élargissement de l'accès

<sup>32</sup>En 1985, la Bolivie a supprimé le crédit dirigé par l'État et libéralisé le contrôle des taux d'intérêt. En outre, les décrets suprêmes 7072, 9190 et 17610 ont été abrogés, rétablissant le droit des employeurs de licencier les salariés conformément aux dispositions précédemment en vigueur.

**Graphique 3.16. Réformes conjuguées du financement intérieur et du marché du travail : gain**  
(Gain supplémentaire en pourcentage)

La conjugaison d'une réforme du marché du travail avec la déréglementation du financement intérieur génère des complémentarités et amplifie les gains de production globaux.



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les bâtons représentent la différence, en pourcentage, entre les effets des deux réformes conjuguées et la somme de ceux de chaque réforme prise séparément.

au crédit grâce à la libéralisation du financement intérieur, parallèlement à un renforcement du contrôle du secteur financier<sup>33</sup>, amplifie les effets de la réforme du marché du travail sur l'investissement et la production (graphique 3.16)<sup>34</sup>.

## Résumé et conséquences sur le plan stratégique

Les principales conclusions du présent chapitre plaident fortement en faveur d'une nouvelle offensive en faveur des réformes structurelles dans les pays émergents et les pays en développement pour deux raisons clés. Premièrement, même après la grande vague de libéralisation des années 90, la poursuite des réformes dans les domaines couverts par le présent chapitre (financement intérieur ou extérieur, commerce international, réglementation du marché du travail ou de produits et gouvernance) reste en général fort

<sup>33</sup>Bien qu'il ne soit pas pris en compte dans le modèle utilisé, un contrôle solide est capital pour atténuer les risques d'accumulation de vulnérabilités dans le secteur financier à la suite de la libéralisation du financement intérieur (Johnston et Sundararajan, 1999).

<sup>34</sup>Pour plus de précisions techniques, voir l'annexe 3.3 en ligne.

indiquée. Cela vaut en particulier pour les pays en développement à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, et, dans une moindre mesure, au Moyen-Orient et Afrique du Nord et en Asie et Pacifique. Deuxièmement, les réformes étudiées dans le présent chapitre n'entraînent pas de coûts macroéconomiques à court terme, à l'exception de certaines d'entre elles lorsqu'elles sont appliquées en période de crise, et peuvent à moyen ou à long terme accroître sensiblement la production et l'emploi. Pour un pays émergent ou en développement type, de grandes réformes menées simultanément dans les domaines susmentionnés peuvent se traduire, en cinq à dix ans, par une hausse de la croissance annuelle de 1 point de pourcentage environ, de sorte que le rythme actuel de convergence du revenu par habitant vers celui des pays avancés double au cours de la décennie suivante. Dans les pays où l'informalité est comparativement élevée, les gains des réformes pourraient être encore plus importants, toutes choses égales par ailleurs. En outre, ces estimations ne prennent pas en compte les gains potentiels tirés d'autres politiques axées sur la croissance qui ne sont pas abordées dans le présent chapitre, comme l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé, des cadres de dépenses publiques en infrastructures et des lois et règlements qui entravent la participation des femmes à la population active.

En même temps, toute réforme dans un domaine a des effets différents d'un pays à l'autre, en fonction de la réglementation en vigueur dans d'autres domaines et de la conjoncture au moment où elle a été lancée. Cela donne à penser qu'il est essentiel de bien conjuguer, enchaîner et hiérarchiser les réformes pour en maximiser les retombées. Des mesures concrètes visant à améliorer la gouvernance et à faciliter l'accès des entreprises au crédit constituent souvent une étape importante pour lever les contraintes qui pèsent sur la croissance et amplifier les gains des réformes. Dans les pays où la conjoncture est faible, la priorité devrait également être accordée à des réformes comme la réduction des obstacles au commerce international ou à l'entrée des entreprises dans les industries non manufacturières intérieures, dont les résultats ne dépendent pas de la conjoncture. Il serait souhaitable que les réformes, telles que l'assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi et la déréglementation du secteur financier intérieur, qui ne portent pas leurs fruits en période de crise, soient assorties d'une disposition crédible prévoyant qu'elles prennent effet ultérieurement lorsque la conjoncture sera plus favorable. S'il n'est pas possible de retarder leur entrée en vigueur (dans le cas des réformes du marché

du travail), des droits acquis peuvent être reconnus, les nouvelles règles ne s'appliquant qu'aux nouveaux bénéficiaires, même si cela revient à différer les résultats complets des réformes. En outre, il faudrait que la déréglementation de la protection de l'emploi s'accompagne d'un certain renforcement de la protection sociale (Duval et Loungani, 2019). Dans les pays disposant d'un cadre budgétaire crédible à moyen terme et d'un espace budgétaire, une politique budgétaire anticyclique pourrait par ailleurs alléger les coûts des réformes à court terme.

Les stratégies de réforme devraient également prendre en compte des considérations d'économie politique. Même si les réformes représentent un bénéfice net pour l'ensemble de la société, leurs gains sont souvent difficiles à percevoir et disséminés dans l'ensemble de la population, alors que les pertes sont plus visibles et concentrées sur des groupes restreints, mais parfois puissants (Olson, 1971). Pour garantir une large adhésion, il ressort de l'expérience acquise avec les réformes passées qu'il est nécessaire d'assurer une conception et une hiérarchisation minutieuses des priorités, l'appropriation, une bonne communication et la transparence.

Il y a aussi trois autres leçons spécifiques à tirer du passé. Premièrement, étant donné qu'il faut du temps pour que les réformes portent leurs fruits, les autorités doivent agir rapidement après une victoire électorale pour les appliquer pendant la période de « grâce » politique, cette stratégie permettant d'atténuer les coûts politiques potentiels (encadré 3.1). Deuxièmement, il est préférable d'exécuter les réformes lorsque la conjoncture est favorable ; en d'autres termes, les autorités doivent « réparer le toit quand le soleil brille ». En période de crise, les électeurs étant souvent incapables de dissocier l'effet des réformes de celui de la mauvaise conjoncture, les réformes ont tendance à être coûteuses sur le plan électoral. En phase de récession, des mesures macroéconomiques peuvent, le cas échéant, aider à réduire le coût politique des réformes. Troisièmement, les autorités doivent prévoir et immédiatement appliquer des réformes complémentaires pour atténuer tout effet négatif des réformes sur la répartition des revenus. Des dispositifs de protection sociale robustes et des programmes dynamiques qui facilitent la mobilité de la main-d'œuvre peuvent être utiles à cet égard, étant donné que les réformes se soldent souvent par la création et la destruction simultanées d'emplois. Les réformes qui ne profitent qu'à une petite fraction de la société risquent de ne plus être soutenues et de marquer le pas, voire d'être réduites à néant.

### Encadré 3.1. Réformes structurelles : effets politiques

Si les éléments présentés dans le présent chapitre plaident fortement en faveur des bienfaits économiques des réformes structurelles, leurs avantages politiques sont beaucoup moins manifestes, ce qui a longtemps été perçu comme un obstacle. L'un des problèmes est que, même si les réformes représentent un bénéfice net pour l'ensemble de la société, leurs gains sont souvent difficiles à percevoir et largement disséminés dans la population, alors que les pertes sont plus visibles et concentrées sur des groupes restreints, mais parfois puissants (Olson, 1971). Par exemple, la réduction des obstacles à l'entrée dans une industrie de réseau, comme l'électricité ou les télécommunications (voir le présent chapitre), entraîne en général des avantages diffus pour les consommateurs sous forme de prix inférieurs ou de meilleurs produits, tandis que les pertes que font subir aux entreprises et salariés en place les nouveaux concurrents et la baisse des bénéfices sont élevées. Cela étant, les responsables politiques peuvent s'abstenir de procéder à des réformes de peur d'être sanctionnés dans les urnes par des perdants prompts à s'exprimer.

Le présent encadré examine empiriquement si les craintes d'un coût politique des réformes sont étayées par l'histoire. Plus précisément, la question est de savoir si les réformes structurelles se traduisent par des pertes ou des gains électoraux et si le moment de la réforme dans le cycle électoral et l'état de l'économie ont de l'importance pour les résultats des élections ultérieures.

Pour examiner ces points, l'analyse met en correspondance deux nouvelles séries de données, l'une sur les résultats électoraux, et l'autre, exposée dans le présent chapitre, sur les réformes, et estime les effets de celles-ci sur l'évolution de la part des voix du parti ou de la coalition en place lors des élections suivantes<sup>1</sup>. Cette variable dépendante est particulièrement utile pour évaluer l'ampleur des sanctions ou des gains électoraux attribuables aux réformes. Un chef de l'exécutif peut rester en fonction, mais avec une majorité très réduite, ou être contraint de former un gouvernement de coalition.

Davide Furceri a rédigé le présent encadré, qui s'inspire largement de Ciminelli *et al.* (à paraître) et d'Alesina *et al.* (à paraître).

<sup>1</sup>Dans la présente étude, la base de données électorales couvre un échantillon déséquilibré d'élections démocratiques de 1973 (ou la première année où le pays est réputé avoir un régime démocratique) à 2014 pour 66 pays avancés ou en développement.

La principale variable indépendante utilisée dans l'analyse est la moyenne non pondérée de tous les indices de réforme<sup>2</sup>.

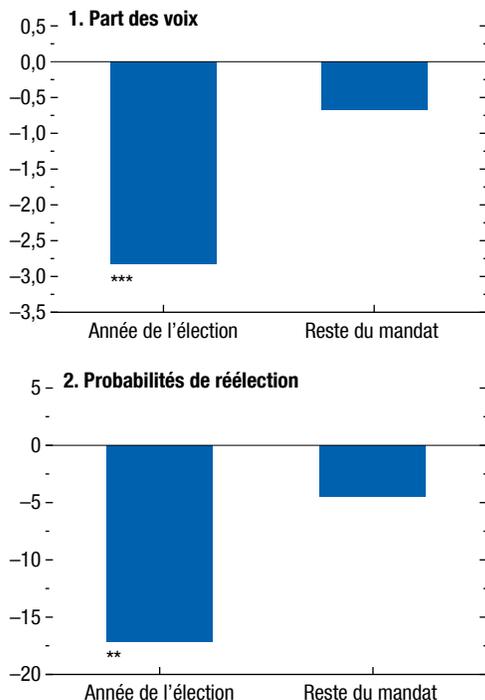
Les résultats de l'analyse semblent indiquer que les réformes n'entraînent des coûts électoraux que lorsqu'elles sont réalisées au cours de l'année précédant une élection ; dans ce cas, une réforme importante de grande ampleur (définie dans le reste du chapitre comme un changement majeur et simultané dans tous les domaines réglementaires) s'accompagne d'une baisse de 3 points de pourcentage environ de la part des voix de la coalition. Cet effet est économiquement significatif et équivaut à peu près à une réduction de 17 points de pourcentage de la probabilité que le dirigeant de la coalition soit réélu (graphique 3.1.1). En revanche, les réformes entreprises plus tôt au cours d'un mandat ne semblent pas avoir d'incidence sur les perspectives électorales. Ces résultats dénotent un comportement myope de l'électorat et cadre par ailleurs avec les données empiriques exposées dans le présent chapitre, selon lesquelles il faut du temps pour que se concrétisent les gains économiques des réformes.

Ces résultats moyens masquent des différences considérables entre les pays réformateurs, selon que les mesures ont été appliquées en période de conjoncture favorable ou défavorable (graphique 3.1.2). Dans le premier cas, les réformes ne génèrent pas de coûts politiques, mais ont tendance à être politiquement coûteuses dans le second cas, peut-être parce qu'elles entraînent des coûts distributionnels plus élevés (Alesina *et al.*, à paraître) et

<sup>2</sup>Voir Alesina *et al.* (à paraître) pour plus de précisions, y compris des estimations de chaque indicateur individuel de réforme pris séparément. La spécification de référence comprend l'ensemble ci-après de variables de contrôle : 1) croissance moyenne du PIB pendant le mandat ; 2) variable muette d'un pays développé (valeur 1 pour une adhésion continue à l'Organisation de coopération et de développement économiques depuis 1963, et 0 autrement) ; 3) variable muette pour les nouvelles démocraties (valeur 1 pour les quatre premières élections suivant l'année durant laquelle le pays en question a obtenu un score Polity négatif sur l'échelle -10 à 10, et 0 autrement) ; 4) variable muette pour un système politique majoritaire (valeur 1 pour les pays dont le système électoral prévoit que le vainqueur remporte tous les sièges dans les circonscriptions géographiques, conformément à base de données des institutions politiques (Database of Political Institutions) et 0 autrement) ; 5) niveau moyen initial de réglementation dans les domaines étudiés ; et 6) niveau de la part des voix lors du scrutin précédent. Pour plus de précisions sur la méthode empirique, voir l'annexe 3.3 en ligne.

**Encadré 3.1 (fin)**

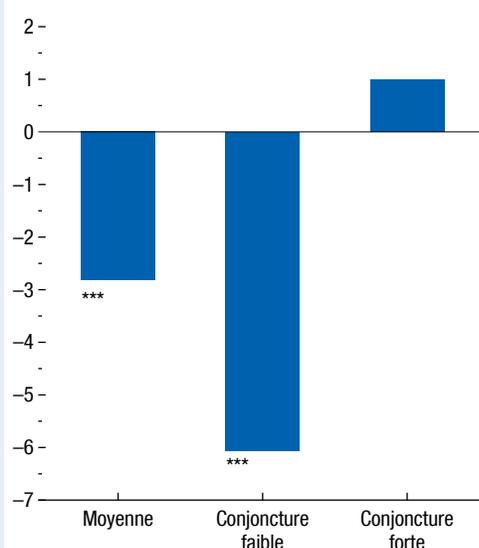
**Graphique 3.1.1. Réformes : effets sur les résultats électoraux**  
(En points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les bâtons correspondent aux effets sur les résultats des élections d'un événement majeur en matière de réforme, défini comme une variation de l'indicateur général de la réglementation de deux écarts-types (de la distribution de l'échantillon des variations annuelles de l'indicateur de la réglementation). \*\* et \*\*\* dénotent une signification statistique aux niveaux de confiance de 5 % et de 1 %, respectivement.

les électeurs ne parviennent pas à distinguer leurs effets de ceux imputables à la conjoncture médiocre. Comme elles sont surtout lancées dans de telles conditions (encadré 3.2), leur impact moyen sur la part des voix est également estimé négatif (graphique 3.1.2).

**Graphique 3.1.2. Les effets des réformes sur la part des voix : le rôle de la conjoncture**  
(En points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les bâtons correspondent aux effets sur les résultats des élections d'un événement majeur en matière de réforme, défini comme une variation de l'indicateur général de la réglementation de deux écarts-types (de la distribution de l'échantillon des variations annuelles de l'indicateur de la réglementation). \*\*\* dénote une signification statistique au niveau de confiance de 1 %.

Ces résultats semblent indiquer que les stratégies de réforme peuvent utilement internaliser des considérations politico-économiques et maximiser les chances de succès politique de deux façons. Premièrement, les réformes prenant du temps à se concrétiser, les autorités doivent agir rapidement après une victoire électorale pour réformer le système pendant la « période de grâce ». Deuxièmement, l'exécution des réformes est plus efficace lorsque l'économie fonctionne de façon satisfaisante.

### Encadré 3.2. L'impact des crises sur les réformes structurelles

Un large éventail de facteurs politiques et économiques peut expliquer pourquoi et quand les réformes ont lieu (ou non), l'un d'eux, qui est particulièrement significatif, étant la présence d'une crise. Les facteurs politiques peuvent couvrir l'idéologie des autorités, le type de régime politique (présidentiel ou parlementaire), le degré de fragmentation politique et la force des institutions démocratiques (Ciminelli *et al.* (à paraître) et références y mentionnées). Les facteurs économiques peuvent notamment comprendre la conjoncture en vigueur. Les crises peuvent servir de déclencheurs et catalyser l'adhésion populaire à la réforme en augmentant le coût du *statu quo* et le soutien des salariés et des entreprises en place (« initiés ») à son maintien. Dans le même temps, elles peuvent intensifier la fragmentation parlementaire, ce qui risque de fragiliser les efforts de réforme (Mian, Sufi et Trebbi, 2014).

La relation entre les crises et les réformes peut varier selon qu'il s'agit d'une crise économique ou financière, ou en fonction des différents domaines réglementaires. Un effondrement de la demande intérieure peut atténuer l'opposition à la libéralisation des échanges de secteurs qui dépendent habituellement de cette demande (Lora et Olivera, 2005). De même, les périodes de chômage élevé peuvent accroître la pression sur les autorités pour qu'elles adoptent des réformes assouplissant la réglementation du marché du travail dans l'espoir de stimuler l'emploi (Duval, Furceri et Miethe, 2018). En revanche, une crise financière après une période de déréglementation peut amener les autorités à réglementer de nouveau le secteur financier et l'économie (Mian, Sufi et Trebbi, 2014 ; Gokmen *et al.*, 2017).

Le rôle des crises dans la stimulation des réformes est examiné empiriquement dans le présent encadré à l'aide d'un modèle vectoriel autorégressif (VAR). Cette méthode offre deux grands avantages par rapport à un cadre statique. Premièrement, elle permet de voir si les crises conduisent à des réformes assorties de longs délais, question négligée dans les études empiriques, et, deuxièmement, de tenir compte des effets induits par les modifications apportées à la réglementation dans différents domaines. Les réformes structurelles retenues dans l'analyse sont les mêmes

que dans le reste du chapitre. En ce qui concerne les crises, les récessions (définies comme des périodes de croissance négative du PIB réel) et les crises bancaires systémiques (au sens que donnent à cette expression Laeven et Valencia, 2008, 2012) sont étudiées.

Deux vecteurs autorégressifs (un pour chaque type, économique ou financière, de crise) sont estimés selon le modèle suivant :

$$X_{i,t} = A^0 + \sum_{l=1}^4 A^l X_{i,t-l} + \tau_i + \gamma_i + \varepsilon_{i,t} \quad (3.2.1)$$

où les indices inférieurs  $i$  et  $t$  se rapportent à un pays et à un temps.  $X_{i,t}$  est un vecteur à sept variables contenant la variable muette de crise envisagée et les six indicateurs de réforme structurelle (en premières différences),  $A^0$  un vecteur de termes constants et  $A^l$  le vecteur des paramètres à estimer ;  $\tau_i$  et  $\gamma_i$  font respectivement référence aux effets fixes temps et pays, et  $\varepsilon_{i,t}$  est le terme d'erreur. Quatre décalages des variables dépendantes sont inclus. Les réponses des réformes aux crises sont obtenues en utilisant une décomposition de Cholesky, avec en premier la variable muette de crise<sup>1</sup> ; l'hypothèse implicite est que l'occurrence d'une crise dans l'année  $t$  ne dépend pas des réformes appliquées cette même année.

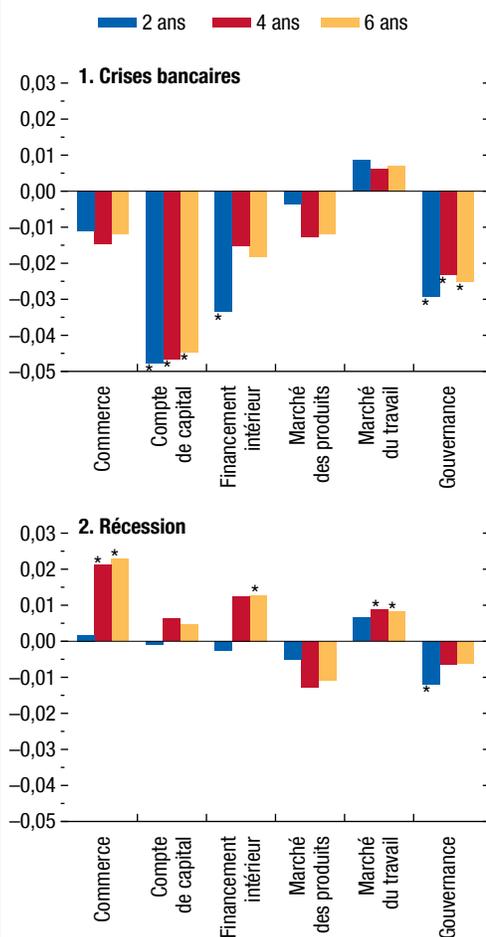
Les résultats donnent à penser que les crises économiques ou bancaires n'ont pas les mêmes effets sur les réformes structurelles (graphique 3.2.1). Les récessions favorisent la libéralisation des échanges et, dans une moindre mesure, la déréglementation du marché du travail et de la finance à moyen terme. Ces résultats soutiennent l'hypothèse que « les crises stimulent les réformes » et cadrent avec les conclusions de Lora et Olivera (2004) et de Duval, Furceri et Miethe (2018). Ils laissent entendre que les autorités réagissent à toute faiblesse de la demande extérieure en développant les échanges ou à une hausse du chômage en libéralisant le marché du travail pour encourager l'emploi. En revanche, il est constaté que les crises bancaires favorisent une réglementation plus stricte du financement intérieur et du compte de capital. Ces effets sont assez importants et peuvent être interprétés comme une tentative des autorités de maîtriser ou de réduire les sources apparentes d'instabilité financière.

<sup>1</sup>L'ordre des variables (de réforme) « en deçà » de la variable muette de crise ne modifie pas les résultats (pour une dérivation formelle, voir Christiano, Eichenbaum et Evans, 1999).

Gabriele Ciminelli a rédigé le présent encadré, qui s'inspire dans une large mesure de Ciminelli *et al.* (à paraître).

Encadré 3.2 (fin)

**Graphique 3.2.1. Les effets des crises sur les réformes structurelles**  
(Unités des indicateurs de réforme)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique présente les effets des crises bancaires (page 1) et des récessions économiques (page 2) sur les réformes structurelles à des horizons de 2, 4 et 6 ans. La valeur de chaque indicateur se situe entre 0 et 1. Selon qu'ils sont ou non marqués d'un astérisque (\*), les bâtons correspondent à une signification statistique d'au moins 10 % ou à des résultats statistiquement insignifiants. Les erreurs-types sont calculées par simulations de Monte Carlo avec 1 000 répétitions.

## Bibliographie

- Abiad, Abdul, Enrica Detragiache, and Thierry Tressel. 2010. "A New Database of Financial Reforms." IMF Working Paper 08/266, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Abiad, Abdul, Nienke Oomes, and Kenichi Ueda. 2008. "The Quality Effect: Does Financial Liberalization Improve the Allocation of Capital?" *Journal of Development Economics* 87 (2): 270–82.
- Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James Robinson. 2005. "Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth." In *Handbook of Economic Growth* 1A, edited by Philippe Aghion and Steven Durlauf. Amsterdam: Elsevier.
- Ahn, Jaebin, Era Dabla-Norris, Romain Duval, Bingjie Hu, and Lamin Njie, 2019. "Reassessing the Productivity Gains from Trade Liberalization." *Review of International Economics* 27 (1): 130–54.
- Aiyar, Shekhar, John Bluedorn, Romain Duval, Davide Furceri, Daniel Garcia-Macia, Yi Ji, Davide Malacrino, Haonan Qu, Jesse Siminitz, and Aleksandra. Zdzienicka. 2019. "Strengthening the Euro Area: The Role of National Reforms in Enhancing Resilience." IMF Staff Discussion Note 19/05, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Alesina, Alberto, Davide Furceri, Jonathan Ostry, Chris Papageorgiou, and Dennis Quinn. Forthcoming. "Structural Reforms and Electoral Outcomes: Evidence from a New Database of Regulatory Stances and Policy Changes." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Amiti, Mary, and Jozef Konings. 2007. "Trade Liberalization, Intermediate Inputs, and Productivity." *American Economic Review* 97 (5): 1611–38.
- Atkeson, Andrew, and Patrick J. Kehoe. 2007. "Modeling the Transition to a New Economy: Lessons from Two Technological Revolutions." *American Economic Review* 97 (1): 64–88.
- Auerbach, Alan, and Youri Gorodnichenko. 2012. "Measuring the Output Responses to Fiscal Policy." *American Economic Journal: Economic Policy* 4 (2): 1–27.
- Bandiera, Oriana, Gerard Caprio, Patrick Honohan, and Fabio Schiantarelli. 2000. "Does Financial Reform Raise or Reduce Saving?" *Review of Economics and Statistics* 82 (2): 239–63.
- Bassanini, Andrea, Luca Nunziata, and Danielle Venn. 2009. "Job Protection Legislation and Productivity Growth in OECD Countries." *Economic Policy* 24 (58): 349–402.
- Basu, Susanto, and John G. Fernald. 1997. "Returns to Scale in US Production: Estimates and Implications." *Journal of Political Economy* 105 (2): 249–83.
- Bekaert, Geert, Campbell Harvey, Christian Lundblad, and Stephan Siegel. 2011. "What Segments Equity Markets?" *Review of Financial Studies* 24 (12): 3841–90.
- Benhassine, Najy, David McKenzie, Victor Pouliquen, and Massimiliano Santini. 2018. "Does Inducing Informal Firms to Formalize Make Sense? Experimental Evidence from Benin." *Journal of Public Economics* 157: 1–14.
- Bonfiglioli, Alessandra. 2008. "Financial Integration, Productivity and Capital Accumulation." *Journal of International Economics* 76 (2): 337–55.
- Botero, Juan C., Simeon Djankov, Rafael La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes, and Andrei Shleifer. 2004. "The Regulation of Labor." *Quarterly Journal of Economics* 119 (4): 1339–82.
- Boz, Emine, Gita Gopinath, and Mikkel Plagborg-Møller. 2017. "Global Trade and the Dollar." IMF Working Paper 17/239. International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bruhn, Miriam. 2011. "License to Sell: The Effect of Business Registration Reform on Entrepreneurial Activity in Mexico." *Review of Economics and Statistics* 93 (1): 382–86.
- Buera, Francisco J., and Yongseok Shin. 2017. "Productivity Growth and Capital Flows: The Dynamics of Reforms." *American Economic Journal: Macroeconomics* 9 (3): 147–85.
- Cacciatore, Matteo, Romain Duval, Giuseppe Fiori, and Fabio Ghironi. 2016. "Market Reforms in the Time of Imbalance." *Journal of Economic Dynamics and Control* 72: 69–93.
- Cerra, Valerie, and Sweta Saxena. 2008. "Growth Dynamics: The Myth of Economic Recovery." *American Economic Review* 102 (7): 3774–77.
- Christiano, Lawrence J., Martin Eichenbaum, and Charles L. Evans. 1999. "Monetary Policy Shocks: What Have We Learned and to What End?" In *Handbook of Macroeconomics* 1 (1), edited by John B. Taylor and Michael Woodford, 65–148. Amsterdam: Elsevier.
- Christiansen, Lone, Martin Schindler, and Thierry Tressel. 2013. "Growth and Structural Reforms: A New Assessment." *Journal of International Economics* 89 (2): 347–56.
- Ciminelli, Gabriele, Davide Furceri, Jun Ge, Jonathan D. Ostry, and Chris Papageorgiou. Forthcoming. "The Political Costs of Reforms: Fear or Reality?" IMF Staff Discussion Note. International Monetary Fund, Washington, DC.
- De Loecker, Jan. 2007. "Do Exports Generate Higher Productivity? Evidence from Slovenia." *Journal of International Economics* 73 (1): 69–98.
- Djankov, Simeon, Rafael La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes, and Andrei Shleifer. 2002. "The Regulation of Entry." *Quarterly Journal of Economics* 117 (1): 1–37.
- Duval, Romain, and Davide Furceri. 2018. "The Effects of Labor and Product Market Reforms: The Role of Macroeconomic Conditions and Policies." *IMF Economic Review* 66 (1): 31–69.
- Duval, Romain, Davide Furceri, and Joao Jalles. 2019. "Job Protection Deregulation in Good and Bad Times." *Oxford Economic Papers* (July 21).
- Duval, Romain, Davide Furceri, and Jakob Miethe. 2018. "The Needle in the Haystack: What Drives Labor and Product Market Reforms in Advanced Countries?" IMF Working Paper 18/101, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Duval, Romain, and Prakash Loungani. 2019. "Designing Labor Market Institutions in Emerging Market and Developing Economies: Evidence and Policy Options." IMF Staff Discussion Note 19/04, International Monetary Fund, Washington, DC.

- Ebell, Monique, and Christian Haefke. 2009. "Product Market Deregulation and the US Employment Miracle." *Review of Economic Dynamics* 12 (3): 479–504.
- Ederington, Josh, and Michele Ruta. 2016. "Non-Tariff Measures and the World Trading System." World Bank Policy Research Paper 7661, World Bank, Washington, DC.
- Fabrizio, Stefania, Davide Furceri, Rodrigo Garcia-Verdu, Bin G. Li, Sandra V. Lizarazo Ruiz, Marina Mendes Tavares, Futoshi Narita, and Adrian Peralta-Alva. 2017. "Macro-Structural Policies and Income Inequality in Low-Income Developing Countries." IMF Staff Discussion Note 17/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Furceri, Davide, Swarnali Hannan, Jonathan Ostry, and Andrew Rose. 2018. "Macroeconomic Consequences of Tariffs." NBER Working Paper 25402, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Furceri, Davide, Prakash Loungani, and Jonathan Ostry. Forthcoming. "The Aggregate and Distributional Effects of Financial Globalization: Evidence from Macro and Sectoral Data." *Journal of Money, Credit and Banking*.
- Gokmen, Gunes, Massimiliano G. Onorato, Tommaso Nannicini, and Chris Papageorgiou. 2017. "Policies in Hard Times: Assessing the Impact of Financial Crises on Structural Reforms." IGER Working Paper 605, Innocenzo Gasparini Institute for Economic Research, Bocconi University, Milan.
- Granger, Clive, and Timo Teräsvirta. 1993. *Modelling Nonlinear Economic Relationships*. New York: Oxford University Press.
- Hausmann, Ricardo, Dani Rodrik, and Andres Velasco. 2005. "Growth Diagnostics." John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge, MA.
- Hsieh, Chang-Tai, and Peter J. Klenow. 2009. "Misallocation and Manufacturing TFP in China and India." *Quarterly Journal of Economics* 124 (4): 1403–48.
- International Monetary Fund (IMF). 2012. "The Liberalization of Management of Capital Flows: An Institutional View." IMF Policy Paper, Washington, DC.
- . 2018. "Review of 1997 Guidance Note on Governance—A Proposed Framework for Enhanced Fund Engagement." IMF Policy Paper 18/142, Washington, DC.
- Johnston, R. Barry, and V. Sundararajan. 1999. *Sequencing Financial Sector Reforms*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Kaplan, David S., Eduardo Piedra, and Enrique Seira. 2011. "Entry Regulation and Business Start-Ups: Evidence from Mexico." *Journal of Public Economics* 95 (11–12): 1501–15.
- Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Massimo Mastruzzi. 2010. "The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues." World Bank Policy Research Working Paper 5430, World Bank, Washington, DC.
- Laeven, Luc, and Fabian Valencia. 2008. "Systemic Banking Crises: A New Database." IMF Working Paper 08/224, International Monetary Fund, Washington, DC.
- . 2012. "Systemic Banking Crises: An Update." IMF Working Paper 12/163, International Monetary Fund, Washington, DC.
- La Porta, Rafael, and Andrei Shleifer. 2008. "The Unofficial Economy and Economic Development." NBER Working Paper 1452, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- . 2014. "Informality and Development." *Journal of Economic Perspectives* 28 (3): 109–26.
- Levy, Santiago. 2008. *Good Intentions, Bad Outcomes*. Washington, DC: Brookings Institution.
- . 2018. *Unrewarded Efforts: The Elusive Quest for Prosperity in Mexico*. Washington, DC: Inter-American Development Bank.
- Lora, Eduardo, and Mauricio Olivera. 2004. "What Makes Reforms Likely: Political Economy Determinants of Reforms in Latin America." *Journal of Applied Economics* 7 (1): 99–135.
- . 2005. "The Electoral Consequences of the Washington Consensus." *Economia* 5 (2): 1–61.
- Martin, Leslie A., Shanthi Nataraj, and Ann E. Harrison. 2017. "In with the Big, Out with the Small: Removing Small-Scale Reservations in India." *American Economic Review* 107 (2): 354–86.
- Mauro, Paulo. 1995. "Corruption and Growth." *Quarterly Journal of Economics* 110 (3): 681–712.
- McCaig, Brian, and Nina Pavcnik. 2018. "Export Markets and Labor Allocation in a Low-Income Country." *American Economic Review* 108 (7): 1899–941.
- Mian, Atif, Amir Sufi, and Francesco Trebbi. 2014. "Resolving Debt Overhang: Political Constraints in the Aftermath of Financial Crises." *American Economic Journal: Macroeconomics* 6 (2): 1–28.
- Micco, Alejandro, and Carmen Pagés. 2006. "The Economic Effects of Employment Protection: Evidence from International Industry-Level Data." IZA Discussion Paper 2433, Institute of Labor Economics, Bonn.
- Midrigan, Virgiliu, and Daniel Yi Xu. 2014. "Finance and Misallocation: Evidence from Plant-Level Data." *American Economic Review* 104 (2): 422–58.
- Olson, Mancur. 1971. *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2018. *Economic Policy Reforms: Going for Growth*. Paris.
- Ostry, Jonathan, Andrew Berg, and Siddharth Kothari. 2018. "Growth Equity Trade-Offs in Structural Reforms." IMF Working Paper 18/5, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ostry, Jonathan David, Alessandro Prati, and Antonio Spilimbergo. 2009. "Structural Reforms and Economic Performance in

- Advanced and Developing Countries.” IMF Occasional Paper 268, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Paz, Lourenço S. 2014. “The Impacts of Trade Liberalization on Informal Labor Markets: A Theoretical and Empirical Evaluation of the Brazilian Case.” *Journal of International Economics* 92 (2): 330–48.
- Prati, Alessandro, Massimiliano Gaetano Onorato, and Chris Papageorgiou. 2013. “Which Reforms Work and under Which Institutional Environment? Evidence from a New Data Set on Structural Reforms.” *Review of Economics and Statistics* 95 (3): 946–68.
- Quinn, Dennis. 1997. “The Correlates of Change in International Financial Regulation.” *American Political Science Review* 91 (3): 531–51.
- Quinn, Dennis P, and A. Maria Toyoda. 2008. “Does Capital Account Liberalization Lead to Economic Growth?” *Review of Financial Studies* 21 (3): 1403–49.
- Rajan, Raghuram, and Luigi Zingales. 1998. “Financial Dependence and Growth.” *American Economic Review* 88 (3): 559–86.
- Ulyssea, Gabriel. 2018. “Firms, Informality and Development: Theory and Evidence from Brazil.” *American Economic Review* 108 (8): 2015–47.
- World Bank (WB). 2019. *Doing Business: Training for Reform*. Washington, DC: World Bank.
- Zettelmeyer, Jeromin. 2006. “Growth and Reforms in Latin America: A Survey of Facts and Arguments.” IMF Working Paper 06/210, International Monetary Fund, Washington, DC.



L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend sept sections : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2019–20 et celles du scénario à moyen terme pour la période 2021–24. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'avril 2019 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième résume des informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types. La sixième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques, établis sur la base des informations disponibles au 30 septembre 2019. (L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne, en anglais, à l'adresse [www.imf.org/en/Publications/WEO](http://www.imf.org/en/Publications/WEO).)

Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2019 et au-delà sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

## Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 26 juillet au 23 août 2019. Pour 2019 et 2020, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,382 et 1,377 pour le taux dollar/DTS, 1,123 et 1,120 pour le taux dollar/euro, et 108,2 et 104,5 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 61,78 dollars en 2019 et de 57,94 dollars en 2020.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) à six mois en dollars s'établira en moyenne à 2,3 % en 2019 et à 2,0 % en 2020, le taux moyen des dépôts à trois mois en euros à –0,4 % en 2019 et à –0,6 % en 2020, et le taux moyen des dépôts à six mois en yen à 0,0 % en 2019 et à –0,1 % en 2020.

À titre de rappel, en ce qui concerne l'euro, le Conseil de l'Union européenne a décidé le 31 décembre 1998 qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, les taux de conversion des monnaies des États membres qui ont adopté l'euro sont irrévocablement fixés comme décrit dans l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Pour plus de détails sur les taux de conversion de l'euro, veuillez vous reporter à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM.

1 euro	= 15,6466	couronnes estoniennes <sup>1</sup>
	= 30,1260	couronnes slovaques <sup>2</sup>
	= 1,95583	deutsche mark
	= 340,750	drachmes grecques <sup>3</sup>
	= 200,482	escudos portugais
	= 2,20371	florins néerlandais
	= 40,3399	francs belges
	= 6,55957	francs français
	= 40,3399	francs luxembourgeois
	= 0,702804	lat letton <sup>4</sup>
	= 0,42930	lire maltaise <sup>5</sup>
	= 1.936,27	lires italiennes
	= 3,45280	litas lituaniens <sup>6</sup>
	= 0,585274	livre chypriote <sup>5</sup>
	= 0,787564	livre irlandaise
	= 5,94573	marks finlandais
	= 166,386	pesetas espagnoles
	= 13,7603	schillings autrichiens
	= 239,640	tolars slovéniens <sup>7</sup>

<sup>1</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<sup>2</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>3</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

<sup>4</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

<sup>5</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

<sup>6</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

<sup>7</sup>Taux de conversion établi le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Modifications récentes

- La Mauritanie a changé d'unité monétaire en janvier 2018, en adoptant la nouvelle ouguiya mauritanienne (MRU) qui vaut 10 anciennes ouguiya (MRO). Les données en monnaie locale pour la Mauritanie sont exprimées dans la nouvelle monnaie à compter de la base de données de l'édition d'octobre 2019 des PEM.
- Sao Tomé-et-Principe a changé d'unité monétaire en janvier 2018, en adoptant le nouveau dobra santoméen (STD), qui vaut 1 000 anciens dobras (STN). Les données en monnaie locale pour Sao Tomé-et-Principe sont exprimées dans la nouvelle monnaie à compter de la base de données de l'édition d'octobre 2019 des PEM.
- À compter de l'édition d'octobre 2019 des PEM, le groupe régional de la Communauté des États indépendants (CEI) est abandonné. Quatre pays de la CEI (Biélorus, République de Moldova, Russie et Ukraine) sont ajoutés au groupe régional « pays émergents et pays en développement d'Europe ». Les huit autres pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), qui forment le sous-groupe régional « Caucase et Asie centrale », sont combinés avec le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP) pour former le nouveau groupe régional « Moyen-Orient et Asie centrale » (MOAC).

## Données et conventions

La base des données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 194 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont dans l'ensemble conformes à la version 2008 du Système de comptabilité

naionale (SCN). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* (Guide MSMF) et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014) ont toutes été alignées sur la version 2008 du SCN, ou sont en train de l'être. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont que partiellement adaptées aux définitions des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, les effets de la conversion aux normes actualisées sur les principaux soldes et agrégats seront faibles. Beaucoup d'autres pays ont partiellement adopté les normes les plus récentes dont ils poursuivront la mise en application au fil des années<sup>1</sup>.

Les données brutes et nettes sur la dette qui figurent dans les PEM proviennent de sources officielles et d'estimations des services du FMI. Si l'on a essayé de les aligner sur les définitions du MSFP, ces données en diffèrent parfois en raison de leurs limitations ou de circonstances propres aux pays concernés. Bien que tout le possible soit fait pour que les données des PEM soient pertinentes et comparables à l'échelle internationale, les différences dans la couverture des secteurs et des instruments signifient que ces données ne sont pas universellement comparables. À mesure que davantage d'informations deviennent disponibles, des changements dans les sources des données ou la couverture des instruments peuvent donner lieu à des révisions des données qui sont parfois considérables. Pour des précisions sur les écarts dans la couverture des secteurs ou des instruments, il convient de consulter les métadonnées de la base de données en ligne des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle

<sup>1</sup>Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux (SEC) 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

composés<sup>2</sup>. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et l'expansion monétaire, pour lesquelles il s'agit de moyennes géométriques. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré<sup>3</sup>. Les taux annuels d'inflation sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes, sauf dans le cas des pays émergents et des pays en développement, pour lesquels les taux reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs dans la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

<sup>2</sup>Les moyennes du PIB réel et de ses composantes, de l'emploi, de l'inflation, de la productivité des facteurs, du PIB par habitant, du commerce et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

<sup>3</sup>Voir la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la *Mise à jour des PEM* de juillet 2014 pour une récapitulation des coefficients de pondération en parité de pouvoir d'achat révisés, ainsi que l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

Les taux composites de chômage et de croissance de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée en monnaies autres que le dollar.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2018 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

## Notes sur les pays

Les données sur les prix à la consommation pour l'Argentine avant décembre 2013 correspondent à l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le Grand Buenos Aires, tandis que, de décembre 2013 à octobre 2015, il s'agit de l'IPC national. Le gouvernement qui est entré en fonction en décembre 2015 a mis fin à l'IPC national, affirmant qu'il était incorrect, et a publié un nouvel IPC pour le Grand Buenos Aires le 15 juin 2016 (un nouvel IPC national a été diffusé à compter de juin 2017). Lors de sa réunion du 9 novembre 2016, le conseil d'administration du FMI a jugé que les nouvelles séries relatives à l'IPC étaient conformes aux normes internationales et a levé la déclaration de censure adoptée en 2013. Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie,

l'inflation moyenne pour 2014, 2015 et 2016 et l'inflation en fin de période pour 2015 et 2016 n'apparaissent pas dans l'édition d'octobre 2019 des PEM.

Les autorités de l'*Argentine* ont mis fin à la publication des données sur le marché du travail en décembre 2015 et ont publié de nouvelles séries à compter du deuxième trimestre de 2016.

Les taux de croissance du PIB réel de l'*Inde* sont tirés des comptes nationaux, avec comme année de référence 2004/05 pour la période 1998–2011 et 2011/12 pour les années ultérieures.

Du fait de la guerre civile et de l'insuffisance des capacités, la fiabilité des données relatives à la *Libye*, en particulier les projections à moyen terme, est faible.

Le périmètre des séries de finances publiques pour la *République dominicaine* est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

Les données pour la *Syrie* sont exclues à compter de 2011 en raison de la situation politique incertaine.

Les estimations de la croissance à *Trinité-et-Tobago* pour 2018 reposent sur les données en année complète du secteur de l'énergie en provenance du ministère de l'Énergie et du ministère des Finances, les données préliminaires des comptes nationaux pour les trois premiers trimestres de l'année en provenance de l'Office central des statistiques, et les projections des services du FMI pour la production hors énergie du quatrième trimestre sur la base des informations disponibles. Les projections de croissance à partir de 2019 restent inchangées par rapport à l'édition d'avril 2019 des PEM, faute d'actualisation des données publiées sur les comptes nationaux.

Les données révisées des comptes nationaux de l'*Ukraine* sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent pas la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

À compter d'octobre 2018, le système public de retraite de l'*Uruguay* reçoit des transferts dans le contexte d'une nouvelle loi qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données et les projections pour 2018–22. Ils représentaient 1,3 % du PIB en 2018 et devraient représenter 1,2 % du PIB en 2019, 0,9 % en 2020, 0,4 % en 2021, 0,2 % en 2022, et 0 % ultérieurement. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du

FMI n° 19/64. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'*Uruguay* est passé du secteur public consolidé (SPC) au secteur public non financier (SPNF) à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le SPNF comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières, et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le SPNF avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas enregistrés dans les chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du SPNF. Les estimations de la dette brute et nette pour la période 2008–11 sont préliminaires.

L'établissement des perspectives économiques du *Venezuela*, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est compliqué par : l'absence d'entretiens avec les autorités (la dernière consultation au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), une compréhension incomplète des données communiquées et des difficultés dans l'interprétation de certains indicateurs économiques étant donné l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme de garantie des dépôts (FOGADE) et une série d'entreprises publiques, dont *Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA)* ; les données pour 2018 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques estimés par les services du FMI doivent être interprétés avec prudence. Par exemple, le PIB nominal est estimé en supposant que le déflateur du PIB augmente en phase avec la projection de l'inflation moyenne estimée par les services du FMI. Le ratio dette publique extérieure/PIB est estimé à l'aide de l'estimation du taux de change moyen annuel établie par les services du FMI. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du *Venezuela* sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

## Classification des pays

### Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en

développement<sup>4</sup>. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne un aperçu de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

## Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

### Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (39 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept, ou G-7. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

### Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (155 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne (AfSS) ; Amérique latine et Caraïbes (ALC) ; Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC, qui comprend les sous-groupes régionaux « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan

et Pakistan » et « Caucase et Asie centrale ») ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les combustibles (Classification type pour le commerce international — CTCI, section 3) et les autres produits, dont les produits de base autres que les combustibles (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2014 et 2018.

La classification en fonction de critères financiers distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE) et les *pays en développement à faible revenu* (PDFR). Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2018 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*<sup>5</sup>.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref<sup>6</sup>. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (fixé à 2 700 dollars en 2016 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

<sup>5</sup>Pendant la période 2014–18, 25 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou ont conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018*.

<sup>6</sup>Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

<sup>4</sup>Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

**Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2018<sup>1</sup>**  
(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total mondial)

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
<b>Pays avancés</b>	<b>39</b>	<b>100,0</b>	<b>40,8</b>	<b>100,0</b>	<b>63,0</b>	<b>100,0</b>	<b>14,3</b>
États-Unis		37,2	15,2	16,0	10,1	30,6	4,4
Zone euro	19	27,9	11,4	42,0	26,5	31,7	4,5
Allemagne		7,9	3,2	11,9	7,5	7,8	1,1
France		5,4	2,2	5,8	3,6	6,1	0,9
Italie		4,3	1,8	4,2	2,7	5,7	0,8
Espagne		3,4	1,4	3,1	2,0	4,3	0,6
Japon		10,1	4,1	5,9	3,7	11,8	1,7
Royaume-Uni		5,5	2,2	5,4	3,4	6,2	0,9
Canada		3,3	1,4	3,5	2,2	3,5	0,5
Autres pays avancés	16	15,9	6,5	27,2	17,1	16,1	2,3
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	73,7	30,1	52,7	33,2	71,6	10,2
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>155</b>	<b>100,0</b>	<b>59,2</b>	<b>100,0</b>	<b>37,0</b>	<b>100,0</b>	<b>85,7</b>
<b>Par région</b>							
Pays émergents et en développement d'Asie	30	56,2	33,2	48,6	18,0	56,3	48,2
Chine		31,5	18,7	28,8	10,7	21,8	18,7
Inde		13,1	7,7	5,9	2,2	20,8	17,9
ASEAN-5	5	9,4	5,5	12,3	4,6	8,8	7,6
Pays émergents et en développement d'Europe	16	12,1	7,2	16,5	6,1	5,9	5,1
Russie		5,3	3,1	5,5	2,0	2,3	2,0
Amérique latine et Caraïbes	33	12,6	7,5	13,7	5,1	9,7	8,4
Brésil		4,2	2,5	3,0	1,1	3,3	2,8
Mexique		3,2	1,9	5,2	1,9	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	31	13,9	8,2	16,6	6,2	12,3	10,6
Arabie saoudite		2,3	1,4	3,4	1,3	0,5	0,4
Afrique subsaharienne	45	5,2	3,0	4,6	1,7	15,7	13,5
Nigéria		1,5	0,9	0,7	0,3	3,1	2,6
Afrique du Sud		1,0	0,6	1,2	0,4	0,9	0,8
<b>Classification analytique<sup>2</sup></b>							
<b>Source des recettes d'exportation</b>							
Combustibles	27	17,1	10,1	22,1	8,2	11,6	10,0
Autres produits	127	82,9	49,0	77,9	28,8	88,4	75,7
Dont : produits primaires	35	5,1	3,0	5,2	1,9	9,0	7,7
<b>Source de financement extérieur</b>							
Pays débiteurs (net)	122	51,7	30,6	49,7	18,4	68,4	58,6
<b>Pays débiteurs (net), selon le service de la dette</b>							
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018	25	3,4	2,0	2,8	1,0	5,8	4,9
<b>Autres groupes</b>							
Pays pauvres très endettés	39	2,5	1,5	2,0	0,7	11,8	10,1
Pays en développement à faible revenu	59	7,3	4,3	7,0	2,6	23,0	19,8

<sup>1</sup>Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays à parités de pouvoir d'achat (PPA). Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

<sup>2</sup>La Syrie est exclue du groupe classé par source des recettes d'exportation, et le Soudan du Sud et la Syrie sont exclus du groupe classé par la source de financement extérieur net en raison de l'insuffisance des données.

**Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe**

<b>Principales zones monétaires</b>		
États-Unis		
Japon		
Zone euro		
<b>Zone euro</b>		
Allemagne	France	Malte
Autriche	Grèce	Pays-Bas
Belgique	Irlande	Portugal
Chypre	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
Finlande	Luxembourg	
<b>Principaux pays avancés</b>		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
<b>Autres pays avancés</b>		
Australie	Macao (RAS) <sup>2</sup>	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) <sup>1</sup>	Porto Rico	Taiwan, prov. chinoise de
Islande	République tchèque	
Israël	Saint-Marin	

<sup>1</sup>Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

<sup>2</sup>Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

**Tableau C. Union européenne**

Allemagne	France	Pologne
Autriche	Grèce	Portugal
Belgique	Hongrie	République slovaque
Bulgarie	Irlande	République tchèque
Chypre	Italie	Roumanie
Croatie	Lettonie	Royaume-Uni
Danemark	Lituanie	Slovénie
Espagne	Luxembourg	Suède
Estonie	Malte	
Finlande	Pays-Bas	

**Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation**

	Combustibles	Autres produits, dont produits primaires
<b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>		
	Brunei Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		République dém. pop. lao
		Tuvalu
<b>Pays émergents et en développement d'Europe</b>		
	Russie	
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>		
	Équateur	Argentine
	Trinité-et-Tobago	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Guyana
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Ouzbékistan
	Bahreïn	Somalie
	Émirats arabes unis	Soudan
	Iran	Tadjikistan
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
<b>Afrique subsaharienne</b>		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Burkina Faso
	Gabon	Burundi
	Guinée équatoriale	Congo, Rép. dém. du
	Nigéria	Côte d'Ivoire
	Soudan du Sud	Érythrée
	Tchad	Guinée
		Guinée Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

**Tableau E. Pays émergents et en développement classés par région, par position extérieure nette et appartenance aux groupes des pays pauvres très endettés et des pays en développement à faible revenu**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Pays en développement à faible revenu		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Pays en développement à faible revenu
<b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>				Monténégro	*		
Bangladesh	*		*	Pologne	*		
Bhoutan	*		*	Roumanie	*		
Brunei Darussalam	●			Russie	●		
Cambodge	*		*	Serbie	*		
Chine	●			Turquie	*		
Fidji	*			Ukraine	*		
Îles Marshall	*			<b>Amérique latine et Caraïbes</b>			
Îles Salomon	*		*	Antigua-et-Barbuda	*		
Inde	*			Argentine	●		
Indonésie	*			Aruba	*		
Kiribati	●		*	Bahamas	*		
Malaisie	*			Barbade	*		
Maldives	*			Belize	*		
Micronésie	●			Bolivie	*	●	
Mongolie	*			Brésil	*		
Myanmar	*		*	Chili	*		
Nauru	*			Colombie	*		
Népal	●		*	Costa Rica	*		
Palaos	●			Dominique	●		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	El Salvador	*		
Philippines	*			Équateur	*		
République dém. pop. lao	*		*	Grenade	*		
Samoa	*			Guatemala	*		
Sri Lanka	*			Guyana	*	●	
Thaïlande	*			Haïti	*	●	*
Timor-Leste	●		*	Honduras	*	●	*
Tonga	*			Jamaïque	*		
Tuvalu	●			Mexique	*		
Vanuatu	*			Nicaragua	*	●	*
Viet Nam	*		*	Panama	*		
<b>Pays émergents et en développement d'Europe</b>				Paraguay	*		
Albanie	*			Pérou	*		
Bélarus	*			République dominicaine	*		
Bosnie-Herzégovine	*			Saint-Kitts-et-Nevis	*		
Bulgarie	*			Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		
Croatie	*			Sainte-Lucie	*		
Hongrie	*			Suriname	*		
Kosovo	*			Trinité-et-Tobago	●		
Macédoine du Nord	*			Uruguay	*		
Moldova	*		*	Venezuela	●		

**Tableau E. Pays émergents et en développement classés par région, par position extérieure nette et appartenance aux groupes des pays pauvres très endettés et des pays en développement à faible revenu (*fin*)**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Pays en développement à faible revenu		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Pays en développement à faible revenu
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>				Cabo Verde	*		
Afghanistan	●	●	*	Cameroun	*	●	*
Algérie	●			Comores	*	●	*
Arabie saoudite	●			Congo, Rép. dém. du	*	●	*
Arménie	*			Congo, Rép. du	*	●	*
Azerbaïdjan	●			Côte d'Ivoire	*	●	*
Bahreïn	●			Érythrée	*	*	*
Djibouti	*		*	Eswatini	●		
Égypte	*			Éthiopie	*	●	*
Émirats arabes unis	●			Gabon	●		
Géorgie	*			Gambie	*	●	*
Iran	●			Ghana	*	●	*
Iraq	●			Guinée	*	●	*
Jordanie	*			Guinée Bissau	*	●	*
Kazakhstan	*			Guinée équatoriale	●		
Koweït	●			Kenya	*		*
Liban	*			Lesotho	*		*
Libye	●			Libéria	*	●	*
Maroc	*			Madagascar	*	●	*
Mauritanie	*	●	*	Malawi	*	●	*
Oman	*			Mali	*	●	*
Ouzbékistan	●		*	Maurice	●		
Pakistan	*			Mozambique	*	●	*
Qatar	●			Namibie	*		
République kirghize	*		*	Niger	*	●	*
Somalie	*	*	*	Nigéria	*		*
Soudan	*	*	*	Ouganda	*	●	*
Syrie <sup>3</sup>	...			République centrafricaine	*	●	*
Tadjikistan	*		*	Rwanda	*	●	*
Tunisie	*			Sao Tomé-et-Principe	*	●	*
Turkménistan	*		*	Sénégal	*	●	*
Yémen	*		*	Seychelles	*		
<b>Afrique subsaharienne</b>				Sierra Leone	*	●	*
Afrique du Sud	●			Soudan du Sud <sup>3</sup>	...		*
Angola	*			Tanzanie	*	●	*
Bénin	*	●	*	Tchad	*	●	*
Botswana	●			Togo	*	●	*
Burkina Faso	*	●	*	Zambie	*	●	*
Burundi	*	●	*	Zimbabwe	*		*

<sup>1</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débiteur) net.

<sup>2</sup>La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.

<sup>3</sup>Le Soudan du Sud et la Syrie sont exclus du groupe classé par la source de financement extérieur net en raison de leur base de données encore en cours de composition.

Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente<sup>1</sup>

	Comptes nationaux	Finances publiques
Bahamas		Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Malawi		Juil./juin
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Namibie		Avril/mars
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palao	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

<sup>1</sup>Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2018	2002/03	SCN 1993		BSN	2018
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2018	2010	SCN 2008		BSN	2018
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2018	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2018
Algérie	Dinar algérien	BSN	2018	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2018
Allemagne	Euro	BSN	2018	2015	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2018
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2018	2002	SECN 1995		BSN	2018
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2017	2006 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2018
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2018
Argentine	Peso argentin	BSN	2018	2004	SCN 2008		BSN	2018
Arménie	Dram arménien	BSN	2018	2005	SCN 2008		BSN	2018
Aruba	Florin de Aruba	BSN	2017	2000	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2018
Australie	Dollar australien	BSN	2018	2015/16	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2018
Autriche	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2018	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2018
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2018	2012	SCN 1993		BSN	2018
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN	2018	2010	SCN 2008		BSN	2018
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2018	2005/06	SCN 1993		BSN	2018
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2018	2010	SCN 1993		BSN	2018
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2018	2014	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2018
Belgique	Euro	BC	2018	2016	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2018
Belize	Dollar du Belize	BSN	2018	2000	SCN 1993		BSN	2018
Bénin	Franc CFA	BSN	2018	2015	SCN 1993		BSN	2018
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2017/18	2000/01 <sup>6</sup>	SCN 1993		BC	2017/18
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2017	1990	SCN 2008		BSN	2018
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2018
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2018
Bésil	Real brésilien	BSN	2018	1995	SCN 2008		BSN	2018
Brunei Darussalam	Dollar de Brunei	BSN et DAP	2018	2010	SCN 1993		BSN et DAP	2018
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2018
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2018	1999	SCN 1993		BSN	2018
Burundi	Franc burundais	BSN	2015	2005	SCN 1993		BSN	2017
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2018	2007	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2018
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2018	2000	SCN 1993		BSN	2018
Cameroun	Franc CFA	BSN	2017	2005	SCN 2008		BSN	2018
Canada	Dollar canadien	BSN	2018	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2018
Chili	Peso chilien	BC	2018	2013 <sup>6</sup>	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2018
Chine	Yuan chinois	BSN	2018	2015	SCN 2008		BSN	2018
Chypre	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Colombie	Peso colombien	BSN	2018	2015	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2018
Comores	Franc comorien	MEP	2016	2007	...	Depuis 2007	BSN	2018
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2018	2005	SCN 1993		BC	2018
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2017	1990	SCN 1993		BSN	2018

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF	2018	2001	AC	C	BSN, MdF et BC	2018	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2018	2001	AC, AEF, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2018	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2018	MBP 6
Algérie	MdF	2018	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Allemagne	BSN	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Angola	MdF	2018	2001	AC, AL	...	BC	2018	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2016	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2018	2014	AC	C	BC	2018	MBP 6
Argentine	MEP	2018	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2018	MBP 6
Arménie	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Aruba	MdF	2018	2001	AC	Mixte	BC	2017	MBP 5
Australie	MdF	2017/18	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2018	MBP 6
Autriche	BSN	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2018	...	AC	C	BC	2018	MBP 6
Bahamas	MdF	2017/18	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Bahreïn	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Bangladesh	MdF	2018	...	AC	C	BC	2018	MBP 6
Barbade	MdF	2018/19	1986	ACB	C	BC	2018	MBP 5
Bélarus	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Belgique	BC	2018	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Belize	MdF	2018	1986	AC, SPM	Mixte	BC	2018	MBP 6
Bénin	MdF	2018	1986	AC	C	BC	2017	MBP 6
Bhoutan	MdF	2017/18	1986	AC	C	BC	2017/18	MBP 6
Bolivie	MdF	2017	2001	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2017	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2018	MBP 6
Botswana	MdF	2018/19	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Brésil	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Brunei Darussalam	MdF	2018	...	AC, ACB	C	BSN, MEP et DAP	2018	MBP 6
Bulgarie	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2018	2001	AC	CE	BC	2017	MBP 6
Burundi	MdF	2015	2001	AC	E	BC	2016	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2018	2001	AC	E	BSN	2018	MBP 6
Cambodge	MdF	2018	1986	AC, AL	Mixte	BC	2018	MBP 5
Cameroun	MdF	2017	2001	AC, SPNF	C	MdF	2017	MBP 6
Canada	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	E	BSN	2018	MBP 6
Chili	MdF	2018	2001	AC, AL	E	BC	2018	MBP 6
Chine	MdF	2018	...	AC, AL	C	DAP	2018	MBP 6
Chypre	BSN	2018	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Colombie	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2018	MBP 6
Comores	MdF	2018	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2018	MBP 5
Congo, Rép. dém. du	MdF	2018	2001	AC, AL	E	BC	2018	MBP 5
Congo, Rép. du	MdF	2018	2001	AC	E	BC	2017	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Corée	Won coréen	BC	2018	2015	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2018
Costa Rica	Colon costa-ricien	BC	2018	2012	SCN 2008		BC	2018
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2016	2009	SCN 1993		BSN	2017
Croatie	Kuna croate	BSN	2018	2010	SECN 2010		BSN	2018
Danemark	Couronne danoise	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2018	2013	SCN 1993		BSN	2018
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2017	2006	SCN 1993		BSN	2016
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2017/18	2011/12	SCN 2008		BSN	2017/18
El Salvador	Dollar EU	BC	2018	2014	SCN 2008		BSN	2018
Émirats arabes unis	Dirham des É.A.U.	BSN	2017	2010	SCN 2008		BSN	2018
Équateur	Dollar EU	BC	2018	2007	SCN 1993		BSN et BC	2018
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2018	2011	SCN 1993		BSN	2018
Espagne	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Estonie	Euro	BSN	2018	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2018
Eswatini	Lilangeni	BSN	2017	2011	SCN 1993		BSN	2018
États-Unis	Dollar EU	BSN	2018	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2018
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2017/18	2015/16	SCN 1993		BSN	2018
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2018	2014 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2018
Finlande	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2017
France	Euro	BSN	2018	2014	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Gabon	Franc CFA	MdF	2018	2001	SCN 1993		BSN	2018
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2018	2013	SCN 1993		BSN	2018
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2018	2010	SCN 1993	Depuis 1996	BSN	2018
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2018	2013	SCN 1993		BSN	2018
Grèce	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2018
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2018	2001	SCN 1993	Depuis 2001	BSN	2018
Guinée	Franc guinéen	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2018
Guinée Bissau	Franc CFA	BSN	2018	2005	SCN 1993		BSN	2018
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2017	2006	SCN 1993		MEP	2018
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2017	2006 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2018
Haïti	Gourde haïtienne	BSN	2017/18	1986/87	SCN 1993		BSN	2017/18
Honduras	Lempira hondurien	BC	2017	2000	SCN 1993		BC	2018
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2018	2017	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2018
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2018	2005	SECN 2010	Depuis 2005	OEI	2018
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2016/17	2003/04	SCN 1993		BSN	2016/17
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BC	2018	2004	SCN 1993		BSN	2018
Inde	Roupie indienne	BSN	2017/18	2011/12	SCN 2008		BSN	2017/18
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2018	2010	SCN 2008		BSN	2018

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Corée	MdF	2017	2001	AC, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2018	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2018	1986	AC	E	BC	2017	MBP 6
Croatie	MdF	2018	2001	AC, AL	E	BC	2018	MBP 6
Danemark	BSN	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Djibouti	MdF	2018	2001	AC	E	BC	2018	MBP 5
Dominique	MdF	2017/18	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Égypte	MdF	2017/18	2001	AC, AL, CSS, SPM	C	BC	2017/18	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2018	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2017	2001	AC, ACB, AEF, CSS	C	BC	2017	MBP 5
Équateur	BC et MdF	2018	1986	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	Mixte	BC	2018	MBP 5
Érythrée	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2018	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Estonie	MdF	2018	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Eswatini	MdF	2018/19	2001	AC	E	BC	2018	MBP 6
États-Unis	MEP	2018	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2018	MBP 6
Éthiopie	MdF	2017/18	1986	AC, AEF, AL, SPNF	C	BC	2017/18	MBP 5
Fidji	MdF	2018	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Finlande	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
France	BSN	2017	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2018	2001	AC	E	BC	2018	MBP 5
Gambie	MdF	2018	1986	AC	C	BC et services du FMI	2018	MBP 5
Géorgie	MdF	2017	2001	AC, AL	C	BSN et BC	2018	MBP 6
Ghana	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Grèce	BSN	2018	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Grenade	MdF	2018	2014	AC	CE	BC	2018	MBP 6
Guatemala	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Guinée	MdF	2018	2001	AC	C	BC et MEP	2018	MBP 6
Guinée Bissau	MdF	2018	2001	AC	E	BC	2018	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2017	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Guyana	MdF	2018	1986	AC, CSS, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Haiti	MdF	2017/18	2001	AC	C	BC	2017/18	MBP 5
Honduras	MdF	2018	2014	AC, AL, CSS, autre	Mixte	BC	2018	MBP 6
Hong Kong (RAS)	BSN	2018/19	2001	AC	C	BSN	2018	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2018	SECN 2010	AC, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2018	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2016/17	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2016/17	MBP 6
Îles Salomon	MdF	2017	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2017/18	1986	AC, AEF	C	BC	2017/18	MBP 6
Indonésie	MdF	2018	2001	AC, AL	C	BC	2018	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2017/18	2011/12	SCN 1993		BC	2017/18
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2017	2007	SCN 1968/93		BSN	2017
Irlande	Euro	BSN	2018	2017	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Islande	Couronne islandaise	BSN	2018	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2018
Israël	Shekel israélien	BSN	2018	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2018
Italie	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2018	2007	SCN 1993		BSN	2018
Japon	Yen japonais	DAP	2018	2011	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2018
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2018	2016	SCN 1993		BSN	2018
Kazakhstan	Tenge Kazakh	BSN	2018	2007	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2018
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2018	2009	SCN 2008		BSN	2018
Kiribati	Dollar australien	BSN	2017	2006	SCN 2008		Services du FMI	2017
Kosovo	Euro	BSN	2018	2016	SECN 2010		BSN	2018
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2017	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2018
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2016/17	2012/13	SCN 2008		BSN	2018
Lettonie	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Liban	Livre libanaise	BSN	2017	2010	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2017/18
Libéria	Dollar EU	BC	2018	1992	SCN 1993		BC	2018
Libye	Dinar libyen	MEP	2017	2007	SCN 1993		BSN	2017
Lituanie	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2018
Luxembourg	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2018	2017	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2018
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2018	2005	SECN 2010		BSN	2018
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2017	2000	SCN 1968		BSN	2018
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2018	2015	SCN 2008		BSN	2018
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2011	2010	SCN 2008		BSN	2018
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2018	2014	SCN 1993		BC	2018
Mali	Franc CFA	BSN	2018	1999	SCN 1993		BSN	2018
Malte	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2018
Maroc	Dirham marocain	BSN	2018	2007	SCN 1993	Depuis 1998	BSN	2018
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2018	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2018
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2014	2004	SCN 1993		BSN	2017
Mexique	Peso mexicain	BSN	2018	2013	SCN 2008		BSN	2018
Micronésie	Dollar EU	BSN	2017/18	2003/04	SCN 1993		BSN	2017/18
Moldova	Leu moldave	BSN	2018	1995	SCN 1993		BSN	2018
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2016	2010	SCN 1993		BSN	2016/17
Monténégro	Euro	BSN	2018	2006	SECN 2010		BSN	2018
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2018	2009	SCN 1993/2008		BSN	2018
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP	2017/18	2010/11	...		BSN	2017/18
Namibie	Dollar namibien	BSN	2018	2000	SCN 1993		BSN	2018
Nauru	Dollar australien	...	2017/18	2006/07	SCN 1993		BSN	2016/17
Népal	Roupie népalaise	BSN	2018/19	2000/01	SCN 1993		BC	2017/18
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2018	2006	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2018
Niger	Franc CFA	BSN	2018	2000	SCN 1993		BSN	2018
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2018	2010	SCN 2008		BSN	2018

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2017/18	2001	AC	C	BC	2017/18	MBP 5
Iraq	MdF	2017	2001	AC	C	BC	2017	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Islande	BSN	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2017	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2018	MBP 6
Italie	BSN	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Jamaïque	MdF	2018/19	1986	AC	C	BC	2017/18	MBP 5
Japon	DAP	2017	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2018	MBP 6
Jordanie	MdF	2018	2001	AC, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Kazakhstan	BSN	2018	2001	AC, AL	E	BC	2018	MBP 6
Kenya	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Kiribati	MdF	2017	1986	AC	C	BSN	2017	MBP 6
Kosovo	MdF	2018	...	AC, AL	C	BC	2018	MBP 6
Koweït	MdF	2017	1986	AC	Mixte	BC	2017	MBP 6
Lesotho	MdF	2017/18	2001	AC, AL	C	BC	2017/18	MBP 5
Lettonie	MdF	2018	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Liban	MdF	2017	2001	AC	Mixte	BC et services du FMI	2017	MBP 5
Libéria	MdF	2018	2001	AC	E	BC	2018	MBP 5
Libye	MdF	2018	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2017	MBP 5
Lituanie	MdF	2018	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Luxembourg	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2017	2014	AC, CSS	C	BSN	2017	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2018	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Madagascar	MdF	2018	1986	AC, AL	C	BC	2018	MBP 5
Malaisie	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2018	MBP 6
Malawi	MdF	2017/18	1986	AC	C	BSN et DAP	2017	MBP 6
Maldives	MdF	2018	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Mali	MdF	2018	2001	AC	Mixte	BC	2018	MBP 6
Malte	BSN	2018	2001	AC, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Maroc	MEP	2018	2001	AC	E	DAP	2018	MBP 6
Maurice	MdF	2017/18	2001	AC, AL, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Mauritanie	MdF	2017	1986	AC	C	BC	2016	MBP 5
Mexique	MdF	2018	2014	AC, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Micronésie	MdF	2017/18	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BSN	2017/18	MBP 5
Moldova	MdF	2018	1986	AC, AL	C	BC	2018	MBP 6
Mongolie	MdF	2017/18	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2016	MBP 6
Monténégro	MdF	2018	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Mozambique	MdF	2018	2001	AC, AEF	Mixte	BC	2018	MBP 6
Myanmar	MdF	2017/18	2014	AC, SPNF	C	Services du FMI	2017/18	MBP 6
Namibie	MdF	2018/19	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Nauru	MdF	2016/17	2001	AC	Mixte	Services du FMI	2016/17	MBP 6
Népal	MdF	2017/18	2001	AC	C	BC	2017/18	MBP 6
Nicaragua	MdF	2018	1986	AC, AL, CSS	C	Services du FMI	2018	MBP 6
Niger	MdF	2017	1986	AC	E	BC	2018	MBP 6
Nigéria	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2018	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2018	2017	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2018	2009/10	SCN 2008	Depuis 1987	BSN	2018
Oman	Rial omani	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2018
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2018	2010	SCN 1993		BC	2018/19
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2018	2015	SCN 1993		BSN et services du FMI	2018
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2017/18	2005/06 <sup>6</sup>	...		BSN	2017/18
Palaos	Dollar EU	MdF	2017/18	2014/15	SCN 1993		MdF	2017/18
Panama	Dollar EU	BSN	2018	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2018
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2015	2013	SCN 1993		BSN	2015
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2018	2014	SCN 2008		BC	2018
Pays-Bas	Euro	BSN	2018	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Pérou	Nouveau sol péruvien	BC	2018	2007	SCN 1993		BC	2018
Philippines	Peso philippin	BSN	2018	2000	SCN 2008		BSN	2018
Pologne	Zloty polonais	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2017/18	1954	SCN 1968		BSN	2017/18
Portugal	Euro	BSN	2018	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2018	2013	SCN 1993		BSN et MEP	2018
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2017	2005	SCN 1993		BSN	2018
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2018	2012	SCN 1993		BSN	2018
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2018	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2018
République kirghize	Som kirghize	BSN	2018	2005	SCN 1993		BSN	2018
République slovaque	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2018
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2018
Roumanie	Leu roumain	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2018
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2018	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Russie	Rouble russe	BSN	2018	2016	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2018
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2018	2014	SCN 2008		BSN	2018
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2018
Saint-Marin	Euro	BSN	2017	2007	...		BSN	2017
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2018
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2018
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2017/18	2009/10	SCN 1993		BSN	2017/18
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2017	2008	SCN 1993		BSN	2017
Sénégal	Franc CFA	BSN	2018	2014	SCN 1993		BSN	2018
Serbie	Dinar serbe	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2018
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2017	2006	SCN 1993		BSN	2018

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Norvège	BSN et MdF	2018	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2017	MBP 6
Nouvelle-Zélande	MdF	2017/18	2001	AC, AL	E	BSN	2018	MBP 6
Oman	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Ouganda	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2018	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	MEP	2018	MBP 6
Pakistan	MdF	2017/18	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2017/18	MBP 6
Palaos	MdF	2017/18	2001	AC	...	MdF	2017/18	MBP 6
Panama	MdF	2018	1986	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BSN	2018	MBP 6
Papouasie- Nouvelle-Guinée	MdF	2015	1986	AC	C	BC	2015	MBP 5
Paraguay	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2018	MBP 5
Philippines	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2018	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Porto Rico	MEP	2015/16	2001	...	E	...	...	...
Portugal	BSN	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Qatar	MdF	2018	1986	AC	C	BC et services du FMI	2018	MBP 5
République centrafricaine	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2017	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2017	2001	AC	C	BC	2017	MBP 5
République dominicaine	MdF	2018	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2018	MBP 6
République kirghize	MdF	2018	...	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 5
République slovaque	BSN	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
République tchèque	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Roumanie	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2018	2001	AC, AL	E	BSN	2018	MBP 6
Russie	MdF	2018	2001	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2018	MBP 6
Rwanda	MdF	2018	1986	AC, AL	Mixte	BC	2018	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2018	1986	AC, AEF	C	BC	2018	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2017	...	AC	...	Autre	2017	...
Saint-Vincent-et- les Grenadines	MdF	2018	1986	AC	C	BC	2017	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2017/18	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Samoa	MdF	2017/18	2001	AC	E	BC	2017/18	MBP 6
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2018	2001	AC	C	BC	2017	MBP 6
Sénégal	MdF	2018	2001	AC	C	BC et services du FMI	2018	MBP 5
Serbie	MdF	2018	1986/2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Seychelles	MdF	2018	1986	AC, CSS	C	BC	2016	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2017	2006	SCN 1993	Depuis 2010	BSN	2017
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2018	2015	SCN 1993	Depuis 2015	BSN	2018
Slovénie	Euro	BSN	2018	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2018
Somalie	Dollar EU	BC	2018	2013	SCN 1993		BC	2018
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2016	1982	SCN 1968		BSN	2018
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN	2017	2010	SCN 1993		BSN	2018
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2018
Suède	Couronne suédoise	BSN	2018	2018	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2018
Suisse	Franc suisse	BSN	2017	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2018
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2017	2007	SCN 1993		BSN	2018
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2017	1995	SCN 1993		BSN	2017
Taiwan, prov. chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2018	2011	SCN 2008		BSN	2018
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2018	2015	SCN 2008		BSN	2018
Tchad	Franc CFA	BC	2017	2005	SCN 1993		BSN	2017
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2018	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2018
Timor-Leste	Dollar EU	MdF	2017	2015 <sup>6</sup>	SCN 2008		BSN	2018
Togo	Franc CFA	BSN	2016	2007	SCN 1993		BSN	2018
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2018	2010	SCN 1993		BC	2018
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2017	2012	SCN 1993		BSN	2018
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2017	2010	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2016
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	BSN	2017	2008	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2017
Turquie	Livre turque	BSN	2018	2009	SECN 1995	Depuis 2009	BSN	2018
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2015	2005	SCN 1993		BSN	2018
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2018	2010	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2018
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2018	2005	SCN 1993		BSN	2018
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2017	2006	SCN 1993		BSN	2017
Venezuela	Bolívar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 2008		BC	2018
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2018
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2017	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2017
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2017	2010	SCN 2008		BSN	2018
Zimbabwe	Dollar RTGS	BSN	2015	2012	...		BSN	2018

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Sierra Leone	MdF	2018	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Singapour	MdF et BSN	2018/19	2014	AC	C	BSN	2018	MBP 6
Slovénie	MdF	2018	1986	AC, AEF, AL, CSS	C	BSN	2018	MBP 6
Somalie	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Soudan	MdF	2018	2001	AC	Mixte	BC	2018	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2018	...	AC	C	MdF, BSN et MEP	2018	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Suède	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Suisse	MdF	2017	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Suriname	MdF	2017	1986	AC	Mixte	BC	2017	MBP 5
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2017	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2016	MBP 6
Taiwan, prov. chinoise de	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Tanzanie	MdF	2018	1986	AC, AL	C	BC	2018	MBP 5
Tchad	MdF	2017	1986	AC, SPNF	C	BC	2015	MBP 6
Thaïlande	MdF	2017/18	2001	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2018	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2017	2001	AC	C	BC	2017	MBP 6
Togo	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2017	MBP 6
Tonga	MdF	2017	2014	AC	C	BC et BSN	2018	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2017/18	1986	AC	C	BC et BSN	2018	MBP 6
Tunisie	MdF	2016	1986	AC	C	BC	2018	MBP 5
Turkménistan	MdF	2017	1986	AC, AL	C	BSN et services du FMI	2015	MBP 6
Turquie	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2018	MBP 6
Tuvalu	MdF	2018	...	AC	Mixte	Services du FMI	2012	MBP 6
Ukraine	MdF	2018	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2018	MBP 6
Uruguay	MdF	2018	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2018	MBP 6
Vanuatu	MdF	2017	2001	AC	C	BC	2017	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF	C	BC	2018	MBP 5
Viet Nam	MdF	2017	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2018	MBP 5
Yémen	MdF	2017	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2017	MBP 5
Zambie	MdF	2017	1986	AC	C	BC	2017	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2017	1986	AC	C	BC et MdF	2017	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = *Système des comptes nationaux* ; SECN = *Système européen des comptes nationaux*.

<sup>1</sup>BC = banque centrale ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; OF = Office des changes ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

<sup>2</sup>L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

<sup>3</sup>L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

<sup>4</sup>AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

<sup>5</sup>Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

<sup>6</sup>L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

## Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections

### *Hypothèses de politique budgétaire*

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires à moyen terme. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous. (Voir aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B5 à B9 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels<sup>1</sup>.)

*Afrique du Sud* : Les hypothèses budgétaires reposent sur l'examen du budget 2019 et sur le compte d'affectation spéciale de juillet 2019 en faveur d'Escom. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change (dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel).

*Allemagne* : Les projections des services du FMI pour 2019 et au-delà reposent sur le programme de

<sup>1</sup>L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir les PEM d'octobre 1993, annexe I). La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette. Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative.

stabilité 2019 et les mises à jour des données de l'agence nationale des statistiques, après prise en compte des différences dans le cadre macroéconomique des services du FMI et les hypothèses concernant les élasticités des recettes. L'estimation de la dette brute inclut la liquidation de portefeuilles d'actifs compromis et d'activités non essentielles qui avaient été transférées à des institutions en cours de liquidation, ainsi que d'autres opérations d'aide au secteur financier et à l'Union européenne.

*Arabie saoudite* : Les projections de référence des services du FMI pour le total des recettes, à l'exception des recettes du pétrole exporté, reposent sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été annoncée dans la loi de finances 2019 et la mise à jour du programme d'équilibre budgétaire 2019. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et l'hypothèse selon laquelle l'Arabie saoudite ira au-delà de ses engagements dans le cadre de l'accord de l'OPEP+. Les projections des dépenses prennent comme point de départ la loi de finances 2019 et la mise à jour du programme d'équilibre budgétaire 2019, et reflètent les estimations des services du FMI concernant les dernières évolutions.

*Argentine* : Les projections budgétaires reposent sur les données disponibles concernant les résultats et les plans budgétaires du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, les mesures budgétaires annoncées par les autorités et les projections macroéconomiques des services du FMI.

*Australie* : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, les budgets 2019/20 du Commonwealth et des États, ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

*Autriche* : Les projections budgétaires reposent sur les données de l'organe des statistiques, les projections des autorités, ainsi que les estimations et les projections des services du FMI.

*Belgique* : Les projections reposent sur le programme de stabilité 2019–22 et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Brésil* : Les projections budgétaires pour 2019 tiennent compte de l'objectif de déficit approuvé dans la loi de finances.

*Canada* : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence du budget fédéral 2019 et les dernières mises à jour des budgets provinciaux lorsqu'elles sont disponibles. Les services du FMI ajustent ces prévisions pour

## Encadré A1 (suite)

tenir compte des différences dans les projections macroéconomiques. Les projections du FMI incluent également les données les plus récentes du Système canadien des comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les chiffres des budgets fédéral, provinciaux et territoriaux jusqu'au premier trimestre de 2019.

*Chili* : Les projections reposent sur les projections des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections des services du FMI pour le PIB et les prix du cuivre.

*Chine* : Une expansion budgétaire est attendue pour 2019 en raison d'une série de réformes fiscales et de mesures budgétaires prises pour faire face au ralentissement économique.

*Corée* : Les prévisions à moyen terme incluent la trajectoire des dépenses publiques à moyen terme qui a été annoncée par le gouvernement.

*Danemark* : Les estimations pour 2018 sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Pour 2019, les projections incluent les principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le programme de convergence de 2019 qui a été soumis à l'Union européenne.

*Espagne* : Pour 2019, les projections correspondent aux dépenses figurant dans le scénario budgétaire 2018 et les mesures déjà promulguées, y compris les augmentations des retraites et des salaires publics, ainsi qu'aux projections des recettes des services du FMI. Pour 2020 et au-delà, les projections budgétaires sont les projections des services du FMI, qui supposent un solde primaire structurel inchangé.

*États-Unis* : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence d'août 2019 du Congressional Budget Office, corrigé de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets de la réforme fiscale (*Tax Cuts and Jobs Act*, loi promulguée fin 2017) et des accords budgétaires des deux partis (*Bipartisan Budget Act*, lois adoptées en février 2018 et juillet 2019). Enfin, les projections budgétaires sont ajustées de manière à tenir compte des prévisions des services du FMI pour les principales variables macroéconomiques et financières et d'un traitement comptable différent de l'aide au secteur financier et des plans de retraite à prestations définies, et sont converties en base administrations publiques. Les données sont établies sur la base du SCN 2008 ; lorsqu'elles sont traduites en statistiques des finances publiques, cela se fait conformément au *Manuel de statistiques de finances publiques 2014*. En raison

des limitations des données, la plupart des séries commencent en 2001.

*France* : Les projections pour 2019 et au-delà reposent sur les mesures figurant dans la loi de finances 2018, la loi pluriannuelle pour 2018–22 et la loi de finances 2019, corrigées pour tenir compte des différences dans les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières, et les projections des recettes. Les données budgétaires rétrospectives reflètent les révisions de mai 2019, ainsi que la mise à jour des comptes budgétaires, des données sur la dette et des comptes nationaux.

*Grèce* : Les estimations du solde budgétaire de l'ensemble des administrations publiques pour 2018 reposent sur le communiqué d'Eurostat d'avril 2019 sur la procédure de déficit excessif. Les données rétrospectives depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

*Hong Kong (RAS)* : Les projections reposent sur les projections à moyen terme des autorités en ce qui concerne les dépenses.

*Hongrie* : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et l'effet des mesures législatives récentes et des projets budgétaires annoncés dans le budget 2018.

*Inde* : Les données historiques reposent sur les données relatives à l'exécution de la loi de finances. Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public.

*Indonésie* : Les projections du FMI reposent sur des réformes modérées de la politique et de l'administration fiscales et une hausse progressive des dépenses sociales et d'équipement à moyen terme selon l'espace budgétaire disponible.

*Irlande* : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances 2019.

*Israël* : Les données rétrospectives reposent sur les statistiques de finances publiques qui sont établies par le Bureau central des statistiques. Les projections budgétaires

## Encadré A1 (suite)

à moyen terme ne correspondent pas aux objectifs budgétaires à moyen terme, ce qui correspond à la longue tradition de révision de ces objectifs.

*Italie* : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans la loi de finances 2019 et le document économique et financier d'avril 2019. Les services du FMI supposent que les relèvements automatiques de la TVA pour les prochaines années seront annulés.

*Japon* : Les projections tiennent compte du relèvement de la taxe sur la consommation en octobre 2019, des mesures d'atténuation incluses dans la réforme budgétaire et fiscale pour l'exercice 2019, et d'autres mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement.

*Mexique* : Les projections budgétaires pour 2019 sont plus ou moins conformes au budget approuvé ; dans les projections pour 2020 et au-delà, il est supposé que la règle de l'équilibre budgétaire est observée.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections budgétaires reposent sur le budget de l'exercice 2019/20 et les estimations des services du FMI.

*Pays-Bas* : Les projections budgétaires pour 2019–24 reposent sur les projections budgétaires du Bureau d'analyse de la politique économique, corrigées des différences dans les hypothèses macroéconomiques. Les données rétrospectives ont été révisées après que le Bureau central des statistiques a publié des données macroéconomiques révisées en juin 2014 en raison de l'adoption du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010), ainsi que de la révision des sources de données.

*Porto Rico* : Les projections budgétaires reposent sur les plans de finances publiques et de croissance économique, qui ont été établis en octobre 2018, et sont validés par le Conseil de surveillance. En phase avec les hypothèses de ce plan, les projections du FMI tiennent compte de l'aide fédérale à la reconstruction après l'ouragan Maria, qui a dévasté l'île en septembre 2017. Les projections supposent aussi des pertes de recettes liées à l'élimination du financement fédéral pour la loi sur les soins de santé abordables (*Affordable Care Act*) à compter de 2020, à l'élimination des incitations fiscales fédérales qui avaient neutralisé les effets de la loi 154 de Porto Rico sur les entreprises étrangères à compter de 2018, et aux effets de la loi sur les baisses d'impôts et l'emploi (*Tax Cuts and Jobs Act*), qui réduisent l'avantage fiscal pour les entreprises américaines actives à Porto Rico. Étant donné l'incertitude considérable qui entoure l'action gouvernementale, certaines hypothèses du plan de finances publiques et de croissance et du FMI pourraient différer, en particulier en ce qui

concerne les effets de la réforme de l'impôt sur les sociétés, l'observance fiscale et les ajustements fiscaux (droits et taux) ; la réduction des subventions et des dépenses, le gel des coûts opérationnels de la masse salariale, et l'amélioration de la mobilité ; la réduction des dépenses, ainsi que l'augmentation de l'efficacité des soins de santé. Sur le plan des dépenses, il s'agit de prolonger la loi 66, qui gèle une bonne partie des dépenses publiques, jusqu'en 2020, ainsi que de réduire les coûts de fonctionnement, les subventions et les dépenses d'éducation. Bien que les hypothèses du FMI soient similaires à celles du scénario du plan comprenant l'ensemble complet des mesures, les projections du FMI pour les recettes, les dépenses et le solde sont différentes. Cela s'explique par deux différences principales sur le plan méthodologique : premièrement, les projections du FMI sont effectuées sur la base des droits constatés, et celles du plan, sur la base des encaissements-décaissements. Deuxièmement, les hypothèses macroéconomiques du FMI sont très différentes de celles du plan.

*Portugal* : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées.

*Russie* : Les projections pour 2019–24 reposent sur la nouvelle règle du prix du pétrole, avec des ajustements des services du FMI.

*Singapour* : Pour l'exercice 2019, les projections reposent sur les chiffres de la loi de finances. Pour le reste de la période, les services du FMI supposent que la politique économique ne sera pas changée.

*Suède* : Les projections budgétaires tiennent compte des projections des autorités qui reposent sur la loi de finances du printemps 2019. L'effet de l'évolution conjoncturelle sur les comptes budgétaires est calculé à l'aide de l'élasticité 2014 de l'OCDE de manière à tenir compte des écarts de production et d'emploi.

*Suisse* : Les projections supposent que la politique budgétaire est ajustée de manière à ce que les soldes budgétaires cadrent avec les exigences des règles budgétaires suisses.

*Turquie* : Les projections budgétaires supposent un solde primaire et global plus négatif que prévu dans le nouveau programme économique des autorités pour 2019–21, du fait en partie de la faiblesse des récents chiffres en matière de croissance et de budget, et en partie de différences sur le plan des définitions : la base des projections dans les PEM et le Moniteur des finances publiques est le solde budgétaire défini par le FMI, qui

## Encadré A1 (fin)

exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

*Royaume-Uni* : Les projections budgétaires reposent sur la déclaration du printemps 2019 : les projections des dépenses reposent sur les valeurs nominales inscrites au budget, mais corrigées pour tenir compte de la révision budgétaire de 2019, et les projections des recettes sont corrigées de manière à tenir compte des différences entre les prévisions du FMI pour des variables macroéconomiques (telles que la croissance du PIB et l'inflation) et les prévisions pour ces variables adoptées dans les projections des autorités. Les données des services du FMI excluent les banques du secteur public et l'effet du transfert des actifs du Royal Mail Pension Plan au secteur public en avril 2012. La consommation et l'investissement réels du secteur public font partie de la trajectoire du PIB réel, qui, selon les services du FMI, pourrait ou non être la même que celle prévue par le Bureau de la responsabilité budgétaire. Le PIB pour l'exercice est différent de celui pour l'année courante. Les comptes budgétaires sont présentés sur la base de l'exercice. Les projections ne tiennent pas compte des révisions comptables (concernant notamment les prêts étudiants) entrées en vigueur le 24 septembre 2019.

### Hypothèses de politique monétaire

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. En conséquence, on suppose que le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) sur les dépôts en dollars à six mois sera en moyenne de 2,3 % en 2019 et 2,0 % en 2020 (voir tableau 1.1), le taux moyen des dépôts en euros à trois mois de -0,4 % en 2019 et -0,6 % en 2020, et le taux des dépôts en yen à six mois de 0,0 % en 2019 et -0,1 % en 2020.

*Afrique du Sud* : La politique monétaire sera modérément accommodante.

*Arabie saoudite* : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

*Argentine* : Les hypothèses de politique monétaire correspondent au cadre actuel, qui vise une croissance nulle

de la monnaie centrale (en chiffres corrigés des variations saisonnières).

*Australie* : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

*Brésil* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une inflation qui converge progressivement vers le milieu de la fourchette cible.

*Canada* : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse effectuée par les services du FMI.

*Chine* : La politique monétaire devrait rester inchangée.

*Corée* : Les projections supposent que le taux directeur ne varie pas en 2019–20.

*Danemark* : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

*États-Unis* : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

*Hong Kong (RAS)* : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

*Inde* : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve d'Inde à moyen terme.

*Indonésie* : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec le maintien de l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale.

*Japon* : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

*Mexique* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

*Royaume-Uni* : La trajectoire des taux d'intérêt à court terme repose sur les anticipations de taux d'intérêt des marchés.

*Russie* : Les projections monétaires supposent que la banque centrale passe progressivement à une politique neutre.

*Singapour* : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

*Suède* : Les projections monétaires correspondent aux projections de la banque centrale.

*Suisse* : Les projections supposent que le taux directeur ne varie pas en 2019–20.

*Turquie* : Les perspectives en matière de conditions monétaires et financières supposent un assouplissement supplémentaire de la politique monétaire en 2019.

*Zone euro* : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres sont conformes aux anticipations des marchés.

## Liste des tableaux

### Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et en développement : PIB réel

### Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et en développement : prix à la consommation

### Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

### Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

### Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et en développement : soldes des transactions courantes

### Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

### Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

### Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

**Tableau A1. Production mondiale : récapitulation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Monde</b>	<b>3,9</b>	<b>4,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>
États-Unis	1,7	1,6	2,2	1,8	2,5	2,9	1,6	2,4	2,9	2,4	2,1	1,6
Zone euro	1,2	1,6	-0,9	-0,3	1,4	2,1	1,9	2,5	1,9	1,2	1,4	1,3
Japon	0,6	-0,1	1,5	2,0	0,4	1,2	0,6	1,9	0,8	0,9	0,5	0,5
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,8	3,0	2,0	2,4	2,9	2,1	2,1	2,7	2,2	1,5	1,8	2,1
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>6,2</b>	<b>6,4</b>	<b>5,4</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et en développement d'Asie	8,5	7,9	7,0	6,9	6,8	6,8	6,7	6,6	6,4	5,9	6,0	6,0
Pays émergents et en développement d'Europe	4,4	5,8	3,0	3,1	1,9	0,8	1,8	3,9	3,1	1,8	2,5	2,5
Amérique latine et Caraïbes	3,2	4,6	2,9	2,9	1,3	0,3	-0,6	1,2	1,0	0,2	1,8	2,7
Moyen-Orient et Asie centrale	5,3	4,6	4,9	3,0	3,1	2,6	5,0	2,3	1,9	0,9	2,9	3,3
Afrique subsaharienne	5,9	5,3	4,7	5,2	5,1	3,1	1,4	3,0	3,2	3,2	3,6	4,2
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	5,5	5,2	5,0	2,6	2,2	0,3	2,2	0,9	0,8	-0,3	2,0	2,1
Autres produits	6,4	6,7	5,4	5,7	5,3	5,2	5,1	5,6	5,3	4,7	5,0	5,3
Dont : produits primaires	4,2	4,9	2,5	4,1	2,2	2,9	1,7	2,8	1,8	1,2	2,4	3,5
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	5,1	5,3	4,4	4,7	4,5	4,1	4,1	4,8	4,6	4,0	4,6	5,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018	5,0	2,5	1,9	3,0	2,0	0,4	2,3	2,8	3,4	3,4	4,0	4,8
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	1,6	1,8	-0,4	0,3	1,9	2,5	2,1	2,8	2,2	1,5	1,6	1,5
Pays en développement à faible revenu	6,5	5,3	4,7	6,0	6,0	4,5	3,6	4,7	5,0	5,0	5,1	5,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	4,4	4,9	2,4	2,7	2,4	5,4	1,8	1,1	0,1	2,7	2,9
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux de croissance médian</b>												
Pays avancés	2,2	1,9	1,0	1,4	2,5	2,2	2,4	3,0	2,7	1,8	1,8	1,7
Pays émergents et en développement	4,6	4,7	4,2	4,1	3,8	3,3	3,2	3,5	3,5	3,2	3,5	3,5
Pays en développement à faible revenu	5,3	6,0	5,1	5,2	5,4	3,9	4,2	4,5	4,0	5,0	5,0	4,8
<b>Production par habitant<sup>4</sup></b>												
Pays avancés	1,1	1,2	0,7	0,9	1,6	1,8	1,2	2,0	1,8	1,3	1,3	1,2
Pays émergents et en développement	4,6	4,8	3,6	3,6	3,2	2,8	3,1	3,3	3,2	2,5	3,3	3,5
Pays en développement à faible revenu	3,8	3,6	1,7	3,6	3,7	1,9	1,2	2,4	2,8	2,7	2,9	3,2
<b>Croissance mondiale sur la base des cours de change</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>
<b>Production mondiale (valeur en milliards de dollars)</b>												
Aux cours de change	49 881	73 312	74 690	76 842	78 944	74 779	75 824	80 262	84 930	86 599	90 520	111 569
Sur la base de la parité des pouvoirs d'achat	70 721	95 143	100 020	105 216	110 903	115 799	120 832	127 703	135 436	141 860	149 534	186 156

<sup>1</sup>PIB réel.<sup>2</sup>Hors États-Unis, Japon et zone euro.<sup>3</sup>La production par habitant est calculée sur la base de la parité des pouvoirs d'achat.

**Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne 2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections			4 <sup>e</sup> trimestre <sup>2</sup>		
										2019	2020	2024	2018 : T4	2019 : T4	2020 : T4
<b>PIB réel</b>															
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>
États-Unis	1,7	1,6	2,2	1,8	2,5	2,9	1,6	2,4	2,9	2,4	2,1	1,6	2,5	2,4	2,0
Zone euro	1,2	1,6	-0,9	-0,3	1,4	2,1	1,9	2,5	1,9	1,2	1,4	1,3	1,2	1,0	1,8
Allemagne	0,9	3,9	0,4	0,4	2,2	1,7	2,2	2,5	1,5	0,5	1,2	1,2	0,6	0,4	1,3
France	1,3	2,2	0,3	0,6	1,0	1,1	1,1	2,3	1,7	1,2	1,3	1,4	1,2	1,0	1,3
Italie	0,3	0,6	-2,8	-1,7	0,1	0,9	1,1	1,7	0,9	0,0	0,5	0,6	0,0	0,2	1,0
Espagne	2,2	-1,0	-2,9	-1,7	1,4	3,6	3,2	3,0	2,6	2,2	1,8	1,6	2,3	2,0	1,8
Pays-Bas	1,4	1,5	-1,0	-0,1	1,4	2,0	2,2	2,9	2,6	1,8	1,6	1,5	2,1	1,7	1,8
Belgique	1,6	1,8	0,2	0,2	1,3	1,7	1,5	1,7	1,4	1,2	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4
Autriche	1,5	2,9	0,7	0,0	0,7	1,1	2,0	2,6	2,7	1,6	1,7	1,6	2,2	1,3	2,0
Irlande	2,8	0,3	0,2	1,4	8,5	25,1	3,7	8,1	8,3	4,3	3,5	2,7	3,7	3,4	4,4
Portugal	0,7	-1,7	-4,1	-0,9	0,8	1,8	2,0	3,5	2,4	1,9	1,6	1,5	2,0	1,8	1,7
Grèce	1,8	-9,1	-7,3	-3,2	0,7	-0,4	-0,2	1,5	1,9	2,0	2,2	0,9	1,5	3,0	1,4
Finlande	1,7	2,6	-1,4	-0,8	-0,6	0,5	2,8	3,0	1,7	1,2	1,5	1,3	0,8	1,7	1,4
République slovaque	4,9	2,8	1,7	1,5	2,8	4,2	3,1	3,2	4,1	2,6	2,7	2,5	3,7	2,2	2,7
Lituanie	4,3	6,0	3,8	3,5	3,5	2,0	2,4	4,1	3,5	3,4	2,7	2,3	3,7	2,3	1,6
Slovénie	2,7	0,9	-2,6	-1,0	2,8	2,2	3,1	4,8	4,1	2,9	2,9	2,1	3,0	3,1	2,8
Luxembourg	2,7	2,5	-0,4	3,7	4,3	3,9	2,4	1,5	2,6	2,6	2,8	2,6	1,7	3,3	2,1
Lettonie	3,8	6,4	4,0	2,4	1,9	3,0	2,1	4,6	4,8	2,8	2,8	3,0	5,3	3,3	2,4
Estonie	3,4	7,4	3,1	1,3	3,0	1,8	2,6	5,7	4,8	3,2	2,9	2,8	5,0	2,1	3,4
Chypre	3,3	0,4	-2,9	-5,8	-1,3	2,0	4,8	4,5	3,9	3,1	2,9	2,5	3,8	3,8	1,4
Malte	2,0	1,3	2,8	4,6	8,7	10,8	5,7	6,7	6,8	5,1	4,3	3,2	7,1	6,9	1,8
Japon	0,6	-0,1	1,5	2,0	0,4	1,2	0,6	1,9	0,8	0,9	0,5	0,5	0,3	0,3	1,2
Royaume-Uni	1,6	1,6	1,4	2,0	2,9	2,3	1,8	1,8	1,4	1,2	1,4	1,5	1,4	1,0	1,6
Corée	4,7	3,7	2,4	3,2	3,2	2,8	2,9	3,2	2,7	2,0	2,2	2,9	3,0	1,9	1,9
Canada	1,9	3,1	1,8	2,3	2,9	0,7	1,1	3,0	1,9	1,5	1,8	1,7	1,6	1,8	1,7
Australie	3,1	2,8	3,9	2,1	2,6	2,5	2,8	2,4	2,7	1,7	2,3	2,6	2,2	2,0	2,4
Taiwan, prov. chinoise de	4,2	3,8	2,1	2,2	4,0	0,8	1,5	3,1	2,6	2,0	1,9	2,0	1,8	2,0	1,7
Singapour	5,8	6,3	4,4	4,8	3,9	2,9	3,0	3,7	3,1	0,5	1,0	2,5	1,4	0,8	1,2
Suisse	1,8	1,8	1,0	1,9	2,5	1,3	1,7	1,9	2,8	0,8	1,3	1,6	1,5	1,1	1,6
Suède	2,2	3,1	-0,6	1,1	2,7	4,4	2,4	2,4	2,3	0,9	1,5	2,0	2,3	0,0	2,4
Hong Kong (RAS)	4,1	4,8	1,7	3,1	2,8	2,4	2,2	3,8	3,0	0,3	1,5	2,9	1,2	0,5	2,8
République tchèque	3,2	1,8	-0,8	-0,5	2,7	5,3	2,5	4,4	3,0	2,5	2,6	2,5	2,7	2,2	3,0
Norvège	1,6	1,0	2,7	1,0	2,0	2,0	1,1	2,3	1,3	1,9	2,4	1,7	1,6	3,2	0,9
Israël	3,2	5,1	2,4	4,3	3,8	2,3	4,0	3,6	3,4	3,1	3,1	3,0	2,9	3,0	3,4
Danemark	0,8	1,3	0,2	0,9	1,6	2,3	2,4	2,3	1,5	1,7	1,9	1,5	2,6	1,5	1,9
Nouvelle-Zélande	2,7	1,9	2,5	2,2	3,1	4,0	4,2	2,6	2,8	2,5	2,7	2,5	2,5	2,1	3,4
Porto Rico	0,7	-0,4	0,0	-0,3	-1,2	-1,0	-1,3	-2,7	-4,9	-1,1	-0,7	-0,8	...	...	...
Macao (RAS)	...	21,7	9,2	11,2	-1,2	-21,6	-0,9	9,7	4,7	-1,3	-1,1	0,3	...	...	...
Islande	2,6	1,9	1,3	4,1	2,1	4,7	6,6	4,4	4,8	0,8	1,6	1,9	3,1	2,2	1,5
Saint-Marin	...	-8,3	-7,0	-0,8	-0,7	2,5	2,5	0,6	1,1	0,8	0,7	0,5	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,3	1,6	1,4	1,4	2,0	2,2	1,5	2,3	2,1	1,6	1,6	1,4	1,6	1,5	1,7
<b>Demande intérieure réelle totale</b>															
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>
États-Unis	1,7	1,5	2,2	1,6	2,7	3,6	1,9	2,6	3,1	2,6	2,2	1,5	2,9	2,4	2,0
Zone euro	1,1	0,8	-2,4	-0,5	1,4	2,4	2,4	2,1	1,5	1,3	1,5	1,4	1,8	1,4	1,4
Allemagne	0,3	3,3	-0,9	1,1	1,7	1,6	3,0	2,4	2,1	1,3	1,7	1,3	2,1	0,8	1,4
France	1,5	2,1	-0,4	0,7	1,5	1,5	1,5	2,3	1,0	1,3	1,3	1,5	0,6	1,6	1,4
Italie	0,5	-0,6	-5,6	-2,6	0,2	1,5	1,5	1,5	1,0	-0,3	0,4	0,8	0,1	0,6	-0,3
Espagne	2,3	-3,1	-5,1	-3,2	2,0	4,0	2,4	3,0	3,0	1,8	1,7	1,4	2,6	1,8	1,5
Japon	0,2	0,7	2,3	2,4	0,4	0,8	0,0	1,4	0,5	1,2	0,8	0,4	0,8	-0,1	1,7
Royaume-Uni	1,7	-0,2	1,8	2,1	3,2	2,3	2,4	1,4	1,6	1,1	1,6	1,5	2,0	-0,5	3,2
Canada	2,9	3,4	2,0	2,2	1,7	-0,1	0,7	3,9	1,8	0,8	1,3	1,9	0,3	1,1	1,7
Autres pays avancés <sup>3</sup>	3,0	3,3	1,9	1,6	2,8	2,4	2,8	3,5	2,4	1,5	1,9	2,5	1,8	2,2	1,7
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,3	1,4	1,1	1,4	2,0	2,4	1,7	2,3	2,2	1,8	1,7	1,3	2,0	1,5	1,8

<sup>1</sup>Dans ce tableau comme dans les autres, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont d'après la taille de leur économie.<sup>2</sup>Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.<sup>3</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2001-10	2011-20	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Dépenses de consommation privée</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	2,1	2,5	1,9	1,5	1,5	3,0	3,7	2,7	2,6	3,0	2,5	2,2
Zone euro	1,1	0,8	0,1	-1,2	-0,7	0,9	1,9	2,0	1,6	1,4	1,2	1,3
Allemagne	0,4	1,4	1,9	1,5	0,4	1,1	1,9	2,3	1,3	1,3	1,4	1,3
France	1,8	0,9	0,6	-0,4	0,5	0,8	1,5	1,8	1,4	0,9	1,1	1,3
Italie	0,5	0,0	0,0	-4,0	-2,4	0,2	1,9	1,3	1,5	0,6	0,3	0,4
Espagne	2,0	0,6	-2,4	-3,5	-3,1	1,5	3,0	2,9	2,5	2,3	1,5	1,5
Japon	0,9	0,5	-0,4	2,0	2,4	-0,9	-0,2	-0,1	1,1	0,3	0,6	0,2
Royaume-Uni	1,8	1,7	-0,7	1,5	1,8	2,0	2,6	3,1	2,1	1,7	1,6	1,4
Canada	3,1	2,3	2,3	1,9	2,6	2,6	2,3	2,2	3,5	2,1	1,6	1,6
Autres pays avancés <sup>1</sup>	3,0	2,5	3,0	2,1	2,2	2,5	2,8	2,5	2,8	2,6	1,9	2,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,6	1,7	1,2	1,1	1,2	1,8	2,5	2,1	2,1	2,0	1,8	1,6
<b>Consommation publique</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>
États-Unis	2,1	0,3	-3,0	-1,5	-1,9	-0,8	1,8	1,8	0,6	1,7	2,2	2,2
Zone euro	1,9	0,9	-0,1	-0,3	0,4	0,8	1,3	1,8	1,5	1,1	1,2	1,3
Allemagne	1,4	2,0	1,0	1,3	1,4	1,7	2,8	4,1	2,4	1,4	2,0	1,8
France	1,6	1,2	1,1	1,6	1,5	1,3	1,0	1,4	1,5	0,8	0,8	0,6
Italie	1,0	-0,5	-1,8	-1,4	-0,3	-0,7	-0,6	0,1	0,3	0,2	-0,9	0,4
Espagne	4,7	0,2	-0,3	-4,7	-2,1	-0,3	2,0	1,0	1,9	2,1	1,6	1,1
Japon	1,5	1,3	1,9	1,7	1,5	0,5	1,5	1,4	0,3	0,8	1,7	1,8
Royaume-Uni	2,6	1,2	0,1	1,2	-0,2	2,2	1,4	0,8	-0,2	0,4	2,8	3,9
Canada	2,5	1,2	1,3	0,7	-0,8	0,6	1,4	1,8	2,1	2,9	0,7	1,1
Autres pays avancés <sup>1</sup>	3,1	2,9	1,8	2,4	2,8	2,7	2,8	3,1	3,1	3,5	3,8	3,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,9	0,8	-1,1	-0,2	-0,5	0,1	1,6	1,8	0,8	1,3	1,8	2,0
<b>Formation brute de capital fixe</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,5</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>1,7</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>2,2</b>	<b>4,0</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,2</b>
États-Unis	0,0	3,8	4,6	6,9	3,6	5,1	3,2	1,9	3,7	4,1	2,5	2,7
Zone euro	0,4	1,7	1,5	-3,3	-2,4	1,5	5,0	4,0	3,5	2,3	3,1	2,6
Allemagne	-0,3	2,6	7,4	-0,2	-1,3	3,2	1,8	3,8	2,5	3,5	3,1	2,5
France	1,2	1,7	2,0	0,2	-0,8	0,0	1,0	2,7	4,7	2,8	2,3	2,2
Italie	0,1	-0,3	-1,9	-9,3	-6,6	-2,3	2,1	3,5	4,3	3,4	2,8	2,2
Espagne	1,2	1,0	-6,9	-8,6	-3,4	4,7	6,7	2,9	4,8	5,3	2,9	2,7
Japon	-2,2	2,1	1,7	3,5	4,9	3,1	1,6	-0,3	3,0	1,2	1,3	0,9
Royaume-Uni	0,3	2,4	2,6	2,1	3,4	7,2	3,4	2,3	3,5	0,2	-0,6	0,6
Canada	3,8	0,7	4,6	4,9	1,4	2,3	-5,2	-4,3	3,0	1,2	-1,4	1,2
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,8	2,4	4,3	3,0	2,4	2,4	2,1	2,9	5,7	0,7	-0,7	1,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	2,8	3,7	3,7	2,2	3,8	2,3	1,7	3,5	3,1	2,0	2,1

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2001-10	2011-20	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Demande intérieure finale</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>
États-Unis	1,7	2,4	1,6	2,0	1,3	2,8	3,3	2,4	2,5	3,0	2,5	2,3
Zone euro	1,1	1,1	0,4	-1,4	-0,8	1,0	2,4	2,4	2,0	1,5	1,6	1,6
Allemagne	0,4	1,8	2,8	1,1	0,2	1,7	2,1	3,0	1,8	1,8	1,9	1,7
France	1,6	1,2	1,0	0,2	0,5	0,8	1,3	1,9	2,1	1,3	1,3	1,4
Italie	0,5	-0,2	-0,8	-4,5	-2,8	-0,4	1,4	1,4	1,8	1,0	0,5	0,8
Espagne	2,3	0,6	-3,0	-4,8	-3,0	1,8	3,6	2,5	2,9	2,9	1,8	1,7
Japon	0,2	1,0	0,5	2,3	2,8	0,2	0,6	0,1	1,4	0,6	1,1	0,8
Royaume-Uni	1,7	1,7	0,0	1,6	1,7	2,9	2,5	2,5	1,9	1,2	1,4	1,7
Canada	3,1	1,7	2,6	2,4	1,6	2,1	0,3	0,6	3,1	2,1	0,7	1,5
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,9	2,5	3,1	2,4	2,4	2,5	2,6	2,8	3,3	2,2	1,5	2,2
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,3	1,8	1,3	1,4	1,1	2,0	2,3	2,0	2,2	2,1	1,9	1,8
<b>Formation de stock<sup>2</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
États-Unis	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2	-0,1	0,3	-0,6	0,0	0,1	0,1	-0,2
Zone euro	0,0	0,0	0,4	-1,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,3	-0,1
Allemagne	-0,1	-0,1	0,4	-1,8	0,8	0,0	-0,4	0,1	0,5	0,3	-0,5	0,0
France	-0,1	0,1	1,1	-0,6	0,2	0,7	0,3	-0,4	0,2	-0,3	0,0	0,0
Italie	0,0	-0,1	0,2	-1,1	0,2	0,6	0,1	0,1	-0,3	-0,1	-0,8	-0,3
Espagne	0,0	0,0	-0,1	-0,2	-0,3	0,2	0,5	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Japon	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,4	0,1	0,3	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,2	0,7	-0,2	-0,1	-0,6	0,4	-0,3	-0,1
Canada	-0,1	0,1	0,7	-0,3	0,5	-0,4	-0,4	0,0	0,8	-0,2	0,1	-0,1
Autres pays avancés <sup>1</sup>	0,0	-0,1	0,2	-0,4	-0,7	0,2	-0,1	0,0	0,2	0,2	0,1	-0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,2	0,1	0,1	-0,3	0,1	0,1	-0,1	-0,1
<b>Solde extérieur<sup>2</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
États-Unis	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,2	-0,3	-0,8	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,1
Zone euro	0,1	0,3	0,9	1,5	0,3	0,1	-0,2	-0,4	0,5	0,5	-0,1	-0,1
Allemagne	0,5	0,1	0,8	1,2	-0,5	0,7	0,3	-0,6	0,2	-0,5	-0,7	-0,3
France	-0,2	0,0	0,1	0,7	-0,1	-0,5	-0,4	-0,4	-0,1	0,7	0,0	-0,2
Italie	-0,2	0,4	1,2	2,8	0,8	-0,1	-0,5	-0,4	0,2	-0,1	0,3	0,1
Espagne	-0,2	0,6	2,1	2,2	1,5	-0,5	-0,3	0,8	0,1	-0,3	0,4	0,2
Japon	0,3	-0,1	-0,9	-0,8	-0,4	0,0	0,3	0,6	0,5	0,0	-0,1	-0,2
Royaume-Uni	-0,1	-0,1	1,5	-0,4	-0,5	-0,4	-0,3	-0,7	0,5	-0,2	0,0	-0,2
Canada	-1,1	0,2	-0,3	-0,4	0,1	1,2	0,9	0,4	-1,1	0,0	0,7	0,4
Autres pays avancés <sup>1</sup>	0,6	0,2	0,6	0,5	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,5	0,3	0,3	0,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	-0,1	0,1	0,2	0,0	-0,1	-0,4	-0,2	0,0	-0,2	-0,2	-0,1

<sup>1</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

<sup>2</sup>Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

**Tableau A4. Pays émergents et en développement : PIB réel**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>8,5</b>	<b>7,9</b>	<b>7,0</b>	<b>6,9</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>
<b>d'Asie</b>												
Bangladesh	5,8	6,5	6,3	6,0	6,3	6,8	7,2	7,6	7,9	7,8	7,4	7,3
Bhoutan	8,4	9,7	6,4	3,6	4,0	6,2	7,4	6,3	4,6	5,5	7,2	6,4
Brunei Darussalam	1,4	3,7	0,9	-2,1	-2,5	-0,4	-2,5	1,3	0,1	1,8	4,7	2,1
Cambodge	8,0	7,1	7,3	7,4	7,1	7,0	6,9	7,0	7,5	7,0	6,8	6,5
Chine	10,5	9,5	7,9	7,8	7,3	6,9	6,7	6,8	6,6	6,1	5,8	5,5
Fidji	1,3	2,7	1,4	4,7	5,6	4,7	2,5	5,4	3,5	2,7	3,0	3,2
Îles Marshall	2,0	1,1	3,2	2,8	-0,7	-0,6	1,8	4,5	2,6	2,4	2,3	1,2
Îles Salomon	3,4	13,2	4,6	3,0	2,3	2,5	3,2	3,7	3,9	2,7	2,9	2,9
Inde <sup>1</sup>	7,5	6,6	5,5	6,4	7,4	8,0	8,2	7,2	6,8	6,1	7,0	7,3
Indonésie	5,4	6,2	6,0	5,6	5,0	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	5,1	5,3
Kiribati	0,7	1,6	4,7	4,2	-0,7	10,4	5,1	0,3	2,3	2,3	2,3	1,8
Lao, Rép. dém. pop.	7,2	8,0	7,8	8,0	7,6	7,3	7,0	6,8	6,3	6,4	6,5	6,8
Malaisie	4,6	5,3	5,5	4,7	6,0	5,0	4,4	5,7	4,7	4,5	4,4	4,9
Maldives	6,5	8,4	2,4	7,3	7,3	2,9	7,3	6,9	7,5	6,5	6,0	5,5
Micronésie	0,2	3,3	-2,0	-3,9	-2,2	5,0	0,7	2,4	1,2	1,4	0,8	0,6
Mongolie	6,3	17,3	12,3	11,6	7,9	2,4	1,2	5,3	6,9	6,5	5,4	5,0
Myanmar	10,7	5,5	6,5	7,9	8,2	7,5	5,2	6,3	6,8	6,2	6,3	6,4
Nauru	...	10,8	10,4	31,0	27,2	3,4	3,0	-5,5	-1,5	1,5	0,7	2,0
Népal	4,0	3,4	4,8	4,1	6,0	3,3	0,6	8,2	6,7	7,1	6,3	5,0
Palaos	0,3	4,9	1,8	-1,4	4,4	10,1	0,8	-3,5	1,7	0,3	1,8	2,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,7	1,1	4,7	3,8	13,5	9,5	4,1	2,7	-1,1	5,0	2,6	3,5
Philippines	4,8	3,7	6,7	7,1	6,1	6,1	6,9	6,7	6,2	5,7	6,2	6,5
Samoa	2,5	5,6	0,4	-1,9	1,2	1,7	7,2	2,7	0,9	3,4	4,4	2,2
Sri Lanka	5,1	8,4	9,1	3,4	5,0	5,0	4,5	3,4	3,2	2,7	3,5	4,8
Thaïlande	4,6	0,8	7,2	2,7	1,0	3,1	3,4	4,0	4,1	2,9	3,0	3,6
Timor-Leste <sup>2</sup>	4,3	6,7	5,7	2,4	4,7	3,5	5,1	-3,5	-0,2	4,5	5,0	4,8
Tonga	1,2	2,0	-1,1	-0,6	2,7	3,6	4,7	2,7	1,5	3,5	3,7	2,0
Tuvalu	0,9	7,9	-3,8	4,6	1,3	9,1	3,0	3,2	4,3	4,1	4,4	2,7
Vanuatu	2,9	1,2	1,8	2,0	2,3	0,2	3,5	4,4	3,2	3,8	3,1	2,9
Viet Nam	6,8	6,2	5,2	5,4	6,0	6,7	6,2	6,8	7,1	6,5	6,5	6,5
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>4,4</b>	<b>5,8</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>1,9</b>	<b>0,8</b>	<b>1,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,1</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>
<b>d'Europe</b>												
Albanie	5,6	2,5	1,4	1,0	1,8	2,2	3,3	3,8	4,1	3,0	4,0	4,0
Bélarus	7,4	5,5	1,7	1,0	1,7	-3,8	-2,5	2,5	3,0	1,5	0,3	-0,4
Bosnie-Herzégovine	3,9	0,9	-0,7	2,4	1,1	3,1	3,2	3,1	3,6	2,8	2,6	3,0
Bulgarie	4,6	1,9	0,0	0,5	1,8	3,5	3,9	3,8	3,1	3,7	3,2	2,8
Croatie	2,5	-0,3	-2,3	-0,5	-0,1	2,4	3,5	2,9	2,6	3,0	2,7	2,0
Hongrie	2,0	1,7	-1,6	2,1	4,2	3,5	2,3	4,1	4,9	4,6	3,3	2,2
Kosovo	4,6	4,4	2,8	3,4	1,2	4,1	4,1	4,2	3,8	4,2	4,0	4,0
Macédoine du Nord	3,0	2,3	-0,5	2,9	3,6	3,9	2,8	0,2	2,7	3,2	3,4	3,5
Moldova, Rép. de	5,1	5,8	-0,6	9,0	5,0	-0,3	4,4	4,7	4,0	3,5	3,8	3,8
Monténégro	3,3	3,2	-2,7	3,5	1,8	3,4	2,9	4,7	4,9	3,0	2,5	2,9
Pologne	3,9	5,0	1,6	1,4	3,3	3,8	3,1	4,9	5,1	4,0	3,1	2,5
Roumanie	4,2	2,0	2,1	3,5	3,4	3,9	4,8	7,0	4,1	4,0	3,5	3,0
Russie	4,8	5,1	3,7	1,8	0,7	-2,3	0,3	1,6	2,3	1,1	1,9	1,8
Serbie	5,0	2,0	-0,7	2,9	-1,6	1,8	3,3	2,0	4,3	3,5	4,0	4,0
Turquie	4,0	11,1	4,8	8,5	5,2	6,1	3,2	7,5	2,8	0,2	3,0	3,5
Ukraine <sup>1</sup>	3,9	5,5	0,2	0,0	-6,6	-9,8	2,4	2,5	3,3	3,0	3,0	3,3
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>3,2</b>	<b>4,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>2,7</b>
Antigua-et-Barbuda	1,4	-2,0	3,4	-0,6	3,8	3,8	5,5	3,1	7,4	4,0	3,3	2,0
Argentine	3,4	6,0	-1,0	2,4	-2,5	2,7	-2,1	2,7	-2,5	-3,1	-1,3	3,2
Aruba	-0,8	3,5	-1,4	4,2	0,9	-0,4	0,5	2,3	1,2	0,7	1,0	1,1
Bahamas	0,7	0,6	3,1	-3,0	0,7	0,6	0,4	0,1	1,6	0,9	-0,6	1,6
Barbade	0,7	-0,7	-0,4	-1,4	-0,1	2,4	2,5	0,5	-0,6	-0,1	0,6	1,8
Belize	3,9	2,2	2,9	0,9	3,7	3,4	-0,6	1,4	3,0	2,7	2,1	1,7
Bolivie	3,8	5,2	5,1	6,8	5,5	4,9	4,3	4,2	4,2	3,9	3,8	3,7
Brésil	3,7	4,0	1,9	3,0	0,5	-3,6	-3,3	1,1	1,1	0,9	2,0	2,3
Chili	4,2	6,1	5,3	4,0	1,8	2,3	1,7	1,3	4,0	2,5	3,0	3,2
Colombie	4,0	7,4	3,9	4,6	4,7	3,0	2,1	1,4	2,6	3,4	3,6	3,7

**Tableau A4. Pays émergents et en développement : PIB réel (suite)**

(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2001-10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Amérique latine et Caraïbes (suite)</b>	<b>3,2</b>	<b>4,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>2,7</b>
Costa Rica	4,3	4,3	4,8	2,3	3,5	3,6	4,2	3,4	2,6	2,0	2,5	3,5
Dominique	2,4	-0,2	-1,1	-0,6	4,4	-2,6	2,5	-9,5	0,5	9,4	4,9	1,5
El Salvador	1,6	3,8	2,8	2,2	1,7	2,4	2,5	2,3	2,5	2,5	2,3	2,2
Équateur	4,1	7,9	5,6	4,9	3,8	0,1	-1,2	2,4	1,4	-0,5	0,5	2,5
Grenade	1,8	0,8	-1,2	2,4	7,3	6,4	3,7	4,4	4,2	3,1	2,7	3,0
Guatemala	3,3	4,2	3,0	3,7	4,2	4,1	3,1	2,8	3,1	3,4	3,5	3,5
Guyana	2,4	5,4	5,0	5,0	3,9	3,1	3,4	2,1	4,1	4,4	85,6	3,2
Haïti	0,1	5,5	2,9	4,2	2,8	1,2	1,5	1,2	1,5	0,1	1,2	1,5
Honduras	4,1	3,8	4,1	2,8	3,1	3,8	3,8	4,9	3,7	3,4	3,5	3,9
Jamaïque	0,6	1,4	-0,5	0,2	0,6	0,9	1,5	0,7	1,6	1,1	1,0	2,2
Mexique	1,5	3,7	3,6	1,4	2,8	3,3	2,9	2,1	2,0	0,4	1,3	2,4
Nicaragua	2,9	6,3	6,5	4,9	4,8	4,8	4,6	4,7	-3,8	-5,0	-0,8	1,5
Panama	5,9	11,3	9,8	6,9	5,1	5,7	5,0	5,3	3,7	4,3	5,5	5,5
Paraguay	3,7	4,2	-0,5	8,4	4,9	3,1	4,3	5,0	3,7	1,0	4,0	3,9
Pérou	5,6	6,5	6,0	5,8	2,4	3,3	4,0	2,5	4,0	2,6	3,6	3,8
République dominicaine	4,6	3,1	2,7	4,9	7,1	6,9	6,7	4,7	7,0	5,0	5,2	5,0
Saint-Kitts-et-Nevis	2,2	3,2	-4,4	6,4	7,2	1,6	1,8	0,9	4,6	3,5	3,5	2,7
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,6	0,2	1,3	2,5	0,2	0,8	0,8	0,7	2,0	2,3	2,3	2,3
Sainte-Lucie	2,0	4,1	-0,4	-2,0	1,3	0,2	3,2	2,6	0,9	1,5	3,2	1,5
Suriname	5,0	5,8	2,7	2,9	0,3	-3,4	-5,6	1,7	2,0	2,2	2,5	2,6
Trinité-et-Tobago <sup>1</sup>	5,7	-0,2	-0,7	2,0	-1,0	1,8	-6,5	-1,9	0,3	0,0	1,5	1,7
Uruguay	3,2	5,2	3,5	4,6	3,2	0,4	1,7	2,6	1,6	0,4	2,3	2,4
Venezuela	3,1	4,2	5,6	1,3	-3,9	-6,2	-17,0	-15,7	-18,0	-35,0	-10,0	...
<b>Moyen-Orient et Afrique centrale</b>	<b>5,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>5,0</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>0,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,3</b>
Afghanistan	...	6,5	14,0	5,7	2,7	1,0	2,2	2,7	2,7	3,0	3,5	5,5
Algérie	3,9	2,8	3,4	2,8	3,8	3,7	3,2	1,3	1,4	2,6	2,4	0,8
Arabie saoudite	3,4	10,0	5,4	2,7	3,7	4,1	1,7	-0,7	2,4	0,2	2,2	2,5
Arménie	8,1	4,7	7,1	3,3	3,6	3,3	0,2	7,5	5,2	6,0	4,8	4,5
Azerbaïdjan	14,4	-1,6	2,2	5,8	2,8	1,0	-3,1	0,2	1,0	2,7	2,1	2,4
Bahreïn	5,4	2,0	3,7	5,4	4,4	2,9	3,5	3,8	1,8	2,0	2,1	3,0
Djibouti	3,5	7,3	4,8	5,0	7,1	7,7	6,9	5,1	5,5	6,0	6,0	6,0
Égypte	4,9	1,8	2,2	3,3	2,9	4,4	4,3	4,1	5,3	5,5	5,9	6,0
Émirats arabes unis	3,9	6,9	4,5	5,1	4,4	5,1	3,0	0,5	1,7	1,6	2,5	2,5
Géorgie	6,3	7,2	6,4	3,4	4,6	2,9	2,8	4,8	4,7	4,6	4,8	5,2
Iran	4,7	3,1	-7,7	-0,3	3,2	-1,6	12,5	3,7	-4,8	-9,5	0,0	1,1
Iraq	12,1	7,5	13,9	7,6	0,7	2,5	15,2	-2,5	-0,6	3,4	4,7	2,1
Jordanie	6,0	2,6	2,7	2,8	3,1	2,4	2,0	2,1	1,9	2,2	2,4	3,0
Kazakhstan	8,3	7,4	4,8	6,0	4,2	1,2	1,1	4,1	4,1	3,8	3,9	3,5
Koweït	4,6	9,6	6,6	1,2	0,5	0,6	2,9	-3,5	1,2	0,6	3,1	2,9
Liban	5,7	0,9	2,7	2,6	1,9	0,4	1,6	0,6	0,2	0,2	0,9	2,7
Libye <sup>1</sup>	1,8	-66,7	124,7	-36,8	-53,0	-13,0	-7,4	64,0	17,9	-19,1	0,0	0,0
Maroc	4,9	5,2	3,0	4,5	2,7	4,5	1,1	4,2	3,0	2,7	3,7	4,5
Mauritanie	4,9	4,7	5,8	6,1	5,6	0,4	1,8	3,1	3,6	6,6	5,9	5,8
Oman	3,0	2,6	9,1	5,1	1,4	4,7	4,9	0,3	1,8	0,0	3,7	1,6
Ouzbékistan	6,9	8,3	8,2	8,0	7,2	7,4	6,1	4,5	5,1	5,5	6,0	6,0
Pakistan	4,5	3,6	3,8	3,7	4,1	4,1	4,6	5,2	5,5	3,3	2,4	5,0
Qatar	13,1	13,4	4,7	4,4	4,0	3,7	2,1	1,6	1,5	2,0	2,8	2,8
République kirghize	4,0	6,0	-0,1	10,9	4,0	3,9	4,3	4,7	3,5	3,8	3,4	3,4
Somalie	...	...	1,2	1,9	2,4	3,5	2,9	1,4	2,8	2,9	3,2	3,5
Soudan <sup>3</sup>	5,1	-2,8	-17,0	2,0	4,7	1,9	2,9	1,7	-2,2	-2,6	-1,5	1,4
Syrie <sup>4</sup>	4,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	8,0	7,4	7,5	7,4	6,7	6,0	6,9	7,1	7,3	5,0	4,5	4,0
Tunisie	4,2	-1,9	4,0	2,9	3,0	1,2	1,3	1,8	2,5	1,5	2,4	4,4
Turkménistan	13,2	14,7	11,1	10,2	10,3	6,5	6,2	6,5	6,2	6,3	6,0	5,8
Yémen	4,3	-12,7	2,4	4,8	-0,2	-28,0	-9,4	-5,1	0,8	2,1	2,0	3,6

**Tableau A4. Pays émergents et en développement : PIB réel (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>5,9</b>	<b>5,3</b>	<b>4,7</b>	<b>5,2</b>	<b>5,1</b>	<b>3,1</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>
Afrique du Sud	3,5	3,3	2,2	2,5	1,8	1,2	0,4	1,4	0,8	0,7	1,1	1,8
Angola	8,8	3,5	8,5	5,0	4,8	0,9	-2,6	-0,2	-1,2	-0,3	1,2	3,8
Bénin	3,9	3,0	4,8	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,6	6,7	6,7
Botswana	4,1	6,0	4,5	11,3	4,1	-1,7	4,3	2,9	4,5	3,5	4,3	3,9
Burkina Faso	5,9	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	5,9	6,3	6,8	6,0	6,0	6,0
Burundi	3,7	4,0	4,4	5,9	4,5	-4,0	-1,0	0,0	0,1	0,4	0,5	0,5
Cabo Verde	5,4	4,0	1,1	0,8	0,6	1,0	4,7	3,7	5,1	5,0	5,0	5,0
Cameroun	3,9	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	4,0	4,2	5,4
Comores	3,1	4,1	3,2	4,5	2,1	1,1	2,6	3,0	3,0	1,3	4,2	3,5
Congo, Rép. dém. du	4,7	6,9	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,3	3,9	4,6
Congo, Rép. du	4,7	3,4	3,8	3,3	6,8	2,6	-2,8	-1,8	1,6	4,0	2,8	2,3
Côte d'Ivoire	1,1	-4,9	10,9	9,3	8,8	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5	7,3	6,4
Érythrée	1,3	25,7	1,9	-10,5	30,9	-20,6	7,4	-9,6	12,2	3,1	3,9	4,8
Eswatini	3,5	2,2	5,4	3,9	0,9	2,3	1,3	2,0	2,4	1,3	0,5	0,5
Éthiopie	8,5	11,4	8,7	9,9	10,3	10,4	8,0	10,1	7,7	7,4	7,2	6,5
Gabon	1,4	7,1	5,3	5,5	4,4	3,9	2,1	0,5	0,8	2,9	3,4	4,5
Gambie	3,5	-8,1	5,2	2,9	-1,4	4,1	1,9	4,8	6,5	6,5	6,4	4,8
Ghana	5,8	17,4	9,0	7,9	2,9	2,2	3,4	8,1	6,3	7,5	5,6	5,1
Guinée	3,1	5,6	5,9	3,9	3,7	3,8	10,8	10,0	5,8	5,9	6,0	5,0
Guinée Bissau	2,5	8,1	-1,7	3,3	1,0	6,1	6,3	5,9	3,8	4,6	4,9	5,3
Guinée équatoriale	15,2	6,5	8,3	-4,1	0,4	-9,1	-8,8	-4,7	-5,7	-4,6	-5,0	-2,8
Kenya	4,2	6,1	4,6	5,9	5,4	5,7	5,9	4,9	6,3	5,6	6,0	5,9
Lesotho	3,9	6,7	4,9	2,2	2,7	2,1	2,7	0,5	2,8	2,8	-0,2	1,3
Libéria	2,0	7,7	8,4	8,8	0,7	0,0	-1,6	2,5	1,2	0,4	1,6	3,7
Madagascar	2,6	1,4	3,0	2,2	3,3	3,1	4,2	4,3	5,2	5,2	5,3	4,8
Malawi	4,9	4,9	1,9	5,2	5,7	2,9	2,3	4,0	3,2	4,5	5,1	6,5
Mali	5,8	3,2	-0,8	2,3	7,1	6,2	5,8	5,4	4,7	5,0	5,0	4,8
Maurice	4,0	4,1	3,5	3,4	3,7	3,6	3,8	3,8	3,8	3,7	3,8	4,0
Mozambique	8,2	7,1	7,2	7,1	7,4	6,6	3,8	3,7	3,3	1,8	6,0	11,5
Namibie	4,0	5,1	5,1	5,6	6,4	6,1	1,1	-0,9	-0,1	-0,2	1,6	3,0
Niger	5,4	2,2	11,8	5,3	7,5	4,3	4,9	4,9	6,5	6,3	6,0	6,8
Nigéria	8,9	4,9	4,3	5,4	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,3	2,5	2,6
Ouganda	7,9	6,8	2,2	4,7	4,6	5,7	2,3	5,0	6,1	6,2	6,2	10,1
République centrafricaine	2,4	4,2	5,1	-36,4	0,1	4,3	4,7	4,5	3,8	4,5	5,0	5,0
Rwanda	8,2	8,0	8,6	4,7	6,2	8,9	6,0	6,1	8,6	7,8	8,1	7,5
Sao Tomé-et-Principe	5,2	4,4	3,1	4,8	6,5	3,8	4,2	3,9	2,7	2,7	3,5	4,5
Sénégal	4,0	1,5	5,1	2,8	6,6	6,4	6,4	7,1	6,7	6,0	6,8	8,0
Seychelles	2,0	5,4	3,7	6,0	4,5	4,9	4,5	4,3	4,1	3,5	3,3	3,6
Sierra Leone	8,9	6,3	15,2	20,7	4,6	-20,5	6,4	3,8	3,5	5,0	4,7	4,7
Soudan du Sud	...	...	-52,4	29,3	2,9	-0,2	-16,7	-5,5	-1,1	7,9	8,2	4,7
Tanzanie	6,6	7,9	5,1	6,8	6,7	6,2	6,9	6,8	7,0	5,2	5,7	6,5
Tchad	9,8	0,1	8,8	5,8	6,9	1,8	-5,6	-2,4	2,4	2,3	5,4	3,7
Togo	2,2	6,4	6,5	6,1	5,9	5,7	5,6	4,4	4,9	5,1	5,3	5,4
Zambie	7,4	5,6	7,6	5,1	4,7	2,9	3,8	3,5	3,7	2,0	1,7	1,5
Zimbabwe <sup>5</sup>	-3,9	14,2	16,7	2,0	2,4	1,8	0,7	4,7	3,5	-7,1	2,7	2,2

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Inde, à la Libye, à Trinité-et-Tobago et à l'Ukraine dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>Dans ce tableau uniquement, les données pour le Timor-Leste sont basées sur le PIB hors pétrole.

<sup>3</sup>Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

<sup>4</sup>Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

<sup>5</sup>Le dollar du Zimbabwe ne circule plus depuis le début de 2009. Les données sont fondées sur les estimations des prix et des taux de change en dollars établies par les services du FMI.

Il se peut que les estimations en dollars des services du FMI diffèrent des estimations des autorités. Le PIB réel est en prix constants de 2009.

**Tableau A5. Inflation : récapitulation***(En pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024
<b>Déflateurs du PIB</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>
États-Unis	2,1	2,1	1,9	1,8	1,9	1,0	1,0	1,9	2,4	1,8	2,0	2,0
Zone euro	1,9	1,1	1,3	1,2	0,9	1,3	0,8	0,9	1,3	1,5	1,6	1,9
Japon	-1,1	-1,7	-0,8	-0,3	1,7	2,1	0,3	-0,2	-0,1	0,7	1,0	0,9
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,1	1,9	1,2	1,5	1,3	1,1	1,3	2,0	1,5	1,4	1,2	1,9
<b>Prix à la consommation</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>
États-Unis	2,4	3,1	2,1	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	2,3	2,3
Zone euro <sup>2</sup>	2,1	2,7	2,5	1,3	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	1,4	1,8
Japon	-0,3	-0,3	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	1,0	1,3	1,3
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,1	3,3	2,1	1,7	1,5	0,5	0,9	1,8	1,9	1,4	1,6	2,0
<b>Pays émergents et en développement<sup>3</sup></b>	<b>6,6</b>	<b>7,1</b>	<b>5,8</b>	<b>5,5</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,7</b>	<b>4,8</b>	<b>4,3</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et en développement d'Asie	4,3	6,5	4,6	4,6	3,4	2,7	2,8	2,4	2,6	2,7	3,0	3,3
Pays émergents et en développement d'Europe	11,5	7,9	6,2	5,6	6,5	10,5	5,5	5,4	6,2	6,8	5,6	5,3
Amérique latine et Caraïbes	5,8	5,2	4,6	4,6	4,9	5,5	5,6	6,0	6,2	7,2	6,7	4,3
Moyen-Orient et Asie centrale	7,2	9,2	9,4	8,8	6,6	5,5	5,5	6,7	9,9	8,2	9,1	7,1
Afrique subsaharienne	9,9	9,3	9,2	6,5	6,4	6,9	10,8	10,9	8,5	8,4	8,0	6,6
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	9,7	8,6	8,0	8,1	6,4	8,6	7,1	5,4	7,0	6,5	6,8	6,2
Autres produits	5,7	6,7	5,3	4,9	4,3	3,8	3,7	4,0	4,3	4,4	4,4	3,9
Dont : produits primaires <sup>4</sup>	6,5	6,9	6,9	6,5	7,0	5,2	6,1	11,1	13,4	16,5	15,6	8,8
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	7,4	7,6	6,9	6,2	5,6	5,4	5,1	5,5	5,4	5,1	5,1	4,5
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018	10,0	10,3	8,0	6,8	10,1	14,3	11,2	18,4	17,5	14,0	11,7	8,3
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	2,4	3,1	2,6	1,5	0,5	0,1	0,2	1,7	1,9	1,5	1,7	2,0
Pays en développement à faible revenu	9,7	11,9	9,7	8,0	7,2	6,9	9,1	9,7	9,1	8,8	8,8	7,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	6,9	8,7	9,7	9,4	6,5	5,6	5,2	6,7	11,0	8,4	8,9	7,8
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux d'inflation médian</b>												
Pays avancés	2,2	3,2	2,6	1,4	0,7	0,1	0,6	1,6	1,7	1,5	1,6	2,0
Pays émergents et en développement <sup>3</sup>	5,2	5,5	4,6	3,8	3,1	2,7	2,7	3,3	3,0	2,9	3,2	3,0

<sup>1</sup>Hors États-Unis, Japon et zone euro.<sup>2</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.<sup>3</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation<sup>1</sup>**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024	2018	2019	2020
										Projections			Projections		
<b>Pays avancés</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	2,4	3,1	2,1	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	2,3	2,3	1,9	2,2	2,4
Zone euro <sup>3</sup>	2,1	2,7	2,5	1,3	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	1,4	1,8	1,5	1,3	1,3
Allemagne	1,6	2,5	2,2	1,6	0,8	0,7	0,4	1,7	1,9	1,5	1,7	2,1	1,8	1,8	1,7
France	1,9	2,3	2,2	1,0	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,2	1,3	1,7	2,0	1,0	1,4
Italie	2,2	2,9	3,3	1,2	0,2	0,1	-0,1	1,3	1,2	0,7	1,0	1,5	1,2	0,7	1,0
Espagne	2,8	3,2	2,4	1,4	-0,2	-0,5	-0,2	2,0	1,7	0,7	1,0	1,8	1,2	0,7	1,1
Pays-Bas	2,1	2,5	2,8	2,6	0,3	0,2	0,1	1,3	1,6	2,5	1,6	2,0	1,8	2,1	1,7
Belgique	2,1	3,4	2,6	1,2	0,5	0,6	1,8	2,2	2,3	1,5	1,3	1,8	2,2	1,1	1,3
Autriche	1,9	3,5	2,6	2,1	1,5	0,8	1,0	2,2	2,1	1,5	1,9	2,0	1,7	1,6	1,9
Irlande	2,2	1,2	1,9	0,5	0,3	0,0	-0,2	0,3	0,7	1,2	1,5	2,0	0,8	1,4	1,5
Portugal	2,5	3,6	2,8	0,4	-0,2	0,5	0,6	1,6	1,2	0,9	1,2	1,7	0,6	4,3	-3,1
Grèce	3,4	3,1	1,0	-0,9	-1,4	-1,1	0,0	1,1	0,8	0,6	0,9	1,8	0,6	0,9	0,9
Finlande	1,7	3,3	3,2	2,2	1,2	-0,2	0,4	0,8	1,2	1,2	1,3	1,8	1,3	1,1	1,3
République slovaque	4,1	4,1	3,7	1,5	-0,1	-0,3	-0,5	1,4	2,5	2,6	2,1	2,0	1,9	2,4	2,0
Lituanie	3,0	4,1	3,2	1,2	0,2	-0,7	0,7	3,7	2,5	2,3	2,2	2,2	1,8	2,4	2,2
Slovénie	4,2	1,8	2,6	1,8	0,2	-0,5	-0,1	1,4	1,7	1,8	1,9	2,0	1,4	2,2	1,9
Luxembourg	2,6	3,7	2,9	1,7	0,7	0,1	0,0	2,1	2,0	1,7	1,7	1,9	1,9	2,0	1,6
Lettonie	5,4	4,2	2,3	0,0	0,7	0,2	0,1	2,9	2,6	3,0	2,6	2,2	2,5	2,1	2,3
Estonie	4,2	5,1	4,2	3,2	0,5	0,1	0,8	3,7	3,4	2,5	2,4	2,1	3,3	2,5	2,4
Chypre	2,4	3,5	3,1	0,4	-0,3	-1,5	-1,2	0,7	0,8	0,7	1,6	2,0	1,1	1,2	1,3
Malte	2,4	2,5	3,2	1,0	0,8	1,2	0,9	1,3	1,7	1,7	1,8	2,0	1,2	2,0	1,9
Japon	-0,3	-0,3	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	1,0	1,3	1,3	0,8	1,6	0,2
Royaume-Uni	2,1	4,5	2,8	2,6	1,5	0,0	0,7	2,7	2,5	1,8	1,9	2,0	2,3	1,6	2,1
Corée	3,2	4,0	2,2	1,3	1,3	0,7	1,0	1,9	1,5	0,5	0,9	2,0	1,3	0,7	0,9
Canada	2,0	2,9	1,5	0,9	1,9	1,1	1,4	1,6	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,2	1,9
Australie	3,0	3,4	1,7	2,5	2,5	1,5	1,3	2,0	2,0	1,6	1,8	2,5	1,8	1,8	1,7
Taiwan, prov. chinoise de	0,9	1,4	1,6	1,0	1,3	-0,6	1,0	1,1	1,5	0,8	1,1	1,4	-0,1	0,8	1,1
Singapour	1,6	5,2	4,6	2,4	1,0	-0,5	-0,5	0,6	0,4	0,7	1,0	1,5	0,5	0,7	1,1
Suisse	0,9	0,2	-0,7	-0,2	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,9	0,6	0,6	1,0	0,7	0,3	0,9
Suède	1,9	1,4	0,9	0,4	0,2	0,7	1,1	1,9	2,0	1,7	1,5	1,9	2,2	1,6	1,4
Hong Kong (RAS)	0,4	5,3	4,1	4,3	4,4	3,0	2,4	1,5	2,4	3,0	2,6	2,5	2,4	3,0	2,6
République tchèque	2,5	1,9	3,3	1,4	0,4	0,3	0,7	2,5	2,2	2,6	2,3	2,0	2,0	2,3	2,0
Norvège	2,0	1,3	0,7	2,1	2,0	2,2	3,6	1,9	2,8	2,3	1,9	2,0	3,5	1,9	1,9
Israël	2,1	3,5	1,7	1,5	0,5	-0,6	-0,5	0,2	0,8	1,0	1,3	2,0	0,8	1,1	1,8
Danemark	2,0	2,7	2,4	0,5	0,4	0,2	0,0	1,1	0,7	1,3	1,5	2,0	0,7	1,2	1,4
Nouvelle-Zélande	2,6	4,1	1,0	1,1	1,2	0,3	0,6	1,9	1,6	1,4	1,9	2,0	1,9	1,5	2,0
Porto Rico	2,7	2,9	1,3	1,1	0,6	-0,8	-0,3	1,8	1,3	-0,1	1,0	1,2	0,6	-0,1	1,0
Macao (RAS)	...	5,8	6,1	5,5	6,0	4,6	2,4	1,2	3,0	2,4	2,7	3,0	2,9	2,4	2,7
Islande	6,2	4,0	5,2	3,9	2,0	1,6	1,7	1,8	2,7	2,8	2,5	2,5	3,7	2,6	2,6
Saint-Marin	...	2,0	2,8	1,6	1,1	0,1	0,6	1,0	1,5	1,3	1,5	1,7	1,5	1,3	1,5
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,8	2,6	1,9	1,3	1,5	0,3	0,8	1,8	2,1	1,6	1,9	2,0	1,7	1,8	1,8

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

<sup>3</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

**Tableau A7. Pays émergents et en développement : prix à la consommation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024	2018	2019	2020
<b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>	<b>4,3</b>	<b>6,5</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>
Bangladesh	6,3	11,5	6,2	7,5	7,0	6,2	5,7	5,6	5,6	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
Bhoutan	4,6	7,3	9,3	11,3	9,5	7,6	7,6	5,5	3,5	3,6	4,2	4,5	3,2	3,1	3,9
Brunei Darussalam	0,5	0,1	0,1	0,4	-0,2	-0,4	-0,7	-0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,2
Cambodge	5,1	5,5	2,9	3,0	3,9	1,2	3,0	2,9	2,4	2,2	2,5	3,0	1,6	2,3	2,5
Chine	2,1	5,4	2,6	2,6	2,0	1,4	2,0	1,6	2,1	2,3	2,4	3,0	1,9	2,2	2,4
Fidji	3,7	7,3	3,4	2,9	0,5	1,4	3,9	3,4	4,1	3,5	3,0	3,0	4,9	3,5	3,0
Îles Marshall	...	5,4	4,3	1,9	1,1	-2,2	-1,5	0,0	0,8	0,6	1,8	2,1	0,8	0,6	1,8
Îles Salomon	8,5	7,4	5,9	5,4	5,2	-0,6	0,5	0,5	2,7	0,4	2,2	4,3	3,2	3,2	3,5
Inde	6,5	9,5	10,0	9,4	5,8	4,9	4,5	3,6	3,4	3,4	4,1	4,0	2,5	3,9	4,1
Indonésie	8,6	5,3	4,0	6,4	6,4	6,4	3,5	3,8	3,2	3,2	3,3	3,0	3,1	3,4	3,1
Kiribati	3,1	1,5	-3,0	-1,5	2,1	0,6	1,9	0,4	1,9	1,7	2,4	2,6	1,4	1,7	2,2
Lao, Rép. dém. pop.	7,6	7,6	4,3	6,4	4,1	1,3	1,8	0,7	2,0	3,1	3,3	3,1	1,5	2,9	3,1
Malaisie	2,2	3,2	1,7	2,1	3,1	2,1	2,1	3,8	1,0	1,0	2,1	2,3	0,2	1,9	2,1
Maldives	4,0	11,3	10,9	3,8	2,1	1,9	0,8	2,3	1,4	1,5	2,3	2,0	0,5	2,1	2,4
Micronésie	3,2	4,1	6,3	2,3	0,7	0,0	-0,9	0,1	1,5	1,8	2,0	2,0	1,5	1,8	2,0
Mongolie	8,8	7,7	15,0	8,6	12,9	5,9	0,5	4,6	7,6	9,0	8,3	7,1	9,7	8,4	8,1
Myanmar	19,5	6,8	0,4	5,8	5,1	7,3	9,1	4,6	5,9	7,8	6,7	5,5	8,6	7,2	6,8
Nauru	...	-3,4	0,3	-1,1	0,3	9,8	8,2	5,1	0,5	2,5	2,3	2,0	3,4	1,5	2,2
Népal	6,1	9,6	8,3	9,9	9,0	7,2	9,9	4,5	4,2	4,5	6,1	5,3	4,6	6,2	6,0
Palaos	2,6	2,6	5,4	2,8	4,0	2,2	-1,3	0,9	1,6	2,2	2,0	2,0	1,4	2,2	2,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,5	4,4	4,5	5,0	5,2	6,0	6,7	4,9	5,2	3,9	4,4	4,8	4,8	3,5	4,8
Philippines	5,2	4,8	3,0	2,6	3,6	0,7	1,3	2,9	5,2	2,5	2,3	3,0	5,1	1,6	3,0
Samoa	5,7	2,9	6,2	-0,2	-1,2	1,9	0,1	1,3	3,7	2,9	2,7	2,8	5,8	4,0	2,9
Sri Lanka	9,7	6,7	7,5	6,9	2,8	2,2	4,0	6,6	4,3	4,1	4,5	5,0	2,8	4,2	4,6
Thaïlande	2,6	3,8	3,0	2,2	1,9	-0,9	0,2	0,7	1,1	0,9	0,9	2,0	0,4	1,3	1,2
Timor-Leste	4,5	13,2	10,9	9,5	0,8	0,6	-1,5	0,5	2,3	2,5	3,1	4,0	2,1	2,8	3,5
Tonga	7,7	6,3	1,1	2,1	1,2	-1,1	2,6	7,4	2,9	3,8	3,9	2,5	4,8	2,8	4,9
Tuvalu	2,9	0,5	1,4	2,0	1,1	3,1	3,5	4,1	2,1	2,1	3,2	2,0	2,3	2,1	3,2
Vanuatu	2,9	0,9	1,3	1,5	0,8	2,5	0,8	3,1	2,9	2,0	2,2	2,6	2,6	2,6	2,2
Viet Nam	7,7	18,7	9,1	6,6	4,1	0,6	2,7	3,5	3,5	3,6	3,7	4,0	3,0	3,7	3,8
<b>Pays émergents et en développement d'Europe</b>	<b>11,5</b>	<b>7,9</b>	<b>6,2</b>	<b>5,6</b>	<b>6,5</b>	<b>10,5</b>	<b>5,5</b>	<b>5,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,8</b>	<b>5,6</b>	<b>5,3</b>	<b>7,4</b>	<b>6,0</b>	<b>5,5</b>
Albanie	3,0	3,4	2,0	1,9	1,6	1,9	1,3	2,0	2,0	1,8	2,0	3,0	1,8	1,8	2,2
Bélarus	20,1	53,2	59,2	18,3	18,1	13,5	11,8	6,0	4,9	5,4	4,8	4,0	5,6	5,0	4,5
Bosnie-Herzégovine	2,8	4,0	2,1	-0,1	-0,9	-1,0	-1,6	0,8	1,4	1,1	1,4	1,9	1,6	1,2	1,4
Bulgarie <sup>3</sup>	6,0	3,4	2,4	0,4	-1,6	-1,1	-1,3	1,2	2,6	2,5	2,3	2,2	2,3	2,5	2,2
Croatie	2,8	2,3	3,4	2,2	-0,2	-0,5	-1,1	1,1	1,5	1,0	1,2	1,5	0,9	1,2	1,3
Hongrie	5,6	3,9	5,7	1,7	-0,2	-0,1	0,4	2,4	2,8	3,4	3,4	3,0	2,7	3,2	3,4
Kosovo	2,8	7,3	2,5	1,8	0,4	-0,5	0,3	1,5	1,1	2,8	1,5	2,0	2,9	1,6	1,7
Macédoine du Nord	2,1	3,9	3,3	2,8	-0,3	-0,3	-0,2	1,4	1,5	1,3	1,7	2,2	0,8	1,4	1,8
Moldova, Rép. de	9,5	7,6	4,6	4,6	5,1	9,6	6,4	6,6	3,1	4,9	5,7	5,0	0,9	7,5	5,0
Monténégro	7,3	3,5	4,1	2,2	-0,7	1,5	-0,3	2,4	2,6	1,1	1,9	1,9	1,7	2,3	1,6
Pologne	2,8	4,3	3,7	0,9	0,0	-0,9	-0,6	2,0	1,6	2,4	3,5	2,8	1,1	3,3	3,5
Roumanie	12,1	5,8	3,3	4,0	1,1	-0,6	-1,6	1,3	4,6	4,2	3,3	2,5	3,3	4,5	3,5
Russie	14,7	11,1	7,3	7,7	2,1	1,4	1,1	3,1	2,0	2,2	1,9	3,0	2,0	2,0	2,2
Serbie	12,5	8,4	5,1	6,8	7,8	15,5	7,0	3,7	2,9	4,7	3,5	4,0	4,3	3,8	3,7
Turquie	17,5	6,5	8,9	7,5	8,9	7,7	7,8	11,1	16,3	15,7	12,6	11,0	20,3	13,5	12,0
Ukraine <sup>4</sup>	11,1	8,0	0,6	-0,3	12,1	48,7	13,9	14,4	10,9	8,7	5,9	5,0	9,8	7,0	5,6
<b>Amérique latine et Caraïbes<sup>5</sup></b>	<b>5,8</b>	<b>5,2</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>	<b>5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>6,0</b>	<b>6,2</b>	<b>7,2</b>	<b>6,7</b>	<b>4,3</b>	<b>7,1</b>	<b>7,3</b>	<b>6,0</b>
Antigua-et-Barbuda	2,2	3,5	3,4	1,1	1,1	1,0	-0,5	2,4	1,2	1,6	2,0	2,0	1,7	2,0	2,0
Argentine <sup>4</sup>	9,5	9,8	10,0	10,6	...	...	...	25,7	34,3	54,4	51,0	17,0	47,6	57,3	39,2
Aruba	3,3	4,4	0,6	-2,4	0,4	0,5	-0,9	-0,5	3,6	3,0	2,0	2,2	4,6	1,8	2,7
Bahamas	2,3	3,1	1,9	0,4	1,2	1,9	-0,3	1,6	2,2	1,8	2,6	2,2	2,0	2,8	2,4
Barbade	4,1	9,4	4,5	1,8	1,8	-1,1	1,5	4,4	3,7	1,9	1,8	2,3	0,6	1,4	2,3
Belize	2,5	1,7	1,2	0,5	1,2	-0,9	0,7	1,1	0,3	1,2	1,6	2,0	-0,1	2,4	0,8
Bolivie	4,6	9,9	4,5	5,7	5,8	4,1	3,6	2,8	2,3	1,7	3,1	5,0	1,5	2,3	4,0
Brésil	6,6	6,6	5,4	6,2	6,3	9,0	8,7	3,4	3,7	3,8	3,5	3,5	3,7	3,6	3,9
Chili	3,2	3,3	3,0	1,8	4,7	4,3	3,8	2,2	2,3	2,2	2,8	3,0	2,1	2,6	2,9
Colombie	5,6	3,4	3,2	2,0	2,9	5,0	7,5	4,3	3,2	3,6	3,7	3,0	3,2	3,9	3,1

**Tableau A7. Pays émergents et en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (suite)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2001-10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2024	2018	Projections	
														2019	2020
<b>Amérique latine et Caraïbes (suite)<sup>5</sup></b>	<b>5,8</b>	<b>5,2</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>	<b>5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>6,0</b>	<b>6,2</b>	<b>7,2</b>	<b>6,7</b>	<b>4,3</b>	<b>7,1</b>	<b>7,3</b>	<b>6,0</b>
Costa Rica	10,3	4,9	4,5	5,2	4,5	0,8	0,0	1,6	2,2	2,7	3,1	3,0	2,0	3,2	3,0
Dominique	2,2	1,1	1,4	0,0	0,8	-0,9	0,0	0,6	1,4	1,6	1,8	2,0	1,4	1,8	1,8
El Salvador	3,4	5,1	1,7	0,8	1,1	-0,7	0,6	1,0	1,1	0,9	1,1	1,0	0,4	1,4	1,2
Équateur	8,1	4,5	5,1	2,7	3,6	4,0	1,7	0,4	-0,2	0,4	1,2	1,1	0,3	0,5	1,1
Grenade	3,0	3,0	2,4	0,0	-1,0	-0,6	1,7	0,9	0,8	1,0	1,6	1,9	1,4	1,0	1,9
Guatemala	6,8	6,2	3,8	4,3	3,4	2,4	4,4	4,4	3,8	4,2	4,2	4,3	2,3	3,8	3,9
Guyana	5,9	4,4	2,4	1,9	0,7	-0,9	0,8	1,9	1,3	2,1	3,3	2,8	1,6	2,7	3,5
Haïti	14,0	7,4	6,8	6,8	3,9	7,5	13,4	14,7	12,9	17,6	17,1	5,9	13,3	19,7	15,0
Honduras	7,6	6,8	5,2	5,2	6,1	3,2	2,7	3,9	4,3	4,4	4,2	4,0	4,2	4,4	4,2
Jamaïque	11,8	7,5	6,9	9,4	8,3	3,7	2,3	4,4	3,7	3,6	4,6	5,0	2,4	4,7	4,5
Mexique	4,7	3,4	4,1	3,8	4,0	2,7	2,8	6,0	4,9	3,8	3,1	3,0	4,8	3,2	3,0
Nicaragua	8,3	8,1	7,2	7,1	6,0	4,0	3,5	3,9	5,0	5,6	4,2	5,0	3,9	7,0	4,2
Panama	2,6	5,9	5,7	4,0	2,6	0,1	0,7	0,9	0,8	0,0	1,5	2,0	0,2	0,8	1,8
Paraguay	7,8	8,3	3,7	2,7	5,0	3,1	4,1	3,6	4,0	3,5	3,7	3,7	3,2	3,7	3,7
Pérou	2,4	3,4	3,7	2,8	3,2	3,5	3,6	2,8	1,3	2,2	1,9	2,0	2,2	1,9	2,0
République dominicaine	12,1	8,5	3,7	4,8	3,0	0,8	1,6	3,3	3,6	1,8	4,1	4,0	1,2	3,0	4,0
Saint-Kitts-et-Nevis	3,3	5,8	0,8	1,1	0,2	-2,3	-0,3	0,0	-0,2	0,6	2,0	2,0	-0,7	2,0	2,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,9	3,2	2,6	0,8	0,2	-1,7	-0,2	2,2	2,3	1,4	2,0	2,0	1,4	2,0	2,0
Sainte-Lucie	2,6	2,8	4,2	1,5	3,5	-1,0	-3,1	0,1	2,0	2,1	2,3	2,0	2,2	2,1	2,2
Suriname	13,1	17,7	5,0	1,9	3,4	6,9	55,5	22,0	6,9	5,5	5,8	4,8	5,4	7,1	4,8
Trinité-et-Tobago	7,0	5,1	9,3	5,2	5,7	4,7	3,1	1,9	1,0	0,9	1,5	2,6	1,0	0,9	1,5
Uruguay	8,7	8,1	8,1	8,6	8,9	8,7	9,6	6,2	7,6	7,6	7,2	7,0	8,0	7,5	7,0
Venezuela <sup>4</sup>	22,0	26,1	21,1	40,6	62,2	121,7	254,9	438,1	65 374,1	200 000	500 000	...	130 060,2	200 000	500 000
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>7,2</b>	<b>9,2</b>	<b>9,4</b>	<b>8,8</b>	<b>6,6</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>6,7</b>	<b>9,9</b>	<b>8,2</b>	<b>9,1</b>	<b>7,1</b>	<b>11,1</b>	<b>7,9</b>	<b>8,9</b>
Afghanistan	...	11,8	6,4	7,4	4,7	-0,7	4,4	5,0	0,6	2,6	4,5	5,0	0,8	4,5	4,5
Algérie	3,6	4,5	8,9	3,3	2,9	4,8	6,4	5,6	4,3	2,0	4,1	8,7	2,7	3,9	3,2
Arabie saoudite	2,1	3,8	2,9	3,5	2,2	1,3	2,0	-0,9	2,5	-1,1	2,2	2,1	2,3	-1,1	2,2
Arménie	4,4	7,7	2,5	5,8	3,0	3,7	-1,4	1,0	2,5	1,7	2,5	4,1	1,9	1,5	3,3
Azerbaïdjan	7,4	7,8	1,0	2,4	1,4	4,0	12,4	12,8	2,3	2,8	3,0	3,5	2,3	2,8	3,0
Bahreïn	1,8	-0,4	2,8	3,3	2,7	1,8	2,8	1,4	2,1	1,4	2,8	2,2	1,9	2,0	2,8
Djibouti	3,7	5,2	4,2	1,1	1,3	-0,8	2,7	0,6	0,1	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Égypte	7,9	11,1	8,6	6,9	10,1	11,0	10,2	23,5	20,9	13,9	10,0	7,1	14,4	9,4	8,7
Émirats arabes unis	5,5	0,9	0,7	1,1	2,3	4,1	1,6	2,0	3,1	-1,5	1,2	2,1	3,1	-1,5	1,2
Géorgie	6,6	8,5	-0,9	-0,5	3,1	4,0	2,1	6,0	2,6	4,2	3,8	3,0	1,5	5,4	3,0
Iran	14,7	21,5	30,6	34,7	15,6	11,9	9,1	9,6	30,5	35,7	31,0	25,0	47,5	31,1	30,0
Iraq	...	5,6	6,1	1,9	2,2	1,4	0,5	0,1	0,4	-0,3	1,0	2,0	-0,1	0,3	1,2
Jordanie	4,0	4,2	4,5	4,8	2,9	-0,9	-0,8	3,3	4,5	2,0	2,5	2,5	3,6	2,5	2,5
Kazakhstan	8,6	8,4	5,1	5,8	6,7	6,7	14,6	7,4	6,0	5,3	5,2	4,0	5,3	5,7	4,7
Koweït	3,2	4,9	3,2	2,7	3,1	3,7	3,5	1,5	0,6	1,5	2,2	2,5	0,4	1,8	3,0
Liban	2,6	5,0	6,6	4,8	1,8	-3,7	-0,8	4,5	6,1	3,1	2,6	2,4	4,0	3,4	2,4
Libye <sup>4</sup>	0,4	15,9	6,1	2,6	2,4	9,8	25,9	28,5	9,3	4,2	8,9	6,5	-4,5	12,0	6,5
Maroc	1,8	0,9	1,3	1,9	0,4	1,5	1,6	0,8	1,9	0,6	1,1	2,0	0,1	0,6	1,1
Mauritanie	6,5	5,7	4,9	4,1	3,8	0,5	1,5	2,3	3,1	3,0	3,4	4,0	3,2	2,8	4,0
Oman	2,9	4,0	2,9	1,2	1,0	0,1	1,1	1,6	0,9	0,8	1,8	2,5	0,9	0,8	1,8
Ouzbékistan	14,5	12,4	11,9	11,7	9,1	8,5	8,8	13,9	17,5	14,7	14,1	7,6	14,3	15,6	12,4
Pakistan	8,1	13,7	11,0	7,4	8,6	4,5	2,9	4,1	3,9	7,3	13,0	5,0	5,2	8,9	11,8
Qatar	5,1	2,0	1,8	3,2	3,4	1,8	2,7	0,4	0,2	-0,4	2,2	2,0	...	...	...
République kirghize	7,4	16,6	2,8	6,6	7,5	6,5	0,4	3,2	1,5	1,3	5,0	5,0	0,5	4,0	5,1
Somalie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,2	4,0	3,0
Soudan <sup>6</sup>	10,8	18,1	35,6	36,5	36,9	16,9	17,8	32,4	63,3	50,4	62,1	74,7	72,9	56,9	66,9
Syrie <sup>7</sup>	5,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	13,5	12,4	5,8	5,0	6,1	5,8	5,9	7,3	3,8	7,4	7,1	6,5	5,4	7,0	6,8
Tunisie	3,3	3,2	4,6	5,3	4,6	4,4	3,6	5,3	7,3	6,6	5,4	4,0	7,5	5,9	5,5
Turkménistan	7,2	5,3	5,3	6,8	6,0	7,4	3,6	8,0	13,2	13,4	13,0	6,0	7,2	9,0	8,0
Yémen	10,9	19,5	9,9	11,0	8,2	22,0	21,3	30,4	27,6	14,7	35,5	5,0	14,3	15,0	36,3

**Tableau A7. Pays émergents et en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2001–10	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018		2019	2020	2024	2018	Projections	
															2019	2020
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>9,9</b>	<b>9,3</b>	<b>9,2</b>	<b>6,5</b>	<b>6,4</b>	<b>6,9</b>	<b>10,8</b>	<b>10,9</b>	<b>8,5</b>	<b>8,4</b>	<b>8,0</b>	<b>6,6</b>	<b>7,9</b>	<b>9,0</b>	<b>7,4</b>	
Afrique du Sud	5,9	5,0	5,6	5,8	6,1	4,6	6,3	5,3	4,6	4,4	5,2	5,3	4,9	4,7	5,3	
Angola	42,4	13,5	10,3	8,8	7,3	9,2	30,7	29,8	19,6	17,2	15,0	6,0	18,6	17,0	12,0	
Bénin	3,1	2,7	6,7	1,0	-1,1	0,2	-0,8	1,8	0,8	-0,3	1,0	2,0	-0,1	0,5	1,1	
Botswana	8,6	8,5	7,5	5,9	4,4	3,1	2,8	3,3	3,2	3,0	3,5	4,0	3,5	2,7	3,5	
Burkina Faso	2,8	2,8	3,8	0,5	-0,3	0,9	-0,2	0,4	2,0	1,1	1,4	2,0	0,3	2,0	2,0	
Burundi	8,9	9,6	18,2	7,9	4,4	5,6	5,5	16,6	1,2	7,3	9,0	9,0	5,3	9,0	9,0	
Cabo Verde	2,4	4,5	2,5	1,5	-0,2	0,1	-1,4	0,8	1,3	1,2	1,6	1,8	1,0	1,0	1,6	
Cameroun	2,6	2,9	2,4	2,1	1,9	2,7	0,9	0,6	1,1	2,1	2,2	2,0	2,0	2,3	2,2	
Comores	4,2	2,2	5,9	0,4	0,0	0,9	0,8	0,1	1,7	3,2	1,4	1,9	0,9	4,8	0,6	
Congo, Rép. dém. du	36,8	14,9	0,9	0,9	1,2	0,7	3,2	35,8	29,3	5,5	5,0	5,0	7,2	5,5	5,0	
Congo, Rép. du	2,9	1,8	5,0	4,6	0,9	3,2	3,2	0,4	1,2	1,5	1,8	3,0	0,9	1,9	2,5	
Côte d'Ivoire	2,9	4,9	1,3	2,6	0,4	1,2	0,7	0,7	0,4	1,0	2,0	2,0	1,1	1,0	2,0	
Érythrée	18,0	5,9	4,8	5,9	10,0	28,5	-5,6	-13,3	-14,4	-27,6	0,0	2,0	-29,3	-0,1	0,0	
Eswatini	7,1	6,1	8,9	5,6	5,7	5,0	7,8	6,2	4,8	2,8	4,0	7,0	5,3	2,3	4,4	
Éthiopie	11,1	33,2	24,1	8,1	7,4	9,6	6,6	10,7	13,8	14,6	12,7	8,0	10,6	14,5	10,0	
Gabon	1,2	1,3	2,7	0,5	4,5	-0,1	2,1	2,7	4,8	3,0	3,0	2,5	6,3	3,0	3,0	
Gambie	7,0	4,8	4,6	5,2	6,3	6,8	7,2	8,0	6,5	6,9	6,5	5,0	6,4	7,0	6,0	
Ghana	15,9	7,7	7,1	11,7	15,5	17,2	17,5	12,4	9,8	9,3	9,2	8,0	9,4	9,3	9,0	
Guinée	16,0	21,4	15,2	11,9	9,7	8,2	8,2	8,9	9,8	8,9	8,3	7,8	9,9	8,6	8,1	
Guinée Bissau	2,3	5,1	2,1	0,8	-1,0	1,5	1,5	1,1	1,4	-2,6	1,3	2,5	5,9	1,5	-1,4	
Guinée équatoriale	5,6	4,8	3,4	3,2	4,3	1,7	1,4	0,7	1,3	0,9	1,7	2,0	2,6	1,6	1,7	
Kenya	7,0	14,0	9,4	5,7	6,9	6,6	6,3	8,0	4,7	5,6	5,3	5,0	5,7	6,2	6,2	
Lesotho	7,0	6,0	5,5	5,0	4,6	4,3	6,2	4,5	4,7	5,9	5,7	5,5	5,2	6,0	5,3	
Libéria	10,0	8,5	6,8	7,6	9,9	7,7	8,8	12,4	23,5	22,2	20,5	13,5	28,5	20,6	19,0	
Madagascar	10,2	9,5	5,7	5,8	6,1	7,4	6,7	8,3	7,3	6,7	6,3	5,0	6,1	6,4	6,0	
Malawi	8,1	7,6	21,3	28,3	23,8	21,9	21,7	11,5	9,2	8,8	8,4	5,0	9,9	8,6	7,8	
Mali	2,7	3,1	5,3	-2,4	2,7	1,4	-1,8	1,8	1,7	0,2	1,3	1,9	1,0	1,0	1,5	
Maurice	5,7	6,5	3,9	3,5	3,2	1,3	1,0	3,7	3,2	0,9	2,3	3,3	1,8	2,0	2,7	
Mozambique	11,0	11,2	2,6	4,3	2,6	3,6	19,9	15,1	3,9	5,6	7,6	5,5	3,5	8,5	6,5	
Namibie	7,1	5,0	6,7	5,6	5,3	3,4	6,7	6,1	4,3	4,8	5,5	5,5	5,1	4,8	5,5	
Niger	2,5	2,9	0,5	2,3	-0,9	1,0	0,2	0,2	2,7	-1,3	2,2	2,0	1,6	0,4	2,0	
Nigéria	12,9	10,8	12,2	8,5	8,0	9,0	15,7	16,5	12,1	11,3	11,7	11,0	11,4	11,7	11,7	
Ouganda	6,4	15,0	12,7	4,9	3,1	5,4	5,5	5,6	2,6	3,2	3,8	5,0	2,2	3,5	3,9	
République centrafricaine	3,3	1,2	5,9	6,6	11,6	4,5	4,6	4,5	1,6	3,0	2,6	2,5	4,6	3,0	2,5	
Rwanda	7,9	5,7	6,3	4,2	1,8	2,5	5,7	4,8	1,4	3,5	5,0	5,0	1,1	5,0	5,0	
Sao Tomé-et-Principe	16,2	14,3	10,6	8,1	7,0	5,2	5,4	5,7	7,9	8,8	8,9	3,0	9,0	7,8	10,0	
Sénégal	2,1	3,4	1,4	0,7	-1,1	0,1	0,8	1,3	0,5	1,0	1,5	1,5	1,3	2,0	1,5	
Seychelles	7,6	2,6	7,1	4,3	1,4	4,0	-1,0	2,9	3,7	2,0	1,8	3,0	3,4	2,3	1,9	
Sierra Leone	8,3	6,8	6,6	5,5	4,6	6,7	10,9	18,2	16,9	15,7	13,0	8,3	17,5	14,0	12,0	
Soudan du Sud	...	...	45,1	0,0	1,7	52,8	379,8	187,9	83,5	24,5	16,9	8,0	40,1	35,9	10,8	
Tanzanie	6,6	12,7	16,0	7,9	6,1	5,6	5,2	5,3	3,5	3,6	4,2	5,0	3,3	4,1	4,3	
Tchad	3,2	2,0	7,5	0,2	1,7	4,8	-1,6	-0,9	4,0	3,0	3,0	4,2	4,4	9,1	-6,4	
Togo	2,6	3,6	2,6	1,8	0,2	1,8	0,9	-0,2	0,9	1,4	2,0	2,0	2,0	1,7	2,2	
Zambie	15,4	8,7	6,6	7,0	7,8	10,1	17,9	6,6	7,0	9,9	10,0	8,0	7,9	12,0	8,0	
Zimbabwe <sup>8</sup>	-5,6	3,5	3,7	1,6	-0,2	-2,4	-1,6	0,9	10,6	161,8	49,7	3,0	42,1	182,9	9,4	

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

<sup>3</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat

<sup>4</sup>Voir les notes relatives à l'Argentine, à la Libye, à l'Ukraine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>5</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>6</sup>Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

<sup>7</sup>Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

<sup>8</sup>Le dollar du Zimbabwe ne circule plus depuis le début de 2009. Les données sont fondées sur les estimations des prix et des taux de change en dollars établies par les services du FMI. Il se peut que les estimations en dollars des services du FMI diffèrent des estimations des autorités.

**Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques<sup>1</sup>**  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2001-10	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
								2019	2020	2024
<b>Principaux pays avancés</b>										
Prêt/emprunt (net)	-4,6	-4,3	-3,6	-3,0	-3,2	-3,1	-3,6	-3,8	-3,6	-3,3
Écart de production <sup>2</sup>	-0,4	-1,8	-1,2	-0,6	-0,5	0,2	0,8	0,8	0,9	0,8
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,3	-3,8	-3,2	-2,9	-3,2	-3,3	-3,8	-4,1	-4,0	-3,6
<b>États-Unis</b>										
Prêt/emprunt (net) <sup>3</sup>	-5,2	-4,6	-4,0	-3,6	-4,3	-4,5	-5,7	-5,6	-5,5	-5,1
Écart de production <sup>2</sup>	-0,4	-1,9	-1,1	0,0	0,0	0,6	1,5	1,8	2,0	1,5
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,7	-4,5	-3,8	-3,6	-4,4	-4,8	-6,0	-6,3	-6,3	-5,7
Dette nette	47,8	80,8	80,4	80,3	81,6	81,6	80,0	80,9	83,9	94,4
Dette brute	68,3	104,8	104,4	104,7	106,8	106,0	104,3	106,2	108,0	115,8
<b>Zone euro</b>										
Prêt/emprunt (net)	-3,0	-3,1	-2,5	-2,0	-1,6	-1,0	-0,5	-0,9	-0,9	-0,8
Écart de production <sup>2</sup>	0,4	-2,9	-2,5	-2,0	-1,3	-0,3	0,3	0,1	0,0	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-3,2	-1,2	-0,9	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,7	-0,9	-0,8
Dette nette	56,5	75,1	75,4	74,2	73,8	71,8	70,0	68,9	67,6	62,7
Dette brute	70,6	91,9	92,1	90,2	89,5	87,3	85,4	83,9	82,3	76,1
<b>Allemagne</b>										
Prêt/emprunt (net)	-2,6	0,0	0,6	0,9	1,2	1,2	1,9	1,1	1,0	1,0
Écart de production <sup>2</sup>	-0,2	-0,8	-0,3	-0,3	0,1	0,9	1,1	0,4	0,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-2,2	0,6	1,2	1,2	1,3	1,1	1,4	0,9	1,0	1,0
Dette nette	54,3	58,6	55,0	52,1	49,3	45,6	42,7	40,1	37,8	29,9
Dette brute	66,5	78,6	75,6	72,0	69,1	65,2	61,7	58,6	55,7	45,6
<b>France</b>										
Prêt/emprunt (net)	-3,8	-4,1	-3,9	-3,6	-3,5	-2,8	-2,5	-3,3	-2,4	-2,6
Écart de production <sup>2</sup>	-0,1	-1,1	-1,0	-0,9	-1,0	-0,1	0,3	0,2	0,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-3,8	-3,4	-3,3	-3,0	-2,8	-2,6	-2,5	-2,4	-2,5	-2,6
Dette nette	59,1	83,0	85,5	86,4	89,2	89,5	89,5	90,4	90,4	88,9
Dette brute	68,3	93,4	94,9	95,6	98,0	98,4	98,4	99,3	99,2	97,8
<b>Italie</b>										
Prêt/emprunt (net)	-3,4	-2,9	-3,0	-2,6	-2,5	-2,4	-2,1	-2,0	-2,5	-2,6
Écart de production <sup>2</sup>	0,0	-4,1	-4,1	-3,4	-2,7	-1,4	-0,9	-1,0	-0,8	-0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,0	-0,6	-1,1	-0,7	-1,4	-1,7	-1,8	-1,5	-2,1	-2,6
Dette nette	95,7	116,5	118,7	119,4	119,0	119,2	120,2	121,3	122,0	123,2
Dette brute	104,2	129,0	131,8	131,6	131,4	131,4	132,2	133,2	133,7	134,0
<b>Japon</b>										
Prêt/emprunt (net)	-6,4	-7,9	-5,6	-3,8	-3,7	-3,2	-3,2	-3,0	-2,2	-2,0
Écart de production <sup>2</sup>	-1,6	-1,7	-2,0	-1,5	-1,7	-0,5	-0,5	-0,2	-0,2	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-6,0	-7,5	-5,5	-4,3	-4,1	-3,4	-3,1	-2,9	-2,1	-2,0
Dette nette	99,9	146,4	148,5	147,8	152,6	151,1	153,2	153,8	153,7	153,6
Dette brute <sup>4</sup>	175,9	232,5	236,1	231,6	236,3	235,0	237,1	237,7	237,6	237,6
<b>Royaume-Uni</b>										
Prêt/emprunt (net)	-4,1	-5,3	-5,3	-4,2	-2,9	-1,8	-1,4	-1,4	-1,5	-1,0
Écart de production <sup>2</sup>	0,6	-1,7	-0,5	0,0	0,1	0,3	0,1	-0,1	-0,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,5	-4,0	-4,7	-4,1	-2,9	-2,0	-1,5	-1,3	-1,4	-1,1
Dette nette	40,4	76,8	78,8	79,3	78,8	77,5	77,5	76,1	75,4	73,9
Dette brute	45,4	85,2	87,0	87,9	87,9	87,1	86,8	85,6	84,8	83,3
<b>Canada</b>										
Prêt/emprunt (net)	-0,2	-1,5	0,2	-0,1	-0,4	-0,3	-0,4	-0,7	-0,7	-0,4
Écart de production <sup>2</sup>	-0,3	-0,8	-0,3	-1,7	-2,1	-0,6	-0,4	-0,6	0,1	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-0,1	-1,1	0,1	0,8	0,7	0,0	-0,2	-0,5	-0,8	-0,4
Dette nette <sup>5</sup>	29,7	29,8	28,6	28,5	28,8	27,6	26,8	26,4	25,7	22,1
Dette brute	74,5	86,2	85,7	91,3	91,8	90,1	89,9	87,5	85,0	74,6

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

<sup>1</sup>Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le Système de comptabilité nationale 2008 (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires. Les données budgétaires pour les principaux pays avancés agrégés et les États-Unis commencent en 2001, et la moyenne pour le total agrégé et les États-Unis porte donc sur la période 2001-07.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB potentiel.

<sup>3</sup>Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>4</sup>Sur base non consolidée.

<sup>5</sup>Comprend les prises de participation.

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2001–10	2011–20	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Commerce de biens et de services</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	5,0	3,6	7,0	3,1	3,6	3,9	2,8	2,3	5,7	3,6	1,1	3,2
Déflateur des prix												
En dollars	3,9	-0,5	11,1	-1,8	-0,7	-1,8	-13,2	-4,1	4,2	5,5	-1,6	-0,3
En DTS	2,4	0,6	7,3	1,2	0,1	-1,7	-5,8	-3,4	4,4	3,3	0,8	0,1
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	3,9	3,3	6,2	2,9	3,2	4,0	3,8	1,8	4,7	3,1	0,9	2,5
Pays émergents et en développement	8,2	4,1	7,9	3,5	4,7	3,3	1,4	3,0	7,3	3,9	1,9	4,1
Importations												
Pays avancés	3,5	3,3	5,4	1,7	2,6	3,9	4,8	2,6	4,7	3,0	1,2	2,7
Pays émergents et en développement	9,2	4,4	10,6	5,4	5,1	4,3	-0,9	1,8	7,5	5,1	0,7	4,3
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	-0,1	0,1	-1,5	-0,7	1,0	0,3	1,8	1,2	-0,2	-0,7	0,0	-0,1
Pays émergents et en développement	1,0	-0,3	3,6	0,7	-0,6	-0,6	-4,2	-1,6	0,8	1,5	-1,3	-1,1
<b>Commerce de biens</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	5,0	3,5	7,5	2,9	3,3	3,0	2,2	2,1	5,8	3,7	0,9	3,3
Déflateur des prix												
En dollars	3,9	-0,7	12,2	-1,9	-1,3	-2,4	-14,4	-4,8	4,8	5,9	-1,8	-0,7
En DTS	2,3	0,3	8,4	1,1	-0,5	-2,3	-7,1	-4,2	5,0	3,7	0,6	-0,3
<b>Prix mondiaux en dollars<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,9	-0,2	4,3	2,3	-2,8	-0,4	-3,1	-5,1	-0,3	1,9	1,4	-0,2
Pétrole	10,8	-3,1	31,7	0,9	-0,9	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-9,6	-6,2
Produits primaires hors combustibles	8,9	-1,0	20,0	-7,8	-5,4	-5,4	-17,1	-1,0	6,4	1,6	0,9	1,7
Produits alimentaires	5,6	-0,3	18,8	-3,8	0,7	-1,4	-16,8	0,0	3,9	-0,6	-3,4	2,8
Boissons	8,4	-1,8	24,1	-18,1	-13,7	20,1	-7,2	-3,1	-4,7	-8,2	-5,1	6,2
Matières premières agricoles	5,9	-2,6	24,3	-20,5	-4,4	-7,5	-11,5	0,0	5,2	1,9	-5,7	-1,9
Métaux	14,5	-3,7	12,7	-17,8	-3,9	-12,2	-27,3	-5,3	22,2	6,6	4,3	-6,2
<b>Prix mondiaux en DTS<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	0,4	0,8	0,8	5,4	-2,0	-0,4	5,2	-4,5	-0,1	-0,2	3,9	0,2
Pétrole	9,2	-2,1	27,2	4,0	-0,1	-7,5	-42,7	-15,1	23,6	26,7	-7,4	-5,9
Produits primaires hors combustibles	7,4	0,0	15,9	-4,9	-4,7	-5,4	-10,0	-0,4	6,7	-0,5	3,3	2,1
Produits alimentaires	4,0	0,7	14,8	-0,8	1,5	-1,3	-9,7	0,7	4,2	-2,6	-1,1	3,2
Boissons	6,8	-0,8	20,0	-15,6	-13,0	20,1	0,7	-2,5	-4,5	-10,1	-2,8	6,6
Matières premières agricoles	4,3	-1,6	20,1	-18,1	-3,7	-7,5	-4,0	0,6	5,5	-0,2	-3,5	-1,6
Métaux	12,9	-2,7	8,9	-15,3	-3,1	-12,1	-21,1	-4,7	22,5	4,4	6,8	-5,9
<b>Prix mondiaux en euros<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	-1,7	1,5	-0,6	10,8	-5,9	-0,5	16,1	-4,9	-2,3	-2,6	6,7	0,0
Pétrole	6,9	-1,4	25,5	9,2	-4,1	-7,6	-36,8	-15,4	20,8	23,7	-4,9	-6,0
Produits primaires hors combustibles	5,1	0,7	14,4	-0,2	-8,5	-5,5	-0,7	-0,8	4,3	-2,8	6,1	2,0
Produits alimentaires	1,8	1,4	13,2	4,2	-2,6	-1,4	-0,4	0,3	1,8	-4,9	1,6	3,1
Boissons	4,5	-0,1	18,4	-11,4	-16,4	20,0	11,1	-2,8	-6,6	-12,2	-0,1	6,5
Matières premières agricoles	2,1	-1,0	18,5	-14,0	-7,5	-7,6	5,9	0,3	3,1	-2,6	-0,8	-1,7
Métaux	10,4	-2,1	7,4	-11,0	-7,0	-12,2	-12,9	-5,0	19,7	1,9	9,7	-6,0

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)**  
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2001–10	2011–20	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Commerce de biens</b>												
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	3,8	3,1	6,4	2,7	2,6	3,2	3,2	1,5	4,7	3,1	0,6	2,6
Pays émergents et en développement	8,0	3,9	8,0	3,9	4,7	2,7	1,1	2,9	7,0	3,8	1,5	3,9
Pays exportateurs de combustibles	4,8	1,7	5,9	2,7	2,1	-0,4	3,1	1,2	1,4	0,3	-2,6	3,0
Pays exportateurs d'autres produits	9,3	4,6	8,8	4,4	5,8	3,9	0,4	3,3	8,4	4,7	2,7	4,2
Importations												
Pays avancés	3,5	3,1	6,0	1,1	2,3	3,4	3,8	2,2	5,0	3,5	1,0	2,8
Pays émergents et en développement	9,3	4,3	11,4	5,2	4,7	2,7	-0,7	2,2	7,8	5,0	0,4	4,7
Pays exportateurs de combustibles	11,0	1,7	11,9	8,5	3,6	1,0	-7,1	-5,5	5,0	-1,7	0,2	3,2
Pays exportateurs d'autres produits	8,9	4,8	11,3	4,4	5,0	3,0	0,7	3,8	8,4	6,2	0,4	4,9
<b>Déflateur des prix en DTS</b>												
Exportations												
Pays avancés	1,7	0,2	6,1	-0,5	0,4	-1,9	-6,5	-2,1	4,3	2,9	0,0	-0,3
Pays émergents et en développement	4,3	0,5	13,1	3,0	-1,3	-3,1	-8,9	-7,2	6,6	4,9	0,8	-1,0
Pays exportateurs de combustibles	7,7	-1,0	25,4	4,3	-2,6	-6,9	-30,0	-12,7	17,0	15,7	-3,2	-5,1
Pays exportateurs d'autres produits	3,0	0,9	8,2	2,5	-0,7	-1,5	-0,8	-5,7	4,0	2,1	1,9	0,0
Importations												
Pays avancés	1,7	0,2	8,1	0,6	-0,6	-2,0	-8,0	-3,5	4,4	3,7	0,0	-0,1
Pays émergents et en développement	3,1	0,7	8,2	2,4	-0,8	-2,7	-4,7	-5,6	5,5	3,7	2,3	-0,1
Pays exportateurs de combustibles	3,7	0,9	6,2	2,9	0,2	-2,4	-3,4	-3,3	3,6	1,5	3,1	0,5
Pays exportateurs d'autres produits	3,0	0,7	8,6	2,3	-1,0	-2,7	-4,9	-6,1	5,9	4,1	2,1	-0,2
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	-0,1	0,0	-1,8	-1,0	1,0	0,1	1,7	1,4	-0,1	-0,8	0,0	-0,2
Pays émergents et en développement	1,2	-0,2	4,5	0,6	-0,5	-0,4	-4,4	-1,7	1,0	1,2	-1,5	-0,9
<b>Par région</b>												
Pays émergents et en développement d'Asie	-1,3	0,5	-2,7	1,5	1,1	2,4	8,5	0,0	-3,4	-2,2	0,1	0,3
Pays émergents et en développement d'Europe	2,1	-0,6	11,3	1,5	-3,1	-0,6	-10,9	-6,0	2,9	4,5	-2,7	-1,0
Moyen-Orient et Asie centrale	2,3	-0,9	5,1	-1,8	-1,1	-2,5	-8,8	0,8	3,5	-0,5	-1,4	-1,3
Amérique latine et Caraïbes	3,2	-1,6	12,8	0,2	-0,1	-4,4	-24,8	-5,5	10,4	10,5	-4,6	-4,6
Afrique subsaharienne	3,9	-0,7	12,8	-1,3	-2,4	-2,8	-14,6	-0,3	6,6	4,0	-4,3	-2,0
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	3,9	-1,9	18,1	1,4	-2,7	-4,6	-27,5	-9,7	12,9	14,0	-6,1	-5,6
Autres produits	0,0	0,2	-0,4	0,2	0,3	1,3	4,3	0,4	-1,8	-1,9	-0,2	0,2
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Exportations mondiales (milliards de dollars)</b>												
Biens et services	13 477	23 161	22 315	22 608	23 319	23 752	21 096	20 713	22 801	24 882	24 739	25 381
Biens	10 661	17 992	17 928	18 129	18 542	18 632	16 197	15 737	17 439	19 106	18 898	19 312
Prix moyen du pétrole <sup>3</sup>	10,8	-3,1	31,7	0,9	-0,9	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-9,6	-6,2
En dollars le baril	54,25	74,39	104,05	105,01	104,07	96,25	50,79	42,84	52,81	68,33	61,78	57,94
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés <sup>4</sup>	1,9	-0,2	4,3	2,3	-2,8	-0,4	-3,1	-5,1	-0,3	1,9	1,4	-0,2

<sup>1</sup>Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.

<sup>2</sup>Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant 83 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014–16, dans le total des importations mondiales des produits de base.

<sup>3</sup>Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

<sup>4</sup>Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes**  
(Milliards de dollars)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
									2019	2020	2024
<b>Pays avancés</b>	<b>-38,7</b>	<b>25,3</b>	<b>203,9</b>	<b>225,4</b>	<b>269,7</b>	<b>337,7</b>	<b>411,5</b>	<b>362,3</b>	<b>304,9</b>	<b>252,2</b>	<b>261,4</b>
États-Unis	-445,7	-426,8	-348,8	-365,2	-407,8	-428,3	-439,6	-491,0	-539,5	-569,1	-586,5
Zone euro	-12,4	173,5	300,7	340,4	313,1	370,3	409,7	396,6	376,6	368,9	344,1
Allemagne	232,9	251,6	244,7	280,0	288,4	293,8	295,8	289,5	269,1	261,0	270,3
France	-24,6	-25,9	-14,3	-27,3	-9,0	-11,5	-18,7	-16,2	-13,7	-13,7	-14,2
Italie	-68,3	-7,0	21,0	41,1	24,6	47,5	50,7	52,0	57,0	58,8	46,4
Espagne	-47,4	-3,1	20,7	14,9	13,9	27,9	24,3	13,2	12,8	15,0	17,6
Japon	129,8	59,7	45,9	36,8	136,4	197,9	202,0	175,3	172,1	180,5	228,6
Royaume-Uni	-51,6	-100,9	-141,9	-149,6	-142,4	-139,3	-88,1	-109,1	-94,7	-99,6	-115,4
Canada	-49,6	-65,7	-59,3	-43,2	-55,2	-48,9	-46,3	-45,2	-32,5	-30,2	-36,4
Autres pays avancés <sup>1</sup>	264,6	274,1	342,1	357,2	359,8	343,1	328,5	359,2	349,6	326,4	339,2
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>376,6</b>	<b>343,2</b>	<b>170,1</b>	<b>173,0</b>	<b>-60,3</b>	<b>-81,3</b>	<b>12,6</b>	<b>1,9</b>	<b>-14,4</b>	<b>-134,8</b>	<b>-383,2</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et en développement d'Asie	98,0	120,6	98,8	229,3	309,4	226,9	175,2	-20,1	82,6	47,6	-70,2
Pays émergents et en développement d'Europe	-38,7	-27,7	-63,3	-12,7	30,9	-14,4	-23,7	63,7	60,4	23,2	-7,4
Amérique latine et Caraïbes	-110,2	-146,5	-169,4	-183,2	-170,5	-97,7	-78,8	-99,2	-80,9	-81,9	-122,6
Moyen-Orient et Asie centrale	436,1	423,3	340,4	202,5	-137,3	-139,9	-23,9	101,4	-14,9	-54,7	-107,8
Afrique subsaharienne	-8,6	-26,6	-36,4	-62,9	-92,7	-56,3	-36,2	-43,8	-61,6	-69,0	-75,2
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	619,8	596,2	465,1	311,2	-76,3	-73,7	84,9	297,9	145,5	68,7	16,5
Autres produits	-243,1	-253,0	-295,0	-138,2	16,0	-7,6	-72,3	-296,0	-159,9	-203,5	-399,7
Dont : produits primaires	-28,1	-61,3	-83,2	-53,8	-66,1	-41,4	-57,4	-72,7	-51,4	-49,9	-65,2
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-327,8	-407,3	-381,9	-349,9	-318,7	-226,1	-241,9	-291,8	-292,4	-332,2	-463,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018	-18,3	-34,7	-39,4	-33,4	-52,2	-49,4	-35,4	-24,1	-33,9	-40,3	-41,9
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>338,0</b>	<b>368,5</b>	<b>374,0</b>	<b>398,4</b>	<b>209,4</b>	<b>256,3</b>	<b>424,1</b>	<b>364,2</b>	<b>290,5</b>	<b>117,4</b>	<b>-121,9</b>
Union européenne	75,2	206,3	277,2	288,7	282,8	323,2	412,6	383,9	372,6	358,4	319,2
Pays en développement à faible revenu	-21,8	-31,1	-37,1	-41,5	-74,6	-37,4	-33,2	-52,9	-66,6	-74,9	-81,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	405,2	413,0	333,5	193,7	-120,3	-116,9	-4,4	118,3	2,8	-41,2	-88,6

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)**  
(En pourcentage du PIB)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
									2019	2020	2024
<b>Pays avancés</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>
États-Unis	-2,9	-2,6	-2,1	-2,1	-2,2	-2,3	-2,3	-2,4	-2,5	-2,5	-2,3
Zone euro	-0,1	1,4	2,3	2,5	2,7	3,1	3,2	2,9	2,8	2,7	2,2
Allemagne	6,2	7,1	6,6	7,2	8,6	8,5	8,1	7,3	7,0	6,6	5,8
France	-0,9	-1,0	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,4
Italie	-3,0	-0,3	1,0	1,9	1,3	2,5	2,6	2,5	2,9	2,9	2,1
Espagne	-3,2	-0,2	1,5	1,1	1,2	2,3	1,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Japon	2,1	1,0	0,9	0,8	3,1	4,0	4,2	3,5	3,3	3,3	3,7
Royaume-Uni	-2,0	-3,8	-5,1	-4,9	-4,9	-5,2	-3,3	-3,9	-3,5	-3,7	-3,7
Canada	-2,8	-3,6	-3,2	-2,4	-3,5	-3,2	-2,8	-2,6	-1,9	-1,7	-1,6
Autres pays avancés <sup>1</sup>	4,0	4,1	5,0	5,1	5,6	5,2	4,7	4,9	4,8	4,4	3,8
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,8</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et en développement d'Asie	0,8	0,9	0,7	1,5	2,0	1,4	1,0	-0,1	0,4	0,2	-0,2
Pays émergents et en développement d'Europe	-0,9	-0,6	-1,4	-0,3	0,9	-0,4	-0,6	1,7	1,6	0,6	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	-1,9	-2,5	-2,8	-3,1	-3,2	-1,9	-1,4	-1,9	-1,6	-1,5	-1,9
Moyen-Orient et Asie centrale	12,1	11,4	8,8	5,2	-3,9	-4,1	-0,7	2,7	-0,4	-1,4	-2,2
Afrique subsaharienne	-0,6	-1,7	-2,2	-3,6	-6,0	-3,9	-2,3	-2,7	-3,6	-3,8	-3,1
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	10,5	9,7	7,4	5,1	-1,5	-1,6	1,7	5,6	2,8	1,3	0,3
Autres produits	-1,2	-1,1	-1,2	-0,6	0,1	0,0	-0,3	-1,0	-0,5	-0,6	-0,9
Dont : produits primaires	-1,6	-3,3	-4,3	-2,8	-3,5	-2,3	-2,9	-3,8	-2,8	-2,6	-2,7
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-2,5	-3,0	-2,7	-2,4	-2,4	-1,7	-1,7	-2,0	-1,9	-2,0	-2,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018	-2,2	-3,9	-4,2	-3,5	-5,9	-5,7	-4,4	-2,9	-3,9	-4,3	-3,5
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>
Union européenne	0,4	1,2	1,5	1,5	1,7	2,0	2,4	2,0	2,0	1,9	1,4
Pays en développement à faible revenu	-1,5	-1,9	-2,1	-2,1	-4,0	-2,1	-1,8	-2,6	-3,1	-3,2	-2,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	13,5	13,5	10,6	6,0	-4,3	-4,2	-0,2	3,8	0,1	-1,3	-2,3

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)***(En pourcentage des exportations des biens et des services)*

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
									2019	2020	2024
<b>Pays avancés</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>
États-Unis	-21,0	-19,2	-15,2	-15,4	-18,0	-19,3	-18,7	-19,6	-21,5	-22,0	-19,1
Zone euro	-0,4	5,4	8,8	9,5	9,6	11,4	11,6	10,3	...	...	...
Allemagne	13,8	15,4	14,4	15,8	18,3	18,4	17,0	15,5	14,7	13,9	11,9
France	-3,0	-3,2	-1,7	-3,1	-1,2	-1,5	-2,3	-1,8	-1,5	-1,4	-1,2
Italie	-11,1	-1,2	3,4	6,5	4,5	8,6	8,3	7,9	8,9	8,8	5,8
Espagne	-11,0	-0,8	4,7	3,3	3,5	6,8	5,4	2,7	2,7	3,0	2,9
Japon	13,9	6,5	5,5	4,3	17,4	24,4	23,1	18,9	19,0	19,8	22,0
Royaume-Uni	-6,4	-12,6	-17,3	-17,5	-17,9	-18,5	-11,1	-12,9	-11,6	-12,6	-13,1
Canada	-9,1	-11,9	-10,7	-7,6	-11,2	-10,3	-9,1	-8,3	-5,9	-5,3	-5,5
Autres pays avancés <sup>1</sup>	6,8	6,8	8,2	8,6	9,7	9,4	8,3	8,4	8,4	7,7	6,7
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>4,5</b>	<b>3,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>-3,2</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et en développement d'Asie	2,8	3,3	2,6	5,7	8,2	6,2	4,3	-0,5	1,8	1,0	-1,2
Pays émergents et en développement d'Europe	-2,8	-1,9	-4,3	-0,9	2,6	-1,3	-1,8	4,2	3,9	1,5	-0,4
Amérique latine et Caraïbes	-8,9	-11,5	-13,4	-14,7	-15,8	-9,3	-6,7	-7,8	-6,4	-6,3	-7,7
Moyen-Orient et Asie centrale	25,6	22,5	19,2	12,9	-10,2	-11,5	-2,0	6,6	-1,0	-3,5	-6,5
Afrique subsaharienne	-1,8	-5,6	-7,6	-13,8	-26,9	-17,8	-9,9	-10,4	-15,1	-16,4	-14,2
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	25,4	22,6	18,5	13,8	-4,1	-4,7	4,8	14,6	7,7	3,9	1,0
Autres produits	-4,2	-4,2	-4,6	-2,1	0,3	-0,1	-1,1	-4,1	-2,2	-2,7	-4,1
Dont : produits primaires	-5,7	-12,5	-17,2	-11,4	-16,4	-10,4	-12,9	-15,2	-10,8	-10,1	-10,7
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-8,3	-10,1	-9,2	-8,4	-8,7	-6,2	-5,8	-6,4	-6,2	-6,8	-7,2
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018	-5,9	-11,2	-12,8	-11,8	-24,0	-25,5	-15,8	-9,3	-12,7	-14,3	-11,7
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>
Union européenne	1,0	2,8	3,6	3,6	3,9	4,4	5,2	4,4	4,3	4,0	3,0
Pays en développement à faible revenu	-4,6	-6,5	-7,2	-7,8	-15,5	-7,8	-5,9	-8,2	-9,9	-10,2	-7,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	27,1	24,9	21,3	14,1	-9,9	-10,7	-0,6	8,6	0,2	-2,9	-6,0

<sup>1</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes**  
(En pourcentage du PIB)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
									2019	2020	2024
<b>Pays avancés</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>
États-Unis	-2,9	-2,6	-2,1	-2,1	-2,2	-2,3	-2,3	-2,4	-2,5	-2,5	-2,3
Zone euro <sup>1</sup>	-0,1	1,4	2,3	2,5	2,7	3,1	3,2	2,9	2,8	2,7	2,2
Allemagne	6,2	7,1	6,6	7,2	8,6	8,5	8,1	7,3	7,0	6,6	5,8
France	-0,9	-1,0	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,4
Italie	-3,0	-0,3	1,0	1,9	1,3	2,5	2,6	2,5	2,9	2,9	2,1
Espagne	-3,2	-0,2	1,5	1,1	1,2	2,3	1,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Pays-Bas	8,5	10,2	9,8	8,2	6,3	8,1	10,8	10,9	9,8	9,5	8,5
Belgique	-1,1	-0,1	-0,3	-0,9	-1,0	-0,6	0,7	-1,3	-1,1	-0,8	-1,3
Autriche	1,6	1,5	1,9	2,5	1,7	2,5	2,0	2,3	1,6	1,8	1,9
Irlande	-1,6	-3,4	1,6	1,1	4,4	-4,2	0,5	10,6	10,8	9,6	5,7
Portugal	-6,0	-1,8	1,6	0,1	0,1	0,6	0,4	-0,6	-0,6	-0,7	-1,5
Grèce	-10,0	-2,4	-2,6	-2,3	-1,5	-2,3	-2,4	-3,5	-3,0	-3,3	-4,5
Finlande	-1,7	-2,3	-1,9	-1,5	-0,7	-0,7	-0,7	-1,6	-0,7	-0,5	0,4
République slovaque	-5,0	0,9	1,9	1,1	-1,7	-2,2	-2,0	-2,5	-2,5	-1,7	0,1
Lituanie	-4,6	-1,4	0,8	3,2	-2,8	-0,8	0,9	1,6	1,1	1,1	-0,8
Slovénie	-0,8	1,3	3,3	5,1	3,8	4,8	6,1	5,7	4,2	4,1	1,4
Luxembourg	6,0	5,6	5,4	5,2	5,1	5,1	5,0	4,7	4,5	4,5	4,4
Lettonie	-3,2	-3,6	-2,7	-1,7	-0,5	1,6	0,7	-1,0	-1,8	-2,1	-3,4
Estonie	1,3	-1,9	0,5	0,8	1,8	2,0	3,2	1,7	0,7	0,3	-0,8
Chypre	-4,1	-6,0	-4,9	-4,3	-1,5	-5,1	-8,4	-7,0	-7,8	-7,5	-5,0
Malte	-0,2	1,7	2,7	8,7	2,8	3,8	10,5	9,8	7,6	6,2	6,1
Japon	2,1	1,0	0,9	0,8	3,1	4,0	4,2	3,5	3,3	3,3	3,7
Royaume-Uni	-2,0	-3,8	-5,1	-4,9	-4,9	-5,2	-3,3	-3,9	-3,5	-3,7	-3,7
Corée	1,3	3,8	5,6	5,6	7,2	6,5	4,6	4,4	3,2	2,9	2,9
Canada	-2,8	-3,6	-3,2	-2,4	-3,5	-3,2	-2,8	-2,6	-1,9	-1,7	-1,6
Australie	-3,1	-4,3	-3,4	-3,1	-4,6	-3,3	-2,6	-2,1	-0,3	-1,7	-1,9
Taiwan, prov. chinoise de	7,8	8,7	9,7	11,4	13,9	13,5	14,5	12,2	11,4	10,8	8,0
Singapour	22,2	17,6	15,7	18,0	17,2	17,5	16,4	17,9	16,5	16,6	15,0
Suisse	7,8	10,7	11,6	8,5	11,2	9,4	6,7	10,2	9,6	9,8	9,8
Suède	5,5	5,5	5,2	4,5	4,1	3,8	2,8	1,7	2,9	2,7	2,4
Hong Kong (RAS)	5,6	1,6	1,5	1,4	3,3	4,0	4,6	4,3	5,5	5,1	4,0
République tchèque	-2,1	-1,6	-0,5	0,2	0,2	1,6	1,7	0,3	-0,1	-0,2	-0,7
Norvège	12,4	12,5	10,3	10,5	7,9	4,0	5,7	8,1	6,9	7,2	5,9
Israël	2,1	0,5	2,9	4,4	5,0	3,6	2,7	2,7	2,4	2,5	2,5
Danemark	6,6	6,3	7,8	8,9	8,2	7,9	8,0	5,7	5,5	5,2	4,6
Nouvelle-Zélande	-2,8	-3,9	-3,2	-3,1	-3,0	-2,2	-2,9	-3,8	-4,1	-4,3	-4,3
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	40,9	39,3	40,2	34,2	25,3	27,2	33,1	35,2	35,7	35,3	29,8
Islande	-5,1	-3,8	5,8	3,9	5,1	7,6	3,8	2,8	3,1	1,6	0,3
Saint-Marin	...	...	...	...	...	...	-0,5	0,4	0,4	0,2	0,2
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,8	-0,9	-0,7	-0,6	-0,5	-0,2	-0,1	-0,4	-0,5	-0,5	-0,4
Zone euro <sup>2</sup>	0,8	2,3	2,8	2,9	3,2	3,5	3,6	3,5	3,4	3,2	2,7

<sup>1</sup>Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.

<sup>2</sup>Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

**Tableau A12. Pays émergents et en développement : soldes des transactions courantes***(En pourcentage du PIB)*

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections			
									2019	2020	2024	
<b>Pays émergents et en développement</b>												
<b>d'Asie</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	
Bangladesh	-1,0	0,7	1,2	1,3	1,9	0,6	-2,1	-2,7	-2,0	-2,1	-2,0	
Bhoutan	-29,8	-21,4	-25,4	-26,8	-27,2	-30,8	-23,0	-18,4	-12,5	-9,6	6,4	
Brunei Darussalam	34,7	29,8	20,9	31,9	16,7	12,9	16,4	7,9	8,5	12,0	19,8	
Cambodge	-7,9	-8,5	-8,4	-8,5	-8,7	-8,4	-7,9	-11,3	-12,5	-12,3	-8,8	
Chine	1,8	2,5	1,5	2,2	2,7	1,8	1,6	0,4	1,0	0,9	0,4	
Fidji	-4,7	-1,3	-8,9	-6,1	-3,8	-3,9	-7,0	-8,9	-7,3	-6,2	-5,2	
Îles Marshall	-2,2	-6,3	-10,7	-1,7	14,4	9,7	4,8	5,1	4,1	3,2	-0,2	
Îles Salomon	-8,2	1,5	-3,4	-4,3	-3,0	-4,0	-4,8	-5,2	-7,1	-8,2	-6,8	
Inde	-4,3	-4,8	-1,7	-1,3	-1,0	-0,6	-1,8	-2,1	-2,0	-2,3	-2,5	
Indonésie	0,2	-2,7	-3,2	-3,1	-2,0	-1,8	-1,6	-3,0	-2,9	-2,7	-2,5	
Kiribati	-9,5	1,9	-5,5	31,1	32,8	10,8	38,0	36,2	13,2	2,4	-4,2	
Lao, Rép. dém. pop.	-15,3	-21,3	-26,5	-23,3	-22,4	-11,0	-10,6	-12,0	-12,1	-12,0	-10,9	
Malaisie	10,7	5,1	3,4	4,3	3,0	2,4	2,8	2,1	3,1	1,9	0,9	
Maldives	-14,8	-6,6	-4,3	-3,7	-7,5	-23,2	-21,9	-25,3	-20,4	-15,7	-8,7	
Micronésie	-20,0	-14,6	-11,6	-0,9	1,6	3,9	7,5	24,5	15,7	2,6	-4,2	
Mongolie	-26,5	-27,4	-25,4	-11,3	-4,0	-6,3	-10,1	-17,0	-14,4	-12,4	-8,8	
Myanmar	-1,7	-1,7	-0,6	-4,2	-3,1	-4,0	-6,5	-4,2	-4,8	-4,9	-4,6	
Nauru	28,7	35,7	49,5	25,2	-21,3	2,0	12,7	1,9	3,6	-4,3	-3,6	
Népal	-1,0	4,8	3,3	4,5	5,0	6,3	-0,4	-8,1	-8,3	-10,0	-5,0	
Palaos	-12,7	-15,3	-14,2	-17,9	-8,7	-13,6	-19,1	-16,6	-25,4	-24,8	-19,9	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-24,0	-36,1	-30,8	12,3	17,5	34,6	28,7	27,4	23,0	24,8	22,2	
Philippines	2,5	2,8	4,2	3,8	2,5	-0,4	-0,7	-2,6	-2,0	-2,3	-1,9	
Samoa	-6,9	-9,0	-1,7	-8,1	-3,1	-4,7	-1,8	2,3	-0,6	-0,3	-1,2	
Sri Lanka	-7,1	-5,8	-3,4	-2,5	-2,3	-2,1	-2,6	-3,2	-2,6	-2,8	-2,1	
Thaïlande	2,5	-1,2	-2,1	2,9	6,9	10,5	9,7	6,4	6,0	5,4	3,7	
Timor-Leste	39,1	39,7	42,4	27,1	6,6	-21,7	-11,4	-7,0	1,1	-2,9	-9,1	
Tonga	-16,9	-12,3	-8,0	-10,0	-10,7	-6,6	-6,2	-7,7	-11,0	-13,2	-12,2	
Tuvalu	-37,1	18,2	-6,6	2,9	-52,8	23,2	30,9	7,1	29,9	-7,5	1,1	
Vanuatu	-7,8	-6,5	-3,3	6,2	-1,6	0,8	-6,4	3,4	6,1	-5,6	-3,7	
Viet Nam	0,2	6,0	4,5	4,9	-0,1	2,9	2,1	2,4	2,2	1,9	1,0	
<b>Pays émergents et en développement</b>												
<b>d'Europe</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>	
Albanie	-13,2	-10,1	-9,3	-10,8	-8,6	-7,6	-7,5	-6,8	-6,6	-6,4	-6,2	
Bélarus	-8,2	-2,8	-10,0	-6,6	-3,3	-3,4	-1,7	-0,4	-0,9	-3,4	-2,8	
Bosnie-Herzégovine	-9,5	-8,7	-5,3	-7,4	-5,3	-4,7	-4,1	-4,1	-4,8	-4,9	-4,8	
Bulgarie	0,3	-0,9	1,3	1,2	0,0	2,6	3,1	4,6	3,2	2,5	0,3	
Croatie	-0,7	-0,1	0,9	2,0	4,6	2,5	3,5	2,5	1,7	1,0	0,0	
Hongrie	0,4	1,5	3,6	1,3	2,4	4,6	2,3	-0,5	-0,9	-0,6	0,0	
Kosovo	-12,7	-5,8	-3,4	-6,9	-8,6	-7,9	-6,4	-8,0	-6,5	-6,6	-7,2	
Macédoine du Nord	-2,5	-3,2	-1,6	-0,5	-2,1	-3,1	-1,3	-0,3	-0,7	-1,2	-2,0	
Moldova, Rép. de	-10,1	-7,4	-5,2	-6,0	-6,0	-3,5	-5,8	-10,5	-9,1	-8,9	-6,8	
Monténégro	-14,8	-15,3	-11,4	-12,4	-11,0	-16,2	-16,1	-17,2	-17,1	-14,9	-9,5	
Pologne	-5,2	-3,7	-1,3	-2,1	-0,6	-0,5	0,1	-0,6	-0,9	-1,1	-2,1	
Roumanie	-5,0	-4,8	-1,1	-0,7	-1,2	-2,1	-3,2	-4,5	-5,5	-5,2	-4,4	
Russie	4,8	3,3	1,5	2,8	5,0	1,9	2,1	6,8	5,7	3,9	3,2	
Serbie	-8,1	-10,8	-5,7	-5,6	-3,5	-2,9	-5,2	-5,2	-5,8	-5,1	-4,1	
Turquie	-8,9	-5,5	-6,7	-4,7	-3,7	-3,8	-5,6	-3,5	-0,6	-0,9	-1,9	
Ukraine <sup>1</sup>	-6,3	-8,1	-9,2	-3,9	1,7	-1,5	-2,2	-3,4	-2,8	-3,5	-3,3	
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,8</b>	<b>-3,1</b>	<b>-3,2</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,9</b>	
Antigua-et-Barbuda	...	...	...	0,3	2,2	-2,4	-8,8	-7,0	-6,1	-5,5	-4,7	
Argentine	-1,0	-0,4	-2,1	-1,6	-2,7	-2,7	-4,9	-5,3	-1,2	0,3	-1,6	
Aruba	-10,5	3,5	-12,9	-5,1	4,2	5,0	1,0	0,2	-1,8	-1,1	0,7	
Bahamas	-11,8	-14,0	-14,1	-17,4	-12,0	-6,0	-12,4	-12,1	-7,4	-12,8	-5,5	
Barbade	-11,8	-8,5	-8,4	-9,2	-6,1	-4,3	-3,8	-3,7	-3,9	-3,5	-2,5	
Belize	-1,1	-1,2	-4,5	-7,9	-9,8	-9,0	-7,0	-8,1	-7,0	-6,4	-4,7	
Bolivie	2,2	7,2	3,4	1,7	-5,8	-5,6	-5,0	-4,9	-5,0	-4,1	-3,0	
Brésil	-2,9	-3,4	-3,2	-4,1	-3,0	-1,3	-0,4	-0,8	-1,2	-1,0	-1,6	
Chili	-1,7	-3,9	-4,1	-1,7	-2,3	-1,6	-2,1	-3,1	-3,5	-2,9	-1,7	
Colombie	-2,9	-3,1	-3,3	-5,2	-6,3	-4,3	-3,3	-4,0	-4,2	-4,0	-3,7	

**Tableau A12. Pays émergents et en développement : soldes des transactions courantes (suite)**  
(En pourcentage du PIB)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
									2019	2020	2024
<b>Amérique latine et Caraïbes (suite)</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,8</b>	<b>-3,1</b>	<b>-3,2</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,9</b>
Costa Rica	-5,3	-5,1	-4,8	-4,8	-3,5	-2,2	-2,9	-3,1	-2,4	-2,5	-3,3
Dominique	...	...	...	-6,9	-7,6	-8,9	-12,7	-43,4	-33,6	-25,8	-9,5
El Salvador	-5,5	-5,8	-6,9	-5,4	-3,2	-2,3	-1,9	-4,8	-4,9	-5,0	-5,3
Équateur	-0,5	-0,2	-1,0	-0,7	-2,2	1,3	-0,5	-1,4	0,1	0,7	1,7
Grenade	...	...	...	-11,6	-12,2	-11,0	-12,0	-11,2	-11,3	-9,9	-8,9
Guatemala	-3,4	-2,6	-2,5	-2,1	-0,2	1,5	1,6	0,8	0,6	0,3	-1,0
Guyana	-12,2	-11,3	-13,3	-9,5	-5,1	0,4	-6,8	-17,5	-22,7	-18,4	1,7
Haïti	-4,3	-5,7	-6,6	-8,5	-3,0	-0,9	-1,0	-3,7	-3,3	-3,2	-2,6
Honduras	-8,0	-8,5	-9,5	-6,9	-4,7	-2,6	-1,8	-4,2	-4,2	-4,3	-3,9
Jamaïque	-12,2	-11,1	-9,2	-7,5	-3,1	-1,4	-2,6	-2,4	-2,5	-2,2	-3,1
Mexique	-1,0	-1,5	-2,5	-1,9	-2,6	-2,2	-1,7	-1,8	-1,2	-1,6	-2,0
Nicaragua	-11,9	-10,7	-10,9	-7,1	-9,0	-6,6	-4,9	0,6	2,3	1,8	-1,0
Panama	-13,0	-9,2	-9,0	-13,4	-9,0	-8,0	-7,9	-7,8	-6,1	-5,3	-5,5
Paraguay	0,6	-0,9	1,6	-0,1	-0,4	3,5	3,1	0,5	-0,1	1,3	1,8
Pérou	-2,0	-3,2	-5,1	-4,5	-5,0	-2,6	-1,2	-1,6	-1,9	-2,0	-1,8
République dominicaine	-7,5	-6,5	-4,1	-3,2	-1,8	-1,1	-0,2	-1,4	-1,3	-1,1	-2,5
Saint-Kitts-et-Nevis	...	...	...	0,1	-9,4	-13,8	-11,7	-7,4	-6,3	-15,8	-13,1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	...	...	...	-26,3	-15,3	-13,0	-12,0	-12,2	-11,6	-10,7	-9,0
Sainte-Lucie	...	...	...	-0,3	2,3	-4,6	1,5	3,0	2,5	1,7	0,8
Suriname	9,8	3,3	-3,8	-7,9	-16,4	-5,4	-0,1	-5,5	-5,7	-5,8	-2,6
Trinité-et-Tobago	16,9	12,9	20,0	14,6	7,4	-4,0	5,0	7,1	2,4	1,7	2,4
Uruguay	...	-4,0	-3,6	-3,2	-0,9	0,6	0,8	-0,6	-1,7	-3,0	-1,8
Venezuela	4,9	0,8	2,0	2,3	-5,0	-1,4	6,1	6,4	7,0	1,5	...
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>12,1</b>	<b>11,4</b>	<b>8,8</b>	<b>5,2</b>	<b>-3,9</b>	<b>-4,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>2,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>-2,2</b>
Afghanistan	26,6	10,9	0,3	5,8	2,9	8,4	4,7	9,1	2,0	0,2	-1,6
Algérie	9,9	5,9	0,4	-4,4	-16,4	-16,5	-13,2	-9,6	-12,6	-11,9	-6,9
Arabie saoudite	23,6	22,4	18,1	9,8	-8,7	-3,7	1,5	9,2	4,4	1,5	-1,8
Arménie	-10,4	-10,0	-7,3	-7,6	-2,6	-2,3	-2,4	-9,4	-7,4	-7,4	-5,9
Azerbaïdjan	26,0	21,4	16,6	13,9	-0,4	-3,6	4,1	12,9	9,7	10,0	7,6
Bahreïn	8,8	8,4	7,4	4,6	-2,4	-4,6	-4,5	-5,9	-4,3	-4,4	-4,1
Djibouti	-1,8	-23,4	-29,7	23,1	27,7	-1,0	-3,6	15,1	-0,3	0,6	2,6
Égypte	-2,5	-3,6	-2,2	-0,9	-3,7	-6,0	-6,1	-2,4	-3,1	-2,8	-2,5
Émirats arabes unis	12,6	19,7	19,0	13,5	4,9	3,7	7,3	9,1	9,0	7,1	5,2
Géorgie	-12,8	-11,9	-5,9	-10,8	-12,6	-13,1	-8,8	-7,7	-5,9	-5,8	-5,3
Iran	10,4	6,0	6,7	3,2	0,3	4,0	3,8	4,1	-2,7	-3,4	-3,6
Iraq	10,9	5,1	1,1	2,6	-6,5	-8,3	1,8	6,9	-3,5	-3,7	-7,3
Jordanie	-10,2	-15,0	-10,3	-7,2	-9,0	-9,4	-10,6	-7,0	-7,0	-6,2	-6,0
Kazakhstan	5,3	1,1	0,8	2,8	-3,3	-5,9	-3,1	0,0	-1,2	-1,5	-0,9
Koweït	42,9	45,5	40,3	33,4	3,5	-4,6	8,0	14,4	8,2	6,8	3,2
Liban	-15,7	-25,2	-27,4	-28,2	-19,3	-23,1	-25,9	-25,6	-26,4	-26,3	-23,1
Libye <sup>1</sup>	9,9	29,9	0,0	-78,4	-54,4	-24,7	7,9	2,2	-0,3	-11,6	-7,6
Maroc	-7,6	-9,3	-7,6	-5,9	-2,1	-4,0	-3,4	-5,4	-4,5	-3,8	-2,8
Mauritanie	-5,0	-24,2	-22,0	-27,3	-19,8	-15,1	-14,4	-18,4	-13,7	-20,1	-7,1
Oman	13,0	10,2	6,6	5,2	-15,9	-19,1	-15,6	-5,5	-7,2	-8,0	-9,1
Ouzbékistan	4,8	1,0	2,4	1,4	0,6	0,4	2,5	-7,1	-6,5	-5,6	-4,2
Pakistan	0,1	-2,1	-1,1	-1,3	-1,0	-1,7	-4,1	-6,3	-4,6	-2,6	-1,8
Qatar	31,1	33,2	30,4	24,0	8,5	-5,5	3,8	8,7	6,0	4,1	3,3
République kirghize	-7,7	-15,5	-13,9	-17,0	-15,9	-11,6	-6,2	-8,7	-10,0	-8,3	-9,4
Somalie	...	...	-2,9	-7,0	-6,0	-9,4	-9,0	-8,3	-8,0	-7,7	-9,7
Soudan <sup>2</sup>	-4,0	-12,8	-11,0	-5,8	-8,4	-7,6	-10,0	-13,6	-7,4	-12,5	-10,9
Syrie <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-6,3	-9,0	-10,4	-3,4	-6,1	-4,2	2,2	-5,0	-5,8	-5,8	-5,5
Tunisie	-8,4	-9,1	-9,7	-9,8	-9,7	-9,3	-10,2	-11,1	-10,4	-9,4	-5,7
Turkménistan	-0,8	-0,9	-7,3	-6,1	-15,6	-20,2	-10,3	5,7	-0,6	-3,0	-7,4
Yémen	-3,0	-1,7	-3,1	-0,7	-7,1	-3,2	-0,2	-1,8	-4,0	1,3	-0,8

**Tableau A12. Pays émergents et en développement : soldes des transactions courantes (fin)**  
(En pourcentage du PIB)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections		
									2019	2020	2024
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2,2</b>	<b>-3,6</b>	<b>-6,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-2,3</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,1</b>
Afrique du Sud	-2,2	-5,1	-5,8	-5,1	-4,6	-2,9	-2,5	-3,5	-3,1	-3,6	-4,7
Angola	11,7	10,8	6,1	-2,6	-8,8	-4,8	-0,5	6,1	0,9	-0,7	-0,9
Bénin	-5,3	-5,4	-6,1	-7,2	-7,3	-6,8	-7,3	-6,0	-6,1	-5,8	-5,0
Botswana	3,1	0,3	8,9	15,4	7,8	7,8	5,3	1,9	-3,0	-1,0	3,0
Burkina Faso	-1,5	-1,5	-11,3	-8,1	-8,6	-7,2	-7,3	-5,8	-5,7	-4,0	-3,7
Burundi	-14,4	-18,6	-19,3	-18,5	-17,7	-13,1	-12,3	-13,4	-12,6	-11,9	-8,8
Cabo Verde	-16,3	-12,6	-4,9	-9,1	-3,2	-3,9	-6,6	-4,5	-4,4	-4,2	-3,6
Cameroun	-2,5	-3,3	-3,5	-4,0	-3,8	-3,2	-2,7	-3,7	-3,7	-3,5	-3,2
Comores	-3,6	-3,2	-4,1	-3,8	-0,3	-4,3	-2,2	-3,8	-8,0	-7,4	-4,4
Congo, Rép. dém. du	-5,0	-4,3	-5,0	-4,7	-3,8	-4,1	-3,2	-4,6	-3,4	-4,2	-4,5
Congo, Rép. du	13,9	17,7	13,8	1,3	-54,2	-63,5	-5,9	6,7	6,8	5,3	-2,1
Côte d'Ivoire	10,4	-1,2	-1,4	1,4	-0,6	-1,2	-2,7	-4,7	-3,8	-3,8	-3,1
Érythrée	13,4	12,9	2,3	17,3	20,8	15,3	23,8	16,6	11,3	13,2	2,9
Eswatini	-5,8	5,0	10,8	11,6	12,9	7,8	7,0	2,0	2,5	5,0	4,2
Éthiopie	-2,5	-7,1	-6,1	-6,6	-11,7	-9,4	-8,6	-6,5	-6,0	-5,3	-3,9
Gabon	24,0	17,9	7,3	7,6	-5,6	-9,9	-4,4	-2,4	0,1	0,9	4,0
Gambie	-7,4	-4,5	-6,7	-7,3	-9,9	-9,2	-7,4	-9,7	-9,4	-13,1	-11,4
Ghana	-6,6	-8,7	-9,0	-7,0	-5,8	-5,2	-3,4	-3,1	-3,6	-3,8	-2,0
Guinée	-18,4	-19,9	-12,5	-12,9	-12,9	-31,9	-7,1	-18,4	-20,7	-17,7	-10,3
Guinée Bissau	-1,3	-8,4	-4,6	0,5	1,9	1,3	0,3	-4,5	-4,2	-3,7	-2,2
Guinée équatoriale	-5,7	-1,1	-2,4	-4,3	-16,4	-13,0	-5,8	-5,4	-5,9	-6,2	-5,6
Kenya	-9,2	-8,4	-8,8	-10,4	-6,7	-4,9	-6,2	-5,0	-4,7	-4,6	-4,7
Lesotho	-13,4	-8,4	-5,1	-4,9	-4,0	-8,4	-4,7	-8,6	-14,6	-4,9	-5,6
Libéria	-17,6	-17,3	-21,7	-26,4	-26,7	-18,6	-23,4	-23,4	-21,2	-21,0	-14,7
Madagascar	-7,7	-8,9	-6,3	-0,3	-1,9	0,6	-0,5	0,8	-1,6	-2,7	-4,1
Malawi	-8,6	-9,2	-8,4	-8,2	-17,2	-18,5	-25,6	-15,3	-14,3	-14,2	-10,2
Mali	-5,1	-2,2	-2,9	-4,7	-5,3	-7,2	-7,3	-3,8	-5,5	-5,5	-6,6
Maurice	-13,5	-7,1	-6,2	-5,4	-3,6	-4,0	-4,6	-5,8	-7,2	-6,5	-5,0
Mozambique	-25,3	-44,7	-42,9	-38,2	-40,3	-39,0	-20,0	-30,4	-58,0	-66,7	-39,3
Namibie	-3,0	-5,7	-4,0	-10,8	-12,4	-15,4	-5,0	-2,1	-4,1	-2,3	-4,5
Niger	-22,3	-14,7	-15,0	-15,8	-20,5	-15,5	-15,7	-18,1	-20,0	-22,7	-12,1
Nigéria	2,6	3,8	3,7	0,2	-3,2	0,7	2,8	1,3	-0,2	-0,1	-0,2
Ouganda	-9,9	-6,7	-7,2	-8,1	-7,3	-3,4	-5,0	-8,9	-11,5	-10,5	-1,6
République centrafricaine	-6,8	-5,6	-2,9	-13,3	-9,1	-5,3	-7,8	-8,0	-4,1	-4,9	-5,0
Rwanda	-7,3	-9,9	-8,7	-11,8	-13,3	-14,3	-6,8	-7,8	-9,2	-8,7	-8,0
Sao Tomé-et-Principe	-27,9	-21,8	-14,5	-21,7	-12,2	-6,6	-13,2	-10,9	-11,5	-9,0	-6,5
Sénégal	-6,5	-8,7	-8,2	-7,0	-5,6	-4,0	-7,3	-8,8	-8,5	-11,1	-3,3
Seychelles	-23,0	-21,1	-11,9	-23,1	-18,6	-20,6	-20,4	-17,0	-16,7	-17,0	-16,8
Sierra Leone	-65,0	-31,8	-17,5	-9,3	-15,5	-4,4	-14,4	-13,8	-12,3	-10,5	-8,0
Soudan du Sud	18,2	-15,9	-3,9	-1,5	-2,5	4,9	-3,4	-6,5	2,3	-4,2	-10,0
Tanzanie	-11,0	-12,0	-10,7	-10,0	-7,9	-4,3	-3,0	-3,7	-4,1	-3,6	-2,6
Tchad	-5,8	-7,8	-9,1	-8,9	-13,6	-10,2	-6,6	-3,4	-6,4	-6,1	-5,9
Togo	-7,8	-7,6	-13,2	-10,0	-11,0	-9,8	-2,0	-4,9	-6,3	-5,5	-4,4
Zambie	4,7	5,4	-0,6	2,1	-3,9	-4,5	-3,9	-2,6	-3,6	-3,4	-2,0
Zimbabwe <sup>4</sup>	-17,2	-10,7	-13,2	-11,6	-7,6	-3,6	-1,3	-4,9	-0,5	-2,5	-2,8

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à la Libye et à l'Ukraine dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

<sup>3</sup>Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

<sup>4</sup>Le dollar du Zimbabwe ne circule plus depuis le début de 2009. Les données sont fondées sur les estimations des prix et des taux de change en dollars établies par les services du FMI. Il se peut que les estimations en dollars des services du FMI diffèrent des estimations des autorités.

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier**  
(Milliards de dollars)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections	
									2019	2020
<b>Pays avancés</b>										
Solde du compte financier	-237,6	-153,5	230,0	314,6	324,8	436,4	394,7	323,0	386,0	255,7
Investissements directs nets	358,3	116,8	155,0	210,4	-39,1	-260,0	322,1	-148,2	14,9	42,2
Investissements de portefeuille nets	-1 110,4	-248,8	-553,0	74,1	252,3	558,2	5,7	353,5	417,1	471,9
Dérivés financiers nets	-4,8	-97,7	74,7	-2,7	-88,7	20,3	13,6	57,9	-15,4	-18,7
Autres investissements nets	169,6	-198,2	399,0	-102,5	-25,4	-60,8	-191,1	-69,6	-92,5	-296,5
Variation des réserves	349,9	273,2	153,1	134,9	226,8	178,6	244,3	129,3	60,9	56,7
<b>États-Unis</b>										
Solde du compte financier	-526,0	-448,2	-400,3	-297,3	-325,9	-382,0	-357,6	-445,5	-442,0	-560,9
Investissements directs nets	173,1	126,9	104,7	135,7	-202,0	-176,1	29,9	-336,8	-164,0	-159,1
Investissements de portefeuille nets	-226,3	-498,3	-30,7	-114,9	-53,5	-195,1	-223,1	18,4	-248,9	-157,9
Dérivés financiers nets	-35,0	7,1	2,2	-54,3	-27,0	7,8	24,0	-20,7	-20,0	-4,5
Autres investissements nets	-453,7	-88,4	-473,4	-260,1	-37,1	-20,8	-186,7	-111,3	-9,3	-239,4
Variation des réserves	15,9	4,5	-3,1	-3,6	-6,3	2,1	-1,7	5,0	0,2	0,0
<b>Zone euro</b>										
Solde du compte financier	-40,9	182,6	439,0	337,6	297,9	372,6	424,8	330,1	...	...
Investissements directs nets	124,9	58,9	13,5	69,1	178,5	206,8	88,7	42,3	...	...
Investissements de portefeuille nets	-383,4	-177,0	-168,5	75,4	191,2	509,8	335,4	255,6	...	...
Dérivés financiers nets	5,5	38,9	41,8	65,8	95,6	16,9	27,1	114,5	...	...
Autres investissements nets	197,7	242,8	544,2	123,0	-179,2	-378,0	-24,8	-111,9	...	...
Variation des réserves	14,3	19,0	8,0	4,4	11,8	17,1	-1,6	29,5	...	...
<b>Allemagne</b>										
Solde du compte financier	167,7	194,3	300,0	317,8	259,4	286,8	319,9	270,4	269,1	261,0
Investissements directs nets	10,3	33,6	26,0	87,8	68,4	46,5	54,0	51,4	53,0	55,0
Investissements de portefeuille nets	-51,4	66,8	209,6	177,7	209,9	220,3	224,5	133,6	178,3	163,4
Dérivés financiers nets	39,8	30,9	31,8	50,8	33,8	32,1	13,2	27,5	22,3	19,0
Autres investissements nets	165,1	61,1	31,4	4,8	-50,3	-14,0	29,7	57,4	15,5	23,5
Variation des réserves	3,9	1,7	1,2	-3,3	-2,4	1,9	-1,5	0,5	0,0	0,0
<b>France</b>										
Solde du compte financier	-78,6	-48,0	-19,2	-10,3	-0,8	-18,6	-35,0	-32,3	-11,4	-11,4
Investissements directs nets	19,8	19,4	-13,9	47,2	7,9	41,8	11,5	65,2	45,6	48,1
Investissements de portefeuille nets	-335,2	-50,6	-79,3	-23,8	43,2	0,2	26,6	-5,9	50,0	60,0
Dérivés financiers nets	-19,4	-18,4	-22,3	-31,8	14,5	-17,6	-1,4	-30,5	-39,8	-52,5
Autres investissements nets	263,9	-3,6	98,2	-2,9	-74,2	-45,4	-68,3	-73,3	-69,7	-69,5
Variation des réserves	-7,7	5,2	-1,9	1,0	8,0	2,5	-3,4	12,3	2,4	2,5
<b>Italie</b>										
Solde du compte financier	-79,9	-4,1	29,0	68,5	39,1	66,3	58,1	35,4	58,7	60,5
Investissements directs nets	17,2	6,8	0,9	3,1	2,7	-10,7	3,7	-3,7	-3,0	-2,5
Investissements de portefeuille nets	25,6	-22,4	-5,4	5,5	108,2	176,5	98,8	143,8	10,5	33,5
Dérivés financiers nets	-10,1	7,5	4,0	-4,8	2,6	-3,3	-8,2	-3,3	-1,3	-0,4
Autres investissements nets	-113,9	2,1	27,5	65,9	-75,0	-95,0	-39,2	-104,5	52,5	30,0
Variation des réserves	1,3	1,9	2,0	-1,3	0,6	-1,3	3,0	3,1	0,0	0,0

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)***(Milliards de dollars)*

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections	
									2019	2020
<b>Espagne</b>										
Solde du compte financier	-41,4	2,4	44,2	16,1	24,3	27,4	24,4	26,2	20,1	22,5
Investissements directs nets	12,8	-27,2	-24,6	8,6	28,4	16,0	19,1	-11,0	-3,7	-3,7
Investissements de portefeuille nets	43,1	53,7	-83,6	-12,1	11,8	56,1	28,6	10,1	48,4	49,5
Dérivés financiers nets	2,9	-10,7	1,4	1,7	-1,3	-3,3	-2,5	1,5	0,0	0,0
Autres investissements nets	-114,2	-16,3	150,3	12,8	-20,1	-50,5	-24,8	23,1	-24,7	-23,4
Variation des réserves	13,9	2,8	0,7	5,1	5,6	9,1	4,0	2,5	0,0	0,0
<b>Japon</b>										
Solde du compte financier	158,4	53,9	-4,3	58,9	180,9	266,8	166,8	182,7	169,1	176,8
Investissements directs nets	117,8	117,5	144,7	118,6	133,3	137,5	153,4	132,9	145,1	156,4
Investissements de portefeuille nets	-162,9	28,8	-280,6	-42,2	131,5	276,5	-50,6	91,5	72,8	64,9
Dérivés financiers nets	-17,1	6,7	58,1	34,0	17,7	-16,1	30,4	0,8	0,9	0,9
Autres investissements nets	43,4	-61,1	34,8	-60,1	-106,7	-125,4	10,0	-66,6	-60,8	-56,9
Variation des réserves	177,3	-37,9	38,7	8,5	5,1	-5,7	23,6	24,0	11,0	11,5
<b>Royaume-Uni</b>										
Solde du compte financier	-43,3	-92,6	-132,5	-154,2	-142,6	-145,8	-115,8	-85,8	-97,2	-102,0
Investissements directs nets	53,4	-34,8	-11,2	-176,1	-106,0	-219,5	16,3	-14,6	-0,8	-11,7
Investissements de portefeuille nets	-215,5	275,0	-284,2	16,4	-201,8	-195,4	-134,9	-361,7	0,0	0,0
Dérivés financiers nets	7,4	-65,8	63,4	31,2	-128,6	29,3	13,3	17,7	-5,0	-10,3
Autres investissements nets	103,4	-279,1	91,8	-37,5	261,6	231,0	-19,2	248,1	-106,4	-95,6
Variation des réserves	7,9	12,1	7,8	11,7	32,2	8,8	8,8	24,8	15,1	15,6
<b>Canada</b>										
Solde du compte financier	-49,4	-62,7	-56,9	-42,3	-56,2	-49,5	-40,4	-36,4	-32,5	-30,2
Investissements directs nets	12,5	12,8	-12,0	1,3	23,6	33,9	55,0	7,4	-8,0	5,3
Investissements de portefeuille nets	-104,4	-63,8	-27,1	-32,9	-48,1	-118,6	-80,5	-8,2	-30,0	-27,8
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	34,3	-13,4	-22,5	-16,0	-40,2	29,5	-15,6	-34,0	5,5	-7,7
Variation des réserves	8,1	1,7	4,7	5,3	8,6	5,6	0,8	-1,5	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>										
Solde du compte financier	286,0	253,4	376,1	343,1	291,0	332,1	306,7	324,7	338,2	325,9
Investissements directs nets	-6,2	-33,7	30,8	-6,3	-101,2	-71,9	-73,8	-71,2	-55,3	-47,6
Investissements de portefeuille nets	47,2	150,0	139,6	181,5	335,5	264,0	179,3	361,1	314,2	273,7
Dérivés financiers nets	31,1	-28,8	-33,5	-23,5	-12,9	4,1	-4,2	27,6	9,0	9,2
Autres investissements nets	88,8	-110,0	136,7	84,7	-105,5	-14,4	-7,7	-44,4	41,7	68,3
Variation des réserves	125,1	274,7	101,3	106,3	175,9	150,2	213,1	51,6	27,6	22,3

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**  
(Milliards de dollars)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections	
									2019	2020
<b>Pays émergents et en développement</b>										
Solde du compte financier	232,9	106,9	26,5	28,8	-272,8	-395,9	-239,1	-160,6	21,5	-100,4
Investissements directs nets	-531,6	-494,2	-482,8	-430,1	-344,8	-259,4	-302,9	-383,2	-384,9	-408,6
Investissements de portefeuille nets	-134,3	-244,5	-150,2	-89,7	123,3	-54,6	-210,6	-116,1	-20,9	-8,1
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	152,7	415,2	75,6	408,5	468,8	396,7	110,8	232,7	312,3	238,9
Variation des réserves	742,0	432,4	583,7	126,4	-527,1	-471,0	161,3	102,8	115,8	77,1
<b>Par région</b>										
<b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>										
Solde du compte financier	61,9	13,4	37,2	152,8	75,4	-24,5	-63,8	-204,0	93,0	52,4
Investissements directs nets	-276,7	-220,0	-271,3	-201,3	-139,5	-25,7	-103,3	-182,9	-178,6	-191,8
Investissements de portefeuille nets	-57,9	-115,6	-64,8	-124,4	81,6	31,0	-69,7	-101,3	5,2	35,8
Dérivés financiers nets	-0,3	1,5	-2,0	0,7	0,7	-4,6	2,3	4,7	-1,3	-0,9
Autres investissements nets	-29,8	209,5	-72,9	281,9	461,5	356,8	-88,3	53,0	191,2	139,5
Variation des réserves	428,6	140,3	444,9	193,3	-330,0	-382,2	197,1	23,6	77,3	71,0
<b>Pays émergents et en développement d'Europe</b>										
Solde du compte financier	-32,6	-25,9	-64,6	-30,2	63,2	2,7	-18,0	104,7	71,1	33,9
Investissements directs nets	-39,5	-37,7	-15,6	0,5	-25,9	-45,1	-28,0	-20,6	-12,8	-6,2
Investissements de portefeuille nets	-40,7	-92,9	-37,8	23,5	54,1	-7,3	-35,1	13,9	-15,7	-12,3
Dérivés financiers nets	3,6	-1,7	-1,1	5,5	5,4	0,2	-2,3	-3,0	0,7	0,9
Autres investissements nets	16,8	54,8	-2,5	62,1	31,4	20,0	30,9	67,0	41,6	12,6
Variation des réserves	27,2	51,6	-7,7	-121,8	-1,8	35,0	16,5	47,4	57,3	38,9
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>										
Solde du compte financier	-126,6	-155,9	-196,8	-196,7	-186,8	-97,1	-89,2	-113,9	-80,6	-81,1
Investissements directs nets	-146,8	-158,5	-149,8	-138,4	-131,9	-125,4	-122,0	-145,5	-139,9	-137,3
Investissements de portefeuille nets	-104,4	-80,9	-100,4	-109,4	-50,8	-49,4	-41,9	-4,9	9,2	-13,0
Dérivés financiers nets	5,5	2,5	1,8	7,0	1,2	-2,9	3,9	3,9	3,4	3,6
Autres investissements nets	11,0	22,1	39,8	4,8	23,6	59,5	53,4	18,9	50,5	55,3
Variation des réserves	108,1	58,9	11,8	39,3	-28,8	21,1	17,2	13,8	-3,7	10,5
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>										
Solde du compte financier	343,8	299,9	305,8	179,6	-152,5	-218,8	-31,1	95,9	-8,9	-46,1
Investissements directs nets	-36,0	-43,2	-22,7	-42,6	-10,3	-29,1	-12,6	-4,6	-9,7	-23,2
Investissements de portefeuille nets	88,0	73,0	75,2	129,9	61,8	-12,2	-41,5	-3,9	-9,7	-6,3
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	135,0	108,5	121,3	68,6	-51,7	-42,3	105,5	90,5	23,9	29,9
Variation des réserves	157,5	161,7	132,0	23,7	-151,8	-135,0	-82,3	14,1	-12,8	-45,8
<b>Afrique subsaharienne</b>										
Solde du compte financier	-13,6	-24,5	-55,0	-76,6	-72,1	-58,2	-36,9	-43,3	-53,1	-59,5
Investissements directs nets	-32,6	-34,6	-23,5	-48,3	-37,3	-34,1	-37,0	-29,5	-43,9	-50,2
Investissements de portefeuille nets	-19,2	-28,2	-22,3	-9,3	-23,4	-16,7	-22,4	-19,9	-9,8	-12,4
Dérivés financiers nets	-1,7	-1,7	-0,8	-1,5	-0,4	0,9	0,3	-0,5	-0,5	-0,5
Autres investissements nets	19,7	20,4	-10,2	-8,9	4,0	2,7	9,3	3,2	5,1	1,7
Variation des réserves	20,6	20,0	2,6	-8,0	-14,7	-10,0	12,8	3,7	-2,3	2,6

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)**

(Milliards de dollars)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Projections	
									2019	2020
<b>Classification analytique</b>										
<b>Source des recettes d'exportation</b>										
<b>Combustibles</b>										
Solde du compte financier	512,1	447,1	375,3	226,9	-82,8	-156,2	66,3	278,2	152,1	78,2
Investissements directs nets	-23,1	-28,2	14,8	6,6	6,3	-27,7	22,4	38,3	23,5	18,8
Investissements de portefeuille nets	98,1	41,4	87,5	177,4	93,2	-12,3	-42,1	-4,7	-11,7	-4,9
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	243,7	198,9	174,4	145,0	-1,7	30,1	140,7	181,0	113,2	86,0
Variation des réserves	192,7	233,6	98,1	-107,6	-187,5	-146,4	-55,3	64,3	27,4	-21,4
<b>Autres produits</b>										
Solde du compte financier	-279,2	-340,2	-348,7	-198,2	-190,0	-239,7	-305,4	-438,9	-130,6	-178,5
Investissements directs nets	-508,5	-466,0	-497,5	-436,7	-351,1	-231,8	-325,3	-421,5	-408,4	-427,5
Investissements de portefeuille nets	-232,4	-285,9	-237,7	-267,1	30,1	-42,3	-168,5	-111,4	-9,2	-3,2
Dérivés financiers nets	5,8	-0,9	-2,4	6,5	-0,2	-6,4	3,7	5,8	2,4	3,2
Autres investissements nets	-90,9	216,3	-98,8	263,5	470,5	366,6	-29,9	51,7	199,1	153,0
Variation des réserves	549,2	198,8	485,6	234,0	-339,6	-324,7	216,6	38,4	88,4	98,5
<b>Source de financement extérieur</b>										
<b>Pays débiteurs (net)</b>										
Solde du compte financier	-355,5	-409,9	-403,0	-357,5	-293,8	-229,4	-267,2	-279,7	-262,0	-307,6
Investissements directs nets	-275,8	-278,8	-270,0	-279,8	-289,3	-288,5	-265,8	-305,4	-307,6	-324,2
Investissements de portefeuille nets	-186,3	-221,5	-178,3	-188,4	-30,7	-54,2	-119,1	-21,7	-72,0	-77,4
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-67,9	-27,0	-29,5	-2,5	38,5	39,3	13,5	37,1	35,9	30,7
Variation des réserves	171,9	121,8	74,2	103,4	-10,6	88,1	102,4	11,9	81,6	61,9
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>										
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018</b>										
Solde du compte financier	-14,6	-38,1	-36,5	-28,9	-47,0	-53,3	-34,8	-22,1	-27,9	-35,3
Investissements directs nets	-14,6	-16,6	-10,1	-16,6	-34,4	-23,7	-13,9	-17,7	-23,5	-28,2
Investissements de portefeuille nets	1,0	-1,3	-11,8	-1,7	-1,2	-2,3	-24,8	-18,9	-9,4	-10,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	4,4	0,5	-18,2	1,8	-15,8	-21,0	10,1	10,1	1,7	1,0
Variation des réserves	-5,5	-20,8	3,8	-12,1	4,7	-6,0	-5,9	4,8	3,8	3,0
<i>Pour mémoire</i>										
<b>Monde</b>										
Solde du compte financier	-4,7	-46,6	256,6	343,4	52,1	40,5	155,6	162,3	407,4	155,3

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

<sup>1</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement**  
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2001-10	2005-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2021-24
<b>Pays avancés</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,7	-0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	0,6	0,6	0,5	0,4
Solde du compte courant	-0,7	-0,6	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4
Épargne	21,7	21,5	21,9	22,6	22,8	22,3	22,7	22,6	22,5	22,4	22,6
Investissement	22,4	22,1	21,2	21,5	21,6	21,4	21,8	22,0	22,0	22,0	22,2
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
<b>États-Unis</b>											
Capacité/besoin de financement	-4,4	-4,0	-2,1	-2,1	-2,2	-2,3	-2,2	-2,4	-2,5	-2,5	-2,3
Solde du compte courant	-4,4	-4,0	-2,1	-2,1	-2,2	-2,3	-2,3	-2,4	-2,5	-2,5	-2,4
Épargne	17,3	16,8	19,2	20,3	20,2	18,6	18,6	18,4	18,5	18,5	18,9
Investissement	21,5	20,8	20,4	20,8	21,1	20,4	20,6	21,0	21,1	21,1	21,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Zone euro</b>											
Capacité/besoin de financement	0,1	0,1	2,5	2,6	2,9	3,1	3,1	2,6	...	...	...
Solde du compte courant	0,0	0,0	2,3	2,5	2,7	3,1	3,2	2,9	2,8	2,7	2,3
Épargne	22,9	22,8	22,5	23,0	23,8	24,3	24,9	25,1	25,0	25,1	25,1
Investissement	22,5	22,2	19,8	20,1	20,6	20,9	21,3	21,6	21,7	21,8	22,2
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,3	...	...	...
<b>Allemagne</b>											
Capacité/besoin de financement	4,2	6,0	6,5	7,3	8,6	8,5	8,0	7,4	7,0	6,6	6,0
Solde du compte courant	4,2	6,0	6,6	7,2	8,6	8,5	8,1	7,3	7,0	6,6	6,0
Épargne	24,8	26,3	26,6	27,6	28,6	28,7	28,8	29,1	28,8	28,7	28,9
Investissement	20,6	20,4	20,1	20,4	20,0	20,2	20,7	21,8	21,8	22,1	23,0
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
<b>France</b>											
Capacité/besoin de financement	0,7	-0,3	-0,5	-1,0	-0,4	-0,4	-0,7	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3
Solde du compte courant	0,7	-0,3	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,4
Épargne	23,0	22,5	21,8	21,8	22,3	22,1	22,6	22,9	22,8	22,8	22,6
Investissement	22,4	22,9	22,3	22,7	22,7	22,6	23,4	23,5	23,3	23,3	23,0
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Italie</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,2	-1,8	0,9	2,1	1,7	2,4	2,6	2,5	2,9	3,0	2,5
Solde du compte courant	-1,3	-1,9	1,0	1,9	1,3	2,5	2,6	2,5	2,9	2,9	2,4
Épargne	19,9	18,7	17,9	18,9	18,6	20,1	20,2	20,5	20,4	20,4	20,2
Investissement	21,1	20,7	17,0	17,0	17,3	17,6	17,6	18,0	17,6	17,5	17,8
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,2	0,4	-0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
<b>Espagne</b>											
Capacité/besoin de financement	-5,5	-5,4	2,2	1,6	1,8	2,5	2,1	1,4	1,4	1,6	1,6
Solde du compte courant	-6,1	-5,9	1,5	1,1	1,2	2,3	1,8	0,9	0,9	1,0	1,1
Épargne	21,9	20,7	20,2	20,5	21,6	22,7	22,9	22,8	23,1	23,3	23,6
Investissement	28,0	26,5	18,7	19,5	20,4	20,4	21,1	21,9	22,2	22,3	22,6
Solde du compte de capital	0,6	0,5	0,6	0,5	0,7	0,2	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Japon</b>											
Capacité/besoin de financement	3,2	3,0	0,7	0,7	3,1	3,9	4,1	3,5	3,3	3,3	3,4
Solde du compte courant	3,3	3,1	0,9	0,8	3,1	4,0	4,2	3,5	3,3	3,3	3,5
Épargne	27,4	26,3	24,1	24,7	27,1	27,4	28,1	28,0	27,9	28,0	28,1
Investissement	24,1	23,2	23,2	23,9	24,0	23,4	23,9	24,4	24,6	24,7	24,6
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Royaume-Uni</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,9	-3,2	-5,2	-5,0	-5,0	-5,3	-3,4	-4,0	-3,5	-3,8	-3,8
Solde du compte courant	-2,9	-3,2	-5,1	-4,9	-4,9	-5,2	-3,3	-3,9	-3,5	-3,7	-3,7
Épargne	14,3	13,4	11,1	12,3	12,3	12,0	13,9	13,3	13,0	12,6	13,0
Investissement	17,2	16,6	16,2	17,3	17,2	17,3	17,2	17,2	16,4	16,2	16,7
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)**

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2001-10	2005-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2021-24
<b>Canada</b>											
Capacité/besoin de financement	0,4	-1,1	-3,2	-2,4	-3,5	-3,2	-2,8	-2,6	-1,9	-1,7	-1,6
Solde du compte courant	0,5	-1,1	-3,2	-2,4	-3,5	-3,2	-2,8	-2,6	-1,9	-1,7	-1,6
Épargne	22,6	22,5	21,7	22,5	20,3	19,7	20,7	20,4	20,7	20,8	21,0
Investissement	22,1	23,6	24,9	24,9	23,8	22,9	23,5	23,0	22,6	22,5	22,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>											
Capacité/besoin de financement	4,0	4,0	5,0	5,0	5,2	5,3	4,5	4,8	4,7	4,3	4,0
Solde du compte courant	4,0	4,0	5,0	5,1	5,6	5,2	4,7	4,9	4,8	4,4	4,0
Épargne	30,0	30,5	30,4	30,6	30,8	30,3	30,4	30,3	29,9	29,4	29,0
Investissement	25,7	26,2	25,3	25,3	24,9	25,0	25,5	25,5	25,0	24,9	24,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	-0,1	-0,4	0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Pays émergents et en développement</b>											
Capacité/besoin de financement	2,5	2,7	0,7	0,6	-0,1	-0,2	0,1	0,1	0,0	-0,3	-0,6
Solde du compte courant	2,5	2,6	0,6	0,6	-0,2	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,7
Épargne	30,3	32,6	32,9	32,9	32,3	31,7	32,3	32,9	32,6	32,2	31,8
Investissement	28,1	30,3	32,5	32,5	32,7	31,9	32,5	33,0	32,7	32,7	32,6
Solde du compte de capital	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Par région</b>											
<b>Pays émergents et en développement d'Asie</b>											
Capacité/besoin de financement	3,7	3,7	0,8	1,6	2,0	1,4	1,0	-0,1	0,4	0,2	-0,1
Solde du compte courant	3,6	3,6	0,7	1,5	2,0	1,4	1,0	-0,1	0,4	0,2	-0,1
Épargne	39,8	43,1	43,1	43,6	42,5	41,0	41,0	40,4	39,9	39,2	38,1
Investissement	36,4	39,6	42,3	42,1	40,5	39,6	40,1	40,6	39,5	39,0	38,2
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Pays émergents et en développement d'Europe</b>											
Capacité/besoin de financement	0,1	-0,5	-0,9	-0,7	1,6	-0,1	-0,3	2,2	1,9	0,9	0,2
Solde du compte courant	0,2	-0,6	-1,4	-0,3	0,9	-0,4	-0,6	1,7	1,6	0,6	0,0
Épargne	22,9	23,5	22,8	23,4	24,6	23,5	24,2	25,8	25,2	24,4	24,1
Investissement	22,6	24,0	24,2	23,7	23,6	23,8	24,8	24,0	23,5	23,8	24,1
Solde du compte de capital	-0,2	0,1	0,5	-0,4	0,7	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,1	-0,5	-2,8	-3,0	-3,2	-1,9	-1,4	-1,9	-1,5	-1,5	-1,7
Solde du compte courant	-0,2	-0,6	-2,8	-3,1	-3,2	-1,9	-1,4	-1,9	-1,6	-1,5	-1,7
Épargne	20,4	21,1	19,1	17,8	16,4	16,9	16,7	17,7	17,8	18,0	18,1
Investissement	20,6	21,6	22,2	21,5	21,1	18,5	18,5	19,6	19,4	19,5	19,8
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>											
Capacité/besoin de financement	7,3	9,5	9,0	5,8	-3,6	-3,9	-0,7	2,8	-0,3	-1,2	-2,0
Solde du compte courant	7,7	9,9	8,8	5,2	-3,9	-4,1	-0,7	2,7	-0,4	-1,4	-2,2
Épargne	34,3	37,1	35,1	31,4	23,7	23,2	27,6	29,7	27,3	27,3	27,1
Investissement	27,6	28,0	25,9	25,6	27,2	26,5	28,6	27,1	27,7	28,7	29,4
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Afrique subsaharienne</b>											
Capacité/besoin de financement	1,8	1,9	-1,8	-3,2	-5,6	-3,5	-1,9	-2,3	-3,2	-3,4	-3,0
Solde du compte courant	0,5	0,5	-2,2	-3,6	-6,0	-3,9	-2,3	-2,7	-3,6	-3,8	-3,4
Épargne	20,8	21,7	19,5	19,3	17,3	18,0	19,0	18,0	17,6	17,6	18,7
Investissement	20,9	21,6	21,7	22,6	22,8	21,5	21,2	20,6	21,2	21,4	21,6
Solde du compte de capital	1,3	1,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)**  
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2001–10	2005–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2021–24
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
<b>Combustibles</b>											
Capacité/besoin de financement	8,7	10,0	7,4	4,7	-1,5	-1,5	1,7	5,6	2,8	1,4	0,4
Solde du compte courant	9,2	10,4	7,4	5,1	-1,5	-1,6	1,7	5,6	2,8	1,3	0,4
Épargne	33,6	35,3	32,2	29,7	24,2	24,2	27,8	30,8	28,6	28,0	27,6
Investissement	25,0	25,3	25,1	24,7	26,7	24,5	26,4	25,0	25,6	26,5	27,1
Solde du compte de capital	-0,2	0,0	0,0	-0,7	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres produits</b>											
Capacité/besoin de financement	0,9	0,6	-1,0	-0,4	0,2	0,1	-0,2	-0,9	-0,4	-0,5	-0,8
Solde du compte courant	0,6	0,4	-1,2	-0,6	0,1	0,0	-0,3	-1,0	-0,5	-0,6	-0,8
Épargne	29,4	31,9	33,0	33,7	33,9	33,1	33,2	33,3	33,2	32,9	32,5
Investissement	29,0	31,6	34,3	34,3	33,8	33,2	33,5	34,4	33,8	33,6	33,3
Solde du compte de capital	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Source de financement extérieur</b>											
<b>Pays débiteurs (net)</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,7	-1,3	-2,4	-2,1	-2,1	-1,5	-1,5	-1,7	-1,7	-1,8	-2,0
Solde du compte courant	-1,0	-1,6	-2,7	-2,4	-2,4	-1,7	-1,7	-2,0	-1,9	-2,0	-2,1
Épargne	22,9	23,8	22,8	22,8	22,4	22,4	22,7	22,8	22,9	23,1	23,8
Investissement	24,1	25,6	25,4	25,1	24,8	24,1	24,4	24,8	24,8	25,2	25,8
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2014 et 2018</b>											
Capacité/besoin de financement	0,0	-1,2	-4,0	-3,2	-5,6	-5,7	-4,2	-2,7	-3,6	-4,0	-3,6
Solde du compte courant	-0,4	-1,7	-4,2	-3,5	-5,9	-5,7	-4,4	-2,9	-3,9	-4,3	-3,9
Épargne	22,1	21,7	16,3	17,2	14,5	13,9	15,5	17,0	16,6	17,0	17,9
Investissement	23,2	23,6	20,5	20,1	20,5	19,9	20,4	20,0	20,7	21,5	21,9
Solde du compte de capital	0,5	0,5	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>											
Capacité/besoin de financement	0,1	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,2	0,0
Solde du compte courant	0,1	0,3	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,0
Épargne	24,1	25,0	26,2	26,7	26,5	26,0	26,5	26,7	26,5	26,5	26,6
Investissement	24,0	24,7	25,5	25,8	26,0	25,4	26,0	26,3	26,2	26,3	26,6
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parité des pouvoirs d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peuvent être exprimées comme des identités comptables. L'épargne (*S*) moins l'investissement (*I*) est égal au solde du compte courant (*CAB*) ( $S - I = CAB$ ). La capacité/besoin de financement (*NLB*) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (*KAB*) ( $NLB = CAB + KAB$ ). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

<sup>1</sup>Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation**

	Moyennes				Projections			
	2001–10	2011–20	2017	2018	2019	2020	2017–20	2021–24
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
<b>PIB réel mondial</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,4</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>
Pays avancés	1,7	1,9	2,5	2,3	1,7	1,7	2,0	1,6
Pays émergents et en développement	6,2	4,8	4,8	4,5	3,9	4,6	4,4	4,8
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,8	1,4	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,4
<b>Commerce mondial, volume<sup>1</sup></b>	<b>5,0</b>	<b>3,6</b>	<b>5,7</b>	<b>3,6</b>	<b>1,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>
Importations								
Pays avancés	3,5	3,3	4,7	3,0	1,2	2,7	2,9	3,1
Pays émergents et en développement	9,2	4,4	7,5	5,1	0,7	4,3	4,4	5,1
Exportations								
Pays avancés	3,9	3,3	4,7	3,1	0,9	2,5	2,8	3,1
Pays émergents et en développement	8,2	4,1	7,3	3,9	1,9	4,1	4,3	4,6
Termes de l'échange								
Pays avancés	-0,1	0,1	-0,2	-0,7	0,0	-0,1	-0,2	0,1
Pays émergents et en développement	1,0	-0,3	0,8	1,5	-1,3	-1,1	0,0	-0,1
<b>Prix mondiaux (en dollars)</b>								
Produits manufacturés	1,9	-0,2	-0,3	1,9	1,4	-0,2	0,7	0,8
Pétrole	10,8	-3,1	23,3	29,4	-9,6	-6,2	7,8	-1,2
Produits primaires hors combustibles	8,9	-1,0	6,4	1,6	0,9	1,7	2,6	0,7
<b>Prix à la consommation</b>								
Pays avancés	2,0	1,5	1,7	2,0	1,5	1,8	1,7	1,9
Pays émergents et en développement	6,6	5,1	4,3	4,8	4,7	4,8	4,6	4,4
<b>Taux d'intérêt</b>								
	<i>En pourcentage</i>							
LIBOR à six mois en valeur réelle <sup>2</sup>	0,7	-0,6	-0,4	0,1	0,5	0,0	0,1	0,2
Taux mondial d'intérêt réel à long terme <sup>3</sup>	1,9	0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,8	-0,4	-0,2
<b>Soldes des transactions courantes</b>								
	<i>En pourcentage du PIB</i>							
Pays avancés	-0,7	0,5	0,9	0,7	0,6	0,5	0,7	0,4
Pays émergents et en développement	2,5	0,3	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,1	-0,7
<b>Dettes extérieures totales</b>								
Pays émergents et en développement	30,4	29,9	30,7	31,6	31,0	30,2	30,9	28,4
<b>Service de la dette</b>								
Pays émergents et en développement	9,0	10,7	9,9	11,0	10,9	10,6	10,6	10,1

<sup>1</sup>Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

<sup>2</sup>Taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en dollars diminué du pourcentage de variation du déflateur du PIB des États-Unis.

<sup>3</sup>Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## QUESTIONS D'ACTUALITÉ

### Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Systèmes financiers et cycles économiques	Septembre 2006
Perspectives de l'économie mondiale : Effets de contagion et cycles économiques mondiaux	Avril 2007
Perspectives de l'économie mondiale : Mondialisation et inégalité	Octobre 2007
Perspectives de l'économie mondiale : Logement et cycle conjoncturel	Avril 2008
Perspectives de l'économie mondiale : Turbulences financières, ralentissements et redressements	Octobre 2008
Perspectives de l'économie mondiale : Crise et reprise	Avril 2009
Perspectives de l'économie mondiale : Soutenir la reprise	Octobre 2009
Perspectives de l'économie mondiale : Rééquilibrer la croissance	Avril 2010
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise, risques et rééquilibrage	Octobre 2010
Perspectives de l'économie mondiale : Les tensions d'une reprise à deux vitesses — Chômage, matières premières et flux de capitaux	Avril 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance au ralenti, risques en hausse	Septembre 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise en cours, mais qui reste en danger	Avril 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Une dette élevée et une croissance anémique	Octobre 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019

### I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Mesurer l'inégalité : concepts, méthodologies et indicateurs	Octobre 2007, encadré 4.1
Nouveaux indices de cycle conjoncturel pour l'Amérique latine : une reconstruction historique	Octobre 2007, encadré 5.3
Incidence des nouveaux paramètres de calcul des PPA sur l'estimation de la croissance mondiale	Avril 2008, appendice 1.1
La mesure de l'écart de production	Octobre 2008, encadré 1.3
Évaluation et explication des risques pour les perspectives mondiales	Octobre 2008, appendice 1.1
Représentation de la croissance mondiale sous forme de graphique en éventail	Avril 2009, appendice 1.2
Les indicateurs de suivi de la croissance	Octobre 2010, appendice 1.2
Calcul de la production potentielle à partir de données à bruit selon le modèle de projection mondial	Octobre 2010, encadré 1.3
Rééquilibrage non coordonné	Octobre 2010, encadré 1.4

Perspectives de l'économie mondiale : contre-scénarios	Avril 2011, encadré 1.2
Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3

## II. Études rétrospectives

Croissance et balance courante : une perspective historique	Octobre 2008, encadré 6.3
Perspectives historiques des crises financières internationales	Octobre 2009, encadré 4.1
Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1

## III. Croissance économique : facteurs et évolution

L'essor de l'Asie : schémas de développement et de croissance économiques	Septembre 2006, chapitre 3
Croissance de la production potentielle et de la productivité au Japon	Septembre 2006, encadré 3.1
Évolution et influence de la qualité de la gouvernance d'entreprise en Asie	Septembre 2006, encadré 3.2
Possibilités de découplage ? Effets de contagion et cycles économiques mondiaux	Avril 2007, chapitre 4
Effets de contagion et synchronisation internationale des cycles économiques : une perspective plus large	Avril 2007, encadré 4.3
Le débat sur le taux d'actualisation	Octobre 2007, encadré 1.7
Prix ou quantités dans un contexte d'incertitude (Weitzman, 1974)	Octobre 2007, encadré 1.8
Les échanges de permis d'émissions dans l'Union européenne	Octobre 2007, encadré 1.9
Changements climatiques : répercussions économiques et riposte des pouvoirs publics	Octobre 2007, appendice 1.2
Quels risques les marchés du logement représentent-ils pour la croissance mondiale ?	Octobre 2007, encadré 2.1
L'évolution de la dynamique du cycle conjoncturel mondial	Octobre 2007, chapitre 5
Principales économies et fluctuations de la croissance mondiale	Octobre 2007, encadré 5.1
L'amélioration des résultats macroéconomiques : coup de chance ou coup de maître ?	Octobre 2007, encadré 5.2
Cycles conjoncturels mondiaux	Avril 2009, encadré 1.1
Comment la crise actuelle se compare-t-elle à la Grande Dépression ?	Avril 2009, encadré 3.1
Le crédit conditionne-t-il la reprise ? Enseignements des données sectorielles	Avril 2009, encadré 3.2
De la récession à la reprise : dans quels délais et avec quelle vigueur ?	Avril 2009, chapitre 3
Quelle est l'ampleur des dégâts ? La dynamique de la production à moyen terme après les crises financières	Octobre 2009, chapitre 4
Une reprise sans emplois ?	Octobre 2009, encadré 1.3
Dynamiques du chômage pendant les récessions et les reprises : au-delà de la loi d'Okun	Avril 2010, chapitre 3
Une croissance lente dans les pays avancés implique-t-elle une croissance lente dans les pays émergents ?	Octobre 2010, encadré 1.1
La reprise mondiale : où en sommes-nous ?	Avril 2012, encadré 1.2
Comment l'incertitude influe-t-elle sur les résultats économiques ?	Octobre 2012, encadré 1.3
La résilience des marchés émergents et des pays en développement sera-t-elle durable ?	Octobre 2012, chapitre 4
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2

Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3

#### IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base

Le boom des produits de base non combustibles peut-il être durable ?	Septembre 2006, chapitre 5
Les sociétés internationales et nationales dans un secteur pétrolier en mutation	Septembre 2006, encadré 1.4
Chocs sur les cours des produits de base, croissance et financement en Afrique subsaharienne	Septembre 2006, encadré 2.2
La spéculation a-t-elle contribué à la hausse des cours des produits de base ?	Septembre 2006, encadré 5.1
La libéralisation du commerce agricole et les cours des produits de base	Septembre 2006, encadré 5.2
Évolutions récentes du marché des produits de base	Septembre 2006, appendice 1.1
Qui est touché par l'envolée des prix des produits alimentaires ?	Octobre 2007, encadré 1.1
Goulets d'étranglement dans le raffinage	Octobre 2007, encadré 1.5
Tirer le meilleur parti des biocarburants	Octobre 2007, encadré 1.6
Évolution et perspectives des marchés des produits de base	Avril 2008, appendice 1.2
Dépréciation du dollar et cours des produits de base	Avril 2008, encadré 1.4
Pourquoi l'offre de pétrole n'a pas répondu à la hausse des prix ?	Avril 2008, encadré 1.5
Prix de référence du pétrole	Avril 2008, encadré 1.6

Mondialisation, prix des produits de base et pays en développement	Avril 2008, chapitre 5
Le boom actuel des prix des produits de base en perspective	Avril 2008, encadré 5.2
De nouveau l'inflation ? Produits de base et inflation	Octobre 2008, chapitre 3
Les investissements financiers influent-ils sur le comportement des prix des produits de base ?	Octobre 2008, encadré 3.1
Évaluation des ripostes budgétaires aux récentes hausses des prix des produits de base	Octobre 2008, encadré 3.2
Les régimes de politique monétaire et les prix des produits de base	Octobre 2008, encadré 3.3
Évaluation des risques de déflation dans le G-3	Avril 2009, encadré 1.3
La reprise économique mondiale s'accompagnera-t-elle d'une remontée du cours des produits de base ?	Avril 2009, encadré 1.5
Marchés des produits de base : évolution et perspectives	Avril 2009, appendice 1.1
Marchés des produits de base : évolution et perspectives	Octobre 2009, appendice 1.1
Que nous disent les marchés des options sur les perspectives des cours des matières premières ?	Octobre 2009, encadré 1.6
Comment expliquer la volatilité croissante des prix alimentaires ?	Octobre 2009, encadré 1.7
Qu'est-ce que la remontée des cours des produits de base a d'inhabituel ?	Avril 2010, encadré 1.2
Courbes des cours à terme des produits de base et ajustement cyclique du marché	Avril 2010, encadré 1.3
Évolution et perspectives des marchés de produits de base	Octobre 2010, appendice 1.1
Sombres perspectives pour le secteur de l'immobilier	Octobre 2010, encadré 1.2
Les métaux sont-ils devenus plus rares et avec quelles conséquences pour leurs prix ?	Octobre 2010, encadré 1.5
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Avril 2011, appendice 1.2
Pénurie de pétrole, croissance et déséquilibres mondiaux	Avril 2011, chapitre 3
Contraintes du cycle de vie pesant sur la production mondiale de pétrole	Avril 2011, encadré 3.1
Le gaz naturel non conventionnel va-t-il changer la donne ?	Avril 2011, encadré 3.2
L'effet à court terme des chocs pétroliers sur l'activité économique	Avril 2011, encadré 3.3
Filtrage passe-bas pour extraire les tendances conjoncturelles	Avril 2011, appendice 3.1
Les modèles empiriques pour l'énergie et le pétrole	Avril 2011, appendice 3.2
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Septembre 2011, appendice 1.1
Investissements financiers, spéculation et prix des matières premières	Septembre 2011, encadré 1.4
Viser des objectifs atteignables : fluctuations des cours des matières premières et politique monétaire	Septembre 2011, chapitre 3
Dossier spécial : Les marchés des produits de base	Avril 2012, chapitre 1
Fluctuations des cours des produits de base et conséquences pour les exportateurs	Avril 2012, chapitre 4
Effets macroéconomiques des chocs sur les cours des produits de base dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.1
La volatilité des cours des produits de base et le défi du développement dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.2
Dossier spécial : Les marchés des produits de base	Octobre 2012, chapitre 1
Les énergies non conventionnelles aux États-Unis	Octobre 2012, encadré 1.4
Crise de l'approvisionnement alimentaire : qui sont les plus vulnérables ?	Octobre 2012, encadré 1.5
Dossier spécial : Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Dossier spécial : Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI-Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Dossier spécial : Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1

Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord–Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1
Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1
Dossier spécial : Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1

## V. Politique budgétaire

Les résultats budgétaires des pays émergents : amélioration cyclique ou structurelle ?	Septembre 2006, encadré 2.1
Quand la relance budgétaire fonctionne-t-elle ?	Avril 2008, encadré 2.1
La politique budgétaire comme outil de stabilisation conjoncturelle	Octobre 2008, chapitre 5
Les stabilisateurs automatiques — Importance et rapports avec la politique budgétaire discrétionnaire	Octobre 2008, encadré 5.1
Pourquoi est-il si difficile de connaître les effets des relances budgétaires ?	Octobre 2008, encadré 5.2
Les États-Unis ont-ils accordé des allègements fiscaux opportuns, temporaires et ciblés ?	Octobre 2008, encadré 5.3
Cela sera-t-il douloureux ? Les effets macroéconomiques du rééquilibrage budgétaire	Octobre 2010, chapitre 3
Soldes budgétaire et commercial, des jumeaux séparés à la naissance ?	Septembre 2011, chapitre 4
Les multiplicateurs budgétaires à court terme sont-ils sous-estimés ?	Octobre 2012, encadré 1.1
Les conséquences d'une dette publique élevée dans les économies avancées	Octobre 2012, encadré 1.2
Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2

Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4

## VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

Comment les marchés financiers influent-ils sur les cycles économiques ?	Septembre 2006, chapitre 4
Levier financier et déflation par la dette	Septembre 2006, encadré 4.1
Relations financières et effets de contagion	Avril 2007, encadré 4.1
Situation macroéconomique des pays industrialisés et flux financiers vers les pays émergents	Avril 2007, encadré 4.2
Répercussions macroéconomiques des récentes turbulences sur les marchés financiers : rappel des épisodes précédents	Octobre 2007, encadré 1.2
La liquidité mondiale, qu'est-ce que c'est ?	Octobre 2007, encadré 1.4
L'évolution du cycle du logement et ses répercussions sur la politique monétaire	Avril 2008, chapitre 3
Y a-t-il compression du crédit ?	Avril 2008, encadré 1.1
Évaluation des vulnérabilités aux corrections du marché du logement	Avril 2008, encadré 3.1
Turbulences financières et phases de contraction	Octobre 2008, chapitre 4
Le dernier accès de fièvre financière : comment peut-il changer les perspectives mondiales ?	Octobre 2008, encadré 1.1
Prix du logement : corrections et conséquences	Octobre 2008, encadré 1.2
Pour remédier aux crises du système financier et assainir l'intermédiation financière	Octobre 2008, encadré 4.1
Les entreprises non financières sont-elles vulnérables ?	Avril 2009, encadré 1.2
L'énigme de la disparition du patrimoine des ménages	Avril 2009, encadré 2.1
L'influence des capitaux bancaires étrangers durant les crises d'origine nationale	Avril 2009, encadré 4.1
Un indice de turbulences financières pour les pays émergents	Avril 2009, appendice 4.1
Les turbulences financières dans les pays émergents : une analyse économétrique	Avril 2009, appendice 4.2
Comment les liens financiers et commerciaux enveniment la situation	Avril 2009, chapitre 4
Les enseignements à tirer des fluctuations des prix des actifs pour la politique monétaire	Octobre 2009, chapitre 3
Les marchés financiers des pays émergents ont-ils mieux résisté à la crise actuelle qu'à celles qui ont précédé ?	Octobre 2009, encadré 1.2
Risques liés aux marchés immobiliers	Octobre 2009, encadré 1.4
Indices de conditions financières	Avril 2011, appendice 1.1
Effondrement des prix de l'immobilier dans les pays avancés : répercussions sur les marchés financiers	Avril 2011, encadré 1.1
Retombées internationales et politiques macroéconomiques	Avril 2011, encadré 1.3
Les cycles emballement-effondrement du crédit : causes et conséquences pour les autorités	Septembre 2011, encadré 1.2
La baisse des cours boursiers est-elle un signe avant-coureur d'une récession ?	Septembre 2011, encadré 1.3
Effets de contagion : répercussions du désendettement des banques de la zone euro	Avril 2012, chapitre 2
Effets de contagion : la transmission financière des tensions dans l'économie mondiale	Octobre 2012, chapitre 2
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1

Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2

## VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

La mondialisation de la main-d'œuvre	Avril 2007, chapitre 5
Émigration et commerce : incidence sur les pays en développement	Avril 2007, encadré 5.1
Réformes du marché du travail dans la zone euro et arbitrage salaires-chômage	Octobre 2007, encadré 2.2
Mondialisation et inégalité	Octobre 2007, chapitre 4
Le dualisme du marché du travail : contrats temporaires et contrats permanents ; mesures, effets et enjeux pour les politiques publiques	Avril 2010, encadré 3.1
Programmes de travail à horaires réduits	Avril 2010, encadré 3.2
Une lente reprise sans issue ? Une vision sectorielle des marchés du travail dans les économies avancées	Septembre 2011, encadré 1.1
La part du travail en Europe et aux États-Unis pendant et après la Grande Récession	Avril 2012, encadré 1.1
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2

## VIII. Taux de change

Comment les déséquilibres de l'économie mondiale s'ajusteront-ils ?	Septembre 2006, encadré 1.3
Les taux de change et l'ajustement des déséquilibres extérieurs	Avril 2007, chapitre 3
Répercussion des mouvements de taux de change sur les prix des exportations et des importations et sur l'ajustement extérieur	Avril 2007, encadré 3.3
La dépréciation du dollar américain : ses causes et ses conséquences	Avril 2008, encadré 1.2
Enseignements de la crise sur le choix du régime de change	Avril 2010, encadré 1.1
Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

## IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

Une perspective à long terme des flux de capitaux vers les pays émergents	Septembre 2006, encadré 1.1
Comment les déséquilibres de l'économie mondiale s'ajusteront-ils ?	Septembre 2006, encadré 2.1
Viabilité extérieure et intégration financière	Avril 2007, encadré 3.1
Déséquilibres élevés et persistants du compte courant	Avril 2007, encadré 3.2
Consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux	Octobre 2007, encadré 1.3
Gérer les conséquences macroéconomiques d'apports d'aide massifs et volatils	Octobre 2007, encadré 2.3
Comment gérer des entrées massives de capitaux	Octobre 2007, chapitre 3
Le contrôle des mouvements de capitaux peut-il être efficace ?	Octobre 2007, encadré 3.1
Consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux : rapport d'avancement	Avril 2008, encadré 1.3
Comment la mondialisation commerciale et financière influe-t-elle sur la croissance ? Théorie et éléments de preuve	Avril 2008, encadré 5.1
La divergence des balances des paiements courants entre les économies émergentes	Octobre 2008, chapitre 6
Les déterminants de la balance courante dans les pays exportateurs de pétrole	Octobre 2008, encadré 6.1
L'incidence des fonds souverains sur les marchés financiers mondiaux	Octobre 2008, encadré 6.2
Les déséquilibres mondiaux et la crise financière	Avril 2009, encadré 1.4
Financement des échanges et commerce mondial : des études sur le crédit bancaire apportent de nouveaux éléments	Octobre 2009, encadré 1.1
De déficit en excédent : récente inflexion des soldes des comptes des transactions courantes de la balance mondiale des paiements	Octobre 2009, encadré 1.5
Trouver le bon équilibre : mettre fin aux excédents persistants du compte courant	Avril 2010, chapitre 4
Réaction des pays émergents d'Asie aux entrées de capitaux	Octobre 2010, encadré 2.1
En Amérique latine, le groupe AL-5 surfe sur une nouvelle vague d'entrées de capitaux	Octobre 2010, encadré 2.1
Les crises financières ont-elles des effets durables sur le commerce ?	Octobre 2010, chapitre 4
Correction des déséquilibres extérieurs à la périphérie de l'Union européenne	Avril 2011, encadré 2.1
Flux internationaux de capitaux : fiables ou inconstants ?	Avril 2011, chapitre 4
Engagements extérieurs et points de basculement dans la crise	Septembre 2011, encadré 1.5
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3

Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1
Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibres du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, Encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2

## X. Études régionales

Dix années d'Union économique et monétaire	Octobre 2008, encadré 2.1
Facteurs de vulnérabilité dans les pays émergents	Avril 2009, encadré 2.2
Liens Est-Ouest et effets de contagion en Europe	Avril 2012, encadré 2.1
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

## XI. Études de cas

Pourquoi le compte des revenus des États-Unis est-il encore excédentaire et combien de temps le restera-t-il ?	Septembre 2005, encadré 1.2
L'Inde est-elle en train de devenir un moteur de la croissance mondiale ?	Septembre 2005, encadré 1.4
L'épargne et l'investissement en Chine	Septembre 2005, encadré 2.1
Révision du PIB de la Chine : conséquences pour ce pays et pour l'économie mondiale ?	Avril 2006, encadré 1.6
Les effets de la mondialisation sur l'inégalité : que nous apprennent les études réalisées au niveau national ? Cas du Mexique, de la Chine et de l'Inde	Octobre 2007, encadré 4.2
Le Japon après les Accords du Plaza	Avril 2010, encadré 4.1
La situation de la province chinoise de Taiwan à la fin des années 80	Avril 2010, encadré 4.2
Les Accords du Plaza sont-ils responsables des décennies perdues au Japon ?	Avril 2011, encadré 1.4
Comment va évoluer l'excédent extérieur de la Chine ?	Avril 2012, encadré 1.3
La Home Owners' Loan Corporation (HOLC) américaine	Avril 2012, encadré 3.1
La restructuration de la dette des ménages en Islande	Avril 2012, encadré 3.2
«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2

## XII. Études spéciales

Le changement climatique et l'économie mondiale	Avril 2008, chapitre 4
Croissance du parc automobile dans les pays émergents : incidences sur le changement climatique	Avril 2008, encadré 4.1
Asie du Sud : modèle d'impact d'un choc climatique	Avril 2008, encadré 4.2
Politiques macroéconomiques pour un ajustement plus ordonné aux chocs climatiques	Avril 2008, encadré 4.3
Assurance catastrophe et obligations catastrophe : nouveaux instruments de couverture des risques climatiques	Avril 2008, encadré 4.4
Initiatives récentes de réduction des émissions	Avril 2008, encadré 4.5
Enjeux de l'élaboration de politiques nationales d'atténuation des émissions	Avril 2008, encadré 4.6
Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2

Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1
Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions–acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2



# EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, OCTOBRE 2019

*Observations du Président à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 3 octobre 2019.*

Les administrateurs souscrivent dans l'ensemble à l'évaluation des perspectives de l'économie mondiale et des risques auxquels elle est exposée. Ils constatent que la croissance mondiale en 2019 devrait tomber à son niveau le plus bas depuis la crise financière mondiale, en raison d'un fléchissement généralisé de la production manufacturière et de la confiance des chefs d'entreprise, sur fond de montée des tensions commerciales. La croissance devrait connaître une hausse modeste en 2020, mais ces perspectives se fondent sur un redressement incertain dans un petit nombre de pays qui sont actuellement en sous-régime ou en difficulté. Dans les pays en développement à faible revenu, la croissance globale demeure relativement robuste, même si les chances de rattrapage des niveaux de revenu des pays avancés restent minces.

Les administrateurs notent avec inquiétude la montée des risques pesant sur l'économie mondiale. À court terme, ces risques tiennent surtout à l'aggravation des tensions commerciales, technologiques et géopolitiques, qui accentue l'incertitude. Les administrateurs soulignent également le risque d'un brusque durcissement des conditions financières que pourraient déclencher divers événements. Ils relèvent que les risques demeurent élevés à moyen terme en raison de la hausse des obstacles au commerce, d'une nouvelle accumulation de facteurs de vulnérabilité financière et des conséquences de la non-atténuation des effets des changements climatiques.

Compte tenu de ces risques, les administrateurs insistent sur la nécessité de renforcer la coopération multilatérale et estiment pour la plupart qu'il convient en priorité de désamorcer les tensions commerciales, de revenir sur les récentes augmentations de droits de douane et de résoudre les différends commerciaux par la coopération. Ils exhortent également les dirigeants à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à réduire les déséquilibres mondiaux. Un renforcement de la coopération multilatérale en matière de fiscalité internationale et des réformes de la réglementation financière mondiale contribueraient à

remédier aux facteurs de vulnérabilité et à partager plus largement les fruits de l'intégration économique.

Les administrateurs soulignent qu'il est urgent de mettre en place des mesures préventives pour asseoir la croissance et renforcer la résilience. Ils approuvent l'orientation plus accommodante de la politique monétaire dans de nombreux pays, tout en rappelant qu'il importe de continuer à fonder les décisions sur des données et de communiquer clairement sur ces décisions. Les administrateurs notent que le niveau très bas des taux d'intérêt a augmenté les ressources budgétaires dans de nombreux pays. Ils conviennent dans l'ensemble que les pays disposant d'espace budgétaire et dont la dette est viable devraient mener des politiques budgétaires de qualité pour soutenir si nécessaire la demande globale. Pour assurer la viabilité de la dette, il faut reconstituer les marges de manœuvre dans les pays dont les finances publiques se trouvent en situation relativement précaire, même si la cadence pourrait être calibrée en fonction des conditions du marché afin d'éviter une longue période de fragilité économique et une dynamique désinflationniste. Si les risques se concrétisent, les dirigeants doivent se tenir prêts à mettre en œuvre une riposte d'urgence, éventuellement de façon coordonnée.

Les administrateurs attirent l'attention sur l'importance de mener dans tous les pays des réformes structurelles porteuses de croissance. La priorité est de relever la croissance à moyen terme, d'améliorer l'inclusion et de renforcer la résilience. Les politiques structurelles peuvent contribuer à faciliter l'ajustement aux chocs et à stimuler la production à moyen terme, à réduire les écarts de revenu au sein des pays et à accélérer la convergence entre eux. De nombreux pays devraient continuer de renforcer leurs institutions, leur gouvernance et leurs cadres d'action afin de promouvoir leur résilience et leurs perspectives de croissance.

Les administrateurs relèvent que la persistance de taux d'intérêt bas dans les pays avancés a encouragé la prise de risque, y compris parmi les investisseurs institutionnels,

et entraîné une accumulation continue de facteurs de vulnérabilité financière, dont la montée des risques dans les institutions financières non bancaires, la hausse de la charge de la dette des entreprises, et le recours croissant des pays émergents et préémergents à l'emprunt extérieur. Les administrateurs soulignent l'urgence de préserver la stabilité financière au moyen de politiques macroprudentielles plus robustes et au périmètre plus vaste, ainsi que de remédier aux facteurs de vulnérabilité du secteur des entreprises en appliquant une surveillance et un contrôle plus stricts. Ils sont également favorables à un renforcement du contrôle des investisseurs institutionnels et de leurs obligations d'information, à l'adoption de pratiques et cadres prudents en matière de gestion de la dette souveraine, ainsi qu'à une surveillance plus étroite des facteurs de fragilité du financement en dollars. Ils réitèrent leur appel à la pleine mise en œuvre de la réforme de la réglementation mondiale.

Les administrateurs notent que les pays émergents et pays en développement doivent appliquer un dosage approprié de politiques budgétaires, monétaires, macroprudentielles et de change. Il est essentiel d'assurer la résilience financière dans les pays émergents et préémergents susceptibles d'être exposés à de brusques retournements des flux de capitaux.

Les administrateurs exhortent les pays en développement à faible revenu à adopter des mesures visant à relever la croissance potentielle, à favoriser l'inclusion et à surmonter les difficultés qui entravent les avancées sur la voie des objectifs de développement durable pour 2030. Ces pays doivent en priorité renforcer leurs cadres de politique monétaire et macroprudentielle, ainsi que remédier aux facteurs de vulnérabilité liés à la dette. Les administrateurs font valoir que la politique budgétaire doit favoriser la viabilité de la dette et les progrès dans la réalisation des objectifs de développement, notamment en renforçant les capacités fiscales tout en protégeant les populations vulnérables. Pour y parvenir, il est essentiel d'assurer la complémentarité entre les recettes intérieures, l'aide officielle et le financement privé, et il importera

également d'investir dans la préparation aux catastrophes et les infrastructures climato-intelligentes. Les pays doivent améliorer la qualité de l'éducation, réduire les déficits d'infrastructures, améliorer l'accès aux services financiers et encourager l'investissement privé. Les pays exportateurs de produits de base doivent continuer de diversifier leur économie.

Les administrateurs saluent dans l'ensemble l'attention accordée aux changements climatiques dans le *Moniteur des finances publiques*. Ils conviennent pour la plupart que la tarification du carbone ou des approches comparables, telles que des systèmes d'échange de quotas d'émissions, constituent des outils efficaces pour réduire les émissions. En fonction de la situation et des préférences de chaque pays, d'autres approches, telles que des mécanismes de taxation avec remise ou des réglementations, sont également envisageables. Les administrateurs relèvent que, pour que les politiques d'atténuation des effets des changements climatiques soient acceptables par le plus grand nombre, elles doivent s'inscrire dans une stratégie globale prévoyant une utilisation productive et équitable des ressources, un dispositif de protection sociale pour les populations vulnérables et des mesures de soutien à l'investissement dans les technologies propres. De nombreux administrateurs notent qu'un prix plancher du carbone à l'échelle internationale pourrait contribuer au développement des efforts d'atténuation, mais il est nécessaire de procéder à des travaux supplémentaires et de renforcer la collaboration mondiale pour parvenir à un accord de grande envergure fondé sur une juste répartition des charges. De nombreux administrateurs saluent à cette occasion les travaux du FMI sur l'analyse des options en matière d'atténuation et sur l'intégration de cette analyse à ses activités de surveillance, le FMI s'appuyant sur l'expertise que lui confère son mandat. La plupart des administrateurs se félicitent de l'attention accordée à une finance responsable tenant compte des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement, et soulignent qu'il importe de continuer de coopérer avec d'autres organisations internationales.

---

## DANS CE NUMÉRO :

---

### CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

### CHAPITRE 2

Plus près ou plus loin ?

Disparités et ajustements régionaux  
dans les pays avancés

### CHAPITRE 3

Relancer la croissance dans les pays  
à faible revenu et les pays émergents :  
rôle des réformes structurelles



**PUBLICATIONS**

**WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)**

**OCTOBRE 2019**

